

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

**LES DÉPUTÉS KURDES  
PRISONNIERS D'OPINION**

Bulletin de liaison et d'information

N° SPÉCIAL

MAI 1995

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04



# HUIT DÉPUTÉS KURDES MENACÉS DE LA PEINE CAPITALE POUR DÉLIT D'OPINION

• Qui sont-ils ? -----	1
• De quoi les accuse-t-on ?-----	11
• La levée d'immunité parlementaire décidée à la hussarde ----	17
• La Cour Constitutionnelle turque rejette le recours des avocats -----	65
• La dissolution du Parti de la Démocratie (DEP)-----	73
• Conclusions des rapporteurs spéciaux du Parlement européen, du Conseil de l'Europe et d'International Human Rights Law Group -----	89
• Revue de presse - Réactions -----	141
• Le procès -----	209
• Le verdict -----	319

## PROCÈS D'OPINION A ANKARA

*Témoins gênants de la tragédie kurde en Turquie,  
les députés kurdes sont menacés de mort pour leurs opinions*

Ils sont huit. Ils s'appellent Leyla ZANA, Mahmut ALINAK, Hatip DICLE, Orhan DOGAN, Selim SADAK, Sirri SAKIK, Ahmet TÜRK et Sedat YURTTAS. Ils ont été, en novembre 1991, régulièrement élus députés par la population kurde afin qu'ils représentent ses intérêts et ses aspirations, en compagnie de 16 autres de leurs camarades, sur la liste du Parti populiste social-démocrate (SHP) d'Erdal İnönü avec lequel leur jeune parti HEP venait de conclure une alliance électorale.

C'était une première historique. Pour la première fois dans l'histoire républicaine de Turquie des Kurdes assumant et revendiquant publiquement leur identité kurde étaient élus à l'Assemblée nationale en pleine période d'*ouverture politique* pratiquée par le président turc Özal. Celui-ci avait aboli quelques mois plus tôt la loi interdisant l'usage de la langue kurde, élargi 40.000 prisonniers et promis de résoudre le problème kurde qui *«depuis 70 ans empoisonne notre vie politique»*. Bousculant les tabous, il parlait de *«l'existence de 12 millions de Kurdes en Turquie»*, évoquait la possibilité de reconnaître leur identité et proposait d'ouvrir un débat public sur les solutions possibles à ce problème chronique dans le respect de frontières de l'Etat et de la démocratie. Les mots «kurde» et «Kurdistan» n'étaient plus tabous et le président turc nouait de liens personnels étroits avec les leaders kurdes d'Irak dont l'un, J. Talabani, était prié d'explorer avec le chef du PKK, A. Öcalan, les moyens de faire taire les armes et de trouver une solution politique au problème kurde.

Turgut Özal avait fini par obtenir un cessez-le-feu unilatéral du PKK en mars 1993. Au moment où il s'apprêtait à prendre des initiatives majeures en faveur du dialogue et de la paix, il décédait dans des conditions jamais éclaircies, officiellement d'un arrêt cardiaque. Les ultras turcs prenaient le dessus, éliminant brutalement les partisans d'Özal dans l'armée et dans la police politique (MIT). Le conservateur Démirel, renversé à deux reprises par l'armée, devenu de ce fait très prudent vis-à-vis de celle-ci, était élu président tandis qu'une femme très ambitieuse, Tansu Çiller après une vaste campagne médiatique, accédait au poste de premier ministre.

Rapidement il a été entendu que l'ouverture politique était terminée. La Turquie, sous l'égide de l'aile radicale de l'armée, revenait à ses vieux démons kémalistes. Après le dégel amorcé au printemps de 1991, on entrait dans une nouvelle période de *glaciation*. Chargée d'occuper la vitrine moderniste du pays, Mme. Çiller donnait carte blanche à l'armée au Kurdistan et reprenait l'antienne traditionnelle turque: *«il n'y a ni Kurde, ni problème kurde en Turquie, il n'y a qu'un problème de terrorisme qu'il faut éradiquer avec fermeté»*.

Dans ce climat de glaciation, le HEP a été interdit pour séparatisme par la Cour Constitutionnelle. Son premier président, Fehmi Isiklar, vice-président de

l'Assemblée, était déchu de son mandat parlementaire à cause de cette interdiction. Les autres députés avaient eu le temps de démissionner du HEP et de créer le nouveau Parti de la Démocratie (DEP). Ils échappèrent ainsi de justesse à la déchéance automatique de leur mandat parlementaire pour cause d'interdiction de leur parti. Cibles des attaques meurtrières de la contre-guérilla, qui ont fait 74 morts dans les rangs des dirigeants nationaux et régionaux du HEP et du DEP, victimes des campagnes médiatiques orchestrées par le pouvoir, ces députés kurdes ont essayé, dans cette fosse aux lions, de défendre les chances de la paix et du dialogue pour un règlement politique du problème kurde. Ils ont aussi courageusement continué de témoigner des horreurs de la guerre du Kurdistan.

Ce qui était lieu commun dans la période d'ouverture de 1991-1992, est redevenu délit d'opinion. Les députés kurdes sont donc devenus les boucs émissaires de choix dans ce nouveau climat chauvin et cocardier qui a abouti à l'assassinat de l'un d'eux, Mehmet Sincar, de la levée d'immunité de 6 autres les 2 et 3 mars 1994, de l'interdiction de leur parti DEP, le 16 juin, et de la déchéance de leur mandat parlementaire de 13 députés kurdes. 6 de ces derniers se sont réfugiés en Europe. 7 autres sont, avec M. Alinak, démissionnaire du DEP, derrière les barreaux, dans la prison d'Ankara, pour la plupart depuis début mars.

Homme de confiance de l'armée, le procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara, Nusret Demiral, requiert contre eux la peine de mort pour leurs opinions qu'il juge «*criminelles*» et «*attentatoires à l'unité idéologique et territoriale de la Nation et de la Patrie*», sans pouvoir invoquer le moindre acte de violence, la moindre action concrète contre l'intégrité et la souveraineté du pays.

De quelque bord politique que l'on soit, tous ceux qui sont attachés aux libertés publiques fondamentales ne peuvent que soutenir ces députés dont la vie est menacée, en faisant éventuellement leur le fameux mot de Voltaire: «*Je ne partage pas vos opinions mais je suis prêt à mourir pour que vous puissiez les exprimer librement*».

Or il se trouve que ces opinions, exprimées pacifiquement à la tribune de l'Assemblée, au cours de réunions électorales, dans des déclarations aux médias nationaux ou étrangers ou devant les institutions internationales, n'ont rien de subversif ni de répréhensible ! Elles sont modérées, honorables et démocratiques. Elles ne remettent pas en cause les frontières (bien que cela ne soit pas en soi un crime dans une démocratie) et ne font pas l'apologie de la violence. Elles expriment, en des termes non provocateurs, les aspirations légitimes des 15 millions de Kurdes de Turquie à la paix, à la dignité, à la libre expression de leur culture et de leur identité, dans le cadre de la démocratie. Ce sont des opinions que l'on entend tous les jours dans la bouche des militants régionalistes ou autonomistes des vieux pays démocratiques européens sans que personne y trouve quelque chose à redire, la seule sanction éventuelle étant celle du suffrage universel.

Membre de l'OTAN et du Conseil de l'Europe, associée à l'Union européenne, la Turquie n'est pas, il est vrai, un pays européen, encore moins une démocratie tolérant l'expression des différences. Les députés kurdes, par leur sacrifice, font découvrir à l'opinion cette vérité de base soupçonnée ou murmurée sans être dite publiquement.

Le combat démocratique des députés kurdes s'est avéré être une mission impossible. Bousculés par les événements, ils sont pris dans le feu croisé des deux camps mûs par une logique de guerre. Bravant les menaces, rejetant la servilité de la plupart de leurs collègues turcs qui ont transformé le Parlement en une chambre d'enregistrement des directives du Conseil national de sécurité, dominé par les généraux, ils persistent cependant de vouloir frayer un chemin pour le dialogue démocratique entre Kurdes et Turcs, pour que ce conflit kurde, qui depuis sa naissance en 1923 mine et obsède la République de Turquie trouve, dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes, une solution respectant la dignité, l'identité et les droits légitimes de 15 millions de Kurdes de Turquie.

Dans le contexte turc, cela demande beaucoup de courage. 74 dirigeants de ce parti pro-kurde, dont le député de Mardin Mehmet Sincar, ont été assassinés, par la contre-guérilla turque. Mme. Leyla Zana, députée de Diyarbakir, cible favorite des ultras turcs, a échappé de justesse à deux attentats.

Le combat de ces députés démocrates heurte assurément trop d'idées reçues et de certitudes. Y compris chez les Kurdes où, après 70 ans de persécution turque, après tant de massacres, de déportations, d'exécutions sommaires, de tortures, d'interdiction de leur culture y compris de l'usage de la langue kurde, après les terribles conséquences du rouleau compresseur de la «guerre spéciale» menée depuis mars 1992 au Kurdistan, avec son cortège de villages détruits, de forêts et récoltes brûlées, de civils sauvagement abattus, d'intellectuels assassinés par de mystérieux escadrons de la mort, on croit de moins en moins à une évolution, dans un avenir prévisible, des mentalités turques. On n'est pas loin de penser que depuis leur invasion de l'Asie-Mineure, les Turcs, au fond, sont toujours restés fidèles à la primauté de la force sur celle du droit. Jamais dans leur histoire ils n'ont su ni décoloniser ni définir des rapports de coexistence dans l'égalité et le respect mutuel. Le mot *compromis* (uzlasma) n'a été inventé en turc qu'à la fin des années 1960 car ce concept n'a pas existé dans la pratique; le plus fort a dominé ou écrasé le faible, et s'il a accordé un droit de vie à celui-ci, c'est à condition expresse qu'il reconnaisse «*sa place*», c'est-à-dire son infériorité, par rapport au maître. L'accession à certains postes élevés de quelques Kurdes assimilés, ayant non seulement renoncé à leur identité mais faisant preuve d'un nationalisme turc plus radical que celui de leur maître, ne démentit pas cette exception. Elle entre dans le droit fil de la tradition turque de *Janissaires*, de ces enfants chrétiens éduqués à la turque, employés ensuite, avec grades et pouvoirs, dans la répression de leur peuple d'origine.

Pour les secteurs décisionnels de la société turque, à savoir le haut commandement militaire, l'état-major de la police politique (MIT) et, dans une moindre mesure, la classe politique, qui agit sous l'épée de Damoclès de l'armée, le simple fait de parler de l'existence des Kurdes, est perçu comme un «*danger mortel pour l'unité de la Nation et de la Patrie*». Pauvre et fragile unité ! Semblant ignorer l'évolution du monde depuis les années 1920, ils s'accrochent frileusement «*aux principes d'Atatürk*», sacrés idéologie officielle de l'Etat dans la Constitution de 1982 imposée par l'armée, et comme seul ciment de l'unité. Ils semblent convaincus que par une sorte de jeu de dominos, le fait de reconnaître l'existence des Kurdes, de leur langue, ouvrira la boîte de Pandore des aspirations kurdes longtemps brimées et finira par conduire à l'éclatement du pays. Pour eux, à la limite, les députés kurdes demandant pacifiquement les droits des Kurdes, sont *plus dangereux* que ceux qui luttent pour

l'obtention de ces mêmes droits par les armes. Car l'armée sait comment combattre militairement une insurrection, une guérilla, mais elle ne sait pas comment répondre à un combat politique complexe faisant appel à des références universelles (Convention européenne des droits de l'homme, Charte de Paris, Protocole International sur les droits socio-politiques etc.) étrangères à son univers mental et à son indigente «idéologie» kémaliste. D'où sa colère et sa hargne contre «*les traîtres qui sont au Parlement et qui défendent les mêmes idées que les terroristes du PKK*».

La première condamnation des députés kurdes est ainsi venue du général Dogan Günes, chef d'état-major de l'armée. Dans un pays démocratique il aurait été pour le moins révoqué, et sans doute jugé, pour son ingérence dans la vie politique et ses accusations contre les élus du peuple. En Turquie, la colère du général a servi de signal aux politiques qui, Mme. Çiller en tête, se sont empressés de mettre en route les mécanismes politico-juridiques requis pour éliminer les «*traîtres*» stigmatisés par le général Günes et «*apaiser l'armée*». Le vice-premier social-démocrate M. Karayalçın a même parlé d'une menace insistante de coup d'Etat. Pour le conjurer, il fallait apparemment offrir aux militaires ce qu'ils réclamaient: *la tête des députés kurdes*. Ce n'est pas le vieux président Demirel, renversé à deux reprises, en 1971 et en 1980, et un temps emprisonné par l'armée, qui allait encourager le gouvernement et le Parlement à résister aux pressions des militaires.

La cause est donc entendue depuis la fameuse déclaration du général Günes. Le reste n'est plus que du mauvais **habillage juridique** et de procédés tragi-comiques. On attend le retour d'Europe de la délégation parlementaire du Parti de la Démocratie (DEP), qui a notamment été reçue par le président Mitterrand, par M. Jacques Delors et par Mme. Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, et on annonce dans les médias la suspension de la session parlementaire pour 3 semaines, à partir du 1er mars; afin de permettre aux parlementaires de participer à la préparation des élections municipales du 28 mars «*pour mieux endormir la vigilance de l'ennemi*». Une fois tous les parlementaires kurdes rentrés, estimant son traquenard bien en place, Mme. Çiller, en violation d'une disposition constitutionnelle interdisant toute concertation sur la levée d'immunité parlementaire, réunit le groupe parlementaire de son parti et exige que l'immunité parlementaire des 8 députés, 7 Kurdes, et 1 islamiste pour faire bonne mesure, soit levée avant le départ en vacances des parlementaires. Cette question inscrite à la 151ème place de l'ordre du jour de l'Assemblée, est, par diverses mesures procédurières, avancée à la première place et débattue dès le 2 mars dans un Parlement encerclé par la police, comme aux beaux jours des coups d'Etat militaires. Les principaux ténors de la vie politique s'esquivent pour ne pas cautionner ce coup de force et en même temps ne pas paraître défier l'état-major militaire. Le président du Parlement, officiellement opposé à la levée d'immunité parlementaire pour délit d'opinion, part se faire un bilan de santé aux Etats-Unis. Mesut Yılmaz, président de l'ANAP, principale formation de l'opposition, Erdal İnönü et Murat Karayalçın, respectivement président d'honneur et président du Parti populiste social-démocrate (SHP), partenaire de la coalition gouvernementale, choisissent d'aller faire leurs courses en ville pour ne pas prendre part au vote. Mais auparavant l'ANAP a désigné en son sein un nombre suffisant de députés à prêter pour que les manœuvres du Premier ministre soit assurée de la majorité des voix. Quant au SHP, qui prône l'abstention dans l'espoir de s'attirer une partie de l'électorat kurde lors des élections municipales de fin mars, il sera déçu. Les Kurdes, qui n'ont pas la mémoire courte, ne

lui pardonnent pas d'avoir cautionné et défendu la terrible politique de répression et de guerre menée par la coalition gouvernementale dans le Kurdistan.

Les conditions dans lesquelles la levée de l'immunité des parlementaires kurdes a été votée est longuement décrite dans les pages qui suivent où une large place est donnée aux témoignages de la presse et aux rapports de missions du Parlement européen, du Conseil de l'Europe et des ONG.

On sait qu'avant même que la décision du Parlement ne devienne effective par sa publication dans le *Journal officiel* et sans attendre l'écoulement du délai légal de 15 jours pour faire appel de cette décision devant la Cour Constitutionnelle, des députés kurdes ont été arrêtés et gardés à vue au secret jusqu'au 17 mars dans les locaux de la Section anti-terroriste de la police d'Ankara, sur l'ordre du Procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara, Nusret Demiral. Le président turc, en principe gardien de la Constitution, a trouvé que «*cela n'était pas très chic*». Le ministre de l'Intérieur a déclaré que ce n'était pas lui qui avait ordonné le siège du Parlement par la police du 2 au 5 mars, jour où les députés kurdes retranchés au Parlement se sont rendus. Cela aurait été ordonné par le procureur Demiral. Et le ministre de la Justice de préciser qu'il n'a aucun pouvoir sur ce procureur. En effet, homme d'extrême-droite, cachant à peine ses sympathies pour *les Loups gris* du colonel turc Turkes, et pour Hitler, ce procureur a été placé à ce poste-clé de la Cour de Sûreté de l'Etat, chargée de poursuivre la besogne des tribunaux militaires en «*période normale*», par l'état-major de l'armée tout comme le président de la Cour Constitutionnelle et les principaux membres de celle-ci et de la Cour de Cassation. Et en Turquie, aucun homme politique, fût-il président de la République, n'a jusqu'ici osé s'en prendre à ces hommes de confiance des militaires.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la Cour Constitutionnelle ait rejeté, sans motiver sa décision, le pourvoi introduit par les avocats des députés détenus, ni que sur le seul ordre du Procureur général Demiral ceux-ci restent juridiquement en garde à vue prolongée jusqu'à leur procès qui a débuté le 3 août. Des députés gardés à vue sans décision d'un juge, pendant 5 mois ! C'est un phénomène sans précédent dans un Etat qui se veut de droit. C'est un point, entre autres, que le collectif d'avocats européens réuni autour de M. Roland Dumas et Mme. Ségolène Royal, pour la défense des parlementaires kurdes devant la Commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, ne manquera sans doute pas de soulever.

Ayant mis derrière les barreaux ces députés kurdes qu'il jure d'envoyer à la potence, il restait encore au procureur Demiral et à ses 7 autres collègues du parquet de rassembler des pièces à convictions pour étayer leur thèse consistant à les présenter comme «*la branche politique de l'organisation terroriste PKK*». Les procureurs ont passé les mois de mars et avril à aller faire signer des dépositions aux prisonniers «*repentis*» du PKK, ou à des chefs de tribu salariés de l'Etat dans le cadre du système de «*protecteurs de village*», auxiliaires kurdes de l'armée. Leur butin est maigre, contradictoire et frise le ridicule. Le réquisitoire de 174 pages publié en juillet sous forme de livre mériterait d'être intégralement traduit en langues européennes afin que les occidentaux comprennent mieux l'univers mental, la justice et la démocratie de leurs alliés turcs. Nous en avons traduit un important extrait, le Résumé établi par le parquet et inséré au début de l'Acte d'accusation à titre d'introduction à celui-ci (cf. p. 211).

A la lecture de ce réquisitoire fastidieux, redondant, voire obsessionnel, on ne trouve aucun acte de violence, aucune apologie de violence ou de séparatisme, aucun fait concret indiquant l'appartenance de l'un ou de l'autre des députés à «*l'organisation terroriste PKK*». Le procureur procède par déduction: le PKK revendique par les armes la reconnaissance de la culture et de l'identité kurdes; les députés parlent également du «peuple kurde», du «Kurdistan»; ils demandent dans leur discours la reconnaissance des droits culturels kurdes; ils poursuivent donc les mêmes objectifs que le PKK avec des moyens politiques; ils sont donc l'aile politique du PKK, donc des terroristes séparatistes, donc passibles de la peine de mort en vertu de l'article 125 du Code pénal.

A l'appui de cette thèse sont cités des discours électoraux, des déclarations aux télévisions étrangères ou à la presse locale, un *Appel à la C.S.C.E.* signé par tous les députés du DEP, un communiqué adressé à l'ONU pour appeler son attention sur le sort de la population kurde en Turquie, une grève de la faim pour protester contre la destruction d'une ville kurde par l'armée, le témoignage de Mme. Zana et d'A. Türk devant le Congrès américain, des efforts multiformes, encouragés par feu le président Özal, menés auprès des médias, des hommes politiques turcs, des chefs de protecteurs de villages et des responsables du PKK pour arrêter la guerre, pour que le problème kurde soit débattu et réglé dans le cadre de la démocratie.

Ces actions font partie du travail normal, ordinaire, d'un élu du peuple. Mais pour les procureurs, elles constituent autant de «*crimes séparatistes*». On peut ainsi lire à la page 81 de l'Acte d'accusation: «Le fait que les accusés appellent l'Etat turc, selon leur expression, à rechercher une solution politique dans un climat de liberté et de démocratie est un crime. Cela est un crime et montre en même temps que les accusés font partie du PKK». Cela se passe de commentaires. Les gouvernements américain et européens, le Parlement européen, le Conseil de l'Europe qui appellent à une solution politique du problème kurde en Turquie commettraient également des crimes séparatistes passibles de la peine de mort aux yeux des procureurs turcs dont le credo ferme reste: «*Il n'y a pas de Kurdes en Turquie, donc pas de problème kurde. Ceux qui affirment le contraire sont des séparatistes «alliés de l'organisation terroriste PKK*». On se demande comment l'ancien président Özal, qui parlait de l'existence de 12 millions de Kurdes en Turquie et proposait un débat ouvert et libre sur leurs aspirations, a pu échapper aux foudres du procureur Demiral.

Celui-ci affirme que les députés kurdes ont créé leur parti sur «*les directives d'A. Öcalan, leader de l'organisation terroriste*». Or ceux-ci ont été élus sur la liste du SHP d'Erdal İnönü. A l'époque de l'ouverture pratiquée par Özal, le président du HEP avait même été élu vice-président de l'Assemblée tandis qu'A. Türk, actuellement en prison, était élu président de la Commission des Droits de l'homme. Si celui-ci est allé en Syrie et au Liban, en compagnie d'autres députés, pour rencontrer publiquement le chef du PKK, c'était avec les encouragements du président Özal et du Premier ministre Demirel, afin de faire prolonger le cessez-le-feu et amorcer un processus de dialogue et de paix. Les avocats ont cité d'ailleurs Demirel et İnönü à la barre, comme témoins. Ils vont sans doute demander à İnönü si c'est «*sur les directives d'A. Öcalan qu'il a fait liste commune avec les députés kurdes!*».

Comme autres preuves du séparatisme des députés kurdes, le procureur cite fréquemment l'usage qu'ils ont fait des couleurs kurdes traditionnelles —rouge-

jaune-vert—, présentées comme «couleurs du drapeau du PKK», lequel, au demeurant, dans la bonne tradition marxiste-léniniste, est composé d'une étoile d'or sur fond rouge. L'origine des couleurs kurdes remonte à l'époque préhistorique où les Kurdes adhéraient au zoroastrisme. Le rouge symbolise le feu purificateur, le jaune le soleil générateur de vie et le vert la prospérité. Ces couleurs, prisées par la population pendant des siècles par tradition, ont été associées dans un drapeau dans les années 1920 par *Hoyboun, Ligue nationale kurde*. Ce drapeau fut plus tard adopté par la République kurde de Mahabad en 1946 et il est rejeté comme «réactionnaire» par le PKK ! Mais la Turquie a fait une obsession de ces couleurs kurdes et de leur combinaison dans quelque domaine de la vie que ce soit, au point de remplacer, dans certaines villes, le vert des feux tricolores de circulation, par le bleu ! Un allié charitable fera-t-il comprendre aux Turcs que les Catalans, les Québécois ou les Écossais, pour ne citer que ceux-là, ont leurs couleurs et leur drapeau sans pour autant être des séparatistes. Et que le fait de conserver des noms géographiques anciens comme Bretagne, Bourgogne ou Alsace n'étant pas du séparatisme, le pays kurde qui, depuis 1150, a toujours été connu sous le nom du *Kurdistan* a des raisons de vouloir préserver son appellation historique, de préférence à «*l'Anatolie du Sud-Est*» imposée dans les années 1930, qui est un non sens.

Un mot enfin du catalogue des «pièces à convictions» dressé par le procureur. On y trouve en vrac des communiqués de presse, des appels des textes de discours incriminés, une photo de la délégation parlementaire kurde prise devant l'Élysée par la presse turque, des photocopies des photos parues dans la presse de Mme. Leyla Zana qui auraient été trouvées dans la poche des militants du PKK tués au combat. Le procureur se vante aussi d'avoir placé sur écoute les députés kurdes avant leur levée d'immunité, pour découvrir leurs connexions. Il affirme avoir déchiffré des numéros de certaines organisations et revues kurdes en Europe, dont celui de l'Institut kurde, qui du reste se trouvent tous dans l'annuaire téléphonique et dans l'*Annuaire kurde en Europe*, publié par l'université de Berlin. Comme pièces à conviction contre Mme. Zana on donne, par exemple, deux numéros de téléphone de «centres de liaison de l'organisation terroriste PKK», qui s'avèrent être l'un celui d'un tailleur, citoyen français d'origine kurde non impliqué en politique, qui a été dans les années 1970 apprenti chez Mehdi Zana, époux de Mme. Zana, et l'autre celui d'un Français de souche qui ne semble avoir entendu parler de l'existence des Kurdes que brièvement en 1991, lors de l'exode des Kurdes irakiens.

Il y a enfin un fameux «enregistrement d'une conversation téléphonique entre A. Öcalan et L. Zana» où, d'après le texte qui en est donné dans le réquisitoire, celle-ci parle du traitement du problème kurde dans la presse turque et de l'éventualité de l'interdiction du HEP. Cet enregistrement, comme deux autres, qui auraient été effectués par deux chefs de protecteurs de village sont, selon les avocats, de simples montages policiers que dans aucun pays démocratique la justice n'accepterait comme «pièces». Plus que le contenu banal de ces conversations, c'est leur existence même qui est jugé «criminelle» par le procureur.

Dans ce réquisitoire de 174 p., le seul élément concret, éventuellement délictueux, concerne le député O. Dogan, accusé d'avoir hébergé un jeune de sa province et de l'avoir fait soigner chez un ophtalmologiste. Ce jeune, selon ses «aveux» obtenus par la section anti-terroriste de la police sous la torture, serait un militant du PKK sans que le procureur avance le moindre fait d'armes, de meurtres ou d'action violente à



ce garçon qui aurait suivi «*un entraînement militaire dans un camp du PKK.*» Le député en question qui, comme à peu près tous les autres députés, héberge régulièrement les gens de sa circonscription en visite à Ankara et qui aide, tel un assistant social, tous ceux qu'il peut, dit ignorer totalement l'affiliation politique éventuelle de ce garçon recommandé par des amis.

Si les accusations contre les députés kurdes ne résistent à aucun examen sérieux, il ne faudrait pas pour autant sous-estimer les menaces du procureur Demiral. Le procès de ces députés n'est qu'accessoirement *juridique*. Il est, depuis le début, pour l'essentiel *politique*. Chose impensable dans un Etat de droit, le 16 juin, par une décision de la Cour Constitutionnelle turque, 13 députés kurdes ont été automatiquement déchus de leur mandat parlementaire à la suite de l'interdiction de leur Parti de la Démocratie en raison des propos tenus par son président à l'étranger et pour un *Appel à la paix* lancé au nom de ce parti (Cf. p.73). L'impensable a donc pu arriver en Turquie, au prix de quelques protestations internationales.

A moins d'une forte mobilisation internationale de la presse et des gouvernements, il n'est pas du tout exclu que la justice turque, accédant à la demande de l'armée, condamne certains députés kurdes sinon à la potence, du moins à de lourdes peines de prison pour délit d'opinion, afin de terroriser davantage la population kurde, d'humilier les Kurdes, dans l'espoir de ne plus avoir de contestation kurde pendant une génération. La défaite du combat démocratique des parlementaires kurdes pourrait aussi sonner pour longtemps le glas des espoirs de la moindre démocratisation en Turquie et plonger ce pays dans des conflits et déchirements dont nul peut en prévoir l'issue.

## Qui sont-ils ?



**Leyla ZANA**

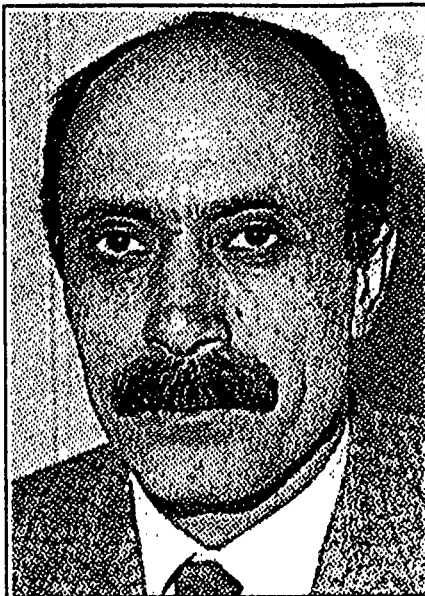
Née le 3 mai 1961,

mariée, 2 enfants.

Députée DEP de Diyarbakir.

Première femme kurde élue députée, elle a été également la première à avoir parlé en kurde à la tribune de l'Assemblée Nationale d'Ankara. Quelques mots en kurde pour exprimer sa foi dans la démocratie et dans la fraternité kurdo-turque qui ont fait d'elle une figure emblématique du mouvement kurde et la bête noire des nationalistes turcs.

Arrêtée depuis le 4 mars 1994.



**Mahmut ALINAK**

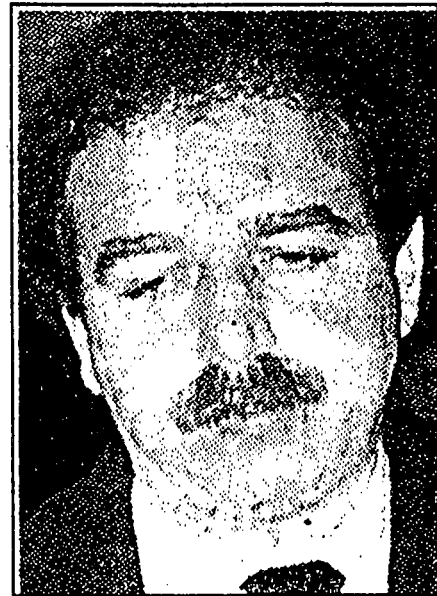
Né en 1952,

marié, 5 enfants.

Député indépendant de Sirnak.

Avocat. A été arrêté et torturé après le Coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980.

Arrêté depuis le 4 mars 1994.



**Hatip DİCLE**

Né en 1955.

Député DEP de Diyarbakir.

Président du Parti de la démocratie (DEP).

Ingénieur civil. A été arrêté et torturé après le Coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. Lors de la cérémonie d'investiture de l'Assemblée Nationale il a déclaré qu'il prononçait le serment d'investiture, de caractère raciste et anti-kurde, sous la contrainte.

Arrêté depuis le 4 mars 1994.



**Orhan DOĞAN**

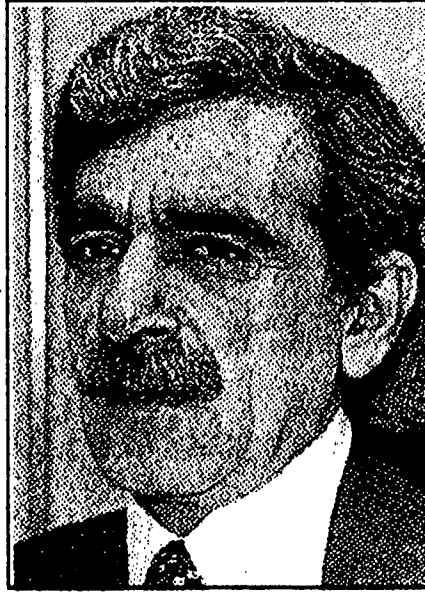
Né en 1955,

marié, 5 enfants.

Avocat.

Député DEP de Sirkak.

Arrêté depuis le 4 mars 1994.



**Ahmet TÜRK**

Né en 1942,

marié, 8 enfants.

Economiste.

Ancien président du HEP.

Ancien président de la Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée Nationale, député de Mardin. A été arrêté et très sévèrement torturé après le Coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980.

Arrêté depuis le 4 mars 1994.



**Sirri SAKIK**

Né en 1957,

marié, 3 enfants.

Député DEP de Mus.

Poursuivi sur la base d'un article de presse affirmant que son frère est «un général du PKK».

Arrêté depuis le 4 mars 1994.

« Non, celui-là ne m'intéresse pas, il ne porte pas mon nom. » J'aime beaucoup mon père, mais il a le comportement des Kurdes. Il imite à la maison la violence qu'il voit à l'extérieur. Celle des gendarmes, des policiers.

■ **En avez-vous parlé à votre mère ?**

□ Non, on la voyait très peu. Elle travaillait toute la journée. Aujourd'hui, mon père est pas mal physiquement : ma mère, c'est une très vieille femme.

■ **En 1988, vous vous engagez vraiment dans le combat des Kurdes...**

□ Oui. Quand j'ai été arrêtée, tout est devenu clair. J'ai passé cinquante jours en prison. J'étais allée voir Mehdi. C'était en juillet, il faisait très chaud, il y avait foule devant la prison : beaucoup de femmes avec des bébés, des enfants, et des vieilles femmes. Il n'y avait pas d'eau. Tout d'un coup, ils nous ont enfermés dans un jardin, en nous disant : il est interdit de voir les prisonniers. Ils ont séparé les hommes qui étaient avec nous, et les ont battus. Alors, nous nous sommes révoltées, en lançant des pierres. J'ai réussi à sortir, en bousculant un militaire. Il a dit que j'avais essayé de prendre son fusil. J'ai été arrêtée, avec quatre-vingt-trois autres personnes, et accusée d'avoir « incité le peuple à la révolte ». Les sept jours de garde à vue ont été terribles. J'étais conduite les yeux bandés dans la salle d'interrogatoire, les policiers me déshabillaient entièrement, puis me frappaient. Jusqu'à ce que je perde connaissance... Ils m'ont aussi torturée à l'électricité, sur le sexe. Aujourd'hui encore, j'en fais des cauchemars. (Leyla Zana, qui avait raconté ses démêlés avec la police en souriant, est soudain livide, les larmes coulent sur son visage.)

■ **Vous étiez classée comme détenue politique...**

□ En prison, je partageais la cellule des voleuses, des prostituées, des droguées. J'ai essayé de devenir leur amie. On faisait la cuisine ensemble, on mangeait ensemble, on dormait ensemble, la promiscuité était incroyable. C'est de cette époque que date mon engagement. Quand j'ai appris qu'il y avait des femmes kurdes qui prenaient le fusil, cela m'a touchée. Je me suis dit : cela change tout, la femme aussi est un être humain.

■ **Pourquoi avez-vous décidé un jour d'être députée ?**

□ Ce n'est pas moi qui ai décidé, c'est le peuple qui l'a voulu.

■ **Mais vous pouviez refuser...**

□ On me disait : « Est-ce que tu veux échapper à tes responsabilités ? » Je n'ai jamais accepté d'être esclave, d'être passive. Quand j'avais 9 ans, un de mes oncles a eu mal aux dents : il a demandé à sa femme une soupe. Il ne l'a pas trouvée bonne, et il a commencé à la battre. J'ai sauté sur lui et je l'ai giflé ! Encore aujourd'hui, il s'en souvient, et il me dit : « J'en ai oublié mon mal de dents. » J'ai toujours été une combattante.

■ **Cela ne se voyait pas quand vous suiviez votre mari, soumise, à la fin des années 70...**

□ Non. Je devais faire plaisir à Mehdi, je n'avais pas le courage de crier. Mais à l'intérieur, j'étais révoltée.

■ **Combien de députées y a-t-il au Parlement turc ?**

□ Nous sommes huit. Je suis la seule Kurde. Je suis la première femme parlementaire kurde. J'ai été élue le 20 octobre 1991. Le parti a eu 70 000 voix, dont 45 000 pour moi. Il y avait trois députés pour la circonscription, nous avons remporté les trois sièges.

■ **Qu'avez-vous pensé quand vous avez appris votre élection ?**

□ Je n'ai jamais imaginé que j'allais perdre. Cette région est très engagée dans la lutte pour le Kurdistan.

■ **Quelle solution proposez-vous pour le problème kurde ?**

□ Avec vingt camarades du SHP (Parti social-démocrate populaire), nous avons préparé un rapport que nous avons soumis à Erdal Inonu, le dirigeant du parti. Nous disions : il faut que l'Etat accepte notre identité kurde. Le gouvernement a en effet donné beaucoup d'espoirs au peuple kurde et, en même temps, il a commencé à le massacrer. En prêtant serment au Parlement, j'ai donc dit en langue kurde : « J'accepte cette cérémonie constitutionnelle au nom de la fraternité des peuples kurde et turc. » Un vrai scandale... La cérémonie était diffusée en direct par la télévision. Tous les députés ont crié : « Une terroriste au Parlement ! », « Sale Kurde ! », « Ce n'est pas ta place ! », « Dehors ! » Depuis ce jour-là, je n'ai jamais pris la parole. Le lendemain, ils m'ont forcée à démissionner du

SHP. Tous les députés ont pris position contre moi. Alors, j'ai donné des interviews à la presse, en affirmant : « Les Turcs parlent de fraternité, mais ce n'est pas vrai. » Depuis, je suis traitée comme une personne de deuxième classe. Je suis menacée.

■ **Vous présenterez-vous aux prochaines élections ?**

□ Je ne crois plus à ce Parlement. Nous, les Kurdes, y parlons à un mur. Mes camarades essaient encore d'aborder certaines questions, mais les gens les traitent de menteurs. Le rôle du Parlement, c'est de couvrir l'action de l'Etat, de l'armée, de la police. Les membres du Conseil national de sécurité sont les vrais décisionnaires. Les parlementaires sont comme des notaires, ils enregistrent... S'il y a de nouvelles élections, je ne me présenterai pas. Je me sens très heureuse dans le peuple, avec le peuple.

■ **Propos recueillis par Chris KUTSCHERA**

Le 8 mars, Journée mondiale de la femme, Mehdi a envoyé à Leyla le message suivant : « Tu es venue me voir chaque jour à la prison, je ferai de même, même si je dois m'arrêter à la porte de la prison. » Quand on dit à Mehdi : « Alors, vous avez passé dix ans en prison, et maintenant, cela va être au tour de votre femme : vous faites un drôle de couple ! », Mehdi répond : « Je n'attendrai pas dix ans... Je vais la rejoindre très vite. » Mehdi est en effet menacé de deux procès, l'un pour un discours qu'il a prononcé depuis sa libération de prison, l'autre pour le livre de Mémoires qu'il a publié. Son sort sera tranché par le tribunal le 26 mars.

## Turquie : retour aux années de plomb ?

■ On lui reproche d'avoir soutenu la lutte armée des militants kurdes du PKK contre l'Etat turc. Députée de Diyarbakir (Kurdistan turc), Leyla Zana prêche pourtant pour une solution politique. En février, elle a plaidé la cause kurde devant François Mitterrand et Jacques Delors. Incarcérée, elle attend désormais son procès. Elle risque la mort...

Leyla Zana est victime de l'incurie politique d'une autre femme, Tansu Ciller. A son arrivée au pouvoir, il y a huit mois, le Premier ministre turc symbolisait la modernité. Elle avait annoncé qu'elle s'attaquerait aux deux handicaps de la Turquie : l'inflation (70 % en 1993) et la révolte kurde, face à laquelle elle prônait la politique de la main tendue. Echec total. La hausse des prix s'est accélérée, provoquant l'effondrement de la monnaie. Les déficits et la dette extérieure progressent de façon astronomique. Manque de détermination, incompétence, volte-face destinés à satisfaire l'électorat : la néfaste alchimie de Tansu Ciller a également prévalu pour le problème kurde. Très vite, l'armée a pris les choses en main. Le bombardement d'une base

rebelle dans le Kurdistan irakien et les incessantes opérations militaires dans le Sud-Est anatolien ont tenu lieu de politique. Les bavures font partie du programme : « Le pouvoir turc prend prétexte des violences du PKK pour mettre en place une véritable terreur d'Etat à l'égard des populations civiles, des avocats et des politiques », affirme la Fédération internationale des droits de l'homme.

L'approche des élections municipales du 27 mars, que Tansu Ciller aborde en mauvaise posture, a ajouté le dérapage à la démagogie. Pour courtiser les islamistes, le Premier ministre veut, contre l'avis de l'ONU, aller soutenir les musulmans de Bosnie avec Benazir Bhutto. Pour flatter les conservateurs nationalistes, elle a précipité, au mépris de la loi, l'arrestation des parlementaires kurdes. Pour expliquer à tous le chaos économique, son gouvernement a même déclaré que des agents secrets infiltraient les marchés financiers pour y démasquer les Kurdes qui s'acharnent à les déstabiliser !

La démocratie turque de Tansu Ciller perd la tête... P.P.

mandais comment nourrir mes enfants. Ma famille n'étant pas riche, je n'étais pas indépendante financièrement.

■ **Vous avez alors découvert la politique ?**

Je n'avais pas été influencée par Mehdi. Il ne me parlait pas de ces choses-là : jusqu'en 1980, les politiciens de la génération de Mehdi ne mélangeaient pas vie de famille et vie politique. Au début, j'allais donc le voir à la prison simplement pour dire : « *Nous sommes là.* » Mais, à la porte de la prison, j'ai rencontré les familles des détenus. Peu à peu, je me suis posé des questions sur mon identité. Qui suis-je ? Jusqu'alors, j'avais en effet toujours pensé que ce n'était pas intéressant d'être kurde. L'idéal, c'était d'être turc. Il faut comprendre l'idéologie officielle. Les Turcs disaient : « *Les Kurdes, c'est de la m...* », ou : « *Les Kurdes ont une queue* » (comme les animaux). Et nous, on acceptait ça. Etre kurde, c'était un déshonneur. Quand j'étais très petite, ma mère avait été malade, et elle était arrivée à l'hôpital de Diyarbakir en portant ses habits de paysanne kurde. Du coup, on l'avait très mal traitée. C'est un de mes premiers souvenirs.

■ **Un souvenir qui resurgit alors...**

Oui. Peu à peu, j'ai changé. La torture, par exemple, je savais depuis 1979 que cela existait.

Mais là, ils ont torturé Mehdi et ses camarades pendant six mois. Durant tout ce temps, je me présentais à la prison chaque semaine, mais on me disait : pas de visites. A ce moment-là, j'ai commencé à lire des livres politiques. Le premier s'appelait *la Fille du partisan*. Comme je ne parlais pas encore bien le turc, je n'en comprenais pas tous les mots. En 1984, j'ai commencé à participer à des activités politiques, en faisant grève devant la prison, en manifestant...

J'ai découvert que j'étais différente, et ce fut une révélation. Mehdi n'était pas là, et j'avais une identité, j'existais. Les contradictions, désormais, m'opposaient à Mehdi : il voulait que je sois active, mais pour lui. Il n'était pas content que je fasse quelque chose pour moi.

■ **Vous ressentez alors l'oppression des femmes ?**

Dans le monde entier, la femme est maltraitée par les hommes. Mais, chez les Kurdes,

la femme n'est même pas traitée comme une domestique. Elle est un objet, un animal. Dans ma famille, par exemple, mon père dormait du matin au soir. Le soir, il se réveillait pour bavarder avec ses amis. Ma mère, elle, s'occupait des bêtes, travaillant dehors toute la journée. Et malgré cela, le soir, quand elle rentrait à la maison, mon père la battait, comme une esclave. Quand elle a eu ses

quatre filles coup sur coup, après douze ans de mariage sans enfant, la famille de

mon père a cessé de lui parler. Et si une de mes petites sœurs pleurait la nuit, mon père prenait ma mère et la fillette, et il les jetait dehors, quel que soit le temps. Une fille, ce n'est rien pour un Kurde. Il n'y a pas longtemps, j'ai eu la visite de mon père, qui m'a dit : « *Je veux marier ton frère, car si un jour nous réussissons à faire un Kurdistan, je veux avoir un petit-fils.* » Je lui ai dit : « *Mais tu en as un : mon fils.* » Il m'a alors répondu :

« **J'AI DÉCOUVERT QUE J'AVAIS UNE IDENTITÉ** »



PHOTO CHRIS KUTSCHERA

Mehdi Zana (4<sup>e</sup> à partir de la gauche), le mari de Leyla, lors de l'un de ses procès.

HIER ÉPOUSE SOUMISE, AUJOURD'HUI ÉTENDARD DE LA RÉVOLTE KURDE

# Leyla Zana: députée à Ankara, passible de la peine de mort

Leyla Zana a été arrêtée le 5 mars, avec les cinq députés kurdes du DEP (Parti de la démocratie). Le 17 mars, la Cour de sûreté de l'Etat, à Ankara, les a incarcérés en attendant leur jugement pour «trahison et activités séparatistes». Leyla est passible de la peine de mort. Chris Kutschera l'avait interviewé avant son arrestation.

**L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI :** Vous avez 32 ans et vous êtes la première femme parlementaire kurde. Pourtant, rien à l'origine ne vous prédisposait à un tel destin !  
**Leyla ZANA :** Non, mon père était un petit employé du service des eaux. J'avais quatre sœurs et un frère. Je suis allée un an et demi à l'école primaire; mais mon père, un homme conservateur, traditionnel, m'a forcée à arrêter mes études. Je ne pouvais pas m'opposer à sa volonté. A 14 ans, il m'a mariée avec Mehdi, mon cousin. Quand j'étais petite, il venait dans le village faire de la propagande pour son parti, le POT (Parti communiste de Turquie), mais je n'avais jamais fait attention à lui. Arrêté en 1971, il avait passé trois ans en prison, avant de bénéficier d'une amnistie. Sa mère venait souvent chez nous. Un jour, fin 1974, elle m'a demandée à mon père, pour son fils. Il a accepté.

■ **Vous avez accepté aussi ?**

□ J'ai frappé mon père, en lui disant : « *C'est comique !* » Mais il m'a malgré tout donnée à Mehdi. Quand j'ai rencontré Mehdi pour la première fois, je lui étais déjà fiancée. Je ne pouvais pas penser à lui comme mari : il y avait plus de vingt ans d'écart entre nous. J'ai senti que ma vie serait dure : je voulais

vivre comme une enfant, et il était un homme. Mais, début 1975, nous étions mariés.

■ **Que pensiez-vous des activités politiques de Mehdi (un des leaders du mouvement nationaliste kurde en Turquie) ?**

□ A l'époque, le mouvement nationaliste n'existait pas. Les militants de cette génération étaient communistes. Et ma famille était traditionnelle, donc j'étais anticommuniste. Mon père avait d'ailleurs dit à Mehdi : « *Je te donne ma fille, mais il faut que tu ailles à la mosquée !* » Mehdi avait répondu : « *D'accord, d'accord, on verra.* »

■ **Il a changé ?**

□ Non, c'est moi. Tout d'un coup je me suis trouvée projetée dans un monde beaucoup plus vaste, très différent de mon village. Quand j'ai commencé à vivre avec Mehdi, j'étais pleine de contradictions : je n'avais pas décidé ma destinée, c'était Mehdi qui m'imposait la vie que je menais. Pendant cinq ans, j'étais là pour faire plaisir à Mehdi.

■ **Puis votre mari a été arrêté...**

□ En 1980, Mehdi a été envoyé en prison, pour dix ans. J'avais 20 ans, j'étais mère d'un petit garçon, et j'étais enceinte. Pendant un an, je n'ai pas arrêté de pleurer. Je me de-

Déjà emprisonnée en 1988, Leyla Zana avait été torturée. Aujourd'hui, il est à craindre qu'elle le soit à nouveau.



PHOTO CHRIS KUTSCHERA

ELLE N° 2519 11 AVRIL 1994

# ELLE info HEBDO

## LEYLA ZANA

*Une femme député kurde en danger de mort.*

**C**ette jeune femme de 32 ans risque la peine de mort. Jusqu'au 2 mars, Leyla Zana était membre du Parlement turc. Ce jour-là, l'Assemblée a voté à une écrasante majorité la levée de son immunité parlementaire en même temps que celle de sept autres députés. Pendant quinze jours, Leyla et cinq de ses collègues ont été détenus au secret dans les locaux de section antiterroriste de la police d'Ankara, où ils étaient interrogés sans relâche. Au terme de cette « garde à vue », la cour de sûreté de l'Etat les a mis en prison. Leur crime ? Officiellement : « trahison » et « atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Etat » (turc). Dans tout Etat de droit, et la Turquie prétend en être un, on parlerait d'un délit d'opinion. Pas plus Leyla que ses camarades ne sont poursuivis pour des actes de violence, mais seulement pour des discours ou d'autres propos publics relatifs, évidemment, à la question kurde. Née dans une famille pauvre et traditionnelle de Diyarbakir, la « capitale » politique et culturelle du Kurdistan turc, Leyla n'était certainement pas destinée à la politique. Les circonstances – son mariage avec Mehdi Zana, le maire de Diyarbakir qui totalise à lui seul quatorze ans de prison, la situation de plus en plus dégradée de la région kurde et la répression qui s'y abat sur les populations – ont fait de la petite jeune fille, destinée à être une bonne épouse et une bonne mère, une héroïne et un symbole. En 1988, arrêtée pour la première fois, alors qu'elle rendait visite à son mari en prison, Leyla est détenue pendant cinquante jours dont sept en « garde à vue », où elle est abominablement torturée. Aujourd'hui encore, elle en porte les séquelles morales et physiques. Trois ans plus tard, Leyla Zana devient la première



femme kurde élue au Parlement. Alors que la violence fait rage dans les provinces kurdes de la Turquie, Leyla Zana n'a cessé de prôner une solution « politique », par le dialogue, du problème kurdo-turc. Un dialogue qui devient de plus en plus difficile dès lors que le simple fait d'en parler peut vous envoyer en cour de sûreté de l'Etat avec tous les risques que cela comporte.

Marc Kravetz

Mercredi, 9 mars 1994

turkish daily news

## Femmes de Turquie



**Au pouvoir**



**En détention**

L'une d'elles est née dans la misérable ville de Diyarbakir en 1962. L'autre est née dans la capitale d'affaires bourgeoises d'Istanbul en 1946. L'une est kurde, l'autre est turque. Toutes les deux, sont des citoyennes de la République turque. Toutes les deux fréquentèrent l'école primaire. Celle de Diyarbakir a abandonné ses études comme la majorité des femmes kurdes, celle d'Istanbul a continué. La femme d'Istanbul a fini l'école primaire et le collège et plus tard a obtenu un diplôme du lycée américain Robert College. Celle de Diyarbakir a passé ses examens en candidate libre. Elle s'est mariée à l'âge de 15 ans et a donné naissance à deux enfants. La femme d'Istanbul a appris l'anglais en même temps que la littérature turque. A Diyarbakir, l'autre femme a appris seulement le kurde. Seulement après l'âge de 20 ans, quand son mari a été emprisonné pour 14 ans, elle a eu besoin d'apprendre et de connaître le turc. La femme d'Istanbul est devenue étudiante en Sciences économiques de l'Université Bogaziçi, a obtenu son doctorat en économie de l'Université de New hampshire, complété son doctorat à l'Université Connecticut et fait sa thèse post-doctorale à Yale University. En 1987, la femme à Diyarbakir était arrêtée lors d'une manifestation protestant contre la torture des prisonniers. Elle a passé deux mois en prison. Un an plus tard, la femme d'Istanbul obtenait son certificat de professeur associé. La femme de Diyarbakir essayait encore d'apprendre et de comprendre le turc. Toutes les deux sont entrées en politique en 1990, et tandis que la femme d'Istanbul était élue au Parlement en 1991 sur la liste du Parti de la Juste voie (DYP), celle de Diyarbakir était élue au même Parlement sur la liste du Parti Populiste Social-démocrate (SHP) comme membre du Parti Travailleuse du Peuple (HEP) pro-kurde. La femme d'Istanbul, a d'abord servi comme ministre d'Etat en charge de l'économie dans la première coalition DYP-SHP, conduite par le Premier Ministre d'alors Suleyman Demirel, et était élue présidente du DYP dans la Convention extra-ordinaire du DYP en juin 1993. La femme de Diyarbakir est entrée au Parlement juste comme une députée, représentant son peuple mais qualifiée dès le premier jour comme une «traîtresse» par la majorité. Alors que les officiers supérieurs couvraient de louanges la dame d'Istanbul et disaient comment elle valait 30 généraux, les officiers à Diyarbakir menaçaient de mort l'autre dame, la condamnant comme un supporter de terroristes. Toutes deux ont des problèmes avec les militaires. L'une est dirigée par eux, l'autre les a défiés. Aujourd'hui, la femme de Diyarbakir, la challenger, est en détention. La femme d'Istanbul est au pouvoir, dirigeant un gouvernement. La femme de Diyarbakir a parler selon sa conscience, sans réserve et fait face à de sérieux troubles pour «menace à l'intégrité indivisible de la Turquie» par l'usage de sa liberté d'expression. La femme d'Istanbul a mis la Turquie sans dessus dessous, elle est responsable de l'effondrement de l'économie et en charge des politiques, abaissant la crédibilité et la respectabilité de la Turquie à l'étranger. La femme de Diyarbakir pourrait faire face à la peine capitale. La femme d'Istanbul est regardée par peu de gens comme une héroïne. La Turquie, le 8 mars, a célébré la journée internationale des Femmes.



Wednesday, March 9, 1994

turkish daily news

## Women of Turkey



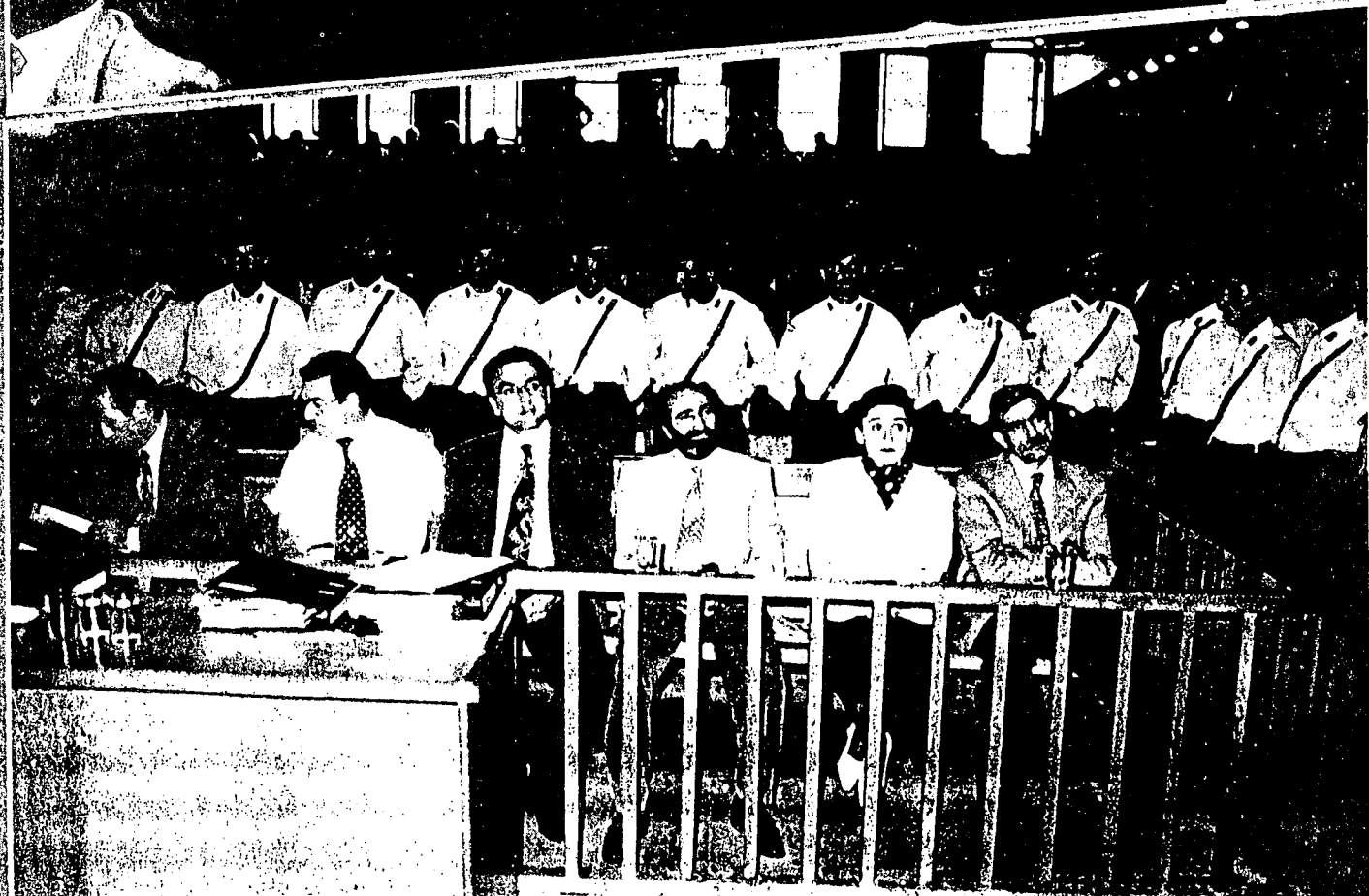
**In Power**



**In Detention**

One of them was born in the impoverished city of Diyarbakır in 1961. The other was born in the bourgeois business capital of Istanbul in 1946. One is a Kurd, the other is a Turk. Both are citizens of the Turkish Republic. Both went to elementary school. The one in Diyarbakır dropped out, like a majority of Kurdish women. The one in Istanbul went on. The woman in Istanbul finished elementary and middle school and later graduated from Robert College. The one in Diyarbakır sat her exams independently. At the age of 15 she married and later gave birth to two children. The woman in Istanbul learned English along with Turkish literature. In Diyarbakır, the other woman learned only Kurdish. Only after the age of 20, when her husband was put in jail for 14 years, did she need to learn and know Turkish. The woman in Istanbul became a student at the Economics Department of Boğaziçi University, obtained her Ph.D. in economics at the University of New Hampshire; completed her doctorate at Connecticut University and did her postdoctoral thesis at Yale University. In 1987, the woman in Diyarbakır was arrested during a demonstration protesting against the torture of prisoners. She stayed two months in jail. A year later, the woman in Istanbul was getting her associate professor's certificate. The woman in Diyarbakır was still trying to learn and understand Turkish. Both entered politics in 1990, and as the woman in Istanbul was elected to Parliament in 1991 on the True Path Party (DYP) ticket, the woman in Diyarbakır was being elected to the same Parliament on the Social Democrat Peoples' Party (SHP) ticket as a member of the Kurdish-based Peoples' Labor Party. The woman in Istanbul first served as the minister of state in charge of the economy in the first DYP-SHP coalition led by then Prime Minister Süleyman Demirel, and was elected chairwoman of the DYP in the emergency convention in June 1993. The woman from Diyarbakır entered Parliament just as a deputy, representing her people but branded from the first day as a "traitor" by the majority. As senior officers praised the Istanbul lady and talked of how she was worth 30 generals, officers in Diyarbakır threatened the other lady with death, condemning her as a supporter of terrorists. Both have problems with the military. One is run by them, the other has challenged them. Today, the woman from Diyarbakır — the challenger — is in detention. The woman from Istanbul is in power, running a government. The woman from Diyarbakır has spoken her mind without reservation and faces serious trouble for "threatening the indivisible integrity of Turkey" through the use of her freedom of expression. The woman from Istanbul has turned Turkey upside down, is responsible for the collapse of the economy and is in charge of policies lowering Turkey's credibility and respectability abroad. The woman from Diyarbakır could face capital punishment. The woman from Istanbul is regarded as little short of a hero. Turkey, on March 8, celebrated International Women's Day.

***From the seats of Parliament...***



***to jail and then the seats of the State Security Court***

## Norwegian deputies visit their imprisoned Turkish counterparts

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Visiting Norwegian deputies released a statement in front of the Ankara Central Prison where they came to express their support for imprisoned members of the Turkish Parliament. Norwegian Central Party Deputy Anita Atelthun and Christian Democrat Party Deputy Tove Krin Viken went to the prison on Sunday to visit Hatip Dicle, Sirri Sakik, Orhan Dogan, Mahmut Alnak, Ahmet Turk and Leyla Zana — all but one from the pro-Kurdish Democracy Party (DEP). However, their request for entrance to the prison was denied.

In their statement, the visiting Norwegians demanded that the imprisoned Turkish deputies be released. They added that the freedom of expression must not be compromised in Turkey and that lines of communication should not be obstructed. Meanwhile, French President Francois Mitterand's wife, Daniela Mitterand, had flowers sent to Leyla Zana to celebrate her birthday.



Photo TDN- Galip Rulvanoğlu

turkish daily news

Wednesday, May 4, 1994 /

## De quoi les accuse-t-on ?

Hormis Orhan DOGAN, député de Sirnak, accusé sur la base d'un article de presse, d'avoir hébergé et soigné un jeune Kurde de sa circonscription, suspecté d'être un membre du PKK, les autres **députés kurdes sont poursuivis par la Cour de Sûreté d'Etat pour leurs discours au cours de réunions électorales**, à la tribune de l'Assemblée ainsi que pour leurs déclarations à la presse et dans des débats publiés à l'étranger.

Le quotidien turc en langue anglaise *Turkish Daily News* et l'hebdomadaire *Turkish Probe* ont publié le résumé ci-joint de ces accusations pour lesquelles le Procureur Général de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara requiert la peine de mort en vertu de l'article 125 du Code pénal turc.

Le parquet de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara a publié, en juillet, sous forme d'un livre de 174 pages son réquisitoire contre 6 députés dont le Résumé établi par le parquet lui-même reproduit plus loin dans sa traduction française (p. 211).

### CODE PÉNAL TURC

#### Article 125

*Quiconque aura commis un acte visant à placer les territoires de l'État en totalité ou en partie sous la souveraineté d'un État étranger ou à restreindre l'indépendance de l'État ou à saper son unité ou à séparer de l'administration de l'État une partie des territoires se trouvant sous la souveraineté de l'État sera puni de la peine de mort.*

## turkish daily news

Thursday, April 28, 1994

**Accusations against them***Turkish Daily News*

ANKARA- Under the Turkish system, in order for the immunity of a parliamentarian to be lifted so that he can be put on trial, the prosecution has to submit a written petition to the Justice Ministry. This petition is later passed on to Parliament where only a parliamentary majority can lift the immunity. The constitution rules that the issue of lifting any MP's immunity cannot even be discussed by party groups in advance. Accordingly, when the prosecution has evidence that a crime has been committed by a member of Parliament and after this evidence is put together, the documents are sent to Parliament. Even in this case, however, the regulations are that the parliamentary status of the MP concerned continues until he or she is found guilty and another decision is taken for impeachment.

Another restriction is that the deputy involved cannot, under any circumstances, be subjected to any investigation related to alleged crimes other than those which have been notified to Parliament. In order to investigate any other allegation other than that notified to Parliament, the petition process and a parliamentary vote is essential.

Under these circumstances, the deputies should only be indicted for the alleged crimes which Parliament has been informed of in advance and should not even have been questioned about any other incidents.

Legal sources and the deputies also argue that since the prosecution had prepared its petition two years in advance of their arrest, it should have brought out the indictment by now. Otherwise, they argue, the prosecution prepared its charges without evidence and is now trying to assemble the evidence. The "crimes" which the arrested deputies have been charged with in the initial petition by the State Security Court, which was the basis for their immunity being lifted, are as follows:

**MAHMUT ALINAK**

■ **Accusation No.1:** The initial petition prepared by the chief prosecutor of the Ankara State Security Court (DGM) claimed that Alinak, in his speech delivered during the DEP's first emergency convention on June 27, 1993, said that he and his colleagues had associated with the PKK, both in ideology and action; that they had encouraged mass actions against the state; and that their intention was to upset the unity of the Turkish Republic.

■ **Accusation No.2:** Alinak was also accused with the speech he made on Sept. 19, 1992, during the second emergency session of the Peoples' Labor Party (HEP) and

also for the statements he had made to the local and foreign press before and after the convention. He is accused of accusing verbally the Turkish state with the killing of Turkish citizens of Kurdish origin, with the purpose of upsetting the unity of the Turkish state and of preparing the foundation of an independent Kurdish state in Turkey. He was also accused of working with the PKK to provoke the people against the state. According to the prosecutor, when Alinak's files were assessed as a whole, it was seen that he consistently made statements aimed at upsetting the unity of the state.

■ **Accusation No. 3:** Based on his behaviour during his election campaign for deputy and for his actions on Nov. 6, 1991, Alinak is accused of threatening the territorial integrity of the state.

**LEYLA ZANA (Arrested)**

■ **Accusation No 1:** Zana was charged by the chief prosecutor of the Ankara State Security Court on the basis of the interviews aired from Bavaria TV on March 4 1993 and from German SAT-1 TV on July 13 1993 where she allegedly spread separatist propaganda. She was accused of exerting efforts for the founding an independent Kurdish state in Turkey and for upsetting the unity of the state of the Turkish republic.

■ **Accusation No. 2:** Zana was also charged with making a political visit with Mardin Deputy Ahmet Türk to the United States where they are alleged to have said during two separate meetings that Kurdish origin citizens should be granted their constitutional and legal rights, that they shared the same mission with those who preferred armed struggle and that they aimed to found an independent Kurdish state.

■ **Accusation No. 3:** Zana was charged for her speech she made during the 2nd emergency session of the People's Labor Party and also for her statements which she had made to local and foreign media before and after the convention. She was also accused of upsetting the unity of the Turkish state and preparing grounds for foundation of an independent Kurdish state in Turkey. She is also accused of provoking the people against the state. According to the prosecutor, Zana was persistent in making statements which aimed at upsetting the unity of the state of the Turkish republic.

■ **Accusation No. 4:** Under the petition prepared in 1991, she was accused for her words and behaviour during and after the oath taking ceremony in Parliament, Zana was alleged to be in a stance which aimed to divide the state.

**AHMET TÜRK**

■ **Accusation No. 1:** Türk is claimed to have provoked the people against the state with his statements during his U.S. visit with Zana, for his commentary which appeared in the magazine which was published by the now defunct HEP on the occasion of Newroz (Kurdish New Year celebrations) and for his remarks during his interview with PKK leader Abdullah Öcalan. Türk is also charged for his statements and stance during DEP's 1st convention and HEP's second emergency convention.

**ORHAN DOĞAN**

Under the petition prepared by the Ankara State Security Court, Dogan was charged with sheltering PKK militants in his house that he had furnished an ID card for one of them via unlawful means, that he provided medical treatment for the same person by means of his son's ID card, that he supplied the fee for the medical charges from the parliamentary accounting office. Taking his actions into consideration, the petition further alleged that he had taken part in the outlawed PKK organization. He was also prosecuted for his statements and actions during and after the swearing-in ceremony.

**SELİM SADAK**

According to the petition prepared by the chief prosecutor's office of the Kocaeli province dated May 18 1993, Sadak had defamed the government and the armed forces of the state in a speech he made during a ceremony organized by the HEP's organization in İzmit. He was charged with violating article 159 of the Turkish Penal Code.

**SIRRI SAKIK**

Under the two separate files prepared by the Ankara State Security Court, Sakik was charged for his remarks and behaviour during and after the oath taking ceremony and during the earlier conventions of DEP and now defunct HEP.

**HATİP DİCLE**

According to two separate investigations launched by the prosecutor's office of the Ankara State Security Court, Dicle was charged for his remarks and behaviour during and after the oath taking ceremony and during the earlier conventions of DEP and now defunct HEP.

**LE FIGARO**

VENDREDI 13 MAI 1994

**Point de vue****Turquie : la mort pour délit d'opinion***Six députés kurdes risquent la peine capitale.*

L'armée turque a tué 46 rebelles kurdes du PKK et perdu 2 soldats depuis mardi au cours d'opérations dans le sud-est de la Turquie, annonce-t-on officiellement. La guerre a fait 1 560 morts, dont 1 367 rebelles, depuis janvier. L'état-major turc prédit : « En septembre, c'en sera fini de la rébellion. » (AFP.)

Depuis début mars, six députés kurdes sont dans les prisons turques. Accusés de « trahison » et d'« atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'État », ils sont passibles de la peine de mort en vertu de l'ar-

étranger. Le Parlement turc, qui se dit démocratique et pluraliste, a obéi aux injonctions de l'armée et décidé, sur la base des délits d'opinion, la levée d'immunité de mon épouse, Leyla Zana, et de ses cinq collègues, alors qu'une centaine de députés turcs, poursuivis pour des délits de droit commun allant de l'homicide à l'abus de biens sociaux et aux trafics de toutes sortes, sont, eux, protégés par cette immunité.

Si les opinions exprimées par les députés kurdes, dont, du reste, aucun n'a remis en cause l'intégrité territoriale du pays, ni revendiqué un Kurdistan indé-

de l'Europe les piétine si ouvertement ? L'Occident qui, au lendemain de la Première Guerre mondiale, au nom d'intérêts égoïstes, notamment pétroliers, a partagé notre pays entre quatre États, n'a-t-il pas le devoir moral de garantir aux 30 millions de Kurdes de la région un statut respectueux de leur personnalité nationale et culturelle ?

**Massacres**

Que l'on ne se réfugie surtout pas derrière le lâche alibi de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Car l'ingérence est, hélas !, déjà là, mais du côté des oppresseurs. Hier, les Kurdes irakiens étaient massacrés par la dictature de Saddam Hussein avec les armes et crédits prodigués par l'Ouest et l'Est. Aujourd'hui, les villes et villages kurdes sont détruits, les populations civiles sont massacrées par les 400 000 soldats turcs équipés d'armes occidentales.

Pour avoir pacifiquement défendu les droits de mon peuple, j'ai dû passer quatorze ans de ma vie dans les terribles prisons turques. En procès pour mon témoignage devant le Parlement européen, je serai très probablement poursuivi et condamné pour le présent texte qui tombe aussi sous le coup de la loi turque dite anti-terroriste, car les opinions exprimées ici constituent un « crime terroriste » en Turquie.

Si, après sept décennies de répression, d'acculturation, de déportations, de révoltes suivies de massacres, les Kurdes n'ont pas pu être assimilés, il n'y a au-

cune chance qu'ils acceptent aujourd'hui leur turquisation. Les Kurdes veulent rester Kurdes et, malgré toutes les persécutions et injustices subies, ils espèrent qu'il sera encore possible de cohabiter au sein d'un même État avec leurs voisins turcs, non plus comme des parias mais sur un pied d'égalité, dans le cadre d'une authentique démocratie pluraliste respectueuse de la dignité, de la culture, de l'identité et des droits respectifs des peuples kurde et turc.

Défenseurs de cette option de dialogue démocratique et de paix, nos députés sont aujourd'hui derrière les barreaux, muselés, leur Parti de la Démocratie risque d'être interdit par la Cour constitutionnelle. Si la Communauté internationale ne réagit pas vite et énergiquement, ils seront bientôt traduits devant des Cours de sûreté d'État qui pourraient les envoyer à la potence pour leurs opinions. La terrible répression consécutive au coup d'État militaire de 1980 avait conduit à l'émergence, en 1984, d'un mouvement de guérilla kurde. Ne vous étonnez pas si la sanglante guerre imposée au peuple kurde pas « vos amis et alliés turcs » finit demain par dégénérer en une confrontation générale kurdo-turque aux conséquences autrement plus lourdes sur la paix et la stabilité régionales que la guerre de Bosnie.

**M. Z.**

(\*) Ancien maire de Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan de Turquie.

**PAR MAHDI ZANA \***

ticle 125 du Code pénal turc. Quels crimes ont-ils donc commis pour qu'un Parlement turc encerclé par la police décide, dans la précipitation, sans véritable débat, sans même que lecture soit donnée du rapport de la commission parlementaire ad hoc, la mise à mort symbolique de ces représentants élus du peuple conduits manu militari à la Section antiterroriste de la police comme de vulgaires plastiqueurs ou preneurs d'otages ?

L'examen des dossiers d'accusation a de quoi laisser interloqué tout démocrate. En effet, à l'exception d'un député accusé, sans preuves, d'avoir hébergé et soigné un jeune Kurde de sa circonscription suspecté d'appartenance au PKK, les charges invoquées ne concernent que des opinions exprimées à la tribune de l'Assemblée ou dans des discours prononcés en Turquie ou

pendant, constituent des crimes passibles de la peine de mort d'après les lois turques et la Constitution imposée en 1982 par les militaires, à qui la faute ? Une population de 15 à 20 millions doit-elle se plier sans mot dire à des lois niant son existence, son identité, sa culture et les droits légitimes qui s'y rattachent ?

En lui interdisant tout moyen de s'exprimer pacifiquement et de s'organiser démocratiquement pour faire entendre ses aspirations, ne le force-t-on pas à la révolte et au recours à la violence ? A quoi servent des beaux textes et traités internationaux comme la Convention européenne des droits de l'homme, la Charte de Paris, supposés garantir les libertés d'expression et d'association, le pluralisme culturel et linguistique, si un État membre de l'Otan et du Conseil

FRA0358 4 I 0297 TUR /AFP-MX88

Turquie-Kurdes

Publication de l'acte d'accusation contre les députés kurdes emprisonnés

ANKARA, 1er juil (AFP) - Six députés du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, dissous), emprisonnés depuis début mars à Ankara, ont été accusés vendredi par la Cour de Sûreté de l'Etat de "séparatisme" et d'"appartenance" au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara.

Ils comparaitront devant la justice le 3 août à Ankara et sont passibles de la peine de mort, d'après l'article 125 du code pénal turc, selon l'acte d'accusation rendu public vendredi.

L'immunité parlementaire de ces députés, dont le président du DEP Hatip Dicle, avait été levée par le parlement début mars pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat". Le DEP a été dissous le 16 juin par la Cour constitutionnelle.

Ces députés sont accusés "d'avoir constitué l'aile politique" du PKK et "d'avoir oeuvré au sein de l'organisation terroriste (PKK) pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est (à majorité kurde) des territoires sous la souveraineté de l'Etat de la République de Turquie".

"Sous la protection de leur immunité parlementaire, ces députés ont reçu des ordres par téléphone depuis l'étranger du chef du PKK", Abdullah Ocalan, alias Apo, dont celui de boycotter les municipales du 27 mars, affirme le document.

Les "formations légales du PKK en Turquie" ont été le Parti du Travail du Peuple (HEP), le Parti de la Liberté et de la Démocratie (OZDEP) et le Parti de la Démocratie (DEP), tous dissous par la Cour constitutionnelle, selon l'acte d'accusation.

Ces députés sont Hatip Dicle, Mme Leyla Zana, Ahmet Turk, Sirri Sakik, Orhan Dogan, tous membres du DEP, et Mahmut Alinak, membre démissionnaire.

CE/hc/bd

AFP /JO0245/011424 JUL 94

## Deux députés kurdes se livrent à la justice turque

Après un interrogatoire à la Cour de sûreté d'Ankara, Selim Sadak et Sedat Yurtdas ont été écroués, hier.

Istanbul, correspondance

Les deux derniers députés du parti kurde DEP (parti de la démocratie) encore en liberté sur le sol turc, Selim Sadak et Sedat Yurtdas, se sont finalement rendus à la justice hier après-midi. Après un premier interrogatoire devant le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat à Ankara, ils ont aussitôt été écroués. Le procureur général de la Cour de sûreté, Nusret Demiral, connu pour ses sympathies pour l'extrême droite, avait déjà demandé à la police de les arrêter. Mais tant que la décision de la Cour constitutionnelle n'avait pas été publiée au *Journal officiel*, ils pouvaient encore profiter de leur immunité. Remzi Kartal, vice-président du DEP, et cinq de ses collègues, avaient pu quitter le pays juste avant que la Cour constitutionnelle ne prononce le 16 juin

la dissolution, pour «séparatisme», de ce petit parti, seule force parlementaire se revendiquant comme kurde. Le président du DEP, Hatip Dicle, et cinq autres députés étaient en prison depuis mars, accusés de «séparatisme», d'œuvrer «pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est (à majorité kurde) des territoires sous la souveraineté de l'Etat de la République de Turquie» et d'«avoir constitué l'aile politique» du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan (séparatiste), qui mène la rébellion armée contre l'Etat turc depuis dix ans. L'acte d'accusation affirme que «sous la protection de leur immunité parlementaire, ces députés ont reçu des ordres par téléphone depuis l'étranger du chef du PKK», Abdullah Ocalan, alias «Apo», dont celui

de boycotter les municipales du 27 mars. Ils comparaitront devant la justice le 3 août prochain et sont passibles de la peine de mort, d'après l'article 125 du code pénal turc.

«L'option militaire choisie par les autorités ne peut pas se limiter à la lutte dans les montagnes contre les militants armés kurdes; elle implique un silence total, et donc l'interdiction du seul parti kurde au Parlement», affirme Hasip Kaplan, avocat du DEP. Les organisations de défense des droits de l'homme dénoncent la multiplication des assassinats et des arrestations arbitraires dans les départements du Sud-Est, mais aussi l'augmentation des inculpations pour délit d'opinion dans les grandes villes de l'Ouest.

Dans une résolution très modérée, le Conseil de l'Europe ont critiqué les autorités d'Ankara, demandant notamment la libération immédiate des députés d'origine kurde incarcérés, ainsi que le retrait des accusations qui pèsent sur eux. Par ailleurs, l'Assemblée du Conseil de l'Europe a «souhaité» que la Turquie modifie les articles de sa Constitution ayant permis la dissolution du DEP le 16 juin.

Musa AKDEMIR, avec AFP

# CSCE NEWS RELEASE

COMMISSION ON SECURITY AND COOPERATION IN EUROPE

U.S. Congress • Washington, D.C. 20515  
Dennis DeConcini, Chairman  
Steny H. Hoyer, Co-Chairman

202/225-1901

## Helsinki Commission protests Turkish Parliament decision to strip deputies of immunity over their political views

**FOR IMMEDIATE RELEASE:**

March 4, 1994

Contact: Jamie Ridge or Mike Amitay  
(202) 225-1901

WASHINGTON--Sen. Dennis DeConcini (D-Ariz.) and Rep. Steny H. Hoyer (D-Md.) today protested the Turkish Parliament's recent decision to strip eight parliamentarians of their immunity in order to prosecute them for expressing pro-Kurdish political views considered treasonous by the government.

Two parliamentarians have already been arrested, and another five have barricaded themselves in parliamentary offices to avoid arrest. The parliamentarians face charges which could carry the death penalty.

In a letter to the U.S. delegation at a March 2-4 meeting of the 53-nation Conference on Security and Cooperation in Europe in Prague, DeConcini and Hoyer urged that the action taken by the Turkish parliament be publicly condemned at the meeting. They also urged the delegation to support efforts to send CSCE human rights observers to Turkey.

"We ask you (the U.S. delegation) to publicly condemn this latest assault on free speech and the legitimate rights of Turkey's Kurdish citizens," DeConcini and Hoyer wrote.

Since 1991, more than 5,000 have died in an increasingly brutal struggle between Kurdish guerrillas, Muslim fundamentalists and Turkish security forces. Increasingly, Turkey's Kurdish citizens have been denied political representation and other legitimate rights.

The violent prelude to upcoming local elections highlights these trends. Shadowy death squads have killed 70 members of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), including Mehmet Sincar, a Member of Parliament. In addition, 20 DEP party offices have been bombed and over 300 DEP election candidates and campaign workers have been arrested.

Recent changes in electoral laws -- reportedly made on security grounds -- have made it extremely difficult for voters in Kurdish regions to cast their ballots. On February 23, DEP members decided to boycott the March 27 elections, and international human rights organizations and the European Parliament have announced intentions to send election observers to Turkey.

"While Turkey remains a NATO ally and major recipient of U.S. military and economic assistance, this Congress and administration should not be deterred from voicing serious concerns over the deteriorating human rights situation and the Turkish government's inability or unwillingness to constructively address abuses," DeConcini and Hoyer said in a joint statement. "Major causes of frustration and discontent among Kurds could be significantly alleviated by permitting Kurdish political and cultural expression, restoring civil and economic institutions and withdrawing soldiers from city streets and villages. Such actions could help establish the foundation of a more peaceful, prosperous and stable Turkish democracy for all its citizens. A military solution is no solution at all."

DeConcini and Hoyer are chairman and co-chairman of the Commission on Security and Cooperation in Europe (Helsinki Commission).



## La levée d'immunité parlementaire décidée à la hussarde, suivie de la mise au secret et de la détention préventive de 6 députés kurdes

Début mars, à quelques jours des congés parlementaires pour la préparation des élections municipales du 27 mars, la question de la levée d'immunité des députés kurdes était inscrite à la 151ème place de l'ordre du jour de l'Assemblée. Le gouvernement Çiller, pour des raisons purement politiques et sous la forte pression de l'armée s'est livré à un véritable tour de passe-passe politico-juridique pour priver 7 députés kurdes et 1 député islamiste de leur immunité pour délits d'opinion alors qu'environ 150 députés, sur les 450 que compte le Parlement turc, accusés de crimes variés comme malversation, corruption, faillite frauduleuse, trafic d'influence, abus de bien sociaux, etc... restent protégés par cette immunité jusqu'à la fin de cette législature.

Le vote a eu lieu sans même que lecture soit donnée du rapport de la Commission parlementaire *ad hoc* Justice et Constitution, sans débat véritable, dans une précipitation extrême. Les accusés, passibles de la peine de mort, disposaient de 10 minutes chacun pour présenter leur défense dans un Parlement assiégé par les forces de sécurité. Les principaux leaders politiques ont préféré ne pas assister à cette séance parlementaire peu glorieuse rappelant les pires moments du régime militaire. Le procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat Nusret Demiral, homme lige des militaires, avait, avant même le vote du Parlement, pris toutes les dispositions pour l'arrestation et la détention des députés kurdes. Deux de ces derniers, Orhan Dogan et Hatip Dicle ainsi que l'islamiste H. Mezarci, ont été arrêtés et molestés, par la police, dès le 2 mars, avant même la publication dans le Journal Officiel de la décision du Parlement et sans attendre les délais légaux d'introduction d'un recours en annulation devant la Cour Constitutionnelle.

5 députés sont restés dans l'enceinte du Parlement. L'un d'eux a été relaxé par un tribunal de province. Les quatre autres ont été conduits à leur tour à la «Section anti-terroriste» de la police où ils seront gardés au secret jusqu'au 17 mars. Depuis, ces parlementaires kurdes sont en «**détention préventive**», décidée par le seul procureur, en attendant l'instruction de leur procès par des substituts militaires dépêchés dans les régions kurdes pour rassembler des «preuves de la culpabilité des députés».

Voici des témoignages sur cette singulière parodie de justice ainsi que des extraits des déclarations faites à la tribune de l'Assemblée par les députés poursuivis pour leur défense :

LIBÉRATION  
9 MARS 1994

# TURQUIE ENTRE L'EUROPE ET ANKARA, SIX DEPUTES KURDES...

**Une semaine après leur levée d'immunité parlementaire, six Kurdes restent détenus au secret et risquent la peine de mort. La mesure qui les frappe, au mépris des lois turques, traduit la pression pré-électorale de l'armée et pourrait embarrasser Ankara, candidate à l'Europe.**

Six des sept députés kurdes de Turquie, privés de leur immunité parlementaire depuis le 2 décembre, étaient mardi toujours détenus au secret dans les locaux de la section antiterroriste de la Sûreté nationale d'Ankara. De nombreuses voix en Europe se sont élevées contre les mesures prises contre ces élus, dont celle, mardi, du président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. L'Elysée, qui avait suivi de très près toute l'affaire, avait entrepris ces derniers jours des démarches auprès de plusieurs pays de l'Union européenne. L'ancien ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, a accepté d'assumer la défense des six députés incarcérés qui, accusés d'*«actes séparatistes et de trahison»*, sont tous passibles de la peine de mort.

Huit membres de la Grande Assemblée nationale de Turquie – nom officiel du Parlement turc – ont vu leur immunité parlementaire levée les 1<sup>er</sup> et 2 mars derniers: sept Kurdes, dont six membres du Parti de la démocratie (DEP), plus un député indépendant démissionnaire du Parti de la prospérité (islamiste). La mesure était prévue depuis longtemps. Deux des parlementaires actuellement détenus, Leyla Zana, députée de Diyarbakir, et Ahmet Türk, représentant de Mardin, avaient entrepris une tournée européenne au début du mois de février, pour alerter leurs collègues européens sur la menace qui pesait sur eux et demander des interventions auprès des autorités turques, afin de garantir le bon déroulement des élections municipales prévues le 27 mars prochain. Lors de leur passage en France, Leyla Zana et Ahmet Türk avaient été reçus notamment par le président Mitterrand et par Jean-François Deniau, vice-président de la commission des Affaires étrangères.

Tout en l'annonçant inévitable, les parlementaires kurdes ne pensaient pas alors que la décision les concernant puisse être prise de manière immédiate, compte tenu des délais constitutionnels. Elle figurait du reste au 150<sup>e</sup> point de l'ordre du jour de la session parlementaire qui devait s'achever le 1<sup>er</sup> mars, du fait de la campagne électorale qui allait s'ouvrir. Une réunion du Conseil national de sécurité, instance de dix membres et véritable centre du pouvoir en Turquie, qui réunit les cinq principaux responsables de l'armée avec les dirigeants civils du pays – dont le président de la République et le Premier ministre –, a décidé d'accélérer le mouvement.

Entamé dans l'après-midi du 1<sup>er</sup> mars, le débat parlementaire allait se poursuivre à marche forcée jusque tard dans la nuit, dans une ambiance particulièrement houleuse, certains députés n'hésitant pas à crier à l'adresse de leurs collègues menacés: *«Les traîtres, à la potence!»* A peine l'immunité des deux premiers sur la liste était-elle levée que les deux hommes, Hatip Dicle et Orhan Dogan, étaient arrêtés à la sortie du Parlement. Une interpellation non seulement brutale – photographiée et filmée par les médias turcs – mais de plus illégale au regard des lois du pays et des garanties constitutionnelles qui s'appliquent aux parlementaires, ce que relève du reste la presse d'Ankara. *Le Turkish Daily News* parle ainsi, dans un article du 4 mars, de *«scandale majeur»* et d'*«actes illégaux»*, et impute directement la responsabilité au procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat, Nusret Demiral.

Les principales accusations qui pèsent sur les six députés kurdes du DEP portent sur diverses déclarations faites à l'occasion de réunions politiques, de campagnes électorales, voire d'entretiens accordés à divers médias turcs ou

étrangers, ou encore de conférences tenues hors les frontières du pays, toutes relatives à la question kurde en Turquie. Ainsi reproche-t-on, entre autres, à Leyla Zana et Ahmet Türk des propos tenus lors d'un voyage à Washington et évoquant la nécessité pour *«les citoyens turcs d'origine kurde de bénéficier de tous leurs droits légaux et constitutionnels»*. Tous les députés invalidés et incarcérés sont également accusés d'avoir d'une façon ou d'une autre – mais toujours en paroles – soutenu la *«lutte armée»* ou *«les visées séparatistes»* du PKK, le Parti des travailleurs kurdes de Turquie, la principale organisation clandestine pratiquant la violence armée dans le Kurdistan turc. Un seul député parmi les six, Orhan Dogan, est de plus accusé d'avoir fourni une assistance médicale à un membre du PKK, ce qui, selon ses accusateurs, ferait de lui un militant de l'organisation interdite.

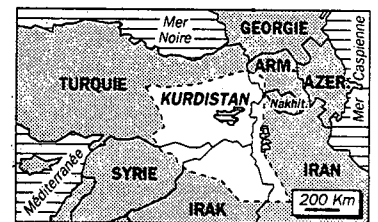
Dans les derniers mois, 66 dirigeants du Parti de la démocratie ont été assassinés dont un député, les locaux de l'organisation ont été dévastés par des attentats à la bombe et la plupart des candidats du parti aux élections municipales ont été arrêtés. Seul parti *«prokurde»* autorisé, mais son interdiction est en cours, le DEP comptait 17 députés (sur 450) au Parlement turc. Partisan d'une solution politique de la question kurde et à ce titre violemment critiqué par les gens du PKK, le DEP a dû annoncer le 25 février qu'il se retirait des élections, faute de pouvoir y participer avec un minimum de garanties de sécurité pour ses représentants.

Mardi, le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Miguel Angel Martinez, se déclarait *«désolé d'avoir appris par voie de presse, que malgré de multiples appels»* les députés kurdes avaient été invalidés et incarcérés. *«Nous sommes très pré-*

*occupés que ceci puisse se passer dans un pays membre du Conseil de l'Europe, fondé sur les valeurs démocratiques, dont la liberté d'expression et l'état de droit»*, a ajouté M. Martinez, estimant que ces arrestations sont en *«contradiction»* avec *«l'idée d'une Turquie respectueuse des droits de l'homme et de la démocratie»*.

Les parlementaires invalidés qui, le 3 mars, avaient demandé à cinq États de l'Union européenne d'intervenir pour garantir leur sécurité physique, ont fait appel lundi de la mesure qui les frappe devant la Cour constitutionnelle, qui devrait rendre son verdict dans les quinze jours. Affaire juridique et politique, la mesure prise contre les parlementaires s'inscrit évidemment dans le

## REPERES



## Les Kurdes de Turquie

● **Histoire:** le traité de Sèvres (1920) accorde l'autonomie, première étape vers l'indépendance, aux Kurdes vivant à l'est de l'Euphrate et au sud de l'Arménie. Le traité de Lausanne (1923) annule les dispositions antérieures. Le peuple kurde est réparti entre quatre pays: la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Les soulèvements de 1920, 1930 et 1937 sont écrasés par Mustafa Kemal, père de la Turquie moderne.

● **Population:** près de la moitié du peuple kurde, soit 12 millions d'habitants, vivent en Turquie, principalement dans le Sud-Est anatolien. Ils représentent plus d'un cinquième de la population du pays. La langue kurde est toujours officiellement interdite dans l'administration, dans l'enseignement et au Parlement.

● **Politique:** en 1984, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) fondé en 1974 par Abdullah Ocalan (dit *«Apo»*), décide de reprendre la lutte armée. En dix ans, la guerre a fait près de 10000 morts. Le Parti démocratique (DEP) a succédé au Parti travailliste du peuple (HEP). Jugé proche du PKK, il disposait de huit députés au Parlement d'Ankara. L'un d'entre eux a été assassiné. Les sept autres sont poursuivis par la justice.

## « Tout a été très vite, et le vote a été expédié »

contexte des élections municipales et des risques d'un nouvel embrasement du Kurdistan turc dans la période de *Nowrouz* qui, le 21 mars, marque le nouvel an kurde. Mais la précipitation avec laquelle le gouvernement de Tansu Ciller a dû agir, sous la pression des militaires, semble désormais embarrasser Ankara, notamment dans ses relations avec l'Europe. Les pressions publiques ou discrètes de pays « amis » pourraient probablement permettre de rapporter des mesures juridiquement indéfendables et politiquement à très hauts risques.

Marc KRAVETZ

Segolène Royal, députée socialiste des Deux-Sèvres, s'est rendue mercredi 2 mars au Parlement d'Ankara pour tenter d'éviter l'arrestation des députés kurdes du DEP dont la levée d'immunité a été votée le même jour. Sept députés étaient concernés par cette levée d'immunité, dont deux ont été incarcérés. Segolène Royal raconte sa nuit de mercredi à jeudi au Parlement avec les cinq autres.

Le Président (François Mitterrand, ndr) m'a dit qu'il fallait trouver un parlementaire pour aller à Ankara

(...). Je suis donc partie par le premier avion, mercredi aux aurores avec un interprète, pour atterrir vers 17 heures à Ankara. Au Parlement, je pensais trouver d'autres députés européens, la presse étrangère, etc. Personne.

A 18 heures, j'étais dans l'hémicycle, en pleine séance. Il y avait des policiers partout, en civil avec des badges. Les députés étaient en train de voter la levée d'immunité de Leyla Zana (une des élus du DEP, ndr). Avant que j'arrive au Parlement, deux députés avaient déjà été incarcérés, en viola-

tion même du droit turc; normalement, une fois l'immunité parlementaire levée, les députés doivent passer en jugement. Dans l'hémicycle, il y avait la vingtaine de parlementaires turcs qui

n'ont pas voté la levée d'immunité et les cinq autres députés kurdes, complètement isolés, qui invoquaient la démocratie au milieu de quelque 150 parlementaires vociférants. C'était poignant. Tout a été très vite, le vote a été expédié et les levées d'immunité ont été prononcées.

Nous nous sommes retrouvés dans la salle des Pas Perdus, avec la petite vingtaine de députés qui avait bravé l'écrasante majorité en soutenant les cinq Kurdes. Il y avait là aussi quelques journalistes turcs et des policiers. J'ai appelé l'Elysée d'une cabine. Nous avons été en contact permanent. Puis j'ai appelé l'ambassade de France à Ankara, qui n'a pas bougé, m'expliquant: vous comprenez, c'est très compliqué, les députés kurdes font de la politique, ils ont pris leurs risques. L'ambassadeur a fini par envoyer son chargé d'affaires faire une ronde pour voir si tout était normal. Les députés kurdes commençaient à avoir très peur: Il devait être minuit, des parlementaires avaient réussi à se procurer des fromages turcs, avec des grosses miches de pain et des olives, on a sandwiché dans la salle des Pas Perdus. Les cinq députés avaient physiquement peur. Ils pensaient qu'ils allaient être arrêtés et torturés cette nuit-là, comme cela a déjà été le cas pour certains d'entre eux. Tout le monde était très tendu. Les gens étaient assis, prostrés, et moi je me disais: qu'est-ce que je vais faire s'ils embarquent tout le monde? J'essayais de leur remonter le moral, en leur rendant compte régulièrement des entretiens téléphoniques avec l'Elysée et en essayant de les rassurer sur les interventions diplomatiques occidentales. Vers une heure du matin, l'ambassadeur m'a dit avoir obtenu des garanties que l'assaut ne serait pas donné.

J'ai pu entrer de nouveau le lendemain matin dans le Parlement, grâce à la presse internationale qui était là. Les députés kurdes, qui avaient dormi sur place ou dans leurs bureaux, étaient de nouveau dans la salle des Pas Perdus. Le mouvement diplomatique s'était mis en marche et la presse était alertée. Mais, dès que les journalistes sont partis, la tension est revenue. La police m'a tenue à l'écart des cinq députés. Heureusement, ils m'avaient confié une lettre demandant une protection diplomatique internationale. Je l'avais glissée dans ma robe, puis je l'ai cachée dans ma robe, parce qu'on était fouillé à l'aéroport... Nous avons décollé jeudi 3 mars à 16 heures.

Recueilli par Emmanuèle PEYRET



Ankara, vendredi dernier. Les services de sécurité turcs emmènent Leyla Zana (au centre), députée de Diyarbakir.

*TDN interviews imprisoned pro-Kurdish MPs*

# 'Justice has been trampled upon'

*Military officer is conducting investigation related to the parliamentarians' case*

**Deputies claim prosecution is gathering false evidence to build case**

By Sinan Yılmaz  
*Turkish Daily News*

ANKARA- Six imprisoned members of the Turkish Parliament held in an Ankara prison since March 17 said the investigation launched against them by a State Security Court was political in origin and had turned into a case which "trampled upon Turkish justice."

The Turkish Daily News was the first newspaper to interview the deputies, who have learned recently that they will have to wait for at least another month before appearing in front of a judge.

Hatip Dicle, Orhan Doğan, Leyla Zana, Sırrı Sakık and Ahmet Türk from the Kurdish-based Democracy Party (DEP) and independent deputy Mahmut Alınak agreed to meet the TDN on Tuesday.

The interviews were conducted in a visiting room from behind a bullet-proof 40-centimeter-thick glass screen and no photographs were allowed.

"We are not bitter at them for lifting our immunity, they did something well," said Sırrı Sakık on the Parliament's March 2 decision which lifted their immunity and led to their subsequent arrest.

The deputies said, however, the process had not served to give them the opportunity to clear themselves of charges since the case had turned out to be a political one.

They noted that State Security Court (DGM) prosecutor Major Ülkü Coşkun, a military officer, had recently traveled to the southeastern provincial center of Diyarbakır where he had interrogated "repenters" from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The deputies said Major Coşkun had talked to about 200 former members of the PKK and was trying now to build a case against the MPs.

Sakık disclosed that as part of the investigation related to him, his relatives had been detained in Diyarbakır. "They are now trying to force people to 'confess' that I used to give 2 million liras to PKK recruits and send them to the mountains," he added. Sakık, whose brother Şemdin is a senior PKK leader, was one of the moderate DEP deputies who had taken a critical stance on the PKK's violent activities.

Before being arrested, Sakık had called the TDN from Parliament and disclosed on the telephone that he suspected officials would exploit a recent bank transaction against him. "I took money from the bank because I know I'll be arrested. I used the money to take measures to finance the family while I stay in prison," he had said on the night of March 2. "I have assets of billions of liras in Mus, but there was never any investigation into this before I became a deputy," he said Tuesday.

According to Turkish laws, a court can only investigate allegations which have been forwarded to Parliament for the lifting of judicial immunity for Turkish MPs. The DGM, however, is proceeding with an investigation on everything the deputies have been doing in their lives.

Ahmet Türk, a deputy from Mardin, said that when they were being questioned by DGM prosecutors, even other prosecutors and judges said they could not understand how members of Parliament could be detained on the grounds of such allegations. The deputies, who have been in prison for 42 days, argued that the case to be launched against them had no judicial backing and that it would be based only on false testimonies which the prosecution could get.

Şırnak Deputy Orhan Doğan, saying that the decision to arrest them was a mistake by the state, pointed out: "We are the representatives of the Kurdish people carrying on a struggle on the legal platform. We were elected with the votes of those people and entered Parliament. But the state could not tolerate us. Its aim was to force people to lose hope in us." Doğan added, "This happened because the people had started to see that we were in a position to influence a solution to the problem and because they had confidence in us."

He also claimed that by arresting the DEP deputies, the state wanted to give people the message that they should go up to the mountains (or join the PKK). "They wanted to tell the people that they had no alternative but the PKK," Doğan said.

DEP chairman and Diyarbakır deputy Hatip Dicle said, meanwhile, that there were people outside making even more radical speeches on the Kurdish issue than the arrested deputies.

"But no one says anything to them," he said. "They are trying to overcome their own deficiencies by arresting us. When we talk, all hell breaks loose. But there is no serious allegation against us. They are aware of this and in order to sentence us, they are now talking to the repenters. This is a situation never before seen in judicial history."

Mahmut Alınak, an independent-turned former DEP deputy, said during the interview that the case launched against the MPs was "a clear example of violation of laws."

"The prosecution can only ask for our immunity to be lifted after gathering all of the evidence against us," he said. "Since they have lifted our immunity and we are under arrest, they must have all the evidence. Then why are they not preparing the indictment? Why is a case not being launched? They are trying to build up new evidence with false scenarios."

Türk, for his part, said: "If we are here only for speaking the truth, I am proud of this."

We are making efforts for the Kurdish issue to be solved as soon as possible without blood being shed. We will continue to do this."

The only female detainee among the parliamentarians is Leyla Zana who also agreed to speak to the TDN. Zana's life was threatened last year by a military officer in Diyarbakır in front of western observers and she was arrested along with the other MPs in early March. A campaign for her freedom and safety still continues in Europe.

"I am well," she said on Tuesday. "These things will come to an end in one way or another. Because of this, I feel no sorrow."

## How they live:

Five of the deputies under arrest and awaiting trial are staying in a four-by-four-meter room at the Ankara open prison. They said they were cleaning their room themselves and also cooking their own food.

They spend their exercise time in a three-by-nine-meter garden and are banned from speaking to any other ordinary or political prisoner in the compound. The male deputies are being kept in isolation, away from the rest of the prison, while Zana, the only female MP under arrest, complains mainly of her own isolation.

Zana said she was staying in a room by herself in the womens' ward of the prison and her main visitors was her husband, Diyarbakır's former popular mayor Mehdi Zana and her daughter who now live in her house in the parliamentarian's compound in Ankara.

Although Zana was first placed among other female prisoners, she was later isolated in her own room where she cooks for herself. She is banned from talking to other prisoners and the deputies other than during weekly visiting times.



**CONFINED:** Leyla Zana, the only female member of the Turkish Parliament to be imprisoned, told the TDN that she was well. "These things will come to an end in one way or another. Because of this, I feel no sorrow," she said, having lost more weight. Although Zana was first placed among other female prisoners, she was later isolated in her own room where she cooks for herself. She is banned from talking to other prisoners, including the other imprisoned deputies, except during weekly visiting hours.

Photo TDN

The DEP deputies apparently have no problems with the prison authorities and are trying to pass time mainly with political debates and following daily developments through the press. The morale of the deputies is quite high despite their belief that they are victims of a political plot rather than a judicial process. Zana has lost weight and Doğan and Sakık have grown beards.

The men have already divided up chores among themselves with Orhan Doğan ending up as the group's cook and Sakık doing the washing up.

In the words of Türk, himself the leader of an influential Kurdish family in the Southeast living according to Kurdish customs: "I tried washing the dishes several times but they did not like it. They were not clean enough so I was told to stop doing them."

## LE MONDE diplomatique

- JUIN 1994 -

### « La diversité des couleurs et des parfums »

*Le 2 mars 1994, la Grande Assemblée nationale turque tenait une session, avec à son ordre du jour, la levée de l'immunité parlementaire de plusieurs députés du Parti démocratique (DEP) accusés de soutenir les « sécessionnistes » kurdes. Au cours de la session, M. Orhan Dogan, député de Sirnak, a réfuté ces accusations, sans succès. A l'issue de la réunion, avec plusieurs de ses collègues, il a été arrêté et molesté par la police, avant même la publication au Journal officiel de la décision de la levée de son immunité parlementaire. Voici quelques extraits de l'intervention qu'il avait prononcée quelques heures avant d'être conduit en prison :*

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Je n'ai pas peur que l'on lève mon immunité et que l'on me juge, car je ne suis pas coupable de corruption, je ne suis pas coupable de trucage d'appel d'offres. Je n'ai pas abusé des biens des orphelins. Je ne me suis pas livré à l'évasion fiscale. Je n'ai pas trahi mon peuple. Je n'ai pas dilapidé l'argent public dans des hôtels cinq étoiles. Je n'ai pas pratiqué d'exportations fictives. Voilà pourquoi je n'ai pas peur (...).

Mes opinions, ma conception du monde, ma pensée peuvent bien être très contraignantes, extrêmes, voire insupportables ; cependant, ce n'est pas en leur passant des menottes, mais en discutant ici, que l'on pourrait comprendre leur justesse ou leur caractère erroné. Je ne suis pas obligé de penser comme vous, tout comme vous n'êtes pas non plus obligés de penser comme moi. Je n'ai pas le droit de vous obliger à penser comme moi. Par conséquent, vous ne devriez pas vous juger en droit de m'obliger à penser comme vous. Telle doit être la maturité que ce Parlement devrait atteindre.

C'est avec une telle mentalité que depuis des années on a essayé de résoudre le problème kurde par des méthodes monotones habituelles qui ont toujours pour résultat du sang et des larmes. C'est parce que nos opinions concernant la solution du problème kurde sont différentes que nous sommes sur le point d'être mis sur la sellette. Au lieu de chercher des solutions à nos problèmes devant l'opinion publique et avec la contribution de celle-ci, insister sur le recours aux menottes procède d'une logique impossible à comprendre. De même qu'il ne peut y avoir un jardin avec une seule fleur ou un orchestre avec un seul instrument, on ne doit pas s'attendre que tous les citoyens de Turquie réfléchissent de la même manière. De même que, dans un jardin, des fleurs ayant des couleurs différentes peuvent, sous la surveillance d'un jardinier expérimenté, vivre dans la diversité des couleurs et des parfums, les peuples turc et kurde ont des chances de cohabiter dans le respect de leur identité et de leur culture respectives. De même que, dans un orchestre, des dizaines de voix et d'instruments peuvent, sous la direction d'un chef compétent, s'associer, les peuples turc et kurde ont le droit de mener une existence multicolore et polyphonique. Si les gens souhaitent l'usage de leur langue maternelle dans les écoles et les télévisions, il ne faudrait pas en avoir peur, il faut considérer qu'il s'agit là des droits les plus naturels des citoyens de cet État.

Si des citoyens veulent s'organiser pour exprimer leurs opinions, il ne faudrait pas non plus avoir peur de leur organisation. Certains ne cessent de ressasser l'« unité indivisible » [du pays], nous y sommes au moins aussi attachés qu'eux. Ce n'est pas nous qui sommes les véritables séparatistes ; les véritables séparatistes, ce sont ceux qui proclament traîtres des élus du peuple avant même toute décision de justice. (...) Les véritables séparatistes sont ceux qui soumettent une région de la Turquie à une administration différente de celle des autres régions du pays (...).



GRANDE ASSEMBLEE NATIONALE DE TURQUIE

Secrétariat des procès-verbaux

Séance n° 79, 3.3.1994

Première réunion & deuxième réunion

Président de la séance : Mustafa KALEMLI

Extraits

Ahmet TÜRK\* (député de Mardin, DEP)

...Quels sont les dossiers d'accusation (qui me concernent) ? 4 de ces dossiers sont présentés à l'Assemblée. L'un d'entre eux est de nature générale. Il contient mon discours prononcé pendant la campagne électorale. Lors de la dernière campagne, je n'avais fait qu'un seul discours, à l'occasion d'un meeting à Kiziltepe. Mais le procureur de la République n'avait pas ouvert une enquête à ce sujet. J'analyse ce dossier, il n'y a aucun mot qui me concerne, mais néanmoins mon nom y figure.

Le deuxième dossier est le suivant : J'avais fait, lors du cessez-le-feu unilatéral ément décrété par le PKK, un voyage aux Etats-Unis. Je suis un citoyen de la Turquie. Je suis un homme qui ne désire pas que le sang coule dans son pays. Je considérais que le cessez-le-feu était une chance de paix pour le peuple turc et pour le peuple kurde...

Dites ce que vous voulez. Les réalités du monde ne seront pas modifiées par ce que vous dites. Dites "un peuple" ou autre chose. Ici j'essaye d'exprimer mes opinions.

Et nous voulions que chaque être humain croyant en la démocratie et aux droits de l'homme devienne un facteur de pression pour que le sang cesse de couler. C'était notre objectif. Nous faisons, avec bien des soins, des efforts pour que la Turquie ne perde pas cette occasion, pour que le sang et les larmes cessent de couler. Nous avons oeuvré partout, à l'étranger comme en Turquie, ayant pour message : "profitons de cette occasion".

J'observe mon troisième dossier : il concerne la fête de *Newroz* (Le Nouvel An kurde célébré le 21 mars). Lors de cette fête, je suis allé rendre visite à Monsieur le Président de la République. Je lui ai dit : "que cela devienne une fête de la paix. Faisons de notre mieux pour que le sang ne coule pas. Faisons des appels pour que les gens puissent librement s'élèbrer leur fête. J'avais publié un texte intitulé "Que signifie *Newroz*?" dans le bulletin du HEP lorsque j'étais son président. A cause de ce texte, on veut, sur la base de l'article 125 du Code pénal, m'intenter un procès.

Je regarde le quatrième dossier : le 23 avril, journée nationale des enfants, les dirigeants de tous les partis politiques ont prononcé des discours à cette tribune. Je figurais parmi eux. Dans mon discours, j'avais dit: "comme tous les enfants du monde, les enfants kurdes doivent également avoir le droit de parler et de recevoir une éducation dans leur langue maternelle". C'est une revendication que je maintiens. A cause de ce discours, on m'a intenté, toujours sur la base de l'article 125 du Code pénal, un procès. (Maintenant)

---

\* Ancien président du Parti du Travail du Peuple, ancien président de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée Nationale de Turquie.

la demande de levée de mon immunité vous est présentée. Cela n'est pas important. Elle sera de toute façon levée, je le sais. Mais je tiens à ce que cela figure dans le procès-verbal.

... Monsieur le Président, chers députés, les décisions de la GANT ne peuvent bien entendu pas être remises en cause, mais elles doivent être conformes à une procédure, elles doivent être publiées dans le Journal Officiel. Maintenant, lorsque nous regardons le passé, nous voyons qu'en 1974 une loi d'amnistie a été promulguée, mais aucun procureur n'a libéré les prisonniers avant la publication de la loi dans le Journal Officiel. ... De même, en 1960, l'immunité de Nuri Beser a été levée... Beser a été présenté devant la justice seulement 17 jours après cette décision.

Maintenant, l'arrestation d'un député devant la porte de l'Assemblée alors que nous discutons de la levée de l'immunité de certains d'entre nous, devrait nous donner matière à réfléchir.

.....

J'ai déjà exprimé mon opinion sur les dossiers qui me concernent. Je ne pense donc pas qu'il soit nécessaire de m'y arrêter et de prendre votre temps. Tout à l'heure, notre ami Cengiz BULUT a parlé de la politique d'assimilation de la Grèce et de la Bulgarie. Nous sommes contre la politique d'assimilation, où que ce soit dans le monde. Il s'oppose à la politique d'assimilation de la Grèce et de la Bulgarie et le crie ici, il se lamente pour ainsi dire. Mais lorsque nous critiquons la politique d'assimilation, nous sommes taxés de "séparatisme".

.....

Si vous ne donnez pas les moyens à une langue pour s'épanouir, si vous ne procédez pas à des réglementations qui puissent lui permettre de développer sa littérature et sa culture, cela signifie que vous appliquez une politique d'assimilation à son égard. Je m'adresse à votre conscience : peut-on facilement faire un travail littéraire, culturel, musical (en kurde)? N'est-ce pas une politique d'assimilation ?

.....

On ne peut avoir deux poids et deux mesures... Où que nous soyons dans le monde, il faut que nous nous opposions à des politiques d'assimilation et négationnistes. Je crois que ce n'est qu'ainsi que nous pourrions créer la démocratie et un pays moderne...



GRANDE ASSEMBLEE NATIONALE DE TURQUIE

Secrétariat des procès-verbaux

Séance n° 78, 2.3.1994

Première réunion

Président de la séance : Mustafa KALEMLI

Extraits

**Sirri SAKIK** (député de Mus, DEP) : Monsieur le Président, chers collègues, je vous salue tous respectueusement.

Aujourd'hui, ici, on vote pour lever l'immunité parlementaire de huit députés, y compris celle de Hasan Mezarci, député du Parti de la Prospérité dont il est démissionnaire.

Je suis accusé d'un crime que je n'ai pas commis. Là-dessus, je m'étais exprimé d'une manière très claire à la réunion de la Commission Préparatoire. Le seul fait qui me soit reproché est que mon nom figure, à la première page du rapport, à côté de ceux de 22 autres députés. La Commission décide qu'il n'y a pas lieu de lever mon immunité parlementaire et s'adresse dans ce sens à la Commission mixte (de Justice et de Constitution), qui vit des moments très difficiles et ne parvient pas à trouver une majorité de voix. La séance est alors ajournée d'une semaine et, au cours de la nouvelle réunion de la Commission mixte, la levée de mon immunité est décidée.

Quel crime ai-je donc commis ?

Un jour, après avoir été élu au Parlement, je me trouvais dans mon bureau en compagnie de quelques visiteurs ainsi que du député de Diyarbakir, Fehmi Isiklar, et de celui de Van, Remzi Kartal. Ma secrétaire m'appela pour me dire qu'il y avait un journaliste qui souhaitait me prendre en photo. Ayant obtenu mon accord, il prit ma photo en disant qu'il n'y avait rien sur moi dans les archives. Avant de partir, il me demanda si j'avais un frère dans les rangs du PKK. Je lui ai dit: "Oui". Tout le monde sait que j'ai un frère membre du PKK et ce n'est pas moi qui le lui ai suggéré. Le lendemain matin, je vis à mon grand étonnement en gros titre dans ce quotidien : "Le député de Mus, Sirri Sakik: mon frère est un général kurde". Je n'ai jamais prononcé de telles paroles.

Le Procureur de la République transforme cette information en accusation et y rajoute en plus que "je suis au Parlement pour créer un Etat kurde indépendant!". Alors que, ni dans le journal en question, ni dans mes déclarations ultérieures, il n'existe de tels propos. De plus, j'ai démenti immédiatement l'information parue dans ce quotidien. Dans une interview que j'ai accordée quelques jours plus tard au quotidien Sabah, le journaliste Muammer Bostanci me posa une question sur ce sujet. Je lui ai dit avoir démenti ces propos qui m'étaient attribués et que j'ignorais dans quel but et par qui ce journaliste avait pu être manipulé.

Dans mon démenti, j'ai déclaré: "Je suis quelqu'un qui croit à l'espace démocratique, je lutte depuis vingt ans dans ce cadre et je continuerai à lutter, à l'avenir, de la même manière...". Certains, que ce soit un frère ou un parent, peuvent choisir malgré moi un autre espace d'expression. C'est leur droit et je ne peux empêcher personne de le faire. Voilà mes idées. (tapage dans le rang du DYP)

Vous feriez mieux d'écouter. Que je puisse, au moins, me servir de ma liberté d'expression.

Chers députés, pour l'amour du Dieu, écoutez ceci: "Salut aux braves qui luttent pour l'indépendance nationale, aux martyrs qui ont sacrifié avec joie leur vie; leur sang versé est notre honneur", "vous avez un capitaine, qui, je crois, est votre commandant. Je demanderai des comptes à ce capitaine fasciste", "si jamais nous arrivons au pouvoir, ils resteront sous les décombres de leurs commissariats que nous détruirons", "je vous demande d'observer, au nom du PKK et de nos martyrs, une minute de silence", "vive notre juste lutte, vive le peuple kurde" et dites-moi si ces propos constituent un crime ? (Dans les rangs du DYP des voix s'élèvent "Oui! de bout en bout!").

Alors, interrogez donc votre Commission. Ces propos ne sont pas de moi. Ils sont attribués, dans le dossier d'accusation concernant les 22 députés, à un autre collègue, membre d'un autre parti qui n'est pas aujourd'hui mis sur la sellette. C'est pourquoi cette décision que vous allez rendre contre nous constitue une décision politique.

**Rauf Ertekin** (député de Kutahya, ANAP): De qui sont-ils alors, ces propos ?

**Halil Ibrahim Ozsoy** (député d'Afyon, DYP): Qui sait qu'ils ne sont pas de toi?

**Sirri Sakik** (en continuant): Chacun doit réfléchir en son âme et conscience. Recherchez (l'auteur) de ces propos. Je vous prie de m'excuser, aujourd'hui vous décidez de notre sort. Vous n'avez, devant vous, aucun dossier d'accusation nous concernant. Vous n'avez aucune information sur les raisons pour lesquelles la levée de notre immunité est demandée. C'est pourquoi je dis qu'il y a désinformation.

Qu'avons-nous dit, que disons-nous et qu'y a-t-il pour que chaque jour nous fassions l'objet de procès passibles de la peine de mort ? Nous aurions dit "le peuple kurde". C'est pour cela que nous faisons l'objet de procès passibles de la peine de mort, que notre parti est dissous, que notre député est assassiné. Mais le Président de ce pays peut dire "le peuple kurde", le vice-Premier Ministre aussi, et même Monsieur Turkes (chef du Parti d'extrême-droite) qui, pendant des années, n'a cessé de répéter qu'"il n'y a pas de Kurdes dans ce pays, tout le monde est pur turc", a dit ici (au Parlement)....

**Mustafa Dagci** (député de Kayseri) interrompt: "Son origine est turque, son origine! Ils ont tous le même ancêtre".

**Sirri Sakik** (en continuant): Il a dit: "Je ne suis pas contre le peuple kurde". Il accepte donc aussi l'existence du peuple kurde. Et il n'y a aucun procès engagé contre ces hommes politiques, ni contre leur parti. Mais si jamais vous êtes un député d'origine kurde et que vous affirmez "le peuple kurde existe", alors vous êtes passible de la peine de mort. Il ne peut pas y avoir, en démocratie, deux poids et deux mesures.

Maintenant, on procède à la levée de notre immunité. Je suis en train de consulter un dossier nous concernant. Il y est dit "M. Turk et ses 18 amis". Je cherche et je ne trouve aucune accusation me concernant.

Commission! Parlement! Les hommes ne doivent pas être jugés en raison de leurs opinions. Nos amis qui ont fait les déclarations que je viens de lire ne doivent pas non plus être jugés. Nous sommes pour la liberté d'opinion. Mais, si vous levez mon immunité parlementaire pour le seul fait que mon nom est mentionné à la première page du dossier d'accusation, vous risquez de ne pas avoir la conscience tranquille.

C'est pourquoi, je le répète, cette décision nous concernant est politique.

Il y a des réactions contre nous. Nous le savons aussi. Personnellement, plusieurs fois à partir de ce banc, j'ai dit, j'ai crié en m'adressant au Parlement: "Des villages sont détruits et incendiés; allons-y ensemble, dénonçons cela ensemble, quelles que soient les forces qui les commettent". Je n'ai eu alors que de réactions violentes.

Des hommes sont tués. Le Préfet de la région d'Etat d'exception présente les tués comme étant des "terroristes". J'adresse à présent une prière au Ministre de l'Intérieur. Je lui donne, un par un, le nom des huit tués cités par le Préfet: l'un d'entre eux a 80 ans, un autre 60 ans, un autre est étudiant en dernière année de sciences politiques, un autre est un cheminot retraité, encore un autre est fonctionnaire, etc. Je donne des noms, je donne des dates, mais il n'y a aucune réaction du Ministre et le Parlement réagit contre moi. J'ai parlé de "900 villages détruits et incendiés" et de nouvelles réactions contre moi. J'ai remercié le groupe SHP qui, acceptant la véracité de nos affirmations, a proposé l'ouverture d'une enquête parlementaire. M. Karayalcin (président du SHP et vice-Premier Ministre) avec qui j'ai participé, il y a deux jours, à une émission de télévision, a admis, lors de celle-ci, la véracité de la situation dans le sud-est et la diffusion de "fausses informations provenant de l'état-major". Quand c'est nous qui avançons des vérités, il y a toujours des a priori.

Aucun de nos amis n'a jamais dit, à partir de ces bancs: "Je veux diviser cet Etat". Nous n'avons fait que défendre la fraternité des peuples et l'unité.

Cela n'a plus d'importance que vous leviez ou non notre immunité. La seule chose qui nous fait peur c'est le jugement du peuple et de l'Histoire. Nous, nous avons la conscience tranquille et nous croyons que....

(le microphone est coupé)

**Président:** continuez, Monsieur!

**Sirri Sakik:** Merci Monsieur. Je crois que le peuple prendra un jour le droit de faire la lumière sur tous ces événements. Je n'ai aucun doute là-dessus. Je dis très clairement qu'avec cette logique, ces méthodes et cette idée, vous ne pourrez pas diriger longtemps ce pays. Vous risquez de faire couler beaucoup de sang. Vous payerez des tributs de plus en plus lourds. Nous sommes contre l'effusion de sang dans ce pays et nous avons toujours été contre. Nous avons toujours été contre les actions dirigées contre nos citoyens.

Avec ces sentiments, je vous remercie tous et vous présente mes respects.

GRANDE ASSEMBLEE NATIONALE DE TURQUIE

Secrétariat des procès-verbaux

Séance n° 79, 3.3.1994

Première réunion

Président de la séance : Mustafa KALEMLI

Extraits

**Mahmut ALINAK** (député de Şirnak, DEP)

... Hier, je suis venu ici avec trois gros dossiers qui composent ma défense. J'allais venir avec ces dossiers pour montrer combien les délits (qui nous sont) attribués étaient imaginaires, sans aucun rapport avec les réalités, et éclairer ainsi notre respectueuse assemblée.

Mais ce que nous avons vécu hier, ce qu'a subi Monsieur Mezarci, autrement dit, son arrestation alors que son immunité n'était pas encore levée et qu'il continuait à préserver tous ses droits en tant que député, les images de Monsieur Orhan Dogan retransmises à la télévision, et chose jamais vue dans un pays, le bouclage de l'Assemblée par la police, m'ont convaincu que présenter ma défense et éclairer notre Assemblée n'avaient plus aucun sens et ne correspondaient plus à aucune logique. Car la délibération est déjà acquise: notre immunité sera levée. Avant même que notre Haute Assemblée se réunisse, la décision est déjà prise (comme l'attestent les journaux), des télécopies sont envoyées aux postes frontaliers pour empêcher que les députés partent à l'étranger.

... Si nous voulions nous enfuir, nous l'aurions fait. Nous avons nos passeports et nous aurions pu quitter le territoire. Mais notre adresse n'est ni Clinton, ni Kohl, ni Yeltsin (des rangs du DYP: "votre adresse, c'est Mitterrand!")

Notre adresse n'est pas Mitterrand. Notre adresse, c'est l'homme kurde et l'homme turc. Tout le monde connaît notre adresse. Il ne vous est pas possible de surmonter vos préjugés. Autant que j'observe, certains cerveaux se sont bétonnés. Mes chers amis, le jeu de la démocratie est terminé...

(des rangs du DYP: Il est terminé pour toi)

Il est vraiment terminé et le rideau est tiré (des bruits des rangs du DYP)... Maintenant, imaginez que dans une Assemblée qui devrait être la forteresse de la démocratie, la Constitution et les lois soient suspendues ou réduites à néant. Imaginez qu'avant même que la loi sur la levée parlementaire soit signée {par le président} et communiquée aux instances compétentes, les députés se trouvent internés. Que ferons-nous alors de l'article 85 de la Constitution ? Cet article est (pourtant) explicite : lorsque la levée de l'immunité est décidée, une procédure est mise en place. Que feriez-vous si votre immunité était levée? Vous allez faire appel, vous disposez d'une semaine pour faire appel à la Cour Constitutionnelle. La Cour a en 15 jours pour délibérer; une fois que cette procédure sera terminée et que la délibération aura été confirmée, la loi sur la levée de votre immunité paraîtra dans le Journal officiel.

Imaginez-vous que l'on vote une loi et qu'elle paraît dans le Journal Officiel sans passer par le Président. Une telle loi peut-elle avoir une validité? Ne sera-t-elle pas mutilée? Ici, nous avons eu recours à une démarche différente: avant même que la décision paraisse dans le Journal officiel, les députés sont arrêtés, autrement dit, l'Assemblée traîne derrière l'exécutif. Après la garde à vue de ces députés, la décision a paru, en toute hâte, dans un numéro bis du Journal Officiel et ainsi, le droit de recours devant la Cour Constitutionnelle, autrement dit, un droit constitutionnel, a été de facto supprimé.

Maintenant, mes amis et moi-même dont l'immunité est levée, nous serons arrêtés aussitôt que nous mettrons nos pieds en dehors de l'Assemblée. Expliquez-moi : comment allons-nous faire pour faire appel ? Ne s'agit-il pas ici de la violation d'un droit constitutionnel ? C'en est une (des bruits des rangs du DYP)... Mais, peut-être non! La constitution c'est vous, la loi, c'est vous si vous êtes forts.....

GRANDE ASSEMBLEE NATIONALE DE TURQUIE

Secrétariat des procès-verbaux

Séance n° 78, 2.3.1994

Première réunion

Président de la séance : Mustafa KALEMLI

Extraits

Orhan DOGAN\* (député de Sirnak, DEP):

Aujourd'hui, nous vivons un moment très difficile et historique. De ce fait, je ne chercherai pas à réfuter d'un point de vue légal, juridique et constitutionnel les accusations contenues dans les dossiers de demande de levée de mon immunité. Parce que malheureusement, ce dont il s'agit, c'est l'avalisation par le Parlement d'une décision politique. Comme certains de mes collègues l'ont indiqué hier, des dossiers inscrits au 150ème point de l'ordre du jour et qui devaient être débattus dans quelques mois, sont malheureusement présentés aujourd'hui par un fait accompli résultant de certaines instructions. Alors que nous faisons face à une condamnation très lourde comme la peine de mort et à une accusation de trahison à la patrie que nous n'avons nullement méritée, on ne nous consent même pas un temps suffisant pour assurer notre défense. Nous avons hélas affaire à une exécution sans jugement.

Ce n'est pas uniquement ici que l'on ne nous tolère pas. Dans des campagnes de guerre psychologique lancées par des forces opposées au consensus social et à la paix intérieure, les télévisions officielles de l'État nous ont pendant des jours désignés à la vindicte populaire. Par des scénarios et des complots invraisemblables, nous avons été présentés à l'opinion politique comme des coupables. Nous nous sommes trouvés devant les préjugés de la presse, des médias et d'une partie de l'opinion publique. Dans des meetings et des rassemblements, nous avons été présentés comme des singes devant être lynchés, comme des cibles. Des bombes ont explosé à nos côtés, nos camarades ont été tués, nous avons subi des injures (...).

Des questions qui devaient être discutées dans ce Parlement ont été débattues à l'état-major de l'armée et au Conseil national de Sécurité, derrière des portes closes. La presse à fait ses "Une" sur l'hostilité de l'armée au DEP, on a prétendu que les gens étaient également mécontents de nous. On a constamment essayé de nous isoler. Malgré cela, nous n'avons pas perdu notre foi dans le régime; nous avons essayé de servir de pierre de touche au consensus social. Malheureusement, nul n'a essayé de nous comprendre. Lorsque j'ai été convoqué par la commission mixte pour présenter ma défense, j'avais indiqué que la décision de lever notre immunité avait été prise en dehors du Parlement et, en attirant l'attention sur cette volonté extra-parlementaire, je m'étais abstenu de présenter ma défense (...).

Les événements d'hier et d'aujourd'hui m'ont donné raison, mes suppositions se sont avérées justes. Parce que quelqu'un avait donné le coup d'envoi et en raison de ce coup d'envoi, nous avons deviné que la décision de la commission allait être adoptée par l'Assemblée plénière également. De ce fait, les événements d'hier ne constituent pas une

\* Arrêté le 2 mars et molesté par la police à la sortie de l'Assemblée avant même la publication dans le Journal officiel de la décision de la levée de son immunité parlementaire.

surprise pour nous et la levée de notre immunité aujourd'hui ne sera pas une surprise non plus.

De même que je n'en pas veux à ceux dont la volonté est hypothéquée et qui, de ce fait, ne peuvent être libres, à ceux qui ont voté en faveur de la levée de mon immunité, je n'en voudrai pas non plus à ceux qui, tout à l'heure, vont voter en ce sens. Je voudrais simplement leur dire qu'un jour ils auront eux aussi besoin de la démocratie.

Monsieur le Président, chers collègues,

Je n'ai pas peur que l'on lève mon immunité et que l'on me juge, car je ne suis pas coupable de corruption, je ne suis pas coupable de trucage d'appel d'offres. Je n'ai pas abusé des biens des orphelins. Je ne me suis pas livré à l'évasion fiscale. Je n'ai pas trahi mon peuple. Je n'ai pas dilapidé l'argent public dans des hôtels 5 étoiles. Je n'ai pas pratiqué d'exportations fictives. Voilà pourquoi je n'ai pas peur.

Je crois que l'immunité parlementaire ne devrait pas exister pour ce genre de crimes. J'aurais peur de ne pas pouvoir rendre des comptes à l'Histoire et, dans l'Histoire, au peuple. Aujourd'hui, certains peuvent, avec le concours du Parlement, juger ma personne ou mes collègues, ne pouvant condamner par leurs opinions mes opinions, ils pourraient même approuver que l'on me passe des menottes; mais ils ne pourront pas condamner mon cerveau, mon amour pour la démocratie, ma passion pour le genre humain. Je suis convaincu que les milieux qui demandent aujourd'hui la levée de mon immunité ne pourront pas rendre des comptes à l'histoire et au peuple. Ce sont eux qui devraient vraiment avoir peur. Lorsqu'ils seront condamnés, nous serons de fait blanchis dans la conscience publique.

Mes opinions, ma conception du monde, ma pensée peuvent bien être très contraignantes, extrêmes et voire même insupportables; cependant, ce n'est pas en leur passant des menottes, mais en discutant ici, que l'on pourrait comprendre leur justesse ou leur caractère erroné. Je ne suis pas obligé de penser comme vous, tout comme vous n'êtes pas nous plus obligés de penser comme moi. Je n'ai pas le droit de vous obliger à penser comme moi. Par conséquent, vous ne devriez pas vous juger en droit de m'obliger à penser comme vous. Telle doit être la maturité que ce Parlement devrait atteindre.

C'est avec une telle mentalité que depuis des années on a essayé de résoudre le problème kurde par des méthodes monotones habituelles qui ont pour résultat toujours du sang et des larmes. C'est parce que nos opinions concernant la solution du problème kurde sont différentes que nous sommes sur le point d'être mis sur la sellette. Au lieu de chercher des solutions à nos problèmes devant l'opinion publique et avec la contribution de celle-ci, insister sur le recours aux menottes procède d'une logique impossible à comprendre. De même qu'il ne peut y avoir un jardin avec une fleur ou un orchestre mono-instrumental, on ne doit pas s'attendre à ce que tous les citoyens de Turquie réfléchissent de la même manière. De même que, dans un jardin, des fleurs ayant des couleurs différentes peuvent, sous la surveillance d'un jardinier expérimenté, vivre dans la diversité des couleurs et des parfums, les peuples turc et kurde ont des chances de cohabiter dans le respect de leur identité et de leur culture respectives. De même que, dans un orchestre, des dizaines de voix et d'instruments peuvent, sous la direction d'un chef compétent, s'associer, les peuples turc et kurde ont le droit de mener une existence multicolore et polyphonique. Si les gens souhaitent l'usage de leur langue maternelle dans les écoles et les télévisions, il ne faudrait pas en avoir peur, il faut considérer qu'il s'agit là des droits les plus naturels des citoyens de cet État.

Si des citoyens veulent s'organiser pour exprimer leurs opinions, il ne faudrait pas non plus avoir peur de leur organisation. Certains ne cessent de ressasser «l'unité indivisible» (du pays), nous y sommes au moins aussi attachés qu'eux. Ce n'est pas nous qui sommes les véritables séparatistes; les véritables séparatistes, ce sont ceux qui proclament traîtres des élus du peuple avant même toute décision de justice. Les vrais séparatistes ce sont ceux qui, au nom de l'union nationale excluent a priori le Parti de la Prospérité et le Parti de la Démocratie d'un rassemblement de Taksim,\* et mettent ainsi en pièces l'union nationale. Les véritables séparatistes sont ceux qui soumettent une région de la Turquie à une administration différente de celle des autres régions du pays. (...).

Dans aucun régime parlementaire on n'a encore vu la levée de l'immunité des députés pour délit d'opinion. Mais par la décision que vous allez prendre aujourd'hui, la Turquie sera amenée soit à ajouter un nouveau point négatif dans la liste des défauts de son régime, soit d'en éliminer un.

---

\* Meeting de soutien à Atatürk organisé par Mme. Çiller à Istanbul.



ELU0274 4 I 0304 TUR /AFP-RO72

Turquie-Parlement

Levée de l'immunité parlementaire de deux autres députés

ANKARA, 3 mars (AFP) - Le parlement turc a levé jeudi l'immunité parlementaire d'un député d'origine kurde et d'un député islamiste, portant à huit le nombre de parlementaires dans ce cas depuis mercredi, a-t-on appris de sources parlementaires.

Il s'agit du député d'origine kurde Selim Sadak, membre du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, 17 sièges sur 450 au parlement), inculpé de "séparatisme" et d'"atteinte à l'intégrité de l'Etat", et de M. Hasan Mezarci, ancien membre (démissionnaire) du Parti de la Prospérité (PP, islamiste, 39 sièges), pour "outrage à la mémoire d'Ataturk" (Mustafa Kemal), fondateur de la Turquie moderne.

Le parlement avait déjà levé mercredi l'immunité parlementaire de six députés d'origine kurde dont cinq membres du DEP. Le sixième avait démissionné de cette formation politique, qui, en tant que parti, fait l'objet d'une poursuite de la Cour Constitutionnelle pour "séparatisme".

Les députés d'origine kurde, dont deux ont été placés mercredi en garde à vue par la police à leur sortie du parlement, pourraient être traduits devant la Cour de Sûreté de l'Etat où ils seraient passibles de la peine de mort conformément au code pénal turc.

M. Mezarci était l'initiateur d'une campagne, la semaine dernière, visant à obtenir l'ouverture d'un débat général au parlement sur les circonstances de l'exécution en 1924 d'opposants à la République qui avaient été accusés de préparer un attentat contre Ataturk.

M. Mezarci, passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à 20 ans, avait également affirmé qu'Ataturk était un "enfant illégitime, produit de la fornication", déclenchant une vague de réprobation dans l'opinion publique. Depuis, il a quitté le PP.

CE/hc/jlh T  
AFP /AA1234/031723 MAR 94

ELU0255 4 I 0643 TUR /AFP-RD88

Turquie-Politique-Kurdes

Coup dur pour le parti pro-kurde au parlement turc  
Par Hervé COUTURIER

ANKARA, 3 mars (AFP) - En levant l'immunité parlementaire de plusieurs députés d'origine kurde inculpés de "séparatisme", l'Etat turc a porté un coup sévère au Parti de la Démocratie (DEP), qu'il accuse de soutenir la rébellion du PKK, au risque d'être lui-même accusé de porter atteinte aux libertés.

L'Assemblée nationale turque a levé mercredi l'immunité parlementaire de six des 17 députés du DEP, inculpés de "séparatisme et d'atteinte à l'intégrité de l'Etat". Un septième député du DEP, ainsi qu'un député islamiste accusé, lui, d'"outrage à la mémoire d'Ataturk", fondateur de la république, devraient subir le même sort jeudi soir.

Les sept députés kurdes risquent d'être traduits devant la Cour de Sûreté de l'Etat où les charges qui pèsent contre eux sont passibles de la peine de mort.

Deux d'entre eux, le chef du DEP Hatip Dicle et M. Orhan Dogan, ont été arrêtés mercredi à leur sortie du parlement par la police déployée autour du bâtiment, dans le centre d'Ankara, avant la publication au journal officiel de la levée de l'immunité, ce qui est contraire à la loi turque. Les autres ont passé la nuit à l'Assemblée, de peur d'être également arrêtés.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0393 4 PI 0395 FRA /AFP-RO76

France-Turquie-Kurdes

M. Mitterrand "très attentif" au sort des députés kurdes de Turquie

PARIS, 3 mars (AFP) - Le président François Mitterrand a suivi d'heure en heure les événements de la nuit au parlement d'Ankara d'où ont disparu deux députés d'origine kurde dont l'immunité parlementaire avait été levée dans l'après-midi sous l'accusation de "séparatisme", a-t-on appris jeudi à l'Elysée.

Selon des informations parvenues à Paris, ces deux députés, membres du Parti de la Démocratie (DEP, 17 sièges sur 450 au parlement) ont été arrêtés à leur sortie du parlement turc. Ils auraient été conduits à la Cour de sûreté de l'Etat.

Plus tard dans la nuit, cinq autres parlementaires du même parti ont été à leur tour privés de leur immunité. Informés du sort de leur deux collègues, ils ont refusé de quitter l'édifice du parlement et se sont retranchés dans le bureau de l'un d'eux.

Ces cinq députés ont adressé collectivement une demande d'asile politique à cinq pays : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Belgique et les Pays-Bas. Cette demande fait actuellement l'objet de consultations entre ces cinq pays, a-t-on indiqué à l'Elysée.

Les événements de la nuit ont motivé deux démarches de l'ambassadeur de France à Ankara auprès des autorités turques, alors que le chargé d'affaires français se rendait au parlement, l'Elysée étant régulièrement informé.

Il se sont produits alors que l'ancien ministre Ségolène Royal se trouvait à Ankara, mandatée par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Celle-ci a veillé au parlement turc en compagnie des cinq députés kurdes et devait regagner Paris dans la journée.

Le président Mitterrand, rappelle-t-on à l'Elysée, avait reçu le 4 février une délégation de parlementaires kurdes de Turquie venue lui exposer les menaces qui pesaient sur les membres du PDE. Ceux-ci avaient indiqué risquer la peine de mort.

A l'issue de cet entretien qui avait été qualifié de "rencontre de caractère privé", le chef de l'Etat, a-t-on révélé de même source, avait écrit à son homologue turc pour lui faire part de "l'extrême attention" avec laquelle il suivait la situation.

M. Mitterrand reste "très attentif" au sort de ces députés, souligne-t-on à la présidence de la République où l'on rappelle que la Turquie, membre du Conseil de l'Europe, aspire à adhérer à l'Union européenne.

jmt/mc

AFP /AA1234/031722

MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

ELU0080 4 I 0429 TUR /AFP-OV99

Turquie-Politique-Kurdes

Des députés kurdes de Turquie demandent une protection diplomatique

ANKARA, 3 mars (AFP) - Six députés turcs d'origine kurde dont l'immunité parlementaire a été levée mercredi sous l'accusation de "séparatisme", et deux autres élus qui devraient connaître le même sort jeudi, ont demandé la protection diplomatique des pays du Conseil de l'Europe, dont la Turquie est membre; a-t-on appris jeudi à Ankara de source informée.

De même source, on ajoute que des "négociations officieuses" ont eu lieu durant la nuit de mercredi à jeudi entre les autorités françaises et le gouvernement turc dans le but d'obtenir des garanties sur l'intégrité physique des députés.

Certains de ces députés, a-t-on précisé, ont passé la nuit à l'Assemblée nationale turque, de crainte d'être arrêtés par la police qui était déployée autour du bâtiment du parlement, dans le centre d'Ankara. Les deux premiers députés dont l'immunité a été levée, MM. Hatip Dicle, chef du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, 17 sièges sur 450 au parlement), et Orhan Dogan, membre du DEP, avaient été arrêtés mercredi à leur sortie du parlement.

Inculpés de "séparatisme" et d'"atteinte à l'intégrité de l'Etat", les six députés risquent d'être traduits devant la Cour de Sûreté de l'Etat où ces chefs d'accusation sont passibles de la peine de mort.

Par ailleurs, un député socialiste français, Mme Ségolène Royal, est depuis mercredi à Ankara et assiste aux débats du parlement, afin de manifester sa "solidarité à l'égard de parlementaires d'un pays membre du Conseil de l'Europe". Dans une déclaration à l'AFP, elle a affirmé que "la levée pour délit d'opinion de l'immunité parlementaire de députés n'était pas conforme aux règles du Conseil de l'Europe".

"La Turquie est un grand pays démocratique mais elle se doit de respecter la liberté d'expression et d'opinion. Le délit d'opinion ne doit plus exister en Europe", a-t-elle dit.

Deux des députés incriminés, Mme Leyla Zana et M. Ahmet Turk, faisaient partie d'une délégation de parlementaires kurdes qui avait été reçue le 4 février dernier à Paris par le président français François Mitterrand, à qui elle avait exposé les "menaces" pesant sur les membres du DEP.

Ce parti, qui est lui aussi poursuivi, par la Cour constitutionnelle, pour séparatisme, est accusé par l'armée et les milieux conservateurs d'être le "porte-parole au parlement" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui mène depuis 1984 une rébellion armée dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

HC/PHT T

AFP /AA1234/031050

MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

Ces députés, qui ont 15 jours pour faire appel devant la Cour Constitutionnelle, ont demandé la protection diplomatique des pays du Conseil de l'Europe, dont la Turquie est membre, a-t-on appris jeudi de source informée.

De même source, on ajoute que des contacts "officiels" ont eu lieu durant la nuit de mercredi à jeudi entre les autorités françaises et le gouvernement turc dans le but d'obtenir des garanties sur l'intégrité physique des députés.

La coalition gouvernementale est divisée sur cette affaire, le Parti populiste social démocrate (PPSD) du vice-premier ministre Murat Karayalcin ayant voté contre la levée de l'immunité.

Un député socialiste français, Mme Ségolène Royal, assiste à titre privé depuis mercredi aux débats du parlement d'Ankara. Elle a indiqué manifester ainsi sa "solidarité à l'égard de parlementaires d'un pays membre du Conseil de l'Europe dont la levée de l'immunité pour délit d'opinion n'est pas conforme aux règles du Conseil".

Dans une conférence de presse au Parlement turc, Mme Royal a déclaré jeudi que "parmi les étapes du processus d'intégration d'un pays à l'Union européenne (à laquelle la Turquie est candidate), figure une étape juridique, qui est l'alignement sur le fonctionnement démocratique des institutions". Elle a toutefois souligné n'avoir aucune intention "de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Turquie".

Deux des députés incriminés, Mme Leyla Zana et M. Ahmet Turk, faisaient partie d'une délégation de parlementaires kurdes qui avait été reçue le 4 février à Paris par le président français François Mitterrand, à qui elle avait exposé les "menaces" pesant sur les membres du DEP.

Ce parti, lui-même poursuivi par la Cour constitutionnelle pour séparatisme, est accusé par l'armée et les milieux conservateurs turcs d'être le "porte-parole au parlement" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui mène depuis 1984 une rébellion armée dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

M. Dicle, membre de l'aile radicale du DEP, était sur la sellette depuis quelque temps pour des propos jugés scandaleux concernant un attentat à la bombe dans une gare près d'Istanbul, revendiqué par le PKK et qui avait fait 5 morts parmi des élèves officiers. Il avait estimé "normal" que ces élèves aient été pris pour "cibles militaires de la guerre" menée par le PKK contre le gouvernement d'Ankara.

Il avait été qualifié de "traître" par le Premier ministre, Mme Tansu Ciller, et des voix s'étaient élevées pour exiger que "l'on chasse le PKK du parlement".

HC/mr t/

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0165 4 I 0394 TUR /AFP-OW87

Turquie-Politique-Kurdes

Des députés kurdes de Turquie demandent une protection diplomatique

ANKARA, 3 mars (AFP) — Six députés turcs d'origine kurde dont l'immunité parlementaire a été levée mercredi sous l'accusation de "séparatisme", et deux autres élus qui devraient connaître le même sort jeudi, ont demandé la protection diplomatique des pays du Conseil de l'Europe, dont la Turquie est membre, a-t-on appris jeudi à Ankara de source informée.

De même source, on ajoute que des "négociations officieuses" ont eu lieu durant la nuit de mercredi à jeudi entre les autorités françaises et le gouvernement turc dans le but d'obtenir des garanties sur l'intégrité physique des députés.

Certains de ces députés, a-t-on précisé, ont passé la nuit à l'Assemblée nationale turque, de crainte d'être arrêtés par la police qui était déployée autour du bâtiment du parlement, dans le centre d'Ankara. Les deux premiers députés dont l'immunité a été levée, MM. Hatip Dicle, chef du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, 17 sièges sur 450 au parlement), et Orhan Dogan, membre du DEP, avaient été arrêtés mercredi à leur sortie du parlement.

Inculpés de "séparatisme" et d'"atteinte à l'intégrité de l'Etat", les six députés risquent d'être traduits devant la Cour de Sécurité de l'Etat où ces chefs d'accusation sont passibles de la peine de mort.

Par ailleurs, Mme Ségolène Royal, député, est depuis mercredi à Ankara et assiste aux débats du parlement, afin de manifester sa "solidarité à l'égard de parlementaires d'un pays membre du Conseil de l'Europe". Dans une déclaration à l'AFP, elle a affirmé que "la levée pour délit d'opinion de l'immunité parlementaire de députés n'était pas conforme aux règles du Conseil de l'Europe".

Deux des députés incriminés, Mme Leyla Zana et M. Ahmet Turk, faisaient partie d'une délégation de parlementaires kurdes qui avait été reçue le 4 février dernier à Paris par le président français François Mitterrand, à qui elle avait exposé les "menaces" pesant sur les membres du DEP.

Ce parti, qui est lui aussi poursuivi, par la Cour constitutionnelle, pour séparatisme, est accusé par l'armée et les milieux conservateurs d'être le "porte-parole au parlement" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui mène depuis 1984 une rébellion armée dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

HC/jcc

AFP 031054 MAR 94

FRA0393 4 PI 0395 FRA /AFP-R076

France-Turquie-Kurdes

M. Mitterrand "très attentif" au sort des députés kurdes de Turquie

PARIS, 3 mars (AFP) — Le président François Mitterrand a suivi d'heure en heure les événements de la nuit au parlement d'Ankara d'où ont disparu deux députés d'origine kurde dont l'immunité parlementaire avait été levée dans l'après-midi sous l'accusation de "séparatisme", a-t-on appris jeudi à l'Elysée.

Selon des informations parvenues à Paris, ces deux députés, membres du Parti de la Démocratie (DEP, 17 sièges sur 450 au parlement) ont été arrêtés à leur sortie du parlement turc. Ils auraient été conduits à la Cour de sûreté de l'Etat.

Plus tard dans la nuit, cinq autres parlementaires du même parti ont été à leur tour privés de leur immunité. Informés du sort de leur deux collègues, ils ont refusé de quitter l'édifice du parlement et se sont retranchés dans le bureau de l'un d'eux.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

Ces cinq députés ont adressé collectivement une demande d'asile politique à cinq pays : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Belgique et les Pays-Bas. Cette demande fait actuellement l'objet de consultations entre ces cinq pays, a-t-on indiqué à l'Elysée.

Les événements de la nuit ont motivé deux démarches de l'ambassadeur de France à Ankara auprès des autorités turques, alors que le chargé d'affaires français se rendait au parlement, l'Elysée étant régulièrement informé.

Il se sont produits alors que l'ancien ministre Ségolène Royal se trouvait à Ankara, mandatée par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Celle-ci a veillé au parlement turc en compagnie des cinq députés kurdes et devait regagner Paris dans la journée.

Le président Mitterrand, rappelle-t-on à l'Elysée, avait reçu le 4 février une délégation de parlementaires kurdes de Turquie venue lui exposer les menaces qui pesaient sur les membres du PDE. Ceux-ci avaient indiqué risquer la peine de mort.

A l'issue de cet entretien qui avait été qualifié de "rencontre de caractère privé", le chef de l'Etat, a-t-on révélé de même source, avait écrit à son homologue turc pour lui faire part de "l'extrême attention" avec laquelle il suivait la situation.

M. Mitterrand reste "très attentif" au sort de ces députés, souligne-t-on à la présidence de la République où l'on rappelle que la Turquie, membre du Conseil de l'Europe, aspire à adhérer à l'Union européenne.

jmt/mc

AFP 031722 MAR 94

## Turquie-Parlement

Levée de l'immunité parlementaire de deux autres députés

ANKARA, 3 mars (AFP) - Le parlement turc a levé jeudi l'immunité parlementaire d'un député d'origine kurde et d'un député islamiste, portant à huit le nombre de parlementaires dans ce cas depuis mercredi, a-t-on appris de sources parlementaires.

Il s'agit du député d'origine kurde Selim Sadak, membre du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, 17 sièges sur 450 au parlement), inculpé de "séparatisme" et d'"atteinte à l'intégrité de l'Etat", et de M. Hasan Mezarci, ancien membre (démissionnaire) du Parti de la Prospérité (PP, islamiste, 39 sièges), pour "outrage à la mémoire d'Ataturk" (Mustafa Kemal), fondateur de la Turquie moderne.

Le parlement avait déjà levé mercredi l'immunité parlementaire de six députés d'origine kurde dont cinq membres du DEP. Le sixième avait démissionné de cette formation politique, qui, en tant que parti, fait l'objet d'une poursuite de la Cour Constitutionnelle pour "séparatisme".

Les députés d'origine kurde, dont deux ont été placés mercredi en garde à vue par la police à leur sortie du parlement, pourraient être traduits devant la Cour de Sécurité de l'Etat où ils seraient passibles de la peine de mort conformément au code pénal turc.

CE/bw

AFP 031724 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

# Immunities lifted, deputies detained

• Police blockade Turkish Parliament, arrest Dicle, Doğan • Mezarıcı briefly detained after house search despite immunity • Immunities of Sadak, Mezarıcı to be lifted today

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Police blocking the main exits of Turkey's Grand National Assembly on Wednesday detained two Kurdish-origin deputies after the Parliament lifted their immunity before lifting the immunity of six other MPs.

A pro-Islamic deputy in Istanbul, meanwhile, was placed under custody by the police who also searched his house without warrant although he still enjoyed immunity as the incident took place.

"This is an unacceptable mistake... The Turkish Parliament and the houses of parliamentarians are under police blockade," said Ercan Karakaş, acting group chairman of the junior coalition partner Social Democrat Peoples' Party (SHP). "A coup has taken place, this is a March 2 coup," commented Kurdish-based Democracy

Party (DEP) deputy Mahmut Kılınc. The operation to lift their immunities and arrest them, he noted had been carried out on the day Turkey's Chief of Staff Gen. Doğan Güreş returned to Turkey from a week-long foreign visit.

Before the parliamentary debate, several Istanbul-based columnists noted that the country's military commanders had wanted the immunity of the Kurdish deputies to be removed. Seven of the parliamentarians stripped of their

immunity on Wednesday are of Kurdish origin and will face a prosecutor's demand for death penalty in the coming days due mainly to speeches they have made on the Kurdish issue over the past two years.

"They (DEP MPs) will be tried under Article 125 of the penal code, which bans treason and crimes against the state," State Security Court prosecutor Nusret Demiral who had already ordered their arrests, told the Anatolian news agency. Conviction under that article carries the death penalty, which can be commuted only by parliament.

Immediately after his immunity was lifted, DEP deputy Orhan Doğan was forced into a police car at the exit of the Parliament compound and driven away. Minutes before his arrest, another police team detained DEP chairman Hatip Dicle at the same place. Witnesses said that when Doğan refused to cooperate, a policeman held him from his jacket collar and pushed him into a different car. Ahmet Türk, another DEP deputy, said they were followed throughout the day.

"I intend to stay here. How can we defend ourselves if they arrest us?" asked DEP deputy Sırrı Sakık who also lost his immunity the same day.

"These people are being forced up to the mountains with such methods," SHP's Sivas deputy Ziya Halis said, arguing amid protests from True Path Party (DYP) deputies that even if they did not agree with the views of the DEP "these people are elected representatives of the people and should not be treated in this way."

Although their immunities have been lifted, those detained and those threatened with imminent arrest are still legitimate members of the Turkish Parliament. Neither have yet been tried or found

guilty. They also have the right to appeal against the parliamentary decision.

Karakaş warned the Parliament in its meeting after the detentions that this incident would become a great burden for Turkey inside and abroad.

Interior Minister Nahit Menteşe argued, however, that the arrests had been carried out without his information under direct orders of the State Security Court (DGM) prosecutors' office.

He also denied that pro-Islamic deputy Hasan Mezarıcı was detained in Istanbul but later accepted that he had been placed under custody briefly but later released

upon his orders. "This was a mistake, I have to confess," he said.

Although Menteşe said the police were not told to carry out the arrests, parliamentary security sources told the TDN that they had received orders "not to touch them in the building" but to detain all of them outside.

On Wednesday, the first three DEP deputies to lose their immunity were Dicle, Doğan and Sırrı Sakık. The Parliament also removed the immunity of former DEP deputy Mahmut Alınak. After Doğan's arrest by the police, a parliamentary appeal for him to be brought before this body to defend himself in another hearing yielded no result. Several members of the main opposition Motherland Party (ANAP) said they were shocked that the parliament's appeal was not taken seriously. Menteşe refused to elaborate but told journalists that Doğan, still under custody, had informed the DGM prosecutor that he did not want to come.

The lifting of immunities of the seven deputies and that of Mezarıcı is the result of votes of the senior coalition partner DYP, the ANAP, the Welfare Party (RP), the Nationalist Movement Party (MHP), the Democratic Left Party (DSP) and the Grand Unity Party (BBP). Deputies of the SHP and Republican Peoples Party (CHP) voted against the decision.

According to Wednesday's vote, DEP chairman Dicle and deputies Orhan Doğan, Leyla Zana, Sırrı Sakık, Ahmet Türk and Selim Sadak may now be put on trial.

Mahmut Alınak, a former DEP deputy currently holding independent status in parliament, and Mezarıcı, who this week resigned from the RP, will also be tried.

The deputies will now have a week to petition the Constitutional Court about the immunity-lifting decision, and the court has 15 days to reply.

"But if we are detained, we cannot use this right. We will now stay here and refuse to leave," Sakık told the TDN. He added that under the current regulations, the police did not have the right to detain anyone within the building.

Prime Minister Tansu Çiller, whose coalition government is struggling with an economic crisis and a Kurdish separatist campaign in the southeast, has sought to push the DEP out of parliament before local elections on March 27.

The outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), meanwhile, has ordered a boycott of the polls, saying that it will shoot any candidate or elector.

Last week, the DEP decided to withdraw from the elections. The decision was regarded by the PKK as "a correct one and the choice of the Kurdish people."

Friday, March 4, 1994

turkish daily news

# Storm continues over MP detentions

## Mezarıcı, Sadak also lose parliamentary immunity

By Emel Aktug, Ayla Ganioglu,  
Kemal Balci and Sinan Yilmaz

*Turkish Daily News*

ANKARA- The political storm over the detention of two pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies continued Thursday as Parliament continued to lift the immunities of several other DEP deputies and a Muslim fundamentalist deputy.

The Turkish Daily News learned that the police were holding two deputies, Hatip Dicle and Orhan Doğan, in isolation at a detention center in the capital while the other four deputies remained holed up in Parliament to avoid being taken into custody by the police. The DEP deputies said they would not go into police detention and would agree to go directly to the state security court prosecutor's office to be questioned. On Wednesday, Parliament decided to remove the parliamentary immunities of the DEP deputies. During the noon session it lifted the immunities of Dicle and Doğan. The two were detained by the anti-terrorism squad of the police at the gate to Parliament.

Their detention created an uproar among the parliamentarians while police said they were under "protective custody." Interior Minister Nahit Menteşe, who looked bewildered, said he did not know about the detentions and said the deputies had been taken into custody upon the orders of the State Security Court Chief Prosecutor Nusret Demiral.

While all this was going on in Ankara, in Istanbul police detained Muslim fundamentalist Deputy Hasan Mezarıcı in his home thinking that his immunity had been lifted. Later it became apparent that Parliament had not found time to lift the immunities of Mezarıcı and DEP Deputy Selim Sadak. Mezarıcı was returned to his home.

On Thursday afternoon, Parliament voted to lift the immunities of Mezarıcı and Sadak. While Sadak joined his DEP colleagues and stayed in the Parliament compound thus avoiding detention by police, Mezarıcı left Parliament and gave himself up to the police.

On Thursday, deputies of the opposition parties as well as from the Social Democrat People's Party (SHP), the coalition's junior partner, criticized the way the deputies had been detained soon after their immunities were lifted.

On Wednesday night, Parliament also voted to lift the immunities of four other DEP deputies — Leyla Zana, Ahmet Turk, Mahmut Alinak and Sirri Sakik. The four did not leave the Parliament compound and stayed there overnight. Some deputies brought them pillows and bed covers and they slept in the Parliament lobby.

Turkish Daily News reporters said Zana frequently made international calls and spoke to European parliamentarians over the plight of the DEP deputies.

At a press conference on Thursday, Alinak told reporters he and his colleagues did not want to be detained by the police and said they would be tortured.

He said they want to be escorted to the prosecutor's office where they can be questioned on

charges that they have made anti-state statements in various speeches at home and abroad. Only Doğan is charged with harboring terrorists at his home.

"As long as we are not taken directly to the prosecutor and the court, we do not want to leave the Parliament compound," he said.

Parliamentary Acting Speaker Vefa Tanır said they could be taken to the detention center by the special parliamentary police squad, not the anti-terror squad. He said the deputies could not remain in the Parliament lobby as it will go into a week-long recess as of midnight on Thursday.

Also speaking at the press conference, DEP Deputy Mahmut Kılınc told reporters Deputy Prime Minister Murat Karayalçın's statements that there were some people who were trying to shelve democracy in Turkey had been proven correct with the detention of the DEP deputies.

He said it was sad to see the pro-Islamic Welfare Party deputies vote for the lifting of the immunities and said, "The Welfare people should know that the hands which were raised to lift our immunities yesterday may be raised in the future to lift their immunities as well."

Another DEP deputy, Zübeyir Aydar, told reporters that the detention of the DEP deputies meant there are people in Turkey who want to destroy the Turkish-Kurdish brotherhood in Turkey and ruin the mosaic of the country.

### Türk falls ill

Meanwhile, Türk fell ill at night and was taken to the Parliament's infirmary. Doctors treated him and he spent the night in the Parliament lobby. In the morning Türk started to complain of chest pains, and the doctors decided to send him to a hospital.

An ambulance took Türk out of the Parliament compound under the protection of two special parliamentary guards. Thus the policemen under orders by the state security court prosecutor could not detain Türk.

Türk was first taken to the private Sevgi Hospital, where doctors refused to accept him. The ambulance later took Türk to the private Bayindir Hospital, where he was also denied admission.

So the ambulance in the end took Türk to the Municipality Hospital, where doctors gave Türk a thorough checkup and pronounced him fit. Türk was then driven back to the Parliament compound.

### Dicle and Doğan

The lawyers of Dicle and Doğan told the Turkish Daily News that while the two were not mistreated at the detention center, they were denied any information about what was going on in the outside world.

Police used standard procedure for all detainees for the two and took away all their personal belongings including their belts.

Doğan and Dicle learned about the latest developments from their lawyers.

They said they will remain silent and will not cooperate with the police. The lawyers said as the two will not speak to the police or the prosecutor, they should be immediately taken to court to face a judge.

Demiral, however, told reporters it was impossible to try the DEP deputies immediately as there were too many charges against them that had to be processed.

The lawyers also said the two had been illegally detained under orders of Chief Prosecutor



Demiral. Legal experts said the Parliament decision to lift the immunities was not final until the decisions were published in the Official Gazette. The government had the decisions published in the Official Gazette only Thursday morning while the two were detained Wednesday afternoon.

Meanwhile Dicle, also the chairman of DEP, sent a memorandum to the party naming Remzi Kartal as the acting chairman.

#### Reactions and anger

The main opposition Motherland Party, the pro-Islamic Welfare Party (RP), the opposition Republican People's Party (CHP) and the Social Democrat People's Party (SHP) — the

junior partner of the coalition — condemned the detention of DEP deputies; only the ruling True Path Party (DYP) praised the move.

State Minister Yıldırım Aktuna said the public was happy to see the immunity of the DEP deputies lifted. He said the DEP deputies will no longer exploit their immunities like armor. There were also unconfirmed reports that Interior Minister Mentese claimed the DEP deputies would have fled to a foreign embassy in Ankara if they had not been detained. DEP officials said Leyla Zana was in France only five days ago, and she knew Parliament would lift her immunity and returned to Turkey despite this. They said there was no reason for Zana or any other DEP deputy to seek asylum

in a foreign country.

Culture Minister Fikri Sağlar, a SHP member, said the police chief should resign after he ordered the detention of the DEP deputies. He said the fact that deputies can be detained just outside the gates of the Parliament should be regarded as a "coup by the police."

CHP leader Deniz Baykal said the ugly scenes that have been created by the detentions are unacceptable. He said the police are trying to cover up their mistakes by saying they had taken Doğan and Dicle into protective custody. "There is no such term in our legal system," he said. Welfare Deputy Chairman Sevket Kazan said the detentions were a shame for Parliament and showed the prosecutor considers himself above the authority of Parliament.

## Karayalçın: SHP is against the removal of political immunity

*Turkish Daily News*

ANKARA- Murat Karayalçın, chairman of the Social Democrat People's Party (SHP) and deputy prime minister, said that his party was opposed to the removal of the legislative immunity of parliament members, both in theory or for any political reason, the Anatolia news agency reported.

At the SHP's Central Executive Board meeting, Karayalçın also responded to criticism directed against his party by the chairman of the Motherland Party (ANAP), Mesut Yılmaz. "The SHP believes that the actions taken to address this delicate matter should be based on the successes achieved in fighting terrorism and that we should be thinking about the coming days instead of acting rashly."

Karayalçın, stressing that the issue of lifting the legislative immunity of certain deputies was not one that was supported by the SHP, said that the members of Parliament were free to make any

decisions after careful consideration of the case.

Meanwhile, in response to the call made by the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) to boycott the elections, Karayalçın said that the SHP did not take this threat seriously. He noted that the SHP had faced obstacles in the southeast region before with the kidnapping of their provincial chairman and said:

"The SHP's candidates will pursue this campaign with decisiveness. We are aware of the difficulties we face by conducting elections during such a difficult period, but our candidates will work with great dedication and strength to achieve the unity of Turkey and the hegemony of the democratic regime. The government will take any actions necessary, and, as the SHP, we are going to do everything in our power to ensure the security of the elections." Answering Mesut Yılmaz's criticism against the SHP concerning the struggle

against terrorism, Karayalçın said that his party demanded that terrorism be fought efficiently, that necessary precautions be taken during this struggle and that the armed forces be better equipped.

Karayalçın, emphasizing that the struggle against terrorism should not be directed against the expression of different ideologies and opinions, said that the imprisonment of Professor Fikret Başkaya and the president of the Petroleum Workers Labor Union (Petrol-İş), Münir Ceylan, did not improve Turkey's position in the struggle.

But, he did claim that the government has been successful in its efforts to end terrorism by pointing to the fact that of the 10,000 terrorists captured, 3,500 had been taken in the last six months.

Meanwhile, regarding the anti-terrorism draft bill, the SHP chairman said that even though his party was fully supportive of some articles in the bill, some specific articles, including Article 8 which would include anti-secular acts among those deemed illegal by the bill, were subjects of disagreement. "If this article is to be altered, it should still be stated that the secularism of the state must be preserved," said Karayalçın. Karayalçın also restated his view that terrorism should not be treated differently depending on the source of the threat to the state.

## A legal scandal in the name of saving the state

*A DEP deputy has been detained even before Parliament's decision to lift his immunity was gazetted*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey has witnessed a major scandal following Parliament's decision to lift the legislative immunity of eight deputies on the grounds that they made insulting remarks about Atatürk and behaved in a divisive way.

Constitutional lawyers, who regard the granting of legislative immunity as a safety net against the pressures coming from the party in office rather than providing immunity at the legislative level, are saying that the first question to be answered is not whether these deputies are guilty but whether the members of the parties in government have any grudges against the deputies in the spotlight. If the answer is yes, the decision to lift the immunity of the deputies is against the principles on which the practice of granting immunity is based in the Turkish Constitution. It is exactly for this reason that immunity is normally granted to parliamentarians — to protect them from the pressure their colleagues may exert on them.

Experts on the issue point out that immunity is granted to deputies in order to protect them from the pressure coming from the majority in Parliament and say that the immunity prevents parties in the Grand National Assembly from arriving at decisions on immunity at the party level. Tansu Çiller, however, convened a meeting of her party and argued that the immunity of the six DEP and two independent deputies should be lifted. The Constitution has another article that protects the deputies: Any deputy whose immunity is to be lifted has the right to appeal to the Constitutional Court within one week to argue against the decision. Within two weeks, the Constitutional Court has to decide on the appeal lodged by the deputy. Even the deputies whose immunity has been lifted and who have been subsequently detained have this right. It should also be remembered that the Constitutional Court has the power to cancel the parliamentary decision and grant

## It is not possible for police to provide protection for members of the public unless they request it on the basis that their safety is at stake. DEP deputies were detained by police who claimed that the deputies were in need of protection

legislative immunity to those deputies once again, the legal experts say.

### Legal scandals and the state security court prosecutor

The chief prosecutor of the state security court in Ankara, Nusret Demiral, is held responsible for all the scandal that has taken place in the past several days. Experts say that Demiral has totally disregarded the constitutional decisions and ignored the legislative immunity the deputies have in Parliament. They say: "The request for the lifting of the immunity of the DEP deputies and Hasan Mezarcı, the independent deputy who has resigned from the Welfare Party, was made by the state security court in Ankara. Nusret Demiral argues that Hasan Mezarcı, who requested the posthumous pardon of the deputies thought to be responsible for an assassination attempt against Atatürk in 1925, attacked Atatürk. Even if Mezarcı did make defamatory remarks about Atatürk, he had presented a motion to Parliament. A deputy cannot be held responsible for his behavior or statements while in Parliament. It is not possible that Nusret Demiral does not know this regulation."

Legal experts point out that the same rules and regulations apply to the DEP deputies and say that Demiral has argued in the case of the DEP deputies that this particular constitutional ruling does not hold true, quoting from Demiral's statement: "The activities carried out by the deputies will have to be read to Parliament. The deputies in question have been observed working towards the annexation of a certain region in the country. For this reason, these deputies who are using the parliamentary platform to argue such a case cannot hide behind legislative immunity. They are responsible for their actions." Pointing out that Demiral has acted against the Constitution and against the regulations in reaching a decision to lift the immunity of the deputies in question, experts had the following remarks to make about Demiral: "Provided that there are no ulterior motives, Demiral's conduct is very ignorant indeed for a chief prosecutor of the state security court. There is considerable value in reminding him of his duties; such as finding the killers of Uğur Mumcu, Muammer Aksoy and Bahriye Uçok and handing them over to the legal authorities. There is also value in looking behind the scenes and examining the reasons for Parliament's delay in responding to allegations made in Parliament in 1992."

### Wednesday, night of the scandals

Recalling that Ankara DGM Chief Prosecutor Nusret Demiral had continued to create legal scandals on Wednesday night as well, legal scholars gave the following examples:

"In accordance with article 158 of the parliamentary statutes, in order for parliamentary decisions to become effective, they should be published in the Official Gazette. If the parliamentary decision does not provide a future date for the enforcement of that decision, that decision becomes effective when it is published in the Official Gazette. Lifting deputies' immunity is a parliamentary decision and cannot become effective unless it is published in the Official Gazette. While this is the case, two DEP deputies were taken into custody as they left Parliament before the decision regarding the removal of their immunity was published in the Official Gazette. It was Ankara DGM Prosecutor Nusret Demiral who gave the order to take the deputies into custody."

Pointing out that Security Director General Mehmet Agar's statements had contradicted with Demiral's statements, legal scholars said, "Mr. Demiral ordered the security directorate general to immediately take the deputies into custody in the event that their legislative immunity was lifted by

Parliament in order to prevent them from escaping abroad. However he made a different statement to the press.

"In this statement, he said that the deputies had not been taken into custody but that they had been put under protection. He claimed that because of a possible adverse reaction by the public against the DEP members, they had been taken under police protection in order to prevent them from suffering any attack. Whereas under the Turkish legal system, no one fur-

thermore a deputy, can be taken under police protection without his or her own consent. Since the DEP deputies had not applied to the police force for protection, this action is also unlawful." Recalling that the TV cameras had screened policemen taking DEP Deputy Orhan Doğan into custody, legal scholars said, "Although there was no resistance, police had used force against a deputy. They pulled him by the collar while telling him to get out of his car and then held his arms while they pushed him into the police car. This is an offense."

### An attack against Parliament

Pointing out that the treatment of Istanbul Independent Deputy Hasan Mezarcı, who recently resigned from the Welfare Party (RP), was an outright crime, legal scholars said that although Mezarcı's immunity had not been lifted, he had been treated as if this were the case. They continued, "In line with Demiral's order to Ağar, the Istanbul security directorate had assumed the responsibility of taking Hasan Mezarcı into custody although his immunity had not been lifted. Policemen entered his house and body searched him. His pistol was seized and he was put in a police car and taken to police directorate. When they realized that Mezarcı's immunity had not yet been lifted, he was taken back to his house with an apology.

These are all crimes. Policemen have unlawfully entered his house and violated his immunity and his right to have a pistol in possession." Noting that all these actions were unlawful, legal scholars drew attention to the article 137 of the constitution regarding "illegal order." Explaining that the policemen had

the right not to obey unlawful orders from their superiors. Whoever carried out an unlawful order was held responsible under the Constitution. They said administrative and criminal investigations should be launched against all the policemen who had taken part in Wednesday night's operation against the deputies.

Legal scholars noted that following the Parliament Deputy Speaker Mustafa Kalemli's warning, Ankara DGM Prosecutor Nusret Demiral and Security Director General Mehmet Ağar realized that they had committed an unlawful act and tried to cover it up. The legal sources noted, "When Kalemli said that the parliamentary decision regarding the removal of the

deputies' immunity could not become effective until it was published in the Official Gazette, Ağar, who had earlier ignored this requirement, immediately warned the office of the prime minister and the parliamentary decision was quickly drafted and sent for publication in a second edition of the Official Gazette which was issued at 2 a.m. the next morning. However this was not enough to correct the policemen's mistake since the DEP deputies, Hatip Dicle and Orhan Dogan, were registered as having been taken into custody at 6 p.m. on Wednesday."

They added that it would be interesting to find out where the orders to carry out these hasty and unlawful acts had come from.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0282 4 IP 0285 TUR /AFP-WK78

Turquie-France-Kurdes

Députés kurdes: échange de lettres en février entre les présidents Mitterrand et Demirel

ANKARA, 4 mars (AFP) — Les présidents français et turc, MM. François Mitterrand et Suleyman Demirel, ont échangé des lettres le mois dernier sur la situation de sept députés turcs d'origine kurde dont l'immunité parlementaire vient d'être levée par le parlement d'Ankara pour "séparatisme", a annoncé vendredi la présidence turque.

M. Mitterrand a fait part de son "inquiétude" concernant la perspective de la levée de l'immunité parlementaire et de la comparution devant la justice de ces sept personnes, dans une lettre datée du 1er février, indique un communiqué de la présidence turque.

M. Mitterrand déclarait également qu'aucun gouvernement français n'avait jamais soutenu l'idée d'un Etat kurde indépendant, contrairement à ce qui avait été affirmé par la presse turque, selon le communiqué.

Dans sa lettre en réponse, datée du 21 février, M. Demirel a souligné la "question du terrorisme en Turquie", qui "vise à démembrer" le pays et constitue un "crime grave" selon la loi en Turquie et dans tous les autres pays, toujours selon le communiqué turc.

M. Demirel a affirmé que les députés d'origine kurde étaient soumis à "un processus judiciaire et non politique ou arbitraire". Il a souligné le caractère "indépendant" des tribunaux en Turquie où le "droit de défense est reconnu jusqu'au bout".

Une délégation de parlementaires d'origine kurde avait été reçue le 4 février à l'Elysée par M. Mitterrand.

Mme Ségolène Royal a passé deux jours cette semaine à Ankara aux côtés des députés qui ont perdu leur immunité pour leur exprimer à titre privé sa "solidarité".

CE/hc/mfo

AFP 041407 MAR 94

TURQUIE

# La persécution des députés kurdes du DEP continue

*Par sa présence au parlement d'Ankara, Ségolène Royal a évité l'arrestation de l'ensemble des élus.*

Le Parlement turc, qui avait voté mercredi la levée de l'immunité parlementaire de six députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP), a ajouté hier deux autres députés à cette liste. Selim Saddak, Kurde également et membre du DEP, accusé comme ses six collègues de «séparatisme et trahison de la patrie», et Hasan Mezarci, ancien membre du Parti de la prospérité (religieux-islamiste), poursuivi pour «outrage à la mémoire d'Ataturk, fondateur de la Turquie moderne». Le DEP, qui prône le règlement du problème kurde «par des voies pacifiques dans le respect des frontières existantes et dans le cadre des dispositions de la Charte de Paris et de l'Acte final d'Helsinki», est poursuivi également par la cour de sûreté de l'Etat pour «propagande séparatiste», ce qui devrait conduire à

son interdiction dans les semaines sinon les jours qui viennent.

Soixante-six de ses dirigeants, dont un député, ont été assassinés dans les derniers mois, tandis que plusieurs attentats à la bombe visaient ses locaux. Ces attaques, imputées aux services spéciaux turcs, ainsi que les poursuites contre les parlementaires, interviennent à la veille des élections municipales, prévues pour le 27 mars, et alors que le DEP était crédité d'une large majorité dans les régions kurdes de Turquie. La plupart des candidats du DEP à ces élections ont été arrêtés, suite à quoi le parti a décidé de se retirer du scrutin.

En vertu de l'article 125 du code pénal turc, les sept députés kurdes risquent la peine de mort. L'accusation retenue contre eux porte sur divers discours prononcés en Turquie ou à l'étranger,

LIBÉRATION

4 mars 1994

faisant état de l'existence d'un «peuple kurde», de la répression dont il est l'objet ou du «droit légitime de parler le kurde». Le député islamiste est passible pour sa part de vingt ans de prison pour avoir déclaré qu'étant natif d'Asie centrale, il ne s'estimait pas le fils de Kamal Atatürk (Mustafa Kemal), natif des Balkans et tenu officiellement pour «le Père de tous les Turcs».

Pour éviter le sort de leurs collègues, les autres députés kurdes sont restés hier au Parlement. Leur arrestation a pu être évitée en grande partie grâce à la présence de Ségolène Royal, député PS des Deux-Sèvres. Depuis le Parlement, Mme Royal a alerté l'ambassade de France et l'Elysée, qui sont intervenus auprès des autorités turques et obtenu, tard dans la nuit, l'assurance que l'assaut ne serait pas donné. Le 4 février, François Mitterrand avait reçu deux députés kurdes. L'Elysée a fait savoir hier que le président français suivait l'affaire avec une «extrême attention.»

M. K. (avec AFP et Reuter)

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0117 4 I 0275 TUR /AFP-UT92

Turquie-politique-Kurdes

Démenti de toute demande d'asile politique de députés kurdes

ANKARA, 4 mars (AFP) — Mme Leyla Zana, un des sept députés turcs d'origine kurde dont l'immunité parlementaire a été levée pour "séparatisme" par l'Assemblée nationale turque, a démenti catégoriquement vendredi que cinq de ces députés encore en liberté aient demandé l'asile politique à cinq pays européens.

"Nous n'avons absolument pas demandé l'asile politique, à aucun pays", a déclaré Mme Zana à l'AFP à Ankara.

À la présidence française à Paris, on avait affirmé jeudi que ces cinq députés —les deux autres ont été arrêtés— avaient adressé collectivement une demande d'asile politique à la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Belgique et aux Pays-Bas.

Mme Zana a ajouté qu'elle-même et ses quatre collègues du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), qui se trouvaient toujours vendredi matin à l'intérieur du parlement turc, se livreraient dans la matinée ou seraient remis par la sécurité du parlement au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat.

Ils sont inculpés de "séparatisme" et d'"atteinte à l'intégrité de l'Etat", charges qui les rendent théoriquement passibles de la peine de mort.

Les cinq députés sont retranchés à l'intérieur du parlement depuis mercredi soir. Ils ont déclaré vouloir éviter d'être arrêtés par la police comme deux de leurs collègues du DEP, qui ont été emmenés par des policiers en civil dès leur sortie du parlement mercredi après la levée de leur immunité. Ils ont affirmé vouloir être déférés directement devant le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat sans passer par la police.

HC/jlb/br

AFP 040900 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0182 4 1 0241 TUR /AFP-VI41

Turquie-Politique-Kurdes

Cinq députés d'origine kurde se livrent à la justice turque

ANKARA, 4 mars (AFP) - Cinq députés turcs d'origine kurde, dont l'immunité parlementaire a été levée par l'Assemblée nationale pour "séparatisme" et qui étaient restés depuis mercredi à l'intérieur du Parlement, se sont livrés vendredi matin à la justice, a constaté un journaliste de l'AFP sur place.

Ils ont été emmenés à bord de trois voitures, appartenant au service de sécurité du Parlement, au parquet de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara, a indiqué à la presse un responsable de la sécurité.

Il s'agit de MM. Selim Sadak, Sirri Sakik, Ahmet Turk et de Mme Leyla Zana, tous membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, 17 sièges sur 450 au parlement) et de M. Mahmut Alinak, ancien membre démissionnaire du DEP.

Inculpés de "séparatisme" et d'"atteinte à l'intégrité de l'Etat", ces députés sont théoriquement passibles de la peine de mort.

Mme Zana, interrogée par l'AFP plus tôt dans la matinée, avait démenti catégoriquement que ces cinq députés aient demandé l'asile politique à cinq pays européens. "Nous n'avons absolument pas demandé l'asile politique, à aucun pays", a-t-elle déclaré.

A la présidence française à Paris, on avait affirmé jeudi que ces cinq personnes avaient adressé collectivement une demande d'asile politique à la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Belgique et aux Pays-Bas.

CE/hc/jlb/br

AFP 041054 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

GLGL

FRA0424 4 1 0219 TUR /AFP-AB30

Turquie-Kurdes

Les sept députés d'origine kurdes en garde à vue jusqu'au 16 mars

ANKARA, 4 mars (AFP) - Les sept députés turcs d'origine kurde dont

l'immunité parlementaire a été levée par l'Assemblée nationale turque pour "séparatisme" font l'objet d'un ordre de garde à vue jusqu'au 16 mars, a déclaré vendredi à Ankara le procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat, M. Nusret Demiral, cité par l'agence Anatolie.

Deux de ces sept parlementaires, qui sont également inculpés d'"atteinte à l'intégrité d'Etat", avaient été arrêtés mercredi soir à leur sortie du parlement après la levée de leur immunité parlementaire. Les cinq autres se sont livrés vendredi matin à la justice et ont été emmenés directement devant le parquet de la Cour de Sûreté, après avoir passé deux jours dans le parlement pour éviter d'être interpellés par la police.

Les sept sont théoriquement passibles de la peine de mort.

M. Demiral a déclaré que leurs interrogatoires par le parquet devaient commencer mercredi prochain.

Ces sept personnes sont MM. Hatip Dicle, président du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, 17 sièges sur 450 au parlement), Selim Sadak, Sirri Sakik, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Mme Leyla Zana, tous membres du DEP, et de M. Mahmut Alinak, ancien membre démissionnaire du DEP.

KG/hc/mfo

AFP 041802 MAR 94

# Peine de mort pour six députés ?

**Pro-kurdes, ils sont poursuivis pour atteinte à l'intégrité de l'Etat**

La Grande Assemblée nationale de Turquie, le Parlement monocaméral d'Ankara, a décidé de lever l'immunité parlementaire de six députés du Parti de la démocratie (Dep), une formation favorable aux thèses kurdes radicales. Les six députés pourraient être poursuivis devant la Cour de sûreté de l'Etat pour « *séparatisme* » et pour « *atteinte à l'intégrité de l'Etat* », ce qui, aux termes de l'article 125 du code pénal, les rend passibles de la peine de mort.

## NORMAL

Les six députés sont MM. Hatip Dicle, chef du Dep, Mahmut Alinak, Orhan Dogan, Sirri Sakik, Ahmet Turcet M<sup>me</sup> Leyla Zana. Ils ont demandé la protection du Conseil de l'Europe, dont la Turquie est membre.

MM. Dicle et Dogan ont été placés en garde à vue à leur sortie du Parlement qui était encerclé par les forces de l'ordre. Les quatre autres députés sont restés à l'intérieur

du bâtiment afin de ne pas subir le même sort. Une interdiction de voyager à l'étranger a été signifiée aux six députés. Deux autres députés sont menacés de poursuites.

Le Parti de la démocratie est lui-même, en tant que parti, poursuivi pour séparatisme par la Cour constitutionnelle. Il est accusé par l'armée et par la frange nationaliste conservatrice de l'appareil politique d'être le « *porte-parole au Parlement* » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la formation séparatiste marxiste-léniniste dirigée par Abdullah Öcalan qui mène depuis 84 une guérilla armée dans le sud-est anatolien, à majorité kurde.

Les dirigeants du Dep se défendent de servir de relais aux maquisards du PKK mais ils soutiennent des thèses très proches de celles des maquisards et ne désavouent pas les actions armées du PKK. Il y a deux semaines, M. Hatip Dicle a soulevé un tollé dans le pays pour avoir affirmé, à la suite

d'un attentat dans une gare d'Istanbul qui avait fait cinq morts parmi des élèves officiers, qu'il était « *normal* » que ceux-ci aient été pris pour « *cibles militaires de la guerre* » menée par le PKK. M. Dicle avait alors été qualifié de « *traître* » par le Premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Ciller.

## TRACAS

Il y a belle lurette que les députés pro-kurdes ont à subir des tracas divers. Lors des dernières élections législatives d'octobre 91, les candidats pro-kurdes du Parti du travail du peuple (Hep) avaient pu se présenter sur les listes du Parti populaire social-démocrate, dirigé alors par le futur vice-Premier ministre Erdal Inonu. Le Hep avait pu faire élire 22 députés (sur un total de 450). L'alliance avec les sociaux-démocrates a ensuite été rompue et le Hep, en butte aux accusations des autorités militaires et d'une partie du Parlement, avait dû se saborder pour renaître rapidement sous le vocable Dep. Dix-sept députés se réclament aujourd'hui de cette nouvelle formation.

D'une manière générale, les « *nationalistes* » kurdes réclament la reconnaissance par Ankara de leur « *identité* », ce qui implique des mesures en faveur de leur langue et de leur

culture. Cette revendication est en contradiction avec l'orthodoxie kémaliste qui veut, notamment, que tous les citoyens de Turquie soient Turcs, toute autre dénomination étant exclue. Les officiels ajoutent que si les jeunes « *Turcs des montagnes* » devaient recevoir un enseignement en kurde et se cantonneraient dans un environnement exclusivement ou majoritairement kurde, ils deviendraient des citoyens de seconde zone.

## IMPASSE

Les actions de guérilla menées par le PKK ont déjà fait plus de 10.000 morts. Le gouvernement d'Ankara ne parvient pas à imposer une solution militaire dans l'Anatolie du sud-est où la configuration du terrain (montagnes abruptes, grottes quasi inaccessibles, etc.) sert la guérilla. Et il ne peut pratiquer « *d'ouverture* » politique en raison de l'opposition des « *conservateurs* » turcs qui, nationalisme aidant, se rencontrent dans pratiquement l'ensemble de l'éventail politique. Le Dep a décidé de se retirer des élections municipales qui doivent avoir lieu le 27 mars car ses candidats ne pourraient faire campagne normalement.

Marc OPSOMER.

## Turquie : Mitterrand « très attentif » au sort des députés kurdes

Le président de la République a suivi d'heure en heure les événements de la nuit au Parlement d'Ankara d'où ont disparu deux députés kurdes, a indiqué hier l'Elysée. Leur immunité parlementaire avait été levée dans l'après-midi sous l'accusation de « *séparatisme* ». Les événements de la nuit ont motivé deux démarches de l'ambassadeur de France à Ankara auprès des autorités turques, alors que le chargé d'affaires français se rendait au Parlement, l'Elysée étant régulièrement informé.

## Mitterrand "très attentif" au sort des députés kurdes de Turquie

Le président François Mitterrand a suivi d'heure en heure les événements de la nuit au parlement d'Ankara d'où ont disparu deux députés d'origine kurde dont l'immunité parlementaire avait été levée dans l'après-midi sous l'accusation de « *séparatisme* », a-t-on appris hier jeudi à l'Elysée. Selon des informations parvenues à Paris, ces deux députés, membres du Parti de la Démocratie (DEP, 17 sièges sur 450 au parlement) ont été arrêtés à leur sortie du parlement turc. Ils auraient été conduits à la Cour de sûreté de l'Etat. Plus tard dans la nuit, cinq autres parlementaires du même parti ont été à leur tour, privés de leur immunité. Informés du sort de leur deux collègues, ils ont refusé de quitter l'édifice du parlement et se sont retranchés dans le bureau de l'un d'eux. Ces cinq députés ont adressé collectivement une demande d'asile politique à cinq pays : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Belgique et les Pays-Bas. Cette demande fait actuellement l'objet de consultations entre ces cinq pays, a-t-on indiqué à l'Elysée. Les événements de la nuit ont motivé deux démarches de l'ambassadeur de France à Ankara auprès des autorités turques, alors que le chargé d'affaires français se rendait au parlement, l'Elysée étant régulièrement informé. Il se sont produits alors que l'ancien ministre Ségolène Royal se trouvait à Ankara, mandatée par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Celle-ci a veillé au parlement turc en compagnie des cinq députés kurdes. M. Mitterrand reste « *très attentif* » au sort de ces députés, souligne-t-on à la présidence de la République où l'on rappelle que la Turquie, membre du Conseil de l'Europe, aspire à adhérer à l'Union européenne.

/ Saturday, March 5, 1994

turkish daily news

# CSCE's DeConcini raps lifting DEP reps' immunity

*Çiller did not reply to the Oct' 93 letter from Deconcini and Hoyer asking for a 'political solution' to the Kurdish problem*

by Uğur Akıncı

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Lifting the parliamentary immunity of six Democracy Party (DEP) deputies Wednesday (Hatip Dicle, Orhan Doğan, Sırrı Sakık, Leyla Zana, Ahmet Türk, and Mahmut Alınak) brought a quick rebuke the next day from Senator Dennis DeConcini (D-Arizona), co-chairman of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE). The immunities of two more deputies were lifted Thursday by the Turkish Parliament, that of Hasan Mezarcı (RP) and Selim Sadak (DEP), bringing the total number of chastised deputies to eight.

In a long statement entitled "Turkish Democracy Imperilled," that he entered into the Congressional Record, DeConcini drew a dark picture of recent developments in Turkey. He mentioned the "rumors of a coup" and voiced his grave concern about the future of Turkish democracy.

Turkish Ambassador to Washington Nuzhet Kandemir responded to DeConcini Thursday point-by-point in a letter, revealing in the process the incompatible perspectives through which the CSCE and the Turkish government view the Kurdish problem in the Southeast.

DeConcini said that: "because Turkey is an important friend and ally in an unstable region, this Congress and Administration should be deeply troubled by increasing violence in southeast Turkey. This predominantly Kurdish region has become a virtual war-zone where basic rights have been suspended and fear and death mount."

Zeroing in on the lifting of the deputies' immunity, DeConcini said: "such policies are contrary to basic principles of free speech and an affront to the rights of Kurds throughout Turkey. While Turkey remains a NATO ally and major recipient of U.S. military and economic assistance, this Congress and Administration should not be deterred from voicing serious concerns over the deteriorating human rights situation and the Turkish government's inability or unwillingness to constructively address abuses."

Kandemir portrayed the process of lifting the immunity itself as an indication that democracy worked in Turkey: "...allow me to briefly explain to you that lifting the immunity of certain parliamentarians is an extremely complex, arduous and democratic process." He said that lifting of immunity did not automatically

mean a presumption of guilt on anybody's part and the final decision was up to the Turkish courts. "Even if their convictions are upheld by the High Court, as members of Parliament they cannot be sentenced. It is only through a formal vote in the General Assembly of the Turkish Parliament that the parliamentarians' status might be revoked, and they might then face a sentence. Of course, it is also a possibility that they are found not guilty and acquitted."

The CSCE co-chairman and the Turkish ambassador also had different views concerning the roots of the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) problem.

DeConcini pointed out the "major causes of frustration and discontent which have swelled the ranks of the PKK." He believed that such frustration "could be significantly alleviated by permitting Kurdish political and cultural expression, restoring civil and economic institutions and withdrawing soldiers from city streets and villages." He expressed the same idea in a different way in the closing sentence of his statement: "Support for the PKK will grow until the government pursues political solutions and acts to protect the rights of all Turkey's citizens."

Kandemir countered DeConcini on both points. First, he implied that the root of the PKK problem was not domestic frustration but external agitation: "the explosive power vacuum that developed in the areas bordering southeast Turkey and which, in turn, became a breeding ground for terror."

Then he said that not only were there ample opportunities for "cultural expression," but that the Kurds themselves preferred Turkish to Kurdish: "Though Turkish is the official language of the Republic of Turkey, it is legal to speak Kurdish in public, to publish in Kurdish and to compose songs in Kurdish. In Turkey alone, however, there are five dialects of Kurdish... further divided into 28 different sub-dialects... This explains why even within the PKK... all communications — whether, ideological and military education, speeches, ceremonies, publications, documents, and oath-taking — are conducted in Turkish." Kandemir brought up the GAP (Southeast Anatolia Project) to convince DeConcini that Turkey was "restoring civic and economic institutions" in the region: "GAP alone consumes 1.7 million U.S. dollars daily... Turkey actually invests in the

Southeast 13 times more than it collects in tax revenues from the region. In 1993, investment in the southeast region was 1.6 times greater than investment in the western regions."

In a realistic portrayal of the excesses of both sides, DeConcini related the dilemma of the local population who found themselves caught between the devil and the deep blue sea: "On the one hand, locals suspected of collaborating with Turkish authorities are executed by the PKK. On the other, security forces arbitrarily round up villagers and subject them to beatings, mass arrests and intimidation." The Democrat Party senator from Arizona found the "forced evacuation of hundreds of villages and destruction of entire towns in response to alleged terrorist incidents" a "particularly disturbing tactic." DeConcini also mentioned the

pressures put on the DEP. "In the past two years, shadowy death squads have killed 70 members of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP)... Twenty party offices have been bombed. Over 300 DEP election candidates have been arrested..."

He went on to say that "the one-dimensional military approach stifles even moderate Kurdish political voices, enabling the PKK to gather support among a population weary of constant harassment and with no power or representation to put forward legitimate cultural and political aspirations."

Kandemir, in his letter, countered DeConcini's portrayal of the Kurds as a minority with no political representation. "Turkish citizens of Kurdish origin who live throughout Turkey are free to participate in all walks of life — political, economic, social and cultural. Kurds are represented in the Turkish Parliament and have served as presidents and prime ministers."

When DeConcini charged that the "changes in electoral laws — reportedly made on security grounds — have made it extremely difficult for voters in Kurdish regions to cast their ballots," Kandemir parried: "The electoral laws governing the previous elections are the exact same laws which will be used for the approaching local elections. Such laws are valid not only in the Southeast but throughout Turkey. Thus, the claims that electoral laws have been changed are groundless."

DeConcini said that the DEP decided to boycott the March 27 elections due to such changes in the election laws.



Kandemir begged to differ: "DEP's decision not to participate in the March elections reflects its own realization that it would not be able to win the votes it needs in the Southeast. It is certainly not the result of political pressure or harassment of any kind."

DeConcini complained that last October, when he met Prime Minister Ciller in Washington: "I joined the co-chairman of the Helsinki Commission, Sleny Hoyer, and a number of Congressional colleagues on a letter suggesting that the Government of Turkey pursue political, as opposed to military, solutions to the Kurdish problem. Six months later, I am disappointed not to have received a reply to our views."

The Arizona senator said, given the "heavy-handed security presence" in the Southeast and the worsening security situation, CSCE might end up sending monitors to the area: "Members of the 53-state Conference on Security and Cooperation in Europe have been asked to consider sending official human rights monitor missions to Turkey, and given the present level of hostilities in the Southeast, I believe such CSCE missions are warranted." Ambassador Kandemir, on the contrary, stated such missions would only endanger the security situation in the Southeast: "...in view of Turkey's strong commitment to cooperate

with various international committees which are solely mandated to monitor human rights, it would be quite inappropriate and counterproductive to force Turkey to accept a CSCE monitor mission for the elections... it would certainly constitute a sign of encouragement for terrorists, thus, negatively affecting Turkey's security."

DeConcini exhorted the Turkish government "to use more carrot and less stick to address underlying roots of Kurdish discontent." Kandemir, on the other hand, asked for the further strengthening of "our enhanced partnership" and alerted the senator to the fact that "as Turkey currently prepares for upcoming local elections, certain circles, both inside and outside the country, are attempting to poison the political climate in order to capture international public attention and pursue their own agenda. This development should be properly evaluated by the U.S. Congress and Administration."

#### Kandemir's letter to PEN president

In another letter written to PEN (the writers' association) President Louis Begley Wednesday, Ambassador Kandemir defended the traditional Turkish position that the PKK should not even be addressed directly and should not be accepted as a bona-fide party in any communication process.

Referring to a recent protest letter Begley had sent to the PKK concerning the abduction of two Turkish television journalists (Kutlu Esendemir and Levent Öztürk), Kandemir said that he was "dismayed and appalled by the rather unconventional and inappropriate method to express such well-founded concern. By directly addressing a letter to the so-called leader of a terrorist organization, as if you were dealing with a legitimate, law-respecting institution, you only serve the heinous objectives of the PKK and encourage its campaign of terror..."

Kandemir further rebuked the PEN president by saying: "As it remains extremely unclear to me what might have prompted you to accept a criminal as an interlocutor or what benefits you hoped to gain by doing so, I believe that it would have been quite reasonable for a credible organization such as PEN American Center to have issued a general public statement condemning the abduction of the Turkish journalists by the PKK."

In closing, Kandemir made it clear that he was anticipating "that such an erroneous approach will not be taken in the future..." Information copies of the firmly-worded letter were sent to the daily Cumhuriyet and the Turkish Human Rights Association in Turkey, as well as John Shattuck (assistant secretary of state for human rights), Ambassador Richard C. Barkley, Helsinki Watch, Amnesty International, Reporters Sans Frontieres, etc.

## Western countries urge restraint on immunity issue

### French President Mitterrand telephoned DEP deputy Ahmet Türk

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Western countries, led by France, reminded Turkey about the legal defense rights of the Democracy Party's (DEP) deputies who have had their parliamentary immunity removed and who have been detained by security forces.

DEP sources told TDN that the French president, Francois Mitterrand, had a telephone conversation with DEP deputy Ahmet Türk on Thursday night. Türk was in the parliament building at the time. Mitterrand told Türk that the French government was keeping a close eye on the situation and was preparing to call a meeting of the European council with a single item on the agenda: the Kurdish problem in Turkey.

Mitterrand is seeking to help a group of Kurdish MPs holed up in the Ankara parliament building for fear of being arrested, Reuters reported on Thursday a spokesman as saying. The spokesman also said that France's ambassador has spoken out on the deputies' behalf and that the French charge d'affaires visited the Parliament in Ankara on Wednesday when police detained two radical Kurdish deputies after the lifting of

their immunity by Parliament.

Another five Kurdish MPs, fearful that they too would be arrested, barricaded themselves in an office in the Parliament building and were still there on Thursday afternoon, the spokesman said.

A French Socialist parliamentarian, Segolene Royal, who was in Turkey on a fact-finding mission about the Kurdish MPs, joined the five through the night but has since departed.

The Elysee palace said the MPs had asked France, Britain, Belgium, the Netherlands and Germany for protection. Mitterrand, who last month met a delegation of Kurdish MPs, had asked to be kept informed about the situation overnight. The MPs had told him they feared for their lives if their immunity was lifted.

Mitterrand subsequently wrote to Turkish President Süleyman Demirel to inquire about their situation, the spokesman said. President Süleyman Demirel made a statement yesterday in which he gave information about Mitterrand's letter, which was sent to him on Feb. 1, and about the reply he had sent on the 21st. In his letter, Mitterrand stressed that the French government had never taken the view that there must be an independent Kurdish state. He also expressed his concern over the possibility of the removal of the immunity of some deputies of Kurdish origin and the possibility of their trial.

Demirel said that there was no need for concern about the process of law in Turkey, and maintained in his reply to the French president that the Turkish judiciary is independent and the proper channels for legal defense exist. He also stressed that there were also supranational and international bodies available, to hear such cases.

An official from French Embassy in Ankara announced that there had been no application for asylum from the deputies who had lost their immunity. He urged Turkey about the importance of handling this problem calmly, and expressed his government's belief in Turkey's loyalty to the rule of law.

It has also been learned that the French Ambassador, Francois Dopffer, telephoned the Turkish Foreign ministry on Thursday night and voiced his government's concern over the issue. The view of the German Foreign Ministry, meanwhile, as outlined in a written statement yesterday, is that the most important thing is to prevent the problem from escalating. The statement stressed the German government's concern that the DEP deputies should have the opportunity to defend themselves and to reverse Parliament's decision to lift their immunity. It also emphasized Germany's confidence in the Turkish judiciary.

The statement referred to the remarks made by German Foreign Minister Klaus Kinkel about Turkey's struggle against terrorism. Kinkel had



pointed out the need for legality and respect for human rights in spite of the conditions of civil war that prevailed in Turkey's Southeast. The urgent need, he said, was for a political solution to the problem.

These views were made known to the Turkish ambassador in Bonn, Onur Oymen, by the political director of the German foreign ministry, Jürgen Chrøborg, according to the German statement. The two met at the foreign ministry on Thursday.

Oymen for his part said that he had told the German officials that the Parliament's decision on the immunity has been taken according to the Turkish constitution and to the laws of the country, the Anatolia news agency reported yesterday.

"The Turkish judiciary will make the decision. We expecting our German friends to show confidence in the Turkish courts and Judiciary from, just as we do in their own," Anatolia quoted him as saying.

#### Greece condemns arrest of Kurdish deputies

Meanwhile, Greece condemned the Turkish Parliament's decision about the lifting of immunity,

saying such moves undermined peace in Turkey and the Middle East, Reuter reported. "There is this painful and highly dangerous — for peace — Turkish decision to lift the immunity of Kurdish deputies, who could face the death penalty," Foreign Minister for European Affairs Theodore Pangalos told reporters.

"To have deputies sentenced to death is an explosive act," he said.

Pangalos said that Greece would ask the European Union to look into the Turkish authorities' arrest of the Kurdish deputies whom they are accusing of promoting separatism.

"We intend to bring this issue to the (EU's) political cooperation talks and ask our partners to tell us what they think we can do," he maintained.

Lower level foreign ministry officials will discuss the issue and then make a proposal to EU ministers, he said.

Greece currently holds the European Union's six-month rotating presidency.

Meanwhile, Belgium Foreign Ministry announced Friday that no Turkish deputy had applied to the Belgium government for asylum.

# DEP deputies taken into custody, storm over incident rages

*Ankara State Security Court prosecutor says the deputies will remain in detention until March 16*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Five more pro-Kurdish deputies gave themselves up to the State Security Court prosecutor Friday and were immediately taken into custody by anti-terrorism squads.

The five who had been holed up in the Parliament compound for the past two days after Parliament moved to lift their immunities decided to give themselves up to the prosecutor Friday. They were driven to the State Security Court prosecutor's office in a car supplied by Parliament and were then taken into custody.

The newly detained deputies were sent to a police detention center to join two other pro-Kurdish deputies and a third Muslim fundamentalist parliamentarian whose parliamentary immunity had also been lifted and who were taken into custody.

Reuters in a dispatch from Ankara on Friday said this development came

amid mounting criticism that Turkey is denting its democratic credentials.

Prime Minister Tansu Çiller's conservative True Path Party, ignoring the protests of social democrats in her fragile coalition government, voted with opposition groups this week to strip the eight deputies of their parliamentary immunity. Çiller had earlier promised her coalition partner that the issue would be deferred until after the March 27 local elections.

Seven deputies, all but one of whom belong to the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), are to be charged with crimes against the state, punishable by death.

An eighth MP faces a lesser charge of slandering modern Turkey's secular founder, Mustafa

Kemal Atatürk.

Acting DEP Chairman Kemal Kartal told the Turkish Daily News that appeals would be lodged with the

Constitutional Court on Monday to overturn Parliament's decision to lift the immunities of the deputies.

DEP's deputy leader, Mahmut Kılıç, told Reuters that DEP lawyers had also contacted the parliamentary speaker's office, the state security court, the European Parliament and various international organizations.

In a later development the State Security Court prosecutor's office announced the pro-Kurdish deputies will remain in custody until March 16 and that they will be questioned as of next Wednesday.

Meanwhile the seven DEP deputies applied to Justice Minister Seyfi Oktay and asked for the removal of Ankara Security Court (DGM) Chief Prosecutor Nusret Demiral from his post on the grounds that the detention of six of their colleagues was unlawful.

Seven DEP deputies urged Justice Minister Seyfi Oktay to give instruction "as the head of the Supreme Board of Judges and Prosecutors" to launch an investigation of Demiral. They requested that Demiral be removed from his post for the sake of a fair investigation. They also wanted their six colleagues to be released.

The DEP deputies noted that their colleagues had been taken into custody before the parliamentary decision regarding the removal of their legislative immunity was published in the Official Gazette and before they used their right to object to the decision at the Constitutional Court.

Pointing out that the deputies who were in custody had earlier notified the office of the chief prosecutor that they would use their right to remain silent during the phase of prelimi-

nary investigation and that they would refuse to give testimony at the police station, the seven DEP deputies claimed that Demiral had committed an offense by "restricting their colleagues' freedom."

In their petition, the deputies noted that their colleagues' ties, shoelaces and belts had been taken away and that they had also been deprived of their right to communicate.

Meanwhile, Remzi Kartal, a

spokesman for the detained DEP deputies, strongly denied claims by Interior Minister Nahit Menteşe that they were preparing to flee the country.

On Thursday, Menteşe told reporters that the pro-Kurdish deputies had bought plane tickets from Lufthansa and that there were claims that they would also seek asylum in various foreign countries.

Kartal told reporters that none of the DEP deputies now in custody

wanted to flee the country. He said the reports that three of the deputies had bought plane tickets with the purpose of fleeing from Turkey were wrong. He said the deputies had actually bought the tickets to travel to Europe to attend a meeting jointly organized by two organizations — Medico International and Kurdistan Human Rights Project-London. He said several other people from Turkey were also invited to the meeting.

L'HUMANITE — 5 mars 1994

Turquie

## Arrestation de députés kurdes

**Cinq parlementaires du Parti de la démocratie ont été arrêtés vendredi à la sortie de l'Assemblée nationale à Ankara. Ils risquent la peine de mort.**

CINQ députés kurdes de Turquie ont été arrêtés hier matin à la sortie du Parlement à Ankara. Deux de leurs collègues — Habib Dicle, député de Diyarbakir et Orhan Dogan, élu de Sirnak — avaient déjà été arrêtés dès la levée de l'immunité parlementaire prononcée contre eux mercredi soir.

Selim Sadak, Sirri Sakik, Ahmet Turk et Leyla Zana, tous membres du Parti de la démocratie (DEP), et Mahmut Alinak, démissionnaire du DEP, ont été emmenés au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Ils ont été mis en garde à vue pour une durée non déterminée et risquent d'être torturés. Ces élus sont accusés de « séparatisme » et d'« atteinte à l'intégrité de l'Etat » et sont menacés de la peine de mort selon l'article 125 du Code pénal turc. En réalité, leur seul crime est d'avoir défendu les intérêts du peuple kurde de Turquie victime d'une répression militaire sanglante.

Le Kurdistan de Turquie « est transformé en un bain de sang. Chaque jour, des dizaines de personnes sont assassinées », avait déclaré Sirri Sakik en novembre dernier à Paris (voir « l'Humanité » des 24 et 26 novembre 1993). Invité par la Ligue des droits de l'homme, le député du DEP et son collègue, Sedat Yurtdas, avaient été reçus, notam-



Ces réfugiés kurdes ont fui les bombardements et la répression turcs.

ment, par le groupe communiste à l'Assemblée nationale qui leur avait exprimé la solidarité du PCF.

Au cours d'une conférence de presse, Sirri Sakik avait souligné que « les récents développements indiquent que le peuple kurde est menacé d'extermination ou de migration massive et forcée ». L'accusation de séparatisme portée par les autorités turques ne tient pas. « Notre parti, avait souligné Sirri Sakik, mène la lutte pour une issue politique et pacifique de ce problème. Nous sommes pour une union libre et volontaire des peuples kurde et turc afin d'aboutir à la cessation des assassinats et des arrestations. Sous prétexte de mesures de sécurité dans les zones soumises à la loi d'exception, des centaines de villes et villages sont détruits et vidés de leurs habitants. Les Kurdes sont transférés

dans l'ouest de la Turquie ou deviennent des réfugiés sur leurs propres terres. »

Des dizaines d'élus ou de militants du DEP ont été soit arrêtés soit victimes des escadrons de la mort au cours de la dernière période. Une situation qui commence, enfin, à émouvoir certaines personnalités occidentales, qui n'avaient pas réagi lors des rafles organisées en fin d'année 1993 dans l'immigration kurde par les ministres de l'Intérieur en France et en Allemagne notamment. Ankara, visiblement surpris par ce changement d'attitude, a rendu public, hier, un échange de lettres, le 1<sup>er</sup> février dernier, entre les présidents français et turc. François Mitterrand a fait part de son « inquiétude » concernant la perspective de la levée de l'immunité parlemen-

taire et de la comparution devant la justice des députés kurdes.

Dans son communiqué, la présidence turque a indiqué que Süleyman Demirel a répondu le 21 février en affirmant que les députés étaient soumis à « un processus judiciaire et non politique ou arbitraire ». Il a souligné ce qu'il appelle le caractère « indépendant » des tribunaux en Turquie, où le « droit de défense est reconnu jusqu'au bout ». Selon lui, la « question du terrorisme en Turquie » (terminologie utilisée par Ankara pour qualifier la révolte kurde — NDLR), qui « vise à démembrer » le pays constitue un « crime grave ». Autrement dit, si l'opinion publique internationale n'agit pas, les députés du DEP seront condamnés à mort.

MICHEL MULLER

**(EU) CONSEIL DE L'EUROPE/TURQUIE: L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DENONCE LA LEVEE DE L'IMMUNITE DES SIX PARLEMENTAIRES KURDES**

Strasbourg, 14/04/1994 (Agence Europe) - L'Assemblée parlementaire a adopté le rapport de M. Jurgens (socialiste néerlandais) sur l'arrestation et la détention de six membres de la Grande Assemblée nationale turque, estimant que les déclarations de ces parlementaires n'ont pas outrepassé leur droit à la liberté d'expression garantie par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que par la Constitution turque. "L'Assemblée ne peut donc tolérer la levée de l'immunité parlementaire, les poursuites, l'arrestation et la détention de ces six membres de la Grande Assemblée pour des motifs fondés uniquement sur des déclarations publiques ou des écrits qui revendiquent la reconnaissance d'une identité kurde et prônent certaines formes d'autonomie". L'Assemblée se déclare néanmoins "pleinement consciente de la nécessité de préserver l'unité politique et l'intégrité territoriale de la République de Turquie et reconnaît le fait que la solution pacifique démocratique et non-séparatiste de ce problème n'incombe qu'aux citoyens de cette république". Elle réitère sa condamnation de tout acte terroriste et tout recours à la violence, quels qu'en soient les auteurs.

Lors du débat, plusieurs parlementaires turcs ont jugé cette résolution inopportune. Ils ont demandé à l'Assemblée de la repousser en estimant qu'elle serait perçue comme un encouragement au terrorisme et aurait ainsi un impact désastreux dans l'opinion publique turque. Réaffirmant que la Turquie est une démocratie parlementaire disposant d'une justice indépendante, ils ont expliqué que la décision de lever l'immunité n'avait pas été prise à la légère et que les parlementaires concernés doivent se défendre devant la justice de leur pays.



24 JUIN 1994

## Des avocats dénoncent l'emprisonnement de députés kurdes

*L'incarcération de six élus du Parti de la démocratie a donné lieu au dépôt d'une plainte contre la Turquie à Strasbourg.*

Un recours contre le gouvernement turc a été déposé mercredi devant la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg par un collectif d'avocats européens dont six Français, afin de dénoncer l'incarcération depuis mars dernier de six députés d'origine kurde du DEP (Parti de la démocratie, prokurde) accusés «d'atteinte à l'unité nationale». «Si la Turquie était l'Iran ou l'Irak, notre venue serait inutile, mais elle se veut un Etat de droit, membre du Conseil de l'Europe, a signé la convention européenne des droits de l'homme, et reconnaît en principe, depuis 1990, la compétence de cette Cour européenne des droits de l'homme», affirme Ya-

sib Kaplan, l'un des avocats turcs de ces députés, dont le parti a été interdit la semaine dernière sur décision de la Cour constitutionnelle. Les autorités accusent le DEP de «séparatisme» et de servir de couverture politique au PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui depuis 1984 mène la guerre contre Ankara.

Le recours des avocats européens se fonde sur les articles de la convention de Strasbourg garantissant la liberté d'expression. «Selon l'acte d'accusation, il est évident qu'ils sont poursuivis pour des faits d'opinion, des déclarations ou des écrits, cela même par quoi un parlementaire s'exprime au nom de ceux qui l'ont élu», dénonce Christian Charrière-Bournazel, avocat à Paris, qui assistera les inculpés avec d'autres avocats de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et des parlementaires, comme Roland Dumas et Ségolène Royal. Ces derniers, avec le soutien du groupe socialiste de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, ont obtenu, par ailleurs, la tenue d'un débat d'urgence sur le problème.

«Ces actions du gouvernement turc contre notre parti sont avant tout politiques, elles veulent faire taire la voix des députés kurdes, seul moyen légal de faire entendre en Europe le drame de notre peuple», a déclaré hier en passant à Paris Ramiz Kartal, vice-président du DEP, qui, à la veille de la dissolution du parti, avait pu quitter la Turquie. Il dénonce la répression dans les départements du Sud-Est à majorité kurde, où les forces de l'ordre multiplient les destructions de village et le déplacement forcé des populations civiles. «Des milliers de villageois, surtout des femmes et des enfants, errent dans la campagne sans pouvoir passer au Kurdistan d'Irak, après la fermeture de la frontière par l'armée. Les autorités interdisent aux parlementaires comme à la presse de se rendre sur place», insiste le dirigeant du DEP. Un rapport d'Amnesty international soulignait, avant hier, l'aggravation de la situation des droits de l'homme en Turquie, notamment les assassinats ou les disparitions dans le sud-est du pays, mais aussi la multiplication des procédures judiciaires à l'encontre de journalistes ou d'intellectuels.

M.S.

# „Sie sind entschlossen, uns hinzurichten“

Kurdische Abgeordnete weigern sich, das türkische Parlament zu verlassen / Wegen „Vaterlandsverrats“ droht ihnen nach Aufhebung ihrer Immunität die Todesstrafe ■ Aus Istanbul Ömer Erzeren

Kurdische Abgeordnete der „Demokratischen Partei“ (DEP), deren Immunität am Mittwoch vom türkischen Parlament aufgehoben wurde, harrten aus Protest im Parlamentsgebäude aus. Zuvor waren zwei Abgeordnete der Partei unmittelbar nach der Sitzung, in deren Verlauf ihre Immunität aufgehoben wurde, vor dem Parlamentsgebäude festgenommen worden. Vor versammelter Presse und Fernsehkameras drängten Zivilpolizisten der „Abteilung für Terrorismusbekämpfung“ die Abgeordneten in ein Fahrzeug und führen mit ihnen davon.

Die Festnahme erfolgte auf Anweisung des Oberstaatsanwaltes des Staatssicherheitsgerichtes Ankara, Nispet Demiralp. Wegen „Vaterlandsverrats“ fordert er die Todesstrafe, wenn die Abgeordneten zu verurteilt werden. Die Abgeordneten der DEP hatten sich stets gegen den staatlichen Terror und die Repression in den kurdischen Regionen gewandt. Der türkische Generalstabschef Dogan Güres und Ministerpräsidentin Tansu Çiller beschuldigten sie. Sprecher der kurdischen Guerilla PKK (Arbeiterpartei Kurdistans) zu sein. Am Mittwoch war die Immunität von sechs kurdischen Abgeordneten aufgehoben worden.

Für die Aufhebung der Immunität stimmte eine breite Mehrheit des Parlamentes. Allein die wenigen Sozialdemokraten, die zur Abstimmung erschienen waren, vor-



Die „Vaterlandsverräterin“ Leyla Zana beim kurdischen Neujahrsfest in Diyarbakir Foto: L. Maresch/agenda

terten dagegen. Die Sitzung im Parlament glich einem Verfahren vor einem Standgericht. Der unabhängige Abgeordnete Mahmut Alinak, der früher Mitglied der „Demokratischen Partei“ war und dessen Immunität ebenfalls aufgehoben wurde, konnte nicht zu den Vorwürfen Stellung nehmen. Ihm wurde kurzerhand das Mikrophon abgestellt. „Falls ein General es will, stellt ihr hier im Gebäude

schriften des Staatssicherheitsgerichts, aufgrund deren die Immunität aufgehoben wurde, ist vollkommener Ausdruck willkürlicher politischer Justiz. Konkrete Straftatbestände werden nicht genannt. Statt dessen heißt es: „Die DEP-Abgeordneten unterhalten Beziehungen zur bewaffneten Bande PKK“, sie versuchten Öffentlichkeit für die PKK herzustellen und auf internationale Organisationen einzuwirken.

Der Abgeordnete Leyla Zana soll aus ihrer Vereidigung vor dem Parlament ein Stirn gedreht werden. Während der Zeremonie hatte sie auf kurdisch gerufen: „Es lebe die Brüderlichkeit des türkischen und kurdischen Volkes!“ In der Anklageschrift wird die Aktion als Beleg dafür gewertet, daß die Abgeordnete von der Terrororganisation PKK ins Parlament gehievt wurde.

Schon seit Jahren hatte die Staatsanwaltschaft des Staatssicherheitsgerichtes den Antrag an das Parlament gestellt, die Immunität der Abgeordneten aufzuheben. Doch aufgrund befürchteter Proteste und Reaktionen aus dem Ausland wurden die Anträge auf die lange Bank geschoben. Das gerichtliche und polizeiliche Vorgehen selbst gegen gewählte Abgeordnete ist Ausdruck davon, daß die Regierung Çiller vollends auf die militärische „Lösung“ der Kurdenfrage setzt, wie sie der Generalstab propagiert.

legt. In der Anklageschrift des Staatssicherheitsgerichtes werden unter anderem Redebeiträge im Parlament und Petitionen an die Vereinten Nationen als Beweis für den „Vaterlandsverrat“ angeführt. Paragraf 125 des türkischen Strafgesetzbuches behandelt die Delikte „Vaterlandsverrat“ und „Straftaten gegen die Souveränität des Staates“ und sieht dafür die Todesstrafe vor. Die Anklage-

politische Auffassung zur Last ge-

LE FIGARO — 5 mars 1994

Sept députés kurdes inculpés de « séparatisme »

# Turquie : Tansu Ciller choisit la manière forte

*A trois semaines d'un scrutin municipal difficile,  
le premier ministre réplique au dernier attentat meurtrier du PKK.*

Après plusieurs succès dans les domaines militaire et diplomatique, l'Etat turc resserre l'étau sur les milieux politiques kurdes. C'est le sens de la levée par la « Grande Assemblée » de l'immunité parlementaire de sept des dix-sept députés kurdes du parti « DEP ». Inculpés de « séparatisme » et d'« atteinte à l'intégrité de l'Etat », ils risquent d'être traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat. Ils sont passibles de la peine de mort.

Cette décision, qui était « en gestation lente » depuis des mois, survient trois semaines avant des élections municipales, un cap difficile à passer pour le premier ministre Tansu Ciller. M<sup>me</sup> Ciller s'est décidée à brusquer les choses à la suite de commentaires, pour le moins malencontreux, de députés du « DEP » (parti kurde) sur un attentat récent du PKK (parti séparatiste kurde), dans une gare de la région d'Istanbul (cinq militaires tués). Tentant d'expliquer, sinon de justifier, cette action, dans laquelle vingt-sept civils furent blessés, ces représentants élus du peuple parlèrent tout simplement d'« opération de guerre ».

Les événements des derniers jours ont provoqué dans la classe politique d'Ankara un émoi spontané — malgré quelques progrès, la police turque traîne, en effet, une solide réputation de brutalité — et sans doute grossi par la fièvre électorale.

## Coup « irréparable »

Avant de se livrer volontairement à la police hier matin,

avec quatre autres députés « réfugiés » comme lui au Parlement, Mahmut Alinak avait déclaré qu'ils redoutaient tous d'être torturés. Des porte-parole de l'opposition ainsi que du SHP (Parti populaire social démocrate, membre de la majorité gouvernementale) ont contesté, sinon le bien-fondé de la levée de l'immunité parlementaire, du moins la hâte à appréhender les parlementaires. Le leader de l'opposition, Mesut Yilmaz, chef du Parti de la Mère Patrie, a accusé M<sup>me</sup> Ciller d'avoir porté un coup « irréparable » à la démocratie.

Que le gouvernement et l'opposition aient exploité, l'un et l'autre, cette affaire, n'enlève rien à sa signification. Suivant l'exemple du président Turgut Ozal, le seul authentique réformateur de la Turquie post-kémalienne, Tansu Ciller joua, à ses débuts, la politique de la main tendue. Elle en vint néanmoins rapidement à laisser la bride sur le cou aux généraux. Ils étaient aussi résolus à « casser » le PKK qu'Abdullah Ocaltan, le chef de ce parti séparatiste, à mener « la guerre totale ». Ankara inscrivit à son actif les mesures prises, fin 1993, par la France et l'Allemagne contre les sympathisants du PKK. Le 28 janvier, 50 chasseurs-bombardiers pilonnèrent la principale base du PKK au Kurdistan d'Irak. En mettant brutalement six députés hors circuit, les autorités rétrécissent le champ laissé à l'expression d'opinions régionalistes certes, mais pas forcément séparatistes. Les jusqu'aboutistes des deux bords y trouveront leur compte. Pas forcément les autres.

Claude LORIEUX

LIBÉRATION — 5 mars 1994

TURQUIE

## Cinq autres députés kurdes placés en garde à vue

*Les sept parlementaires incarcérés risquent la peine de mort pour « actes séparatistes » et « trahison ».*

Les cinq députés kurdes réfugiés depuis mercredi soir dans l'enceinte de l'Assemblée turque après la levée de leur immunité parlementaire ont été finalement arrêtés vendredi en fin de matinée. Membres du Parti de la démocratie (DEP), lui-même en instance d'interdiction, Leyla Zana, Selim Sadak, Sirri Sakik, Ahmet Truk et Mehmet Alimak seraient depuis détenus au secret dans les locaux de la section antiterroriste de la Sécurité turque, où ils ont rejoint leurs collègues Hatip Dicle (président du DEP) et Orhan Dogan, arrêtés mercredi soir.

Les deux hommes avaient été sévèrement et publiquement molestés par la police au moment de leur interpellation, à la sortie du Parlement, et c'est pour éviter ce sort que les cinq autres parlementaires avaient refusé de quitter la salle des séances. La présence dans la nuit de mercredi à jeudi de la députée française Ségolène Royal (socialiste) et l'intervention à sa demande de plusieurs chancelleries européennes avaient évité l'entrée des policiers dans les locaux parlementaires.

Vendredi matin, le vice-président du Parlement aurait donné aux députés kurdes l'assurance qu'ils seraient re-

mis directement à la justice sans passer par la police. La garde à vue par la section antiterroriste peut durer de quinze jours à trois semaines sans possibilité de contact avec l'extérieur ni d'assistance d'un avocat. Selon le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat, elle devrait prendre fin le 16 mars. Accusés d'« actes séparatistes et de trahison envers la patrie », les sept parlementaires kurdes sont passibles de la peine de mort. Un huitième député, Hasan Mezarci, poursuivi pour « outrage à la mémoire de Kamal Atatürk », et dont l'immunité parlementaire avait également été levée jeudi, a été arrêté vendredi matin.

Le gouvernement grec a qualifié les mesures prises contre les députés kurdes de Turquie d'acte « extrêmement douloureux ». Son ministre des Affaires européennes a également annoncé que le problème serait posé dans le cadre de la coopération politique de l'Union européenne, dont la Grèce exerce la présidence. Protestation également en Allemagne de la présidence du Bundestag, qui a appelé au « respect de la vie, de la liberté et des droits constitutionnels » des députés kurdes de Turquie. M.K., avec AFP

## Arrestation de députés kurdes

Cinq parlementaires du Parti de la démocratie ont été arrêtés vendredi à la sortie de l'Assemblée nationale à Ankara. "Ils risquent la peine de mort

**C**INQ députés kurdes de Turquie ont été arrêtés vendredi matin à la sortie du parlement à Ankara. Deux de leurs collègues - Habib Dicle, député de Dyarbakir et Orhan Dogan, élu de Sîrnak - avaient déjà été arrêtés dès la levée de l'immunité parlementaire prononcée contre eux mercredi soir.

Selim Sadak, Sirri Sakik, Ahmet Turk et Leyla Zana, tous membres du Parti de la Démocratie (DEP) et Mahmut Alinak, démissionnaire du DEP, ont été emmenés au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Ils ont été mis en garde à vue pour une durée non-déterminée et risquent d'être torturés. Ces élus sont accusés de "séparatisme" et d'"atteinte à l'intégrité de l'Etat" et sont menacés de la peine

de mort selon l'article 125 du code pénal turc. En réalité leur seul crime est d'avoir défendu les intérêts du peuple kurde de Turquie victime d'une répression militaire sanglante.

### Le peuple kurde menacé d'extermination

Le Kurdistan de Turquie "est transformé en un bain de sang. Chaque jour, des dizaines de personnes sont assassinées", avait déclaré Sirri Sakik en novembre dernier à Paris.

Au cours d'une conférence de presse, Sirri Sakik avait souligné que "les récents développements indiquent que le peuple kurde est menacé d'extermination ou de migration massive et forcée". L'accusation de sépa-

ratisme portée par les autorités turques ne tient pas. "Notre parti, avait souligné Sirri Sakik, mène la lutte pour une issue politique et pacifique de ce problème. Nous sommes pour une union libre et volontaire des peuples kurde et turc afin d'aboutir à la cessation des assassinats et des arrestations. Sous prétexte de mesures de sécurité dans les zones soumises à la loi d'exception, des centaines de villes et villages sont détruits et vidés de leurs habitants. Les Kurdes sont transférés dans l'ouest de la Turquie ou deviennent des réfugiés sur leurs propres terres."

Des dizaines d'élus ou de militants du DEP ont été soit arrêtés soit victimes des escadrons de la mort au cours de la dernière période. Une situation qui

commence, enfin, à émouvoir certaines personnalités occidentales, qui n'avaient pas réagi lors des rafles organisées en fin d'année 1993 dans l'immigration kurde par les ministres de l'Intérieur en France et en Allemagne notamment. Ankara, visiblement surpris par ce changement d'attitude a rendu public, vendredi, un échange de lettres, le 1er février dernier, entre les présidents français et turc. François Mitterrand a fait part de son "inquiétude" concernant la perspective de la levée de l'immunité parlementaire et de la comparution devant la justice des députés kurdes.

Si l'opinion publique internationale n'agit pas, les députés du DEP seront condamnés à mort.

FINANCIAL TIMES WEEKEND MARCH 5/MARCH 6 1994

## Radical MPs held in Turkey

By John Murray Brown  
in Ankara

Five Turkish MPs representing the radical Kurdish-based Democracy party were arrested yesterday as they left Turkey's National Assembly after a vote on Wednesday stripped them of their parliamentary immunity.

They face the death penalty for espousing the Kurdish cause.

With rebels of the Kurdish Workers' party (PKK) fighting an increasingly bloody war of independence in south-east Turkey, legal moves in Ankara against the region's MPs will further alienate the Kurdish community.

Parliament's decision, expected for some months, followed a motion submitted by the

True Path party of Prime Minister Tansu Çiller. However, the timing was clearly to coincide with local elections on March 27, where a hardline stance towards the Kurds is expected to be a vote winner.

According to the public prosecutor's submission to parliament, seven Kurdish deputies - two were arrested on Wednesday - have been charged with making separatist propaganda in speeches in Turkey and abroad. One deputy also faces charges of harbouring an alleged Kurdish guerrilla, although the case against the guerrilla has been dropped through lack of evidence.

Parliament has also voted to remove the immunity of a deputy of the Moslem-backed

Refah party for slandering Turkey's founder, Mustafa Kemal Ataturk, and threatening the secular nature of the state.

Last night one of the MPs was released; the others had still not been formally charged. Appeals were lodged with the Constitutional Court, which has 15 days to decide on the legality of parliament's action.

To many observers the deputies' seizure by anti-terrorist police, after they had taking refuge for two nights in the assembly's corridors, provide a reminder of state powers to curb the freedom of speech in Turkey, which is seeking membership of the European Union.

European governments are unlikely to issue a formal protest until the appeals process had been exhausted.

When elected to parliament on the Social Democratic ticket in 1991, the Kurdish deputies, originally 18 in number, were seen as a potential informal channel between the government and the rebels. But the party was quickly branded as a PKK mouthpiece and since then DEP members have faced widespread intimidation. One MP was killed last year, and a number of local party officials have been killed in the region.

With municipal elections approaching, a stand off is developing between Turkey's two main communities. Last week the DEP announced it would not field candidates for the elections, after bomb attacks on their offices. The PKK has also threatened to target all candidates and voters.



# Council of Europe blasts Turkey on immunities

## Former French FM Dumas to defend Kurdish MPs European Parliament to send envoy to Turkey

*Turkish Daily News*

**STRAZBOURG-** In a strongly worded criticism of recent developments in Turkey, the president of the 32-nation Council of Europe parliamentary assembly, Spain's Miguel Angel Martinez, voiced concern on Tuesday at the Turkish Parliament's decision of last week to lift the immunity of eight MPs.

"We are very concerned that this could happen in a member country of the Council of Europe, which is based on democratic values including freedom of expression and the rule of law," Martinez said in a statement issued in Strasbourg.

"It is in complete contradiction with the idea of Turkey as a country respectful of human rights and democracy, which many of us have tried to uphold," he added.

Martinez noted that senior Turkish officials were informed several times of the mounting concern related to the immunity issue and said he had

contacted political groups and members of the Council to debate the issue at the general assembly meeting to begin on April 11.

His statement came hours before Marc Galle, Belgian socialist co-chairman of the European Parliament/Turkish Joint Parliamentary Commission was authorized to travel to Turkey. Sources here said Galle had been instructed to look into the immunity lifting issue and prepare a report on what was going on. They added, however, that Ankara was not pleased at this development.

Meanwhile, Reuters reported from Paris that former French Foreign Minister Roland Dumas, a close associate of President Francois Mitterrand, has agreed to defend the six Kurdish parliamentarians detained in Ankara by the police.

Reuters reported that the Kurdish Institute of Paris said in a statement that Dumas, a well-known lawyer, would check whether Turkish law had been violated when seven Kurdish

turkish daily news

Wednesday, March 9, 1994

MPs had their parliamentary immunity removed and were later arrested. Dumas could take the case to international bodies to determine whether Turkey's laws conform with its international obligations under the European Convention on Human Rights and the CSCE's Charter of Paris, it said.

Six members of the Kurdish-based Democracy Party (DEP) and a former DEP member are accused of committing crimes against the state, punishable by death. Leyla Zana, one of the

parliamentarians, asked Dumas to represent the group. One of the seven has been freed, together with a pro-Islamic MP also stripped of his immunity and accused of the lesser crime of defaming Turkey's secular founder Mustafa Kemal Atatürk. Western governments and media have strongly condemned the removal of the deputies' immunity.

Last week Mitterrand made known through a spokesman that he was seeking to help the Kurdish deputies, who took refuge in the Ankara parliament building before being arrested.

He also sent a letter to President Süleyman Demirel reflecting his concern. "Mr. Dumas' involvement, together with moves by governments in favour of the persecuted Kurdish parliamentarians, helps internationalize the Kurdish problem, the existence of which Turkey continues to deny, against all evidence," the Kurdish Institute said.

# State Security Court may extend detention of deputies

## Case proves judicial reforms to be only window dressing

By Ismet G. Imset

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The controversial detention of six Kurdish-based Democracy Party (DEP) deputies may be extended for another fifteen days — and even more — if Ankara's State Security Court (DGM) prosecution fails to prepare its dossiers in time. DEP sources claimed on Tuesday that DGM prosecutor Nusret Demiral's recent statement on the possibility of extending the custody period for the deputies "if the necessity arises" implied a hidden threat.

DEP suspects that after another extension of 15 days, some of the deputies may be sent to different cities where they are also to be charged, and this would even further

extend their stay in custody.

Also, because Turkey's Criminal Trials Procedure Law (CMUK) is not applicable to "terrorist suspects," the deputies can be blocked from seeing any visitors, including their lawyers. The six deputies under detention are charged with committing crimes against the state, punishable in Turkey by death. Charges levelled at all but one are based either on speeches made by the deputies, or on views that they have expressed in writing. One of the charges against Selim Sadak, a Şırnak deputy, is related to remarks used in a parliamentary motion he submitted. He was asking for an investigation into the 1992 violence

in which the city was fired upon by troops.

Last week, Parliament decided to lift the immunity of a total of eight deputies upon requests made by courts. Those who were rapidly stripped of their immunity were DEP deputies Hatip Dicle, Orhan Doğan, Mahmut Alınak, Ahmet Türk, Leyla Zana, Sırrı Sakık, Selim Sadak and pro-Islamic parliamentarian Hasan Meşur who had recently parted from the Welfare Party. Immediately after the immunities were lifted, police detained the deputies at the gates of Parliament and took them for questioning. Sadak and Mezarci, both to be tried in different provinces, were released by separate courts. Demiral refused to release the six deputies in Ankara.

The move was branded by several deputies as "a March 2 coup" and has created tension throughout Turkey as well as criticism from the West. Although court requests for the lifting of immunity were at Parliament for over a year, it was only after Chief of Staff Gen. Doğan Güreş commented on the issue that Parliament took action.

"There is no need to look for the bandits in the mountains," he said, pointing the finger at Turkey's freely elected 450-seat body. "Unfortunately some of them are under the roof of Parliament. The bandits are in Parliament itself."

It has been over two years since such claims against the DEP have surfaced, and the demand for the lifting of their immunity has been before Parliament for eighteen months.

Nusret Demiral, the DGM prosecutor who is preparing to demand capital punishment for the deputies, recently told journalists the prosecution would look into any activities they have carried out in violation of article 125 of the Turkish Penal Code.

The article is related to crimes committed against the indivisible integrity of the state.

Because of this, none of the seven DEP deputies who will stand trial at the DGM have the right to enjoy any benefits from the judicial reforms package, and, although they still enjoy the status of parliamentarians, they are being treated as "terrorist suspects."

Last week, Prime Minister Tansu Çiller's advisor Volkan Vural held a meeting in Ankara with the mission chiefs of 20 foreign countries to explain the developments and lower the tension. Vural told them this was a legal process and that the lifting of immunity was an advantage for the deputies, who now have the opportunity to prove their innocence and clear their names. He failed to mention how Parliament was put under the spotlight by Gen. Güreş or that there are a total of 153 files against 100 deputies awaiting the attention of the Turkish parliament, yet the immunity of none of these deputies has been lifted.

Only 20 out of the 153 demands for the lifting of immunity were related to State Security Courts, and all

were mainly concerned with "crimes committed in speeches and in writing," or what western democracies would regard as making use of the right to the freedom of expression.

Of the files now in Parliament, 36 are related to concrete actions by deputies in violation of the laws relating to elections, political parties and demonstrations. Twenty files are related to crimes committed by deputies while state employees, and 42 are on crimes of libel, firing guns and other violation of the Turkish gun laws. Thirteen of the files contain claims against Turkish deputies for falsifying official documents.

Parliament has failed to lift any immunity related to these cases. Under the current laws, which Turkey has portrayed to the West as a major judicial reform, a deputy charged with falsifying official documents and/or signing unpaid checks will be treated as "ordinary suspects," and can only be detained for 24 hours. However, the DEP deputies, charged with offenses against the state, albeit only in speeches and writings, are regarded as "terrorist suspects" and can be held under detention for 15 days, to be extended on the prosecutors' request.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0391 4 I 0310 FRA /AFP-SZ37

France-Turquie-Kurdes

Roland Dumas va assumer la défense des députés kurdes de Turquie

PARIS, 8 mars (AFP) - L'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas a décidé "d'assumer la défense" de six députés kurdes de Turquie, actuellement gardés à vue par la sûreté turque, et dont l'immunité parlementaire avait été levée la semaine dernière, indique mardi l'Institut kurde de Paris dans un communiqué.

Cette décision a été prise à la demande de Mme Leyla Zana, député du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), précise l'institut culturel kurde.

Interrogé par l'AFP, M. Dumas, avocat au barreau de Paris, a confirmé cette information, précisant que Mme Zana l'avait récemment contacté dans ce but.

Ces députés avaient perdu mercredi dernier leur immunité pour "séparatisme" à l'issue de votes au parlement turc, dont l'aile conservatrice les accuse de soutenir la rébellion kurde. Ils risquent d'être traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat turque où ces chefs d'accusation peuvent valoir la peine de mort.

Selon l'Institut kurde, M. Dumas "entend d'abord vérifier, en liaison avec les avocats de la défense locaux, dans quelle mesure le droit interne turc a été respecté lors de la levée de l'immunité parlementaire de ces députés, et de leur garde à vue".

M. Dumas "s'emploiera ensuite à porter éventuellement devant les juridictions internationales compétentes la question de la conformité de la législation turque en vigueur avec les engagements internationaux de la République turque, notamment avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte de Paris dont la Turquie est co-signataire", ajoute l'Institut.

Les députés kurdes actuellement en garde à vue sont: Mme Leyla Zana, MM. Hatip Dicle, président du DEP, Orhan Dogan, Ahmet Turk, Sirri Sakik, et de l'indépendant Mahmut Alinak.

hm/j1

AFP 081754 MAR 94



L'HUMANITÉ — 17 mars 1994

Turquie

## Six députés kurdes menacés de mort

**Quelques heures avant l'arrivée d'Alain Juppé à Ankara, le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat demande leur incarcération pour « séparatisme », un crime puni de mort selon le Code pénal turc.**

**M**AUVAIS début pour la visite officielle à Ankara d'Alain Juppé : hier, quelques heures avant l'arrivée du ministre des Affaires étrangères dans la capitale turque, le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara demandait l'incarcération de six députés kurdes, membres de la Grande Assem-

blée nationale de Turquie. Les six parlementaires, dont l'immunité avait été levée le 3 mars, étaient depuis cette date gardés à vue dans les locaux de la police et soumis à interrogatoires.

Il s'agit de cinq députés du Parti de la démocratie (DEP), qui dispose de 17 sièges au Parlement (sur 450), et d'un député indépendant, Mahmut Alinak. Les élus du DEP incarcérés sont le président du parti, Hatip Dicle, M<sup>me</sup> Leyla Zana, épouse de l'ancien maire de Diyarbakir, Medhi Zana, MM. Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik.

Tous les six ont comparu, hier matin, devant la Cour de sûreté de l'Etat. Le procureur, Nusret Demiral, a demandé leur incarcération pour « sé-

paratisme » et « atteinte à l'intégrité de l'Etat », au nom de l'article 125 du Code pénal turc. Celui-ci prévoit la peine de mort pour toute personne qui « agit » pour « séparer une partie de l'Etat afin d'en fonder un autre ».

Les avocats des députés soulignent que le réquisitoire de M. Demiral laisse entendre que les élus ont, par leurs actes et paroles, porté atteinte à l'intégrité de l'Etat alors qu'au contraire ils rejettent catégoriquement l'idée d'« actes séparatistes » et se sont toujours prononcés contre la division de la Turquie. Ils soulignent que le fait même qu'ils soient membres de la Grande Assemblée de Turquie en est la preuve.

Comment Alain Juppé, qui avait dit la « préoccupation de la France » après l'arrestation des députés, réagira-t-il à la menace de condamnation à mort qui pèse désormais sur eux ? Dans une interview, publiée hier par le quotidien turc « Cumhuriyet » (la République, centre-gauche), le ministre français déclare notam-

ment : « La solidarité européenne et méditerranéenne est la base sur laquelle nos relations bilatérales sont établies et renforcées. Le renforcement des valeurs démocratiques en Turquie doit accompagner leur développement. »

Le moins que l'on puisse dire est que la Turquie n'en prend pas le chemin. Alors que des élections municipales doivent se dérouler, le 27 mars, des dizaines de candidats du parti DEP à travers le pays — et notamment dans les régions à majorité kurdes — ont été arrêtés ces dernières semaines. Ce qui a amené le parti à se retirer des élections. De nombreux journalistes sont incarcérés, quand ils ne sont pas froidement abattus pour avoir osé prendre la défense des Kurdes.

La visite d'un ministre des Affaires étrangères français à huit jours des élections risque d'être interprétée à Ankara comme un encouragement à continuer dans cette voie.

FRANÇOISE  
GERMAIN-ROBIN

COURRIER INTERNATIONAL — 17 mars 1994

**TURQUIE** La campagne électorale pour les municipales du 27 mars se déroule dans une grande tension au Kurdistan turc. A trois semaines du scrutin, Ankara a incarcéré sept députés nationalistes kurdes. *Cumhuriyet* condamne mais comprend.

## Kurdistan : des arrestations antidémocratiques

*La presse turque dénonce aussi l'attitude des élus kurdes*

**Hikmet Cetinkaya**  
CUMHURİYET - ISTANBUL

**C**omment expliquer, à trois semaines des élections municipales du 27 mars, la levée précipitée de l'immunité parlementaire des députés du Parti démocratique du travail (DEP - nationaliste kurde) et de Hasan Mezarci, le député du Parti de la

prospérité (RP - intégriste musulman) ? La démocratie est une manière de vivre. Même si certaines opinions peuvent choquer, il ne faut pas avoir peur des idées.

L'ancien leader du Parti social-démocrate populaire (SHP), Erdal İnönü, s'oppose à cette levée d'immunité parlementaire "regrettable autant du point de vue des principes que du point de vue pratique"

"La liberté d'opinion, ajoute-t-il, est un aspect fondamental de la démocratie et plus généralement de la condition humaine. Il ne faut pas avoir peur de l'expression d'opinions considérées comme néfastes. Comment percevoir les opinions justes sans connaître leurs contraires ?" En homme de son temps, Erdal İnönü voit dans la démocratie une manière de vivre.

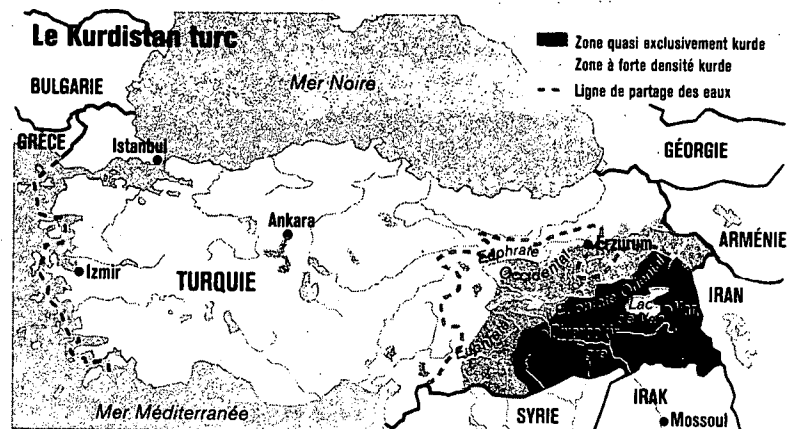
Peut-on en dire autant des députés du DEP et du PP, dont les immunités ont été levées ? A notre avis, la réponse est non. Certains d'entre eux n'ont jamais considéré la démocratie comme un droit fondamental de l'individu. Ils n'ont pas défendu le droit primordial à la vie. Ils n'envisagent pas la question kurde dans le sud-est de la Turquie dans une perspective démocratique. Au lendemain de l'attentat dans la gare de Tuzla (banlieue d'Istanbul) où périrent cinq élèves d'une école militaire en permission, le journal du parti kurde titrait à sa une : "La guerre continue !" Le même jour, le leader du DEP, Hatip Dicle, ajoutait : "Après tout, il s'agissait de militaires, ils constituaient donc des cibles."

De temps à autre, nous demandions aux députés du DEP : pourquoi ne condamnez-vous pas les actes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ? Ils répondaient en général : "Nous ne condamnons les actes d'aucune des deux parties. Nous voulons l'arrêt de l'effusion de sang." Bien sûr, il se trouve dans notre pays des intellectuels qui pensent comme le DEP, qui veulent maintenir le "nationalisme kurde" sur le plateau du gauchisme. Mais les députés du DEP siègent au Parlement, ils ne font pas la guérilla dans les montagnes. Ce jeu a des règles. Dans une démocratie, on est obligé de respecter ces règles. Lorsque le PKK interdit dans le Sud-Est du pays la diffusion de la presse et l'activité des partis politiques autres que le DEP, sous le prétexte qu'ils "représentent la bourgeoisie", pas un seul député du DEP au Parlement ne s'élève contre ce coup de force. Et ce parti prétend représenter le peuple kurde au Parlement !

Pendant ce temps, curieusement, le parti intégriste poursuivait tranquillement son travail dans le Sud-Est, les journaux des sectes fondamentalistes pouvaient garder leurs bureaux ouverts à Diyarbakir [la principale ville kurde de la région]. Le but était clair : il ne fallait pas se mettre à dos les organisations islamistes du Sud-Est. Résultat : si aujourd'hui le RP (intégriste) est beaucoup plus fort qu'avant dans la région, c'est bien à cause du PKK et non de l'Etat. Ce PKK qui n'a pas hésité à écraser, à massacrer les citoyens kurdes qui ne partagent pas ses opinions.

En dépit de tous ces faits, nous sommes contre la levée de l'immunité des parlementaires du DEP, qui reste un acte inadmissible du point de vue démocratique. On ne peut espérer d'une telle politique [de répression] des solutions au conflit du Sud-Est. Que certains députés du DEP se soient comportés au Parlement comme des porte-parole du PKK, qu'ils n'aient pas respecté les règles de la lutte démocratique, soit ! Cela n'occulte pas le fait que la démocratie est une manière de vivre.

A présent, les autres grands partis partis utilisent ces événements dans leur campagne pour les élections municipales du 27 mars pour freiner la montée du Parti social-démocrate populaire (SHP) dans les grandes villes comme Ankara, Istanbul et Izmir. "C'est le SHP qui a introduit le PKK au Parlement !" lui reprochent-ils en chœur. Quant au député intégriste du RP, Hasan Mezarci... l'autre soir, son parti a organisé à Istanbul une "nuit des martyrs".



Source : Atlas des peuples d'Orient (J. et A. Sallier, La Découverte)

## Le "conflit du Sud-Est" : une guerre

**L**e journaliste de *Cumhuriyet* est assez courageux pour dénoncer le viol de la démocratie que constitue l'incarcération des députés nationalistes kurdes du DEP. Il a sans doute raison d'indiquer les risques de dérive du type "Sentier lumineux" du PKK, l'un des derniers vestiges de la "pensée maozedong" en action. Mais de là à induire un parallélisme entre la revendication nationale kurde et le fanatisme intégriste, supposés tous deux identiquement "antidémocratiques"...

Le titre original de l'article ci-dessus s'intitule sobrement "L'incident du DEP". La mise au secret, un "incident"... Lorsque la presse turque évoque le nationalisme kurde, elle met toujours ces termes entre guillemets. Le moyen de faire autrement, quand l'Etat interdit toute référence à une nation kurde ? Pour la même raison, le Kurdistan turc n'est jamais intitulé autrement que "le Sud-Est du pays". En quinze ans, le "conflit du

Sud-Est" a fait des dizaines de milliers de morts, peut-être plus.

Dans un éditorial virulent à la une, le quotidien *Milliyet* dénonce l'intervention du "Mösyö de la Madame". Le mari de Danielle Mitterrand - honnie pour s'être rendu au Kurdistan -, "prend la Turquie pour une colonie". Il a en effet téléphoné à l'un des députés kurdes, Ahmet Türk, avant son arrestation, pour l'assurer de son soutien. Les sept députés détenus au secret et accusés de "séparatisme", avaient au préalable annoncé que leur parti, le DEP (qui n'est pas une "couverture" des guérilleros marxistes-léninistes comme voudrait le faire croire Ankara) ne participerait pas aux municipales du 27 mars, pour protester contre l'arrestation systématique de ses membres et son impossibilité de mener campagne. Une impossibilité qui a culminé avec l'assassinat, peu avant leur propre mise au secret, de 65 de ses dirigeants.

Les partisans de la charia (loi coranique) s'étaient réunis dans la grande salle de sports Abdi İpekçi. Des voix, que l'on aurait dit resurgies du fond des tombeaux, nous hérissaient les poils. Savez-vous ce qui se disait ? "L'islam, c'est la charia ; le Coran, la Constitution. A bas la dictature kémaliste ! L'Etat laïque sera détruit, l'Etat islamique sera

créé. Vive le Hezbollah !"

Il n'y a pas qu'un seul Hasan Mezarci en Turquie. Faut-il s'en effrayer ? Se démoraliser ? Non ! La Turquie laïque est debout depuis soixante-dix ans. Et depuis ces soixante-dix ans la société a su rejeter les tentatives d'éclatement. Mais en soixante-dix ans, nous n'avons toujours pas su assimiler la démo-

cratie. Nous en avons peur, une très grande peur...

\* Les Kurdes du DEP ont accédé à la députation sous l'étiquette des sociaux-démocrates, qui les avaient accueillis pour leur permettre d'accéder au Parlement, tout parti ouvertement kurde étant par avance exclu du scrutin. Ils s'en sont ensuite séparés pour former un parti indépendant.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0465 4 I 0151 TUR /AFP-IC98

Turquie-USA-Kurdes

Les Etats-Unis préconisent une solution politique au problème kurde

ANKARA, 10 mars (AFP) — Les Etats-Unis sont en faveur d'une solution politique au problème kurde de Turquie à condition qu'elle respecte l'intégrité de ce pays, a déclaré jeudi à Ankara le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des Affaires européennes, M. Steve Oxman.

"Les Etats-Unis sont pour la recherche d'une solution au problème du Sud-est par des voies politiques, mais dans le respect de l'intégrité, de la constitution et des traditions démocratiques pluralistes de la Turquie", a dit M. Oxman dans une brève déclaration à l'aéroport d'Ankara.

Le responsable américain a en outre déclaré que Washington comprenait le "problème de terrorisme" de la Turquie, terme utilisé par Ankara pour désigner la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui dure depuis 1984.

YM/bw

AFP 101818 MAR 94

## Libération - 17 mars 1994

**TURQUIE. Le procès des six députés kurdes sera l'occasion pour eux de «se laver des accusations de séparatisme»,** a déclaré hier le Premier ministre turc, Tansu Ciller. Membres du parti prokurde de la Démocratie (DEP) et privés de leur immunité parlementaire au début du mois, ils risquent la peine de mort. Le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé est arrivé hier à Ankara pour une visite officielle de deux jours.

INFOMATIN — 17 mars 1994

### TURQUIE

#### Procès de députés kurdes

Six députés kurdes accusés de «séparatisme» et privés de leur immunité parlementaire au début du mois ont été déférés devant la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, qui pourrait ordonner leur incarcération.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0415 4 I 0439 TUR /AFP-B086

Turquie-Kurdes-Dumas

Roland Dumas prépare la défense de sept députés kurdes accusés de "séparatisme"

ANKARA, 22 mars (AFP) - L'ancien ministre français des affaires étrangères Roland Dumas a effectué mardi un bref séjour à Ankara afin de préparer la défense, devant la Commission européenne des droits de l'homme, de sept députés turcs d'origine kurde qui doivent être jugés par une Cour de Sécurité de l'Etat pour "séparatisme".

M. Dumas, qui est avocat et assure la défense de ces sept personnes "à leur demande expresse", a indiqué à l'AFP que de retour à Paris dès mardi soir, il étudiera les dossiers afin de "préparer l'introduction d'un recours" devant la Commission des droits de l'homme à Strasbourg.

L'ancien chef de la diplomatie française a souligné qu'il n'était pas dans ses intentions de "s'ingérer dans les affaires intérieures" de la Turquie et qu'il agissait "en tant que juriste et homme de bonne volonté", "au nom des grands principes démocratiques".

La Turquie, a-t-il dit, fait partie d'un ensemble, elle est membre du Conseil de l'Europe et signataire de la Charte de Paris (1990, sanctionnant la fin de la guerre froide) et aspire à resserrer ses liens avec l'Union européenne (UE). Adhérer à l'UE, a-t-il souligné, "c'est adhérer à certains principes démocratiques".

Or, a estimé M. Dumas, les dossiers font apparaître que ces sept députés, dont six membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), sont poursuivis "beaucoup plus pour leur attitude et leurs opinions que pour des actions précises".

Le gouvernement turc reproche au DEP d'être le porte-parole au parlement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en lutte armée contre Ankara dans le sud-est anatolien à majorité kurde, et qu'il considère comme une organisation terroriste.

M. Dumas a noté que l'action judiciaire engagée contre ces députés --dont l'immunité parlementaire a été levée début mars mais la Cour Constitutionnelle a invalidé cette décision concernant l'un d'eux-- avait atteint la fin d'une première phase de droit interne avec leur inculpation pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat" et l'incarcération de six d'entre eux. "Cela ouvre donc les portes des recours internationaux", a-t-il dit.

Enfin, l'ancien ministre a indiqué que cette affaire l'amènerait probablement à faire de nouveaux séjours en Turquie. Il n'a d'ailleurs pas exclu d'assurer la défense des députés en Turquie même, "si possible". De source informée, on indique que rien en principe ne s'oppose à ce qu'un avocat étranger plaide en Turquie, à condition que cela soit en langue turque.

HC/bw

AFP 221727 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

turkish daily news

Thursday, June 23, 1994

**LATE NEWS****Lawyers urge Council of Europe to suspend Turkey**

Reuters

STRASBOURG, France- Fourteen European lawyers, including two former French ministers, appealed to the European Commission on Human Rights on Wednesday to protect six Kurdish members of Parliament imprisoned in Turkey. The group, including former Socialist foreign minister Roland Dumas, also urged the 32-nation Council of Europe, the commission's parent organization, to suspend Turkey's membership until it changed "policy toward the Kurdish people." The Kurdish members of Parliament have been detained on treason charges that carry a maximum death penalty since last March, when the Turkish National Assembly lifted their immunity, a decision upheld by the country's Constitutional Court. The lawyers claimed their detention violated four articles

of the European Convention on Human Rights, protecting members of Parliament from politically-motivated arrest and imprisonment, upholding freedom of speech and barring discrimination on grounds of race or language.

The Commission must first decide whether the complaint is admissible before it can be heard by the European Court of Human Rights. Dumas told reporters the Council of Europe's parliamentary assembly, which passed a resolution on April 13 calling for the deputies' release, would examine a motion calling for Turkey's suspension next Monday. Five other Kurdish members of the since-dissolved Democracy Party (DEP) have fled to Belgium and another to Germany. The Turkish authorities accuse them of complicity with the Kurdistan Workers' Party (PKK) separatist movement.

**Le Monde - 24 juin 1994****TURQUIE****Un collectif d'avocats dépose un recours contre Ankara devant la Cour européenne des droits de l'homme**

Roland Dumas et Ségolène Royal agissant, mercredi 22 juin, au nom d'un collectif de quatorze avocats dont six Français, ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme contre le gouvernement turc, nous signale notre correspondant à Strasbourg, Marcel Scotto. L'action des anciens ministres socialistes des affaires étrangères et de l'environnement vise l'incarcération, en mars dernier, de six députés d'origine kurde accusés de menées séparatistes et d'atteinte à la sécurité de l'Etat. Quarante-huit heures après la

levée de leur immunité par le Parlement d'Ankara, ils avaient été écroués. Les requêtes se fondent sur plusieurs articles de la convention de Strasbourg portant sur la liberté d'expression et le droit à un procès public et équitable.

**« Procédure politique »**

Outre la voie judiciaire, M. Dumas a engagé une « procédure politique ». Le groupe socialiste de l'Assemblée du Conseil de l'Europe a accepté

de demander la tenue d'un débat d'urgence sur cette question au cours de la session de la semaine prochaine. L'objectif, indique encore notre correspondant, est d'obtenir la suspension de la représentation turque (douze députés) au sein de l'hémicycle et, au-delà, de faire pression sur le comité des ministres du Conseil de l'Europe afin qu'il sanctionne la Turquie sous la forme d'une exclusion provisoire.

Par ailleurs, la Cour européenne a tenu mercredi à Strasbourg, pour la première fois, une audience consacrée à un recours contre l'Etat turc dans une affaire impliquant une ressortissante chypriote grecque et déferée à la Cour par le gouvernement chypriote.

**Accusations rejetées**

De son côté, le gouvernement

turc a rejeté mercredi le dernier rapport d'Amnesty international (*le Monde* du 23 juin). Le porte-parole de la diplomatie d'Ankara, Ferhat Ataman, a jugé que l'organisation de défense des droits de l'homme « se trompe complètement à propos de la Turquie » et que ses accusations « n'ont rien de vrai ».

Sur place, trois attentats dans des stations balnéaires ont fait près de vingt blessés, dont des touristes étrangers. Mardi, une bombe explosait dans une cafétéria de Fethiye puis deux, mercredi à Marmaris, également sur la côte de la mer Egée. Les autorités attribuent ces attentats - en dépit d'une revendication du Jihad islamique pour l'un d'entre eux - au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a lancé depuis l'année dernière une campagne contre les intérêts touristiques de la Turquie.

EUROPE

# Conseil de l'Europe: vers une «suspension» de la Turquie?

••• La Turquie, gravement mise en cause dans la lutte qu'elle mène contre le séparatisme kurde, risque-t-elle une suspension au Conseil de l'Europe, du moins au niveau de la représentation parlementaire? C'est le sens d'une démarche entreprise hier à Strasbourg par les anciens ministres Roland Dumas et Ségolène Royal.

Une démarche double puisque Roland Dumas et Ségolène Royal, avec un collectif de douze autres avocats européens, sont les défenseurs des six députés turcs d'origine kurde emprisonnés depuis mars dernier. A ce titre, ils ont déposé une requête auprès de la Commission des droits de l'homme, où sont dénoncés les articles de la Convention violés par la Turquie.



**Pour défendre six députés turcs emprisonnés depuis mars dernier, Roland Dumas et Ségolène Royal ont déposé hier une requête auprès de la Commission des droits de l'homme. (Photo DNA)**

Mais cette procédure à caractère juridictionnel concerne pour l'instant que l'emprisonnement des six élus et non les derniers développements de la question kurde, comme tout récemment, l'interdiction du parti politique

DEP. Voilà pourquoi l'ancien ministre Roland Dumas entend aussi «conclure une procédure politique», c'est à dire saisir l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe par l'intermédiaire du groupe socialiste.

Or, le bureau doit se réunir lundi et la question kurde pourrait fort bien figurer à l'ordre du jour de la session de la semaine prochaine pour que, selon Roland Dumas, soit éradiqué «ce cancer au sein du Conseil de l'Europe» que serait la Turquie qui, dans l'état actuel, ne peut siéger au sein de l'Europe des droits de l'homme. En d'autres termes, une suspension pourrait être demandée.

## Droits de l'homme: Amnesty accuse

D'ailleurs, selon un rapport d'Amnesty international publié mardi à Londres, la situation des droits de l'homme «empire d'heure en heure» en Turquie: «Il y a chaque semaine plus de personnes envoyées en prison sous l'accusation de propagande sépara-

tiste pro-kurde; des assassinats s'apparentant à l'action d'escadrons de la mort sont signalés presque chaque jour, et le nombre de disparitions augmente de manière alarmante», écrit Amnesty.

Ce rapport indique encore que, depuis le début de l'année 1994, au moins 24 opposants ont disparu sans laisser de traces, alors que les cadavres de «nombreux autres» ont été retrouvés après leur enlèvement.

La situation est particulièrement alarmante dans le Kurdistan turc où, selon Amnesty, 871 villages ont été évacués de force ou incendiés par les forces gouvernementales.

Depuis mars, plus de 8.000 personnes auraient été ainsi contraintes de se réfugier au Kurdistan irakien.

Le rapport condamne également les violations des droits de l'Homme de la part des séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), y compris des meurtres de civils, de journalistes et de responsables politiques locaux. **Jean-Claude Kiefer**

Monday, June 27, 1994

turkish daily news

## FROM THE COLUMNS

### Turkey under pressure at European Council

From a June 26 article by HÜRRIYET's Sedat Ergin: With the Constitutional Court decision to close down the Democracy Party (DEP), the status of the deputies who were formerly members of DEP becomes crucial from the standpoint of Turkey's relations with the western world.

A significant number of the telegrams pouring into the Foreign Ministry from Turkish embassies in western capitals relay the reactions to the latest developments concerning the DEP.

At this stage French socialists seem to have taken the lead in the anti-Turkish movement which is taking shape in Europe. Former French Foreign Minister Roland Dumas has agreed to act as the defense attorney for the DEP deputies who have filed a complaint at the European Human Rights Commission.

In their complaint to the Commission the former DEP deputies maintain that the Constitutional Court decision to close down the party is not compatible with the European Human Rights Declaration provisions upholding freedom of thought and banning discrimination.

Earlier, when the People's Labour Party (HEP), the DEP's predecessor was closed down, a similar complaint had been made to the European Human Rights Commission. Currently the Commission is debating whether to take this complaint into consideration.

If the Commission concludes that the application is worth considering, the decisions concerning the HEP and the DEP will come only as a result of a legal battle which will go on for years.

Here, the important point is that the Commission is questioning for the first time whether the 1982 Constitution currently in force in Turkey and which was prepared under military rule is in line with the European Human Rights Declaration.

What is of more urgent concern to Turkey these days than the potential reaction of the Commission is the actual reaction taking shape in European parliaments. Strasbourg is the most important center in that respect because this issue will be main item on the agenda of the Council of Europe Parliamentary Assembly session which begins there on June 27.

According to the information reaching Ankara, the draft resolutions being prepared in Strasbourg include a motion which would suspend Turkey's membership in the Council of Europe. Though the Assembly may stop short of taking such a radical step, there is a strong possibility that a resolution severely condemning Turkey will be passed.

When one looks at these troublesome developments on the European front, one can not help but notice a bizarre aspect of all this. It is as if Turkey at the Council of Europe has returned to the painful years of the 1980 military coup when democracy and human rights were suspended. At that time, Turkey was being governed by a military council comprising five generals who did not account for their actions to anyone.

Though they were issuing strongly-worded statements criticizing the European Council attitude towards Turkey at that time, members of that military council did not want to sever Turkey's relations with the European Council.

Now Turkey has, instead of a military council, a coalition government, with a prime minister who appeared on the political scene with liberal tendencies and a social democrat deputy prime minister. Yet, no one knows what the coalition partners think about the dangerous course Turkey's relations with the West in general and with Europe in particular, are now taking. Turkey must immediately stop this dangerous escalation of the conflict with Europe before its relations with the West suffer a serious blow. Our Parliament is the body which must achieve that.

The only way to dispel negative judgments about Turkey which seem to be taking root in the western world, would be for Parliament to amend the Article 84 of the Constitution and restore the legislative immunity of the deputies of DEP origin. It is a pity that Parliament has gone into summer recess before agreement could be reached on the proposed constitutional amendments. So the only way out of this problem seems to be blocked. This summer we will all see how the failure to formulate solutions within the country makes Turkey face insoluble problems in its relations with the West.



## DIPLOMATIE

L'assemblée du Conseil de l'Europe examine des sanctions contre Ankara

## Un avertissement à la Turquie pour sa politique vis-à-vis des Kurdes

A la demande du groupe socialiste, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe devait examiner, jeudi 30 juin, une demande d'exclusion temporaire de la Turquie, à la suite de l'incarcération et de la mise en accusation, en mars dernier, de six députés kurdes (le Monde du 24 juin).

Même si le Conseil de l'Europe décidait de ne pas sanctionner la Turquie, cet épisode sera un avertissement pour le gouvernement d'Ankara, objet des critiques en raison de sa politique vis-à-vis des Kurdes du Sud-Est, fondée sur le « tout-répressif » d'une logique exclusivement militaire.

La justification des autorités turques tient en deux points : d'une part, en dehors des difficultés économiques propres à la région, il n'existe pas de « problème kurde », les Kurdes sont des citoyens turcs comme les autres, ni plus ni moins ; d'autre part, les forces de sécurité turques ne font que lutter par les moyens les plus adéquats contre le terrorisme du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Au-delà même de la seule Turquie, les Kurdes, même s'ils s'entre-déchirent, forment bel et bien un peuple, réparti sur plusieurs pays, dont l'existence constitue précisément l'une des sources d'instabilité permanente de la région. En Turquie les quelques 12 millions de Kurdes forment une communauté – avec sa langue, sa culture, ses problèmes propres – qui demande que ses droits soient

reconnus. Les Kurdes ne font ainsi que s'inscrire dans un mouvement général qui voit partout les minorités revendiquer leurs droits de plus en plus vivement. Cette revendication ne saurait être assimilée aux visées indépendantistes qui semblent rester celles du PKK, en dépit des dénégations officielles de ce mouvement.

Quant au second argument d'Ankara, il n'est guère plus défendable. Nul ne songerait à soutenir le PKK, qui ne se contente pas de mener une guerrilla contre les soldats d'Ankara, mais pratique un terrorisme (attentats aveugles, exécutions, enlèvements de civils) dont la population est aussi la victime. Cela ne suffit pas à justifier que l'armée brûle les villages et mène une répression sans pitié contre toute une population accusée de servir de vivier au PKK. Surtout quand le pouvoir s'emploie à étouffer toute expression des revendications kurdes dans un cadre légal et démocratique, jetant ainsi une partie de la jeunesse dans les bras de cette organisation. Sans même parler des actions menées par des mystérieux « escadrons de la mort », dont tout laisse à penser que certains entretiennent, au moins, des liens avec les forces de sécurité. L'honneur d'une démocratie consiste, précisément, à refuser de répondre au terrorisme avec les mêmes armes.

Or les témoignages sont si nombreux et si concordants qu'il semble difficile de conserver le moindre doute sur la gravité des atteintes aux droits de l'homme imputables au pouvoir : le dernier rapport en date est celui d'Amnesty international, qui est allé jusqu'à affirmer que la situation des droits de l'homme empire « d'heure en heure », notamment au Sud-Est, mais pas uniquement (le Monde du 23 juin). Les Kurdes et ceux

qui sympathisent avec leur cause ne sont pas les seuls à faire l'objet de la sollicitude du gouvernement, qui pourchasse les auteurs de délits d'opinion « classiques », c'est-à-dire tout simplement ceux qui critiquent un peu trop vivement les atteintes à la démocratie portées par le régime. Dans ces conditions, il devenait de plus en plus difficile pour les pays européens de ne pas adresser un coup de semonce à Ankara.

Vis-à-vis de l'Union européenne, la Turquie nourrit une sorte de « complexe musulman ». On a tôt fait, dans les cercles dirigeants du pays, de mettre au compte d'une réaction de défense de l'Occident chrétien les critiques qui sont adressées au pays, officiellement candidat à l'entrée dans l'Union. Nier toute réalité à cet argument serait hypocrite : il est clair que, même si là n'est pas le principal obstacle au rapprochement avec l'Union, tout le monde n'a pas envie de voir une nation de soixante millions d'habitants, musulmans à 99 %, rejoindre les rangs de l'UE. L'attitude des Occidentaux face aux conflits en Azerbadjian et en Bosnie a renforcé ces dernières années ce « complexe » des Turcs. Mais les rigidités d'Ankara, renforcent à l'inverse cette défiance latente des Européens et aboutissent à dilapider un capital de sympathie réel lui aussi, à gâcher les chances offertes par le dynamisme impressionnant de ce pays jeune.

## Le blocage chypriote

D'où le problème auquel se heurte, par exemple, la diplomatie française, soucieuse de ménager la Turquie, à cause de son importance à la fois géopolitique et commerciale, notamment en matière d'exportation d'équipements militaires. En

visite à Ankara cette semaine, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq a indiqué : « nous cherchons à rassurer les Turcs [sur leurs relations avec l'Union européenne] », tout en ajoutant que la question des droits de l'homme demeure un problème « pour un pays comme la France qui souhaite être l'avocat de la Turquie dans l'Union européenne ». « Nous avons des difficultés avec notre propre opinion », a-t-il admis.

Le blocage de la Turquie dans le conflit chypriote fournit un autre exemple de ces difficultés : après des mois et des années de patience, les Douze ont fini, semble-t-il, par se convaincre que, sauf miracle, Ankara, occupant sans droit ni titre du nord de l'île, ne bougera pas d'un pouce, empêchant tout progrès vers une solution politique pour mettre fin à une partition qui dure depuis vingt ans. Résultat : au 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'Europe pourrait engager avec la seule partie grecque de l'île des négociations d'adhésion. Celles-ci ne déboucheraient certes pas tout de suite – afin de rassurer les Turcs après les décisions du sommet de Corfou, Bertrand Dufourcq, secrétaire général du Quai d'Orsay a souligné qu'un nouvel élargissement ne pourrait pas avoir lieu « avant le début du XXI<sup>e</sup> siècle » (1) – mais elles aggraveraient la fracture entre les deux communautés chypriotes, jetteraient un peu plus la « République turque de Chypre du Nord » (« RTCN », auto-proclamée, reconnue seulement par Ankara) dans les bras de la Turquie, rendraient encore plus amère l'attente de cette dernière aux portes de l'Europe.

JEAN-LOUIS ANDREANI

(1) Dans les conclusions du récent sommet de Corfou, les Douze indiquent que « la prochaine phase de l'élargissement de l'Union inclura Chypre et Malte ».



## **La Cour Constitutionnelle turque rejette le recours des avocats, sans motiver sa décision**

Le 21 mars 1994, la Cour Constitutionnelle turque a rejeté, sans exposé de motifs, le recours en annulation introduit par les avocats des députés kurdes privés de leur immunité. Ceux-ci avaient relevé que la décision du Parlement turc contrevenait sur le fond et dans la forme aux articles 83, 84, 90 et 153 de la Constitution et à plusieurs dispositions du Règlement intérieur du Parlement. Mais la Cour, dont les juges ont été, pour la plupart, nommés par le régime militaire, a fait passer les impératifs politiques avant les arguments juridiques. L'arrêt de la Cour Constitutionnelle étant sans appel, les avocats ont pu introduire un recours devant la Commission européenne des droits de l'homme afin de demander la condamnation de l'Etat turc pour violation de la Convention européenne des droits de l'homme. Un collectif d'une quinzaine d'avocats de plusieurs pays européens, comprenant notamment M. Roland Dumas et Mme. Ségolène Royal, s'est constitué pour assurer la défense des députés kurdes persécutés.

N° de dossier : 1994/8  
N° de décision : 1994/27  
Jour de décision: 21.3.1994

Le 21 mars 1994 il a été décidé à l'unanimité de rejeter le pourvoi demandant l'annulation pour non conformité avec la Constitution et avec le Règlement interne de la GANT,\* la décision n° 303 du 3 mars 1994, la Grande Assemblée Nationale de Turquie, publiée dans le numéro 21866 daté du 3 mars 1994 de la Gazette Officielle, relative à la levée d'immunité législative de la députée Diyarbakir Leyla ZANA.

Président  
Yekta Güngör ÖZDEN

Vice-président  
Güven DİNÇER

Membre  
Ihsan PEKEL

Membre  
Selçuk TÜZÜN

Membre  
Ahmet N. SEZER

Membre  
Hasim KILIÇ

Membre  
Yalçın ACARGÜN

Membre  
Mustafa BUMIN

Membre  
Sacit ADALI

Membre  
Ali HÜNER

Membre  
Lütfi F. TUNCEL

*Copie certifiée  
conforme à l'original*

\* GANT: Abréviation de la Grande Assemblée Nationale de Turquie, pour rendre l'abréviation turque TBMM (NdT).

N° de dossier : 1994/20  
N° de décision : 1994/39  
Jour de décision: 21.3.1994

Le 21 mars 1994 il a été décidé à l'unanimité de rejeter le pourvoi demandant l'annulation pour non conformité avec la Constitution et avec le Règlement interne de la GANT,\* la décision n° 301 du 3 mars 1994, la Grande Assemblée Nationale de Turquie, publiée dans le numéro 21866 daté du 3 mars 1994 de la Gazette Officielle, relative à la levée d'immunité législative du député de Mardin Ahmet TÜRK.

Président  
Yekta Güngör ÖZDEN

Vice-président  
Güven DINÇER

Membre  
Ihsan PEKEL

Membre  
Selçuk TÜZÜN

Membre  
Ahmet N. SEZER

Membre  
Hasim KILIÇ

Membre  
Yalçın ACARGÜN

Membre  
Mustafa BUMIN

Membre  
Sacit ADALI

Membre  
Ali HÜNER

Membre  
Lütfi F. TUNCEL

*Copie certifiée  
conforme à l'original*

---

\* GANT: Abréviation de la Grande Assemblée Nationale de Turquie, pour rendre l'abréviation turque TBMM (NdT).

### *Extraits d'articles de la constitution turque*

#### III. Non abus des droits et libertés fondamentaux

ARTICLE 14: Aucun des droits et libertés fondamentaux inscrits dans la Constitution ne peut être exercé dans le but de porter atteinte à l'intégrité indivisible de l'Etat du point de vue de son territoire et de sa nation, de mettre en danger l'existence de l'Etat et de la République turcs, d'anéantir les droits et libertés fondamentaux, de faire diriger l'Etat par une personne ou par un groupe de personnes ou d'établir l'hégémonie d'une classe sociale sur les autres classes sociales, de susciter des distinctions de langue, de race, de religion ou de secte ou d'instaurer par une autre voie, quelle qu'elle soit, un ordre étatique fondé sur ces conceptions et idées.

La loi fixe les sanctions applicables à ceux qui violent ces interdictions ou encouragent ou incitent les autres à les violer.

Aucune disposition de la Constitution ne peut être interprétée en ce sens qu'elle accorderait le droit de mener des activités destinées à anéantir les droits et libertés inscrits dans la Constitution.

#### 4. Immunité parlementaire

ARTICLE 83: Les membres de la Grande Assemblée Nationale de Turquie ne peuvent être tenus responsables ni des votes émis et des paroles prononcées par eux lors des travaux de l'Assemblée, ni des opinions qu'ils professent à l'Assemblée, ni de leur répétition ou diffusion en dehors de l'Assemblée, à moins que l'Assemblée n'en ait décidé autrement au cours d'une séance déterminée sur proposition du Bureau présidentiel.

Aucun député accusé d'avoir commis un délit avant ou après les élections ne peut être arrêté, interrogé, détenu ou jugé sans décision de l'Assemblée. Les cas de flagrant délit passibles d'une peine lourde et les cas prévus par l'article 14 de la Constitution, à condition que les poursuites y afférentes aient été entamées avant les élections, font exception à cette disposition. Toutefois, l'autorité compétente est tenue en ce cas d'informer la Grande Assemblée Nationale de Turquie de la situation sans délai et d'une manière directe.

L'exécution d'une condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un membre de la Grande Assemblée Nationale de Turquie avant ou après les élections est reportée jusqu'à ce qu'il perde la qualité de membre; la prescription ne court pas pendant la durée de son mandat.

En cas de réélection d'un membre, l'enquête et les poursuites dont il fait l'objet sont subordonnées à une nouvelle levée de son immunité par l'Assemblée.

Les groupes parlementaires des partis politiques à la Grande Assemblée Nationale de Turquie ne peuvent pas débattre de l'immunité parlementaire ni prendre de décision à ce sujet.

### 5. Déchéance de la qualité de membre

ARTICLE 84: Il est statué sur la déchéance de la qualité de membre à la majorité absolue du nombre total des sièges à l'encontre des députés qui ont démissionné, ont été frappés d'interdiction ou condamnés pour un délit entraînant l'inéligibilité, ou qui, après avoir démissionné de leur parti ont adhéré à un autre parti ou ont accepté un poste au sein du Conseil des ministres, sous réserve des gouvernements électoraux; ou qui ont accepté une mission incompatible avec la qualité de membre, ou qui se sont abstenus sans excuse de prendre part aux travaux de l'Assemblée pendant un total de cinq journées de réunion au cours d'un mois.

Le député qui démissionne de son parti ne peut, lors des élections suivantes, être désigné comme candidat par les instances centrales d'aucun des partis qui existaient à la date de cette démission.

Dans les cas où la Cour Constitutionnelle prononce la dissolution définitive d'un parti politique, les députés qui sont désignés dans son arrêt comme ayant provoqué cette dissolution par leurs activités ou leurs paroles et ceux qui étaient membres dudit parti à la date d'intentement de l'action en dissolution cessent d'avoir la qualité de membre de l'Assemblée à la date de la notification de l'arrêt au Bureau présidentiel de la Grande Assemblée Nationale de Turquie.

### 8. Arrêts de la Cour Constitutionnelle

ARTICLE 153: Les arrêts de la Cour Constitutionnelle sont définitifs. Les arrêts d'annulation ne peuvent être rendus publics avant que leurs motifs n'aient été rédigés.

Lorsqu'elle annule une loi ou un décret-loi ou une de leurs dispositions, la Cour Constitutionnelle ne peut pas se substituer au législateur en établissant une disposition susceptible d'entraîner une application nouvelle.

La loi, le décret-loi ou le Règlement intérieur de la Grande Assemblée Nationale de Turquie ou celle de leurs dispositions qui a été annulé cesse d'être en vigueur à la date de la publication de l'arrêt d'annulation au Journal officiel. En cas de nécessité, la Cour Constitutionnelle peut aussi fixer la date d'entrée en vigueur de la décision d'annulation. Cette date ne peut dépasser d'un an la date de la publication de l'arrêt au Journal officiel.

Dans le cas où l'entrée en vigueur de la décision d'annulation est différée, la Grande Assemblée Nationale de Turquie délibère et se prononce en priorité sur les projets ou propositions de lois visant à combler le vide juridique entraîné par l'arrêt d'annulation.

Les arrêts d'annulation ne sont pas rétroactifs.

Les arrêts de la Cour Constitutionnelle sont immédiatement publiés au Journal officiel et lient les organes du législatif, de l'exécutif et du judiciaire ainsi que les autorités administratives et les personnes physiques et morales.

#### D. Approbation des conventions internationales

ARTICLE 90: La ratification des conventions conclues avec les Etats étrangers et les organisations internationales au nom de la République de Turquie est subordonnée à la confirmation de leur ratification par la Grande Assemblée Nationale de Turquie en vertu d'une loi.

Les conventions régissant les relations économiques, commerciales ou techniques et dont la durée ne dépasse pas un an peuvent, à condition de n'entraîner aucune charge pour les finances de l'Etat et de ne pas porter atteinte à l'état des personnes ni aux droits de propriété des Turcs à l'étranger, être mises en vigueur par simple publication. Dans cette éventualité, les conventions en question sont portées à la connaissance de la Grande Assemblée Nationale de Turquie dans les deux mois suivant leur publication.

Les accords d'application fondés sur une convention internationale et les accords économiques, commerciaux, techniques ou administratifs conclus en vertu d'une habilitation législative ne doivent pas être approuvés par la Grande Assemblée Nationale de Turquie; toutefois, les accords économiques et commerciaux ou concernant les droits de particuliers conclus conformément au présent alinéa ne peuvent être mis en vigueur avant leur publication.

La disposition du premier alinéa s'applique à la conclusion de tout accord entraînant une modification de la législation turque.

Les conventions internationales dûment mises en vigueur ont force de loi. Elles ne peuvent pas faire l'objet d'un recours en inconstitutionnalité devant la Cour Constitutionnelle.

# Constitutional Court to rule on lifting of DEP immunities

Experts say the court could cancel parliamentary decision lifting immunities of deputies on legal grounds, but court sources say that may not be the case...

turkish daily news

Monday, March 21, 1994

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The Constitutional Court will make its ruling today in the case of the eight deputies who are appealing against the parliamentary decision to lift their legislative immunity. Legal experts said the court could accept the objections of pro Kurdish Democracy Party (DEP) deputies that the Parliamentary action was unconstitutional.

However, sources close to the Constitutional Court said the chief justices feel the DEP appeal should be turned down.

According to constitutional law experts, True Path Party (DYP) Chairperson and Prime Minister Tansu Çiller violated Article 83 of the constitution by her actions before the vote in Parliament.

According to this article parliamentary groups are not allowed to discuss, or take decisions about, the immunity issue. But Çiller had convened a meeting of DYP deputies on the day of the vote and in her speech had argued in favour of lifting the DEP deputies' immunity.

After the immunity had been lifted and the case against the deputies was being

investigated by the courts, the prime minister continued making statements accusing the deputies of supporting terrorism. This could be construed as an attempt to influence the judiciary. Legal sources believe that these actions may provide sufficient grounds for the Constitutional Court to reverse the parliamentary decision.

However, there is also speculation that the court would not want to come up with a damaging verdict on this sensitive issue and anger the public by taking a step which would be regarded as "lenient" towards the Kurdish deputies.

If the court decides in the MPs favor, and after publication of the decision in the Official Gazette, those deputies who are in detention will have to be released immediately because they will have effectively regained their legislative immunity. Pointing out that the chief prosecutor of the state security court may again ask for the removal of some deputies' legislative immunity, on the grounds of new charges being brought against them, constitutional law experts said, "In that case, attention should be focused on the Constitutional Court's jus-

tification for the cancellation of the first parliamentary decision, and thus no new decision should be passed in Parliament which may end with another annulment."

In the meantime, the DEP deputy chairman Remzi Kartal issued a written statement criticizing two private TV channels for broadcasting the recording of a telephone conversation claimed to have taken place between two DEP deputies.

He said that the recording of the conversation, thought to be between DEP deputies Ahmet Türk and Leyla Zana, is not authentic and claimed that it was fabricated by the chief prosecutor of the State Security Court and delivered to the two TV stations.

"We are protesting against the prosecutors who are refusing to grant access to the files of the DEP deputies, and against the media which has been serving the interests of the prosecutors. We are calling people to assist us in fighting those who want to halt the democratic process in Turkey.

Otherwise, no one will be secure — least of all opposition parties — and the blackmail, the intrigue and defamatory remarks will lead to other politicians

## Demiral: DEP deputies are political flank of terrorists

*Prosecutor says MP telephones not tapped*

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Ankara's State Security Court (DGM) chief prosecutor, Nusret Demiral, said on Friday that six Kurdish deputies arrested by the court were "the political flank of an illegal organization" and repeated that he would charge the rest if Parliament lifted their immunity.

Demiral held a press conference at the Ankara police center's special anti-terrorism department, which was used after the 1980 military coup as a center known as DAL (In-Depth Investigation Laboratories) for interrogation of political activists.

"I especially thank the Ankara police for their assistance and good work in our investigation related to this group which targets the state," he said, referring to the parliamentarians. Sitting in a room with a television monitoring a modern interrogation chamber which is rarely used, Demiral explained to journalists that his investigation related to the deputies was conducted in a very modern atmosphere.

He also said, however, that the six MPs, five from the Kurdish-based Democracy Party (DEP) and one independent, were interrogated "on every issue and all of their activities." According to law, MPs whose immunity is lifted can only be questioned and charged with the offense which Parliament has been informed about in advance and which is the basis of the immunity lifting.

When asked whether his attitude conflicted with current laws and the Constitution, Demiral told the TDN that it did not. He recalled that he had petitioned Parliament as early as November 1991 to put the MPs on trial, and that in this letter he had warned that "these people disguised as deputies would insistently continue with their activities."

This charge, he argued, gave him the authority to investigate everything they did.

Asked by the TDN whether the "evidence" in the form of tape recordings of telephone conversations had been collected with a court warrant and in a legal way, Demiral denied that anyone had "tapped" telephones of the MPs.

"We have determined all telephone conversations with leaders of the illegal organization," he said, referring to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). He did not elaborate on which modern technique was used to tape these conversations made from Middle East countries and Europe. He said, however, "we did not listen to the telephones of parliamentarians."

Demiral explained in the conference that he had demanded the death sentence for all of the deputies because they had committed a "major crime." The death penalty is demanded under Article 125 of the Turkish Penal Code on "treason and crimes committed against the indivisible integrity of the state." When reminded that this article had in the past been used only for "armed crimes and leaders of armed organizations," Demiral explained that this had been the case, but this time there was a political crime.

"An action can be committed with arms and without arms," he said, describing parliamentarians from the Democracy Party (DEP) as "the political flank of an illegal organization." Questioned by the TDN on whether the deputies really had to be arrested for trial, Demiral said they had committed serious crimes. "Where do you expect us to put these people who are trying to wreck the state?" he asked.

Demiral also said he had some 30 dossiers related to the crimes committed by these deputies and that the investigation would continue although there was to be no new suspects.

turkish daily news — March 19, 1994

## **La dissolution du Parti de la Démocratie (DEP) et la déchéance de 13 de ses 17 parlementaires de leur mandat de députés.**

Le 16 juin Cour Constitutionnelle turque a décidé d'interdire le Parti de la Démocratie (DEP) et de déchoir 13 des 17 députés de ce parti qui s'employait à exprimer par des moyens pacifiques et légaux les aspirations de la population kurde de Turquie. La décision d'interdiction est motivée par des propos tenus par le président général de ce parti le 29 mai 1993 à Bonn, en Allemagne Fédérale, et le 15 août 1993 à Erbil, au Kurdistan irakien, ainsi que par un communiqué intitulé «**Appel à la paix du Parti de la Démocratie**» émanant du comité exécutif de ce parti et demandant qu'un terme soit mis à la guerre qui déchire depuis des années les provinces kurdes du pays.

13 députés kurdes sont donc déchus de leur mandat parlementaire pour des propos et écrits du président et d'un organe de leur parti, au nom de la «**responsabilité collective**». Pour des raisons purement politiques 4 députés sont arbitrairement exemptés de cette «responsabilité» afin d'éviter que le nombre de sièges vacants n'atteigne le chiffre fatidique de 23 (5% des effectifs du Parlement) qui nécessiterait l'organisation d'élections partielles non souhaitées par un pouvoir en crise.

### **Les 13 députés déchus de leur mandat sont:**

Ahmet TÜRK, Ali YIGIT, Sirri SAKIK, Leyla ZANA, Hatip DICLE, Sedat YURTDAS, Selim SADAK, Orhan DOGAN, Zubeyir AYDAR, Naif GÜNES, Mahmut KILINÇ, Remzi KARTAL et Nizamettin TOGUÇ. 5 d'entre eux, Mme. Leyla ZANA, MM. Hatip DICLE, Orhan DOGAN, Sirri SAKIK, Ahmet TURK ainsi que le député non inscrit Mahmut ALINAK se trouvent depuis le 4 mars en détention préventive et sont poursuivis par la Cour de Sûreté d'Etat d'Ankara qui requiert contre eux la peine de mort pour délit d'opinion, en vertu de l'article 125 du Code pénal turc.

A ce jour, 74 dirigeants du DEP, dont le député de Mardin Mehmet SINCAR, ont été assassinés par la contre-guérilla turque.

Cette tentative courageuse de bâtir un pont entre Kurdes et Turcs, de chercher par le dialogue, le débat et les moyens démocratiques une solution au problème des 15 millions de Kurdes en Turquie finit donc sous le couperet des juges d'une Cour Constitutionnelle nommés par les auteurs du Coup d'Etat militaire de septembre 1980, appliquant imperturbablement les lois et la Constitution imposées par les militaires, contraires aux normes universelles de la démocratie et des droits de l'homme.

Voici le texte de l'arrêt de la Cour Constitutionnelle turque:



(Traduction du turc)

## ARRÊT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE TURQUE PORTANT À LA DISSOLUTION DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE

N° de dossier : 1993/3

N° d'arrêt: 1994/2

Date d'arrêt: 16.6.1994

Le Procureur Général de la Cour de Cassation, par le réquisitoire n° SP.52.HZ. 1993/55, daté du 2.12.1993, a demandé la dissolution du Parti de la Démocratie en vertu de l'article 101 de la loi n°2820 relative aux partis politiques. Après délibérations, la Cour Constitutionnelle réunie le 16.6.1994 a décidé ce qui suit:

1 - Vu que les propos tenus par son président général, Yasar Kaya, le 29.5.1993 à Bonn en Allemagne Fédéral et le 15.8.1993 à Erbil en Irak et le communiqué de son Comité exécutif central intitulé «Appel à la paix du Parti de la Démocratie»<sup>1</sup> contreviennent à la Constitution et aux alinéas (a) et (b) des articles 78 et 81 de la Loi relative aux partis politiques, le Parti de la Démocratie est DISSOUS en vertu de l'alinéa (b) de l'article 101 de ladite loi; Yilmaz ALIEFENDIOGLU\* a exprimé l'avis que «le communiqué du Comité central exécutif ne peut être un motif pour la dissolution» et la décision sur le fond a été votée à l'UNANIMITÉ;

2- En vertu de l'alinéa dernier de l'article 84 de la Constitution les députés Ahmet TÜRK, Ali YIGIT, Sirri SAKIK, Leyla ZANA, Hatip DICLE, Sedat YURTDAS, Selim SADAK, Orhan DOGAN, Zubeyir AYDAR, Naif GÜNES, Mahmut KILINÇ, Remzi KARTAL et Nizamettin TOGUÇ qui étaient le 2.12.1993, date de l'ouverture du procès visant à la dissolution du Parti de la Démocratie, membres de ce parti, seront déchus de leur mandat de député le jour de la notification du présent arrêt à la présidence de la Grande Assemblée Nationale de Turquie; vu que Hasim KILIÇ\* a fait valoir «qu'à la date du procès en dissolution les députés Mahmut ALINAK, Muzaffer DEMIR, Mahmut UYANIK et Mehmet Emin SEVER étaient également des membres de ce parti et qu'ils devraient de ce fait être déchus de leur mandat»; Yilmaz ALIEFENDIOGLU\* est d'avis que «cette partie de l'alinéa relève de l'exécution et qu'il n'y a pas lieu d'en décider», la décision a été prise à LA MAJORITÉ DES VOIX;

<sup>1</sup> Voir le texte de cet appel en p.119-121

\* Membre de la Cour Constitutionnelle (NdT).

3- Il a été décidé à l'UNANIMITÉ que tous les biens du Parti incriminé seront dévolus au Trésor public en vertu de l'article 107 de la loi n°2820;

4- Il a été décidé à l'UNANIMITÉ d'envoyer copies de cette décision à la présidence de la Grande Assemblée Nationale de Turquie pour l'informer du sort des députés, au Premier ministre et au Parquet en chef de la République de la Cour de Cassation aux fins de pourvoir à l'exécution des formalités légales prévues par l'article 107 de la loi 2820.

Vice-président  
Güven DINÇER

Membre  
Yılmaz ALIEFENDIOGLU

Membre  
Ihsan PEKEL

Membre  
Selçuk TÜZÜN

Membre  
Ahmet N. SEZER

Membre  
Hasim KILIÇ

Membre  
Yalçın ACARGÜN

Membre  
Mustafa BUMIN

Membre  
Sacit ADALI

Membre  
Ali HÜNER

Membre  
Lütfi F. TUNCEL

---

\* *Membre de la Cour Constitutionnelle (NdT).*

Saturday, June 18, 1994

turkish daily news

# DEP deputies refuse to return from Europe

*Turkish Daily News*

**ANKARA/BRUSSELS-** Six Turkish Parliamentarians of Kurdish origin announced in Brussels on Friday that they would not return to their home country for fear of persecution by Turkish authorities. They said they would continue political activities abroad and could even consider asking political asylum. Diplomatic sources said that with the closing down of the country's only Kurdish-based party and the possible defection of elected members of parliament, Turkey's international human rights record was expected to receive a serious blow. Friday's development came a day after the Constitutional Court permanently disbanded the Democracy Party (DEP) and ordered the seizure of all its assets and properties. The decision was taken unanimously by members of the supreme court after approximately ten hours of debate.

"Turkey, by closing down the DEP, has shown that it is not a democratic judicial state," a statement issued by the deputies in Brussels said. "We will stay and be the voice of our imprisoned friends and of our disbanded party," added Remzi Kartal, deputy for Van province.

The party's attorney Hasip Kaplan and Turkish Human Rights Association (IHD) chairman Akın Birdal said in Ankara on Friday that Thursday's verdict was of a political nature. "The right of the Kurdish people to express themselves in the Turkish Parliament has been snatched out of their hands," both said. The verdict caused an immediate reaction among human rights activists around the world as the closure decision was taken only because of two speeches made by a former party official and a written statement issued by DEP.

Late Thursday evening, a court official told journalists that the verdict was based on speeches made by DEP former chairman Yasar Kaya in Bonn, Germany and Irbil, northern Iraq. The final reason for the closure was a statement titled "Appeal for Peace" issued by DEP last year. All were deemed as violations of the Constitution and the Political Parties law.

Kaplan told the Turkish Daily News on Friday that although the verdict was related to the two speeches Kaya had made, the former DEP leader was still on trial for the

same speeches and had not yet been found guilty.

According to the verdict, a total of 13 members of parliament from the now-defunct party are to lose their parliamentary status as soon as the decision is published in the Official Gazette.

The decision opens the way for an immediate prosecution by the State Security Court of eight DEP deputies out of which only two remain in Ankara. Hours before the verdict was announced, six members of parliament moved to Brussels. Five are still in prison since early March, waiting to be indicted after their immunity was lifted on March 2 by Parliament.

According to the constitution, Turkey would have to hold by-elections if 24 out of the 450 seats in parliament are vacant. Currently there are eight vacant seats but this will go up to 21 once the court verdict is published in the Official Gazette.

Kaplan and the two free DEP deputies Selim Sadak (Şırnak) and Sedat Yurtaş (Diyarbakır) argued Friday that this was one reason why the court had not included four other former DEP deputies in its verdict. "They were members of the party when the case was launched but now they claim they were not. This is being done only to avoid by-elections and show that the case is a political case," Kaplan said.

Currently DEP deputies Hatip Dicle (Diyarbakır), Orhan Doğan (Şırnak), Sırrı Sakık (Muş), Ahmet Türk (Mardin) and Leyla Zana (Diyarbakır) are in prison waiting to be put on trial — all to face a prosecutors demand for capital punishment related to opinions they have expressed in written and verbal form. DEP deputies Naif Güneş (Siirt), Remzi Kartal (Van), Mahmut Kılınc (Adıyaman), Nizamettin Toguç (Batman), Ali Yiğit (Mardin) and Zubeyir Aydar (Siirt) are in Brussels.

Only one of the four deputies formerly related to DEP, Mahmut Alınak of Şırnak province, is in detention but he as well as Mehmet Emin Sever (Muş), Muzaffer Demir (Muş) and Mahmut Uyanık (Diyarbakır) will maintain their parliamentary seats. Next week, the DEP deputies who have sought asylum in the West will start to apply to international bodies against the Constitutional Court decision.

According to the party's lawyers, they will first apply to the Strasbourg human rights court and will be making their application on three grounds. First they will argue that the decision was based upon the 1982 constitution which is the product of the Sept. 12, 1980 transition regime and thus a military constitution and that the verdict completely depended on crimes of opinion. Secondly, they will argue that the party was closed down owing to statements made by its former chairman and that according to the individuality of crime, 13 members of parliament are being "punished" for crimes committed by another individual. Thirdly, they will demand compensation.

According to Kaplan the party had previously applied to the court asking for a postponement of the verdict pending the result of a parliamentary effort to amend the Turkish constitution.

Kaplan said Thursday's decision showed that this petition had been rejected but that the court had not even given an explanation. On Wednesday all deputies, provincial and district executives of DEP had submitted their resignations to avoid being banned from founding or heading a new party for at least ten years.

## Politics hostage to four DEP exiles

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** With the closure of the Democracy Party (DEP) and the upcoming eviction of 13 deputies from Parliament, the fate of Turkey's politics has fallen into the hands of four former DEP members.

On Friday, the DEP's last acting chairman Remzi Kartal appealed to his former colleagues from Brussels, calling on them too to resign from Parliament.

If the four Kurdish-origin deputies agree to Kartal's plea in order to "avoid being instrumental to the system" — as he put it — Turkey will enter a crucial election period in which by-elections to fill vacant seats in Parliament have to be held within three months.

With its ailing economy, political observers say the financial burden of an "election economy" in Turkey would be too great, and would impose a serious threat for the future of the current coalition government.

Currently, there are eight seats vacant in Parliament, but once the detailed verdict is published in the Official Gazette and relayed to the Parliament Speaker, the vacancies will number 21 — only two short of the number required for by-elections to be held.

If two more DEP-origin deputies agree to resign immediately, as Kartal has called for, they will be playing a major role in Turkish politics.

The Turkish Parliament has 450 seats shared between the ruling True Path Party (DYP), which holds 178 seats, the junior coalition Social Democrat Peoples' Party (SHP) with 55 seats, the main opposition Motherland Party (ANAP) with 100 seats, the Welfare Party (39), Republican Peoples Party (18), Nationalist Action Party (14), Grand Unity Party (7), Democratic Left Party (3), New Party (3), Nation Party (2), with independents holding the remaining 10 seats.

In order to avoid expulsion from Parliament in the case of a party closure, DEP deputies Mehmet Emin Sever (Mus), Muzaffer Demir

(Muş), Mahmut Uyanık (Diyarbakır) and Mahmut Alınak (Şırnak) said earlier they had either resigned from the party or were never actually members of it.

The Constitution says that any politicians who are members of a party when a case is launched by the Constitutional Court, will lose their parliamentary status and immunity if a closure decision is taken.

Although Alınak's immunity was lifted earlier and he is still in prison, he has insisted that he resigned from the party before the case was launched.

On Thursday, the Court did not remove the parliamentary status of these deputies, agreeing that they were not members of DEP when the case began.

Although DEP executives still argue that they were members, they have had little support in this argument and claim that the decision not to abolish the parliamentary status of these deputies stemmed from the political decision not to force Turkey into an election atmosphere.

## Cindoruk buys time

### Demiral says they are terrorists

*TDN Parliament Bureau*

**ANKARA-** Parliament speaker Hüsamettin Cindoruk said Friday afternoon that the 13 deputies from the now-defunct Kurdish based Democracy Party (DEP) still retained their parliamentary status.

After receiving a copy of Thursday's verdict issued by the Constitutional Court, Cindoruk told journalists that the deputies, who on Wednesday resigned from the DEP in a last minute bid to avoid being banned from founding a new party, were still members of parliament.

His statement coincided with State Security Court chief prosecutor Nusret Demiral's claim that at least six of the deputies, who have announced they will not return to Turkey, were terrorists.

"They are terrorists," Demiral said, without referring to the fact that he was preparing to charge them, like the five deputies who were arrested

in March, for the opinions they have expressed either in writing or verbally. "It is up to them if they decide not to return... They are terrorists and we know how we'll get them back," he added, noting that Turkey had signed international agreements for the extradition of criminals.

He also said, however, that until the detailed verdict emerged and was published, the deputies would continue to enjoy their parliamentary immunity.

A lawyer for the DEP told the Turkish Daily News the same day that under normal circumstances it would take some three months for such a verdict to be published, but he claimed that since the court was under political pressure, the process could be speeded up.

Legally, he pointed out, Demiral's reference to elected members of Parliament as "terrorists" even before they had lost their immunity or been in front of a magistrate, was an offence. Meanwhile, reaction to the DEP clo-

sure started to build up throughout the world as well as in Turkey itself.

Deputy Prime Minister Murat Karayalçın said in a statement that this development showed how vital it was for an amendment of article 84 of the Turkish constitution to be enacted. He insisted, however, that he would not comment on a court decision.

New Democracy Movement leader Cem Boyner said, on the other hand, that the closure of DEP was against the principles of justice and that the judicial system shaped according to the 1992 constitution, which was prepared under a military regime, was "too tight for Turkey." Boyner called for major constitutional amendments.

In a separate statement, Turkish human rights association chairman Akın Birdal said the decision of the court was a political one, and branded the verdict as "a blow to freedom of opinion."

Murat Bozlaş, chairman of the Peoples' Democracy Party (HDP), said in his statement that the verdict had shown there was no true democracy in Turkey and that the principles of a judicial state were not being met.

Labor Party press secretary Hacer Nursel Uğuz concluded that Turkey was basically insisting on "a policy of violence" in its search for a solution to the Kurdish problem.

Saturday, June 18, 1994

turkish daily news

Monday, June 20, 1994

turkish daily news

# Cindoruk vs Demiral on DEP closure

## Parliament Speaker: I have problems in explaining what is going on

*Turkish Daily News*

ANKARA- Parliament speaker Hüsamettin Cindoruk has become involved in a war of words and ethics with Ankara's State Security Court (DGM) prosecutor Nusret Demiral with regard to the treatment of members of parliament from the Kurdish-based Democracy Party (DEP).

Following last Thursday's Constitutional Court verdict closing down the DEP and the decision to evict 13 deputies from Parliament, Demiral went on record charging at least six of the DEP deputies of being "terrorists."

He said that the six deputies who fled to Europe last week and who announced they would not return to Turkey were terrorists and had to be extradited to this country.

Newspapers implied over the weekend that the prosecutor had further breached his authority by sending orders to Turkish border posts, banning the entrance and exit of all DEP deputies. Since

the court's detailed verdict has not yet been published in the Official Gazette or relayed to the Parliament Speaker as required by law, all of the 13 deputies still retain their parliamentary status.

Cindoruk, in response to Demiral's behaviour, was quick to stress this point last week but had little influence over the policemen who have placed two remaining parliamentarians under constant surveillance.

According to newspaper reports, the prosecutor is also planning to issue an Interpol "Red Bulletin" for the MPs abroad, demanding that they be arrested and returned to Turkey for crimes of terrorism.

Legal sources argued during the weekend that if such a move was made, this would cast doubts on the validity of all previous wanted lists given by Turkey to Interpol as well, since neither of the

MPs have been charged with a concrete crime. The prosecution of the DEP and the closure of the party were not the result of crimes accepted by Western democracies but crimes of opinion, in the shape of two speeches made by a former chairman and a statement issued by the party last year. On Saturday, newspapers reported the beginning of tension between Cindoruk and Demiral with the former saying the deputies could not be touched until the detailed verdict came out, and the latter challenging him by saying: "That is his personal opinion."

The same day, Cindoruk appeared on television and publicly warned

Demiral that if he failed to respect the Parliament speaker and the country's elected body of representatives, he would take steps for legal action against the prosecutor. On Sunday, Cindoruk went even further and, in a statement to the mass circulation daily *Hürriyet*, complained that Turkey was always the object of criticism because of remarks made by Demiral.

"It is always Demiral's remarks which are put before us," Cindoruk said. "In the talks we have and in bilateral talks... these remarks are always being quoted. In his indictments, he demands the death sentence... There are claims that he is prejudiced. We talk about the inde-

pendence of the judiciary but we have problems in explaining all this."

Cindoruk also noted that because of Demiral's behaviour, he receives letters from all over the world, to which he had to reply. "But when we come face to face, I have problems in explaining," he said.

Demiral is the chief republican prosecutor of the Ankara State Security Court (DGM) and has a record of filing cases against journalists, writers and publishers — always demanding the maximum punishment.

Last year, in one speech he made, the prosecutor implied he possessed information relating to top Turkish officials, and referred to "all of those files in my hands." He has been the DGM prosecutor since the courts were first established to look into "crimes committed against the state."

There is general belief in Turkey and among civil rights groups monitoring the deteriorating human rights situation in this country that Demiral enjoys the support of the military and that this is the reason why it he cannot be transferred from his current post.

Most of the cases launched by Demiral over the past two years have led to international criticism and appear to have harmed Turkey's overall long-term interests and credibility abroad.

turkish daily news

Tuesday, June 21, 1994

# Prosecutor issues DEP detention order

*Turkish Daily News*

ANKARA- Nusret Demiral, the chief prosecutor of the Ankara State Security Court said Monday that he had issued a detention order for two former pro Kurdish Democracy Party (DEP) deputies, Selim Sadak and Sedat Yurttaş.

On Thursday, the Constitutional Court closed down the DEP in a verdict that ended the parliamentary membership of 13 party deputies.

Demiral sent six other Kurdish deputies to jail on similar charges in March.

Six DEP deputies fled abroad before the court's verdict last week. Demiral said he would ask for their extradition from the European countries where they had sought refuge.

Sadak and Yurttaş said in a joint statement that their parliamentary immunity was still valid since the court's verdict had not yet been published in the Official Gazette. Demiral said if Sadak and Yurttaş did not leave Parliament, he could send an order to get them. Asked if they would be taken directly from Parliament by the police, Demiral said that was not his business but a matter for the police themselves. However Demiral said after Sadak and Yurttaş were taken into custody, they would be taken into special rooms at the security directorate, as was the case in the detention of the other DEP deputies.

Both Yurttaş and Sadak told the TDN that they would not give any statements until the Constitutional Court decision was announced, and referred to the statements of Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk and his deputy, Kamer Genç,



Former pro-Kurdish DEP deputies Sedat Yurttaş (right) and Selim Sadak (left) said in a statement in Parliament on Monday that they would not be leaving the Parliament building.

Photo TDN Cengiz Uysal

who had said that the immunities of the former deputies continued until the detailed verdict of the Constitutional Court, containing its reasons for closing down the DEP, was announced.

"Both of them have made statements supporting our point of view and we are determined not to say anything detrimental to our honor as deputies of this country," Yurttaş and Sadak said. Yurttaş said, "We will stick to our decision as long as humanly possible, but we do not know what awaits us in custody." Yurttaş and Sadak said, "We will continue our struggle in every court and on every platform and defend ourselves." They said that when they had been informed of the removal of their parliamentary immunity, then they would be ready to make a statement, since they were completely innocent.

Sadak declared that he was still a member of Parliament since he had not officially been told otherwise, and that he had applied to the Speaker to be allowed to take the rostrum in Parliament and explain his views about democracy and the parliamentary system.

Yurttaş said that they had cancelled their appointment with the five former DEP deputies currently under arrest, due to the detention order of the state security court. He emphasized they would not leave Parliament and thus facilitate the process of detention.

Both of the deputies are reported to be planning to spend the night in the Parliament building.

Çindoruk argues that since the court's ruling providing the justification for the DEP's closure has not yet been published in the Official Gazette or relayed to the Parliament Speaker as required by law, all of the 13 deputies still retain their parliamentary status, but

Demiral, on the other hand, believes that the deputies lose their parliamentary membership as soon as the court's decision is first made known to the Parliament. Deputy Speaker Kamer Genç told the TDN that he was not aware of Demiral's detention order for Yurttaş and Sadak, who spent the weekend at the parliamentary quarters before returning to Parliament. Genç said that the parliamentary immunity of the two men was still in force and that it would not be lawful for them to be taken into custody.

He went on to say that the Constitution made it perfectly clear that the decisions of the Constitutional Court became effective only after they were published in the Official Gazette. Referring to Çindoruk's earlier statement, made before his departure for Brussels, Genç said that whoever ordered and applied the detention decision would be committing a crime and would certainly be the subject of an investigation. He said that the state officials could not abuse their powers as if the country were run by a dictatorship. He stressed that the police could not touch his parliamentary colleagues either within Parliament or outside it without his permission.

## DEP deputies seek 'exile status' in Brussels

*Turkish Daily News*

ANKARA- Despite their claims to the contrary, six deputies from the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) have reportedly sought special "exile status" to be able to remain in Belgium. Officials in Belgium, however, said there was no such status in international law and that their request would be treated as asking for political asylum.

Mahmut Kılınc, who spoke on behalf of the former DEP deputies, said, "We do not want to seek asylum. We are after a different status. That is to say, we are in exile. We will apply to the relevant authorities."

According to reliable sources, the former DEP deputies have applied to the Belgian Interior Ministry, saying that it is not asylum that they are seeking but the status of exiles. Interior Minister Louis Tobback is expected to respond to their request on Thursday.

Legal sources in Belgium have confirmed the application made by the former DEP deputies. "This method has been proposed to these people by political advisors," they said. "In recent years, the exile status is a practise which has no legal basis in Belgium and Germany. This status,

which is particularly sought by the Boşnian refugees, means "political sanctuary". This is something which does not exist in Belgian law and international accords. The applicants are accepted as being in exile and their residence permit is extended as long as the Belgian government allows. This is a political matter and has no validity in terms of law."

The same sources argue that granting this status to former DEP deputies would mean the "political protection of the Belgian government", stressing that a residence permit that cannot be legally granted would be made available by political means.

Meanwhile, former DEP Deputy Mahmut Alınak (Şırnak), whose immunity had been lifted in March, reacted angrily toward his colleagues in Europe.

Currently in prison, Alınak branded Remzi Kartal as a "traitor." Kartal fled to Belgium together with five of

his colleagues just a few hours before the Constitutional Court's decision to close down the DEP and remove the party's 13 deputies from Parliament.

"It is easy to accuse people from European capitals. He should have stayed with me and lived through all the pain and sorrow. Where is the justice in this," said Alınak in a written statement. "I will resign from my position when the day comes. I will not act like a puppet just because Remzi Kartal wants me to from Brussels," he stated angrily.

Alınak also reminded his colleagues that he had resigned from the party before the court case against the DEP had even been opened while the others waited just one day before the Constitutional Court's verdict to close down the party. The fact that the deputies resigned before the party's closure enables them to continue to function as members of Parliament.

turkish  
daily news

Tuesday, June 21, 1994 / Page B3

İSMET G. İMSET / BEING (TOO) VOCAL

# The DEP closure case: Which league are we in?

**T**here is no doubt that last week's Constitutional Court decision to close down Turkey's one-and-only Kurdish based legal party, Democracy Party (DEP), is both constitutional and legal. The decision was taken after the court concluded that two speeches made by the party's former chairman and a statement issued last year by DEP executives were in violation of the Constitution and the Political Parties Law.

The verdict is, only because of these, both constitutional and legal.

It is also a verdict which further shows, leaving no room for doubt, that the crime of opinion exists in Turkey and that there is little freedom of conscience or expression in this NATO-member country.

*For one, the DEP ordeal shows how backward the current Turkish laws and Constitution are. The Constitution under which Turkey is being administered is a constitution which was prepared under a military transition period, only two years after the 1980 military coup.*

Opening the United States Institute of Peace conference which was held in Washington for two days, starting on June 1, one of the American speakers had called on the audience to listen to what was being said about Turkey only after forgetting that it was a NATO member and an American ally.

"Evaluate what you hear as you would evaluate developments in a Moslem country which is neither an American ally nor a member of NATO," he had said.

The complex relationship between countries of the world, the greater business and defense interests as well as future plans of influence would indeed make this very difficult. But if for a second one could forget Turkey's claims of being a democratic country and its business-defense related interests, the picture that comes out could be frightening.

For one, the DEP ordeal shows how backward the current Turkish laws and Constitution are. The Constitution under which Turkey is being administered is a constitution which was prepared under a military transition period, only two years after the 1980 military coup. It is a constitution which was forced on the people with the threat that if they did not vote in favour for it, they would be losing a major chance. It is a constitution which gives lifetime immunity for coup leaders and executives and which for years banned the Turks from electing their own politicians. It is a military constitution and one which hardly fits in with the democratic standards this country has agreed to meet under international accords and the Helsinki Final Act. And, as the recent verdict has shown, both Turkey's Political Parties Law and the Turkish Penal Code are based on the assumption that "crimes of opinion" exist and bring about the harshest punishment for such crimes.

In other words, the recent development has shown that Turkish democracy is substandard and that civil rights in this country are subject to the harshest repression one could imagine. This is one.

Secondly, through the decision which has banned the DEP and the prosecution of all DEP deputies, Ankara has unwillingly served the PKK argument that Turkey "has closed its doors on any legal struggle and has no tolerance."

Having banned the DEP, Turkey has shown to the world that indeed it has no tolerance even to legal movements on the Kurdish platform.

That under current laws and the Constitution, to imagine a legal movement for the Kurds or a political struggle on their behalf is only a dream.

The doors to a legal Kurdish struggle in Turkey have been closed down and it is certain that the PKK will benefit the most out of this. Not only will it use this opportunity to expand its influence in foreign countries and propagate, but it will also effort to use this "substantial evidence" in legitimizing its own status as an illegal movement.

With decisions like this, what more could the PKK have wanted? Who now, in the West, is in a position to insist that illegality can not be approved and that the PKK does not have a valid reason to exist?

How can we further this argument any longer with six elected members of Parliament in jail, two others under constant surveillance and six more in exile in Europe, facing now charges of "terrorism?"

Indeed, the PKK has been served in such a great way over the past months and especially last week that it is difficult to believe those persecuting Kurdish activists are actually enemies of those activists.

But this is not all.

Hüsamettin Cindoruk, in a highly interesting statement to the daily Hürriyet, said on Sunday that wherever he travels abroad, he is challenged to explain statements made by State Security Court prosecutor Nusret Demiral.

*Through the decision which has banned the DEP and the prosecution of all DEP deputies, Ankara has unwillingly served the PKK argument that Turkey "has closed its doors on any legal struggle and has no tolerance."*

When it comes to letters, he says, he can answer them. "But," adds the Parliament





Now in prison!...

Speaker, "it is difficult to say things face to face."

Turkey has many laws inhibiting the freedom of expression and perhaps the strongest of these are related to remarks or action made abroad which could discredit

Turkey or Turkish security forces. Any statement to be made abroad, for instance, could be punished with severe prison terms if the "suspect" is found "guilty" of speaking against the country's best interests or if he or she says something that could discredit the country.

Looking back into the past, one could easily recall an Istanbul military tribunal prosecutor who persecuted anyone with a controversial opinion over a period of many years. Wherever one looks, his signature is still there. He was the mastermind of the peace association persecution and threw hundreds of people behind the bars.

It was soon understood that his relations extended beyond the limits of the court rooms, into the dark corridors of the "Mafia." It was also understood and put on the record that whenever Turkey's relations with western countries started to improve, he would open a new case casting further shadows on Turkey's human rights record.

It's almost as if he was actually trying to discredit Turkey or spoil relations with the West.

According to the law, we are not at liberty to judge current prosecutors and their motives — and in reality they are too powerful in all ways of life to challenge them.

Furthermore, there is always the constant threat. The threat that HE gets frighteningly upset when criticised, that HE should be treated with care and that HE never forgets. I was told last week not to anger HIM, on the grounds that HE would not forgive. Changing the subject, the fact is that the State Security Courts have been established to prevent crimes against the state. In the words of President Suleyman Demirel, the aim of creating these courts was to take swift action against criminals who had targeted the state.

"The normal courts were in a bottleneck," he explained in a recent interview. "Criminals were just walking out." Then one can assume that the DGMs are not "normal" courts and that they have been created to prevent "criminals from walking out." In other words, although officials argue that the DGMs are as impartial as

other courts, they also confess that they have a special duty. "To keep the criminals in."

And, since the crime of opinion exists in Turkey and the people themselves have little tolerance to others with different opinions, such courts have been extremely successful in keeping opinion criminals inside.

Such crimes, technically, can be committed in only two forms and at that, Turkey has something to be proud of. For instance, one cannot be charged or imprisoned for only "thinking" of something without expressing it. Thus the crime can be committed in the verbal and written form.

Putting such opinions into writing can be a crime. Voicing such opinions can also be a crime. Mehdi Zana, a former mayor for Diyarbakir, is in jail for speaking at the European Parliament in 1992. Two Turkish MPs of Kurdish origin face possible capital punishment for speaking before the Helsinki Commission and so on.

Demiral himself explained last week in another Hürriyet interview when asked whether he read books, that they mostly read

## FROM THE COLUMNS

### Ambassadors' trip and international reactions to the DEP incident

From a June 20 incident by SABAH's Mehmet Ali Birand: The pro-Kurdish Democracy Party (DEP) has been closed down by the Constitutional Court and the steps needed to place all of the DEP deputies under arrest are being taken. However, history will show that this has all been a mistake. I believe that we are in the process of making a strategic mistake.

Those who believe that they can overcome any problem with force are feeling very happy these days. They have finally gotten what they wanted all along. They believe that they have taken a significant step forward in resolving the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) and the Kurdish problem.

Unfortunately, the reality is that with this latest incident, we have further complicated the issue and have simply played into the hands of the PKK.

Turkish ambassadors serving in Western capitals are upset over the latest developments. They say that the PKK is beginning to regain the prestige it had lost in the West and is already enjoying growing sympathy.

Pointing to remarks made by the Turkish president that according to the Constitution, the DEP would have had to have been closed down at some point, we asked the diplomats why they didn't use the same argument in explaining this issue. The diplomats responded that regardless of the

constitutionality or legal basis for the action, it is a decision that is very difficult to explain to a Western audience. The diplomats said that from a Western viewpoint, the Turkish authorities have closed down the party representing Turkish citizens of Kurdish origin in the Southeast, and have silenced and arrested this group's representatives. There is no way this can be explained to the rest of the world. Already, draft resolutions denouncing Turkey or introducing sanctions are being prepared in the European Parliament, the European Council and in the national assemblies of four countries.

Although the DEP deputies were not entirely blameless, the DEP should not be closed down. We have made the mistake of trying to resolve the basic problem outside Parliament. It is quite evident that by closing the DEP we will not serve any useful purpose and will only harm ourselves. You will see that in a while we will amend the same laws to permit new parties "so that we can better understand the plight of our citizens of Kurdish origin." We will switch to a local administrative model to try to achieve a detente by claiming to permit everyone to elect whomever they want and govern themselves.

In the meantime, we will have to deal with the negative impacts of the move we have made. We may reject the U.S. aid — which has been offered with certain strings attached — but it will result in the U.S. Congress adopting a stricter stance toward Turkey. Our relations with Germany will become more difficult to manage. The European Union will become more vocal in its criticism of Turkey. And within the country, DEP backers will shift their support more and more to the pro-Islamic Welfare Party (RP). We have failed to act cool headedly. Swayed by emotion, we have engaged in short-term thinking, without considering the long-term consequences.

A group of foreign ambassadors accredited to Ankara have completed a tour of the Southeast. They were pleased with the opportunity to get the "feel" of the area where the incidents are actually taking place. Naturally, they complained about the fact that they had to travel under state protection, in the constant presence of security forces, but they realized that there was no other option. They seem to understand now that the Kurdish issue is more complex than it seems and that it is not possible to draw broad-based conclusions with such a complex picture at hand.

What they heard from the people were complaints about the lack of security and the high unemployment in the region, as the Southeast is in a terribly economic state.

The ambassadors reported that although state forces seemed to be in control of the situation, it appeared as though the tables could be easily turned unless additional measures were taken by the government. However, in some places they observed tension between the security forces and the people. They said that all measures have been "indexed" to the PKK and that everything is seen from that particular perspective. Perhaps as a result, the ambassadors said that the political aspects of the phenomenon are being omitted, pointing to the great lack of political authority in the region.

# Former DEP MPs threaten to resign

*Resignations could force Turkey to hold by-elections*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Three Kurdish origin members of the Turkish Parliament on Tuesday threatened to resign from this 450-seat body and force Turkey to hold by-elections in three months, if officials fail to take the necessary steps towards democratization by amending the Constitution and certain laws.

Their announcement came prior to the upcoming eviction of 13 Kurdish origin deputies from Parliament. At this point the number of vacant seats will stand at two short of the figure at which by-elections become obligatory.

Last week, the Constitutional Court passed a verdict closing down the country's only legal Kurdish-based party, the Democracy Party (DEP), and ruled for the eviction of its deputies. Although Ankara's State Security Court prosecutor Nusret Demiral ordered that two of the deputies be detained on Monday, Parliament speaker Hüsamettin Cindoruk argued the decision could not be implemented since the MPs retain their parliamentary immunity until the court's "detailed verdict" is published. Five DEP deputies, along with a former MP from the same party, are currently in jail waiting to be indicted but still have seats in Parliament. Six deputies moved to Belgium the day of the court decision and only two are in Ankara.

Four former deputies from the DEP who were spared eviction on the grounds that they had resigned from the party prior to the trial are now cited as the key factor in the immediate future of Turkish politics.

Muzaffer Demi, Mehmet Emin Sever and Mahmut Uyanık, all of whom are at liberty, said in their Tuesday memorandum that if Parliament could not find a solution to current problems within an acceptable time limit, they would resign.

They added that in order to push for the amendment of controversial articles of the constitution

and the laws, they would visit political party leaders and the President. If the resignations do happen, and if Parliament approves them, this will seriously change the parliamentary arithmetic. Currently, there are eight seats vacant in Parliament, but once the detailed verdict of the Constitutional Court is published in the Official Gazette, the vacancies will number 21 — only two short of the number at which by-elections must be held.

If the three DEP-origin deputies agree to resign immediately, by-elections will be mandatory.

With its ailing economy, political observers say the financial burden of an "election economy" in Turkey at such a time would be too great, and would impose a serious threat for the future of the current coalition government here. Meanwhile, despite previous claims by Turkish Chief of Staff Gen. Doğan Güreş and Prime Minister Tansu Çiller that the DEP deputies were "traitors" and/or "bandits," Ankara is witnessing an ironic effort on the part of some Turkish officials to protect these Kurdish-origin MPs.

Legally, the State Security Court cannot detain Sedat Yurtaş and Selim Saddak, the DEP deputies who refused to flee to Europe along with the six others last week.

Despite this, Ankara's chief prosecutor Nusret Demiral has issued a warrant for their arrest, but both Turkey's Interior Minister and the country's police chief said they would not carry out the arrest.

Parliament Acting Speaker Kamer Genç on Monday instructed Parliament police to protect the deputies and said publicly that he would file a formal complaint against Demiral, calling for an official inquiry into the prosecutor's behavior if he took any further action.

On Tuesday Genç told Saddak and Yurtaş, who both spent the night in Parliament for fear of detention, that they should feel free to travel and could return home.

He told journalists that the two still enjoyed judicial immunity, as reports appeared in the press that a "detailed verdict" could only be prepared and published in a month.

# Deputies refuse to testify

By Sinan Yılmaz  
Turkish Daily News

ANKARA- Two deputies of the now-defunct Democracy Party (DEP) have said they will not testify at the State Security Court even if they are placed under arrest. The deputies, who still hold parliamentary status despite a Constitutional Court decision ruling their eviction from the National Assembly, said they had not committed any crimes and would continue to express their opinions.

"We don't believe that we have committed any crime. We stand by our opinions as citizens, as members of parliament and we will continue defending them. We are determined not to testify under any condition," Sedat Yurttas told the TDN in an exclusive interview on Tuesday.

"We have always stated our opinions very clearly and openly everywhere. We stand by them because we believe in them and we will continue defending our beliefs whether in custody, in jails or in courts but we will not give any statements until the Constitutional Court decision is announced," Selim Sadak added. Immediately before last Thursday's Constitutional Court decision to abolish the DEP and end the parliamentary status of 13 party deputies, six deputies fled abroad.

These are DEP acting chairman Remzi Kartal, Zübeyir Aydar, Naif Güneş, Mahmut Kılınc, Nizamettin Toguç and Ali Yiğit. They announced this week they would remain in Belgium. Mahmut Kılınc said on Monday "We do not seek asylum. We are after a different status. That is to say we are in exile."

These deputies have reportedly sought a special status as "exiles" so as to remain in Belgium but this concept does not exist in international law and their requests will be treated as requests for political asylum.

Asked by the TDN whether they had been formally informed regarding the ending of their parliamentary status, Yurttas said they had not.

"How can a deputy represent his voters and the citizens' rights if he is not capable of protecting his own" the deputy asked.

Yurttas recalled that the speeches of the former DEP chairman Yasar Kaya in Irbil, Iraq and Bonn, Germany and the so-called "peace appeal" statement of the party issued last year had provided the basis for the Constitutional Court decision. "These cases are still being tried in Ankara State Security Court," he said. "The Constitutional Court decision was taken before the completion of the State Security Court trials." Yurttas argued

that after the verdict the Turkish regime had lost all legitimacy but said they would continue the struggle politically, the only way they knew how.

"Politics is our only weapon," he said. "We will get arrested most likely. We have not stated our opinions hiding behind our shields as deputies, we did it because we believed in it. We will continue doing so in court, in Parliament, on television and everywhere else. We will continue voicing our opinion on the Kurdish issue and try to raise communal sensitivity." Asked what could be expected next, Yurttas said, "We want to look at the future with optimism although we don't have much to be optimistic about. As a citizen of this country, I don't want either Turkish or Kurdish mothers to cry. We don't want mystery murders or the burning down of villages in Turkey." Sadak added that although they would be arrested, it would be Turkey that would pay the bill.

turkish daily news Thursday, June 30, 1994

## Former DEP chairman sentenced to 4 years

Turkish Daily News

ANKARA- Yaşar Kaya, former chairman of the Democracy Party (DEP), has been sentenced to four years in prison and fined TL 500 million by the Ankara State Security Court (DGM) for his comments that resulted in the closure of his party. Moreover, the Ankara DGM passed a death sentence on Selmani Özcan, who was tried on charges of outlawed Revolutionary Left (DEV-SOL) organization membership and manslaughter.

Kaya was tried in his absence and was sentenced under Article 8/1 of the Anti-Terrorism Law.

There was criticism of the fact that the Constitutional Court had not waited for a judgement in the Kaya case before closing the DEP.

Legal experts underlined that the Constitutional Court had accepted Kaya's remarks as criminal and as a reason for closing the DEP without first waiting for the DGM's judgement on the criminality of Kaya's words. In both cases, the condemnation of thought and the closure of the party because of its thoughts are totally unlawful, some said.

Özcan was sentenced under Article 146/1 of the Turkish Criminal Code, having been charged with wounding a police officer, killing a taxi driver and being a member of DEV-SOL.

## EU expresses concern over DEP

By Semih Idiz

Turkish Daily News

**BRUSSELS-** The European Union on Tuesday expressed its concern at the highest level regarding the circumstances of the closure of the Pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and gave an indirect message that this was out of keeping with Turkey's European aspirations.

This concern was expressed at a meeting between Jacques Delors, president of the European Commission and deputy prime minister and chairman of the Social Democratic People's Party (SHP) Murat Karayalçın.

Talking to reporters after the two-hour meeting, Karayalçın confirmed that the Kurdish issue had come up in the talks with Delors.

Karayalçın said he had explained the legal environment in which these developments had occurred and underlined his party's belief that the laws had to be changed in Turkey.

Sources close to the talks said later that nearly two thirds of the talks had been taken up with the question of human rights and democracy in Turkey.

They said that Karayalçın had given extensive information on his government's democratization package.

These sources added that the Turkish deputy prime minister's explanations about the need for devolution

of centralized power and the stipulations in the democratization package which aim to bring this about had attracted particular interest. Talking to journalists Karayalçın said, however, that he had underlined that any solution to the Kurdish problem, according to his party, had to be achieved within the context of "Turkey's unity" its "territorial integrity" and the single language of "Turkish" as the official language of the country.

Sources close to the talks said later that these were held in a "friendly and open manner" and indicated that "Mr. Karayalçın did most of the talking while Mr. Delors listened attentively." Karayalçın told reporters that Cyprus had also been discussed and he said he had got the impression during the talks that the true state of the Cyprus talks was not understood in Brussels. Karayalçın also indicated that he had explained to Delors that the results of the EU's recent Corfu summit "was not entirely pleasing" to Turkey.

Turkish diplomats said later that the Turkish deputy prime minister underscored the need for increasing and expanding further the relationship between Turkey and the Union. Sources close to the talks indicated that there was also extensive discussion about the customs union between Turkey and the EU that was planned to come into force in 1995. They said

that while the EU side expressed its desire to see legislation passed speedily in the Turkish Parliament to this end, the Turkish side underlined its continuing commitment to the customs union and gave in depth information about the government's April 5 economic package.

Karayalçın also met with Socialist Party Chairman Philippe Busquin and Belgian Interior Minister Louis Tobback on Monday. Karayalçın said that he had briefed Busquin on the views of the government and the Social Democrat People's Party (SHP), on the DEP issue. "I reminded him that these deputies had entered Parliament from the SHP. I also stressed that we do not approve of these deputies' stance. I told him that Leyla Zana had spoken under the terrorist organization's flag and of Hatip Dicle's words, which were, 'anybody who wears a uniform, is a target'. I pointed out that a distinction has to be made between the PKK and the Kurdish question," Karayalçın said.

Karayalçın said that he had talked with Tobback about the problems of Turkish citizens living in Belgium.

"We also discussed the PKK issue. He told me there were no legal reasons to ban the PKK in Belgium but assured me that they will investigate all illegal activities and will not tolerate violence," Karayalçın noted.

## **Conclusions des rapporteurs spéciaux du Parlement européen, du Conseil de l'Europe et d'International Human Rights Law Group**

L'arrestation des députés kurdes a soulevé une vive émotion dans l'opinion publique et au sein des institutions démocratiques. Le Parlement européen a dépêché l'euro-député belge Marc Galle pour effectuer sur place une enquête. De son côté l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe a également désigné un rapporteur, M. Jurgens, qui s'est rendu à Ankara.

Voici les rapports et les résolutions de ces deux institutions ainsi que le compte-rendu de la mission de l'organisation américaine International Human Rights Law Group.



## PARLEMENT EUROPÉEN

9 mars 1994

Pour : 212  
Contre: 3  
Abstention: 2

B3-0304/RC1  
B3-0309/RC1  
B3-0330/RC1  
B3-0334/RC1  
B3-0347/RC1  
B3-0357/RC1

### PROPOSITION DE RÉSOLUTION COMMUNE

déposée par les députés

WOLTJER, PAPOUTSIS et NEWENS, au nom du groupe du PSE

LENZ, au nom du groupe du PPE

BERTENS, au nom du groupe LDR

ROTH, au nom du groupe V

VANDEMEULEBROUCKE, au nom du groupe ARC

ALAVANOS, WURTZ, RIBEIRO et EPHREMIDIS, au nom du groupe CG

PUERTA, GUTIERREZ, GONZALEZ ALVAREZ, CASTELLINA et GERAGHTY

en remplacement des propositions de résolution déposées par les députés :

- ALAVANOS et autres, au nom du groupe CG et les députés PUERTA et autres (B3-0304/94)
- VANDEMEULEBROUCKE et autres, au nom du groupe ARC (B3-0309/94)
- MELANDRI et ROTH, au nom du groupe V (B3-0330/94)
- SARIDAKIS et autres, au nom du groupe du PPE (B3-0334/94)
- BERTENS, au nom du groupe LDR (B3-0347/94)
- PAPOUTSIS et NEWENS, au nom du groupe du PSE (B3-0357/94)

sur l'arrestation de parlementaires kurdes en Turquie

#### Le Parlement européen,

- A. rappelant ses résolutions sur les violations des droits de l'homme en Turquie, notamment ses résolutions du 10 février 1994 sur les élections régionales devant se dérouler le 27 mars 1994 et du 20 janvier 1994 sur le rétablissement de la peine de mort;
- B. considérant que le 2 mars 1994, la Grande Assemblée de Turquie a décidé de lever l'immunité parlementaire de 8 députés kurdes, dont 6 appartenant au parti DEP (Parti de la Démocratie),
- C. considérant que les parlementaires ont été arrêtés à la sortie du Parlement, accusés de séparatisme et d'atteinte à l'intégrité de l'État, qu'ils risquent d'être traduits devant la Cour de sûreté de l'État et qu'ils sont passibles de la peine de mort,

DOC\_FR\RC\248\248173.MA

PE 180.589/RC1  
PE 180.594/RC1  
PE 180.615/RC1  
PE 180.619/RC1  
PE 180.632/RC1  
PE 180.642/RC1  
Or. en/fr

- D. considérant que ces attaques dirigées contre des hommes politiques légalement élus et non violents sapent le fonctionnement démocratique même des élections régionales qui doivent se dérouler le mois prochain,
- E. rappelant qu'une décision de la Grande Assemblée turque a récemment mis fin au moratoire sur la peine de mort après 10 ans,
- F. rappelant que la plupart des députés arrêtés appartiennent au DEP et que cette organisation prône le règlement du problème kurde "par des voies pacifiques dans le respect des frontières existantes et dans le cadre des dispositions de la Charte de Paris et de l'Acte final d'Helsinki",
1. dénonce cette atteinte du gouvernement turc à la démocratie pluraliste et demande la libération immédiate des parlementaires arrêtés;
2. dénonce l'attitude du gouvernement turc à l'égard de parlementaires élus démocratiquement et dont le seul tort est d'avoir défendu les intérêts du peuple kurde de Turquie victime d'une répression militaire sanglante;
3. souligne que la politique de répression et notamment l'interdiction pour les représentants élus des habitants du sud-est de la Turquie de s'exprimer librement ne saurait qu'encourager les membres de la minorité turque à soutenir le PKK;
4. demande au gouvernement turc de reconnaître enfin les droits à l'autonomie du peuple kurde de Turquie ainsi que le demandait sa résolution du ...;
5. demande au Conseil et à la Commission d'utiliser tous les moyens en leur pouvoir pour faire pression sur le gouvernement turc afin que les députés arrêtés soient libérés, et que la décision prise concernant la levée de l'immunité soit annulée afin que les députés concernés puissent retrouver leurs droits constitutionnels;
6. demande à la Commission et au Conseil d'appliquer à la Turquie les mêmes principes concernant le respect des droits de l'homme que ceux qu'ils appliquent dans les accords de coopération avec les autres pays tiers;
7. réitère sa demande pour qu'une délégation ad hoc puisse se rendre en Turquie pour y observer le déroulement des élections régionales;
8. estime que la légitimité démocratique des élections municipales pourra être mise en cause si les membres de tous les partis démocratiques ne s'y présentent pas dans des conditions normales, sans être sous la menace des services spéciaux;
9. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission ainsi qu'au gouvernement et à la Grande Assemblée de Turquie.

DOC\_FR\RC\248\248173.MA

- 2 -

PE 180.589/RC1  
PE 180.594/RC1  
PE 180.615/RC1  
PE 180.619/RC1  
PE 180.632/RC1  
PE 180.642/RC1



## EUROPEAN PARLIAMENT

For : 212  
Against: 3  
Abstention: 2

### Turkey

(a) B3-0304, 0309, 0330, 0334, 0347 and 0357/94

9 March 1994

### Resolution on the arrest of Kurdish Members of Parliament in Turkey

#### The European Parliament,

- recalling its previous resolutions on human rights violations in Turkey, in particular those of 20 January 1994 on the danger of a resumption of executions in Turkey<sup>1</sup> and 10 February 1994 on local elections in Turkey in March 1994<sup>2</sup>,
  - A. whereas on 2 March 1994 the Turkish Grand National Assembly decided to lift the parliamentary immunity of eight Kurdish MPs, including six belonging to the DEP Party (Democratic Party),
  - B. whereas these MPs were arrested as they left Parliament and have been charged with separatism and violating the integrity of the state, crimes which are tried by the State Security Court and carry the death penalty,
  - C. believing that these attacks on legitimate and non-violent politicians fundamentally undermine the democratic functioning of the local elections scheduled for next month,
  - D. recalling that the Turkish Grand National Assembly recently decided to put an end to the 10-year moratorium on the death penalty,
  - E. whereas most of the MPs arrested belong to the DEP, an organization that advocates a solution to the Kurdish problem based on peaceful means and respect for existing frontiers within the framework of the Paris Charter and the Helsinki Final Act,
1. Denounces this attack on pluralist democracy by the Turkish Government, and requests the immediate release of the MPs in question;
  2. Condemns the attitude of the Turkish Government towards democratically elected MPs whose only crime is to have defended the interests of the Kurdish people in Turkey who are the victims of brutal military repression;

<sup>1</sup> Minutes of that Sitting, Part II, Item 4(c).

<sup>2</sup> Minutes of that Sitting, Part II, Item 3.

3. Points out that policies of repression, and in particular the denial of free speech to elected representatives of people from South-East Turkey, will only encourage members of the Kurdish minority to support the PKK;
4. Calls once again on the Turkish Government finally to recognize the right of autonomy of the Kurdish people in Turkey;
5. Calls on the Council and Commission to use all the means at their disposal to exert pressure on the Turkish Government to release the MPs in question and to revoke the decision lifting their parliamentary immunity so that they can once more enjoy their constitutional rights;
6. Calls on the Commission and Council to apply the same principles concerning respect for human rights as regards Turkey as they apply in cooperation agreements with other third countries;
7. Reiterates its demand that an ad hoc delegation should be sent to Turkey to act as observers of the local elections;
8. Considers that the democratic legitimacy of the local elections may be called into question unless members of all democratic parties are able to take part under normal conditions without being threatened by the special services;
9. Instructs its President to forward this resolution to the Council, the Commission and the Grand National Assembly of Turkey.

Strasbourg

## L'appel à l'aide d'un député kurde

**Y**URTDAS SEDAT, député kurde du DEP de Diyarbakir, était hier à Strasbourg pour rencontrer les députés européens et témoigner du sort réservé aux six députés du DEP arrêtés il y a une semaine à Ankara. Francis Wurtz, membre du Bureau national du PCF, et René Piquet, président des députés communistes français au Parlement européen, l'ont rencontré.

Yurtdas Sedat a indiqué que les députés kurdes avaient été arrêtés brutalement à la sortie du Parlement national turc et traités comme des malfaiteurs. Seule la pression de l'opinion publique internationale les a sauvés de la torture et a empêché qu'ils soient livrés à la

séquestration spéciale dite antiterroriste de la police. « C'est pourquoi il ne faut pas qu'elle se relâche », dit Yurtdas Sedat, qui est aussi avocat. Le 16 mars, les députés du DEP comparaitront devant les tribunaux d'Etat où le procureur en personne instruira l'affaire. Nul ne sait le sort qui leur sera réservé. Pour Yurtdas Sedat, « aujourd'hui ce sont les Kurdes, demain ce seront d'autres opposants. C'est la fin de la société civile ». Il faut arrêter ces violations flagrantes contre des élus.

Sedat Yurtdas a demandé à la délégation du PCF de maintenir la vigilance, car une autre menace couve. En effet, le DEP tout entier fait l'objet d'une procédure d'interdiction : le

22 mars prochain, les dirigeants de ce parti sont convoqués devant la Cour constitutionnelle qui peut prononcer son interdiction. Ce qui voudrait dire que tous les députés de ce parti seraient menacés du même sort : levée d'immunité parlementaire et arrestation. Il faut prendre ces menaces au sérieux : rappelons que le parti du HEP, qui était le prédécesseur du DEP, avait été interdit par la même Cour constitutionnelle pour avoir fait état de l'existence du « peuple kurde ».

Le député kurde a lancé un appel par l'intermédiaire de Francis Wurtz et de René Piquet pour que l'Europe soutienne les démocrates kurdes et fasse pression sur la Turquie, signataire de conventions internationales et de traités de coopé-

ration : « Tout seuls, nous ne pouvons pas y arriver, le gouvernement turc fait peser sur nous une menace constante, à la fois politique, juridique, militaire », a-t-il dit.

Le groupe Coalition des gauches, en réponse à cette demande, a présenté une résolution commune avec d'autres forces progressistes au Parlement européen pour demander au gouvernement turc la libération immédiate des députés kurdes et la reconnaissance des droits du peuple kurde. Les députés communistes ont proposé qu'une délégation de parlementaires européens se rende sur place à la date de la comparution des députés kurdes devant les tribunaux militaires. Ils leur ont réaffirmé leur pleine solidarité.

L'HUMANITÉ - 10 mars 1994

## PARLEMENT EUROPÉEN

20 avril 1994

B3-0410/RC1  
B3-0436/RC1  
B3-0455/RC1  
B3-0465/RC1

### PROPOSITION DE RÉSOLUTION COMMUNE

déposée par M. Sakellariou, au nom du groupe du Parti des socialistes européens  
Mmes Lenz et Banotti, au nom du groupe du Parti populaire européen  
Mme Roth, au nom du groupe des Verts au Parlement européen  
M. Vandemeulebroucke, au nom du groupe Arc-en-Ciel  
MM. Alavancos, Piquet et Miranda, au nom du groupe Coalition des Gauches  
M. Puerta et Mme Castellina

en remplacement des propositions de résolution déposées par :

- Mmes Banotti et Oomen-Ruijten, au nom du groupe du Parti populaire européen (B3-0410/94)
- M. Sakellariou, au nom du groupe du Parti des socialistes européens (B3-0436/94)
- M. Simeoni et autres, au nom du groupe Arc-en-Ciel (B3-0455/94)
- Mme Roth, au nom du groupe des Verts au Parlement européen (B3-0465/94)

sur la situation des Kurdes en Turquie

#### Le Parlement européen,

- eu égard à ses résolutions sur cette question, en particulier celle du 10 mars 1994,
  - vu la convention de Genève relative aux réfugiés, la convention européenne relative aux droits de l'homme et la convention anti-torture du Conseil de l'Europe,
- A. considérant que six des huit députés kurdes arrêtés les 2 et 4 mars 1994 sont toujours détenus par la police turque,
- B. considérant que, dans les régions où les droits de l'homme sont menacés, la présence d'observateurs lors des élections contribue à garantir le processus démocratique,
- C. considérant que trois observateurs irlandais, trois britanniques et un néo-zélandais ont été arrêtés le lundi 24 mars 1994 dans le sud-est de la Turquie alors qu'ils suivaient les préparatifs des élections municipales, et déçu de ce que l'Union européenne n'ait pas mentionné la détention de ces observateurs dans sa déclaration du 31 mars 1994 sur les droits de l'homme en Turquie,

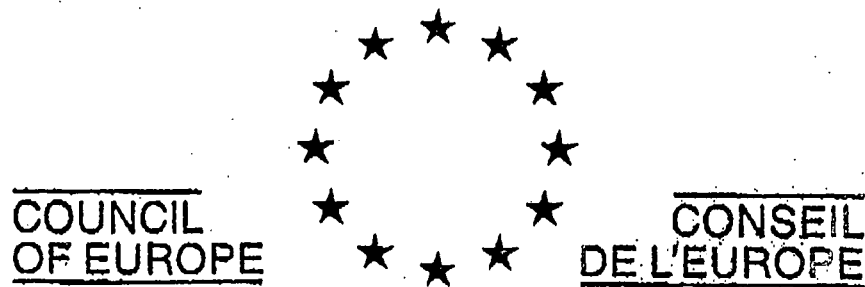
DOC\_FR\RC\251\251155.jc

PE 181.728/RC1  
PE 181.754/RC1  
PE 181.773/RC1  
PE 181.785/RC1  
Or. pan

- D. eu égard à différents rapports et documents des délégations européennes qui se sont rendues, au mois de mars 1994, dans le sud-est de la Turquie pour suivre les festivités du Newroz parmi la population civile ainsi que les élections municipales,
1. se déclare profondément choqué par le fait que des observateurs neutres aient pu être détenus arbitrairement, sans justification, et condamne le comportement des autorités officielles de Turquie qui, en mars 1994, ont entravé la liberté de circulation des délégations européennes;
  2. demande aux autorités turques de justifier leur actes et d'adresser des excuses aux observateurs qui ont subi la détention;
  3. est consterné par les nombreux arrestations, accusations, "disparitions" et meurtres de journalistes qui exerçaient leurs activités principalement dans le sud-est du pays;
  4. réitère sa demande de libération des députés kurdes, de levée des poursuites et de rétablissement de leurs droits de parlementaires;
  5. est préoccupé par le fait que, dans le cadre des opérations militaires menées par les forces armées turques dans le sud-est du pays en 1993, 519 villages ont été détruits, plus de 120 autres l'ayant été au début de 1994;
  6. a pris connaissance avec étonnement d'informations faisant état de l'utilisation, en mars 1994, dans le sud-est du pays, d'armes de l'OTAN ainsi que d'armes et équipements qui n'avaient été mis à disposition par le gouvernement allemand que sous certaines conditions;
  7. se félicite en conséquence du fait que la RFA a arrêté toute aide militaire à la Turquie et demande aux autres États membres de l'Union de prendre des décisions analogues;
  8. estime que l'exercice du droit politique pacifique de toute personne vivant légalement sur le territoire de l'Union doit être garanti et ne peut pas donner lieu à des mesures de refoulement;
  9. demande aux gouvernements de l'Union de garantir ce droit aux Kurdes et de s'abstenir de toute mesure arbitraire à cet égard;
  10. appelle à cette fin à un cessez-le-feu général et demande à l'Union de favoriser une résolution pacifique de la question kurde;
  11. condamne les attentats terroristes d'Istanbul et d'autres lieux revendiqués par le PKK, qui vont à l'encontre d'une résolution pacifique du problème kurde;
  12. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil ainsi qu'aux autorités turques, au Secrétaire général et au Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, au Haut-Commissaire aux minorités nationales de la CSCE et au Secrétaire général des Nations unies.

DOC\_FR\RC\251\251155.jc

PE 181.728/RC1  
PE 181.754/RC1  
PE 181.773/RC1  
PE 181.785/RC1



Parliamentary Assembly  
Assemblée parlementaire

FRES1030.WP  
140813049412F

Edition provisoire

RÉSOLUTION 1030 (1994)<sup>1</sup>

relative à l'arrestation et à la détention de six membres  
de la Grande Assemblée nationale turque les 2 et 3 mars 1994

1. L'arrestation, les 2 et 3 mars 1994, de huit membres de la Grande Assemblée nationale turque (deux d'entre eux ont été relâchés le 4 mars), a immédiatement soulevé une profonde inquiétude à divers niveaux politiques en Europe, d'autant plus que, compte tenu des griefs retenus contre eux et conformément à l'article 125 du code pénal turc, les parlementaires détenus sont passibles de la peine de mort.
2. Le Président de l'Assemblée a exprimé sa très vive inquiétude dans des lettres qu'il a adressées au Président du Comité des Ministres, aux présidents des délégations parlementaires nationales auprès du Conseil de l'Europe et aux dirigeants des groupes politiques de l'Assemblée. Sa proposition d'organiser un débat d'urgence au cours de la partie de session d'avril 1994 a été retenue par la commission des questions juridiques et des droits de l'homme à sa réunion du 21 mars 1994.
3. L'Assemblée, tient, une fois de plus, à condamner tout acte terroriste et tout recours à la violence, quels qu'en soient les auteurs, et espère ardemment que le terrible et sanglant conflit, qui fait rage en Turquie du Sud-Est, trouvera très bientôt une issue pacifique.
4. L'Assemblée est pleinement consciente de la nécessité de préserver l'unité politique et l'intégrité territoriale de la République de Turquie et reconnaît le fait que la solution pacifique, démocratique et non séparatiste de ce problème n'incombe qu'aux citoyens de cette république.

---

1. Discussion par l'Assemblée le 13 avril 1994 (13<sup>e</sup> séance). Voir Doc. 7067, rapport de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme (rapporteur: M. Jurgens). Texte adopté par l'Assemblée le 13 avril 1994 (13<sup>e</sup> séance).

5. Toutefois, en faisant leurs déclarations, les six parlementaires détenus — tous d'origine kurde et membres du Parti démocratique (DEP) — n'ont pas outrepassé leur droit à la liberté d'expression qui est garanti par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ainsi que par la Constitution turque.

6. L'Assemblée ne peut donc tolérer la levée de l'immunité parlementaire, les poursuites, l'arrestation et la détention de six membres de la Grande Assemblée nationale turque pour des motifs fondés uniquement sur des déclarations publiques ou des écrits de ces membres qui revendiquent la reconnaissance d'une identité kurde et prônent certaines formes d'autonomie (culturelle) dont la région où la population est en majorité d'origine kurde.

7. En conclusion, l'Assemblée:

i. demande à sa délégation parlementaire turque et aux autorités turques, de bien prendre conscience que l'arrestation, la détention et la mise en accusation de membres de la Grande Assemblée nationale pour leurs opinions politiques — jugées criminelles par ces autorités — constituent une menace pour l'essence même de la démocratie parlementaire, et que de telles poursuites — si elles s'avèrent nécessaires — doivent être engagées dans le plus grand respect des droits parlementaires et des libertés civiles;

ii. demande aux autorités turques de retirer les accusations qui ont été portées devant la Cour de sûreté de l'Etat contre les six membres du parlement et qui sont fondées sur des déclarations politiques présumées constituer une trahison car on ne peut raisonnablement considérer comme une trahison le fait de prôner des réformes constitutionnelles par la voie parlementaire;

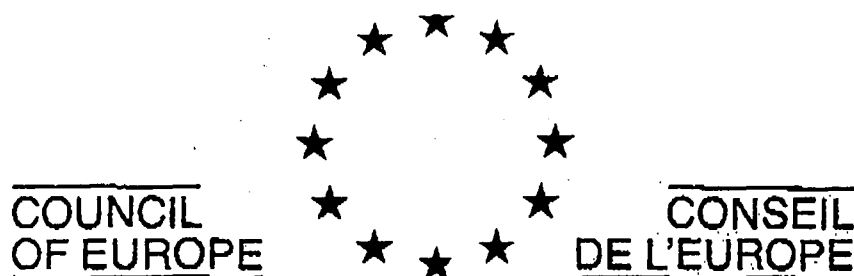
iii. invite les autorités turques à retirer la demande qu'elles ont adressée à la Cour constitutionnelle en vue d'une dissolution du DEP au motif que ses buts (à savoir le séparatisme), constituent une trahison, demande qui ne s'appuie que sur un seul document et deux déclarations qui prônent des changements dans la constitution turque et semblent donc entrer dans le cadre de la liberté d'expression, pour un parti parlementaire en tout cas;

iv. demande aux autorités turques de recourir à la possibilité de préparer le réquisitoire contre les six députés du DEP — si les autorités maintiennent ces poursuites — sans les maintenir en détention, ce qui les empêche de remplir leurs fonctions de représentants du peuple;

v. invite les autorités turques à prendre des mesures en vue d'une solution politique pacifique à la «question kurde» sur le territoire national, dont l'abrogation de toutes les lois qui font du discours politique normal et de la liberté d'expression sur certaines réformes de la Constitution (en l'espèce «l'indivisibilité de l'Etat») un crime de trahison;

vi. invite tous ses membres à saisir toutes les occasions qui s'offrent à eux de soulever avec les autorités turques le cas de leurs six collègues turcs;

vii. engage notamment sa délégation parlementaire turque à créer un climat politique de compromis au sein du Parlement turc afin d'instaurer un dialogue qui reconnaisse l'existence de la «question kurde» et permette la recherche d'une solution politique pacifique.



Parliamentary Assembly  
Assemblée parlementaire

ERES1030.WP  
1403-13/4/94-12-E

Provisional edition

**RESOLUTION 1030 (1994)<sup>1</sup>**

**on the arrest and detention of six members  
of the Turkish Grand National Assembly  
on 2 and 3 March 1994**

1. The arrest of eight members of the Turkish Grand National Assembly, on 2 and 3 March 1994 (two of whom were released on 4 March), immediately raised widespread and deep concern at various political levels in Europe, especially as the detained parliamentarians, in view of the charges brought against them and in accordance with article 125 of the Turkish Penal Code, are liable to the death penalty.
2. Grave concern was voiced by the President of the Assembly in letters which he addressed to the Chairman of the Committee of Ministers and to the Chairmen of the national parliamentary delegations to the Council of Europe and to the leaders of the Assembly's political groups. His proposal to hold an urgent debate during the April 1994 part-session was taken up by the Committee on Legal Affairs and Human Rights at its meeting of 21 March 1994.
3. The Assembly, once more, wants to express its abhorrence of any terrorist acts, and use of violence, irrespective of by whom it is perpetrated, and very much hopes that the dreadful and bloody conflict in south-eastern Turkey will very soon find a peaceful solution.
4. The Assembly is fully aware of the need to preserve the political unity and territorial integrity of the Republic of Turkey and acknowledges that finding a peaceful, democratic and non-separatist solution to this problem is solely the responsibility of the citizens of that Republic.

---

1. Assembly debate on 13 April 1994 (13th Sitting). See Doc. 7067, report of the Committee on Legal Affairs and Human Rights (Rapporteur: Mr Jurgens). Text adopted by the Assembly on 13 April 1994 (13th Sitting).

5. However, by making their declarations, the six detained members of the parliament — all of Kurdish origin and members of the DEP Party — did not go beyond using their right to freedom of expression which is guaranteed in Article 10 of the European Convention on Human Rights as well as in the Turkish Constitution.

6. Thus, the Assembly cannot accept the lifting of the parliamentary immunity, the prosecution, the arrest and subsequent detention of six members of the Grand National Assembly of Turkey for charges solely based on public statements and written publications of these members claiming the recognition of the existence of a Kurdish identity and advocating forms of (cultural) autonomy for the region which has a population of predominantly Kurdish origin.

7. In conclusion, the Assembly:

i. impresses on its Turkish parliamentary delegation and on the Turkish authorities, that the arrest, detention and prosecution of members of the Grand National Assembly for the political views they voice because these views are — in the opinion of these authorities — of a criminal nature, is a possible threat to the very essence of parliamentary democracy, and that such a prosecution — if it is necessary — should be conducted with the greatest concern for parliamentary rights and civil liberties;

ii. calls on the Turkish authorities to withdraw the existing charges before the state Security Court against the six members of parliament based on political statements that are allegedly treasonable, as it cannot reasonably be treasonable to advocate constitutional change by parliamentary means;

iii. calls on the Turkish authorities to withdraw their request before the Constitutional Court to "close" the DEP party on the grounds of treasonable aims (that is separatism), this request being solely based on one single document and on two statements which urge changes within the Turkish Constitution, and therefore seem to fall within the limits of free speech, certainly for a parliamentary party;

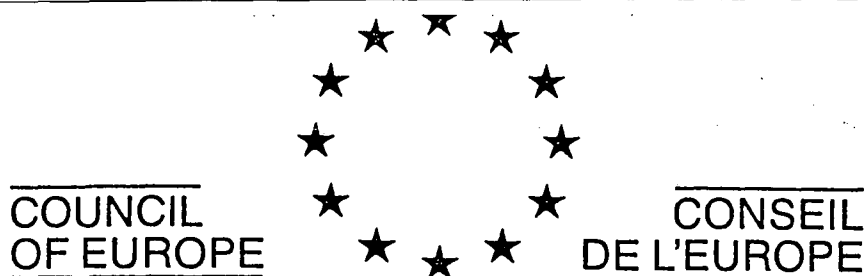
iv. calls on the Turkish authorities to make use of the possibility of preparing its case for the prosecution against the six DEP deputies — if the authorities insist on pursuing the prosecution — without holding them in detention, as this makes their work as representatives of the people impossible;

v. calls on the Turkish authorities to take initiatives for a peaceful and political solution to "the Kurdish question" within its frontiers, including the repeal of all legislation which makes normal political discourse and free speech about specific changes in the Constitution (in this case "the indivisibility of the state") a treasonable offence;

vi. calls on all its members to use every opportunity to raise the case of their six Turkish colleagues with the Turkish authorities;

vii. urges especially its Turkish parliamentary delegation to create a political middle-ground in the Turkish Parliament for a dialogue that recognises the existence of "the Kurdish question" and seeks a peaceful political solution for it.





Parliamentary Assembly  
Assemblée parlementaire

12 avril 1994  
FDOC7067

Doc. 7067

RAPPORT

sur l'arrestation et la détention de six membres  
de la Grande Assemblée nationale turque les 2 et 3 mars 1994

(Rapporteur: M. JURGENS,  
Pays-Bas, Groupe socialiste)

I. Projet de résolution

1. L'arrestation, les 2 et 3 mars 1994, de huit membres de la Grande Assemblée nationale turque (deux d'entre eux ont été relâchés le 4 mars), a immédiatement soulevé une profonde inquiétude à divers niveaux politiques en Europe, d'autant plus que, compte tenu des griefs retenus contre eux et conformément à l'article 125 du Code pénal turc, les parlementaires détenus sont passibles de la peine de mort.

2. Le Président de l'Assemblée a exprimé sa très vive inquiétude dans des lettres qu'il a adressées au Président du Comité des Ministres, aux Présidents des délégations parlementaires nationales auprès du Conseil de l'Europe et aux dirigeants des groupes politiques de l'Assemblée. Sa proposition d'organiser un débat d'urgence au cours de la partie de session d'avril 1994 a été retenue par la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme à sa réunion du 21 mars 1994.

3. L'Assemblée, tient, une fois de plus, à condamner tout acte terroriste et tout recours à la violence, quels qu'en soient les auteurs, et espère ardemment que le terrible et sanglant conflit qui fait rage en Turquie du Sud-Est, trouvera très bientôt une issue pacifique.

4. Toutefois, en faisant leurs déclarations, les six parlementaires détenus – tous d'origine kurde et membres du Parti Démocratique (DEP) – n'ont pas outrepassé leur droit à la liberté d'expression qui est garanti par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ainsi que par la Constitution turque.

5. L'Assemblée ne peut donc tolérer la levée de l'immunité parlementaire, les poursuites, l'arrestation et la détention de six membres de la Grande Assemblée nationale turque pour des motifs fondés uniquement sur des déclarations publiques ou des écrits de ces membres qui revendiquent la reconnaissance d'une identité kurde et prônent certaines

formes d'autonomie (culturelle) dont la région où la population est en majorité d'origine kurde.

6. En conclusion, l'Assemblée:

i. demande à sa délégation parlementaire turque et aux autorités turques, de bien prendre conscience que l'arrestation, la détention et la mise en accusation de membres de la Grande Assemblée nationale pour leurs opinions politiques – jugées criminelles par ces autorités – constituent une menace pour l'essence même de la démocratie parlementaire, et que de telles poursuites – si elles s'avèrent nécessaires – doivent être engagées dans le plus grand respect des droits parlementaires et des libertés civiles;

ii. demande aux autorités turques de retirer les accusations qui ont été portées devant la Cour de Sûreté de l'Etat contre les six membres du Parlement et qui sont fondées sur des déclarations politiques présumées constituer une trahison car on ne peut raisonnablement considérer comme une trahison le fait de prôner des réformes constitutionnelles par la voie parlementaire;

iii. invite les autorités turques à retirer la demande qu'elles ont adressée à la Cour constitutionnelle en vue d'une dissolution du DEP au motif que ses buts (à savoir le séparatisme), constituent une trahison, demande qui ne s'appuie que sur un seul document et deux déclarations qui prônent des changements dans la constitution turque et semblent donc entrer dans le cadre de la liberté d'expression, pour un parti parlementaire en tout cas;

iv. demande aux autorités turques de recourir à la possibilité de préparer le réquisitoire contre les six députés du DEP - si les autorités maintiennent ces poursuites - sans les maintenir en détention, ce qui les empêche de remplir leurs fonctions de représentant du peuple;

v. invite les autorités turques à prendre des mesures en vue d'une solution politique pacifique à la «question kurde» sur le territoire national, dont l'abrogation de toutes les lois qui font du discours politique normal et de la liberté d'expression sur certaines réformes de la Constitution (en l'espèce «l'indivisibilité de l'Etat») un crime de trahison;

vi. engage notamment sa délégation parlementaire turque à créer un climat politique de compromis au sein du Parlement turc afin d'instaurer un dialogue qui reconnaisse l'existence de la «question kurde» et permette la recherche d'une solution politique pacifique.

## II. Exposé des motifs

par M. JURGENS

## I. Introduction

1. A sa réunion du 21 mars 1994 la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme a décidé de proposer que la question de l'arrestation et la détention de six députés du Parti démocratique (DEP) soit examinée au cours de la partie de session d'avril de l'Assemblée. A la même réunion la Commission m'a chargé de soumettre un rapport, le cas échéant, après m'être rendu à Ankara pour recueillir des informations auprès des autorités et des partis en cause, et à d'autres sources. Je sollicite l'indulgence pour toute erreur de fait que j'ai pu commettre, compte-tenu de la période très courte dont j'ai disposé pour rédiger le rapport et des problèmes de traduction posés par les données communiquées en turc.

2. J'ai séjourné à Ankara du 5 au 8 avril 1994, des informations m'ont été communiquées oralement et par écrit à l'occasion d'entretiens avec les personnes ci-après:

5 Avril - MM Hasip Kaplan, Nuri Özmen et Ismail Arslan, trois des avocats qui défendent les six députés.

6 Avril - MM. Mumtaz Soysal (SHP) et Coskun Kirca (DYP), membres de la Commission parlementaire mixte sur la Constitution et la Justice.

- M. Ergün Özbudun, professeur de sciences politiques et de droit constitutionnel à l'Université d'Ankara.

- MM. Akin Birdal, Président, et Hüsnü Öndül, Secrétaire Général de l'association des droits de l'homme (j'avais eu précédemment, le 5 avril, un entretien avec M. Abdullah Koç, Président de la branche de Diyarbakir de l'association).

- M. Yavuz Önen, Président, et M. Mahmut Tali Öngören, coordinateur pour les médias de la fondation turque des droits de l'homme.

7 Avril - M. Sedat Yurtdas, député du DEP dont l'immunité n'a pas été levée bien qu'une demande à cet effet ait été présentée au Parlement.

- M. Nusret Demiral, procureur à la Cour de Sûreté de l'Etat.

- MM. Yekta Güngör Özden, Président, et Ihsan Peker, membre de la Cour constitutionnelle.

- M. Erdal İnönü (SHP), ancien vice-premier ministre du présent gouvernement, actuellement président de la commission des relations étrangères du Parlement.

- M. Ünsal Öztürk, éditeur (YURT) (à sa demande).

3. J'ai été informé par l'ambassade turque à la Haye que, sur la base de la loi sur la procédure pénale et la détention, je ne serais pas autorisé à parler aux députés détenus. Une demande informelle présentée en mon nom au ministre de la Justice alors que j'étais à Ankara n'a pas abouti non plus.

## II. DEP et son prédécesseur, le HEP

4. Peu après les élections du 20 octobre 1991, par lettre en date du 27 novembre 1991, une demande de levée d'immunité a été introduite auprès du Parlement, à l'initiative du procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat, contre 22 députés, sur la base de l'article 125 du Code pénal (haute trahison, passible uniquement de la peine de mort; pour l'exécution d'une condamnation à mort, l'autorisation du Parlement est nécessaire et il n'y a pas eu d'exécution, toutefois, depuis 1984).

5. Les députés visés étaient des membres du parti politique HEP, qui avait conclu une alliance électorale avec le parti social démocrate du peuple (SHP), en 1991 et appartenait donc au groupe parlementaire du SHP. En mars 1992, 18 de ces députés avaient quitté le SHP pour revenir au HEP. Le 12 juillet 1993, un nouveau parti, le DEP, a été fondé et ces députés en sont devenus membres. Le DEP peut être considéré comme un parti successeur du HEP, qui a été interdit («dissous», selon le terme de l'article 69 de la Constitution) par la Cour constitutionnelle le 14 août 1993. Les députés en question viennent principalement des provinces du sud-est de la Turquie où l'Etat d'urgence a été proclamé et dont une grande partie des habitants sont d'origine kurde.

6. Aucune décision n'a été prise sur la demande de levée d'immunité de novembre 1991 à août 1993. Elle avait été soumise à la Commission mixte du Parlement, parmi les 190 affaires dont ce dernier a été saisi depuis 1991 au sujet de diverses prétendues infractions, telles que détournement de fonds, corruption, etc. Jusqu'au 2 mars 1994, aucune de ces affaires n'a abouti à la levée de l'immunité. Dans le cas des députés du DEP, toutefois, douze ans après que l'accusation ait été communiquée au Parlement, la Commission mixte – après avoir entendu les députés en question sur les sept accusations dont ils étaient l'objet, a conseillé à l'assemblée plénière de lever, au scrutin majoritaire l'immunité de sept de ces députés mentionnés dans la requête du 27 novembre 1991. La procédure est fondée sur les articles 108-111 du règlement du Parlement. (Les critères de non-levée de l'immunité sont les suivants: intérêt public, manque de preuves, peu d'importance de l'accusation).

7. L'assemblée plénière a décidé les 2 et 3 mars – date habilement choisie, trois semaines avant les élections municipales, auquel le DEP avait décidé de ne pas participer – au scrutin majoritaire, de lever l'immunité de **MM. Alinak, Dicle, Dogan, Sadak, Sakik, Türk et de M<sup>me</sup> Zana** députés du DEP, pour haute trahison (article 125 du Code pénal), ainsi que celle de M. Mezarci ancien membre du parti islamique (RP) pour «insulte à Atatürk». Après appel devant la Cour constitutionnelle, l'immunité de M. Sadak a été rétablie. Les six autres membres du DEP ont été arrêtés – certains mêmes juste avant que le Parlement ait levé leur immunité – et sont depuis détenus pour interrogatoire par le procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat.

## III. Déclarations équivalent à des actes de trahison ?

8. Dans la lettre du procureur en date du 27-11-1991 et qui énonce les accusations de haute trahison portées contre les députés, on est frappé de constater qu'elles se fondent uniquement sur des déclarations publiques (reprises par les journaux) et des publications

de ces députés, à une exception près, celles de M. Dogan, accusé d'avoir donné asile dans son appartement de fonction d'Ankara à un membre de «l'organisation terroriste PKK». Les déclarations publiques incriminées ont un caractère politique: elles demandent — sous des formes diverses — la reconnaissance de l'existence d'une identité kurde et préconisent des formes d'autonomie régionale ou culturelle pour la région, dont la population est majoritairement d'origine kurde. (On m'a indiqué qu'environ cinquante pour-cent de personnes d'origine kurde vivent dans le reste de la Turquie; un grand nombre de parlementaires de cette origine souhaitent être considérés en premier lieu comme turcs).

9. Quand on lit les déclarations du point de vue d'un observateur extérieur ayant une certaine connaissance du droit constitutionnel et des libertés civiles, il est difficile de comprendre pourquoi ces opinions politiques pourraient être considérées comme des actes de trahison, à l'exception possible de l'une d'elles, que l'on pourrait interpréter comme excusant d'une manière provocante un acte de terrorisme. On m'a expliqué que l'article 125 du Code pénal est censé punir sévèrement tout acte contrevenant aux principes généraux formulés dans les articles 1 à 5 de la Constitution.

10. Ainsi, la «propagande» qui pourrait être interprétée comme portant atteinte à l'indivisibilité de l'Etat (article 3) ou à «la base séculière de l'Etat» (article 2) est considérée comme un acte de trahison parce que l'unité de l'Etat serait compromise par le séparatisme (kurde) et que sa base séculière serait menacée, de même, par le fondamentalisme islamique. Les chefs d'inculpation contre les six députés portent sur le séparatisme, défini à l'article 125 du Code pénal comme «une action pour séparer certaines parties de la Turquie de l'Etat». J'ai cru comprendre que l'Etat considérerait les demandes d'autonomie (régionale ou culturelle) comme des incitations au séparatisme.

#### IV. Autres éléments de preuve

11. Le procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat a allégué au cours de notre entretien que les déclarations n'étaient pas le seul élément de preuve contre les six députés. Certains d'entre eux auraient eu des conversations téléphoniques avec le dirigeant PKK Abdullah Öcalan. Il existerait des enregistrements de communications téléphoniques du chef du PKK mises sur écoute (l'écoute des conversations des députés eux-mêmes n'est possible qu'avec l'autorisation d'un juge).

12. M. Demiral n'a pu m'expliquer pourquoi ces éléments de preuve n'étaient pas soumis au Parlement, alors qu'ils avaient pu jouer un rôle dans les débats sur l'immunité, ces allégations ayant été rendues publiques. La raison en est peut-être que ces éléments de preuve ont été recueillis après la demande de levée d'immunité qui était présentée au Parlement (novembre 1991).

#### V. Dissolution du DEP en tant que parti

13. Indépendamment de l'action de la Cour de Sûreté de l'Etat, le procureur général de la République a déposé devant la Cour constitutionnelle, le 2.12.1993, une demande de «dissolution» du DEP en tant que parti, pour des motifs analogues (incitation au séparatisme) à ceux qui avaient entraîné la dissolution du HEP en août 1993. Cette dissolution se fonde sur les articles 68 et 69 de la Constitution, et sur la loi de 1983 relative aux partis politiques.

14. L'affaire est en instance devant la Cour constitutionnelle et on s'attend à ce qu'une décision soit prise vers le 1<sup>er</sup> juin 1994. Si l'accusation contre le Parti est prouvée, la

dissolution est obligatoire, conformément à l'article 69. La «dissolution» a pour conséquence que le parti cesse d'exister au sens juridique et que tous ses membres perdent, ipso iure leurs sièges de députés — et donc également leur immunité.

15. Comme dans le cas des députés, l'accusation contre le DEP se fonde sur les déclarations publiques, trois en l'occurrence: les «Déclarations du Parti de la Démocratie: la Paix maintenant» lors de sa fondation en août 1993 est le principal de ces textes, les deux autres étant des exposés du Président du parti, M.Yasar Kaya, à Bonn (Allemagne) le 29 mai 1993 et à Erbil (Iraq) le 15 août 1993.

16. Dans ces déclarations et exposés, toutes les mentions d'une question kurde, d'une résolution de cette question selon le processus de la CSCE et la Charte de Paris, d'une «nation» des populations kurdes, du droit à l'autonomie culturelle pour la langue kurde, sont interprétées comme des actes de séparatisme équivalente à une trahison. Il en est de même pour l'évocation d'"une guerre dans le Kurdistan-Nord" et d'une demande de cessez-le-feu entre l'Etat et les «bandits armés dénommés PKK».

17. Il importe de noter que la dissolution du HEP en août 1993 s'est elle aussi fondée sur des déclarations et exposés, dans ce cas ceux du secrétaire-général du HEP M. Fehmi Işiklar, revendiquant une identité kurde en Turquie.

18. Je voudrais souligner qu'il paraît illogique du point de vue de la démocratie parlementaire — de dissoudre et d'interdire un parti parce qu'il a cherché à obtenir des changements de constitution par des moyens parlementaires le but étant en l'occurrence la reconnaissance des kurdes turcs en tant que minorité régionale. On pourrait tenter de justifier l'interdiction d'un parti lorsqu'il est possible de démontrer qu'il poursuit les objectifs précités par des moyens illégaux. Les accusations de ce type ne relèvent pas de la Cour constitutionnelle (toutefois, selon des sources gouvernementales, par exemple selon le chef d'Etat Major, M. Güres, le DEP serait «le bras politique du PKK»). Ces allégations n'ont pas été prouvées devant un tribunal. Le risque pour les députés concernés est démontré par une longue liste des harcèlements et d'attaques contre les parlementaires, contre des membres du DEP (évoqués, parmi bien d'autres), dans le rapport de la Commission des droits de l'homme des parlementaires de l'IUP, mars 1994, CL/154/13a), le point culminant étant l'assassinat du député M. Mehmet Sincar en plein jour dans sa circonscription par des assaillants inconnus, alors que son escorte de police lui avait inexplicablement été retirée).

19. Je ne suis pas seul à parvenir à cette conclusion. La Commission des droits de l'homme des parlementaires de l'Union inter-parlementaire, après avoir été informée de l'arrestation du député du DEP, et avoir entendu la délégation turque à la 91<sup>ème</sup> Conférence inter-parlementaire (Paris, 21-26 mars 1994) s'est exprimée dans le même sens, dans son rapport: elle y affirme notamment, paragraphe 9, ne pas comprendre comment les déclarations des parlementaires en question peuvent être considérés comme une atteinte à l'intégrité de l'Etat, et demande des éclaircissements à ce sujet.

## VI. L'atmosphère publique en Turquie

20. On ne peut raisonnablement se faire une opinion objective des faits dont j'ai été informé, et apprécier les opinions qui m'ont été communiquées, sans prendre en compte l'atmosphère qui règne en Turquie s'agissant de «la question kurde».

21. La violence politique qui a commencé par les actes de terrorisme dont le PKK reconnaît ou revendique la responsabilité depuis 1984, et qui n'a fait qu'augmentés avec les mesures de répression massive prises par l'armée et la continuation des actes de terrorisme, même en dehors du Sud-Est de la Turquie (par exemple l'attentat de la gare ferroviaire de Tuzla en février et celui du bazar d'Istanbul, récemment le 4 avril), empoisonne l'atmosphère à un point tel que tout dialogue politique à ce sujet ne paraît guère possible, car le terrain d'entente politique nécessaire n'existe plus. Cette polarisation a conduit à des poursuites contre quiconque demande l'autonomie régionale par des moyens politiques, constitutionnellement normaux, comme s'il s'agissait d'incitations au terrorisme, uniquement parce que les auteurs de tels actes poursuivent des buts analogues mais plus radicaux, bien qu'ils le fassent par des moyens de tout dissemblables caractérisés par la violence et l'intimidation.

22. Le terrorisme est évidemment inacceptable: l'intimidation politique systématique par l'emploi, ou la menace d'emploi, de la violence s'oppose aux principes de base de notre civilisation. L'histoire montre en outre (IRA en Grande-Bretagne, FAR en Allemagne, ETA en Espagne, Brigades Rouges en Italie, etc.) que les actes de terrorisme perpétrés dans un état démocratique mettent à rude épreuve le respect de la prééminence du droit et des libertés civiles.

23. Les rapports, pour ne citer que des exemples, d'Amnesty International (février 1994), de la Fondation turque des droits de l'homme (1993), de l'association turque des droits de l'homme, du gouvernement des Etats-Unis au Sénat de ce pays (sur 1993), sont tous révélateurs d'une "guerre sale" entre l'Etat et le PKK dans le sud-est de la Turquie, et des milliers de victimes dont la plupart sont des citoyens innocents pris entre deux feux.

24. Il est apparemment devenu impossible d'arrêter cette escalade par des moyens politiques. Dans la mesure où je pus m'en rendre compte, parmi les plate-forme des grands partis politiques (DYP, ANAP et SHP), seuls ceux du SHP – ceux qui font partie de la coalition gouvernementale avec le DYP – reconnaissent expressément la question kurde et préconisent une solution par des moyens politiques plutôt que militaires, tout en approuvant évidemment les poursuites contre les actes de terrorisme. La déclaration du DEP (annexe) donne l'impression d'exprimer les mêmes souhaits. Toutefois, la majorité des hommes politiques semble attendre une solution militaire du problème du terrorisme, et ne veulent parler de solution politique qu'ensuite, et même alors à condition qu'elle ne mette pas en danger l'unité de l'Etat et ne reconnaisse pas d'autres minorités que les religions non musulmanes, acceptées dans le Traité de Lausanne de 1922. La loi sur les partis politiques interdit expressément de préconiser le régionalisme ou le racisme, et interdit même de laisser entendre qu'il existe des minorités ethniques (articles 81-82). J'ai entendu les opinions passionnées à ce sujet, formulées parfois avec véhémence.

## VII. La valeur de la base juridique des griefs retenus contre le DEP

25. Dans ce rapport, tout en faisant preuve de la compréhension la plus large possible pour les problèmes de terrorisme auxquels la Turquie doit faire face, je tiens à mettre l'accent sur la valeur des lois et des procédures appliquées dans l'affaire du DEP et de ses six députés détenus. Il incombe au Conseil de l'Europe de comparer ces lois aux normes de la pratique constitutionnelle et des droits de l'homme reconnus dans notre patrimoine démocratique commun.

## a) La levée de l'immunité

26. Il s'agit d'une décision du Parlement, et donc politiquement motivée dans les règles qui régissent l'affaire.

- On peut être surpris, bien que l'article 83 de la Constitution garantisse aux députés - outre la liberté d'expression que l'article 26 assure à tous les citoyens - une immunité spéciale pour les déclarations faites au sein du Parlement et leur répétition en dehors du Parlement, l'immunité a été levée alors qu'à une exception près, les motifs d'inculpation sont fondés sur des déclarations et donc relèvent de la liberté d'expression couverte par l'immunité.

- On peut être surpris que dans aucune autre des 190 affaires intervenues depuis 1991 - la plupart ne portant pas sur la liberté d'expression - l'immunité n'ait pas été levée.

- On peut être surpris que des députés, une fois l'immunité levée, aient été poursuivis pour des délits qui ne faisaient pas partie des motifs d'inculpation portés devant le Parlement et ne sont pas vraiment liés au crime pour lequel l'immunité a été levée, comme le précise le Code de procédure pénale turc.

27. Toutefois dans la mesure où les procédures sont plus ou moins respectées, la levée de l'immunité reste une décision politique.

## b) La base juridique de l'inculpation

28. La question est donc la suivante: les lois sur lesquelles repose l'inculpation sont-elles acceptables? C'est sur ce point que j'ai de sérieux doutes, notamment concernant les articles 4 et 14 de la Constitution. L'article 4 rend immuable les articles précédents relatifs au fondement même de l'Etat et l'article 14 ouvre de larges possibilités pour restreindre par la loi les libertés fondamentales si quelqu'un y recourt pour essayer de modifier ces fondements.

29. En l'espèce, cette constatation nous amène à la conclusion que de prôner - par des moyens parlementaires et donc en vertu du droit à la libre association et à la liberté d'expression - une réforme de la Constitution peut devenir un acte délictueux grave, même si une interprétation plus libérale du principe de l'indivisibilité de l'Etat devrait pas amener à considérer que certaines formes d'autonomie «culturelles» en faveur de minorités ethniques régionales - comme de nombreux Etats membres du Conseil le reconnaissent - sont destructrices de cette indivisibilité.

30. En Turquie, la question de la restriction des libertés civiles et notamment de la liberté d'expression va bien au-delà de l'affaire du DEP et de ses députés. De nombreux éditeurs, journaux, journalistes et particuliers qui s'expriment sur la "question kurde" - même de la manière la plus innocente, comme dans des publications scientifiques concernant le nom kurde des plantes - sont poursuivis et condamnés à de lourdes peines. La fondation turque des droits de l'homme, par exemple, et également son éditeur, M. Öztürk, ont donné un dossier sur l'écrivain Ismail Besikci, qui pour ses publications, a été condamné à treize ans de prison (1971-1984). Huit autres procès contre lui sont en instance. M. Öztürk attend lui aussi une décision finale des tribunaux à la suite de poursuites engagées contre lui au cours de ses activités d'éditeur. Quelque 68 écrivains et journalistes sont actuellement en prison pour des délits similaires.



31. Ces poursuites donnent l'impression d'une véritable paranoïa de la part de l'Etat quant aux déclarations et publications publiques sur un problème qui officiellement n'existe pas mais qui est pourtant en mesure, semble-t-il, d'imposer à la liberté d'expression et à la liberté de la presse des entraves qui minent la démocratie turque. Ce qui arrive au DEP et à ces députés n'est qu'un élément d'un plan plus vaste de suppression des libertés civiles.

32. Il peut être superflu de dire que mes remarques ne s'appliquent pas aux publications qui incitent manifestement à la violence, au racisme, à d'autres actes criminels ou qui approuvent de telles actions.

33. Tout gouvernement a évidemment le devoir de défendre l'intégrité de l'Etat. Mais quel Etat démocratique, en vertu de la primauté du droit, a besoin de se défendre lui-même en rendant pratiquement impossible tout débat politique normal sur une question constitutionnelle ? N'est-ce pas à ceux qui ont le droit de vote de décider du résultat d'un tel débat en formulant des propositions, au lieu que le Gouvernement n'étouffe le débat?

34. M. Marc Galle, membre du Parlement européen qui a rédigé un rapport sur l'affaire des députés du DEP pour ce parlement après sa visite à Ankara, une semaine après l'incarcération des députés, écrit au sujet des hauts fonctionnaires, en disant que le procureur général Demiral est une personnalité impressionnante qui "veille avec une ambition morbide à l'application d'une Constitution qui conserve des éléments anti-démocratiques ...".

35. Les autorités m'ont fait remarquer que la législation qui restreint les libertés fondamentales pour préserver les principes de base de la Constitution est «nécessaires dans une société démocratique» comme le stipule l'article 10 de la Convention des droits de l'homme. Je ne vois pas bien comment la suppression de tout débat politique sur un élément de la Constitution, c.a.d l'indivisibilité et l'intégrité de l'Etat face à l'autonomie régionale ou culturelle ou la reconnaissance d'une minorité ethnique peut être raisonnablement considérée comme nécessaire dans une société démocratique. Il est de la plus haute importance que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe trouve les moyens d'engager un dialogue sur cette question avec ses collègues et amis turcs.

## VIII. Conclusions

36. Mes précédentes remarques montrent clairement que l'affaire des six députés du DEP détenus doit être considérée dans le cadre d'une absence de débat politique légalement autorisé sur la question kurde sur l'interprétation trop large qui est faite de l'article 125 du Code pénal, de l'article 81 de la loi sur les partis politiques et de la loi de 1991 contre le terrorisme, considérablement exacerbé depuis 1984 par la recrudescence des actes de terrorisme, de l'intensification des mesures visant à y faire échec. Cette escalade a coûté des milliers de vie et jeté dans la détresse des dizaines de milliers de personnes dans la région et dans le reste de la Turquie, en ayant aussi pour conséquence, d'empoisonner le climat politique national.

37. Dans quelques mois, la Cour de Sûreté de l'Etat sera saisie des accusations portées contre les six députés. Si la Cour constitutionnelle décide d'interdire le DEP (décision attendue autour du 1<sup>er</sup> juin 1994), les autres députés du DEP perdront leur siège et pourraient aussi être poursuivis, ayant perdu alors leur immunité. Il ne faut donc pas perdre de temps avant d'intervenir dans cette affaire au nom de notre patrimoine démocratique commun en vertu de la Primauté du droit.

**Que peut faire l'Assemblée parlementaire?**

38. Elle pourrait exprimer ses vives préoccupations, et plus spécialement pourrait

a) demander à sa délégation parlementaire turque et aux autorités turques, de bien prendre conscience que l'arrestation, la détention et la mise en accusation de membres de la Grande Assemblée nationale pour leurs opinions politiques — jugées criminelles par ces autorités — constituent une menace pour l'essence même de la démocratie parlementaire, et que de telles poursuites — si elles s'avèrent nécessaires — doivent être engagées dans le plus grand respect des droits parlementaires et des libertés civiles;

b) demander aux autorités turques de retirer les accusations qui ont été portées devant la Cour de Sûreté de l'Etat contre les six membres du Parlement et qui sont fondées sur des déclarations politiques présumées constituer une trahison car on ne peut raisonnablement considérer comme une trahison le fait de prôner des réformes constitutionnelles par la voie parlementaire;

c) inviter les autorités turques à retirer la demande qu'elles ont adressée à la Cour constitutionnelle en vue d'une dissolution du DEP au motif que ses buts (à savoir le séparatisme), constituent une trahison, demande qui ne s'appuie que sur un seul document et deux déclarations qui prônent des changements dans la constitution turque et semblent donc entrer dans le cadre de la liberté d'expression, pour un parti parlementaire en tout cas;

d) demander aux autorités turques de recourir à la possibilité de préparer le réquisitoire contre les six députés du DEP - si les autorités maintiennent ces poursuites - sans les maintenir en détention, ce qui les empêche de remplir leurs fonctions de représentant du peuple;

e) inviter les autorités turques à prendre des mesures en vue d'une solution politique pacifique à la «question kurde» sur le territoire national, dont l'abrogation de toutes les lois qui font du discours politique normal et de la liberté d'expression sur certaines réformes de la Constitution (en l'espèce «l'indivisibilité de l'Etat») un crime de trahison;

f) engager notamment sa délégation parlementaire turque à créer un climat politique de compromis au sein du Parlement turc afin d'instaurer un dialogue qui reconnaisse l'existence de la «question kurde» et permette la recherche d'une solution politique pacifique.

ANNEXE**Déclaration du Parti de la Démocratie: La Paix, Maintenant!**

Les problèmes de la Turquie ne sauraient être résolus par des mesures anti-démocratiques. La guerre que nous vivons aujourd'hui dans notre pays n'est ni déclarée, ni nommée.

Les peuples kurde et turc ont tous deux payé un lourd tribut à cette guerre odieuse, dans laquelle sont de toute évidence, violées les règles du droit international.

Cette guerre fait chaque jour 30 victimes. Au cours de ce conflit, 17 700 personnes ont ainsi été tuées, 400 villages et hameaux totalement ou partiellement brûlés et vidés de leurs habitants, des forêts ravagées et des monuments historiques détruits. Des millions de personnes ont été contraintes de quitter leur terre natale en un exode massif. Des sommes considérables, prises à notre peuple déjà démuni, ont été dépensées dans cette guerre odieuse.

Travailleurs, défenseurs des droits de l'homme et pacifistes.

Les victimes des deux camps sont nos propres frères, et c'est notre peuple qui, malgré sa pauvreté, doit lui-même financer cette guerre.

Il nous faut reconnaître que cette guerre odieuse, ce massacre de quantité d'êtres humains ne peuvent résoudre la question kurde. Cette politique militariste dure depuis 70 ans, mais quels résultats ceux qui nous gouvernent ont-ils obtenu? Aucun. Si la question kurde pouvait être résolue par une telle politique d'assassinats massifs, d'exils et de rejet de l'identité kurde, alors elle le serait depuis longtemps.

Cette question n'a rien à voir avec «l'arriération économique et le terrorisme». Il s'agit d'une question politique; il s'agit de la question kurde.

C'est pourquoi nous demandons que cessent ces meurtres, que cesse ce bain de sang. Le coût de la guerre s'exprime en vies humaines, en destructions économiques et en perte de nos droits et de nos libertés démocratiques. La paix, maintenant! L'heure est venue de discuter des moyens politiques qui permettront de résoudre cette question.

La perte des droits et libertés dont vous êtes victime est légitimée par les discours qui parlent de «consensus national» et de «menaces contre l'intégrité de la nation». Il ne vous revient pas de supporter un coût aussi intolérable. Ensemble nous devrions dire «Assez!». L'humanité a le devoir de prendre parti pour la paix. A la guerre totale nous devrions opposer la paix totale. C'est notre droit le plus essentiel de vivre dans un monde de paix, de liberté et d'égalité. Nous devrions défendre nos droits et libertés. Nous ne pouvons tout simplement abandonner notre pain, nos libertés, notre esprit de fraternité et nos droits de l'homme aux partisans de la guerre. Ceux-ci ne sont pas si nombreux, et nous avons les moyens de les arrêter. Nous pouvons parvenir à faire cesser ce bain de sang et ces souffrances qui sont les nôtres. C'est notre union qui fait notre force, une force suffisante pour nous permettre de résoudre nos problèmes.

Mais pour cela, il faut tout d'abord faire taire les canons. Le PKK et l'Etat devraient en conclure un cessez-le-feu, et en observer les conditions. Celui-ci devrait être contrôlé par des observateurs neutres qui en seraient les arbitres.

C'est dans un tel climat pacifique et démocratique que pourra être trouvée une solution définitive et viable. Le principe essentiel à respecter est celui de l'égalité entre les peuples. Dans un cadre démocratique, au sein duquel serait respectée l'identité kurde, avec tout ce que cela entraîne, au sein duquel il pourrait être fait usage sans condition du droit à exprimer son opinion et à s'organiser, nous pourrions résoudre ensemble nos problèmes.

Afin de parvenir à la paix et de la rendre viable:

1. L'Etat devrait être prêt à négocier avec les représentants légitimes et élus du peuple kurde.
2. Respectant en cela la réalité sociologique de la Turquie, l'identité kurde devrait être reconnue avec tout ce qu'elle entraîne, et être garantie par la Constitution et un cadre juridique approprié.
3. La Turquie devrait retirer les réserves dont elle a assorti son adhésion aux Traités et Conventions internationaux, et prendre les mesures nécessaires à la solution de la question kurde, conformément aux principes de l'Acte final d'Helsinki et de la Charte de Paris.
4. Le peuple kurde devrait pouvoir s'exprimer de façon moderne, et pouvoir utiliser et développer sa langue, sa culture et ses arts nationaux.
5. Le droit à l'éducation dans la langue maternelle et le droit à la publication et à la radio-diffusion en langue kurde devraient être reconnus.
6. Il est nécessaire de créer immédiatement les conditions démocratiques dans lesquelles la question kurde et toute question similaire pourront être librement débattues.
7. Il devrait être mis fin à l'état d'urgence et à toutes les institutions et mesures qui l'accompagne.
8. Les équipes de guerre spéciales devraient être retirées de la région.
9. Les meurtres qui n'ont pas été élucidés devraient l'être; les équipes anti-guérillas et autres escadrons de la mort devraient être démasqués et supprimés.
10. Les milices villageoises devraient être dissoutes.
11. La loi contre le terrorisme devrait être abrogée.
12. Une loi d'amnistie générale devrait être votée, de façon à mettre fin aux conséquences du coup d'état du 12 septembre 1980.
13. Un système électoral juste devrait être institué, et les conditions d'une libre organisation des élections assurées.

14. Les villages et hameaux vidés de leurs habitants ou détruits devraient être restaurés dans leur état initial, et les villageois victimes de cette situation dédommagés.

15. Il conviendrait de prendre toutes les mesures nécessaires à l'amélioration de la situation économique de cette région.

16. Les noms d'origine des villes, villages et hameaux devraient être rétablis.

Nous invitons les masses qui n'ont aucun intérêt à la guerre à soutenir notre appel pour la paix. La paix, et la paix maintenant! C'est pour nous une nécessité vitale de parvenir à une paix viable et de garantir la démocratie. Nous devrions défendre notre droit à vivre ensemble d'une façon humaine.

Unissez-vous

— Pour la fraternité entre les peuples!

— Arrêtez les canons, arrêtez le bain de sang,

— Pour une solution démocratique à la question kurde et contre la «solution» militaire!

— Rejoignez nos rangs!

Commission chargée du rapport: commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Implications budgétaires pour l'Assemblée: néant

Renvoi en commission: Directive N° 478 (1992) et 485 (1993)

Projet de résolution adopté par la commission le 12 avril 1994 avec 26 voix pour, 1 voix contre et 6 abstentions

Membres de la commission Lord *Kirkhill* (Président), MM. *Schwimmer*, Jansson, (Vice-présidents), Amaral, Andriukaitis (Remplaçant: *Bobelis*), Arnalds, Bentkowski, Berti, Bindig, Borg, Bučar, Candal, *Columberg*, Croze, *Deasy*, *Espersen*, Fogaš (Remplaçant: *Fico*), *Franck*, *Frunđa*, *Fry*, Fuhrmann, Galanos, *Guenov*, Guzzetti, *Hagård*, M<sup>me</sup> *Haller*, M<sup>me</sup> *Holand*, MM. Hunault, *Inönü*, M<sup>me</sup> *Jaani*, MM. *Jaskiernia*, Karas, *Karcsay*, *Kempinaire*, M<sup>me</sup> *Lentz-Cornette* (Remplaçante: M<sup>me</sup> *Err*), MM. *Loutfi* (Remplaçant: *Gotzev*), van der Maelen, *Maginas*, Polli, *Rathbone*, Robles Fraga (Remplaçant: *Lopez Henares*), Rodotà, *Rokofyllos*, von Schmude, Severin, M<sup>me</sup> *Soutendijk-van Appeldoorn* (Remplaçant: *M. Jurgens*), MM. *Soysal*, *Stoffelen*, *Tabajdi*, *Trojan*, Vinçon, *Vogel*, M<sup>me</sup> *Wohlwend*, M. Zapatero.

N.B. Les noms des membres qui ont pris part au vote sont indiqués en italique.

Secrétaires de la commission: M. Plate, M<sup>mes</sup> Coin et Kleinsorge.

RAPPORT DE M. Marc GALLE

Devant la commission des affaires étrangères du P.E.  
à la suite de la mission d'information qu'il a effectuée en Turquie  
du 8 au 11 mars 1994

Les 2 et 3 mars 1994, la Grande Assemblée Nationale de Turquie levait l'immunité de huit de ses membres, dont 6 appartenant au DEP et deux membres non-inscrits, l'un ancien membre de ce même parti, l'autre du RP (Parti fondamentaliste). Cette décision et surtout l'immédiate arrestation de ces élus par les forces de sécurité provoquaient une profonde émotion au Parlement européen, dans de nombreux Etats membres de l'Union européenne, mais également en Turquie.

Le 7 mars 1994, au début de la session du Parlement européen à Strasbourg, la Conférence des Présidents, au cours d'une réunion informelle, m'a chargé d'effectuer en Turquie une mission d'information sur ce très sérieux incident. J'ai quitté Strasbourg dès le lendemain matin accompagné de M. Philippe VENTUJOL, qui cumule les fonctions de secrétaire de la commission parlementaire mixte CE/Turquie et de la commission du règlement, de la vérification des pouvoirs et des immunités, dont j'ai moi-même été le Président. Celui-ci m'a assisté avec toute la compétence et l'efficacité que vous lui connaissez, puisqu'il a été également, pendant de longues années, secrétaire de votre commission.

Sur place, j'ai apprécié le soutien logistique fourni par la représentation de la Commission en Turquie et plus particulièrement M. Michael LAKE qui la dirige et qui a tenu à être présent lors de la plupart des nombreux entretiens que nous avons eu avec les plus hautes personnalités politiques et judiciaires turques, ainsi que les représentants du Parti DEP. Je crois qu'il est important qu'avant d'entrer dans le vif du sujet, je mentionne toutes les personnalités avec lesquelles j'ai pu m'entretenir, car je tiens à souligner que, en tant qu'émissaire du Parlement européen, toutes les portes m'ont été ouvertes et que de l'avis général, il n'a jamais été donné à quiconque de rencontrer au cours d'entretiens privés un si grand nombre de responsables, surtout dans un laps de temps aussi bref.

Nous avons ainsi rencontré :

- . M. Süleyman DEMIREL, Président de la République,
- . M. Hüsamettin CINDORUK, Président de la Grande Assemblée Nationale de Turquie, que je remercie sincèrement de nous avoir reçus parce qu'il était en convalescence après l'opération qu'il a subie aux Etats-Unis. S'il avait été présent, selon l'avis quasi unanime, rien de tout ceci ne se serait produit.
- . Mme Tansu CILLER, Premier Ministre,
- . M. Murat KARAYALCIN, Vice-Premier Ministre,
- . M. Hikmet CETIN, Ministre des Affaires Etrangères,
- . M. DINCERLER, ancien Ministre, membre de l'ANAP (Partie de la Mère Patrie),
- . M. le député Remzi KARTAL, Président ad interim, DEP
- . M. le député Mahmut KILINC, membre du DEP,
- . M. Yekta Güngör ÖZDEN, Président de la Cour Constitutionnelle de Turquie,
- . M. Nusret DEMIRAL, Procureur Général de la Cour de Sureté d'Etat,
- . M. BIRDAL, Président de l'Association turque pour les droits de l'homme,
- . M. Francois DOPFFER, Ambassadeur de France,
- . M. Erik KOBIA, Ambassadeur de Belgique.

Je regrette de n'avoir pu m'entretenir avec M. Erdal INÖNU qui se trouvait à Ismir où nous n'avons pu nous rendre faute de temps.

Je dois dire qu'après toutes ces rencontres et toutes les conversations que nous avons pu avoir en marge de celles-ci, je commençais à désespérer de pouvoir faire un rapport cohérent à mon retour. En effet, nous avons entendu beaucoup de points de vue contradictoires, y compris sur des informations qui devraient être factuelles. Mais par-delà les points de détail, à la fin de notre séjour et notamment après l'entretien avec M. CINDORUK, dont le discours est celui d'un authentique démocrate, une vue d'ensemble du problème a pu commencer à se dégager. Je retracerai ici les points de droit et les analyses qui me paraissent incontestables en mentionnant avec les plus grandes précautions les faits qui nous ont été rapportés de façon contradictoire.

Je terminerai par une réflexion sur la situation politique en Turquie qui me paraît être la clé du problème, ainsi qu'un commentaire sur l'attitude qui devrait être la nôtre, ainsi que des prises de position du Parlement européen et de certains Etats membres en Turquie, non pas seulement auprès des autorités politiques, mais surtout par une grande partie de la population et la jeunesse qui constitue l'espoir de ce pays.

#### Une décision et un coup politiques

Deux décisions ont en fait été prises. Le 2 mars, la Grande Assemblée Nationale de Turquie levait l'immunité de MM. Hatip DICLE, Ahmet TÜRK, Mme Leyla ZANA, MM. Orhan DOGAN, Sirri SAKIK, Mahmut ALINAK. Le jour suivant, de MM. Selim SADAK et Hasan MEZARCI.

Il ne fait pas de doute que la levée de l'immunité de ces huit parlementaires revêt un caractère essentiellement politique. Les principaux responsables ne s'en cachent pas et en particulier, Mme Tansu CILLER, Premier Ministre, puisque c'est son parti, le DYP (Parti de la Juste Voie) qui, avec l'ANAP (Parti de la Mère Patrie), a pris l'initiative de faire figurer en tête de l'ordre du jour de l'assemblée les propositions de la commission mixte constitution et justice en vue de la levée de l'immunité.

Cette modification de l'ordre du jour est intervenue directement en plénière étant donné que le Conseil consultatif qui joue à cet égard le rôle de notre Conférence des Présidents s'était refusé à en faire la proposition. Selon l'ensemble de nos interlocuteurs, cette décision a été motivée par l'intense émotion provoquée dans l'opinion publique par des provocations répétées de la part des députés du DEP et en particulier les déclarations de M. Hatip DICLE, nouveau Président de ce parti, qui peu de temps après l'attentat du PKK contre la gare de Tuzla où sept jeunes appelés avaient trouvé la mort, a déclaré que dans l'état de guerre prévalant en Turquie, il était normal de considérer les militaires comme des cibles. Je rapporterai, mais avec prudence, qu'outre le refus de la part des membres DEP de prêter serment conformément à la constitution et l'introduction par les députés



DEP du drapeau kurde dans le Parlement, il est reproché à Mme ZANA et à M. DOGAN d'avoir eu des liens directs avec le PKK.

Le téléphone mobile personnel de Mme ZANA aurait figuré parmi des équipements saisis dans une cache du PKK.

M. DOGAN aurait soustrait des terroristes aux investigations de la police en les abritant chez lui. Je me dois d'ajouter que les insultes grossières et répétées de M. MEZARCI, ancien membre du Parti fondamentaliste, à l'égard d'Attatürk n'ont pas peu contribué elles aussi à envenimer la situation.

L'émoi est arrivé à son comble lorsque, après quelques tergiversations, le DEP a pris la décision final de boycotter les élections municipales qui se dérouleront le 27 mars prochain.

A cet égard, il convient de mentionner que l'actuel Président de ce parti justifie cette décision par la peur des membres du DEP de se présenter aux élections, étant donné l'incroyable série d'attentats dont les candidats de ce parti, ses membres et ses locaux ont fait l'objet. Si tous les partis actifs dans le Sud-Est sont victimes du double terrorisme qui ensanglante la région (l'un clairement revendiqué par le PKK, l'autre attribué aux forces de sécurité et à des mouvements intégristes), le DEP en détient l'insoutenable record puisque les fameuses "forces obscures" sont allées jusqu'à assassiner en septembre 1993 Mehmet SINCAR, député de ce parti. Je crois important de mentionner ici que M. KARTAL lorsque je lui ai demandé s'il condamnait les agissements terroristes du PKK m'a répondu qu'il "condamnait toute violence" sans autre précision.

C'est lorsqu'on parle des élections municipales que peut intervenir la notion de coup politique car à 15 jours des élections, la sanction des députés du DEP ne pouvait que renforcer dans l'opinion publique la position de ceux qui en prendraient l'initiative. La notion de coup apparaît également dans la procédure suivie puisque, hormis le passer outre à la décision du Conseil des Présidents que je viens de mentionner, et qui est parfaitement légal, Mme CILLER a personnellement évoqué la question de la levée de l'immunité au sein de son propre groupe, ce qui est formellement interdit par l'article 83 de la constitution et qui, en soi, suffirait à justifier une annulation du vote par la Cour Constitutionnelle,

dont le Président, soucieux de son indépendance et de la rigoureuse observation de la constitution m'a paru fournir à cet égard toutes les garanties, en dépit d'allégations fâcheuses que nous n'avons pu vérifier concernant des décisions de cette haute juridiction dont la publication aurait été délibérément retenue. M. ÖZDEM s'est de surcroît montré très sévère à l'égard des méthodes employées par la police.

La décision de la Cour devrait intervenir sous quinzaine et portera au total sur 19 dossiers, chacun des parlementaires étant poursuivi sous plusieurs chefs d'accusation. Ce délai coïncide avec celui de garde à vue à l'issue duquel cependant le Procureur Général pourra placer les prévenus en détention, sauf, bien entendu, décision contraire de la Cour constitutionnelle.

Je tiens à insister ici sur un point : s'il est vrai que l'initiative est venue du Parti du Premier Ministre, la modification de l'ordre du jour en plénière a été votée essentiellement par ce parti et l'ANAP, la décision de lever l'immunité a elle-même reçu une large majorité de la part des principaux partis, y compris de leurs membres kurdes, dont on évalue le nombre de 100 à 154 au sein de la Grande Assemblée Nationale de Turquie selon la générosité avec laquelle les apparentements des uns et des autres sont reconnus.

Cependant, le SHP, Parti social démocrate, membre de la coalition gouvernementale, s'est depuis le début opposé à cette procédure, notamment par la voie du vice-premier Ministre, M. KARAYALCIN, qui a ostensiblement quitté la salle lors des votes, et de M. CETIN, le Ministre des Affaires Etrangères. On ne peut donc en aucun cas impliquer le gouvernement en tant que tel dans cette opération. Je tiens à signaler aussi que d'autres oppositions se sont manifestées, à commencer par celle de mon homologue, M. Tunç BILGET, qui n'a pas pris part au vote, tout en étant membre du DYP. Deux membres du SHP auraient néanmoins voté, l'un prétextant après coup s'être trompé de sujet. Il va sans dire que ces oppositions ont été encore beaucoup plus radicales à l'égard de l'attitude des forces de police.

### Le rôle des forces de police

Si l'on peut considérer que la levée de l'immunité en elle-même, en dépit d'une violation de la constitution, et d'une hâte qui ne semble justifiée que par la proximité des élections, a fait l'objet d'une décision à une majorité incontestable de la part du Parlement turc, sur la base de propositions de la commission compétente -les charges étant depuis longtemps connues de tous puisque faisant l'objet de dossiers parlementaires- l'on ne saurait trouver aucune circonstance atténuante à l'intervention des forces de police.

Celles-ci en effet ne se sont pas contentées d'arrêter les députés le jour même de la levée de l'immunité, mais elles l'ont fait -contrairement à ce qui a souvent été dit- à l'intérieur même du Parlement, puisqu'il leur a fallu, pour les attendre aux portes du bâtiment, pénétrer dans l'enceinte de la Grande Assemblée Nationale de Turquie. Ceci bien entendu n'a pu se faire qu'avec l'accord de la Garde du Parlement, ce qui est dit long sur la sécurité dont bénéficie nos collègues turcs.

De surcroît, ces arrestations sont intervenues avant la publication de la décision du Parlement dans les documents officiels, ce qui est une cause de nullité, en dépit des efforts qui ont été faits pour rattraper cette nouvelle bévue et qui, à mes yeux, ne font qu'aggraver la situation puisque cette publication est intervenue à deux heures le lendemain matin ! Il y a mieux : M. Hasan MEZARCI, ancien membre du Parti fondamentaliste RP s'est vu, lui, arrêter à la veille de la levée de son immunité. Il a tout de même été relâché depuis.

Bien entendu, je n'ai pas manqué de dire à tous mes interlocuteurs -et beaucoup d'entre-eux partageaient ce point de vue- à quel point il pouvait être choquant que des parlementaires soient arrêtés d'une façon aussi expéditive, avec un tel mépris, des lois avant même l'expiration des délais d'appel, et en ayant recours à la force, car les députés arrêtés ont été obligés de monter dans des voitures -de surcroît- banalisées. C'est l'ensemble de ces événements qui ont transformé un coup politique en une très grave

erreur et l'embarras des autorités turques n'est peut-être pas étranger au fait que toutes les portes m'aient été ouvertes de façon aussi exceptionnelle.

Cet embarras, je l'ai ressenti à plusieurs reprises, et il me semble largement justifié par le fait que le gouvernement turc, même s'il le souhaitait ardemment -j'ai indiqué tout à l'heure que c'était le cas d'une de ses composantes- ne pourrait obtenir la libération de nos collègues. Ceux-ci sont en effet détenus par le très redouté Procureur Général DEMIRAL, que nous avons pu rencontrer, puisque à titre très exceptionnel, il a non seulement accepté de nous recevoir, mais nous a de plus amenés dans le département du Ministère de la Justice où sont gardés à vue et interrogés les 6 députés du DEP, sous des chefs d'accusation divers, dont les plus graves sont ceux qui relèvent de l'article 125 de la constitution portant sur l'intégrité et l'indivisibilité de l'Etat turc et au titre duquel ils sont passibles de la peine de mort.

Je me dois ici de vous faire part d'un moment de grande émotion lorsque M. DEMIRAL, qui nous a reçus avec une austère civilité -tout en prenant soin d'enregistrer notre conversation- nous a conduits sur les lieux mêmes, en nous informant cependant que nous ne serions pas autorisés à communiquer avec les prisonniers. Quelle ne fut pas notre surprise, lorsqu'après avoir déambulé dans de sinistres corridors entre une double rangée de gardes équipés de fusils d'assaut, nous fûmes introduits dans une sorte de salon assez confortablement meublé où nous avons pu voir, sur un téléviseur dont le son était coupé, quelques minutes de l'interrogatoire de Mme ZANA. Nouvel espoir pour nous lorsque M. DEMIRAL nous a annoncé que nous pourrions, au bout de quelques instants, nous rendre sur place. Nouvelle surprise car au lieu de nous rendre dans la salle où Mme ZANA était confrontée à non moins de trois procureurs, flanqués d'un greffier qui se livrait à des exercices de virtuosité sur la machine à taper la plus ancienne et la plus bruyante qu'on puisse imaginer, nous avons dû observer la scène depuis un réduit obscur et à travers une fenêtre équipée de verre fumé ou d'un miroir sans teint.

Nul ne peut douter que si j'avais été introduit dans la salle où se trouvait Mme ZANA, j'aurais respecté la demande qui m'était faite de ne pas communiquer avec elle, mais ce stratagème m'a paru particulièrement choquant, non pas seulement parce que nous

pouvions voir Mme ZANA, sans qu'elle même ne nous vît, mais parce qu'il me semblait qu'ainsi, on voulait la priver du maigre réconfort qu'aurait pu lui apporter dans sa détention des visages qui auraient pu lui témoigner un peu d'humaine compassion. Et que dire de telles installations, à quoi peuvent-elles bien servir d'ordinaire. La justice turque a-t-elle besoin de recourir au voyeurisme pour accomplir sa mission ?

Ceci étant dit, je dois souligner que M. DEMIRAL s'est montré extrêmement coopératif et que, ainsi que Mme CILLER nous avait précisé qu'elle y avait personnellement veillé, les députés arrêtés sont détenus dans des conditions satisfaisantes, puisqu'ils disposent d'une salle commune avec télévision et presse quotidienne où ils peuvent se rencontrer, ainsi que de chambres individuelles bénéficiant d'un confort tout à fait acceptable.

L'essentiel bien sûr n'est pas là. Mais par-delà les messages que M. DEMIRAL a voulu nous transmettre et la complexité de cette personnalité hors du commun, nous avons pu mieux cerner le rôle qu'il joue dans l'Etat, ainsi que toute une cohorte de hauts fonctionnaires qui, souvent demeurés, comme lui, en poste depuis la dictature, jouissent -au-delà de l'indépendance que requiert la séparation des pouvoirs- d'une véritable autonomie et, se considérant comme les ultimes gardiens du dogme kémaliste aux confins de la république veillent avec une ambition morbide à l'application dans toutes ses dispositions d'une constitution qui, pour être leur seule référence n'en conserve pas moins de très nombreux aspects anti démocratiques et demeure largement en-deçà des récents engagements internationaux de la Turquie. Je tiens à affirmer ma conviction que les principes du kémalisme serait mieux défendus par les représentants élus du peuple.

Ceci m'amène à procéder à une analyse plus profonde de la situation politique et institutionnelle en Turquie, sans quoi ce rapport aurait peu d'utilité. Je le fais en mon âme et conscience, n'engageant que moi-même, mais dans le but de mieux faire comprendre les difficultés de ce pays à répondre à nos attentes et de l'aider à y parvenir.

La situation politique et institutionnelle en Turquie

Les institutions turques reposent en effet sur un contraste étonnant entre, d'une part, le gouvernement, le Parlement et l'administration générale, d'autre part, les forces de sécurité et la magistrature -qu'elle relève du siège ou du parquet.

Les institutions politiques se présentent comme celles de tout état moderne et parfaitement démocratique, le rôle de chacun semble convenablement défini et respecté; l'administration centrale turque est d'un niveau remarquable et l'on pourrait aisément en conclure que ce pays détient les meilleurs atouts pour être un des modèles du genre, si ce n'est que, les plus hautes instances politiques n'exercent qu'une partie du pouvoir, en vertu d'une sorte de perversion des principes de Montesquieu qui crée un cloisonnement total entre l'autorité politique et la justice ainsi que les forces de sécurité. Ce cloisonnement est tel que ces grands corps de l'Etat sont les seuls à pouvoir échapper au contrôle du Conseil Supérieur de l'Etat constitué auprès du Président de la République et destiné à contrôler rien moins que le fonctionnement de l'administration et son respect de la loi. Il bénéficie pour cela d'un pouvoir d'enquête à l'initiative du Président de la République et son pouvoir s'étend -hormis l'exception notoire que j'ai ici soulignée- à l'ensemble des activités de l'état.

De même, si le Président de la République préside le Conseil National de Sécurité, que le Premier Ministre en est membre, ainsi que les ministres de la défense, des affaires étrangères et de l'intérieur, il n'y a pas de lien de dépendance direct entre le gouvernement et les forces armées. Mieux, c'est au sein du Conseil National de Sécurité, que sont élaborées les grandes lignes de la politique de sécurité qui sont soumises au gouvernement qui les examine par priorité.

Cette autonomie est d'ailleurs à sens unique puisque tant le Chef des forces armées que le Procureur Général ont pu se permettre, le premier par voie de presse, le second par des lettres adressées à M. CINDORUK -qui en est furieux- d'exercer des pressions sur les autorités politiques dans l'affaire qui fait l'objet de ce rapport.

La conjonction de cette autonomie absolue conférée à l'ensemble des forces coercitives de l'état et d'une constitution qui contient des dispositions incontestablement anti-démocratiques sape les bases mêmes de l'état et empêche la Turquie d'être à la hauteur des ambitions d'un état moderne et respectueux des principes de la démocratie parlementaire pluraliste. Elle maintient les autorités politiques dans un état de faiblesse endémique que l'on ressent très bien dans le langage populaire, car on entend souvent les turcs se plaindre de la faiblesse du gouvernement et de la force de ce qu'ils appellent l'état et qui n'est en fait que la conjonction de l'ensemble des forces de sécurité et de justice. C'est ce que je traduirais pour ma part dans le constat que la Turquie est un pays tenu mais non pas gouverné, au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire par des institutions politiques reposant sur le suffrage populaire.

Le phénomène totalitaire serait en Turquie un peu comme une vague qui se serait brisée sans qu'il y eût ensuite de ressac et dont les eaux continuent de stagner sur les rives. Ainsi, il n'est plus proéminent, mais demeure diffus dans les rouages de l'état sous la forme d'une sorte de dictature prétorienne rigoureusement protégée par la constitution qui lui sert de prétexte.

Je n'ai pas besoin d'insister sur le fait que de telles analyses ne mettent en aucun cas les hommes en cause. Il suffit d'avoir pénétré dans les bureaux de ces hauts fonctionnaires bardés des symboles du kémalisme et de les entendre se référer à l'exercice de leur devoir pour comprendre que l'essentiel du problème relève d'institutions qui créent un formidable hiatus, mais aussi de ceux qui ont la possibilité et le devoir de les modifier et qui ne l'ont pas encore fait pour des raisons auxquelles la politique n'est pas étrangère.

Je me référerai à cet égard aux déclarations très claires de M. KARAYALCIN, Vice-Premier Ministre, pour qui la modification, non pas de toute la constitution, mais des quelques articles qui font obstacle au bon fonctionnement de l'état, est une priorité absolue. A l'opposé de l'échiquier politique, M. DINCERLER a fait une proposition qui, au premier abord, pouvait paraître un peu utopiste, mais qui à la réflexion est probablement la seule solution possible, car il souhaite, après les prochaines élections, une coalition de l'ensemble des partis politiques qui se recommandent de la démocratie afin de réformer

les institutions et d'adopter un plan de développement économique pour le pays. Il faudra effectivement une telle conjonction de volontés pour aboutir à cette très difficile réforme qui rencontrera bien entendu de farouches oppositions.

Cette analyse ne serait pas complète sans une évocation du rôle de la presse. Celle-ci, qu'elle soit écrite ou radio-télévisée, jouit d'une très grande liberté, davantage peut-être que dans nos pays, car elle ne peut être touchée elle non plus pour ce qu'elle publie, ceci impliquant peut-être cela, à de rares exceptions près elle ne joue pas le rôle de contrepouvoir qui lui revient. Mais ici aussi il s'agit plus d'un problème institutionnel, la qualité des hommes n'étant pas en cause car il existe en Turquie des journalistes de haute valeur morale et d'un très grand courage puisqu'ils constituent une des cibles privilégiées du terrorisme.

Il est temps que les forces politiques turques assument leurs responsabilités puisqu'elles sont les seules à pouvoir débloquer la situation et à éloigner définitivement la Turquie d'un passé dangereux pour elle et pour ses alliés, car nul ne doit perdre de vue qu'après la disparition de l'URSS, la Turquie conserve un rôle capital dans la région et que nous devrions davantage nous préoccuper des menaces qui pèsent sur elle en raison de la progression alarmante de l'intégrisme religieux et de la guérilla toujours plus meurtrière qui embrase tout le Sud-Est du pays.

#### Le rôle du Parlement européen à l'égard de la Turquie

C'est là qu'intervient notre propre responsabilité, notamment comme membre du Parlement européen, car le dialogue entre les forces politiques démocratiques en Turquie et au sein du Parlement européen n'est pas suffisant. Nous sommes prompts à condamner, mais non pas à nous intéresser, à comprendre et à aider, comme en témoigne la dérisoire présence des membres de tous les groupes politiques lors des dernières réunions de la commission parlementaire mixte CE/Turquie. Ce besoin est ressenti en Turquie où tout à la fois Mme CILLER, Premier Ministre, et M. DEMIREL, Président de la république, m'ont chargé de transmettre à tous les membres du Parlement européen une invitation à se



rendre en Turquie afin de mieux connaître la situation de ce pays et de nouer des liens plus étroits avec leurs collègues turcs.

Je crois qu'il serait bon que notre commission invite les groupes politiques du Parlement à prendre contact avec leurs homologues turcs afin de les convaincre de l'urgente nécessité d'aboutir à une réforme institutionnelle et législative en Turquie et à les y aider en leur apportant tout leur soutien.

Les autorités turques ont certainement besoin d'améliorer leur image auprès de leurs partenaires européens, mais il faut reconnaître qu'elles souffrent d'un double handicap à cet égard, car elles se sont toujours révélées très faibles dans ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la communication, alors que leurs adversaires sont particulièrement bien organisés. Je ne porte ici bien entendu aucun jugement de valeur, mais j'en veux pour preuve la tenue d'une conférence de presse au sein du Parlement européen grâce à nos propres services lors de l'adoption d'une résolution par celui-ci et alors même que son émissaire se trouvait encore en Turquie.

Quant à notre résolution, je n'aurais pas la cruauté d'en souligner les erreurs matérielles, ayant déjà dit ce qu'il convenait de savoir quant à la position du gouvernement -c'est un acte de notre parlement, je le respecte en tant que tel. Cependant, son adoption pendant ma mission a eu un effet désastreux sur l'ensemble de l'échiquier politique en Turquie, comme en attestent toutes les déclarations faites à ce sujet. Je tiens cependant à rassurer notre institution sur un point : les dispositions concernant l'application de la peine de mort en Turquie requièrent toujours l'approbation formelle du Parlement et celle-ci n'a jamais été appliquée depuis 1984.

Je demanderai en revanche que l'on aille beaucoup plus loin que l'article 6 de cette résolution qui invite la Commission et le Conseil à appliquer à la Turquie les mêmes principes concernant le respect des droits de l'homme que ceux observés dans le cadre des accords de coopération. Je ne voudrais pas en effet que l'on propose à la Turquie de suivre l'exemple de la Syrie qui, bénéficiaire d'un tel accord, vit depuis longtemps sous le joug d'une des dictatures les plus féroces du monde contemporain, pourtant richement doté à cet égard, et qui jouit avec quelques-uns de ses bons modèles, tel que l'Iran et l'Irak -pour ne citer que les proches voisins de la Turquie- d'une incompréhensible sollicitude de notre

part- sinon que, à l'instar de ce qui s'est jadis passé au Cambodge, ces pays étant absolument fermés à toute présence étrangère, il est très dangereux d'y recueillir des informations et que l'on finit ainsi par se désintéresser du sort de leurs populations.

Je terminerai par une note d'espoir qui nous a été donnée par M. CINDORUK que nous avons rencontré en dernier lieu et qui a eu l'amabilité de nous recevoir en famille à son domicile d'Istanbul. Il existe en Turquie une nouvelle génération nourrie des principes de la démocratie, d'un très haut niveau d'éducation, grâce notamment à la généralisation de l'école publique voulue par Mustapha KEMAL. Celle-ci prendra bientôt en mains les rênes du pays et fera table rase de tout ce qui sépare encore la Turquie des Etats membres de l'Union européenne.

---

reder

agence AFP le 10/03 à 13h 28mn

---

Le Parlement européen dénonce les arrestations de parlementaires kurdes en Turquie

STRASBOURG (UE), 10 mars (AFP) - Le Parlement européen a dénoncé les arrestations de parlementaires kurdes en Turquie et demandé leur libération immédiate, dans une résolution commune adoptée jeudi.

Le parlement turc a décidé le 2 mars de lever l'immunité parlementaire de 8 députés kurdes dont 6 appartenant au Parti de la démocratie (DEP). La plupart de ces députés ont été ensuite arrêtés.

Le Parlement dénonce cette "atteinte du gouvernement turc à la démocratie pluraliste et estime que le "seul tort" des parlementaires arrêtés est "d'avoir défendu les intérêts du peuple kurde de Turquie victime d'une répression militaire sanglante".

La politique de répression et l'interdiction pour les représentants élus de s'exprimer librement "ne saurait qu'encourager les membres de la minorité turque à soutenir le PKK", (Parti communiste du Kurdistan).

Le parlement européen demande au gouvernement turc "de reconnaître enfin les droits à l'autonomie du peuple de Kurde de Turquie".

jld/php c.gva.ank  
AFP 101230 GMT MAR 94

---

## CRIMINALIZING PARLIAMENTARY SPEECH IN TURKEY

Report of the Law Group Delegation to Turkey on the  
Detention of Parliamentarians and the Proceedings to  
Ban the Democracy Party (DEP)



International  
Human Rights **LAW GROUP**

---

1601 Connecticut Avenue NW - Suite 700 • Washington, DC 20009 • 202/232-8500

---

May 1994

# CRIMINALIZING PARLIAMENTARY SPEECH IN TURKEY

Report of the Law Group Delegation to Turkey on the  
Detention of Parliamentarians and the Proceedings to  
Ban the Democracy Party (DEP)

prepared by

**INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS LAW GROUP**

Washington, D.C.

May 1994

## CRIMINALIZING PARLIAMENTARY SPEECH IN TURKEY

### EXECUTIVE SUMMARY

#### The Mission

The International Human Rights Law Group ("Law Group") visited Ankara, Turkey from May 1 to May 4, 1994 to investigate:

- a) the stripping of immunity and arrest of six duly elected Kurdish deputies and one Islamic deputy, and the detention and impending prosecution of the six Kurds on charges that carry the death penalty, and the Islamic deputy on charges of "insult to Ataturk," and
- b) the proceedings to ban the Democracy Party (DEP) brought by the government in the Turkish Constitutional Court.

#### Findings of Fact

In March 1994, the Turkish Grand National Assembly (GANT or "Assembly") voted to lift the immunity of eight deputies: Hatip Dicle, Orhan Dogan, Sirri Sakik, Selim Sadak, Ahmet Turk and Leyla Zana, all from the DEP; Mahmut Alinak, formerly DEP and now an independent; and Hasan Mezarci, former Welfare Party member. Following arrests of the MPs in scenes of chaos, two of the deputies appeared before regular courts. Charges were dismissed as to one of the deputies, Selim Sadak; Mezarci, the pro-Islamic politician, was released pending trial. The six Kurdish deputies are being held in prison pending trial before the Security Court, a quasi-military court with powers not normally given to a court under a democratic system of government.

The charges against the DEP deputies upon which the Parliament stripped immunity are based on conduct that involves nothing more than the exercise of freedom of expression. As stated in the list of charges that led to the stripping of immunity, the DEP representatives are accused of trying to "separate the . . . Turkish Republic through legal ways." Under Turkish law, the subsequent investigations and prosecutions must be limited to those charges for which immunity was lifted by the Parliament. However, State Security Court prosecutor Nusret Demirel made clear to the Law Group delegation his plans to include at trial charges that involve affiliation with the Marxist Leninist Kurdistan Workers Party, better known by the initials PKK, and complicity in acts of murder and terrorism carried out by the PKK. He asserted that there was no need to submit additional charges to Parliament for a further lifting of immunity. Reports indicate that the prosecution is conducting a wide-spread investigation of all activities of the arrested deputies.

representatives in the GANT, have also seen their right to take part in government violated. This deprivation will only become more severe if the Constitutional Court dissolves the DEP. If the Court bans the DEP, all 13 DEP deputies will be stripped of their parliamentary membership and the seven who remain free will be potentially subject to criminal prosecution as well.

By the lifting of immunity, arrests, investigations and proposed prosecution, Turkey has violated, and continues to violate, treaty obligations as well. Those obligations arise under, among other treaties, the European Convention on Human Rights, which is fully binding as the domestic law of Turkey and overrides, in cases of inconsistency, even the Constitution itself. Along with the rights to freedom of expression and association, the Convention's guarantee of the rights of national minorities and the right to prompt presentation of prisoners to judicial authorities and release pending trial have been or may be violated through the DEP deputy prosecutions and the potential dissolution of the DEP. Although Turkey has not implemented the Helsinki Final Act and is thus not directly binding, the Act's recognition of the rights of minorities is declaratory of general principles of law to which the Turkish courts have historically given effect.

Turkey's international obligations, generally as a member of the community of nations, and specifically as a party to human rights treaties, require that it abandon its current efforts to create a legal cover for the illegal political objectives it seems intent upon achieving. The process by which immunity was lifted appears suspect under internationally recognized notions of fair process as well as Turkish constitutional requirements. The use of the capital offense must be reserved for acts -- not speech -- intended to divide the State, and even if it included speech, could not pass muster under internationally recognized parameters of exercise of freedom of expression. The prospect of secret trials before a quasi-military court on trumped-up charges looms imminent and would breach universally recognized norms of fair trial.

## CRIMINALIZING PARLIAMENTARY SPEECH IN TURKEY

### I. THE MISSION

The International Human Rights Law Group ("Law Group") visited Ankara, Turkey from May 1 to May 4, 1994 to investigate:

- a) the stripping of immunity and arrest of seven duly elected Kurdish deputies, the detention and impending prosecution of six on charges that carry the death penalty, and the stripping of immunity, arrest and prosecution of an Islamic deputy, and
- b) the proceedings to ban the Democracy Party (DEP) brought by the government in the Turkish Constitutional Court.

The deputies are: Hatip Dicle, Orhan Dogan, Sirri Sakik, Ahmet Turk and Leyla Zana, all five from the DEP; Mahmut Alinak, formerly DEP and now an independent; and Hasan Mezarci, former Welfare Party member.

The Law Group team consisted of Steven Schneebaum, a member of the Executive Committee of the Law Group's Board of Directors and partner at the Washington, D.C. law firm of Patton Boggs and Blow; David Korn, an expert in Middle Eastern affairs and former Ambassador; and Henry Rosenberg, a New York lawyer and businessman.

Before leaving for Turkey, the Law Group team, together with Law Group Legal Director Janelle Diller, met with members of the US State Department and the Embassy of the Republic of Turkey in Washington, D.C. The team requested the Turkish government to facilitate meetings with senior government officials and to grant full and confidential access to the detained parliamentarians. Congressional letters supporting the Law Group's need to meet with the detainees were sent to the Turkish Embassy from Claiborne Pell, Chairman of the Senate Foreign Relations Committee, and the Chair and Co-chair of the Congressional Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), Steny Hoyer and Dennis DeConcini. Ultimately, access to the detainees was denied, as it has been for all foreign visitors, including Mr. Erik Jurgens, the Council of Europe rapporteur who visited Turkey in April 1994.

In the course of its visit to Ankara, the Law Group delegation met with:

- senior officials of the Ministry of Justice and the Ministry of Foreign Affairs, including Deputy Under-secretary of the Ministry of Justice Yildirim Turkmen, and Deputy Under-secretary of the Ministry of Foreign Affairs Unal Unsal
- the Ankara State Security Court chief prosecutor, Nusret Demirel

Public frustration has been compounded by casualties suffered in the Turkish army's battle against the Kurdish insurgency in the southeast. The insurgency, led by the Marxist Leninist Kurdistan Workers Party, better known by the initials PKK, has stubbornly continued to grow. Underlying this insurgency was the Turkish government's denial of national, cultural or linguistic identity to Turkish Kurds, who were commonly referred to as "mountain Turks." Since the inception of the Republic in the early 1920s, the Kurds were prohibited from speaking the Kurdish language in public; teaching, publishing and broadcasting in the Kurdish language was banned.

From 1989 onward the policy of denial of Kurdish identity began to be relaxed. In 1991, for the first time since the 1920s, a specifically Kurdish bloc of 22 deputies was formed in the Turkish Parliament under the name of the People's Labor Party (HEP). Charges were filed in Parliament in late 1991 for the lifting of immunity of several HEP deputies stemming from remarks they made during the electoral campaign or during or after their swearing in. Although the charges were not acted upon at the time, in 1993 the HEP was dissolved by court action. The party reemerged soon as the Democracy Party (DEP) with 18 deputies. Since then, the DEP parliamentary bloc has been reduced to 13 by the resignation from its parliamentary bloc, owing to harassment, of four of its members, and the as yet unsolved murder of one.

On February 12, 1994, a bomb placed in a suburban Istanbul railway station killed five Turkish military academy cadets and wounded several others. The bombing was attributed to the PKK. On February 17, 1994, DEP deputy Hatip Dicle made public comments to the effect that the bombing was a type of act inevitable so long as the war in the southeast continues. The next day, in apparent retaliation for the bombing, the Ankara headquarters of the DEP party was bombed, killing one person and injuring another. An allegedly paramilitary group called the "Turkish Revenge Organization" claimed credit for the bombing. On February 25, 1994, the DEP announced that it would boycott municipal elections scheduled for late March, declaring that the arrest of 325 of its candidates and the closing of 19 of its offices had made a free and fair competition impossible. The withdrawal of the DEP left the way open for a sweep of the southeast by the Welfare (Islamic) Party and helped boost the party to power in Istanbul and Ankara.

### III. FINDINGS OF FACT

In March 1994, the Turkish Grand National Assembly (GANT or "Assembly") voted to lift the immunity of eight deputies: Hatip Dicle, Orhan Dogan, Sirri Sakik, Selim Sadak, Ahmet Turk and Leyla Zana, all from the DEP; Mahmut Alinak, formerly DEP and now an independent; and Hasan Mezarci, former Welfare Party member. In scenes of chaos, two of the MPs were arrested outside the Parliament building. The others barricaded themselves inside only to surrender later. Two of the deputies appeared before regular courts: as to one of the deputies, Selim Sadak, charges were dismissed and he was freed; Mezarci, the pro-Islamic politician, was released pending trial. The six Kurdish deputies who appeared before the Ankara State Security Court are being held in prison pending trial before that Security



headband of the same colors. They also allegedly stated prior to taking the oath and subsequently at a press conference that they were reading the oath under pressure. Following the taking of the oath, Leyla Zana allegedly said in Turkish: "I am a Kurd. I will remain a Kurd forever. I am taking this oath compulsorily and under pressure. But I am still a Kurd, and I will remain a Kurd."<sup>4</sup>

- In the biography text presented to the chair after the oath ceremony, the deputies allegedly wrote "Turkish" in answer to the question that asks about "the foreign languages which they are able to speak."<sup>5</sup>
- One of the deputies, Hatip Dicle, promised a gathering in a cafe in Diyarbakir that "[w]e will declare all rights of kurdish [sic] nation from the parliament to all of the world . . . we will tell them, with a blaiving [sic] noice [sic] and by force that, there is no way other than accepting legal rights of Kurd . . . the memory of . . . our martyrs will be guide for our struggle . . ."<sup>6</sup>
- Leyla Zana addressed an election meeting of the Social Democratic Party (SHP) wearing "yellow, green and red" and saying, "Hello Kurdish martyrs, hello . . . Clap for our homeland not for me."<sup>7</sup>
- Unspecified police reports "about the actions of Ahmet Turk in previous year . . . which damage state unity, and try to separate a part of state land from state administration . . ."<sup>8</sup>
- When questioned about his siblings in the PKK, Sirri Sakik said, "They are warriors of freedom. They have choosed [sic] that way, and I have choosed [sic] the democratic way. I am elected as a deputy, and I will defend our rights in parliament." The Accusation comments thereafter: "This is a sign of action . . . the accused . . . try to separate the State of Turkish Republic, through legal ways."<sup>9</sup>

---

<sup>4</sup>Ankara State Security Court Accusation, dated November 27, 1991, submitted to the Ministry of Justice, Accused Claimants Fehmi Isiklar, et al. ["State Security Court Accusation"], at 6-7, 9.

<sup>5</sup>State Security Court Accusation, at 28.

<sup>6</sup>State Security Court Accusation, at 10-12.

<sup>7</sup>Security Court Accusation, at 12.

<sup>8</sup>State Security Court Accusation, at 14.

<sup>9</sup>State Security Court Accusation, at 17.

The Chief Prosecutor told the Law Group that an indictment would not be ready for three months. Recent press reports allege that one of the State Security Court prosecutors, military Major Ulku Coskun, has visited the southeast recently to conduct interrogations.<sup>13</sup> In discussing the charges in what he estimated would be a 500-page bill of charges, the Chief Prosecutor stated that he had evidence the MPs had ordered the PKK to threaten a particular village in the southeast so that the villagers would join the PKK and, when the villagers refused, 70 people were massacred and the village destroyed. The prosecutor refused to divulge to the Law Group delegation the name of the village or the date of the alleged incident. When the Law Group delegation asked the prosecutor why those charges weren't in the Accusation, the prosecutor offered no explanation.

Family members and colleagues of the jailed DEP Mps advise that the deputies have not been subjected to torture but, according to some reports, the deputies report long interrogation sessions. Because the Turkish government refused the Law Group access to the detainees, the delegation found it impossible to verify the state of the deputies and the conditions of their detention. According to the Turkish Daily News, the five male DEP deputies are staying in a four-by-four meter room at the Ankara open prison, and exercise in a three-by-nine meter garden. They are banned from speaking to any other ordinary or political prisoner. The female deputy, Leyla Zana, is being kept in isolation in her own room where she cooks for herself. She is banned from talking to other prisoners, including the other imprisoned deputies, except during weekly visiting hours. She is visited by her husband and daughter.<sup>14</sup>

#### B. The Case Against the pro-Islamic Deputy

The lifting of immunity of the pro-Islamic politician, Hasan Mezarci, was based on charges involving provisions of the Turkish criminal code prohibiting "insult to Ataturk." The charges focused on remarks that he says were deliberately distorted by the Turkish media which has attributed to him a statement to the effect that Ataturk was the son of a prostitute. Mr. Mezarci stoutly denies having said anything of the sort but contests the legality of the Turkish law that makes "insult to Ataturk" a criminal offense. Mr. Mezarci further complained that he has been the object of an extensive and virulent campaign of vilification carried out in the Turkish media, at governmental instigation he alleges, that has put him and his family members lives in danger.

Mr. Mezarci also complained of procedural violations in connection with his arrest: the order for his arrest had been issued two days before parliament acted to lift his

---

<sup>13</sup> Turkish Daily News, April 28, 1994, "Justice has been trampled upon," p. B1, col. 1.

<sup>14</sup> Turkish Daily News, April 28, 1994, "Justice has been trampled upon," p. B1, cols. 1, 2, 3.

peaceful and political solution to the Kurdish question." The rapporteur, Erik Jurgens, concluded that he agreed with the Inter-Parliamentary Union statement of March 1994 that "it seems - from a point of view of parliamentary democracy - illogical to disband and forbid a party for wanting to bring about changes in the constitution by parliamentary means, in this case with a view to recognize the Turkish Kurds as a regional minority . . . If the Constitutional Court 'closes' the DEP by its decision . . . the other DEP deputies . . . could very well also be prosecuted . . . No time must therefore be lost before intervening in this matter in the name of our common democratic heritage under the rule of law."

#### IV. LEGAL CONCLUSIONS

The lifting of parliamentary immunity of the seven deputies, the imminent trials of six for the capital offense of encouraging separatism, and the impending proceedings to dissolve the Democracy Party (DEP), are all violations of obligations binding on Turkey in both conventional and customary international law. The events present serious questions with regard to the degree to which the application of the Constitution and laws of Turkey in these cases conform with internationally-recognized standards.

##### A. International Obligations

As a member of the United Nations, Turkey is a party to its Charter and is bound by customary international law. Certain provisions of the Universal Declaration of Human Rights (UDHR), while not itself a treaty, are generally accepted as a codification of the customary international law of human rights, binding on all states and from which no derogations are permitted. The removal of members of the GANT, their subjection to criminal penalties for the non-violent expression of ideas, and the move to ban the DEP, all abridge at least four norms recognized in the UDHR:

- Article 9, recognizing the right to be free from arbitrary arrest and detention;
- Article 19, protecting freedom of expression;
- Article 20, governing freedom of association; and
- Article 21, recognizing the right to take part in government. The violation of this Article affects the rights not only of the detainees themselves, but of their electoral constituents, who are deprived of their legally chosen representatives in the GANT. This deprivation will only become more severe if the Constitutional Court dissolves the DEP. If the Court bans the DEP, all 13 DEP deputies will be stripped of their parliamentary membership and the seven who remain free will be potentially subject to criminal prosecution as well.

The European Convention on Human Rights (ECHR) is a treaty to which Turkey has been a party since its inception in 1953. It is also -- pursuant to Article 90 of the Turkish

prevail over the vague terms of Article 125 of the Penal Code in a case like this one. Article 125 forbids, on pain of death, acts -- not speech -- intended to divide the State. Putting aside the question whether the definition of criminality in Article 125 could survive challenge under the international norms discussed above, there appears to be no authority for the contention that the words attributed to these defendants come anywhere close to being acts of the kind to be prohibited by that Article. Furthermore, under the law, these deputies cannot be tried on the existing waiver of immunity for any offenses of which they have not been charged.

The procedural aspects of trial before the State Security Court raise serious questions whether the six DEP deputies will receive fair trials. The Chief Prosecutor of the State Security Court told the Law Group delegation that his five hundred page bill of charges will be presented to the attorneys for the accused approximately one month before the beginning of the trial but that it will be denied to the public even after that time. Several Turkish officials told the delegation that they could "not imagine" that the trial would be held in secret but none was in a position to offer absolute assurance that the trial would be public or that significant parts of it might not be secret. Other observers pointed out that, given the State Security Court's vast powers and its ability to operate behind the veil of secrecy, it would have no difficulty in producing tainted testimony linking the six accused to the PKK and to PKK acts of terrorism and murder.

By the same token, the prosecutors appear not to have met the standards required under Article 69 of the Constitution to justify dissolving the DEP in a manner consistent with Turkish internal laws. Those standards seem to require a systematic abuse or destruction of rights under Article 14.

## V. RECOMMENDATIONS

The preceding findings of fact and conclusions of law create deep concern about the violation of fundamental, internationally recognized rights of the seven MPs, the Democracy Party, and their constituents. The Law Group is concerned that the prosecution of the six Kurdish deputies and the Constitutional Court proceedings to dissolve the DEP may presage a return to the traditional Turkish government practices of denial of Turkey's Kurdish reality and resort to military force as the exclusive means of dealing with Kurdish dissidence. A return to these practices can only exacerbate the conflict between the Turkish state and its Kurdish minority, with ominous implications for the future of democracy and human rights in Turkey.

In taking this position, the Law Group makes clear its unstinting opposition to terrorism, whatever its motivation and whatever its source. International norms condemning the use of terror to achieve political ends, while they may be in a state of development, leave no doubt as to their general thrust. The Law Group's position with respect to the right of free speech of Turkish parliamentarians and their constituents is not an endorsement of the Kurdish Workers' Party or of any other organization.



# International Human Rights LAW GROUP

GRUPO JURIDICO INTERNACIONAL DE DERECHOS HUMANOS  
GROUPE JURIDIQUE INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME  
1601 Connecticut Avenue NW • Suite 700 • Washington DC 20009 USA  
Telephone (202) 232-8500    Telefax (202) 232-6731  
E-Mail: lawgroup@lhc.apc.org

**FOR IMMEDIATE RELEASE**  
**May 16, 1994**

**Contact: Janelle M. Diller**  
**(202) 232-8500**  
**or**  
**Steven Schneebaum**  
**(202) 457-6300**

## **RIGHTS GROUP CRITICIZES TURKEY FOR ARREST OF KURDISH PARLIAMENTARIANS**

### **Lawyers Warn of Secret Trials, Death Penalty**

WASHINGTON DC -- Turkey committed a "clear violation" of international law when it jailed six Kurdish parliamentarians in March, according to a report released today by the International Human Rights Law Group, which warned that the six might be sentenced to death after a secret trial.

Six members of the Turkish Parliament were stripped of their immunity for advocating the recognition of Kurdish rights through non-violent legislative action. The six, five of whom belong to the Kurdish-based Democracy Party (DEP), were accused of making "separatist" speeches, a charge carrying the death penalty. The seventh, an Islamic deputy, was charged under a provision of the Turkish criminal code prohibiting "insult to Ataturk," founder of modern Turkey. He has been released pending trial but the Islamic Party has thrown him out.

"The charges used to strip the Kurdish deputies' immunity involve nothing more than the exercise of their freedom of expression," said Law Group Legal Director Janelle Diller. "A system that punishes legal means of advocating change will leave moderate Kurds in Turkey with no choice but to be heard by force." In today's report, Criminalizing Parliamentary Speech in Turkey, the Law Group accused the Turkish government of trampling the rights to freedom of expression and association and the right of all citizens to take part in government.

(more)

-2-

The report is based on the findings of a three person delegation dispatched to Turkey earlier this month to investigate the detention of the parliamentarians and the Turkish government's efforts to outlaw the Kurdish-based DEP. According to the delegation's leader, Steven Schneebaum, "The prospect of secret trials before a quasi-military court on trumped-up charges looms imminent."

The delegation met with the chief prosecutor in the case against the Kurdish deputies, senior officials of the Justice Ministry and Foreign Affairs Ministry, members of parliament from the government's coalition and opposition parties, chairmen of parliamentary committees, and lawyers of the detained parliamentarians. Despite pleas from United States Senators and Congressmen, the delegation was denied access to the detained parliamentarians by the Turkish government.

The report calls on the Turkish government to withdraw the charges against the Parliamentarians or, at least, assure that the trial of those facing the death penalty -- should it take place -- be open to the public and in the presence of international observers.

The report also calls on the United States to protest Turkey's actions.

--/--

*The Law Group is a nonprofit, nongovernmental advocacy organization that mobilizes the special skills of the legal community to: empower locally-based human rights advocates in to promote human rights in their own countries, pioneer the development of human rights law, and seek justice for victims of human rights abuses.*

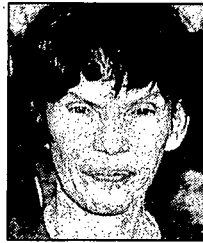
## **Revue de presse - Réactions**

# THE EUROPEAN

The European, Orbit House, 5 New Fetter Lane, London EC4A 1AP

- 25 - 31 MARCH 1994

# The people who just want to write 'I love you' in Kurdish



In the run-up to Sunday's municipal elections in Turkey, **Danielle Mitterrand** argues that Europe must help the Kurds

WHILE five Kurdish members of the Turkish parliament continue to be held incommunicado, accused of preaching separatism and facing possible death sentences, and as the pressure of migration into Europe by Kurdish asylum-seekers continues to grow, my mind goes back to October 1992 when I made my second visit to the largely Kurdish provinces of the southeast of Turkey.

Among the people I met then was an ordinary man named Nouri Sinir. He had just witnessed the assassination of his uncle during the destruction by the army of the town of Varco. He pleaded: "I implore you to ask Turkey to abide by its international commitments. This human tragedy must stop."

To that human tragedy has now been added the destruction of the Kurdish towns of Sirnak, Cukurca and Kulp. Their populations have been terrorised and turned into refugees. The number of villages razed to the ground has exceeded 700. According to Lord Avebury, chairman of the British parliamentary human rights group: "This is the largest and most appalling case of the violation of human rights in the world and it takes place in a Nato country."

During my first visit to Turkey in April 1989, I was hopeful that a peaceful solution might be found to the problem of the 12 to 15 million Kurds. This was despite pressure exerted on me by the

government not to go further east than Ankara, press propaganda directed against me, and actions taken against those Kurds who claimed their right to cultural freedom. The journey ahead was going to be dangerous and tiring and the temptation to give in was strong.

"We have no Kurdish problem," I was told on numerous occasions and would have been only too glad to discover that it was so. But there had been too many reports to the contrary and I had to see for myself. So it was that, in the company of Kurdish parliamentarians, we set out for "the region of the Turks of the Mountains". That is when I met Mussa Antar. What a refined man he was. Even though it was very late when we arrived, we talked into the small

hours. He told me that, against the law, he wrote his poems in Kurdish, because it was the only language in which he could say "I love you" from the bottom of his heart. He told us how the police broke into his home, burnt his writings, tortured him and kept him in prison for several years. "I am glad to have met you," he said. "And if, tomorrow, I am arrested again, I will know why." He was savagely assassinated in 1992.

I also listened to the story of Leila Zana, who would spend hours in front of the prison of Diyarbakir, where her husband, the city's former mayor, was being held for objecting to the cultural genocide of his people. Zana now represents Diyarbakir in parliament, but her parliamentary immunity has been removed and she is one of the five members of parliament thrown into jail. Also, 54 officials of her party, the Democratic Party, have been killed and an attempt was made on her life. The organisation has been forced to withdraw from the municipal elections of 27 March.

Reading the newspapers over the following days, I realised how much control was exercised over the media. The account of my visit seemed to have been dictated and reproduced in a tone distinctly suspicious of me.

Freedom of expression is not a characteristic of Turkish democracy. Nor could it be when the so-called anti-terror

RICHARD WAYMAN



Tragedy without end: a Kurdish demonstrator in Cologne, above, turns himself into a human fireball. Left, a Turkish army patrol takes to the streets of Kiziltepe in the southeast of the country



law stipulates, among other measures, that all manner of financial and material pressure should be used against newspapers and publishers that indulge in "the crime of propaganda".

Of course, those who kill in Turkey can also be found among certain extremists in the Kurdistan Workers' Party, the PKK, which is fighting for a federal state in Turkey. Their methods are just as reprehensible. But it is the Turkish army which is the best recruiting agent for the PKK. The army's policy of indiscriminate violence, and the

state's refusal to talk, even when the PKK laid down its arms unconditionally in March last year, have made the guerrillas a real force of tens of thousands of people driven to despair after their families were massacred or brutalised.

I still hope that the proposals we laid before the parliamentary human rights group in London in January will be seen by the Turks not as an act of hostility, but of conciliation. What we suggested was a meeting in Paris to assemble members of the Turkish parliament of all hues, both Turks and Kurds, to meet

other European parliamentarians, in the hope of finding a peaceful way out of the tragedy. Without waiting for that to happen it is urgent that the appeal of the 17 threatened Kurdish parliamentarians be heeded immediately.

We must never again leave millions of men, women and children at the mercy of the Turkish army.

*Danielle Mitterrand, wife of the president of France, writes here in her capacity as chairman of France Libertés.*

DPA / HARTMUT



Saturday, March 12, 1994

turkish daily news

# Oxman: Kurdish problem cannot be solved through purely military means

Turkish Daily News

**ANKARA-** U.S. Assistant Secretary of State Stephen Oxman was interviewed at Ankara's Esenboğa Airport before departing from Turkey following a meeting on Operation Provide Comfort II. Since Oxman's statements reflect American policy on Turkey and are related to one of the most sensitive issues on this country's agenda, the TDN is giving his remarks in question and answer form for the convenience of the readers.

**QUESTION:** After you left the press conference, one of our colleagues asked what you might have meant by a "political solution" to the Kurdish problem. Undersecretary Sanberk suggested that question should be directed to you.

**OXMAN:** Let me just say that nothing that I have said about that is new: It's the same position I expressed when I was here in December, but let me just amplify that. Turkey, first of all I want to stress, is a very valued ally of the United States and we want to see a strong Turkey. We support the Turkish government in its fight against PKK terrorism. We also believe that a lasting solution to the problems in the Southeast cannot be achieved through purely military means. We believe that non-military civil and social solutions must be pursued at the same time consistent with Turkey's territorial integrity, consistent with Turkey's Constitution, consistent with Turkey's tradition as a pluralistic, multi-party democracy. We do not advocate any particular civil or political solution or any particular means for those solutions. Those are for Turkey to decide. But we do believe that the Turkish government must continue to pursue non-military solutions in order to bring an end to the conflict.

**QUESTION:** Just to follow up on that, you say you don't suggest solutions, but there should be some ideas at least...?

**OXMAN:** I think the basic idea is the one I have expressed here. As to how that would be carried forward, we really think it's not our role to seek to design that or prescribe that. That is for the Turkish government, but the basic points I have made here are the ones that we've made all along. It's nothing new. It's a position we've expressed and I'm glad to have the opportunity to express it again.

**QUESTION:** Should there be any connection sought with the issue of the suspension of the bond sales?

**OXMAN:** I wasn't familiar with that; there is absolutely no connection at all. I just saw it referred to in the Turkish paper and I haven't read it in English, so I am not familiar with the facts on that.

**QUESTION:** Did the Turkish officials give you any guarantee that Turkey will solve this problem in the Southeast with political solutions?

**OXMAN:** No, we weren't looking for any guarantees. They did give us their point of view; we had a very full discussion of the situation and I have to stress that we are looking at this situation from outside. The situation is one that is happening here in Turkey so we understand that and we understand the complexity of it. We value the views of the Turkish government and the Turkish officials. And I would say we had a very full discussion about that issue and they understand our position and we



U.S. Assistant Secretary of State Stephen Oxman

will continue to have this discussion. It's a matter of very considerable importance and obviously very important for Turkey.

**QUESTION:** What do you think would be the repercussions on the side of Congress?

**OXMAN:** Which particular development?

**QUESTION:** Especially the development with the MPs...

**OXMAN:** There has been a lot of concern expressed in our Congress about the situation concerning the parliamentarians whose immunity was removed, and I think you can appreciate that parliamentarians elsewhere would immediately be sensitive to something of this kind. I can't predict what any particular reaction might be. We conveyed our concern about it, and we'll just have to see how that develops.

**QUESTION:** Mr. Oxman, I don't know if this was asked — I just came in. This is the second time you've mentioned the U.S. is seeking a political solution provided that the territorial integrity of the country will be maintained. But you never specified what you mean by the political solution and cultural autonomy. What is it specifically that you are suggesting?

**OXMAN:** We did go over that in some detail before you got here, but in essence, one of the points I made was that we are not advocating any particular civil or political solution or any particular means to those solutions. We think that is for Turkey to decide, but we do believe that non-military civil and social solutions must be pursued, at the same time consistent with Turkey's territorial integrity as you mentioned, consistent with Turkey's Constitution, with Turkey's tradition as a multi-party, pluralistic democracy.

**QUESTION:** So does that mean that the current Turkish policy depends heavily on military solutions for the region? You are saying "non-military" — can that be a concern?

**OXMAN:** One of the concerns we have expressed is that we believe that a lasting solution to the problems in the Southeast cannot be achieved through purely military means; we made that point. But before you came in, I stressed that there is nothing new in anything that I have said. This is exactly the position I articulated when I was here in December, and which our government has articulated all along.

**QUESTION:** Will you support, increase your support for the fight against terrorism, against the PKK?

**OXMAN:** We are going to continue our support for Turkey in its effort to combat terrorism. We've made that clear all along. It's obviously a terribly serious problem, and we are doing what we can to be supportive in that effort.

**QUESTION:** Can you predict what will happen in Iraq this spring...?

**OXMAN:** Well, it's hard to predict, we would certainly hope so. I don't think we see any concrete indications of some kind of breakthrough or new developments represented here at today's meeting on Provide Comfort II in terms of the importance of maintaining that operation because of the very vital humanitarian role that it plays both with respect to the people in northern Iraq and with respect to helping assure that there is not massive refugee flow that could affect Turkey. Also the solidarity, absolute solidarity, on the point that we want to preserve

the territorial integrity of Iraq. I think our meeting on Provide Comfort II today was very valuable. You've seen the press statement: I think it bears careful review, and I'm very pleased that the Turkish government called the meeting and that I had the opportunity to represent the United States at such an important meeting.

**QUESTION:** What about solutions to the problems?

**OXMAN:** I think the way I would put that is just the way we put in the press statement which is that we expressed our conviction — the four governments — that the solutions to the existing problems in Iraq must be sought and found within Iraq by peaceful means and Iraq's full compliance with U.N. Security Council resolution 688. I think that's the way I would put that.

**QUESTION:** What do you think about Turkey's request to withdraw the Iraqi oil within the pipeline?

**OXMAN:** The oil in the pipeline? We have discussed this with the Turkish government. We certainly understand the problem because the Turkish government has borne a very big burden in carrying out the sanctions regime via-a-vis Iraq, and they have earned the respect of the entire world for the role Turkey has played in this regard. It's meant a very big burden for Turkey. On the issue of the pipeline, we understand that is an important asset and we have wanted to be helpful in that regard. We've said that and we continue to say that we would be happy to support any solution that is consistent with the framework of the U.N. Security Council resolutions and that is the basis on which we are continuing our discussions with the Turkish government about this.

# Çiller warns Europe against intervention in Turkish affairs

## Turkey, blasts EP's resolution

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Faced with Western pressure following the lifting of the immunities of eight deputies, Prime Minister Tansu Çiller warned that Turkey would not allow "foreign intervention in Turkey's internal affairs."

Çiller, responding to reporters' questions on a flight from Ankara to Balıkesir on Thursday, stressed that nobody was entitled to go against the Constitution.

"There was shadow over Parliament. It was related to the Democracy Party. From the very first day, they displayed different flags and colors, they tried to speak with a different language, they tried to swear in a different way. This was against the Constitution. Freedom is not permission to violate the Constitution," Çiller said.

Çiller said that she explained these facts to the Westerners such as the Belgians and noted, "They said, 'we would do the same.'"

### Turkey blasts EP's resolution

Moreover, Turkey blasted the European Parliament's (EP) resolution, saying, "This resolution, which is flawed due to mistakes, is condemned to

"The EP made the decision without waiting for Marc Galle, the Turco-European Union Joint Parliamentary Committee co-chairman and an EP deputy, to return from his visit to Turkey. That is enough to show that the resolution was passed prejudicially," the ministry said in its statement.

The assembly in Strasbourg passed a resolution on Thursday asking Ankara to recognize the Kurds' rights to autonomy, saying silencing elected MPs would only encourage Kurds to support the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The lifting of the parliamentary immunity was the work of the legislature, the ministry said. The courts would take over the next stage.

"In neither stage has the government the right to intervene," the statement said.

Meanwhile, Deputy Prime Minister Murat Karayalçın criticized the EP's resolution on Friday saying: "This is wrong. The resolution is full of technical errors. They did not investigate the issue, properly; they did not even understand. It is possible to under-remain just another EP resolution." The Turkish Foreign Ministry made an unusually strongly worded statement on Thursday, stressing that the EP had shown prejudice against Ankara in calling for the

immediate release of six Kurdish parliamentarians held in Turkey on separatist charges.

stand discussions in international political platforms. But we will not allow international organizations' or powers to interfere in our domestic affairs."

However, in answering a question about the EP's resolution mentioning autonomy for Kurds, Interior Minister Nahit Menteşe told reporters there was no difference between Turks and Kurds in Turkey.

"I have said repeatedly, There is no ethnic separation in Turkey. What are they looking for? What do they want? Our Kurdish brothers are not a minority in Turkey. They enjoy all rights. They can come here and see," Menteşe said.

#### Demirel-Kohl conversation

Meanwhile, President Süleyman Demirel accused leaders and deputies of the pro-Kurdish

Democracy Party (DEP) of having ties with Kurdish separatists.

Demirel made the charges during a phone call with German Chancellor Helmut Kohl over the detention of the six DEP deputies in Ankara, the president's office said in a written statement on Thursday.

The statement said the German leader made the call to express his concern over the deputies detained after Turkey's Parliament lifted their immunity to force them to stand trial for making separatist speeches. The deputies could face capital punishment. "The president told Kohl ... the DEP deputies and party leaders had begun acting as if they were organs of the (separatist) Kurdistan Workers' Party (PKK)," the statement quoted Demirel as saying.

Demirel, the statement added, told Kohl Turkey had evidence linking the deputies to the PKK, and said the national legislature had shown its

patience by not lifting their immunity until now.

"He told Kohl that he had on many occasions urged the DEP deputies to repudiate the PKK in public and asked them to continue their struggle within a constitutional frame. But they emphatically refused," the statement said.

Demirel said a statement by DEP leader Hatip Dicle endorsing the PKK killing of five military cadets in an Istanbul bomb attack last month was the last straw for the assembly, forcing it to take the harsh measures against the deputies. Demirel also had a meeting with Galle on Thursday. According to the presidential office's written statement, Demirel told Galle, the deputies who lost their immunity had full rights to defense under the Constitution and under the protection of laws. Demirel also added that there was no necessity to be unsure about the independence of the Turkish courts.

TAZ — 17. 03. 1994

## Türkei: DEP-Abgeordneten droht die Todesstrafe

■ Haftbefehl gegen Kurden-Politiker wegen „Separatismus“ / Ministerpräsidentin Ciller gegen politische Lösung / Befürchtungen vor kurdischem Newroz-Fest

Ankara/Berlin (dpa/AP/taz) – Nach zweiwöchigen Vernehmungen hat die türkische Justiz die Verhaftung der sechs kurdischen Abgeordneten angeordnet, denen Anfang März die parlamentarische Immunität aberkannt worden war. Dies gab gestern der Oberstaatsanwalt des Staatssicherheitsgerichts in Ankara bekannt. Die Abgeordneten werden des Landesverrats und „separatistischer Umtriebe“ verdächtigt – eine Standardformulierung zur Bekämpfung kurdischer Stimmen. Darauf steht die Todesstrafe. Die fünf Abgeordneten der Partei der Demokratie (DEP) und ein unabhängiger kurdischer Abgeordneter befinden sich bis jetzt ohne Haftbe-

fehl in polizeilichem Gewahrsam.

Die türkische Regierung wirft der DEP vor, „der verlängerte Arm“ der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) zu sein. Die PKK kämpft seit 1984 als bewaffnete Bewegung um einen unabhängigen kurdischen Staat. Am vergangenen Wochenende hatte die PKK der türkischen Regierung ein Friedensangebot unterbreitet, das die Regierung jedoch rundheraus ablehnte – im Einklang mit dem Generalstab der Armee setzt Ministerpräsidentin Tansu Ciller nur noch auf das Militär. Zu der „politischen Lösung“ des Kurdistan-Konfliktes, die von einigen europäischen Staaten gefordert wird, sagte die Politikerin, sie wisse

nicht, „was damit gemeint ist“.

Gestern erklärte Ciller in Ankara, die kurdischen Abgeordneten hätten jetzt die Möglichkeit, „sich vor der unabhängigen Justiz von den gegen sie erhobenen Vorwürfen zu befreien“. Sie könnten jetzt beweisen, daß sie keine Terroristen in ihren Dienstwohnungen versteckt und die PKK nicht unterstützt haben. Das bedeutet eine Umkehrung der Beweislast, eine Aufhebung aller gängigen Rechtsgrundlagen.

Mit dem Haftbefehl für die DEP-Abgeordneten verschärfte sich das politische Klima kurz vor dem kurdischen Neujahrsfest Newroz am 21. März noch weiter. Schon in den vergangenen Jahren

war es bei den Newroz-Feierlichkeiten in Kurdistan zu heftiger Auseinandersetzungen mit türkischen Militärs gekommen.

Deutsche FriedensaktivistInnen wollen daher zu Newroz in die Türkei reisen, um durch ihre Präsenz die kurdische Bevölkerung vor möglichen Übergriffen zu schützen. Wie die Europaabgeordnete der Grünen, Claudia Roth, gestern in Bonn bekanntgab, werden sich etwa 350 Deutsche an der Solidaritätsaktion beteiligen, darunter Bremens Ausländerbeauftragte Dagmar Lill und der Schriftsteller Günter Wallraff. Bei dem Besuch wollen sie auch beobachten, ob die türkischen Militärs deutsche Waffen einsetzen.

# The Hidden War in Turkey

Jeri Laber

Grim and disturbing events are taking place in Turkey, where a large-scale, and under-reported, war is being fought against the Kurdish rebels in the southeastern part of the country. Turkey is in a deep financial crisis, and there are persistent rumors of a military coup. Tourist sites have been bombed by Kurdish guerrillas, and hundreds of prominent Kurds have been assassinated in the past year by unidentified assailants. The war also helps to explain why, in the local elections on March 27, for the first time since Kemal Atatürk established a secular Turkish republic in 1923, an Islamic fundamentalist party succeeded in electing mayors of Ankara, Istanbul, and some twenty other cities. Turkish society has been deeply divided by the war and by the extreme measures the government has been taking against opposition groups, including the arrest of Kurdish members of parliament shortly before the March elections.

On March 2, the Turkish Grand National Assembly by a show of hands voted to lift the parliamentary immunity of seven Kurdish deputies who had been elected to the parliament in 1991, enabling the government to charge them with crimes against the state, which are punishable by death. On March 17, after fifteen days of interrogation in an Ankara jail, six of the seven—five men and one woman—were formally arrested and charged, under Article 125 of the Turkish Penal Code, with "threatening the territorial integrity of the state." They remain in prison while the Ankara State Security Court prepares for a trial that will begin sometime after the middle of June.

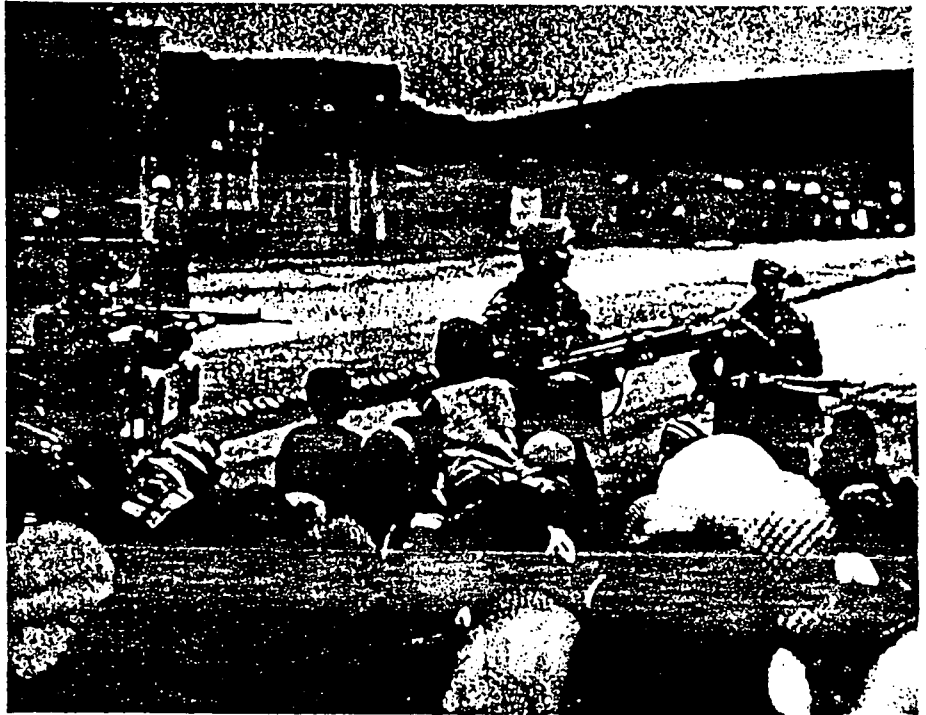
Only one of the six has been charged with criminal acts: harboring and seeking medical attention for a wounded member of the outlawed Workers' Party of Kurdistan (PKK), the radical Kurdish separatist group that has been carrying on fierce guerrilla warfare in ten southeastern Turkish provinces since 1984. The rest, it appears, will be tried only for "crimes" of speech and association, for speaking against Turkey at meetings in foreign countries, and for calling for the recognition of Kurdish rights. "I will use all legal means to punish these people," the chief prosecutor, Mr. Nusret Demiral, told me when I met with him

in Ankara in April.<sup>1</sup> Mr. Demiral will demand capital punishment for all of the deputies, claiming "they are members of a terrorist organization. Their speeches endanger free speech."

I could not get permission from Turkish officials to visit the Kurdish deputies in prison, but I talked to several of the two hundred lawyers, both Turkish and Kurdish, who have volunteered to defend them. These lawyers all claim that improper and illegal procedures were used against the deputies. It is no accident, they believe, that the deputies were charged ten days before the local elections were held in March. With many Turk-

defend themselves in parliament; some of them were arrested before they had a chance to reply to all of the charges against them. While they were being held in jail, their conversations with their lawyers were monitored by the police. Moreover, the records of their interrogation have been classified as secret, and have not been made available to the defense.

Even before the parliament voted to lift their immunity, the chief prosecutor ordered the police to surround the parliament building, as if the deputies were criminals who would try to escape. Police officers with walkie-talkies patrolled the corridors while the debate was under way. Two of the deputies



Turkish soldiers break up a Kurdish New Year's demonstration in Ciske, southeast Turkey, 1992

ish voters increasingly disturbed by the human and economic costs of the war against the Kurds, the government, in arresting the deputies, was demonstrating its toughness toward Kurdish activists. At a closed meeting of the True Path Party, Prime Minister Tansu Ciller proposed the plan to remove the deputies' immunity—a violation of Article 83 of the 1982 Turkish Constitution, which states that "political party groups in the Grand National Assembly... shall not hold discussions or take decisions regarding parliamentary immunity." The accused deputies were barely given an opportunity to

were arrested as they were leaving the building; one of them argued with the police and TV cameras caught him being roughed up and pushed into a waiting car. The five remaining deputies barricaded themselves in their offices for two days before giving themselves up to the police.

The arrested deputies were among the seventeen Kurds from southeast-

<sup>1</sup>I went to Turkey in April on behalf of Human Rights Watch/Helsinki, formerly Helsinki Watch.

ern Turkey who were elected to parliament in October 1991, during a brief period when it seemed possible that Turkey might at last have a government committed to democratic, humanitarian values. The 1991 elections resulted in the defeat of Turgut Ozal's Motherland Party which, after coming to power in 1983, had continued many of the repressive practices of the previous military dictatorship. The two large traditional parties—the right-of-center True Path Party of Süleyman Demirel and the left-of-center Social Democratic Peoples Party (SHP) of Erdal İnönü—then formed a coalition that brought back Mr. Demirel, who had been toppled by the military in its 1980 coup, for his seventh term as prime minister, a position that was taken over in 1993 by Ms. Çiller when Demirel was elected president by the parliament.

When Demirel became prime minister in 1991, he promised there would be "transparent government" and an end to police torture. He also promised to deal with "the Kurdish reality," and to respond to the grievances of the twelve million Kurds in Turkey, who make up about one fifth of the population. Most of the Kurds live in great poverty in the mountain villages in the neglected and underdeveloped southeastern provinces. They have high rates of illiteracy and unemployment, lack medical or other services, and they are not allowed to speak Kurdish when talking to officials or to have any political or cultural institutions of their own.

When elected Mr. Demirel appointed a Kurd as the country's first minister of human rights, and said he would restore Kurdish cultural rights. He promised to end the detested "village guard" system in the southeast, under which local people are forced to take up arms to support the military in its battle with the PKK, whose forces, variously estimated to number between 5,000 and 20,000, make use of bases in Northern Iraq and Syria.<sup>2</sup>

Demirel's promises came to nothing. The fighting in the southeast grew worse. The government blamed the PKK, which it believes will settle for nothing less than a separate independent Kurdish state. Since it emerged in southeastern Turkey in 1984, the PKK has not only battled the Turkish army but has committed countless atrocities against Kurdish civilians who cast their lot with the military. PKK violence has also spread to western Turkey, and recently tourist sites have been bombed, discouraging many for-

eigners this spring from visiting Turkey. The PKK has claimed responsibility for twenty-two explosions in Istanbul since January, including one that recently killed two tourists in the Covered Bazaar.

But the military has also contributed to escalating the war. Given a free hand by the government, it is combating PKK violence by indiscriminately arresting and mistreating Kurdish civilians in southeastern Turkey. Kurdish civilians are caught between the two warring parties, forced to take sides and risk retribution, or to flee from their homes. A Turkish newspaper has published the names of 874 villages and hamlets in the southeast which it claims the army has "cleansed" of their residents, burning them to the ground.<sup>3</sup>

The army admits it is moving people from small villages to larger ones "to protect them from the PKK," but it claims that it is the PKK which has burned the villages. "This is not ethnic cleansing," a Turkish human rights worker told me. "It is human cleansing. The villages are not repopulated, they are destroyed, and they don't care where the people go." Diyarbakir, the largest city and the unofficial capital of the southeast, has reportedly tripled in size, and hundreds of refugees have fled also to Adana, Mersin, Gaziantep, and other cities, where they are living in shantytowns.

At the same time, mysterious anti-Kurdish death squads, operating with impunity despite the heavy presence of soldiers and police, have been responsible for the assassinations of hundreds of prominent Kurdish doctors, lawyers, writers, human rights activists, and political leaders, and for thirteen disappearances in the southeast since 1993. During the past two years, for example, sixteen journalists were murdered, mainly in the southeast; other journalists were arrested and tortured, and some have been charged with subversion and imprisoned. Offices of Kurdish civil and political organizations have been bombed, not only in the southeast but throughout the country.

The government's 1991 promises of human rights reforms have been suspended, because, it says, of the "unrest" in the southeast. The police continue to torture people in special anti-terrorist centers, and twenty-one deaths in detention were reported in 1993.

The Kurdish deputies under arrest ran for office in 1991 on the slate of

the Social Democratic People's Party, the junior partner in the resulting coalition government. Once in parliament, however, they asserted their Kurdish identity at every opportunity, and later formed their own Kurdish party, the Democracy Party (DEP). This required considerable audacity in a country where the government, until recently, denied the very existence of Kurds, calling them "mountain Turks," and outlawed any public use of the Kurdish language and customs. Only during the past few years have government officials reluctantly been willing to acknowledge that the Kurds actually exist—they were forced to do so, in part by the growing war with the PKK, but mainly because of the mass exodus of Iraqi Kurds into Turkey during the Gulf War and the unprecedented world attention that was suddenly given their plight.

There are 20 to 25 million Kurds in the world, mostly in Turkey, Iran, Iraq, and Syria, while a small number live in the former Soviet Union. They have never had a country of their own.<sup>4</sup> Their hopes for a united Kurdistan, whose territory would include some of the world's richest oil fields, have been destroyed time and again. Powerful countries with an interest in the region have continued to play one group of Kurds against another and to provoke warfare among them, as happened during the Iran-Iraq war when Iran and Iraq each encouraged the Kurdish people in the enemy country to oppose their own government. (Saddam Hussein's use of chemicals in the town of Halabja was widely viewed as retribution for the collusion between the Iraqi Kurds and the government of Iran.)

<sup>2</sup>The Turkish government has always tried to minimize the number of PKK guerrillas. When I visited the southeast in 1987, estimates of PKK fighters ranged from 200 to 1,500. The PKK, which was then regularly engaged in violent attacks against the local population, appeared to have little support. In recent years, however, the PKK has modified its tactics toward civilians while the Turkish army has become increasingly harsh. As a result, support for the PKK appears to be growing along with the number of PKK fighters.

<sup>3</sup>*The Turkish Daily News*, February 9, 1994.

<sup>4</sup>See my article "Turkey's Nonpeople," in *The New York Review of Books*, February 4, 1988.



Under the Demirel government people are no longer sent to prison for saying that there are Kurds in Turkey, as they were in the 1980s, but Kurds are still not permitted to speak Kurdish in court or other official places, and they risk arrest if they sing Kurdish songs. Turkish authorities continue to say, "We are all Turks here." They defend themselves against charges of repression and discrimination by pointing to the many people of Kurdish origins who have become prominent in Turkey, including the late president, Mr. Ozal. As a Turkish friend once explained to me: "You can say softly that you are of Kurdish origins, but if you shout 'I am a Kurd!' you go to prison."

Several of the newly elected deputies made it clear from the start that they would not act as if they were assimilated or allow themselves to be patronized. At the opening of parliament they wore handkerchiefs of red, green, and yellow, the colors of the Kurds, which the government associates with the PKK. While taking the parliamentary oath of allegiance to the Turkish state, they gave brief speeches in Kurdish about the friendship of the Kurdish and Turkish peoples. Most of the other parliamentarians, including the SHP members who had sponsored the Kurds, were outraged.

The only woman in the group, Leyla Zana wore a red, green, and yellow headband on her first day in parliament. She had been married at fifteen to the former mayor of Diyarbakir, who had been brutally tortured during the fourteen years he spent in prison. Born into a poor family in Diyarbakir, she grew up speaking only Kurdish and learned Turkish after she was twenty, so that she could campaign for her husband's release. Ten years later, at the age of thirty, she was elected to parliament. I first met her in early 1992, shortly after her election.

"Kurds have always been elected to parliament, but not as Kurds," she told me then. "I wore a headband showing the colors of the Kurdish people. People are being persecuted for these colors. The Interior Ministry is trying to ban their use; it even wants to change the traffic lights to red, yellow, and blue. I was protesting that ban."

The oath taken by new members of parliament, Ms. Zana said angrily, "was written by the military. It denies the existence of the Kurdish people and speaks only about the great Turkish nation. I spoke up for friendship between the Kurdish and Turkish

peoples." She seemed at a loss for a moment about how to describe what happened next. "A turmoil followed... I was surprised by [then prime minister] Demirel's response. He started banging on the desk." That she had spoken "words from a different language" during the oath-taking ceremony is now one of the charges made against her, charges that could cost her her life.

The chairman of the DEP, Hatip Dicle, another of the arrested parliamentarians, has also had little experience as a politician. He was head of the struggling Human Rights Association in Diyarbakir before his election to parliament. Earlier this year he enraged many people in Turkey when, after the PKK used a bomb to attack a group of military cadets in an Istanbul railway station, killing five and wounding several others, he told the press that the cadets were a "legitimate military target" because the country is at war. His remarks immediately led to demands that the Kurdish deputies be punished. The Turkish army's chief of staff, General Dogan Gures, said: "There is no need to look for the bandits in the mountains. Unfortunately, some of them are under the roof of the parliament."

"DEP is not monolithic," a lawyer friend who was critical of Dicle's statement told me. "Some of the deputies are young and poor, others are older, from privileged backgrounds, wealthy landowners who are astute politicians. After the election, they reinvented their Kurdish identities. Some are closer to the PKK than others. But they are all under great pressure from PKK threats, from their own backgrounds, from their constituents."

Gulsum Sakik, the wife of the arrested deputy Sirri Sakik, was one of a group of relatives of the Kurdish deputies who invited me to their apartment in an attractive housing complex for parliamentarians in Ankara. Well dressed and soft-spoken, she told me that the Kurdish deputies' phones have been tapped since they first arrived in Ankara, and that they are kept under surveillance. She described her own family's place in the feudal system that still prevails in the rural southeast. "My husband owned two villages and our relatives lived there," she said. "There were thirty to forty houses in each village. They burned my husband's two villages. Five of our relatives were chained together and thrown into a house. They were burned to death."

As the war continues, and violence spreads to Istanbul and other cities, many Turks are becoming increasingly hostile to the Kurds. I was told that every Turk knows someone whose son was killed in the war in the southeast. I found little sympathy for the imprisoned deputies, even among my liberal friends, who themselves were unjustly imprisoned under the military regime. "In America you have never experienced organized terrorism," a friend told me, "and because of that you can talk of free expression." People whose views I respect believe that the deputies are PKK sympathizers, or even puppets, and they were deeply disturbed by Dicle's statement justifying the killing of the cadets in Istanbul. But they also object to the severity of the proposed sentences and to the illegal treatment of the deputies when they were arrested. No one claims that the deputies were engaged in acts of violence. Even the chief prosecutor, when I pressed him about the evidence for the deputies' alleged PKK connections, could only say: "They had telephone conversations, they gave money, they praised them."

The war in a third of Turkey's territory is one of the most heavily militarized in the world today. The Turkish military now reportedly is using 400,000 soldiers, police, intelligence officers, and village guards to combat what it claims are about 5,000 guerrillas, although most independent experts say that the PKK forces are considerably larger. According to military experts, counterinsurgency warfare requires five to ten soldiers for every guerrilla; in Turkey, if one believes the official figures, the ratio is eighty to one. The government plays down the war and is keeping a tight lid on information about it.

Most of the American press continues to show negligible interest in the war or, for that matter, in anything that is happening in Turkey. This is especially odd because Turkey, after Israel and Egypt, is the third largest recipient of US aid, and Turkey's longstanding strategic value in NATO's defense planning against the USSR has been replaced by other equally important roles. Turkey is a US ally and was willing to close its oil pipelines from Iraq during the Gulf War. It is, ironically, a launching pad for US planes protecting the Kurds of northern Iraq. It has strong influence with the Turkic nations that were formerly part of Soviet Central Asia, and it acts as a counterforce to the attempts by Iran and other

neighboring Islamic states to exert pressure on them.

Even before the current conflict began, most Turks did not travel to the small villages and mountainous terrain of the southeast. They had few reasons to go there, and it would have attracted suspicion if they did. Foreign diplomats and outside observers who travel to the region now are put under military escort "for their own protection." Foreigners who have tried to travel to the Kurdish regions independently have found it hazardous to do so: some were taken hostage by the PKK; others were told to leave by the army. Jonathan Rugman, a correspondent for the London *Observer*, reported in February on a clandestine one-week journey he managed to take through southeastern Turkey: "We found a landscape of burnt villages and a fearful population caught in one of the most violent and under-reported conflicts in the Middle East."<sup>5</sup>

The Turkish army has launched a major offensive this spring, vowing to end the war before the year is out. It is bombing PKK camps in northern Iraq and airlifting troops into the region in an attempt to establish a buffer zone between Turkey and Iraq. These maneuvers, far from the public eye, could not have been undertaken without the cooperation of both the US government, which polices Northern Iraq, and the Iraqi Kurds who live there and are completely dependent on Turkey's good will if they are to continue to receive supplies and US protection. Hundreds of Turkish Kurds have recently fled to Northern Iraq as a result of the recent offensive. The war reportedly cost Turkey at least \$8 billion last year and has forced Prime Minister Tansu Ciller, an economist, to turn to the IMF for help for an economy that is in shambles; its currency has lost half its value and the inflation rate, always high, has sharply increased.

"The war colors everything," a journalist in Ankara told me. "It's going on in every city, every village. Kurdish civilians are on one side, and everyone who sympathizes with them are targets, too. . . . But Turks are also suffering. All of cultural life is infected by this war. The government has stirred up nationalistic feelings, and this, in turn, has brought about a rise in fundamentalism."

The journalist was referring to the stunning victories won in the recent local elections by an Islamic funda-

mentalist party—the Welfare Party—which elected the mayors of Istanbul, Ankara, and some twenty other cities. The secular Turks I talked to, whether politicians, journalists, or business people, seemed astonished and bewildered by this upset. There is much discussion of the Welfare Party's apparent strength among rural Muslims who have moved to the cities and about its possible affinities with Muslim movements in other countries. Some take the Welfare Party's victories very seriously, dismayed that the new mayor of Istanbul opens municipal meetings by reading from the Koran, that he plans to build a great mosque in the center of Istanbul's Taksim Square and has indicated a desire to impose Islamic customs on the people of Istanbul. Others believe that the Islamic leaders will have to modify their views when faced with the realities of governing. Still others view the vote as a protest vote against the ruling parties and powers, especially because the Welfare Party vowed to end the bloodshed in the southeast. They see the election results as part of a general breakdown of Turkish society, a collapse caused largely by the war in the southeast and its enormous costs.

The Islamic party criticizes the Turkish government for being too deferential toward the Western nations. It profits from the general dismay over the West's inability to prevent "ethnic cleansing" in Bosnia and anger at what is seen as Western hypocrisy with regard to human rights. Many Bosnian Muslims have settled in Turkey over the years and there is considerable rapport between the two secular Muslim states. I was told over and over again that the Bosnian Muslims have been abandoned by the West simply because they are Muslims.

On April 10, several thousand Turks turned out in the streets of Ankara in response to Islamic television broadcasts erroneously claiming that chemical weapons were being used against the Bosnian Muslims in Gorazde. The demonstration turned ugly, and the crowd eventually stormed the US Embassy in what was later described to me as the worst threat to the embassy's security in the history of US-Turkish relations. So far as I have seen, none of this was mentioned in the US press.

An experienced Turkish journalist who writes for a pro-Kurdish newspaper told me that he may go to prison for "separatist propaganda," i.e., writ-

ing about "the Kurdish nation." "My conscience got me involved," he said, explaining that he has never even been to southeastern Turkey. We were talking in the newspaper's offices, which had recently been bombed. "To say that there are people here who are ethnically different is an act of treason."

I heard a similar view from the leaders of the DEP, when I met with them in the temporary offices they have occupied since their main office in Ankara was destroyed by a bomb. The obligatory photograph of Ataturk, founder of the modern Turkish state, hung incongruously above the DEP banner behind the desk. They told me that their party would soon be banned as a separatist group; they were expecting a ruling to this effect by the Constitutional Court any day. "We are not separatists," their spokesman said. "We have no organic connection with the PKK. We want recognition of the Kurds as an existing people within the territorial integrity of Turkey. But to them, defending the existence of the Kurds is the same as defending a separate state." He went on to say that the DEP's demands include the right to use the Kurdish language without restriction, to attend Kurdish schools, to have Kurdish political parties and cultural groups without government interference, and to elect Kurds to local and provincial offices. He indicated that federation, or some form of autonomy, was the party's goal.

Seventy members of the DEP, I was told, including one member of parliament, have been killed by death squads, twenty DEP offices throughout the country have been bombed, and in March the party's general secretary was seriously wounded. More than three hundred candidates and election workers were arrested during the campaign preceding the local elections in March, and twenty-four DEP mayoral candidates were also arrested and, they claim, tortured. Because of this persecution, DEP decided in February to boycott the local elections. Some believe that their boycott encouraged a protest vote among Kurds, particularly in the Southeast, in favor of the Muslim Welfare Party, which was seen as challenging the political establishment.

Members of the ruling coalition disagree. They claim that the DEP withdrew from the elections because it knew that it had lost favor among its

<sup>5</sup>The *Observer*, February 13, 1994.



constituents, that the DEP deputies did not effectively represent the interests of the Kurdish people in parliament ("They never even asked for a hospital"), but rather used their positions to make militant statements about Kurdish ethnic identity and to pursue policies dictated by the PKK. The DEP deputies, they point out, have refused publicly to condemn the PKK and its acts of violence.

There are some who believe that the DEP might have helped to work out a negotiated peace between the FKK and the government. Most of the lawyers, journalists, and human rights activists I talked to want a political, rather than a military, solution to the conflict. US State Department spokesmen and the European Union have called for a political solution, although just what form it would take remains unclear. Some talk of a federation between Turkish and Kurdish republics; others, including the European Parliament, support local autonomy for the Kurds.

But the government views any politi-

cal arrangement as a step toward secession and loss of territory; it believes that the Kurds will not be satisfied with anything less than a separate state. It rejects any notion of negotiating with the PKK. "We will not negotiate with terrorists," government officials assert vehemently whenever such a possibility is raised. They believe that the PKK leaders are supported in their aims by the governments of Iran, Syria, and Greece, all of which want to weaken Turkey.

The PKK, while once explicitly separatist, has recently modified its official position. "I would like to emphasize that we are not insistent on the division of Turkey," its leader, Abdullah Ocalan, said in a statement sent to an international conference in Brussels on March 10. Mr. Ocalan, who is based in Damascus, went on to suggest a bilateral cease-fire as a prelude to talks with the Turkish government conducted "within a democratic framework where we can express the legitimate demands of our people.... We are ready to discuss any alternatives,

including federation."

The Turkish government ignored Ocalan's offer, dismissing it as a "tactical move" on the eve of the new Turkish military offensive. The government seems to have learned nothing from the repeated failures of other governments that have tried to combat guerrilla armies solely by force and have ended up mistreating civilians in an effort to "drain the sea" of supporters. The governments that tried to suppress the ANC, the PLO, and El Salvador's FMLN ultimately ended up at the negotiating table with their sworn enemies. Turkey might have avoided such a destructive sequence of events if it had responded ten years ago, or even more recently, to Kurdish demands for elementary cultural and political rights, and had done more to improve the economic conditions of the southeast. The PKK might never have been able to grow and flourish. Now, however, it may be too late. □

*The New York Review*

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

L'Union européenne préoccupée par l'aggravation de la situation des droits de l'Homme en Turquie

BRUXELLES, 31 mars (AFP) - L'Union européenne a exprimé jeudi sa +préoccupation face à l'aggravation de la situation en matière de droits de l'Homme en Turquie+, dans un communiqué publié à Bruxelles.

L'Union a rappelé avoir condamné à maintes reprises les actes terroristes en Turquie tout en soulignant que +la lutte contre le terrorisme doit être menée dans le plein respect de la loi et des droits de l'homme+.

Les Douze ont également renouvelé leur appel en faveur d'une +solution politique+ des problèmes qui se posent dans le Sud-Est de la Turquie.

Rappelant la levée de l'immunité de six députés kurdes du Parti de la Démocratie au sein du Parlement turc à Ankara, l'Union européenne a souligné que +le droit d'exprimer librement ses idées et ses opinions est une liberté fondamentale de tous, et à fortiori des parlementaires+. Cette liberté, précise le communiqué, est +consacrée dans de nombreux instruments internationaux auxquels la Turquie a souscrit+.

L'Union européenne a demandé +instamment au gouvernement turc d'honorer ses engagements aux réformes constitutionnelles dans le domaine des droits de l'Homme+

gg/pk t

AFP

Wednesday, March 2, 1994

# Lifting immunity: a trial case faces Parliament

*Eight deputies may be tried for 'expressing their opinions' in violation of current laws*

By Ismet G. Imset

Turkish Daily News

ANKARA- A total of eight Turkish deputies may be stripped of their parliamentary immunity today depending on the result of a debate expected to be held in the Grand National Assembly. If their immunity is lifted, at least seven elected representatives of the nation will face trial for making speeches in violation of current laws — or, in other words, for expressing their opinions.

Observers expect the upcoming court cases, in which a State Security Court prosecutor is expected to demand the death penalty for seven deputies, to turn into a major debate on the limits of the freedom of opinion in Turkey.

State Security Courts, established in place of military tribunals which were dissolved as Turkey entered its mid-1980s democratization drive, are authorized to deal with crimes "committed against the state."

One of the parliamentarians whose immunity is at risk is the well-known Hasan Mesarcı, formerly of the pro-Islamic Welfare Party. Mezarıcı resigned from the RP over the weekend when he became a public target for remarks he made against modern Turkey's secular founder Mustafa Kemal Atatürk.

Appearing live on a television program Monday night, Mezarıcı told the nation that he personally believed in the need for an "Islamic state" and was nation that he personally believed in the need for an "Islamic state" and was against secularist principles being imposed on all citizens. He said he was against Turkey's "official history" and called for an "Ottoman-style Muslim administration."

As architect of the recent debate on secularism which has skilfully changed the country's agenda and helped millions of Turks to forget the vicious daily problems surrounding them, Mezarıcı was under the spotlight this week.

A majority of Turks now appear to want his head just for his speeches, and he claims to have been turned into a "national scapegoat."

"The Gods wanted a sacrifice and they found me," he told millions on the television on Monday.

Earlier, senior state officials branded Mezarıcı as a "traitor" and made extensive use of the meaning of his Turkish surname — roughly, grave-digger or grave-tender — in a threatening way. Mass circulation newspapers, as if at the touch of a single button, declared him a public enemy and a maniac despite the fact that he had said nothing



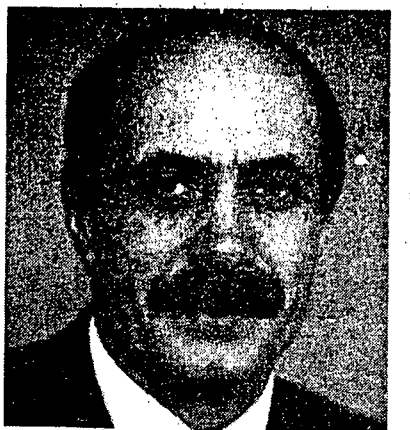
Leyla Zana



Hatip Dicle



Ahmet Türk



Mahmut Alınak

ing new and had only repeated his former statements.

What seemed to anger the Turks most was when Mezarıcı, along with a group of deputies, petitioned to Parliament asking for the reputations of a group of people, hanged in the past for attempting to assassinate Atatürk, to be reinstated. One of the signatories, True Path Party deputy Abdülmelik Fırat, said on Monday that he had joined the petition to promote peace in Turkish society. But under pressure, Fırat, the grandson of the well-known Kurdish rebellion leader Sheik Sait who was hanged in 1925, first withdrew his signature and then resigned from the DYP.

Despite the furor, and what he refers to as "mass hysteria" or "lynch psychology," no accusations of any concrete crime are being leveled at Mezarıcı and once his immunity is lost, he will only face trial for "defamatory statements made against Atatürk."

Even his most critical opponents in the press agreed in their columns that although Mezarıcı's views and attitude needed to be opposed, to try him for expressing his opinion is not in line with democratic understanding.

The cases of the remaining seven deputies is even more weird, with only one of them suspected of a concrete offense and all others to be prosecuted for expressing their views.

All are parliamentarians from the Kurdish-based Democracy Party (DEP) which has, since it first entered Parliament in 1991 running under the Social Democrat Peoples' Party ticket, been a target for continuous armed attacks.

In the past years, the party has faced two closures and has had to change its name three times to survive. 70 DEP executives, including a parliamentarian, have been shot up to now. Recently, several mayors in the Southeast switching to the DEP have been relieved of their positions by the Interior Ministry without any real explanation. At least 24 of the party's mayoral candidates have been detained in the past weeks and most of them claim to have been tortured. In many of its constituencies, the DEP has had problems in finding candidates willing to risk their lives and run for the elections. As a result, the DEP declared last week that it had withdrawn from the elections altogether.

But this has worsened the situation for its deputies because the parliamentarians of the ruling DYP had warned in advance that, if the party decided to boycott the polls, they would use the immunity card against them.

As Mezarıcı faces punishment for his own "verbal offenses," the DEP deputies confront similar punishment for theirs, but with the difference that the prosecution will demand the death sentence.

The irony is that only Orhan Doğan, one of the most moderate deputies within this party, is to be charged with a concrete offense — based on an allegation that at one time he had provided unlawful medical treatment for a PKK militant and had thus participated in the organization.

Doğan has been one of the strongest critics of armed attacks aimed at civilians and has openly condemned violence "coming from either side," in reference to Turkish forces as much as the PKK.

As for the other deputies who risk losing their immunity and may be tried for a "capital offense," Mahmut Alınak is being accused on three counts: his words during the June 27, 1993 emergency convention of the party; a speech he made on Sept. 19, 1992, and his "behavior" during his election campaign in 1991. Leyla Zana, DEP's Diyarbakır deputy, who escaped an assassination attempt after being threatened with death by a military officer, is indicted for interviews she gave in 1993 to two German television stations, speeches she made last year while in the United States, and a speech she made at an emergency session of the now-defunct Peoples' Labor Party (HEP). She also stands accused for remarks she made while taking the parliamentary oath in 1991.

As for Ahmet Türk, the former chairman of HEP, he too stands accused for statements he made on his U.S. visit and an article he wrote on the Kurdish issue.

Selim Sadak stands accused for a 1993 speech in which he allegedly defamed government forces, while Sırrı Sakık, whose name has been added to this list, is reportedly to be tried for various speeches he made at party meetings.

Hatip Dicle, the current chairman of the DEP, is being blamed for remarks he made during and after the Parliament's inauguration ceremony.

Over the past months, various allegations related to these DEP deputies have been passed on to the national press by certain state organizations and have been published.

Almost every week, there have been

reports that one of them had direct links with the PKK, was assisting the organization, or was actually a member of it. There were also claims that they were providing material and logistical support to the separatists. None of these claims have ever been proved, but the DEP legitimately argues that it has never been given the right freely to defend itself.

What is important for the time being is that aside from Orhan Doğan, whose case is controversial due to his own moderate views, none of the deputies who may lose their immunity and face the threat of the gallows have committed a concrete crime. All have been elected, in a process of free elections that represent the will of the nation, to the 450-member parliamentary body. All have used their right to the freedom of expression and although they may be accused of having violated Article 125 of the Turkish Penal Code for "making separatist statements and advocating the division of Turkey," there is no known evidence that any of them has taken physical action to do so.

Indeed, both Mezarıcı and Dicle have recently made unguarded remarks fanning the anger of the Turkish majority, but neither of these could be regarded as a capital offense in any truly democratic country.

It is even more interesting to see how hastily the immunity-lifting process has proceeded at a time when the country has been engulfed by rumors of a possible coup, Tansu Çiller's economy is crumbling, and national security is at serious risk from an internal threat which officials appear to be unable to deal with, floundering amid their own policy mistakes.

Many believe that the steps to lift the immunity of these selected eight are centrally directed, and that the information that is implicating them is coming mainly from military sources. There is now talk that the military is demanding action to be taken against the DEP and against Mezarıcı, on the grounds that they are damaging the country's integrity.

But how reliable is military information in Turkey? And how can any official of the Turkish parliament, officials who have been elected then as representatives of the nation, trust such information?

Murat Karayalçın, Turkey's social-democrat deputy prime minister, gave an indirect answer to this question on Monday night, appearing on the popular "Capraz Ateş" or Cross Fire program.

Asked why in December 1993 he had sided with Çiller in denying that security forces had burned down and destroyed more than 900 Kurdish villages in the Southeast, Karayalçın replied: "This was what I was told by the National Security Council and I believed it."

Later, he explained, he had arranged for a special commission to look into the claims, and the investigation had concluded that the 900 villages had indeed been destroyed or burned down by government troops.

The situation in the Southeast of the country, where Turkish citizen Kurds live as a concentrated population, is deteriorating rapidly, but officials claim they have achieved great successes against Kurdish separatists.

Observers in Ankara argue, however, that the decline in PKK activities is parallel to that in the previous years, and could be a reflection of the organization's routine withdrawal in the winter months.

Normally, PKK activities gain momentum in the second half of March and increase throughout the summer. Local politicians in Diyarbakır said on Tuesday they were attempting to maintain calm in the region prior to the celebrations on March 21 for Newroz, a day the Kurds celebrate as their new year.

But they too warn that the attacks on the DEP, and the party's decision to withdraw from the election race, has increased tension. DEP deputies claim military officers and troops are threatening the population in various areas not to boycott the polls and to vote only for the right-wing Nationalist Movement Party. On top of this, lifting the immunity of DEP deputies is expected to escalate tension even further.

The parliamentary debate on the immunity issue is in fact a test for Turkish democracy and will to an extent show how applicable old laws are, and whether they are fit for a country where there is a freedom of expression.

What must not be forgotten throughout the debate, argue those who now risk trial, is that they are not to be tried for any concrete crime but only for expressing their opinions and views. This really summarizes the entire debate: the parliament is to decide on whether elected representatives of the people should be put on trial for voicing their views or not.

And, whether it is mature enough to pass this test without inflicting damage on Turkish democracy.

# Congressional Record

PROCEEDINGS AND DEBATES OF THE 103<sup>d</sup> CONGRESS, SECOND SESSION

## TURKISH DEMOCRACY IMPERILED

Mr. DECONCINI. Mr. President, I rise today to voice concern over Turkey's political future. Because Turkey is an important friend and ally in an unstable region, this Congress and administration should be deeply troubled by increasing violence in southeast Turkey. This predominantly Kurdish region has become a virtual war-zone where basic human rights have been suspended and fear and death mount. Since 1991, more than 5,000 have died in an increasingly brutal battle between Kurdish guerrillas, Moslem fundamentalists and Turkish security forces. The vicious cycle threatens to expand, tearing at the fabric of Turkish democracy and straining delicate regional relations. And while I have no doubt that Turkey's democratic institutions are currently stronger than ever, rumors of a coup have already surfaced in the Turkish press, stirring unpleasant memories of three such previous setbacks to democracy since 1960.

Since modern Turkey's establishment in 1923, Kurds, who presently comprise about 11 million of Turkey's 57 million population, have faced varying pressure to deny their cultural distinctiveness. While Moslem, they maintain distinct language and cultural forms. Through expressions of their Kurdish identity, civil disobedience, or at the extreme, open rebellion, Kurds have sought to promote and preserve their culture and rights. Since 1987, eight provinces where Kurds reside have withered under a state of emergency which authorizes a regional governor and the military to curb political, media and cultural activity.

In 1984, the Kurdish Workers Party [PKK] initiated a violent campaign in support of Kurdish autonomy. Funded in part by groups in Europe, the PKK operates from Syria, Iraq, Iran, and hideouts in Turkey and is considered a terrorist organization by the United States and most other governments. Recently, the group has targeted Turkey's tourist industry. Civilians in areas where the PKK operates often face a terrible choice between aiding the guerrillas and risking violent reprisal by Turkish security forces—or not helping and facing equally harsh PKK retribution. On the one hand, locals suspected of collaborating with Turkish authorities are executed by the PKK. On the other, security forces arbitrarily round up villagers and subject them to beatings, mass arrests, and intimidation. A particularly disturbing tactic, which has caused substantial hardship and displacement, has been the forced evacuation of hun-

dreds of villages and the destruction of entire towns in response to alleged terrorist incidents.

While Turkey, and indeed all states, is entitled to protect their citizens from terrorism and to preserve the integrity of its borders, Turkey has also obligated itself to uphold basic human rights principles. Unfortunately, as the PKK steps up its attacks, civilians are also increasingly threatened by reactions of security forces, and indeed, legitimate rights of Turkey's Kurdish citizens are being denied under the mantle of combating terrorism. The violence is polarizing Turks and Kurds, creating an unprecedented level of fear and mistrust. Kurds, resentful of security abuses, become more supportive of Kurdish nationalism and the PKK. Turks, angered by the costs and brutality of terrorism, are increasingly intolerant of the legitimate rights of Kurdish citizens.

The Turkish Government's military efforts to address the Kurdish situation have only escalated tensions. Massive discontent has resulted in an increasing and unacceptable toll of innocent lives. The one-dimensional military approach stifles even moderate Kurdish political voices, enabling the PKK to gather support among a population weary of constant harassment and with no power or representation to put forward legitimate cultural and political aspirations.

The violent prelude to upcoming local elections has highlighted threats to the democratic process and underlined the inability of Kurds to gain political representation or exercise other basic rights. In the past 2 years, shadow death squads have killed 70 members of the pro-Kurdish Democratic Party [DEP], which holds 18 of 450 seats in the Turkish Parliament, including a Member of Parliament. Twenty party offices have been bombed. Over 300 DEP election candidates have been arrested and changes in electoral laws—reportedly made on security grounds—have made it extremely difficult for voters in Kurdish regions to cast their ballots. On February 23, DEP members decided to boycott the March 27 elections. International human rights organizations and the European Parliament have announced intentions to send election observers to Turkey.

Mr. President, just yesterday the Turkish Parliament lifted the immunity of four DEP parliamentarians in order to prosecute them for the contents of speeches or writings. Two were detained outside parliament on charges which could bring the death penalty. Prosecutors want to charge a total of

eight Kurdish parliamentarians. Such policies are contrary to basic principles of free speech and an affront to

the rights of Kurds throughout Turkey. While Turkey remains a NATO ally and major recipient of U.S. military and economic assistance, this Congress and administration should not be deterred from voicing serious concerns over the deteriorating human rights situation and the Turkish Government's inability or unwillingness to constructively address abuses.

Mr. President, while there are no easy solutions to the complex Kurdish issue, fortunately some voices of moderation are heard among civilian policy makers who call for redressing Kurdish grievances and meeting Turkey's commitments to a society based on rule of law. Such voices have called for continued economic investment in the southeast; rescinding the state of emergency; abolishing the restrictive antiterror law and village guard system; reaffirming Kurdish cultural rights; and removing restrictions on Kurdish broadcasting, publishing and other forms of free speech. Major causes of frustration and discontent, which have swelled the ranks of the PKK, could be significantly alleviated by permitting Kurdish political and cultural expression, restoring civil and economic institutions and withdrawing soldiers from city streets and village. Such actions, in my view, could help establish the foundation of a more peaceful, prosperous, and stable Turkish democracy for all its citizens.

Last October, as Turkey's Prime Minister Ciller visited Washington, I joined the cochairman of the Helsinki Commission, STENY HOYER, and a number of congressional colleagues on a letter suggesting that the Government of Turkey pursue political, as opposed to military, solutions to the Kurdish situation. Six months later, I am disappointed not to have received a reply to our views. Cochairman HOYER discussed and passed the letter to a senior Turkish official who indicated a response would be forwarded. I would like to insert a text of that letter into the RECORD following my remarks, and reiterate my hope that a response will soon be forthcoming.

Meanwhile, as the violence escalates, I again urge the Turkish Government to use more carrot and less stick to address underlying roots of Kurdish discontent. The heavy-handed security presence has disrupted normal life and crippled economic viability in the southeast. The military approach drains Turkish coffers, strains relations with neighboring countries, and draws criticism from human rights ob-

servers worldwide. Members of the 53 State Conference on Security and Cooperation in Europe have been asked to consider sending official human rights monitor missions to Turkey, and given the present level of hostilities in the southeast, I believe such CSCE missions are warranted.

Mr. President, we in the United States often look with pride upon our heritage as a "melting pot" of ethnicity and culture. We should appreciate that Turkey has been a "melting pot" far longer. Tolerance and understanding, ingredients crucial to keeping such societies from boiling over, are in great need today in Turkey. Violence will certainly beget more violence and further imperil Turkish democracy. Support for the PKK will grow until the Government pursues political solutions and acts to protect the rights of all Turkey's citizens.

There being no objection, the letter was ordered to be printed in the RECORD, as follows:

OCTOBER 14, 1993.

DEAR MADAME PRIME MINISTER: We respectfully offer our congratulations on your

appointment as Prime Minister. We hope your term will be marked by peace and prosperity, and look forward to working with your government to strengthen the bonds of friendship which exist between our two governments and peoples.

As a NATO ally, trusted friend of the United States and signatory to the Helsinki Final Act, Turkey occupies a unique position between East and West. We appreciate that while developing its resources and society, Turkey has also proved committed to strengthening its democratic institutions and protecting and promoting human rights.

We understand that Turkey faces a difficult security situation, and has a legitimate need to counter the terrorist actions of the Kurdish Workers Party (PKK). At the same time, we are deeply troubled by the apparent escalation of restrictive measures and government-sanctioned violence against Kurdish civilians in southeast Turkey.

The recent decision by the Turkish Constitutional Court to outlaw the People's Labor Party (HEP) and official attempts to suppress Kurdish publications and broadcasting indicate that free expression remains restricted for those who peacefully support the promotion and protection of Kurdish rights.

The unsolved assassinations of Kurdish leaders, human rights activists and journalists have created a climate of fear and mistrust of the government among Turkey's Kurds. The assassination of Mehmet Sincar,

a member of Parliament, is a prominent reminder of the danger facing those who promote legitimate cultural and political rights for Kurds.

Under the mantle of combatting terrorism, Turkish government security forces are reported to have forcibly evacuated thousands of Kurdish civilians from their homes and destroyed hundreds of Kurdish villages. We believe this use of military extremism encourages other kinds of extremism and hinders development of moderate Kurdish political views and organizations.

The U.S. government clearly condemns acts of terrorism employed by any people,

organization or government, and is against any action which threatens Turkey's stability and sovereignty. However, we also believe it is imperative that Turkey uphold the rights and freedoms of all its citizens, including those of Kurdish origin. In view of the spiraling levels of violence in southeast Turkey, it appears that a political solution, rather than continued reliance on military force, offers the best chance of reestablishing security and peace throughout Turkey and the region.

As friends and supporters of Turkey, we sincerely hope that you will be successful in addressing this critical issue.

Sincerely,

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

GLGL

FRA0465 4 I 0256 TUR /AFP-LT95

Turquie-Parlement

Levée de l'immunité parlementaire de quatre députés d'origine kurde

ANKARA, 2 mars (AFP) — Le parlement turc a levé mercredi l'immunité parlementaire de quatre députés turcs d'origine kurde inculpés de "séparatisme" et d'"atteinte à l'intégrité de l'Etat" et deux d'entre eux ont été placés en garde à vue à leur sortie du parlement après le vote, a-t-on appris de sources parlementaires.

Il s'agit de MM. Hatip Dicle, Orhan Dogan et Sirri Sakik, respectivement président et membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, 17 sièges sur 450 au parlement), et Mahmut Alinak, ancien membre démissionnaire du DEP.

Les deux premiers ont été placés en garde à vue.

A la suite de cette décision, les quatre hommes pourraient être traduits devant la Cour de Sécurité de l'Etat où ils seraient passibles de la peine de mort conformément à l'article 125 du code pénal turc.

Une interdiction de voyage à l'étranger leur a déjà été imposée.

Cette mesure parlementaire intervient cinq jours après la décision du DEP, bien implanté dans le sud-est anatolien à majorité kurde, de se retirer des élections municipales nationales du 27 mars.

Cette formation politique est elle aussi poursuivie par la Cour constitutionnelle pour séparatisme. Elle est accusée par l'armée et les milieux conservateurs d'être le "porte-parole au parlement" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui mène depuis 1984 une rébellion armée dans le sud-est anatolien frontalier avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

CE/hc/mfo

AFP 021818 MAR 94

# DEP deputies face jail as Parliament lifts immunities

*Dicle and Doğan taken into custody*

*Turkish Daily News*

ANKARA— The Turkish Parliament on Wednesday afternoon lifted the immunity of four Kurdish-origin deputies and met late at night to lift the immunity of three others and of an Islamic fundamentalist deputy.

The majority of the deputies were accused of making speeches against Turkey's integrity, opening the way for their trial at a State Security Court.

DEP deputies Hatip Dicle and Orhan Doğan were taken into custody soon after Parliament lifted their immunities. Parliament met in Ankara Wednesday afternoon to debate the immunity issue and, acting in unison, decided with the votes of the senior coalition partner True Path Party (DYP), the Motherland Party (ANAP), the Welfare Party (RP), the Nationalist Movement Party (MHP), the Democratic Left Party (DSP) and the Grand Unity Party (BBP) to strip the deputies of their immunity.

Deputies of the junior coalition partner Social Democrat Peoples Party and several deputies from the opposition Republican Peoples Party (CHP) voted against the decision. According to the Constitution, a two-thirds majority is necessary to abolish the immunity of a member of parliament.

According to Wednesday's vote, Kurdish-based Democracy Party chairman Dicle and deputies Doğan, Leyla Zana, Sırrı Sakık, Ahmet Türk and Selim Sadak may now be put on trial. Mahmut Alınak, a former DEP deputy currently holding independent status in parliament, and Hasan Mezarıcı, who this week resigned from the RP, also lost their immunities.

During the voting in the assembly, there was tension between the two coalition partners, with several deputies from the DYP accusing their social democrat colleagues of acting against the "partnership" between them.

DYP deputies shouted at Sivas SHP deputy Ziya Halis who challenged the decision, saying: "Throw them out of the coalition!" and Halis replied, "You think we're pleading to stay?"

Political sources within the SHP said a speech made by DSP chairman Bülent Ecevit in advance of the first tour of voting had made it clear at the very beginning that the immunities would be lifted.

Ecevit argued that no one could claim the deputies had used their freedom of expression, because "separatist speeches have given encouragement to terrorism.

This aids the separatist movement and has nothing to do with the freedom of opinion." One of the most touching speeches of the session was made in his own defense by DEP's moderate deputy Orhan Doğan who compared the social mosaic in Turkey to a garden. "It is the various colors, the blues, the whites, the reds, the greens and the color of the soil which make a garden a garden," he said, referring to the different communities which make up modern Turkey.

The deputies now have a week to petition the Constitutional Court about the decision, and the court has 15 days to reply. If it approves of the lifting of immunity, the DEP deputies will face a prosecutor's demand for capital punishment just because of speeches they made in the past with regard to the Kurdish issue.

turkish daily news — Thursday, March 3, 1994



# The DEP earthquake hits Turkey with full force

*New inflation figures show Tansu Çiller's boat is sinking fast*

## 8<sup>th</sup> day

BY ILNUR ÇEVİK

The Turkish economy remained on the rocks in the past week with yet another mini devaluation but the lifting of the immunities of eight deputies and then their rather extraordinary detention by police stole the show.

Under ordinary circumstances the State induced depreciation of the Turkish lira, the blunders of Prime Minister Tansu Çiller and the report that Turkey's annual inflation rate had shot up to 73 per cent would have been front page headline material for the press.

But when the prime minister decided to push for the lifting of the parliamentary immunities of seven pro-Kurdish deputies as well as a Moslem fundamentalist deputy suddenly Turkey's agenda was completely changed.

What prodded Çiller to take the decision to lift the immunities of the pro-Kurdish deputies? As some people later claimed was she forced to take the decision under pressure from the military?

These questions remain unanswered. Yet, it is true that Çiller's True Path Party (DYP) and its junior coalition partner the Social Democrat People's Party (SHP) had agreed to delay the debate on the lifting of the immunities of the pro-Kurdish deputies until after the March 27 nationwide local elections. The main opposition Motherland Party had also agreed to the delay to avoid any "unnecessary complications" before the elections.

Whatever happened, happened in a short span of time and Çiller's DYP ignoring the protests of social democrats in her fragile coalition government, voted with opposition groups last week to strip eight deputies of their parliamentary immunity. There was talk that Çiller had taken the move under pressure from the military. There were rumors that the military was disturbed with the fact that the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) which is said to have direct links with Kurdish separatist terrorists had seats in the Parliament.

Several times Chief of Staff General Doğan Güreş was quoted as saying "the Kurdish terrorists are still sitting inside the Parliament." President Süleyman Demirel also told a newspaper interview that the military was "disturbed" by the presence of the DEP deputies in Parliament...

So Çiller decided to remove DEP from Parliament and the first phase was to lift the immunities of Leyla Zana, Hatip Dicle, Sırrı Sakık, Ahmet Türk, Ahmet Doğan and Selim Sadak as well as Mahmut Alınak who was previously with DEP but who later resigned. However, Çiller aware of the clams of a military intervention debited she was under pressure from the generals on DEP.

"General Güreş did not know that I would raise the issue of lifting the immunities of the deputies. I say this sincerely. Not even I knew I would be doing this," Çiller was quoted as saying. So it seems she didn't know in the morning she would be launching an offensive against the DEP deputies only a few hours later...

However, observers pointed out that when DEP decided to with-

draw from the elections which was regarded as a virtual boycott Çiller apparently came under "pressure" to oust the DEP people without any delay...

The lifting of the immunities was not a big issue. But what happened later was rather ugly.

On Wednesday the Parliament started lifting the immunities. First to go were Hatip Dicle and Orhan Doğan. Dicle was accused of making separatist statements while Doğan allegedly gave shelter to Kurdish separatist terrorists.

After the immunities of the two were lifted the Parliament went into recess. The two along with other DEP deputies wanted to leave the Parliament and go home. Yet, the State forces were prepared for them.

There were several anti-terrorism squad men waiting for the deputies outside the Parliament compound. As soon as Dicle and Hatip walked out of the gates they were taken into custody and taken to a detention center in Ankara. Doğan wanted to resist the police and was pushed and shoved.

Later it became apparent that Ankara's notorious State Security Court Chief Prosecutor Nusret Demiral had foreseen the Parliament move to lift the immunities of the deputies and had ordered the detention of the deputies.

However, Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk who was away in the U.S. apparently gave specific orders that no arrests would be made within the Parliament compound and Demiral's men should do whatever they have to do outside the gates. When the other DEP deputies realized they too were going to be detained and humiliated they decided to remain within the Parliament compound and avoid being taken away to a detention center. They said they want to appear before the court without delay.

When the scandal about the way the deputies were detained became public Interior Minister Nahit Menteşe at first said he did not know about the incidents. Later, however he said the deputies were taken into "protective custody." Then when this did not go down well he decided to create a new explanation and said the DEP deputies were about to flee the country or seek asylum in a foreign embassy...

The political scene in Turkey last week was shaken by political controversies of all kinds. The smear campaign against the pro-Islamic Welfare Party (RP) reached a new peak with shocking revelations which experts said were highly damaging to the party. But, that was not all. Some remarks by President Süleyman Demirel and Deputy Prime Minister Murat Karayalçın created quite a stir and once again rekindled coup debates in Turkey.

While all this was going on the Parliament lifted the immunities of Ahmet Türk, Leyla Zana, Sırrı Sakık and Mahmut Alınak on Wednesday night. It had to delay action on the files of Selim Sadak and Moslem fundamentalist Hasan Mezarıcı until Thursday. But the police acted with haste and detained Mezarıcı at his home. Later they realized the mistake and released him... That too created quite a stir and the police chief who ordered the arrest was sacked.

In the end the immunities of all the targeted deputies were lifted. Mezarıcı went directly to the police and gave himself up. Five other pro-Kurdish deputies were holed up for two days in the Parliament compound.

In the end the five deputies surrendered to the chief prosecutor who handed them to the police. Now all the deputies, who are still the elected representatives of the people, will be jailed at least until March 16.

Foreign diplomats as well as the independent observers in Turkey did not understand the merits of the timing of the lifting of the immunities and the detention of the deputies. People were aware that the DEP deputies never had an intention of fleeing. The way they were detained was extremely ugly and attracted reaction from the opposition parties which had voted for the lifting of the immunities.

A spokesman for French President Francois Mitterrand said on Thursday he was seeking to help the Kurdish deputies and had written to his Turkish counterpart Süleyman Demirel about their plight.

Demirel said in a statement on Friday that he had told Mitterrand that "the aim of terror in Turkey is to tear the country apart...and that charges and evidence were before parliament that would form the basis for prosecuting the MPs". He said the issue would be settled in court and was a legal rather than a political process. "There are no grounds for concern that there will be any unjust actions," he said. But some Turkish commentators say the treatment meted out to elected deputies has handed a publicity coup to the PKK and tarnished Turkey's democratic and human rights record. "No one...could possibly have given a better propaganda service to the DEP deputies, their ideology of a Kurdish identity and even the PKK," wrote Güneri Civaoglu in Sabah daily, hitting out at what he called Turkey's crippled democracy.

"We will be closely watching the trials. Justice must not be overshadowed by politics nor politics by the gun barrel." What the latest incidents will do is to further erode Turkey's already poor image in the West and create unnecessary political tensions on the eve of the elections. The Kurdish separatists will use the latest events as propaganda material and hurt the existing volatile situation in southeastern Turkey...

### The fall of Çiller's economy

Prime Minister Çiller is becoming a living example on what should not be done to avoid ruining of a national economy. Yet, instead of taking lessons the lady prime minister is continuing to make fatal mistakes.

Early last week Turkey's Central Bank let the battered lira slide again for an effective devaluation of nearly 10 percent against the

dollar in two days. Observers said the new Central Bank chief Yaman Törüner had failed badly.

Observers said 9.6 percent plunge in the lira will fuel inflation, hit banks with short dollar positions and may further damage Çiller's coalition government before municipal elections. Until the week before the Central Bank had been trying to defend the lira by raising lira interest rates and selling dollars.

Last week Toruner seemed to have plumped for a new policy of curbing interest rates and loosening his grip on the lira. The markets were not impressed with Törüner's moves and there was a downward slide. Yet, again Turkey ended up in a mini financial crisis.

But Çiller suddenly came up with a strange excuse. She said the reason for the crisis had been the one-day delay in the arrival of Japanese funds at the tune of 750 million dollars. No one could explain what would have happened to the economy if these funds had been delayed by a week.

But the negative reports about the economy continued to come in.

Çiller's hopes of creating the best possible inflation picture before the local polls faded on Friday when official figures announced an inflation rate higher than all rates during the 1989-1992 period.

The State Institute of Statistics (DIE) revealed Friday that consumer prices shot up 6 percent in February to bring the annual inflation figure to 73 percent following a 13.6 percent lira devaluation on Jan. 26.

But there was more bad news to come... Turbulence in financial markets since mid-January, triggered by two unfavorable rating reports on Turkey, caused a substantial erosion of the Central Bank's (CB) foreign exchange reserves, official figures revealed on Thursday.

The CB's total foreign exchange reserves descended rapidly from \$7.2 billion in the first week of last December to only \$4.7 billion on Feb. 11, a decline of 35 percent within slightly more than two months.

There are unofficial reports that the usable foreign exchange reserves held by the CB have recently plunged to some \$700 million, imposing strict constraints on the Bank's policies. All these facts put together simply mean the demise of Çiller's economy... God rest her soul in peace.

## Two detained MPs released amid massive troop buildup

TDN with wire dispatches

ANKARA- Turkish authorities have freed two detained members of parliament as officials disclosed the beginning of a massive troop buildup to secure local elections in Southeast Turkey.

Six other deputies, all from the Kurdish-based Democracy Party (DEP) are remaining in custody after losing their immunity from prosecution.

Selim Sadak, one of the seven DEP deputies detained last week, was released in the northwestern town of Izmit on Friday. He was expected to stand trial later for alleged crimes against the state, charges which carry the death penalty.

Pro-Islamic deputy Hasan Mezarci, accused of the lesser charge of slandering

Turkey's national hero, Mustafa Kemal Ataturk, was also freed on Friday night.

Meanwhile, in the eastern refinery city of Batman where Turkey's top security officials had a meeting on Friday, a decision was taken to increase the number of military troops in southeastern Turkey by one-fold. Officials said there were currently around 75,000 soldiers in the region.

They pointed out that the measure was taken in order to maintain election security but that the troops would remain in the region until terrorism was dealt with. Sources said the number of Turkey's security forces in the region, including soldiers, policemen and para-military village guard would thus exceed 250,000.

## Greece lashes at Turkey over rights and Kurdish deputies

By Costas Paris

Reuters

ATHENS- Greek European Affairs Minister Theodoros Pangalos accused Turkey on Friday of having "a state-run militarist machinery which exiles, tortures and exterminates Greeks, Kurds, Armenians, everybody".

Pangalos, in outspoken comments reflecting decades of mutual distrust between the two NATO member states, accused Ankara of systematically violating human rights and confiscating property of minorities living in Turkey.

"Only Hitler used such methods to confiscate the property of the Jews," he said at a presentation for a new Greek book on the



subject of Greek property in Istanbul.

Some 250,000 Greeks were estimated to have lived in Istanbul until events in the early 1950's led to an exodus. Fewer than 5,000 Greeks now live in Istanbul.

"Turkey today crudely violates the right of freedom through a state-run militarist machinery which exiles, tortures and exterminates Greeks, Kurds, Armenians, everybody," Pangalos said. "Turkey has never been, and today is not, a state governed by the rule of law," he added.

Pangalos later slammed Ankara again over the arrest of eight Kurdish deputies in the Turkish parliament.

The Turkish parliament voted this week to strip the deputies of their parliamentary immunity and seven of them, who belong to the Kurdish-based Democracy Party (DEP), are to be charged with crimes against the state, punishable by death.

DEP is often identified with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas fighting for a separate state in southeast Turkey.

More than 10,800 people have been killed in Turkey since the PKK launched its guerrilla war in 1984.

Pangalos said Greece, the current president of the European Union, would ask EU foreign ministers to take a stand "on this serious issue."

"We are willing to bring up this matter in the European Union and ask our partners what they think we should do ... to have deputies sentenced to death is an explosive act," he said. Five Kurdish MPs, holed up in the parliament building in Ankara for the past two days, surrendered to police on Friday. They were taken to police headquarters where the other three deputies are in custody.

LE MONDE — 6 mars 1994

## RÉFUGIÉS

### La France refuse l'asile à un médecin kurde irakien

Majit Jalil Ali Al Mendelavi, vingt-six ans, un médecin irakien, kurde et chiite, qui s'est vu refuser l'admission sur le territoire français, vendredi 25 février, et a demandé l'asile, devait être renvoyé, samedi 5 mars, en direction d'Amman, après avoir passé une semaine dans la zone d'attente de l'aéroport de Roissy. M. Mendelavi affirme avoir fui l'Irak et été l'objet de pressions pour avoir refusé de signer des certificats de décès de détenus torturés à Bagdad. Le ministère de l'intérieur refuse au docteur Al Mendelavi l'accès à un dossier de demande d'asile, estimant que son récit a « un caractère romanesque ». Tel n'est pas l'avis de l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE), qui estime que la sécurité du médecin est « loin d'être assurée en Jordanie », où il doit être reconduit.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0417 4 I 0240 TUR /AFP-NG47

Turquie-Kurdes

Sept députés kurdes font appel de la levée de leur immunité

ANKARA, 7 mars (AFP) - Six députés du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, 17 sièges au parlement) et un autre démissionnaire du DEP, tous d'origine kurde, ont déposé un recours lundi auprès de la Cour

Constitutionnelle pour obtenir l'annulation de la décision parlementaire de levée de leur immunité, a-t-on appris de source bien informée.

Ces sept députés avaient perdu mercredi et jeudi leur immunité pour "séparatisme" à l'issue de votes au parlement turc dont l'aile conservatrice les accuse de soutenir la rébellion kurde.

Ce recours a été déposé par les avocats des sept députés dont six sont actuellement sous les verrous: Mme Leyla Zana, MM. Hatip Dicle, président du DEP, Orhan Dogan, Ahmet Turk, Sirri Sakik, et de l'indépendant Mahmut Alinak.

Le septième, M. Selim Sadak, avait été remis en liberté provisoire au cours du week-end après un premier interrogatoire au parquet d'Izmit (nord-ouest) où dans un discours en 1992, il avait accusé l'Etat "d'être à l'origine de bavures".

Inculpés de "séparatisme" et d'"atteinte à l'intégrité de l'Etat", les sept députés risquent d'être traduits devant la Cour de Sécurité de l'Etat turque où ces chefs d'accusation peuvent valoir la peine de mort.

Le DEP est également poursuivi pour "séparatisme" par la Cour constitutionnelle avec demande de dissolution pour "activité illégale".

YM/HC/mfo

AFP 071830 MAR 94

The Washington Times

★ TUESDAY, MARCH 8, 1994

# Democracy in Turkey is in danger

By Dennis DeConcini

It's time to sound the alarm bells over the future of democracy in Turkey, an important friend and U.S. ally. Congress and the administration should be deeply troubled by the Turkish Parliament's decision to lift the immunity of eight of its own members in order to prosecute them for non-violent expressions of their political views. Two of the deputies were arrested leaving the Parliament building, and another five barricaded themselves in an office to avoid arrest, but were subsequently detained. This distressing incident seems emblematic of the government's increasingly hardline Kurdish policy — a mixture of military force, uncompromising rhetoric and erosion of basic human rights.

Predominantly Kurdish regions of Turkey have become virtual war zones. Since 1991, more than 5,000 have died in an increasingly brutal struggle between Kurdish Workers Party (PKK) guerrillas, Muslim fundamentalists and Turkish security forces. Eight provinces have been under a sustained state of emergency authorizing curbs on political, media and cultural activity, yet the vicious cycle of violence continues to expand, tearing at the fabric of Turkish democracy and straining delicate regional relations. Ironically, while Turkey's democratic institutions in many respects appear stronger than ever, rumors of a coup have already surfaced in the Turkish press, stirring unpleasant memories of three such previous setbacks to democracy since 1960.

Six of the parliamentarians now facing charges, which could carry the death penalty, represent the pro-Kurdish Democratic Party (DEP), which holds 18 of 450 seats in parliament. Founded last year after its predecessor, the People's

Labor Party (HEP), was banned by the government, DEP is the only legal political organization that represents the interests of Turkey's Kurdish citizens. Two of those now facing jail terms have participated in congressional forums sponsored by the Commission on Security and Cooperation in Europe, which I chair. Ahmet Turk, the former chairman of the Turkish parliament's human rights committee, is an individual I know as a defender of civil liberties and a nonviolent advocate of Kurdish rights.

Increasingly, Turkey's Kurdish citizens are denied political representation and other legitimate rights. The violent prelude to upcoming local elections highlights these trends. Shadowy death squads have killed 70 DEP members, including Mehmet Sincar, a member of parliament. Twenty DEP offices have been bombed. Over 300 DEP candidates and campaign workers have been arrested, and changes in electoral laws — reportedly made on security grounds — have made it difficult for voters in Kurdish regions to cast their ballots. On Feb. 23, DEP members decided to boycott the March 27 elections. International human rights organizations and the European Parliament have announced intentions to send election observers to Turkey. We should do no less.

While Turkey is entitled to protect its citizens from terrorism and to preserve the integrity of its borders, it has also obligated itself to uphold basic international human rights principles. Unfortunately, the legitimate rights of Turkey's Kurdish citizens are being denied under the mantle of combatting terrorism. The escalating violence is fostering unprecedented levels of fear and mistrust, and social and

political instability. The government's military approach stifles even moderate Kurdish political voices, enabling the PKK to gain support among a population weary of constant harassment and with no power or representation to put forward legitimate cultural and political aspirations. In addition to its unacceptable cost in human lives and suffering, this approach drains Turkish coffers, strains relations with neighboring countries and evokes criticism from human rights observers world-wide. Members of the 53 state Conference on Security and Cooperation in Europe have been asked to consider sending official human rights monitoring missions to Turkey, and given the current situation, I believe CSCE monitors are warranted.

Our government should not be deterred from protesting the deteriorating human-rights situation because Turkey is a NATO ally and major recipient of U.S. military and economic assistance. Indeed, for these very reasons we should be more insistent that Turkey abide by the human-rights commitments it has undertaken. We should be deeply troubled by the Turkish government's inability or unwillingness to defuse the explosive situation. While there are no easy solutions to the complex Kurdish issue, there are voices of moderation in Turkey who advocate that the government redress Kurdish grievances and meet commitments to a society based on rule of law. Such voices call for continued economic investment in the southeast; rescinding the state of emergency; abolishing the restrictive anti-terror law and village guard system; reaffirming Kurdish cultural rights; and removing restrictions on Kurdish broadcasting, publishing and other forms for free speech. We need to add our voices to theirs.

FRA0428 4 I 0349 FRA /AFP-HU42

France-Turquie-Kurdes

Périple européen de Mme Danielle Mitterrand en faveur des députés kurdes de Turquie

PARIS, 10 mars (AFP) — Mme Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, a entrepris depuis mercredi un périple dans les principales capitales européennes afin de demander une aide pour obtenir la libération des députés kurdes détenus en Turquie, selon un message rendu public, jeudi à Paris, au siège de son association.

Mme Mitterrand, qui se trouve jeudi en Allemagne où elle compte, a-t-elle indiqué, s'entretenir avec le chancelier Helmut Kohl, souhaite aussi obtenir un appui pour l'abandon des poursuites pour délit d'opinion contre le Parti de la démocratie (DEP) "qui incarne l'espoir d'une alternative démocratique kurde et pour favoriser la recherche d'une solution pacifique au problème kurde en Turquie".

"L'arrestation des députés, devenus témoins gênants de la tragédie kurde, s'accompagne de l'annonce par l'armée de l'envoi de 150.000 soldats supplémentaires dans le Kurdistan, qui s'ajoutent aux 250.000 qui y opèrent actuellement", a ajouté Mme Mitterrand. Elle a estimé "qu'on s'avance vers une guerre généralisée avec son cortège de nouveaux massacres, de destructions de villes et de villages kurdes, d'exode de population et d'indicibles souffrances".

Au cours d'une conférence de presse, tenue en présence du député du DEP encore en liberté, M. Yurtdas Sedat, ainsi que de l'ancien maire de Diyarbakir au Kurdistan turc, Zana Mehdi, Mme Ségolène Royal, député socialiste, a affirmé qu'il fallait faire pression sur le gouvernement turc y compris à l'occasion de la prochaine visite en Turquie, du 16 au 17 mars, du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

Plusieurs organisations non gouvernementales, dont France-Libertés, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), la CIMADE et Agir ici, dans un appel commun adressé à Mme Catherine Lalumière, secrétaire général du Conseil de l'Europe, ainsi qu'à d'autres responsables européens, ont demandé la suspension de la Turquie de cette instance.

mj/mst

AFP 101742 MAR 94

Thursday, March 10, 1994

turkish daily news

## Human Rights Watch urges immunities be reinstated

● *Turkish Embassy in Washington finds HRW ignorant of the way Turkish democracy works*

By Uğur Akıncı

*Turkish Daily News*

Washington, D.C.- Human Rights Watch (HRW), the human rights advocacy organization which was previously known as the "Helsinki Watch," yesterday sent a letter to Prime Minister Tansu Çiller, demanding the reinstatement of the immunities of one independent, one Welfare Party (RP) and six Democracy Party (DEP) deputies.

Information copies of the letter written by Human Rights Watch (HRW) Executive Director Jeri Laber was sent to Turkish Ambassador to Washington Nuzhet Kandemir and the U.S. Ambassador to Ankara

Richard C. Barkley.

Laber urged the Turkish government "to order the immediate reinstatement of political immunity for all eight deputies, and to take punitive action against the officials who ordered their immunity removed."

'Lack of understanding'

In a two-page reply sent to HRW by Ambassador Kandemir, Laber was given a detailed explanation of the parliamentary process through which the immunities were lifted. It concluded: "...your suggestion, therefore, that 'punitive action against the officials who ordered (the parliamentarians') immunity removed' simply demonstrates the lack of understanding on your part for the functioning of a democratic system."

HRW approached the subject from a "freedom of speech" point of view. "According to our reports, these deputies have been charged with 'insulting Atatürk' and advocating separatism which calls for

the death penalty... The Turkish government's action violates the European Convention on Human Rights' guarantees of free expression and of the right not to be discriminated against because of one's political opinion. Turkey has, of course, signed and ratified that convention," Laber said. In his reply similar to the one he sent a few days ago to the CSCE co-chairman, Democratic Sen. Dennis DeConcini of Arizona, Kandemir stressed the fact that "these eight members of Parliament have been engaging in activities against the constitutional democratic system of Turkey and its territorial integrity," implying that the deputies committed more than just simply expressing their beliefs and ideas.

A couple of sentences later, Kandemir put the same emphasis on "activities." "They (the deputies) cannot be indicted for any other criminal offense other than for the activities which prompted the lifting of the immunity in the first place."

Kandemir rebuffed Laber's contention that decision was "ordered" by certain "officials." "It was only after deliberations of the Ad Hoc Committee of the Turkish Parliament, consisting of members of the Constitutional and Justice Commissions, and a vote by the Parliament's General Assembly that their immunities were indeed lifted."

Countering Laber's statement that the crimes these deputies have been charged with "call for the death penalty," Kandemir said that lifting of the immunities does not automatically lead to the conviction or sentencing of the deputies indicated. "Though indicted, these individuals continue to be Members of Parliament. If convicted, they have the right to appeal. Even if their con-

victions are upheld by the High Court, as Members of Parliament they cannot be sentenced. It is only through formal vote in the General Assembly of the Turkish Parliament that the parliamentarians' status might be revoked," Kandemir said, adding: "Of course, it is also a possibility that they are found not guilty and altogether acquitted."

Following their interrogation, the deputies will be referred to the State Security Court. According to recent reports, the one independent and six DEP members of Parliament will be facing death penalties. RP Istanbul Deputy Hasan Mezarıcı can receive 20 years. A jail sentence of one year or more is enough grounds for a second voting in the General Assembly to remove the parliamentary status of the indicted deputies.

#### Words or action?

Some observers of Turkish-American relations in Washington who preferred to remain anonymous said that the exchange between HRW and the Turkish government clearly reflects the fundamentally different views the parties have on what constitutes a "speech" and an "act." While HRW seems to believe that no speech, no matter how inflammatory, is enough in itself to constitute an "action," Turkish government holds the view that certain ideas and speeches are tantamount to treason and thus will be prosecuted as concrete overt "actions."

#### What are they charged with?

According to early reports, all eight deputies were indicted mostly for certain speeches they gave or ideas they expressed in the past. DEP leader Hatip Dicle, for

example, drew the wrath of a wide segment of the Turkish public for describing the martyred cadets of the Tuzla massacre as "military targets." He is charged with treason for his various speeches and for "engaging in activities" aimed at undermining the unity of the state.

Orhan Doğan, DEP Şırnak deputy, is charged with asking to place all or part of the state's territory under the suzerainty of a foreign state in the speeches he made before being elected deputy and during the oath-taking ceremony at the Turkish Parliament.

Sırrı Sakık, DEP Mus deputy, is also charged with treason and "activities aimed at undermining the state's unity."

Ahmet Türk, DEP Mardin deputy, charged with spreading separatist propaganda in two speeches he made and one article he wrote. He also will be questioned for certain remarks he made during his 1993 trip to the United States.

Selim Sadak, DEP Şırnak deputy, charged with separatism on the basis of two speeches he made — one in İzmir on Sept. 27, 1992 and the other in Parliament on Aug. 18, 1992 on the Şırnak incidents.

Leyla Zana, DEP deputy from Diyarbakır, is charged with defending the formation of an independent Kurdistan and making anti-Turkish statements during her trips to Europe and United States.

The pro-Kurdish independent deputy from Şırnak, Mahmut Alınak, is being charged with making speeches aimed at undermining Turkey's unitary state.

Hasan Mezarıcı, RP deputy from Istanbul, is charged with speaking frequently against Atatürk and his principles and violating laws protecting the secular nature of the Turkish sta

## US REACTION

# US envoy urges political solution to Kurdish problem

● *Oxman: The lifting of immunities has caused considerable concern in Washington*

By Nazlan Ertan  
Turkish Daily News

**ANKARA**—Expressing U.S. concern for the lifting of immunity of eight deputies, Assistant Secretary of State Stephen Oxman said a political solution for the Southeast problem was necessary. "We understand that there is a grave problem of terrorism in the southeast of Turkey," Oxman said before his bilateral talks with Foreign Minister Hikmet Cetin. "At the same time, as we stressed before (during the visit of Secretary of State Warren Christopher), a political solution is necessary."

However, Oxman proved to be unwilling to comment on what the solution would be.

"This is certainly a domestic affair of Turkey," he said, and added that the solution had to "respect the territorial integrity of Turkey."

Asked whether he would discuss the lifting of the immunities of eight

deputies, Oxman replied: "We certainly will discuss the issue that has caused considerable concern in Washington, in the Congress and government."

Cetin, who also replied to the questions of the journalists, said he would explain the developments which led to the lifting of the immunities.

"I am going to explain (to Oxman)

all the points we have been covering lately," Cetin said. "I will explain the Turkish view." Last week, Volkan Vural, the foreign policy adviser to the prime minister, briefed all Western diplomats on the situation. Ankara fears that the Congress, or the human-rights-sensitive Clinton administration, will use the latest developments for cutting aid to Turkey.

"There are many lobbies in the United States which take a clear stance against Turkey. They may exploit the situation to the fullest. It might come to a point that the Congress or administration of Clinton, who has come to power by making respect for human rights and democratic development the millstone of his foreign policy, would cut aid to Turkey further," a Turkish Foreign Ministry official said. But Oxman also stressed that the United States "fully supported" Turkey's fight against terrorism. This support also found evi-

dence in a new draft which is designed to replace the present Defense and Economic Cooperation Agreement (DECA) between the two countries.

In the preamble of the new draft, the two countries also promise to "cooperate against terrorism," although the terminology is left vague.

Turkey and the United States have been working on a new draft for DECA

for a year, but the negotiations have not yet been finalized. The stumbling block appears to be the phrase of "best efforts" which the U.S. administration has promised for obtaining aid to Turkey. Ankara, complaining that the terminology is ambiguous, asked for "more concrete" wording, but the United States says any further promise would be "useless" since final approval of any aid belonged to Congress.

#### French delegation

Meanwhile, a French delegation, chaired by French Foreign Ministry Political Director Denis Bouchard, also came to Ankara for talks. France has been extremely sensitive toward developments in Turkey, and French President Francois Mitterrand wrote a letter to Council of Europe Parliamentary Assembly Chairman Miguel Martinez asking for the Council's involvement in the case.

France, however, is expected to take up the matter more comprehensively during the visit of Foreign Minister Alain Juppe.

Oxman, Bouchard and British Foreign Ministry Assistant Secretary Michael Burton will come together for a quadripartite meeting on Poised Hammer today. Following their talks, they will hold a joint press conference.

**Galle in Ankara**

Meanwhile, Turkish Prime Minister Tansu Çiller made still another blunder while talking to Marc Galle, the co-chairman of the Turco-European Union Joint Parliamentary Group. "In no democratic country can someone enter a parliament with another country's flag and separatism (sic)," Çiller said, momentarily forgetting that the Kurdish flag, which she apparently referred to, did not belong to "another country," "Nor can they stay in parliament, behind the safe veil of immunity while they are suspected of killing someone," she added.

On a more sentimental tone, Çiller told Galle that "mothers whose children were killed in the Southeast had come

to her, crying."

"We, the government, cannot know whether the deputies of Democracy Party are guilty. We merely opened the way for judicial action by lifting their immunity," she said.

**Foreign Ministry briefs foreign correspondents**

Worried by the international media's treatment of recent developments, the Foreign Ministry briefed yesterday a group of foreign correspondents on "new security measures for the elections" and answered their questions on human rights issues. The briefing was given by Foreign Ministry acting spokesman Ferhat Ataman and Rıza Turmen, the director general responsible for human rights, CSCE and Council of Europe.

**STRASBOURG****DEP takes action in Europe****● Sedat Yurttas holds press conference on crisis**

By Semih D. Idiz  
*Turkish Daily News*

**STRASBOURG-** The Democracy Party (DEP) will take the case of the lifting of the parliamentary immunity and subsequent detention of six of its members to the European Court of Justice if the highest judiciary in Turkey, the Constitutional Court, rules to uphold Parliament's decision against the pro-Kurdish deputies, a member of the party repeated on Wednesday. Addressing a press conference at the European Parliament in Strasbourg, DEP Diyarbakır Deputy Sedat Yurttas also indicated that given the political pressures they had been subjected to, he did not think a large number voters in southeast Anatolia would be taking part in the upcoming local elections on March 27.

Yurttas also thanked Western countries, especially France and French President Francois Mitterrand, for the close interest they have shown in this case. He called for this interest and in particular the interest of the European Parliament to continue in order for it to make a serious contribution to the resolution of this problem.

Yurttas told the press conference, noted for its small attendance by European journalists, that their whole aim from the beginning was merely to express their views within a democratic framework, but they had been attacked on the basic tenets of democracy, although they were the elected representatives of their people. "We think this is taking place based on military considerations, not out of any requirement of democracy. We think these things have taken place following the meeting of the National Security Council (MGK) and its dictations to Prime Minister Çiller," Yurttas said. Yurttas went on to add that the overall debate that had followed the killing of DEP Mardin Deputy Mehmet Sincar in 1993 had shown that the government of Turkey was not prepared for a peaceful resolution of the Kurdish issue.

Referring to the lifting of the parliamentary immunity of deputies from his party, Yurttas said this had to be evaluated from the perspective of the law as well as from a political perspective. "Legally we cannot accept the notion that thoughts are considered a crime. Neither can we accept the lifting of immunity of people who have been elected with the people's vote. Laying siege to

Parliament by the police means that the free will of Parliament has been taken underfoot. This means the whole notion of the separation of powers has been flouted," Yurttas said.

He went on to argue that the message to come out of all this was that the Kurds are trying to be pushed off of the legal platform and away from the search for a peaceful solution, in order to prepare the environment for terroristic methods. "It is up to Parliament and the Constitutional Court to clean this stain on democracy in Turkey. Turkey is also a party to international agreements to which it must be made to fully subscribe. It must be made to subscribe to the principles of the civilized world," Yurttas said.

On the question of support from the West, Yurttas said that if this had not been forthcoming so promptly, the detention of their friends, whose immunity had been lifted, would have happened on the first night. "From the telephone conversations we had and the calls we received, we got the impression that Mr. Mitterrand did not sleep all night in his dealings with this question," he added referring to the French president. Responding to a question about the upcoming Nevroz celebrations, Yurttas indicated that they feared a massacre of the Kurds taking place during this occasion. "We have warned the Conference on Security and Cooperation in

Europe (CSCE) that we feared a genocide against the Kurdish people in Turkey. We are worried about massacres. The (Turkish) minister of the interior said recently in Batman that they would be sending an additional 150,000 troops and security personnel to the region. But there are at least 300,000 of them already there. Why do they need an extra 150,000 to bring the total figure up to nearly 80 percent of the whole of the Turkish Armed Forces?" Yurttas asked.

Concerning a question about PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) violence and the restrictions enforced by this organization against political parties and Turkish journalists in the Southeast, Yurttas refrained from pronouncing the PKK by name. He said, however, that they had always openly expressed their opposition to violence against innocent people regardless of where this came from. As for the upcoming elections and the PKK's pressures on various political parties, Yurttas said they were not calling for an environment in the Southeast in which it was only the DEP that was running for elections. He said they opposed all political pressure on all parties and journalists because such actions were not democratic.

In response to another question, Yurttas said that they had received some support from various democratic forces in Turkey, such as trade unions and human rights organizations. But he indicated that the overall support was far less than they expected and suggested that there were organizations that would lend their support, but were concerned about antagonizing the Turkish establishment.

Yurttas also expressed disappointment that some members of the European Parliament had announced that they would be abstaining from voting on certain articles of a resolution on the DEP issue to be brought to vote by the European Parliament today. The joint resolution prepared by seven groups in the Parliament covering the full political spectrum in Europe calls on Turkey to be condemned for lifting the immunity of the DEP deputies, to be urged to return this immunity to the deputies and to release those deputies detained in custody, and for a delegation from the Parliament to be sent to Turkey to investigate these developments. "We call on the European Parliament to take a determined stance and adopt resolutions which will contribute to finding a solution to this problem. We call on periodic visits by members of the European Parliament to Turkey so that they can see the situation for themselves first hand," Yurttas added. "Given what has happened to their elected representatives, it is not difficult to imagine what is being done to ordinary Kurdish people," Yurttas said.

## DEP Detention Causes Quake

İsmet G. İmset

**T**his is a coup!... The March 2 coup," stormed a Kurdish-origin deputy from the stand. "I always felt sorry about not covering the siege of the Russian Parliament. Now I've seen my own Parliament under siege," commented a Turkish reporter. "We can't do this to elected representatives of the people" shouted a social democrat member of the ruling coalition. But, Turkey did it last week and acting under indirect instructions issued by the country's military commanders, lifted the immunity of eight of its parliamentarians, opening the way for their trial on capital offenses.

If found guilty, for making speeches and putting their views in writing in violation of current laws, seven of the deputies could now face the death penalty.

Last Wednesday, a day on which fear and anxiety spread through the 450-man body known as the conscience of the Turkish people, Turkey's democratization, all talk of the Paris Charter, CSCE, international rights and freedoms came to an abrupt end. Last Wednesday, the Black Wednesday of Turkish democracy, Turkey once again understood who ran the country.

And, having signed the Paris Charter, there was no way for Ankara to argue that this was only its interior affair and no one had the right to comment on it.

As Miguel Angel Martinez, the president of the 32-nation Council of Europe parliamentary assembly put it later, Europe was "very concerned that this could happen in a member country of the Council of Europe, which is based on democratic values including freedom of expression and the rule of law." According to him, what happened in Turkey last week was "in complete contradiction to the idea of Turkey as a country respectful of human rights and democracy, which many of us have tried to uphold."

Even Foreign Minister Hikmet Çetin had to accept in Tuesday's meeting of the Cabinet that "it was difficult to explain the developments to the foreign world" and that what had happened in Ankara had only strengthened the position of the illegal Kurdistan Workers' Party (PKK) on foreign platforms. In short, Turkey had given the message to friend and foe that its judicial reforms and democratization drive

were nothing more than a window-show; that the final say on national affairs was still with the military and that not even parliamentarians in this country had the freedom of expression.

Even the staunchest supporters of the Turkish regime had to agree last week that a vital mistake had been made and the "image Turkey had created abroad" had received a serious blow. Because, unfortunately, many things created in the past two years were nothing but an "image."

In the opposition lobby, a group of DEP deputies sat close to one another discussing what could happen to them if they walked out of Parliament.

Already DEP Chairman and Diyarbakır Deputy Hatip Dicle and the party's Şırnak deputy, Orhan Doğan, had moved out. Dicle was placed in a police car and driven away. Doğan, who dared to explain to the police that despite losing his immunity he was still a parliamentarian and that the decision had not even been passed yet, was hauled by a bearded officer from the special anti-terrorism squad into a car. Just before entering the vehicle, the officer held him by the neck and pushed him in. Outside Turkey's Grand National Assembly last Wednesday, dozens of armed plainclothes policemen had already taken up positions, blocking all exits from the compound. Inside the building, in the corridors, policemen carrying walky-talkies were everywhere.

The name of the game was "throwing the PKK out of Parliament." Footage of Doğan being pushed into a car, held tightly by the collar by a police officer, was perhaps Ankara's greatest mistake. On television, the scene was repeated over and over again and newspapers naturally published photographs of exactly that act: A Turkish deputy of Kurdish origin with a policeman grabbing at his collar.

The two architects of this incident were clearly Turkey's Chief of Staff, Gen. Doğan Güreş, and Ankara's State Security Court prosecutor, Nusret Demiral.

Sources close to the military had been saying for some time that Güreş was seriously disturbed by the presence of Kurdish-based Democracy Party (DEP) deputies and the outspoken views they were voicing



Nusret Demiral



## Immunity-lifting in Parliament

**T**he number of parliamentarians whose immunity has been lifted since 1920, with the recent decisions to lift the immunity of eight deputies, when the Grand National Assembly of Turkey (TBMM) was founded, has reached 41.

Thirty of these parliamentarians were deputies and 11 senators, the Anatolia news agency reported. In the pre-Sept. 12, 1980 military takeover period, the TBMM was a bicameral parliament with a Lower House (the National Assembly) and an Upper House (the Republican Senate). The Upper House was closed on Sept. 12, 1980.

Deputies whose immunities have been lifted are: Ali Cenani (Gaziantep deputy-April 14, 1928), Fikret (Bilecik deputy- Feb. 13, 1928), İhsan (Cebelibereket deputy- Jan. 26, 1928), Ali Saip Ursa-vaş (Urfa deputy-Sept. 18, 1935), Refet Ülgen (Urfa deputy-Jan. 23, 1942), Hasip Ahmet Aytuna (Tokat deputy-Jan. 23, 1942), Resat Aydınli (Denizli deputy-Nov. 30, November 1949), Sadık Al-doğan (Afyonkarahisar deputy-March 24, March 1950), Hüseyin Cahit Yalçın (Kars deputy-April 18, 1952), İbrahim Us (Kars deputy-July 2, 1956), Sır-rı Atalay (Kars deputy-July 2, 1956), Osman Alisi-roglu (Kırşehir deputy-July 2, 1956), Kamil Kırı-koğlu (Malatya deputy-July 2, 1956), Osman Böl-ükbaşı (Kırşehir deputy-June 24, 1957), Nuri Be-şer (Zonguldak deputy-Feb. 12, 1962), Çetin Altan (Istanbul deputy-July 21, 1967), Celal Sungur (Yozgat deputy-April 8, 1968), Ali Karahan (Hak-kari deputy-Oct. 21, 1968), İsmail Özdağlar (Mani-sa deputy), İdris Arıkan (Siirt deputy), Safa Giray

(Istanbul deputy), Cengiz Altınkaya (Aydın deputy, 1956), Hatip Dicle (Diyarbakır deputy, March 2, 1994), Orhan Doğan (Şırnak deputy, March 2, 1994), Leyla Zana (Diyarbakır deputy, March 2, 1994), Selim Sadak (Şırnak deputy, March 3, 1994), Mahmut Alınak (Şırnak deputy, March 2, 1994), Sırrı Sakık (Muş deputy, March 2, 1994), Ahmet Türk (Mardin deputy, March 2, 1994) and Hasan Mezarıcı (Istanbul deputy, March 3, 1994).

Senators whose immunities have been lifted are:

Mustafa Deliveli (Hatay-March 29, 1966), Saba-hattin Orhon (Giresun-April 20, 1967), Alaeddin Çetin (Corum- April 4, 1968), Mucip Ataklı (appointed for life-Dec. 12, 1968), Ekrem Acuner (appointed for life-Dec. 12, 1968 and July 2, 1971), Sup-hi Karaman (appointed for life-Dec. 12, 1968), Se-zai Okan (appointed for life-Dec. 12, 1968), M. Şükran Özkaya (appointed for life-Dec. 12, 1968), Cemal Madanoğlu (appointed by the president-Aug. 3, 1971), Osman Köksal (appointed by the president-Aug. 3, 1971), Kudret Bayhan (Niğde-Feb. 14, 1973). Of these parliamentarians, Cabin-et members Ali Cenani, İhsan, İsmail Özdağlar, Safa Giray and Cengiz Altınkaya were tried in the Supreme Court. The trials of Giray and Altınkaya are still going on. Non-parliamentarian ministers Mahmut Muhtar Pasha, Mehmet Baydur, Suat Hayri Ürgüplü, Hilmi İşgüzar, Tuncay Mataracı, Şerafettin Elçi and Selahattin Kılınc were sent to be tried in the Supreme Court either by Parliament or the Army during periods of intervention.

on Turkey's ailing Kurdish problem. The motto in the military was: They are hiding behind immunity.

The argument was: How can we ask our troops to fight separatist terrorists while those in Parliament defend them. And, statements made by Dicle related to a recent PKK bomb attack on military cadets in Istanbul were the last straw. The day Dicle described the attack as "normal" and the train station explosion as an assault on a "military target," he had also pulled the rope around his party's neck.

Güreş, no longer able to refrain from reacting, spoke out: "There is no need to look for the bandits in the mountains," he said. "Unfortunately some of them are under the roof of Parliament. The bandits are in Parliament itself."

About the same time, Turkey's Interior Minister Nahit Menteşe and Prime Minister Tansu Çiller branded the DEP

parliamentarians, their elected colleagues, as traitors as well. What the Parliament had to do after this was evident. Although the files for immunity had been with this body for about a year and a half and passed by sub-commissions, there was a rush to get

the immunities through and diffuse what was becoming a crisis under military pressure.

There was such a great rush that even before the immunities were lifted, Demiral sent instructions to the police to surround the Parliament and pick up any of the seven Kurdish deputies who came out. Such a great rush that in Istanbul, a police team actually raided the house of pro-Islamic parliamentarian Hasan Mezarıcı, searched the premises without a warrant and placed him under arrest.

And the rush led to a mess. Such a great mess that Menteşe, apparently not knowing what he was saying, had great difficulties in explaining in Parliament what was going on. When Mezarıcı was detained, he was telling Parliament that such an incident had not taken place. When Mezarıcı was set free, he told the nation a mistake had been made. When the DEP deputies were detained, he told the body that he knew nothing of the incident. Later, his statements followed one another. One minute it was the responsibility of the Justice Ministry and nothing to do with him, the other it was the DGM which had ordered the issue. In one statement Mezarıcı said the

deputies had been detained to prevent them from escaping abroad. In another statement he said they were taken into protective custody in case of a possible PKK attack. As Mezarıcı was telling the nation that the deputies were with the police only for their own safety, Demiral, the mastermind of the affair, was telling journalists that he would demand the death sentence for them and had ordered their detention to stop them from running away. Statements of this sort went on and on.

For two whole days and for the first time in parliamentary history, a group of MPs literally sought asylum in this building and could not leave for fear they would be detained and questioned by counter-terrorism squads, squads which operate intensely in the Southeast region.

And, the day they came out to surrender to the security court, they were actually under the protection of the parliamentary police against the anti-terrorist police.

Currently, six of the deputies, all of them from the DEP and of Kurdish origin, are being detained, while one DEP deputy Selim Sadak and the pro-Islamic Mezarıcı have been released. They were released because their cases were being heard at two different courts other than Demiral's DGM.

DEP sources claimed this week that Demiral's recent statement on the possibility of extending the custody period for the deputies "if the necessity arises" implied a hidden threat. They suspect that after another extension of 15 days, some of the deputies may be sent to different cities where they are also to be charged, and this would even further extend their stay in custody. Also, because Turkey's Criminal Trials Procedure Law (CMUK) does not apply to "terrorist suspects," the deputies can be prevented from seeing any visitors, including their lawyers. The six deputies, now detained, are charged with committing crimes against the state, punishable by death. Charges levelled at all but one, however, are based either on speeches made by the deputies, or on views that they have expressed in writing. One of the charges against Selim Sadak, a Şırnak deputy, is even related to remarks used in a parliamentary motion he submitted though there is a constitutional article lifting any liability for deputies speaking in Parliament.

The DEP deputies, Hatip Dicle, Orhan Doğan, Mahmut Alınak, Ahmet Türk, Leyla Zana, Sırrı Sakık, Selim Sadak and pro-Islamic parliamentarian Hasan Mezarıcı, who had recently left the Welfare Party, have all been stripped of their immunity. And, although two are free, they too will be tried for what they have said over the past two years both in Parliament and outside this body.

Demiral, who is preparing to demand capital punishment for the deputies, recently told journalists the prosecution would look into any activities they have carried out in violation of Article 125 of the Turkish Penal Code. The article is related to crimes committed against the indivisible integrity of the state. Because of this, none of the seven DEP deputies

who will stand trial at the DGM have the right to enjoy any benefits from the judicial reforms package, and, although they still enjoy the status of parliamentarians, they are being treated as "terrorist suspects."

And, throughout the ordeal, the worst to suffer have been Turkey's democratic institutions trying to soften the impact of these developments and to find a reasonable explanation for the world.

But, is this truly possible?

Last week, Prime Minister Tansu Çiller's advisor Volkan Vural held a meeting in Ankara with the mission chiefs of 20 foreign countries to explain the developments and lower the tension. Vural told them this was a legal process and that the lifting of immunity was an advantage for the deputies, who now have the opportunity to prove their innocence and clear their names. He failed to mention, though, how Parliament was put under the spotlight by Gen. Gürleş or that there are a total of 153 files against 100 deputies awaiting the attention of the Turkish Parliament, yet the immunity of none of these deputies has been lifted.

Only 20 out of the 153 demands for the lifting of immunity were related to State Security Courts, and all were mainly concerned with "crimes committed in speeches and in writing," or what western democracies would regard as making use of the right to the freedom of expression.

Of the files now in Parliament, 36 are related to concrete actions by deputies in violation of the laws relating to elections, political parties and demonstrations. Twenty files are related to crimes committed by deputies while they were state employees, and 42 are on crimes of libel, firing guns and other violations of the Turkish gun laws. Thirteen of the files contain claims against Turkish deputies for falsifying official documents.

Parliament has failed to lift any immunity related to these cases. Why, if it is so sensitive about deputies clearing their names, is nothing being done with regard to them?

Under the current laws, which Turkey has portrayed to the West as a major judicial reform, a deputy charged with falsifying official documents and/or signing unpaid checks will be treated as an "ordinary suspect," and can only be detained for 24 hours. However, the DEP deputies, charged with offenses against the state, albeit only in speeches and writings, are regarded as "terrorist suspects" and can be detained for 15 days, to be extended on the prosecutors' request.

This itself damages any "image" which has been created over the past years on the judicial or human rights record of Turkey. Black Wednesday is bound to be remembered for many, many years. But with the way things are going in Turkey these days and the increasing say of the military in national affairs, democracy may unfortunately have many more black days in the future. Many Turks now hope that these do not turn into Black Years...



reder

agence AFP le 10/03 à 18h 01mn

Les Etats-Unis préconisent une solution politique au problème kurde

ANKARA, 10 mars (AFP) - Les Etats-Unis sont en faveur d'une solution politique au problème kurde de Turquie à condition qu'elle respecte l'intégrité de ce pays, a déclaré jeudi à Ankara le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des Affaires européennes, M. Steve Oxman.

"Les Etats-Unis sont pour la recherche d'une solution au problème du Sud-est par des voies politiques, mais dans le respect de l'intégrité, de la constitution et des traditions démocratiques pluralistes de la Turquie", a dit M. Oxman dans une brève déclaration à l'aéroport d'Ankara.

"Cette solution doit être trouvée par la Turquie", a-t-il ajouté. "Nous ne croyons pas en des solutions durables dans le Sud-est passant par des voies militaires".

M. Oxman terminait une visite de deux jours consacrée mercredi à une réunion bilatérale turco-américaine sur le "partenariat élargi entre les deux pays", puis jeudi à une réunion des quatre alliés de l'opération "Provide Comfort II" de surveillance et d'aide aux Kurdes d'Irak du Nord: Turquie, Etats-Unis, France et Grande-Bretagne.

Le responsable américain a en outre déclaré que Washington comprenait le "problème de terrorisme" de la Turquie, terme utilisé par Ankara pour désigner la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui dure depuis 1984.

M. Oxman avait exprimé mercredi la "préoccupation" de Washington et notamment du Congrès après la levée la semaine dernière de l'immunité parlementaire de huit députés turcs, dont sept d'origine kurde pour "séparatisme et atteinte à l'intégrité de l'Etat".

Par ailleurs, le parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, 17 sièges au parlement de 450), a déclaré dans un communiqué en début de soirée jeudi que M. Oxman n'avait pas rencontré la veille de responsables de ce parti, contrairement à une information en ce sens recueillie auparavant de sources kurdes.

YM/mb T

AFP 101703 GMT MAR 94

L'HUMANITÉ-10 MARS 1994

## Manifestation aujourd'hui à Paris

Les députés communistes élèvent une vive protestation contre la levée de l'immunité parlementaire des députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP) prononcée le 2 mars dernier, et l'arrestation de sept d'entre eux, dont cinq à la sortie de l'Assemblée nationale à Ankara. Ces élus risquent la peine de mort, le gouverne-

ment les accusant de « séparatisme » et d'« atteinte à la sûreté de l'Etat ».

Leur seul crime, en réalité, est d'avoir défendu les intérêts du peuple kurde de Turquie, victime d'une répression militaire sanglante. Les institutions internationales condamnent régulièrement les atteintes aux droits de l'homme en Turquie,

et notamment la pratique de la torture dans les prisons. Ces atteintes à la démocratie s'ajoutent aux persécutions et aux destitutions appliquées par les autorités turques à l'encontre de nombreux élus locaux au Kurdistan.

Ces événements interviennent alors que de nombreuses organisations non gouvernementales s'inquiètent des conditions dans lesquelles les élections locales prévues le 27 mars vont se dérouler.

La condamnation est una-

nime. Les parlementaires doivent être libérés immédiatement et retrouver les droits liés à leur mandat. Solidaires du peuple kurde, les députés communistes agissent en ce sens et s'associent aux voix multiples qui en France font grandir cette exigence. Ils s'associent au rassemblement d'aujourd'hui 10 mars, à 16 heures, devant le ministère des Affaires étrangères, pour que la France fasse entendre cette voix.

MARC KRAVETZ

## Question kurde, l'urgence

**P**as besoin de lire dans le marc de café, il suffit de regarder une carte du Moyen-Orient. La question kurde a déjà coûté plusieurs guerres et fait des dizaines de milliers de victimes, sans parler des centaines de milliers de réfugiés. Elle concerne entre 25 et 30 millions de personnes, réparties pour l'essentiel entre l'Irak, l'Irak et la Turquie qui à elle seule héberge plus de la moitié de l'ensemble. Une question centrale pour une géopolitique de tous les dangers: voilà sommairement rappelé ce qui dans un avenir plus ou moins proche peut faire exploser l'une des régions les plus instables mais non moins stratégique du monde.

Durant les dix dernières années, selon les chiffres officiels disponibles, les affrontements entre la guérilla kurde et les forces de l'ordre auraient fait plus de 11 000 victimes. Il ne s'agit pas de guerre comme on sait mais, comme on dit à Ankara, d'opérations de police contre les «bandes terroristes» du PKK, (Parti des travailleurs kurdes de Turquie), d'obédience marxiste-léniniste et partisan de la lutte armée. Ce

n'est pas la guerre mais 350 000 soldats et gendarmes —soit la moitié ou plus de l'armée turque— opèrent désormais dans les régions kurdes de Turquie, sans compter d'autres forces de police, ni les quelque 50 000 supplétifs «protecteurs» de villages. Ces chiffres incluent des renforts substantiels envoyés sur le terrain en prévision de Nowrouz, le nouvel an kurde, qui va cette année précéder de six jours les élections municipales générales pour la Turquie, le 27 mars.

Il n'y aura pas, ou quasiment, de candidats kurdes à ces élections, pour deux excellentes raisons. La première est qu'il est interdit de se dire kurde en Turquie —comme d'enseigner la Histoire ou à une culture kurdes et, *a fortiori*, de revendiquer des droits spécifiques pour la population kurde. La seconde est que la seule formation légale «pro-kurde» —dont l'interdiction ne devrait plus tarder—, le Parti de la démocratie (DEP), s'est retiré du scrutin après l'assassinat de 66 de ses dirigeants, l'arrestation de la plupart de ses candidats et les menaces physiques directes qui pèsent sur

ses militants.

Sept des députés du DEP ont été récemment privés de leur immunité parlementaire et six d'entre eux sont détenus au secret par la police antiterroriste, accusés précisément du crime de «séparatisme» pour avoir, dans différents discours, parlé explicitement de la «question kurde» et de la nécessité d'y trouver une solution politique. Mais on doit surtout constater que ce qui tient lieu de politique en la matière a surtout pour résultat de renforcer les effectifs et l'influence du PKK. A se demander si ce n'est pas le but: fabriquer du «terrorisme» pour justifier l'antiterrorisme. Mais pourra-t-on longtemps encore parler de «terrorisme» —et le condamner vertueusement— quand on interdit, arrête voire assassine ceux qui prônent et pratiquent les voies démocratiques?

Les derniers événements plaçant la question sous le signe de l'urgence absolue. La France pour une fois n'est pas restée totalement muette, son Président a vivement réagi. On ne saurait en dire autant d'un gouvernement dont les derniers actes repérables relevaient d'une coopération policière assez douteuse au regard des lois de la République. Le refus de verser la subvention de l'Institut kurde de

Paris —organisme culturel unique au monde— relève de la mesquinerie mais on peut se demander pourquoi le Parlement français n'a pas réussi à mettre sur pied une «commission d'études» comme il en existe dans d'autres cas de ce genre. Lors de la visite à Paris des parlementaires kurdes aujourd'hui arrêtés, il ne s'était trouvé du côté de la majorité que Jean-François Deniau pour accepter de les rencontrer. Une seule parlementaire socialiste cette fois, Ségolène Royal, a accepté de se rendre à Ankara pour assister ses collègues en péril. On veut paraître-il aider la (jeune et fragile) démocratie turque face aux périls de la violence et de l'intégrisme. Mais qui aujourd'hui donne des armes à la violence et à l'intégrisme? Voilà qui devrait fournir à notre ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, d'utiles sujets de réflexion à quelques jours de son voyage officiel à Ankara, si toutefois il trouve bien décent de se rendre dans une capitale où l'on met les parlementaires au secret après les avoir déchus de leur mandat pour ce qui, partout ailleurs, et spécialement dans les pays membres du Conseil de l'Europe, s'appellerait un délit d'opinion, irrecevable dans tout Etat de droit.

## Six députés kurdes détenus au mépris du droit Surenchère électorale en Turquie

OUEST-FRANCE

10 MARS 1994

**Plus d'une semaine après la levée de leur immunité parlementaire, six députés kurdes du Parlement turc restent détenus au secret et risquent la peine de mort. Sale affaire qui ternit l'image démocratique d'un pays membre du Conseil de l'Europe.**

De retour d'Ankara, Ségolène Royal, député des Deux-Sèvres, a raconté avec émotion à la télévision la nuit d'angoisse qu'elle a passée dans l'enceinte de la Grande Assemblée nationale de Turquie avec cinq de ses collègues kurdes dont l'immunité parlementaire venait d'être levée.

Depuis, les cinq se sont livrés à la justice. Au total, six députés restent détenus au secret.

### Coup de torchon

Membres du Parti de la démocratie (DEP), dont les 17 élus représentaient le peuple kurde de Turquie, ces parlementaires sont accusés de «séparatisme» et d'«atteintes à l'intégrité de l'Etat». A ce titre, ils risquent la peine de mort. Ils seront défendus par l'avocat et ancien ministre français Roland Dumas. Le DEP fait l'objet d'une procédure de dissolution. Or, il s'est toujours inscrit dans la légalité et s'oppose avec vigueur aux «séparatistes armés» du PKK.

Ce coup de torchon était prévisible. Deux des députés incriminés avaient effectué au début du mois une tournée dans cinq pays

occidentaux, dont la France, pour attirer l'attention sur les menaces dont ils étaient l'objet. Après les avoir reçus, François Mitterrand a écrit au président Suleyman Demirel et contacté Helmut Kohl pour que la France ne soit pas seule à réagir. Miguel Angel Martinez, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dont la Turquie fait partie, a rappelé que cette instance se fonde «sur les valeurs démocratiques, dont la liberté d'expression et l'Etat de droit».

Ce regain de répression anti-kurde, qui se manifeste aussi en Anatolie orientale, s'explique par la proximité des élections municipales du 27 mars. Le Premier ministre, Tansu Ciller, redoute qu'elles ne lui soient défavorables dans un contexte économique catastrophique. Les députés kurdes sont victimes d'une surenchère électorale orchestrée par l'armée et l'extrême droite. Mais la Turquie, qui ne désespère pas d'entrer un jour dans l'Union européenne, n'a rien à gagner à bousculer ainsi les principes de la démocratie.

Joseph LIMAGNE.

## TURQUIE

# La démocratie bat de l'aile

**Six députés kurdes risquent la mort. La pression militaire s'accroît sur la Turquie qui rêve pourtant d'adhérer un jour à l'Europe**

**Michel Verrier,**  
correspondance spéciale

On craint chaque jour davantage un coup d'Etat en Turquie, à la veille des élections municipales des 26 et 27 mars, dont la représentativité est déjà sérieusement remise en cause.

A l'est du pays, dans les onze provinces où vivent encore huit millions de Kurdes, c'est une véritable guerre qui fait rage entre les guérilleros du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et l'armée, 200 000 hommes de troupe avec des blindés, des hélicoptères renforcés par une milice spéciale antiguérilla de plu-

sieurs dizaines de milliers de combattants. On compte plus de 10 000 morts en dix ans, une vingtaine de morts par jour, plus de 800 villages détruits.

## DUMAS POUR AVOCAT

Le gouvernement de M<sup>me</sup> Tansu Ciller, sous la pression des militaires, vient de décider de supprimer aux Kurdes ce qui leur restait d'expression légale.

L'immunité parlementaire des principaux députés du Kurdistan turc élus au Parlement d'Ankara en octobre 1992, a été levée. M<sup>me</sup> Leyla Zana, M. Hatip Dicle, député de Diyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie, M. Ahmet Turk, chef du

Parti démocratique (DEP) dont ils font tous partie sont en prison et au secret. Ils risquent la peine de mort pour propagande séparatiste, selon les termes de la Constitution mise en place par les militaires au début des années 80. Roland Dumas a accepté d'assumer leur défense.

Le parti kurde DEP avait décidé d'appeler à boycotter les élections municipales. Dans la région kurde, les responsables militaires avaient, en effet, déjà fait savoir aux villageois soupçonnés de supporter les séparatistes qu'un bulletin pour le DEP dans l'urne était une raison suffisante pour raser leur village.

## DISCRÉDIT

Le gouvernement de M<sup>me</sup> Ciller fait face dans ce contexte à un discrédit croissant qui pourrait favoriser largement les candidats isla-

Ouest-France  
11 MARS 1994

mistes dans les grandes villes turques. La guerre au Kurdistan coûte six milliards de dollars par an, les trous dans les caisses publiques s'élargissent, l'inflation atteint 71 %. Deux cent mille jeunes auraient déjà déserté en se cachant en Turquie, ou en passant en Europe, en Allemagne notamment, afin de ne pas aller faire « la sale guerre » dans le Sud.

C'est d'ailleurs pour s'en être félicité que M. Hatip Dicle s'est attiré les foudres du chef d'état-major, Dogan Güres, dont tous les conservateurs soulignent le rôle politique prépondérant aujourd'hui à Ankara.

Une fois encore, l'accès de la Turquie à une véritable démocratie qui respecte les droits de l'homme paraît sérieusement remis en cause. Certains disent même que les militaires, après tout, peuvent s'épargner un coup d'Etat puisqu'ils ont déjà repris le pouvoir.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0030 4 I 0319 TUR /AFP-KB92

Turquie-Allemagne-Kurdes

Entretien téléphonique Demirel-Kohl sur les députés privés de leur immunité

ANKARA, 11 mars (AFP) — Le président turc Suleyman Demirel a reçu jeudi soir un appel téléphonique du Chancelier allemand Helmut Kohl concernant l'arrestation de six députés d'origine kurde du Parti de la Démocratie (DEP, 17 sièges au parlement qui en compte 450), a-t-on annoncé de source présidentielle turque.

Huit députés, sept d'origine kurde dont les six de DEP et un autre radical islamiste, avaient été privés de leur immunité les 2 et 3 mars. Un député du DEP, Selim Sadak, et l'islamiste (démissionnaire du Parti de la Prospérité) avaient été laissés en liberté provisoire après un premier interrogatoire.

"Sans vouloir s'ingérer dans les affaires intérieures de la Turquie", le chancelier allemand a expliqué au président turc que l'arrestation des députés du DEP a "donné l'occasion à des campagnes menées à partir d'informations erronées", ajoute un communiqué de la présidence.

M. Demirel a pour sa part expliqué, dit le communiqué, que ces députés "travaillaient ces derniers temps comme un organe du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste), en précisant qu'il "y avait des documents et preuves sur ce genre d'activités qu'ils avaient entrepris".

M. Demirel a en outre indiqué que les immunités avaient été levées pour ouvrir la voie à une procédure judiciaire "dont personne ne doit avoir des doutes sur son impartialité", ajoute le texte.

Le président turc a enfin déclaré que les propos du président du DEP, M. Hatip Dicle (également détenu), après l'attentat à la bombe de Tuzla (près d'Istanbul) qui avait fait fin février cinq morts parmi des cadets, avaient "suscité une très grande réaction de l'opinion publique turque".

M. Dicle avait qualifié de "normal dans une atmosphère de guerre" l'attentat, revendiqué par le PKK.

YM/ru tp.moa  
AFP 110252 MAR 94

## Turquie : répression des Kurdes

Six députés kurdes ont vu leur immunité parlementaire levée le 2 mars dernier. Ils sont détenus et risquent la peine de mort si l'opinion internationale ne réagit pas à temps. Deux des parlementaires, Leyla Zana et Ahmed Türk, actuellement emprisonnés, avaient, au mois de février, entrepris une tournée européenne pour alerter les autorités de la menace constante qui pesait sur eux. Mais il semble bien que le gouvernement turc soit décidé à accélérer son processus de radiation des Kurdes de la scène politique, pour se garantir un succès massif aux élections municipales prévues le 27 mars prochain. Les députés incarcérés sont accusés d'avoir soutenu la « lutte armée » ou « les visées séparatistes » du PKK, le parti des travailleurs kurdes de Turquie qui recourt à la violence armée. ■

Témoignage Chrétien  
11 mars 1994

## Refus d'asile

Le 25 février, un médecin irakien de 26 ans, Kurde et chiite, s'est vu refuser l'admission sur le territoire français. Majid Jalil Ali Al Mendelavi affirme pourtant qu'il a dû fuir

l'Irak parce qu'il se trouvait là-bas en danger pour avoir refusé de signer des certificats de décès concernant des détenus torturés à Bagdad. Recit « romanesque » a jugé, peremptoire, le ministère de l'Intérieur, qui lui refuse ainsi la possibilité de déposer un dossier de demande d'asile politique auprès de l'Ofpra, l'Office de protection des réfugiés et apatrides. Le médecin irakien devait être conduit à Amman en Jordanie. L'Association nationale d'assistance aux frontières (Anafe) estime pour sa part que la sécurité du jeune homme est « loin d'être assurée en Jordanie ». ■

Le Monde - 11 mars 1994

**TURQUIE :** Washington préoccupé par la levée de l'immunité de huit parlementaires. - Le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires européennes, Steve Oxman, a exprimé mercredi 9 mars à Ankara la « préoccupation » de Washington après la levée, la semaine dernière, de l'immunité parlementaire de huit députés turcs, dont sept d'origine kurde (*le Monde* du 5 mars). M. Oxman, qui a fait cette déclaration à sa descente d'avion dans la capitale turque où il doit participer à plusieurs rencontres, s'est contenté de « souhaiter que ce sujet soit abordé » lors d'entretiens bilatéraux qu'il devait avoir dans la journée avec les responsables turcs. - (AFP.)

LA CROIX — 12 mars 1994

# LA TURQUIE SOUS PRESSION

## Ankara critiqué par l'Occident pour sa politique anti-Kurdes

**M.** le Député ne retournera pas de sitôt dans sa circonscription et sa ville natale de Diyarbakir, la « capitale » du Sud-Est turc. Sedat Yurtdas, avocat, 33 ans, craint pour sa vie : « Je risquerais d'être tiré à vue », murmure-t-il d'une voix sourde.

Ces dernières années, il a eu le courage croissant de défendre sur place des militants kurdes poursuivis pour « séparatisme », face à des autorités promptes à attribuer à l'avocat toutes les compromissions dont est suspecté son client. Mais depuis dix jours, le climat s'est considérablement alourdi. Les 2 et 3 mars, six députés du Parlement d'Ankara, membres comme lui du Parti de la démocratie (DEP), formation prokurde, ont vu leur immunité

parlementaire levée - un autre député kurde, et un député islamiste ont subi la même mesure. Les six sont depuis gardés à vue par la section antiterroriste de la police, poursuivis pour « atteinte à l'intégrité de l'État », un « crime » passible selon le code pénal turc de la peine de mort.

**10 000 morts  
depuis 1984**

Depuis plusieurs mois, les 13 députés que compte le DEP étaient dans la mire du pouvoir et plus particulièrement de l'armée, maître du jeu dans la lutte contre la guérilla séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) - les combats ont fait environ 10 000 morts depuis 1984. Le DEP, que le pouvoir cherche à interdire, passe en effet aux yeux des dirigeants turcs comme une antichambre du PKK. Mais aucune preuve de participation à des activités violentes n'a pu être retenue contre les députés, poursuivis pour des discours parfois cinglants mais qui ont sans relâche

appelé à une solution pacifique et politique du problème kurde.

Un attentat revendiqué par le PKK et qui a fait cinq morts parmi des élèves sous-officiers à Tuzla, dans une banlieue d'Istanbul, fin février, semble avoir décidé le pouvoir à passer à l'offensive. La levée de l'immunité parlementaire des huit députés a paru soudain urgente à la majorité gouvernementale. Les troupes du premier ministre Tansu Ciller ont voté favorablement. Seuls 17 députés sociaux-démocrates se sont prononcés contre. D'autres ont refusé de participer au vote.

Les huit députés privés d'immunité attendent aujourd'hui la décision de la Cour constitutionnelle devant laquelle ils ont interjeté appel. Celle-ci doit rendre son jugement aux environs du 16 mars et cette instance indépendante pourrait bien se révéler la seule porte de sortie pour un pouvoir houpillé par ses alliés occidentaux.

Dès l'annonce de l'arrestation des parlementaires, François Mitterrand a écrit à son ho-

mologue turc pour s'indigner de la procédure. Il avait reçu deux députés arrêtés, en audience privée, début février. Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés, a entrepris une tournée des principaux leaders européens. Elle a été reçue jeudi par le chancelier Helmut Kohl, dont le pays est le premier partenaire commercial de la Turquie et qui a ensuite téléphoné au président turc Süleyman Demirel. Elle a également rencontré le président de la Commission européenne, Jacques Delors.

Le Parlement européen a d'ores et déjà condamné la décision du Parlement turc. Mais le coup le plus dur pour Ankara est sans doute venu de Washington. Jeudi, le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires européennes, Steve Oxman, a demandé à la Turquie de trouver d'urgence une solution politique à la question kurde, « dans le respect de l'intégrité, de la Constitution et des traditions démocratiques pluralistes » du pays.

Jean-Christophe PLOQUIN

# Réactions européennes après l'arrestation des députés kurdes de Turquie

**gank**

14-15 MARS 1994

**A** quelques jours des élections municipales de Turquie, plusieurs groupes parlementaires du Parlement européen ont déposé la semaine dernière une proposition de résolution commune appelant les autorités d'Ankara à respecter ses engagements démocratiques, qu'ils estiment trahis par la levée de l'immunité parlementaire prononcée le 2 mars par la grande Assemblée de Turquie à l'encontre de huit députés. Cette mesure, qui frappe six députés du parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), un ancien membre de cette formation et un député islamiste, constitue une violation flagrante des droits de l'homme en Turquie, estime les députés, et compromet très sérieusement le déroulement démocratique des élections du 27 mars, qui avait déjà fait l'objet d'une résolution adoptée le 10 février dernier par les parlementaires européens. Elle met en outre en péril la vie de ces députés, qui risquent d'être traduits devant la Cour de Sûreté de l'État et dont les chefs d'inculpation, "séparatisme et atteinte à l'intégrité de l'État turc", sont passibles de la peine de mort; le risque d'une condamnation à la peine capitale et d'une exécution de la sentence est d'autant plus réel que la grande Assemblée turque a mis fin récemment à un moratoire de 10 ans sur la peine de mort, une décision qui avait elle aussi été dénoncée par une autre résolution du Parlement Européen, votée le 20 janvier dernier.

Les parlementaires européens mettent en garde contre les "atteintes du gouvernement turc à la démocratie pluraliste" qui est visée selon eux par les mesures frappant les députés d'une formation qui prône le règlement pacifique du problème kurde et "demandent leur libération immédiate", au risque sinon d'une dérive irréversible vers la violence et la répression; en privant les habitants du sud-est de la Turquie d'une représentation parlementaire, soulignent-ils, ils risquent "d'encourager les membres de la minorité turque à soutenir le PKK". Aussi les

parlementaires européens appellent-ils les autorités d'Ankara à mettre fin à la répression et à "reconnaître enfin les droits à l'autonomie du peuple kurde", et demandent aux instances dirigeantes de l'Union Européenne de faire pression en ce sens sur le gouvernement turc, qui doit faire l'objet en matière de droits de l'homme du même traitement que celui réservé par l'Europe aux autres pays tiers. Ils réitérent enfin leur demande d'envoi d'une délégation d'observateurs européens pour suivre le bon déroulement des élections régionales, dont, en tout état de cause, seule la "participation des membres de tous les partis politiques" saurait garantir la légitimité démocratique.

Certains députés européens ont par ailleurs clairement mis en accusation certains gouvernements européens pour leur complaisance à l'égard de la politique turque dans le sud-est anatolien. Le député du groupe Arc-en-Ciel, Max Siméoni, a ainsi pris à partie la France, dans une intervention en séance plénière le 10 mars dernier. Dénonçant le poids grandissant des militaires en Turquie, "derrière Mme Ciller, femme de bonne mine et de bon aloi", qui cautionne pourtant des "atteintes graves aux droits de l'homme telles que la levée de l'immunité parlementaire des députés turcs, M. Siméoni a montré du doigt le gouvernement français, qui "se distingue particulièrement dans l'appui qu'il apporte au régime arbitraire turc". Rappelant la visite officielle que doit effectuer le 16 mars à Ankara le ministre français des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, le député européen s'est demandé si le chef de la diplomatie française allait "négocier de nouveaux contrats militaires, contribuant ainsi à renforcer l'arsenal, déjà très européen, de l'armée de 350 000 hommes qui occupe les régions à majorité kurde d'Anatolie où elle fait régner la terreur?". "Dans le même registre, le gouvernement français refuse de verser la subvention autrefois accordée à l'Institut kurde de Paris, organisme pourtant reconnu

d'utilité publique", poursuit le député, mettant en doute la "dignité" d'un tel comportement, de la part d'un "pays qui se veut la patrie des droits de l'homme".

L'Allemagne et la France avaient lancé des opérations policières contre les milieux activistes kurdes l'an dernier, répondant ainsi aux pressions du gouvernement d'Ankara qui demandaient leur soutien dans sa "lutte contre le terrorisme" kurde. Bonn avait interdit le PKK, tandis que les organisations kurdes voyaient se réduire leur marge de manoeuvre en Allemagne comme en France, où le refus de renouveler les subventions de l'Institut kurde est perçu par les Kurdes comme une autre concession faite par Paris au gouvernement turc; autant d'encouragements, estiment les Kurdes, adressés par les chancelleries occidentales à la Turquie dans la poursuite de sa politique répressive à l'encontre des Kurdes, y compris la levée de l'immunité parlementaire des députés kurdes. Le chancelier allemand Helmut Kohl s'en était inquiété, en des termes très nuancés, le 11 mars dernier lors d'un entretien téléphonique avec le président turc Suleyman Demirel à qui il avait expliqué que l'arrestation des députés kurdes du DEP "a donné l'occasion à des campagnes menées à partir d'informations erronées". Le président turc a justifié cette mesure par le fait que ces députés "travaillaient ces derniers temps comme un organe du PKK", soulignant "l'impartialité de la procédure judiciaire par rapport aux instances politiques. C'est à peu près dans les mêmes termes qu'il avait répondu à une lettre, un peu moins circonstanciée, du Président français François Mitterrand le mois dernier. Le ministre français des Affaires étrangères, pour sa part, ne s'est pas encore prononcé; peut-être M. Alain Juppé attend-il pour cela d'être à Ankara, au risque sinon de présenter sa visite comme un autre encouragement adressé au gouvernement turc...

G.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0305 4 I 0270 TUR /AFP-ON43

Turquie-Kurdes

Demande d'incarcération de sept députés d'origine kurde pour "séparatisme"

ANKARA, 16 mars (AFP) - Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a demandé mardi l'incarcération pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat" de six députés d'origine kurde, dont cinq du Parti de la Démocratie (DEP), privés de leur immunité par le parlement au début du mois, a-t-on appris de source judiciaire.

Les cinq députés du DEP (17 sièges sur 450), son président Hatip Dicle, Mme Leyla Zana et MM. Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, ainsi que l'indépendant Mahmut Alinak, avaient été déférés dans la matinée devant cette Cour après une garde à vue d'environ deux semaines dans les locaux de la police pour interrogatoire.

Le procureur Nusret Demiral a demandé leur incarcération dans le cadre de l'article 125 du code pénal qui prévoit la "peine de mort" pour toute personne qui "agit" notamment pour "séparer une partie de l'Etat afin d'en fonder un autre", selon la même source.

M. Demiral affirme ainsi implicitement dans sa demande que ces députés ont par leurs actes et paroles porté atteinte à l'intégrité de l'Etat, ont estimé des avocats d'origine kurde interrogés par l'AFP. Pour ces derniers qui rejettent catégoriquement l'idée "d'actes séparatistes" de la part de ces députés, ceux-ci "n'ont jamais pensé à diviser l'Etat".

Deux autres députés qui avaient subi le même sort au parlement, M. Selim Sadak, également du DEP, et le radical islamiste Hasan Mezarci, avaient été remis en liberté provisoire après interrogatoire au lendemain de leur arrestation.

YM/jcc

AFP 161341 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0165 4 I 0221 TUR /AFP-NE62

Turquie-Kurdes

Six députés d'origine kurde devant la Cour de sûreté de l'Etat

ANKARA, 16 mars (AFP) - Six députés turcs d'origine kurde, dont cinq du Parti de la Démocratie (DEP), privés de leur immunité par le parlement au début du mois, ont été déférés mardi devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, qui pourrait ordonner leur incarcération, a-t-on appris mercredi de source judiciaire.

Les cinq députés du DEP (17 sièges sur 450), son président Hatip Dicle, Mme Leyla Zana et MM. Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, ainsi que l'indépendant Mahmut Alinak avaient été placés en garde à vue les 2 et 4 mars et se trouvaient depuis dans les locaux de la police pour interrogatoire.

Deux autres députés, dont l'immunité avait également été levée par le parlement, Selim Sadak, également du DEP, et le radical islamiste Hasan Mezarci, ont été remis en liberté provisoire, après interrogatoire, au lendemain de leur arrestation.

Les sept députés d'origine kurde sont accusés de "séparatisme et d'atteinte à l'intégrité de l'Etat", charges théoriquement passibles de la peine de mort, alors que M. Mezarci, démissionnaire du Parti de la Prospérité (PP, islamiste), est accusé d'outrage à la mémoire d'Ataturk (Mustafa Kemal, fondateur de la République) et d'atteinte aux principes du kémalisme.

YM/hc/mt/br

AFP 161000 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0565 3 I 0393 TUR /AFP-RE32  
Turquie-France  
Alain Juppé à Ankara

ANKARA, 16 mars (AFP) — Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé est arrivé mercredi soir à Ankara pour une visite officielle de deux jours en Turquie destinée à renforcer une coopération déjà très importante entre les deux pays.

Cette visite "est l'occasion de dire qu'aux yeux de la France, la Turquie est une puissance européenne qui doit s'affirmer de jour en jour comme telle", a déclaré M. Juppé à sa descente d'avion où il a été accueilli par son homologue turc Hikmet Cetin.

M. Juppé est le premier chef de la diplomatie française à se rendre en Turquie depuis la visite de Jean-Bernard Raimond en janvier 1988, suivie en 1992 par celle du président François Mitterrand. M. Juppé doit s'entretenir jeudi respectivement avec le Premier ministre, Mme Tansu Ciller, M. Cetin et le président Suleyman Demirel.

La question des droits de l'homme en Turquie sera évoquée lors de cette visite qui intervient au jour de la comparution devant le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara de six députés turcs d'origine kurde avec demande d'incarcération pour "séparatisme et atteinte à l'intégrité de l'Etat", après deux semaines de garde à vue.

M. Juppé a souhaité dans une interview au quotidien Cumhuriyet parue mercredi le renforcement des valeurs démocratiques en Turquie.

Sur le plan international, le ministre français devrait aborder entre autres avec ses interlocuteurs les relations entre l'Europe et la Turquie qui doit rejoindre l'Union douanière en 1995 et est candidate à l'Union européenne et à l'UEO (Union de l'Europe occidentale), la Bosnie et la situation dans le nord de l'Irak.

Concernant l'Irak du nord, les quatre pays de la force alliée (Turquie, France, Etats-Unis et Grande-Bretagne) se sont entendus jeudi dernier pour poursuivre l'opération "Provide Comfort II" d'aide aux Kurdes de cette région. Ankara et Paris avaient alors estimé que "l'amélioration de l'attitude de Bagdad" à l'égard des résolutions de l'ONU "méritait d'être prise en compte", contrairement à leurs deux autres partenaires de l'opération.

Après ses entretiens à Ankara, M. Juppé doit se rendre jeudi après-midi à Istanbul où il doit visiter le lycée francophone de Galatasaray, et rencontrer des hommes d'affaires turcs et français avant de repartir pour Paris vendredi matin.

HC/BM

AFP 161951 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0358 4 I 0281 TUR /AFP-PK77  
France-Turquie

M. Juppé souhaite le renforcement des valeurs démocratiques en Turquie

ISTANBUL, 16 mars (AFP) — Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, qui était attendu mercredi soir à Ankara pour une visite officielle de deux jours, a souhaité le renforcement des valeurs démocratiques en Turquie, dans une interview publiée par le quotidien Cumhuriyet (La République, centre-gauche).

"La solidarité européenne et méditerranéenne est la base sur laquelle nos relations bilatérales sont établies et renforcées. Le renforcement des valeurs démocratiques en Turquie doit accompagner leur développement", a déclaré M. Juppé.

M. Juppé arrive en Turquie le jour où le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a ordonné l'incarcération pour "séparatisme" de six députés



turcs d'origine kurde, privés de leur immunité parlementaire au début du mois, une affaire qui a causé une certaine émotion en Europe, notamment en France. Le procureur a fait cette demande dans le cadre d'un article du code pénal turc qui prévoit la peine de mort pour ce genre d'accusation.

Dans son interview, M. Juppé a par ailleurs évoqué les progrès des relations franco-turques ces dix dernières années, non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans les domaines économique et culturel.

Le chef de la diplomatie française a souligné que la politique de coopération de la Turquie avec les pays d'Asie centrale jouait "un rôle important pour faciliter la transition vers la démocratie et l'économie de marché dans la région". Il a estimé que des projets communs entre les compagnies françaises et turques en Asie centrale pourraient être réalisés à l'avenir.

KG/hc/bm

AFP 161615 MAR 94

L'HUMANITE — 16 mars 1994

*Alain Juppé en Turquie*

## Ventes d'armes contre droits de l'homme

**Le voyage à Ankara du ministre des Affaires étrangères intervient deux semaines après l'arrestation de six députés kurdes et alors que s'aggravent les atteintes aux droits de l'homme.**

**L**E ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, se rend, mercredi, à Ankara, pour une visite officielle de deux jours en Turquie, destinée à « renforcer une coopération déjà très importante entre les deux pays », précise-t-on au Quai d'Orsay. Alain Juppé, qui sera reçu mercredi soir à Ankara par son homologue turc İsmet Çetin, s'entretiendra jeudi matin avec le premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Çiller. Il aura une entrevue avec le président Demirel avant de gagner Istanbul, où il rencontrera les milieux d'affaires turcs et la communauté française.

Au menu, bien sûr, des problèmes internationaux comme la

guerre en ex-Yougoslavie — où la Turquie soutient les Musulmans bosniaques —, la situation au Caucase, où elle se trouve en rivalité avec la Russie, et l'intégration de la Turquie à l'Union douanière européenne, prévue pour 1995.

On insistait hier au Quai d'Orsay sur l'importance des relations économiques, précisant qu'elles se sont intensifiées depuis le milieu des années quatre-vingt. Les échanges commerciaux, précisait-on, ont triplé en sept ans, passant de 5 milliards de francs, en 1986, à 15 milliards en 1993. Les entreprises françaises en Turquie sont passées de 10 à 140. La France est devenu le premier investisseur étranger en Turquie et lui a en outre accordé un appui financier de 3,3 milliards de crédits sous forme d'aide au développement. La coopération culturelle a atteint, en 1994, plus de 66 millions. On se montrait beaucoup plus discret sur la coopération militaire, déjà importante, mais qu'on souhaite voir grandir.

Ce voyage intervient au plus

mauvais moment, alors que la Turquie vient encore de renforcer la répression au Kurdistan avec l'envoi de 150.000 hommes supplémentaires dans une région ravagée par la guerre entre armée turque et PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie).

La position de la France a toujours été de condamner le PKK accusé de « terrorisme » et de « séparatisme » et d'appuyer le gouvernement turc, y compris en lui vendant des armes.

Le récent contrat signé par François Léotard sur la vente de 20 hélicoptères Cougar d'une valeur de 253 millions de dollars n'en est qu'un exemple parmi d'autres, d'autant plus regrettable que ces hélicoptères seront sans doute utilisés dans la répression contre le peuple kurde.

### *Mettre fin à la guerre*

Aucune restriction n'a été introduite dans leur utilisation, alors que les règles mêmes de l'OTAN, dont la Turquie est membre, contiennent une clause qui permet d'interdire l'utilisation des armes fournies contre sa propre population.

La France a par contre exprimé à plusieurs reprises, depuis le 3 mars, sa « préoccupation » face à l'arrestation de six députés kurdes dont l'immunité

parlementaire a été levée par la Grande Assemblée d'Ankara. M. Juppé interviendra-t-il fermement pour leur libération? On peut en douter puisqu'on affirmait, hier, de part et d'autre que cette affaire ne risquait pas d'assombrir le voyage. « Les Turcs connaissent notre position », déclarait le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, M<sup>me</sup> Catherine Colonna. Et de citer le « refus de toute remise en cause de l'intégrité territoriale de la Turquie, la condamnation du terrorisme du PKK, mais le souci de voir respecté l'Etat de droit ».

Le Quai d'Orsay semble ignorer — délibérément? — les récentes propositions de paix faites par le PKK et le fait que cette organisation, si elle poursuit effectivement la lutte armée, s'est à plusieurs reprises depuis un an prononcée contre la partition de la Turquie et pour une solution politique que refuse le gouvernement turc. En attendant, les destructions de villages continuent, les députés du parti démocratique DEP sont emprisonnés, ses militants et des journalistes assassinés et torturés. Des violations des droits de l'homme qui ne semblent pas beaucoup préoccuper M. Alain Juppé. Plutôt que de fournir des armes, la France serait sans doute mieux inspirée de proposer une médiation pour mettre fin à la guerre.

F. G.-R.



February 16 1994

turkish daily news

## DEP under fire before elections

### Party claims candidates being arrested

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's countdown to the March 27 local elections has recently been overshadowed in the Southeast by a massive crackdown by security forces on one of the strongest local candidate parties.

Party sources said on Tuesday that more than 100 members of the Kurdish-based Democracy Party (DEP) had been detained in the troubled region and that those arrested included some of DEP's possible mayoral candidates.

DEP deputy Sedat Yurttas said that although Turkey could claim that the elections were legal, it could no longer defend the legitimacy of the elections due to recent developments. The campaign on the DEP was launched late last week with possible — or rumored — mayoral candidates from the party being arrested by security forces. DEP spokesman Remzi Kartal told journalists on Monday that he suspected this was a systematic, organized campaign to prevent the DEP from entering the elections. Kartal explained that all three of the potential mayoral candidates of the DEP in Diyarbakır had already been detained.

The same day, security forces cracked down on groups of DEP members in Urfa's township of Viranşehir, Malazgirt, Malatya, Diyarbakır and Istanbul.

Party officials said at least 30 people were detained in Diyarbakır while 60 more were taken into custody in Viranşehir. Among those detained were four provincial party officials. Statements issued by DEP headquarters in these cities also claimed that a campaign was underway to prevent them from entering the elections. Several houses owned or rented by DEP executives were raided in Istanbul and their occupants were placed under arrest.

Kartal claimed that "they are trying to put us in a situation where we cannot enter the elections."

Meanwhile, attacks on the DEP, which a majority of Turks accuse of supporting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have also increased. In the past months, several DEP buildings have been bombed. Monday night, the party's Ankara headquarters was also bombed. Last week, its general-secretary, Murat Bozlak was shot in Ankara. At least 50 DEP-affiliated activists, including a parliamentarian from Mardin, have been killed since 1991.

The DEP believes the reason behind the recent campaign is to block its candidates and terrorize the people of the Southeast to prevent them from voting for this party. It also argues that raids on houses of its members in western parts of the country are due to Turkey's own concern that the party is strengthening. But security officials argue there is evidence to prove that, on many occasions, the DEP cadres under investigation have active links with the PKK and the party not only supports this organization but at times facilitates its activities.

Many of the raids in Istanbul, for instance, are in areas in which the DEP claims to be strengthening its public support, but where armed activities of the PKK have been concentrated.

On Tuesday, the mass circulation Turkish daily *Hurriyet* reported on its front page that security forces had monitored orders given by PKK leader Abdullah Öcalan to the DEP whereby he demanded that the party withdraw from the elections. There are currently claims that the DEP is preparing, under instructions from the PKK, to boycott the elections altogether and boost its propaganda drive in Europe to cast doubts on the legitimacy of the results.

The DEP is seen as the most likely winner of local elections in the Southeast, not only due to popular support but to threats issued against the local population by PKK militants. Its major opponents appear to be the pro-Islamic Welfare Party (RP) of Necmettin Erbakan and the paramilitary guards. Village guards are proposing their own tribal chiefs as candidates against the DEP — and the PKK.

If the DEP boycotts the elections, the recent round of persecution of its members and executives is to be used for propaganda purposes. The party's deputies are currently campaigning in Europe to bring 200 foreign observers to Turkey in March.

There are also unconfirmed reports that the pro-Kurdish *Özgür Gündem* newspaper, a supporter of the DEP, plans to close down at about the same time in order to give the image that Kurdish rights and activities are being systematically banned in Turkey.

*Özgür Gündem*, which had closed due to financial reasons in the past, is reportedly suffering financial problems again and has found it difficult to pay personnel salaries for the past three months.

## French Foreign Minister Juppe in Ankara

*Turkish Daily News*

ANKARA- French Foreign Minister Alain Juppe arrives in Ankara today, amid domestic controversy and international reaction caused by the Turkish Parliament's decision to lift immunity from eight deputies.

Turkish and French officials noted that the issues of the removal of immunity in particular and democratic developments in Turkey in general are expected to dominate the bilateral talks. Ankara, meanwhile, is expected to ask France for clarification of its position vis-a-vis

the "diplomatic protection" request made by some of the deputies whose immunity has been removed. Despite the thorny issues, both countries' diplomats stressed the expectation that the "utmost care" would be adopted on both sides in order to prevent the event from "putting a strain on the fast-developing ties between the two countries." While repeating its traditional thesis to France, Ankara will also seek to handle the situation with care in order not to reverse, or cause a step backwards, in France's stance against the terrorism of the

illegal Kurdistan Workers' Party (PKK). France has recently banned some PKK groups from the country, thus giving Turkey a substantial victory in its fight and the propaganda war with the PKK. Turkish diplomats fear the recent developments will cause a backlash to the anti-PKK stance in Europe.

Ankara is also pleased with France's refusal to discuss the recent situation in a special meeting of the European Union, as proposed by Greece. Diplomatic observers

note that there is a difference of attitude between French President Francois Mitterrand — engineered by his wife, Danielle Mitterrand, who is the head of the human rights group *France Libertés* — and the conservative cabinet.

Socialist, former environment minister, Segolene Royal, who had travelled to Turkey to meet the deputies, told a news conference last week that the group of European Socialist MPs would suggest at a meeting of the European Parliamentary Union later this month that Turkey be expelled from the 32-nation Council of Europe.

She said she smuggled back to Paris and passed on to President Mitterrand's office a letter from the Kurdish MPs asking for diplomatic protection.

France Libertes said it would ask Foreign Minister Alain Juppe to plead for the parliamentarians' release during his visit to Ankara.

#### International issues

International issues that will top the two countries' agenda will be Bosnia-Herzegovina and the Azeri-Armenian conflict. The Cyprus issue, Middle East question and developments in Russia are also expected to be discussed.

Turkey is expected to sound out France on the presence of Turkish troops in the peacekeeping force in Bosnia-Herzegovina, particularly in Bosnian-Croat areas. Turkish officials note that France has no objection to the Turkish presence and the two sides may discuss what can be done jointly to end the bloodshed in Bosnia-Herzegovina.

Turkey is also expected to bring up the issue of the Greek embargo on Macedonia, as well as brief France on its intention to host a meeting between Bosnians and Croats at the end of the month.

Ankara will tell Paris that the Armenian withdrawal from Azeri territory is a precondition for normalization of ties between Yerevan and Ankara.

Foreign Minister Hikmet Çetin will also tell his French counterpart that "a solution to the Karabakh issue should be within the framework of the Minsk Conference" rather than unilateral attempts by countries in the region.

Turkey and France came together at Foreign Ministry undersecretary-level last week, during a meeting between Turkey, France, Britain and the United States on the future of Operation Provide Comfort II, an allied force stationed in Turkey to protect Iraqi Kurds.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. - — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0448 4 IP 0419 FRA /AFP-XI77

Turquie-France

Paris appuie la Turquie dans son choix de s'ancrer à l'Europe

ANKARA, 17 mars (AFP) — La France "souhaite appuyer le choix qu'a fait la Turquie de s'ancrer à l'Europe" a déclaré jeudi le ministre des Affaires étrangères M. Alain Juppé à l'issue de ses entretiens à Ankara avec notamment son homologue turc Hikmet Çetin.

"La Turquie moderne a choisi d'être un état républicain, laïque et démocratique, et ce choix crée des affinités particulière avec la France", a remarqué le ministre lors d'une conférence de presse marquant la fin de ses entretiens officiels en Turquie.

"Nous souhaitons que l'union douanière avec l'Union Européenne en cours puisse s'accomplir en 1995 et nous travaillerons ensemble dans ce but", a ajouté M. Juppé.

M. Juppé a en outre réaffirmé l'attachement de son pays à "l'unité de la Turquie", soulignant que la France combattait le terrorisme sous toutes ses formes". Il a rappelé que le gouvernement français avait pris des mesures contre le "terrorisme du PKK" (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste).

Le ministre des Affaires étrangères a indiqué que "son pays était attaché à la démocratie, l'Etat de droit et au respect des procédures", notamment en ce qui concerne les sept députés turcs d'origine kurde privés d'immunité parlementaire début mars et dont six ont été incarcérés jeudi pour "séparatisme et atteinte à l'intégrité de l'Etat".

"Nous avons exprimé notre souci pour que les droits de la défense (de ces députés) puissent être exercés. Il m'a été dit que c'était l'intention et j'en ai pris acte", a-t-il souligné.

Concernant les relations bilatérales, le chef de la diplomatie française a précisé que sa visite avait été l'occasion "d'affirmer la volonté" du gouvernement français de donner aux relations franco-turques "le plus de chaleur et de consistance".

Dans le domaine culturel, rappelant que l'enseignement en langue française était en augmentation en Turquie, M. Juppé a promis des efforts pour que le turc soit davantage enseigné en France notamment après une décision de principe d'inscrire la langue turque parmi les langues vivantes enseignées par option dans le secondaire.

Arrivé mercredi soir, M. Juppé a été reçu jeudi par le président turc, M. Suleyman Demirel et le premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, avant de se rendre à Istanbul qu'il quittera vendredi. A Istanbul, le ministre visitera le lycée francophone Galatasaray, et rencontrera les milieux d'affaires turcs et français.

HC-YM/chb

AFP 171847 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0212 4 I 0368 TUR /AFP-UQ10

Turquie-France

La France veut aider la Turquie à affirmer son identité européenne

ANKARA, 17 mars (AFP) - Le ministre des affaires étrangères, M. Alain Juppé, a déclaré jeudi à Ankara que la France "veut soutenir la Turquie" dans ses efforts pour "affirmer son identité européenne", lors de ses entretiens avec son homologue turc Hikmet Cetin.

M. Juppé a indiqué aux journalistes avoir également déclaré que "les mêmes choix" avaient conduit les deux pays à entrer au Conseil de l'Europe, à savoir, "la démocratie, l'état de droit et le respect des droits de l'homme", soulignant "qu'il souhaitait que les deux pays puissent continuer à partager ces mêmes principes".

Plusieurs pays européens, dont la France, ont invité la Turquie à respecter les règles du droit en ce qui concerne sept députés turcs d'origine kurde à la suite de la levée de leur immunité parlementaire et de leur incarcération pour "séparatisme".

La "Turquie constitue un élément de stabilité dans une région troublée", a estimé M. Juppé au début des entretiens bilatéraux qui ont porté, selon des sources diplomatiques turques, essentiellement sur des sujets internationaux d'intérêt commun.

Le problème kurde de Turquie et essentiellement l'affaire des députés kurdes ont été plus particulièrement abordés lors de l'entretien de M. Juppé avec le Premier ministre Tansu Ciller et lors de son tête-à-tête avec M. Cetin, a-t-on indiqué de sources gouvernementale turque.

Le premier conseiller de Mme Ciller, M. Volkan Vural, a déclaré à la presse que Mme Ciller avait expliqué à M. Juppé qu'il s'agissait d'une procédure judiciaire.

Avant ces entretiens, M. Juppé, arrivé mercredi soir pour une visite officielle de deux jours en Turquie, avait déposé une gerbe au mausolée d'Ataturk (Mustafa Kemal, fondateur de la République et héros national turc).

Après ses entretiens avec M. Cetin, il a été reçu en audience par le président turc, M. Suleyman Demirel. Dans l'après-midi, il devait tenir une conférence de presse à l'aéroport avant de partir pour Istanbul.

Dans cette ville, il devait prononcer un discours au lycée francophone Galatasaray, puis rencontrer les milieux d'affaires turcs et français.

HC-YM/sh

AFP 171312 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0285 4 I 0397 TUR /AFP-VN25

Turquie-Kurdes

Incarcération de six députés d'origine kurde pour "séparatisme".

ANKARA, 17 mars (AFP) - La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a décidé jeudi l'incarcération pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat" de six députés turcs d'origine kurde, dont cinq du Parti de la Démocratie (DEP), privés de leur immunité par le parlement au début du mois, a-t-on appris de source judiciaire.

La Cour a rendu ce verdict à la demande du parquet avant que le procès proprement dit ne commence, à une date encore indéterminée. Les députés incriminés seront donc derrière les barreaux pendant leur jugement.

Les cinq députés du DEP (17 sièges sur 450), à savoir son président Hatip Dicle, Leyla Zana, et Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, ainsi que l'indépendant Mahmut Alinak, avaient été déférés mercredi matin devant cette cour pour interrogatoire après une garde à vue d'environ deux semaines dans les locaux de la police.

Le procureur Nusret Demiral a demandé leur incarcération dans le cadre de l'article 125 du code pénal turc qui prévoit la "peine de mort" pour toute personne qui "agit" notamment pour "séparer une partie de l'Etat afin d'en fonder un autre".

M. Demiral affirme ainsi implicitement dans sa demande que ces députés ont par leurs actes et paroles porté atteinte à l'intégrité de l'Etat, avaient estimé des avocats d'origine kurde interrogés par l'AFP. Pour ces derniers ces députés "n'ont jamais pensé à diviser l'Etat".

Deux autres députés qui avaient subi le même sort au parlement; Selim Sadak, également du DEP, et le radical islamiste Hasan Mezerci, avaient été remis en liberté provisoire après interrogatoire au lendemain de leur arrestation.

Les poursuites judiciaires engagées contre ces députés seront l'occasion pour eux de "se laver des accusations de séparatisme", avait déclaré mercredi le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller.

Elle avait estimé qu'ils (les députés) étaient poursuivis par la justice pour "actes séparatistes" et pas seulement pour "délit d'opinion", comme l'estiment les milieux kurdes de Turquie.

Le problème kurde de Turquie et essentiellement l'affaire des députés kurdes ont été abordés lors de l'entretien du chef de la diplomatie française Alain Juppé avec le Premier ministre turc et lors de son tête-à-tête avec son homologue turc Hikmet Cetin jeudi matin à Ankara.

YM/bm

AFP 171519 MAR 94

Sud-Ouest — 17 mars 1994

## JUPPÉ EN TURQUIE

# Discret appel à la démocratie

*La visite d'Alain Juppé intervient au moment de l'affaire des députés kurdes*

**L**e ministre des affaires étrangères Alain Juppé, qui était attendu hier soir à Ankara pour une visite officielle de deux jours, a souhaité, dans la presse locale, le renforcement des valeurs démocratiques en Turquie. « La solidarité européenne et méditerranéenne est la base sur laquelle nos relations bilatérales sont établies et renforcées. Le renforcement des valeurs démocratiques en Turquie doit accompa-

gnier leur développement ».

M. Juppé arrive en Turquie le jour où le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a ordonné l'incarcération pour « séparatisme » de six députés turcs d'origine kurde, privés de leur immunité parlementaire au début du mois, une affaire qui a causé une certaine émotion en Europe, notamment en France. Le procureur a fait cette demande dans

le cadre d'un article du Code pénal turc qui prévoit la peine de mort pour ce genre d'accusation.

Le chef de la diplomatie française a également souligné que la politique de coopération de la Turquie avec les pays d'Asie centrale jouait « un rôle important pour faciliter la transition vers la démocratie et l'économie de marché dans la région ».

LE QUOTIDIEN DE PARIS

17 mars 1994

### France/Turquie : Juppé à Ankara

Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé est aujourd'hui à Ankara pour une visite officielle de deux jours destinée à renforcer une coopération déjà très importante entre les deux pays. Celui-ci a affirmé hier qu'il souhaitait aussi le renforcement des valeurs démocratiques en Turquie. Sa visite intervient en effet au moment où les six députés turcs d'origine kurdes, récemment privés de leur immunité parlementaire, vont être incarcérés pour « séparatisme », affaire qui a suscité une certaine émotion, notamment en France.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 18, 1994

LETTERS TO THE EDITOR

### An Appeal to Turkey

Turkey is an important country with an ancient culture. With the independence of Turkish-speaking former Soviet republics in Central Asia, and because of its involvement in the tragedy of Bosnia, Turkey appears more than ever to be a bridge between Europe and Asia, between the Orient and the Occident.

But converging reports have reached us of an impending decision from Turkish military headquarters to "put a definitive end" to the rebellion by the Kurdish Workers Party in the eastern part of the Anatolia region. What this would entail is clear: the total destruction of the Kurdish area and the death of thousands of innocent civilians.

We cannot believe that a state that aspires to belong to a democratic Europe is on the verge of committing genocide.

Turkey has yet to prove convincingly that democracy is not just a facade but a reality. Ankara faces a choice: It may

choose to move against its population of more than 10 million Kurds, which is militarily impossible and politically suicidal, or it may choose peace.

The Kurdish Workers Party long ago discarded its Marxist-Leninist orientation. Its members are ready for peace, based on a federal solution within the Turkish state.

We appeal to the Turkish government to immediately seize this opportunity for peace, and to stop the military — which seems determined to take irreparable steps — before it is too late.

If a just and durable peace can be reached, we will be the first to commend the Turks for their courage. If not, Turks must be prepared to meet the international community, standing squarely in their path.

**BERNARD KOUCHNER.**

Former French Minister of Health and Humanitarian Action.

**BERNARD DORIN.**

Ambassador of France.

Friday, March 18, 1994

turkish daily news



### Photos of DEP deputies in detention

HÜRRIYET published the first photos of the Democracy Party (DEP) deputies in detention. During the interrogation, which took place behind closed doors, DEP Chairman Hatip Dicle refused to reply to the questions posed by the State Security Court prosecutors. He got angry at the other DEP deputies who chose to talk, and he went on a hunger strike for a period of five days until the authorities allowed him to

get home cooked meals. Dicle and Mahmut Alınak had especially fiery arguments and were appeased by fellow deputies. None of the DEP deputies have bathed since they were placed under custody although they were allowed to. One of them, Muş Deputy Sırrı Sakık, seemed relaxed during the interrogation, saying that he was a social democrat and that he was there only because his brother was a high-level PKK figure. The DEP deputies under detention are now sporting beards. They discussed among themselves who looks better with a beard, and agreed that the beard becomes Orhan Doğan most.

### Shocked by the tapes

HÜRRIYET said that the DEP deputies who have remained under detention for 13 days received a shock recently when the prosecutors made them listen to the audio bands of a telephone conversation between Siirt Deputy Sedat Bucak and a DEP deputy. During the conversation, taped secretly by the police, the DEP deputy in question tells Bucak he is a messenger from PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) leader Abdullah "Apo" Öcalan and asks him to join them. The tapes dealt a blow to the detained deputies' morale.

Friday, March 25, 1994 /

# DEP Deputy Alınak claims his death ordered before trial

*Turkish Daily News*

ANKARA- Democracy Party (DEP) deputy for Şırnak, Mahmut Alınak, who is currently in prison facing sedition charges, claimed on Thursday that an order had been issued that he should be killed before his trial started. He did not elaborate on where this order had come from.

Alınak said that although he was placed in prison because he was accused of being a member of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), he was now being told that he was being protected from the PKK.

Pointing at this inconsistency, Alınak, whose parliamentary immunity was lifted recently, said he was "faced with a conspiracy."

In a written statement from the Central Ankara Prison, Alınak said that he had requested protection for his personal security from the Interior Ministry and the Justice Ministry.

He said that he had been told on March 21 that protection had been provided for him because the PKK had "condemned him to death" and had decided to carry out this "sentence" while he was in prison.

"If I am a member of the PKK, as I am being accused of being, then why should the PKK condemn me to death?" Alınak asked in his statement and wondered "what was going on."

Adding that the evidence given to the State Security Court against him was "pure fabrication," Alınak went on to say that this fact would become apparent once the case against him started to be heard.

Alınak said the conspiracy against him had many weak points and added: "When all this becomes apparent, someone has to answer for it."

## Avcı answers questions on DEP at IPU meeting

*Turkish Daily News*

ANKARA- True Path Party (DYP) deputy and Inter-Parliamentary Union (IPU) Turkish Group chairman, Yıldırım Avcı, answered questions on the lifting of Democratic Party (DEP) deputies' immunity at a meeting of the IPU Human Rights committee, the Anatolia news agency reported on Thursday.

The five-member committee, chaired by Swiss Senator Josi Meier, questioned Avcı for approximately two hours on the issue. The documents in the case had previously been discussed at a meeting of the committee in Canberra last summer, but three draft resolutions put forward at that time had been postponed, at the request of the Turkish delegates, for further discussion at the next full meeting of the IPU, due to be held shortly in Paris.

One of the many questions directed at Avcı, especially by the chairperson, concerned Welfare Party (RP) Deputy Hasan Mezarıcı. The committee members said that they had received information that Mezarıcı was Kurdish, as are the DEP

deputies who lost their immunity, and asked Avcı whether or not this was true. Avcı replied that he did not know Mezarıcı's origin and defended the decision to lift his immunity by saying that every state has the right to laws protecting the founder of the state.

Other questions concerned the arrested deputies losing their posts and voting rights. Avcı replied that the deputies would not lose their positions and that the question of voting rights would be discussed in Parliament after the local elections. It was the first case of its kind in Turkey.

The committee asked if Turkey was considering changing the present ruling whereby deputies of a party which has been closed down by the constitutional court automatically lose their parliamentary positions.

Avcı replied that such a change was under consideration but that it would require a change in the constitutional law and the consensus of all political parties which was very difficult to achieve.

## Ankara claims senior PKK commander commits suicide

*Statement raises confusion, no confirmation from PKK*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey claimed on Thursday that one of the most senior leaders of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) known also for his close relations with the organization's chairman Abdullah Öcalan killed himself during a recent security operation.

No independent confirmation was available from the PKK. A statement issued by the Interior Ministry said PKK "commander" for the so-called "Dersim province" or greater Tunceli, Müslüm Durgun, had died

during a crackdown on the terrorists in that region.

It said Durgun, known by the code name of Dr. Baran, committed suicide at around 4 a.m. on March 12 when security forces advanced on his units in the area and killed most of his friends.

"Exploding a grenade he had on him in the area of the Yılan mountain, he committed suicide there," the statement said. It recalled that Durgun was very close to PKK leader Abdullah Öcalan and that he was trusted fully by him.

The statement came after the Anatolia agency quoted senior officials from the same ministry saying they had heard of Dr. Baran's death but could not confirm the report.

This news item, which Anatolia later canceled, reported that the death of Dr. Baran had been heard of in separatist communications monitored by officials in the region. Anatolia quoted a senior official as saying "We heard this... But it could be that they are attempting to fool us."

Debate on the fate of Dr. Baran started early Thursday morning with a banner news report in the daily Sabah newspaper which claimed that Durgun died after a clash with troops. "After his group was surrounded by the security forces in the mountainous Yılandağı region and some 30 of his men died in the clash, Durgun killed himself with a grenade," the report said. It claimed that Durgun was

turkish daily news

preparing to stage a large-scale terrorist attack in Tunceli and noted that he was a very important figure for the PKK's "mountain cadres."

Sabah said Dr. Baran was wounded during a recent operation the security forces staged in the Nurhak mountains region. Although a PKK statement on the issue was not made available by the time the TDN went into print, sources close to Kurdish circles in Ankara said security forces may have been confusing Dr. Baran with Mürsel Göleli, a senior commander of the Revolutionary Left (Dev-Sol) organization who was killed in Nurhak on March 12.

A senior security official contacted by telephone said that the possibility existed and noted that Goleli's funeral had been held on Wednesday and that the two incidents could have been confused.

The Turkish press has reported the death of Dr. Baran at least seven times over the past two years, but after each report, he made statements to the pro-Kurdish press proving that he was alive.

Dr. Baran is also known to be a close friend of the PKK's military council commander Cemil (Cuma) Bayik.

dada

agence AMW le 29/03 à 12h 44mn

Mme Mitterrand remet à M. Boutros-Ghali un "Appel des Prix Nobel de la Paix"

NEW YORK (Nations Unies), 29 mars (AFP) - Mme Danielle Mitterrand, présidente de l'association France-Libertés, a remis mardi au secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali un "Appel des Prix Nobel de la Paix" pour une solution politique au problème kurde en Turquie.

Dans une conférence de presse au siège des Nations Unies à New York, Mme Mitterrand s'est déclarée "particulièrement touchée et encouragée" que sur les 15 lauréats vivants du Prix Nobel de la Paix, 12 aient répondu à son initiative "dictée par la gravité et l'urgence de la situation des Kurdes en Turquie".

L'appel, signé notamment par Rigoberta Menchu, Betty Williams, le Dalai-Lama, Desmond Tutu, Oscar Arias Sanchez, Adolfo Peres Esquivel et Elie Wiesel, vise à obtenir un arrêt immédiat de toutes les opérations militaires en cours.

Il demande au gouvernement turc d'engager un dialogue avec les représentants de la population kurde "afin de stopper l'engrenage de la violence et de trouver une solution politique permettant l'épanouissement des peuples turc et kurde dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes".

Un porte-parole de M. Boutros-Ghali a indiqué que celui-ci examinerait l'appel "avec attention".

"Aujourd'hui, il est peut-être encore temps de prévenir une confrontation kurdo-turque généralisée, qui serait désastreuse pour tous, y compris pour nos démocraties occidentales", a déclaré Mme Mitterrand, qui était accompagnée de Mme Williams.

"C'est pour éviter une telle catastrophe annoncée, qui pourrait être pire que la Bosnie, que l'appel au dialogue et à la recherche d'une solution politique" est lancé aujourd'hui, a dit l'épouse du chef de l'Etat français. Elle s'est montrée favorable à l'envoi d'un représentant spécial de l'ONU dans la région.

ras/lmt t

AFP 291811 GMT MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

jm

agence REU le 29/03 à 14h 27mn

^BC-TURKEY-UNà

^NOBEL PRIZE WINNERS APPEAL FOR KURDS IN TURKEYà

By Evelyn Leopold

UNITED NATIONS (Reuter) - Danielle Mitterrand, wife of French President Francois Mitterrand, and 12 Nobel Peace Prize winners called Tuesday for a U.N. envoy to investigate the plight of Kurds in Turkey.

Mitterrand saw Secretary-General Boutros Boutros-Ghali along with Peggy Williams, the 1976 Peace Prize winner from Northern Ireland, who read the appeal.

They asked for a U.N. representative to investigate the plight of the Kurds and seek a "political solution to the Kurdish problem in Turkey." A spokesman for Boutros-Ghali said he was studying the appeal "with care."

Williams said the international community for years had ignored intolerable conditions of Kurds in Turkey, Iran and Iraq, and took notice of them only after the 1991 Gulf War, when the Iraqi Kurds fled Saddam Hussein's armies.

"Today, the Kurds in Turkey are being drawn, month after month, into a similar spiral of destruction," the appeal said.

Some Kurds have formed a guerrilla army fighting for a separate state in the southeast.

But the appeal contended that legitimate Kurdish leaders did not want a separate state but an identity and better living conditions within existing borders.

Comparing Turkish troops in Kurdistan to Americans in Vietnam, the appeal said 400,000 soldiers, police and village protectors now control the territory with planes bombing mountain areas and destroying more than 1,100 villages.

"This provides fertile ground for irrational trends in particular religious fundamentalism, which until now was only a marginal phenomenon in Kurdistan," it said.

The war had brought Turkey to the brink of economic disaster, disintegration and social explosion at a cost of \$8.2 billion in 1993 alone, the appeal said.

"While war means the destruction of Kurdistan and the massacre and scattering of the Kurdish people, it also represents disaster and collapse for Turkey itself," it said.

Mitterrand, who heads the private human rights group "France-Libertes," has been lobbying on behalf of Kurds for many years. The French government sponsored her news conference but did not participate in her appeal.

The appeal was endorsed by at 11 of 15 living Nobel Peace Prize winners. The exceptions were Polish President Lech Walesa, who is not permitted to sign such documents, Mother Teresa, who is suffering from ill health, former U.S. Secretary of State Henry Kissinger, who was traveling, and Aung San Suu Kyi, who is under house arrest in Burma.

REUTER

Reut14:54 03-29

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —



FRA0220 4 I 0293 TUR /AFP-EX31

Turquie-France-Kurdes

Vive critique turque d'une récente démarche de Mme Mitterrand

ANKARA, 31 mars (AFP) — Le gouvernement turc a qualifié jeudi de "regrettable et malheureuse" la démarche de Mme Danielle Mitterrand, présidente de l'association France-Libertés, qui a remis mardi dernier au secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali un "Appel des Prix Nobel de la Paix" pour une solution politique au problème kurde en Turquie.

Cet appel est signé notamment par Rigoberta Menchu, Betty Williams, le Dalaï Lama, Desmond Tutu, Oscar Arias Sanchez, Adolfo Peres Esquivel et Elie Wiesel. Il demande au gouvernement turc d'engager un dialogue avec les représentants de la population kurde "afin de stopper l'engrenage de la violence et de trouver une solution politique au problème", avait déclaré Mme Mitterrand dans une conférence de presse au siège des Nations unies à New York.

Il est aussi "regrettable" que des Prix Nobel "se soumettent aux idées trompeuses d'une personne qui a des préjugés contre la Turquie" et qui "soutient le terrorisme du PKK" (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste), déclare un communiqué du porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, Ferhat Ataman.

"Mme Mitterrand s'est engagée à défendre le terrorisme. L'organisation sanglante qu'elle défend a été confirmée comme mouvement terroriste par la France présidée par M. Mitterrand", ajoute M. Ataman.

Le texte affirme par ailleurs que le PKK a tué "5.000 civils" en grande majorité kurdes depuis le début de la rébellion et que l'armée turque "défendait la vie de ses concitoyens dans la légitimité et la légalité", et qu'il était donc "incompréhensible de parler d'une situation de guerre dans le sud-est du pays".

YM/HC/jlb/br

AFP 311242 MAR 94

## Mrs. Mitterrand wants UN intervention in Turkey

*Turkish Daily News*

ANKARA- Danielle Mitterrand, wife of French President Francois Mitterrand, and a staunch advocaté of Kurdish rights, has asked United Nations Secretary General Boutros Boutros-Ghali to intervene and send an envoy to investigate the situation of the Kurds in Turkey.

Mitterrand saw Secretary-General Boutros Boutros-Ghali on Tuesday along with Betty Williams, the 1976 Peace Prize winner from Northern Ireland, who read the appeal.

They asked for a U.N. representative to investigate the plight of the Kurds and seek a "political solution to the Kurdish problem in Turkey." A spokesman for Boutros-Ghali was quoted by Reuters as saying he was studying the appeal "with care."

A Turkish foreign ministry spokesman told a weekly press briefing on Wednesday that he had no information about Mrs. Mitterrand's letter or her call to the U.N. Secretary General. At a press conference at the U.N. building, flanked by Nobel Peace Prize winner Betty Williams from Northern Ireland and Kendal Nezan, the head of the Kurdish Institute in Paris, Mrs. Mitterrand called on Boutros-Ghali to engage in urgent initiatives in order to bring about a solution to the "Kurdish problem" in Turkey.

Reporting from New York the Anatolia news agency said Mrs. Mitterrand had used words which amounted to "supporting the views of the separatist organization."

"The separatist organization" referred to was the Kurdistan Workers' Party (PKK) which is outlawed in Turkey where it has been waging a bloody separatist war.

Williams said the international community for years had ignored intolerable conditions of Kurds in Turkey, Iran and Iraq, and took notice of them only after the 1991 Gulf War, when the Iraqi Kurds fled Saddam Hussein's armies.

"Today, the Kurds in Turkey are being drawn, month after month, into a similar spiral of destruction," the appeal said. Some Kurds have formed a guerrilla army fighting for a separate state in the southeast but the appeal contended that legitimate Kurdish leaders did not want a separate state but an identity and better living conditions within existing borders. Comparing Turkish troops in Kurdistan to Americans in Vietnam, the appeal said 400,000 soldiers, police and village protectors now control the territory with planes bombing mountain areas and destroying more than 1,100 villages.

"This provides fertile ground for irrational trends and in particular religious fundamentalism, which until now was only a marginal

phenomenon in Kurdistan," it said. The war had brought Turkey to the brink of economic disaster, disintegration and social explosion at a cost of \$8.2 billion in 1993 alone, the appeal said. "While war means the destruction of Kurdistan and the massacre and scattering of the Kurdish people, it also represents disaster and collapse for Turkey itself,"

it said. Mitterrand, who heads the private human rights group "France-Libertes," has been lobbying on behalf of Kurds for many years. The French government sponsored her news conference but did not participate in her appeal. Mitterrand had said the appeal was endorsed by 11 of the 16 living Nobel Peace Prize winners. The exceptions were Polish President Lech Walesa, who is not permitted to sign such documents, Mother Teresa, who is suffering from ill health, former U.S. Secretary of State Henry Kissinger, who was travelling, and Aung San Suu Kyi, who is under house arrest in Burma.

Asked by a reporter why she had not gone to the Bosnian capital Sarajevo at the end of January with Turkish Prime Minister Tansu Çiller and Pakistani Prime Minister Benazir Bhutto, Mitterrand said she had received an invitation from Mrs. Bhutto but had decided not to attend. Mrs. Mitterrand added that she had not received an invitation to go to Sarajevo from Prime Minister Çiller.

turkish daily news

Thursday, March 31, 1994

## KURDISTAN. Que Mme Ciller démissionne!

Mme Layla estime que le premier ministre turc devrait démissionner de son poste.

Nous venons d'apprendre la mort d'une jeune fille pour son peuple, pour la libération du Kurdistan.

Elle a offert sa vie, qui est la chose la plus belle qui soit, sachant qu'elle rejoindrait son étoile dans le ciel.

Elle a rejoint par sa confiance et son courage les milliers d'autres étoiles qui constellent l'éternité.

Son geste nous rassure sur nos activités politiques, sur la portée de nos idées et sur cette force extraordinaire qui nous unit à l'autre.

Que ton sang fleurisse les champs et que tes paroles soient emportées par le vent.

Que ton geste de bonté soit entendu par les enfants, par les résistants et qu'il donne la force d'aller plus loin.

Que les soldats turcs entendent ta mélodie et qu'ils retournent leurs armes contre leurs officiers.

Que Mme Ciller démissionne et qu'elle rejoigne les femmes kurdes dans leur combat pour la vie.

Pour le comité:  
ANNA LAYLA

## Un appel de douze Prix Nobel en faveur du peuple kurde

Douze des quinze Prix Nobel de la paix vivants réclament une solution politique au conflit turco-kurde dans un appel lancé à l'initiative de Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, et remis mardi soir au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. Ce texte demande au gouvernement d'Ankara d'engager le dialogue avec les représentants du peuple kurde et d'arrêter ses opérations militaires. Il a été signé notamment par Rigoberta Menchu, Betty Williams, le dalaï-lama, Desmond Tutu, Oscar Arias, Adolfo Perez Esquivel et Elie Wiesel.

Par ailleurs, le Parti social-démocrate allemand (SPD) réclame l'envoi d'observateurs civils des Nations unies dans les zones de combat. Une telle mesure permettrait de protéger plus efficacement la vie des populations menacées, a déclaré hier la vice-présidente du SPD, Heidemarie Wiczorek-Zeul. Une mission d'observation allemande, de retour de Turquie, a durement critiqué le déroulement du scrutin municipal de dimanche dans le sud-est anatolien. « Ces élections ne méritent pas leur nom », expliquent ces observateurs, pour la plupart représentants d'organisations humanitaires et élus des Verts allemands. Selon leur rapport, la population kurde a été forcée de se rendre aux urnes, souvent sous la menace des armes. « Pendant notre séjour, des chauffeurs, interprètes, membres d'organisations des droits de l'homme et de simples citoyens qui ont parlé avec nous ont été arrêtés puis torturés. »

D'après AFP

## ONU-KURDES

# Un "Appel des Prix Nobel de la Paix" pour les Kurdes de Turquie

Mme Danielle Mitterrand, présidente de l'Association France-Libertés, a remis mardi au secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali un "Appel des Prix Nobel de la Paix" pour une solution politique au problème kurde en Turquie.

Dans une conférence de presse au siège des Nations Unies à New York, Mme Mitterrand s'est déclarée "particulièrement touchée et encouragée" par le fait que sur les 15 lauréats vivants du Prix Nobel de la Paix, 12 aient répondu à son initiative "dictée par la gravité et l'urgence de la situation des Kurdes en Turquie".

L'appel, signé notamment par Rigoberta Menchu, Betty Williams, le Dalaï-lama, Desmond Tutu, Oscar Arias Sanchez, Adolfo Peres Esquivel et Elie Wiesel, vise à obtenir un arrêt immédiat de toutes les opérations militaires en cours.

Il demande au gouvernement turc d'envisager un dialogue

avec les représentants de la population kurde "afin de stopper l'engrenage de la violence et de trouver une solution politique permettant l'épanouissement des peuples turc et kurde dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes".

Un porte-parole de M. Boutros-Ghali a indiqué que celui-ci examinerait l'appel "avec attention".

"Aujourd'hui, il est peut-être encore temps de prévenir une confrontation kurdo-turque généralisée, qui serait désastreuse pour tous, y compris pour nos démocraties occidentales", a déclaré Mme Mitterrand qui était accompagnée de Mme Williams. "C'est pour éviter une telle catastrophe annoncée qui pourrait être pire que la Bosnie, que l'appel au dialogue et à la recherche d'une solution politique" est lancé aujourd'hui, a dit l'épouse du chef de l'Etat français, qui s'est par ailleurs montrée favorable à l'envoi d'un représentant spécial de l'ONU dans la région.

## Les Nobel au secours des Kurdes



Douze prix Nobel de la paix ont lancé mardi, à l'instigation de la présidente de France-Libertés Danielle Mitterrand, un appel remis au secrétariat général de l'ONU pour une solution politique au problème kurde en Turquie.

## LIBÉRATION

31 mars 1994

turkish daily news — April 7, 1994

## Turkey's UN ambassador Batu responds to Madame Mitterrand

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's ambassador to the United Nations, Inal Batu, has sent a letter to U.N. Secretary-General Boutros-Boutros Ghali responding to allegations made against Turkey by Daniela Mitterrand, the wife of French President Francois Mitterrand. Reporting from New York, the Anatolia news agency said that in conjunction with Ambassador Batu's letter to Ghali on Tuesday, the Turkish Permanent Representation at the United Nations had also distributed a press release disputing Madame Mitterrand's charges and explaining the dimensions of the terrorism Turkey is confronted with in Southeast Anatolia.

Holding a press conference at the United Nations last week, Madame Mitterrand had talked of a systematic oppression of the Kurds in Turkey and had called on the U.N. secretary-general to send a special envoy to Turkey and to intervene on behalf of the Kurds.

The press release from the Turkish Representation said that what was taking place in Southeast Anatolia were acts of terrorism aimed at destroying Turkey's democratic institutions, the country's political unity and territorial integrity. It added that the Kurdistan Workers' Party (PKK) — whose propaganda Ankara says Daniela Mitterrand has been disseminating — is outlawed in France, where it is considered a terrorist organization just as it is in Turkey. The release said that the PKK's activities involved the killing of innocent people, including women and children, which come under the category of crimes against humanity. It went on to add that Turkey was a country based on the supremacy of law where the expectations of the people were freely expressed by freely elected deputies in Parliament.

turkish daily news — April 23, 1994

## Ankara shrugs off Europarliament call to EU to stop arms to Turkey

*Turkish Daily News*

ANKARA- Ankara dismissed Friday a call of the European Parliament to the European Union governments to cut off military aid to Ankara as "impossible to be taken seriously." The Europarliament, known as the "conscience of Europe," condemned human rights abuses in Turkey on Thursday and called on European Union governments to follow Germany's example of cutting military aid.

Germany suspended arms shipments to NATO partner Turkey earlier this month after allegations that weapons supplied by Bonn were used to fight Kurdish militants in southeastern Turkey.

"It is impossible to take this decision seriously," Turkish Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said. "The decision, taken under the influence of obvious circles is filled with fac-

tual errors and in no way complementary with the truth." Ataman's objection apparently targets claims by the Europarliament that six ethnic Kurdish parliamentarians being "held" by Turkish police and condemned the "arrest" last month of European observers for local elections in the Kurdish region. It said it was appalled by the number of journalists operating in the Southeast who had been arrested, abducted or murdered and was concerned that Turkish forces had destroyed more than 120 villages in that area in 1994 alone.

The parliament, whose resolutions are strictly advisory, also condemned terrorist attacks in Istanbul and other places by the illegal Kurdistan Workers' Party (PKK).

It called on the EU to promote a peaceful settlement of the conflict.

February 5, 1994

turkish daily news

## Ankara disturbed by Mitterrand-DEP meeting

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkish diplomatic circles were disturbed by the scheduled talks between three deputies of the Democracy Party (DEP) and French President Francois Mitterrand.

The deputies of the pro-Kurdish Party, Leyla Zana and Ahmet Türk, as well as Mehdi Zana, had asked for an appointment from Mitterrand and he accepted on the condition that it was a "private" rather than an official visit. "Despite the private nature of this visit, we are concerned that Mitterrand chose to accept those two deputies known for their statements, some of which target Turkish territorial integrity," a top level

Foreign Ministry official told the TDN. "Surely President Mitterrand does not meet with every deputy who visits France." The official also said that it was particularly ironic that Mitterrand, who made a great contribution to the Turco-French ties and banned the PKK activities in France, had chosen to meet these three deputies. It is rumored in diplomatic circles that the visit came about because of the efforts of First Lady Danielle Mitterrand. Danielle Mitterrand, who recently made a visit to Britain, was promoting the "rights" of Turkish Kurds in London and lobbied fervently for the sending of observers to Turkey for the March 27 local elections.

# CSCCE NEWS RELEASE

## COMMISSION ON SECURITY AND COOPERATION IN EUROPE

U.S. Congress • Washington, D.C. 20515  
Dennis DeConcini, Chairman  
Steny H. Hoyer, Co-Chairman

202/225-1901

### DETAINED TURKISH PARLIAMENTARIANS FOCUS OF U.S. LAWYER'S DELEGATION

**FOR IMMEDIATE RELEASE**

May 6, 1994

contacts: Mike Amitay, Jamie Ridge  
202-225-1901

Washington, D.C. -- The Helsinki Commission will sponsor a briefing by members of an International Human Rights Law Group delegation which visited Turkey this month to assess the status of six parliamentarians stripped of their immunity and then arrested for expressing views deemed treasonous by government prosecutors. They now face the death penalty. Members of Congress, their staff, the press and public are invited to attend the briefing, which will take place on:

**MONDAY, MAY 16, 1994**

**2:15 to 4:00 p.m.**

**2359 RAYBURN HOUSE OFFICE BUILDING**

The Law Group, founded in 1978, brings together leading U.S. lawyers and law professors to promote the rule of law both in the United States and abroad. The Law Group's work, conducted in 80 countries to date, seeks to encourage the incorporation of international human rights standards into national laws.

The human rights situation in Turkey is becoming increasingly perilous. Violence by Kurdish terrorists and Turkish security forces exacts a growing toll of lives and threatens the stability of Turkey's government. Over 900 Kurdish villages have been destroyed and forcibly evacuated by security forces, and restrictions on free expression are widening. The arrests and detention of the parliamentarians mark the latest assault on hopes for a peaceful resolution of Kurdish rights issues in Turkey.

The delegation will assess international legal issues and human rights implications raised by the arrest of the parliamentarians and the government's wider campaign to outlaw the pro-Kurdish Democracy Party (DEP). The delegation met with members of parliament from the government coalition and opposition parties, chairmen of parliamentary committees, the Security Court prosecutor, and senior officials of the Justice Ministry and Foreign Affairs Ministry. While the delegation was denied access to the detained parliamentarians, they met with their lawyers.

Appearing at the briefing will be:

**DAVID KORN**, a Middle Eastern affairs expert, served 31 years in the State Department. He was posted throughout the Middle East and was the U.S. Ambassador to Togo from 1986 to 1988. He has published numerous books and articles on the Kurds, the politics of the Middle East and Africa and human rights issues.

**STEVEN SCHNEEBAUM**, an attorney and partner at Patton, Boggs & Blow, is a member of the Executive Committee of the Law Group's Board of Directors. From 1976 to 1978 he served in the General Counsel's Office at the U.S. Information Agency. Mr. Schneebaum has lectured and published widely on international human rights law.

## US law group arrives in Turkey to investigate Democracy Party case

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** An international human rights group based in Washington, D.C. concluded a three-day mission concerning the Turkish Parliament's decision to strip the immunity from seven deputies, by declaring it "a clear violation both of Turkey's obligations under international law and ... its own constitutional, criminal and procedural law."

The delegation, consisting of Steven Schneebaum and David Korn, said that they would report their findings to various Congressional committees but were not sure whether the lifting of the immunity of the Turkish deputies would be taken up in a Congressional hearing. "We have informed the Senate Foreign Affairs Committee of our intention to come here," Korn, a former ambassador, said. "We will submit our reports, due to be released on May 16, to them." He added that the report would also be available to the State Department, which releases an annual statement on human rights of individual countries.

A press statement from the delegation, released after talks with lawyers of the detained members of Parliament, legal professionals, officers of the Turkish Human Rights Foundation, deputies, ministers and deputy ministers, urged Ankara to adhere to customary norms reflected in the Universal Declaration of Human Rights, European Convention on Human Rights and Helsinki Final Act.

■ **Universal Declaration of Human Rights:** The removal of members of the Grand National Assembly and their subjection to criminal penalties for the non-violent expression of ideas, violate at least four provisions of the Universal Declaration: Article 9 regarding arbitrary arrest and detention; Article 19 governing freedom of expression; Article 20 governing freedom of association; and Article 21 regarding the right to take part in government. In this last violation, the action affects not those detained deputies themselves, but their electoral constituents who are deprived of their lawfully chosen representatives in the Grand National Assembly.

■ **The European Convention on Human Rights:** This convention, to which Turkey has been a party since 1953, is fully binding as the domestic law of Turkey, overriding, in cases of inconsistency, even the Constitution itself.

At least the following substantive provisions have been or may be violated through the detention of the DEP deputies and the potential dissolution of the party: Article 5(3) with respect to prompt presentation of prisoners to judicial authorities and their release pending trial; Article 10 regarding freedom of expression; Article 11 on freedom of association; and Article 14 specially protecting the rights of national minorities.

■ **The Helsinki Final Act:** While the Final Act has not yet been implemented by the Grand National Assembly, and is therefore not directly binding as a technical matter, it is a declaration of general principles to laws which the Turkish courts have put into effect.

The statement claimed that the lifting of the seven deputies' parliamentary immunity is inconsistent with Turkish law as well.

"It would appear as if the guarantees of rights stated throughout the Constitution, even if they can be overridden in the case of criminal conduct, must prevail over the vague terms of Article 25 of the Penal Code, which forbids on pain of death, acts, not speech, intended to divide the state."

"These deputies, in short, are accused in the documents placed before the assembly of no crime, but of speaking words.

Under the law, they cannot be tried on the existing waiver of immunity for any offenses with which they have not been charged.

By the same token, it cannot be said that the standards required under Article 69 of the Constitution for banning a political party — to wit, a systematic abuse or destruction of rights under Article 14 — have not been satisfied in the case against the DEP," the statement concluded.

Friday, May 6, 1994

turkish daily news

## Cindoruk meets French President Mitterrand

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish Parliamentary Speaker Hüsmettin Cindoruk rounded off an official visit to France as the guest of his French counterpart Phillipe Seguin by meeting with President Francois Mitterrand on Wednesday.

After the 75 minute meeting, said to have gone on longer than scheduled, Cindoruk told reporters that he had held a "very positive and constructive" conversation with the French President.

Indicating that a whole range of subjects, including the lifting of the Parliamentary immunity of the pro-Kurdish Democracy Party deputies and terrorism in Turkey, had been discussed Cindoruk said he had "explained what was necessary on these subjects to the French President."

Cindoruk visited the French National Assembly prior to his meeting with Mitterrand where he received a standing ovation from the deputies when the proceedings were interrupted and his presence was announced by Speaker Phillipe Seguin.

Reporting from Paris on Cindoruk's contacts the Anatolian news agency quote him as saying after his visit to the Assembly that he had seen that France and Turkey had come much closer than they had been in the past.



Hüsmettin Cindoruk

"The fact that they stood up to applaud me is not directed at me personally, it is an interest in and a compliment to our country and our parliamentary democracy" Cindoruk said. Pointing out that he had conducted his meetings in Paris, "without becoming the victim of any complex" Cindoruk said his talks had been useful for "dispelling concerns."

"When the subject of Islamic movements came up I showed our friend from the Welfare Party (RP) as an example. The RP is a Islamic democrat party. To date I have not come across any of its views that stand opposed to democracy" Cindoruk said. Adding that he was "a tolerant Speaker of Parliament" Cindoruk said "the limit of his tolerance for the RP is the democratic order."

He said, however, that he would always oppose armed activity and said that if a party supported the use of arms to promote its policies then, for him, it was not a true political party. Cindoruk said that he had been asked a lot about DEP during his contacts in Paris and had asked in return what the reaction in the French Parliament would be if a Corsican stood up with a Corsican flag and took his oath in Corsican. He said this was received as a "striking example" for his French interlocutors. Completing his visit to France Cindoruk returned to Turkey on Wednesday evening.

## Pro-Kurdish DEP leader claims Gen. Güreş threatens a massacre

Turkish Daily News

ANKARA- The acting chairman of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), and deputy for Van, Remzi Kartal, on Tuesday called on the Chief of the General Staff, Gen. Doğan Güreş, to "clarify" his remarks of the previous day in which he said "the state has many more options available to it and which could be used to combat the PKK (the outlawed separatist Kurdistan Workers' Party)."

Kartal, who was addressing a press conference at the DEP headquarters in Ankara, claimed that Gen. Güreş' remarks were a "threat aimed at civilians."

Alleging that Güreş was threatening the civilian population with "massacres" Kartal said, "the public knows Gen. Güreş, who is currently filling his post as Chief of the General Staff due to a questionable government decree, as someone who is pressurizing the government and the president in order to stay in his job longer."

"The Chief of General Staff has also said on countless occasions that he is opposed to a political solution of the Kurdish problem" Kartal said.

"Now he is referring to options the state has not used to date and in this way threatening the people openly with massacres. It is clear that Gen. Güreş is referring to the fact that weapons of mass destruction, which have been used from time to time, will be used with greater frequency now," he added. Kartal also

charged that it was "not a coincidence that Güreş' words, spoken during his visit to Diyarbakır, should have coincided with the fact that the massacres against the people in the region in the past few days, had increased."

Maintaining that all types of military forces, including sailors, were being used in Southeast Anatolia, Kartal said that the armed forces headed by Gen. Güreş were conducting the war in the region with all its hardware, except ships.

"This war, which is being conducted without respect to any rules, is dragging the Turkish economy and people into a bottomless well and is placing the future of the Anatolian people under mortgage" Kartal said.

"Having failed to get any results except for dividing the people of Anatolia, it is clear as day that even if options not yet used to date are used this war will not produce any results." Kartal also claimed that up to 20,000 people near the border with Northern Iraq had been forced into migrating and said this had also been confirmed by United Nations officials. "Let us go and see the houses these people have left behind and see if there is one that is still standing" Kartal said criticising government statements to the effect that these people were migrating under pressure from the PKK.

"Seeing as people are voluntarily leaving in the middle of a war one would have to be blind not to see the pressures they are being subjected to."

Wednesday, May 18, 1994

turkish daily news

turkish daily news

Wednesday, May 18, 1994

## US commission demands release of Mehdi Zana

### 'We know him to be a man of honor and peaceful intentions'

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Senator Dennis DeConcini (Dem. Arizona) and Representative Steny H. Hoyer (Dem. Maryland), co-chairmen of the Commission on Security and Cooperation in Europe, issued a statement May 16 calling on the Turkish government to release the Kurdish rights advocate Mehdi Zana immediately. Zana is the husband of Leyla Zana, a Democracy Party (DEP) deputy who is also currently in jail for her pro-Kurdish statements. Mr. Zana, who once served as mayor of Diyarbakur, was sentenced last week to four years in prison for statements he made before the European Parliament in 1992.

"The increasingly frequent practice of arresting those who speak out peacefully for Kurdish rights is an affront to democracy and violates the international human rights com-

mitment undertaken by the government of Turkey," DeConcini and Hoyer said in their joint statement. "Having met with Mehdi Zana, we know him to be a man of honor and peaceful intentions. And although he has never participated in, or even advocated acts of violence, he has already spent 15 years in prison and was subjected to torture. This latest sentence is a further indication that democracy in Turkey is becoming increasingly fragile."

The fate of Mehdi Zana was also brought up in a Helsinki Commission sponsored congressional hearing held by the International Human Rights Law Group on the six arrested deputies of the Turkish Parliament. Ambassador David Korn expressed his dismay that Zana had been arrested shortly after Turkish officials assured him that nobody was arrested in Turkey for just making speeches.



Mehdi Zana

# CSCCE NEWS RELEASE

## COMMISSION ON SECURITY AND COOPERATION IN EUROPE

U.S. Congress • Washington, D.C. 20516  
Dennis DeConcini, Chairman  
Steny H. Hoyer, Co-Chairman

202/225-1901

### COMMISSION CO-CHAIRMEN CALL FOR TURKISH GOVERNMENT TO RELEASE KURDISH RIGHTS ADVOCATE FROM PRISON

**FOR IMMEDIATE RELEASE:**  
May 16, 1994

Contact: Mike Amitay, Jamie Ridge (202) 225-1901

WASHINGTON--Sen. Dennis DeConcini (D-Ariz.) and Rep. Steny H. Hoyer (D-Md.) have called on the Turkish government to immediately release well known Kurdish rights advocate Mehdi Zana, who has been sentenced to four years in prison for statements he made before the European Parliament in 1992.

"The increasingly frequent practice of arresting those who speak out peacefully for Kurdish rights is an affront to democracy and violates international human rights commitments undertaken by the government of Turkey," DeConcini and Hoyer said in a joint statement. "Having met with Mehdi Zana, we know him to be a man of honor and peaceful intentions. And although he has never participated in, or even advocated acts of violence, he has already spent 15 years in prison and was subjected to torture. This latest sentence is further indication that democracy in Turkey is becoming increasingly fragile."

DeConcini and Hoyer are co-chairmen of the U.S. Commission on Security and Cooperation in Europe (the Helsinki Commission), which monitors human rights and democratization in CSCE member states.

---

The U.S. Commission on Security and Cooperation in Europe (CSCE) is mandated by law to monitor and encourage progress in implementing the provisions of the CSCE Final Act, commonly known as the Helsinki accords. The Commission, created in 1976, is made up of nine Senators, nine Representatives and one official each from the Departments of State, Commerce and Defense.



## Human Rights Diary

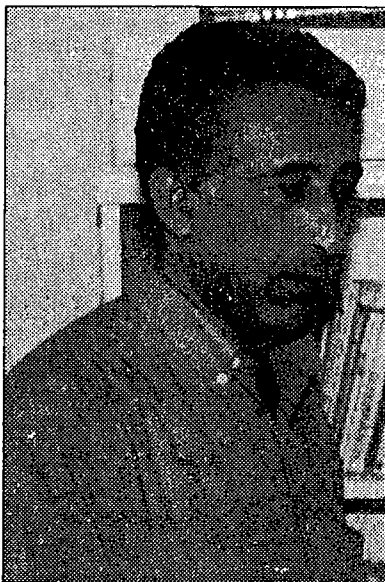
Commission, law group assail Turkey- A U.S. government commission joined an international law group in condemning Turkey for the arrest and prosecution of Kurdish members of parliament for expressing allegedly treasonable views. At a briefing sponsored by the Helsinki Commission, which is made up of members of Congress, the International Human Rights Law Group accused Turkey of violating international law in the March arrest of eight Kurdish deputies who were stripped by parliament of their immunity. Six are still in jail. "The arrest and detention of elected members of parliament who are accused of nothing more than the peaceful expression of political ideas is simply not acceptable," the group said in a report. The commission said human parliamentarians' arrest is "the latest assault on hopes for a peaceful resolution of Kurdish rights issues in Turkey." Turkish Embassy First Secretary Namık Tan rejected the condemnations but said embassy officials were working with the lawyers and with the Helsinki Commission, the U.S. arm of the Commission on Security and Cooperation in Europe, to address their concerns. Tan was less tolerant of concerns raised by Kathryn Cameron Porter, the wife of commission member Rep. John Porter, R-Ill. She accused Turkey of being "a police state, not a democracy." Mrs. Porter, speaking from the audience at the briefing, said that during her recent visit to southeastern Turkey on a human rights mission, she was followed, harassed and even watched through a vent in her hotel room shower. Tan accused Mrs. Porter of making "imaginary statements" about Turkey which is a U.S. ally in NATO and the world's only democracy in a Muslim country. He said she has a long history of demonstrating against Turkish control over the northern third of Cyprus - an allegation Mrs. Porter readily admitted.

*(The Associated Press, May 16)*

Release of Mehdi Zana demanded- Senator Dennis DeConcini

(Dem. Arizona) and Representative Steny

H. Hoyer (Dem. Maryland), co-chairmen of the Commission on Security and Cooperation in Europe, issued a statement May 16 calling on the Turkish



Mehdi Zana

government to release the Kurdish rights advocate Mehdi Zana immediately. Zana is the husband of Leyla Zana, a Democracy Party (DEP) deputy who is also currently in jail for her pro-Kurdish statements. Mr. Zana, who once served as mayor of Diyarbakir, was sentenced last week to four years in prison for statements he made before the European Parliament in 1992. "The increasingly frequent practice of arresting those who speak out peacefully for Kurdish rights is an affront to democracy and violates the international human rights commitment undertaken by the government of Turkey," DeConcini and Hoyer said in their joint statement. "Having met with Mehdi Zana, we know him to be a man of honor and peaceful intentions. And although he has never participated in, or even advocated acts of violence, he has already spent 15 years in prison and was subjected to torture. This latest sentence is a further indication that democracy in Turkey is becoming increasingly fragile."

*(Turkish Daily News, May 17)*

## CSCC: Pentagon should monitor use of US arms against civilians in Turkey

Hoyer amendment to H.R. 4426 requires consultation with Secretary of Defense on cutting loans to Turkey

By Uğur Akıncı  
*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Rep. Steny Hoyer (D.-Maryland), Co-Chairman of the Conference on Security and Cooperation in Europe commission, introduced an amendment to the House appropriations bill H.R. 4426. The bill threatens to cut U.S. direct loans to Turkey by 25 percent if Turkey does not take the necessary measures to end the human rights violations detailed in a report by Rep. David Obey (D-Wisconsin), chairman of Foreign Operations subcommittee of House Appropriations Committee.

The original bill required that 25 percent of the principal amount of direct loans for Turkey "shall be withheld until the Secretary of State has submitted to the Committees on Appropriations a report addressing the allegations of abuses against civilians by the Turkish armed forces and the situation in Cyprus." Hoyer suggested that the above sentence should read "until the Secretary of State, in consultation with the Secretary of Defense," an amendment which would mean the involvement of the Pentagon, in addition to that of the State Department, in the reduction of loans to Turkey.

Hoyer defended his amendment before the Appropriations Committee by saying that "the Committee's intention to withhold 25 percent of the principal amount of direct loans to Turkey until the Secretary of State reports on serious human rights issues has become a necessary, if regrettable, action. Mr. Chairman, for some time now we have beseeched Turkey's leaders to seek nonmilitary solutions to the Kurdish question, but our appeals have fallen upon deaf ears. We now must make it perfectly clear that we have serious questions about committing funds which could be used by Turkey's military to wage an increasingly costly and violent campaign against Kurdish citizens in southeast Turkey. This conflict has seriously eroded respect for human rights and indeed threatens Turkey's democratic system of government. Mr. Chairman, while we all respect Turkey's right to defend its

citizens against terrorism, we must demonstrate our firm belief that this right cannot be upheld at the expense of other legitimate rights afforded all Turkey's citizens.

### Turkish military directs Turkey's Kurdish policy

Hoyer defended the involvement of the Pentagon as follows: "The amendment I offer simply requires that the Secretary of Defense join with the Secretary of State in compiling the report on issues including the Turkish military's use of U.S. supplied equipment against civilians. It is clear that Turkey's military leaders continue to play a critical role in policy making and most observers now contend that the Turkish military directs Turkey's Kurdish policy.

I would point out that over the years the Pentagon has developed close ties with Turkey's military leaders. In addition, Department of Defense (DOD) has expertise and the personnel on the ground to contribute significantly to the report. I therefore believe that DOD's involvement is critical to address the concerns of the Committee expressed in the Conference Report which states "The Committee is concerned about reports that American-supplied equipment and material to Turkey, either grant, sale or DOD draw down, may be being used in counterinsurgency operations targeting civilians and expects the State

Department's report to address 'end-use' concerns about this equipment. Requiring DOD's participation in compiling the report further demonstrates our government's concern and understanding of a complex and difficult situation."

### Hoyer amendment is adopted by full committee on May 23.

More cuts might be on the way.

When asked what the Committee is intending to do if Turkey does not satisfy all the human rights improvements specified in the conference report, a reliable Congressional source told TDN that the "25 percent" amount to be withheld from direct loans to Turkey could go up until either the Turkish government pays attention to the U.S. Congress' human rights concerns or all the direct loans to Turkey are eliminated.

In the recent past Germany placed an embargo on arms sales to Turkey on the grounds that such arms were used against civilians in the southeast. The embargo was lifted afterwards when no conclusive evidence could be found to support the German allegation. Turkish Defense Minister, commenting on the German embargo, said that Turkey had the money and could buy arms from whomever she wanted and use them in any way she saw fit.

Saturday, May 28, 1994

turkish daily news

## Rep. Porter wants all US aid to Turkey cut

**'It is a travesty that we are providing any funds to the Turkish government'**

By Uğur Akıncı  
*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Representative John Porter (Rep. Illinois), co-chairman of the U.S. Congressional Human Rights Caucus, strongly condemned Turkey's human rights record on the House floor during discussions on the House appropriations bill H.R. 4426. Porter spoke of the visit he and his wife Kathryn paid to southeastern Turkey three weeks ago. Their trip was sponsored by the Congressional Human Rights Caucus and the Danielle Mitterrand Foundation.

Porter said his wife was denied access to the arrested DEP deputies and claimed that she was "followed everywhere she went."

Mrs. Porter, in a CSCE-sponsored Congressional hearing two weeks ago, shared in public many of her horror stories, including the allegation that she was watched even when she was in the bathroom, taking a shower. Mrs. Porter is also known as a strong supporter of the Greek Cypriot community.

Porter complained that the governor of the 10 provinces in the Southeast made his wife wait for three hours: "When she left the meeting she was told that one of the (human rights) activists she was to meet with had been shot in the back of the head and killed in the busiest part of the central market in Diyarbakir. In addition, another woman Kathryn was to have met with disappeared and the 18-year-old son of another activist was shot in his father's butcher shop."

After running down a list of "Kurdish villages" razed ('some were evacuated first'), and journalists and distributors of pro-Kurdish publications killed in the Southeast, Porter said he was amazed that the United States provided Turkey with any funds at all: "I think it is a travesty that we are providing any funds to the Turkish government while it is doing such things. They clearly do not share our values, and they are going in the wrong direction on human rights. The

provision in this bill (to withhold 25 percent of direct loans) conditioning part of their military aid sends a message, but I strongly believe we need to do more and stop our complicity in this situation."

### 'Outrageous oppression'

Porter insisted that such a stance would not be anti-Turkish at all: "The Turks, of course, in the face of any criticism, say it is anti-Turkish. It is not anti-Turkish. Our nations should be close friends and allies, but... by their complete insensitivity to international norms of human rights, they make it virtually impossible, in the face of this ongoing, outrageous oppression."

"I will continue to encourage the subcommittee (on Foreign Affairs) to make clear to Turkey that in a time of very tight budgets we simply do not have money to give to violators of human rights." Porter also raised the issue of Cyprus and said he was "especially pleased with the subcommittee's emphasis on the Cyprus problem in this bill... I believe Turkey, the nation that divided Cyprus, is responsible for working actively to find a solution... I am pleased that this bill conditions 25 percent of U.S. military assistance to Turkey on the State Department and the Department of Defense reporting on Turkey's willingness to play a constructive role in finding a solution (in Cyprus)."

The bill was passed in the House on May 25, 426 to 1, with 11 abstentions.

### Armenian linkage avoided, just

During the discussions on H.R. 4426, it was revealed that the Kurdish and Cyprus issues were not the only linkages intended to bear down on Turkey. At least one representative, Richard Lehman (Dem. California) also wanted to introduce one more condition on aid to Turkey: that Turkey should allow free passage to humanitarian assistance headed for Armenia. "I had considered offering an amendment which would have

withheld aid to Turkey for its refusal to allow humanitarian relief to reach Armenia," Lehman said. "I will not offer this amendment today with the assurances from (Chairman David Obey) that every effort will be made... to address my concerns."

### Obey warns Turkey

Obey agreed with Lehman, saying that Turkey's alleged blocking of humanitarian relief to Armenia "is a very serious situation, and I think Turkey ought to be aware of it."

### Reaction to the Greek cut

The bill also foresees withholding 25 percent of loans to Greece until the report of the secretary of state on Greek violations of the U.N. embargo on Serbia is ready. Nita M. Lowey (Dem. New York) strongly criticized such a limitation being placed on aid to Greece.

"I am frankly disturbed by the false equality implied by this formulation," she said. "According to many independent sources, including U.S. Ambassador to the United Nations Madeleine Albright, Greece is in compliance with the embargo. Other independent sources report the same. On the other hand, there is no debate about Turkey's human rights record." Lowey went on to cite the Human Rights Watch (HRW) report, declaring: "One would have to look long and hard to find any independent human rights report that did not cite Turkey as one of the world's most flagrant human rights abusers." Lowey read a segment from the HRW report that "brutal torture continued to be a routine and systematic interrogation technique... and members of the Kurdish minority in southeast Turkey were killed, tortured, detained and forced to abandon their villages."

"In short," she concluded, "Turkey has more than earned a cut in its U.S. aid. The linkage to U.S. aid to Greece is a false analogy and it is one that I personally reject."

## Die prokurdische Demokratie-Partei in der Türkei verboten

Beschluss des Verfassungsgerichts

in Istanbul, 17. Juni

In einem unerwartet raschen Verfahren hat das Verfassungsgericht der Türkei am späten Donnerstagabend ein Verbot der prokurdischen Demokratie-Partei (DEP) verordnet und den Weg zur juristischen Verfolgung kurdischer Abgeordneter geebnet. Der Vorsitzende der Partei, Hatip Dicle, sowie vier weitere populäre DEP-Parlamentarier befinden sich bereits seit Anfang März in Haft. Nach dem Beschluss des Verfassungsgerichtes stehen nun auch die übrigen acht DEP-Abgeordneten unter polizeilicher Bewachung. Damit soll, laut offizieller Darstellung, ihre Flucht verhindert werden.

Die Verfolgung der DEP-Abgeordneten wie auch das Verbot gegen die einzige legale prokurdische Partei in der Türkei waren bereits vor Monaten vom Obersten Staatsanwalt des Staatssicherheitsgerichtes in Ankara, *Nusret Demiral*, gefordert worden. Der Justizapparat hat sich mit diesem Fall aber erst auseinandergesetzt, nachdem im März der Chef des türkischen Generalstabs, *Dogan Güres*, sämtliche Abgeordnete der Demokratie-Partei öffentlich als «Banditen und Verräter» gebrandmarkt hatte. Fünf Spitzenfunktionäre der Partei wurden damals inhaftiert. Gleichzeitig hatte das Staatssicherheitsgericht die Anklageschrift gegen die Demokratie-Partei vorbereitet, die noch immer wie ein Staatsgeheimnis behütet wird. Bekannt ist lediglich, dass Staatsanwalt Demiral gegen mehrere Abgeordnete wegen «separatistischer Propaganda» die Todesstrafe fordert. Demiral, seit dem Militärcoup von 1980 wegen seiner unnachgiebigen Verfolgung «staatsfeindlicher» Schriftsteller, Journalisten und Intellektueller bekannt, hatte bereits am Dienstag erklärt, er werde die DEP-Abgeordneten unmittelbar nach dem Beschluss des Verfassungsgerichtes verhaften lassen.

Die DEP ist die Nachfolgepartei der ebenfalls verbotenen Arbeitspartei des Volkes (HEP). Sie hat 13 Abgeordnete im Parlament in Ankara. In Erwartung des Verbots ihrer Partei waren die DEP-Abgeordneten noch vor dem Beschluss des Verfassungsgerichtes am Mittwoch vormittag aus ihrer Partei zurückgetreten. Gleichzeitig hatten sie bekanntgegeben, dass sie einer bereits gegründeten Partei namens Demokratie-Partei des Volkes (Hadep) beigetreten seien. Eine Partei umzubenennen, bevor sie unter dem alten Namen verboten wird, ist in der Türkei ein bekannter juristischer Trick. Damit ist trotz allen Verboten eine politische Aktivität weithin gewährleistet. Im Falle der kurdischen Parlamentarier stellt sich allerdings ein Problem. Weil das Verfassungsgericht einen Prozess gegen acht kurdische Abgeordnete eröffnet hat, als diese noch Mitglieder der DEP waren, könnten sie gemäss Artikel 84 der türkischen Verfassung das Recht auf politische Aktivitäten tatsächlich für 10 Jahre verlieren.

## Kampf kurdischer Parlamentarier in Ankara

### Die Demokratie-Partei unter Druck

*Wok.* Zwei Parlamentarier der prokurdischen Demokratie-Partei (DEP), *Nizamettin Toguc* und *Ali Yigit*, haben anlässlich eines kürzlich erfolgten Besuchs in Zürich auf die Schwierigkeiten der parlamentarischen kurdischen Opposition in der Türkei hingewiesen. Sie erinnerten an das Schicksal der sechs DEP-Parlamentarier, die seit März wegen angeblicher Unterstützung der verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) inhaftiert sind. Lobend erwähnten die beiden Politiker die nach der Verhaftung erfolgten internationalen Proteste und Solidaritätsbesuche anderer europäischer Parlamentarier in Ankara. Diese Unterstützung habe bewirkt, so betonten die Parlamentarier, dass ihre inhaftierten Parteifreunde bisher korrekt behandelt worden seien.

Der verschärfte Druck auf die parlamentarische kurdische Opposition führte im April zu einem Verfahren gegen die Demokratie-Partei. Noch ist ein Gerichtsentscheid ausstehend. Doch die beiden Parlamentarier halten es für wahrscheinlich, dass ihre Partei für eine Dauer von mehreren Jahren verboten wird. Sie erwähnten in diesem Zusammenhang die Anfang Mai erfolgte Gründung einer neuen prokurdischen Partei namens Volkspartei der Demokratie (Hadep). Offiziell wird die Hadep nicht als Nachfolgerin der DEP bezeichnet, was angesichts des politischen Drucks verständlich ist. In Realität dürften sich die Ziele der beiden Parteien nicht gross unterscheiden. Die beiden DEP-Parlamentarier zeigten sich über die Gewinne der islamistischen Wohlfahrtspartei (RP) bei den Kommunalwahlen vom April nicht überrascht. Die DEP hatte nach massiven Einschüchterungen und der Ermordung mehrerer ihrer Kandidaten die Wahlen boykottiert. Bei der RP handle es sich entgegen einer in Europa verbreiteten Meinung um eine staatstragende Partei, die sich trotz ihrer anderslautenden Rhetorik den vielen Ideen des Kemalismus verpflichtet fühle. Ministerpräsidentin *Ciller* nutze aber die Gewinne der Islamisten zu ihren Gunsten aus, indem sie im Ausland ihre Regierung als einzige Garantin gegen einen angeblich wachsenden radikalen Islamismus in der Türkei präsentiere.

Eine Lösung des Kurdenproblems in der Türkei sehen die Parlamentarier einzig in einer Abkehr vom kemalistischen Konzept eines Zentralstaats. Eine Lösung der Nationalitätenkonflikte in der Türkei sei nur mit der Einführung eines föderalistischen Systems möglich. Als Parlamentarier machten sie aber die Erfahrung, dass eine diesbezügliche öffentliche Diskussion im gegenwärtig aufgeheizten Klima nicht möglich sei. Mit dem Tod von Präsident *Özal* sei der Dialog zwischen oppositionellen Kurden und der Regierung in Ankara abgebrochen. *Demirel* fehle die Weitsicht und das politische Fingerspitzengefühl seines Vorgängers. Obwohl die parlamentarische Arbeit der DEP nicht von Erfolg gekrönt ist, fühlen sich die beiden Politiker ihrem Auftrag verpflichtet. Der Krieg im Südosten koste Ankara täglich ungefähr eine Million Dollar. Sehr lange könne sich Ankara diese Ausgaben nicht mehr leisten.

# Senate moves to restrict use of US weapons sold to Turkey

*Foreign Operations Subcommittee debates language of first draft and suggests banning use of weapons for internal security*

*Turkish Daily News*

WASHINGTON/ANKARA- The United States senate has moved to restrict the use of American weapons to be supplied to Turkey in 1995, owing to the alleged deterioration in the human rights situation in this NATO-member country.

Diplomatic sources said on Thursday that the Senate Foreign Operations Subcommittee was working on a strongly-worded draft criticising alleged Turkish human rights abuses and asking US officials to outline whether American weapons were being used against Kurdish civilians in the Southeast.

The move comes after the House of Representatives reduced military aid to Turkey requested by the administration, cutting down 25 percent of the amount of authorized aid contingent on progress on Cyprus and improvement in human rights with special emphasis on the Kurdish issue.

Diplomatic sources said, however, that the language of the draft would possibly be changed and that its tone could also be softened.

The draft, which recognizes the role Turkey plays as a member of NATO and ally of the United States "in a dangerous region of the world," also stresses Washington's appreciation of "Turkey's ongoing support for the humanitarian relief effort to aid the Iraqi Kurds."

"For this reason, the (Appropriations) Committee recommends substantial military and economic assistance to Turkey," it says.

But the draft also notes that in past years the Committee "has reiterated

its concerns about persistent reports of serious human rights problems in Turkey, particularly torture by Turkish security forces and attacks against Kurdish civilians." It says the State Department and human rights organizations describe a deteriorating human rights situation in Turkey and recalls claims that U.S. military equipment, including helicopters, has been used in attacks against civilians in southeastern Turkey. The draft also points out that "abuses against Kurdish civilians by Turkish Armed Forces" are graphically described in the State Department's human rights report.

If this draft is approved without amendments, the Appropriations Committee may be recommending "substantial military assistance to Turkey for strategic reasons," but with an appeal not to ignore "the situation of Kurdish civilians in Turkey."

Therefore, the Committee could include a requirement in the bill that any agreement for the sale or provision of United States military equipment to Turkey during fiscal year 1995 shall expressly state that it will not be used for internal security or police purposes.

The Committee may also request the Secretary of State, in consultation with the Secretary of Defense, to report on allegations that American-supplied equipment and material to Turkey, either grant, sale, or defense draw down, has been used in "counterinsurgency operations against civilians."

Basler Zeitung

Samstag, 18. Juni 1994  
Nr. 140

## Türkei: Kein Dialog mit den Kurden

Mit dem Verbot der prokurdischen Demokratie-Partei DEP hat die türkische Regierung einmal mehr klargemacht, dass sie jedes Gesprächsangebot der Minderheitsbevölkerung im Südosten des Landes ausschlägt und das Kurden-Problem militärisch lösen will.

**Istanbul.** Das türkische Verfassungsgericht hat am Donnerstag abend erwartungsgemäss die bisher einzige legale Bewegung, die sich offen für eine politische Lösung der Kurden-Frage ausspricht, als verboten erklärt. Damit wird der Demokratie-Partei DEP jede weitere politische Aktivität untersagt. Fünf der 16 DEP-Abgeordneten in der türkischen Nationalversammlung wurden bereits Anfang März ihrer parlamentarischen Immunität enthoben, zu «Staatsfeinden» erklärt und in Haft genommen. Von den restlichen Parlamentariern befinden sich derzeit fünf im Ausland, vier haben sich angeblich noch vor dem Parteienverbot von der DEP distanziert und gelten als unabhängig. Die restlichen in Ankara verbliebenen Mandatsträger müssen wegen «Kollaboration» mit der verbotenen kurdischen Autonomiepartei PKK mit einer baldigen Festnahme rechnen. Alle 16 DEP-Politiker wurden anlässlich der Parlamentswahlen 1991 als Vertreter vorwiegend kurdisch bevölkerter Wahlbezirke im Südosten der Türkei ins Abgeordnetenhaus gewählt.

In seinem Urteil, dass das Ende der Demokratie-Partei DEP bedeutet, beruft sich der oberste Verfassungsrichter auf das politische Leitziel, die «Friedensdeklaration» der türkischen «Demokraten». Sie enthält unter anderem die Forderung nach mehr wirtschaftlicher, sozialer und kultureller Eigenständigkeit für die ethnischen Minderheiten im Land. Dies, so das Rechtsurteil, widerspricht jedoch dem Grundsatz der «Nationalen Einheit», wie er vom Gründervater der türkischen Republik, Kemal Atatürk, in die Verfassung eingebracht wurde. Jedes regionale Autonomiebegehren, auch innerhalb einer staatlichen Föderation, gilt als «Separatismus» und ist demnach verfassungswidrig.

Im Fall der Abgeordneten der DEP-Partei ging die türkische Justiz im Gleichklang mit der Regierung und der Armeeführung einen Schritt weiter: Die kurdischen Politiker vertreten nach Ansicht der Staatsbehörden nicht die

Stimme ihres Volkes, sondern haben sich mit ihrem Ruf nach vermehrter Unabhängigkeit Südostanatoliens zu «Verbündeten» der «terroristischen Arbeiterpartei Kurdistans» PKK gemacht. Damit schliesst sich die höchste richterliche Instanz den obersten Regierungsvertretern, Staatspräsident Süleyman Demirel und Premierministerin Tansu Ciller, an, die alle prokurdischen Politiker längst als «Staatsverräter» verurteilt haben. Als «Separatisten» gelten für sie nebst den DEP-Abgeordneten aber auch alle Autoren und Journalisten, die einer politischen Lösung des Kurden-Problems das Wort reden.

Laut jüngsten Angaben des türkischen Menschenrechtsvereins werden täglich fünf Personen wegen staatsfeindlicher Gesinnung inhaftiert. Anfang dieser Woche hat im Istanbuler Staatssicherheitsgericht der Prozess gegen 13 Journalisten der inzwischen verbotenen prokurdischen Tageszeitung «Özgür Gündem» (Freie Diskussion) begonnen. Das Blatt, das als einzige türkische Zeitung detailliert über das Kriegsgeschehen im Südosten des Landes berichtete, erscheint allerdings bereits wieder unter dem Namen «Özgür Ülke» (Freier Staat).

Wie die prokurdische Zeitung findet auch die am Donnerstag verbotene Demokratie-Partei DEP vermutlich in wenigen Wochen schon eine Nachfolgerin. Derzeit ist in Ankara und Istanbul unter dem Namen Demokratie-Partei des Volkes HADEP eine Sammelbewegung der mehreren tausend Mitglieder und Sympathisanten der DEP-Partei im Entstehen. Bereits 1992, nachdem die prokurdischen Politiker aus der Sozialdemokratischen Partei verbannt worden waren, gründeten sie die Partei der Werktätigen HEP. Als diese 1993 wegen «staatsfeindlicher Gesinnung» schliessen musste, wurde sie von DEP abgelöst. Nun ist HADEP im Entstehen. Und wie ihre Vorgängerpartei wird auch sie den Ruf nach Freiheit und Gerechtigkeit für das kurdische Volk nicht verstummen lassen. *Martin Péter*

20 juin 1994

# Conseil de l'Europe: les principes de la démocratie à l'épreuve...

●●● *La Slovénie sera à l'honneur aujourd'hui au Conseil de l'Europe: son président Milan Kučan s'adressera à l'Assemblée parlementaire et, ensuite, au nom de cet Etat issu de l'ex-Yougoslavie, il sera le premier à ratifier le protocole de la Convention des Droits de l'Homme créant la Cour unique...*

La petite Slovénie gilière de la démocratie qu'il s'érigerait-elle en modèle de démocratie, lors de cette session de l'assemblée parlementaire? Car c'est bien de la fra-

D'abord, en raison de deux débats «d'actualité» et «d'ur-

gence», l'un sur l'attitude de la Grèce face à la Macédoine et l'autre sur l'interdiction du Parti démocratique pro-Kurde en Turquie; deux débats qui, comme par coïncidence, plaquent côté à côté Ankara et Athènes sur le banc des tribunaux de la Grande Europe. Or, le débat qui concerne la Turquie, en risquant d'englober toute la question kurde, peut aller fort loin: une suspension de la présence turque au sein de l'assemblée parlementaire n'est pas exclue, si une majorité devait appuyer une demande en ce sens.

Ensuite, parce que la démocra-

tie est dialogue: pour la première fois au sein du Palais de l'Europe, Chypriotes grecs et Chypriotes turcs sont invités, cette semaine, à s'exprimer sur l'avenir de l'île

**Martinez: «Nous avons besoin de la Russie»**

Enfin, parce que le respect de la démocratie et des droits de l'homme conditionnent l'appartenance d'un Etat (ou non) au Conseil de l'Europe. On pense en premier lieu aux nouveaux candidats, dont l'im-mense Russie: «nous avons besoin de la Russie parmi

nous», dit le président de l'assemblée Martinez, en laissant entendre que cette adhésion pourrait être effective en mai 1995. Mais pas à n'importe quel prix car, toujours selon le président Martinez, «le Conseil de l'Europe n'est pas l'école de la démocratie» et ce serait aux Etats demandeurs de faire preuve de bonne volonté...

Reste à l'assemblée parlementaire de se montrer crédible. En gérant la démocratie dans toute la rigueur de ses principes. En se montrant exigeante envers les anciens, nouveaux et futurs adhérents...

J.-C.L.K.

*Le Quotidien* - 2 juillet 1994

## Turquie: six députés risquent la peine de mort

Six députés du parti pro-kurde de la démocratie (DEP, dissous), emprisonnés depuis début mars à Ankara, ont été accusés hier par la Cour de sûreté de l'Etat de «séparatisme» et d'«appartenance» au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara. Ils comparaitront devant la justice le 3 août et sont passibles de la peine de mort. Les parlementaires du Conseil de l'Europe ont demandé jeudi à la Turquie de libérer les députés et de retirer les accusations. Ils ont cependant renoncé à adopter des sanctions.

*Le Quotidien* - 28 juin 1994

## Conseil de l'Europe: la Turquie sur la sellette

La Turquie, mise en cause pour la détention depuis mars de six députés d'origine kurde du Parti de la démocratie (DEP), devrait être sur la sellette cette semaine devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui pourrait décider sa suspension. Les parlementaires des «32» ont demandé en vain, en avril, la libération et le retrait des accusations contre les six élus, qui encourrent la peine de mort.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

ARGUS DE LA PRESSE

FRA0387 4 I 0232 TUR /AFP-EZ85

Turquie-Amnesty

Ankara rejette un rapport d'Amnesty International

ANKARA, 22 juin (AFP) - Ankara a rejeté mercredi un rapport d'Amnesty International l'accusant de graves violations des droits de l'homme, notamment dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Le porte-parole de la diplomatie turque, M. Ferhat Ataman, a déclaré que les accusations d'Amnesty International "n'avaient rien de vrai", ajoutant que l'organisation "se trompait complètement à propos de la Turquie".

M. Ataman a affirmé qu'en "Turquie démocratique, toutes les institutions fonctionnent dans le cadre des libertés". "Signataire d'accords internationaux sur les droits de l'homme, la Turquie est un pays transparent et elle dépend des mécanismes de contrôle comme les autres pays du Conseil de l'Europe".

M. Ataman a souligné que le rapport d'Amnesty International "ne mentionnait nullement les attaques sanglantes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK séparatiste) contre des civils, des journalistes et des politiques".

"Il est temps que cette organisation (Amnesty) voie la vraie face du terrorisme du PKK et ses violations des droits de l'homme".

Dans son rapport publié mercredi à Londres, Amnesty affirmait notamment que la situation des droits de l'homme en Turquie "empirait d'heure en heure" et appelait les pays européens à envoyer d'urgence sur place une mission d'experts.

YM/HC/pk/mfo

AFP /JO0245/221542

JUN 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0416 4 I 0236 EXT /AFP-JW15

Conseil-Europe-Turquie

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe: débat d'urgence sur la question kurde

STRASBOURG, 27 juin (AFP) - Le bureau de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a inscrit au programme de sa session d'été à Strasbourg un débat d'urgence à la suite de la dissolution le 16 juin par la Cour constitutionnelle turque du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), a annoncé lundi le président de l'Assemblée, M. Miguel Angel Martinez.

Ce débat aura lieu jeudi après-midi à la demande du groupe socialiste et donnera lieu à un vote de l'Assemblée, a indiqué M. Martinez. Le contenu des résolutions qui seront proposées à l'Assemblée n'était pas connu lundi.

Cependant, des parlementaires du Conseil de l'Europe ne cachent pas leur intention de demander une suspension de la participation de la délégation parlementaire turque. Seule une majorité simple est requise à cet effet.

Le président de l'Assemblée parlementaire a émis le vœu que "l'on n'en arrive pas jusque là" et a exprimé son souci de "résoudre les problèmes et non de les empirer".

Lors de leur session de printemps en avril, les parlementaires des "32" avaient demandé la libération de six députés d'origine kurde emprisonnés depuis mars et la levée des accusations contre eux. Les six élus continuent pourtant d'être incarcérés et encourrent la peine de mort pour "activités séparatistes".

dro/pre/ms

AFP /JO0245/271728

JUN 94



# Un rapport accablant d'Amnesty International sur la situation des droits de l'homme en Turquie

**L**a Turquie mérite de figurer sur la liste noire des pays violant les droits de l'homme. C'est le constat sans concessions établi par Amnesty International dans son rapport publié mercredi à Londres, dans lequel l'organisation internationale note que la situation des droits de l'homme en Turquie "empire d'heure en heure", notamment dans le sud-est à population kurde. Considérant la gravité et l'urgence de la situation, Amnesty International appelle les pays européens à envoyer d'urgence sur place une mission d'experts. L'organisation internationale, qui dresse un tableau apocalyptique de la situation, demande à la CSCE de dépêcher une équipe en Turquie pour enquêter sur "les atteintes à la liberté d'expression et le recours systématique à la torture".

"La situation empire d'heure en heure. Il y a chaque semaine plus de personnes envoyées en prison sous l'accusation de "propagande séparatiste" pro-kurde; des assassinats s'apparentent à l'action d'escadrons de la mort sont signalés presque chaque jour et le nombre de disparitions augmente de manière alarmante", écrit Amnesty.

"A moins d'une action décisive immédiate, le recours aux "disparitions", aux exécutions extra-judiciaires

et à la torture sera bientôt considéré en Turquie comme un outil routinier d'intimidation et d'élimination", poursuit le rapport. Il indique que, depuis le début de l'année 1994, au moins 24 opposants ont disparu sans laisser de traces, alors que les cadavres de "nombreux autres" ont été retrouvés après leur enlèvement. La situation est particulièrement alarmante dans le Kurdistan turc où, selon Amnesty, 871 villages ont été évacués de force ou incendiés par les forces gouvernementales. Depuis mars, plus de 8000 personnes auraient été ainsi contraintes de se réfugier au Kurdistan irakien.

Le rapport condamne enfin également les violations des droits de l'homme de la part des rebelles kurdes du PKK, y compris des meurtres de civils, de journalistes et de responsables politiques locaux.

Le rapport accablant d'Amnesty International vient à point nommé pour étayer les dossiers des avocats des députés kurdes emprisonnés du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), dissous par les autorités turques, alors qu'ils se réunissent aujourd'hui à Paris (voir ci-contre). Les avocats doivent entreprendre notamment une action contre la Turquie auprès du Conseil de l'Europe.

# Recours contre la Turquie au Conseil de l'Europe

**D**eux avocats du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), dissous jeudi dernier par les autorités d'Ankara, étaient attendus mercredi à Paris pour y rencontrer les autres membres d'une commission internationale chargée d'assurer la défense des députés emprisonnés du DEP. M. Feridun Yazar et Hasip Kaplan font partie de cette commission qui comprend au total 14 avocats, syndicalistes et défenseurs des droits de l'homme de six pays, dont l'ancien ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas. Cette commission est chargée d'assurer la défense auprès des instances internationales de 5 députés du DEP dont l'immunité parlementaire avait été levée en mars. Ils sont détenus depuis en instance de jugement pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat", des chefs d'accusation qui, selon le code pénal turc, peuvent être passibles de la peine de mort.

Roland Dumas avait effectué une visite en Turquie en mars pour annoncer qu'il prendrait la défense des députés emprisonnés du DEP et introduirait un recours devant la Commission des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Les membres du groupe de défense viennent de déposer ce recours contre l'Etat turc pour violation grave et caractérisée de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et devaient présenter au secrétaire général de la Commission des Droits de

# gank

23 JUIN 1994

l'Homme une pétition demandant l'ouverture d'un procès contre la République de Turquie. Ils devraient également demander un débat sur la suspension du statut de membre du Conseil de l'Europe de la Turquie dont la Constitution et les lois sont mises ici en cause. La situation s'est en effet aggravée depuis l'arrêt de la Cour Constitutionnelle turque exigeant la dissolution la semaine dernière du DEP pour "activités séparatistes" et mettant fin au mandat de député de ses 13 parlementaires. Cette mesure avait contraint les deux seuls députés du DEP encore en liberté en Turquie, (outre les cinq emprisonnés, huit sont à l'étranger), à se retrancher dans l'enceinte du Parlement de Turquie de peur d'être à leur tour arrêtés, mais ils ont toutefois pu en sortir mercredi sans être inquiétés. Le collectif des Avocats kurdes de Turquie emprisonnés doit donner une conférence de presse aujourd'hui pour faire le point sur la situation au vu de ces nouveaux développements.

silence des parlementaires français, britanniques ou allemands. Les orateurs ont tous reconnu à la Turquie le droit de lutter contre le terrorisme, mais dans le respect de la démocratie et des droits de l'homme. Le moins que l'on puisse dire est que le Conseil de l'Europe n'a pas vraiment brillé par son audace et sa fermeté pour faire comprendre à la Turquie que la lutte contre le terrorisme ne saurait la lui faire oublier ses engagements en matière de droits de l'homme.

**MARC KRAVETZ**

## Dérive turque

**E**n Turquie, l'histoire ne se répète pas, elle s'enlise. D'année en année, de mois en mois, la situation des droits de l'homme s'aggrave, la violence s'exacerbe, le sort de la population kurde se dégrade et ce qui reste de démocratie en Turquie devient à chaque étape un peu plus fragile. Les chiffres fournis par l'Association des droits de l'homme en Turquie sont accablants.

Au bilan de 1993 figurent ainsi, 874 villages kurdes détruits, 135 exécutions sans jugement, 25 morts sous la torture, 510 assassinats par des tueurs non identifiés. La même année, 57 journalistes étaient emprisonnés. 231 années de prison étaient infligées à des intellectuels (journalistes ou écrivains) pour divers délits d'opinion et les autorités procédaient à 260 saisies de journaux et magazines. 169 villages de plus ont été détruits dans les cinq premiers mois de cette année, il y a plus de morts sous la torture pour le seul mois de mai 1994 (31) que durant toute l'année précédente et presque deux fois plus de journalistes et d'écrivains en prison. Ce ne sont là que quelques exemples.

Dans un rapport rendu public hier, Amnesty International note que *«chaque semaine, de nouvelles personnes sont jetées derrière les barreaux parce qu'on les accuse de propagande pro-kurde. Des meurtres ressemblant à ceux commis par des escadrons de la mort sont signalés presque quotidiennement, et l'on a constaté un accroissement inquiétant des "disparitions" ...»*.

La semaine dernière, la Cour constitutionnelle turque prononçait la dissolution du Parti de la démocratie (DEP), la dernière formation légale pro-kurde en Turquie, entraînant ainsi la déchéance immédiate de leur mandat pour 13 parlementaires de ce parti. La mesure n'affectera pas outre-mesure le sort de six d'entre eux qui sont emprisonnés depuis le mois de mars et menacés de la peine de mort pour avoir tenu des propos jugés «séparatistes». Elle n'en prive pas moins la population kurde de Turquie de toute expression démocratique.

Tout se passe comme si le gouvernement de Mme Tansu Ciller, qui célébraient il y a peu sa première année d'existence, n'imaginait plus d'autre politique que celle du pire pour résoudre la question kurde. Les autorités turques nient jusqu'à l'existence du problème dans lequel elles ne veulent voir que la manifestation des «terroristes» du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit). Que celui-ci utilise la violence pour parvenir à ses fins est non seulement indéniable mais revendiqué, que cette violence n'épargne pas les populations civiles et ne refuse pas les moyens du terrorisme ne fait guère plus de doute. Dans le rapport cité plus haut, Amnesty condamne au même titre les «meurtres de journalistes et d'hommes politiques locaux» commis par le PKK – une cinquantaine selon les estimations de l'organisation internationale de défense des droits de l'homme – et réclame la libération des prisonniers détenus par ce mouvement dont Bketas

Avci, un enseignant enlevé en octobre 1993.

Mais le gouvernement turc ne peut pour autant justifier la vague d'arrestations ou de procès par la seule violence séparatiste. L'universitaire – non-kurde – Ismail Besikçi, contre lequel sont instruits 66 procès pour ses écrits divers sur la question kurde et qui risque quelque 120 années de prison (après en avoir déjà effectuées 14 dans les 25 dernières années), est difficilement assimilable à un militant, voire un sympathisant du PKK.

Il est vrai aussi que la loi 3 713 antiterroriste du 12 avril 1991, qui permet de poursuivre intellectuels, écrivains, journalistes ou politiciens, n'a pas besoin de telles «preuves» pour emprisonner les personnes ou interdire les publications ou les partis. Elle se contente d'interdire toute *«propagande orale ou écrite, (toutes) réunions, assemblées et manifestations ayant pour but de porter atteinte à l'unité indivisible de la République de Turquie, à la nation et à ses territoires, sans considération de la méthode, de l'intention et des idées concernées»*.

C'est également en vertu de cet arsenal juridique que les députés du DEP ont été arrêtés et emprisonnés, et que le parti a finalement été dissous. Amnesty International demande à la CSCE d'envoyer de toute urgence une commission d'experts en Turquie. L'organisation ajoute dans un communiqué que *«si aucune action décisive n'est entreprise tout de suite, la pratique des "disparitions", comme celle des exécutions extra-judiciaires et de la torture, deviendra un fait établi en Turquie»*. Il n'y a rien à ajouter sauf à rappeler que ceci se passe en Europe, dans un pays ami et cajolé par la France, récemment visité par MM. Léotard et Juppé, et que la France se tait.

# Amnesty International blasts Turkey

*Human Rights group urges rethinking of US foreign aid, condemns PKK*

TDN with wire dispatches

ANKARA- The Turkish government's attack on freedom of expression has intensified with a dramatic escalation of serious human rights violations, the rights watchdog group Amnesty International said on Wednesday, calling for an expert mission to be sent to investigate deteriorating human rights in Turkey. Amnesty issued two reports on Wednesday, both criticising Turkey for its violations and urging Washington to reconsider military aid to a group of countries, singling out Turkey and Colombia.

In its report titled "Turkey: Dissident Voices Jailed Again," Amnesty noted that the situation in Turkey got "graver by the hour" and added, "every week more are thrown behind bars accused of pro-Kurdish separatist propaganda; death-squad-style killings are reported almost daily; and there has been an alarming increase in disappearances."

"Unless decisive action is taken now," said Amnesty, "the practice of 'disappearances', like that of extrajudicial executions and torture, will become established in Turkey as a routine tool of intimidation and elimination."

The report urged that a mission from the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) further investigate the situation.

The report also said that since last year there had been a rise in the numbers of lawyers, human rights workers, journalists, trade unionists and political activists imprisoned on charges of making Kurdish separatist propaganda. The Amnesty report said at least 871 villages had been deserted in the Southeast region, mostly as a result of forced evacuations. Some villages were burned to the ground by security forces. The report also cited air force bombings on villages. "More than 8,000 villagers are reportedly now refugees after fleeing over the border to northern Iraq since March," it added. The report said at least 24 people have "disappeared" so far in 1994 in circumstances suggesting government involvement. Many more have been abducted and their bodies found later, it added. Referring also to activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) which has been carrying out an armed campaign against Turkey since 1984, the Amnesty report condemned human rights violations by this organization. It said the PKK was responsible for human rights abuses including the killing of journalists, local politicians and civilians — appealing for the release of all prisoners held by the PKK.

"We recognize that the Turkish government is combatting armed opposition by guerillas of the PKK, but it must not use

conflict in the Southeast to justify security force violations against its own citizens," it said. Meanwhile, in an annual report Amnesty issued in Washington, the group urged the Clinton administration to reevaluate its foreign military assistance on grounds the aid is helping at least 19 countries commit human rights abuses. In this separate report, the group singled out Turkey and Colombia as being particularly aggressive violators and said they appear to be using U.S. military aid for torture, military attacks on civilians and other abuses.

"The U.S. government must announce to recipients of security aid that torture and murder have consequences, that impunity is unacceptable and that if there is no justice there will be no security aid," said William Schulz, executive director of Amnesty International USA.

The report said Washington should ensure that U.S.-provided weapons "are not put in the hands of people whose own governments refuse to prosecute them for acts of torture and killings."

In the case of Turkey, helicopters and warplanes —supplied by Germany, France and the United States— were used to kill civilians in southeastern Turkey where tensions with the Kurdish minority have resulted in persistent violence, the report said. The Clinton administration is requesting \$558 million in military training and loans and economic aid for Turkey in the coming fiscal year, and planning military sales to Turkey worth \$ 1.3 billion.

Colombia, meanwhile, was cited by Amnesty International for widespread abuses by its military, including assassinations, torture and rapes and killings and harassment of human rights workers. The group said it has evidence of U.S. anti-narcotics money going directly to military forces for attacks on political opponents in Colombia.

Other countries cited by the group as military aid recipients who have poor human rights records were: Israel, Egypt, Kuwait, Morocco, Saudi Arabia, Tunisia, Chad, Kenya, Malawi, Indonesia, Philippines, South Korea, Thailand, Bolivia, Brazil, Peru and Venezuela.

Thursday, June 23, 1994

turkish daily news

# Türkische Abgeordnete im europäischen Exil

## Folge des Verbots der prokurdischen Demokratie-Partei

Sechs türkische Parlamentarier der prokurdischen Demokratie-Partei (DEP) haben sich mit einer Flucht nach Westeuropa einer möglichen Verhaftung entzogen. Der gegenwärtig in Zürich weilende Abgeordnete und amtierende DEP-Präsident, Remzi Kartal, bezeichnete den Versuch einer Lösung der Kurdenfrage mit demokratischen Mitteln als gescheitert.

*Wok.* Am Mittwoch haben zwei Parlamentarier der prokurdischen Demokratie-Partei an einer Pressekonferenz in Zürich die türkische Regierung in scharfen Worten kritisiert und den Versuch, das Kurdenproblem mit demokratischen Mitteln lösen zu wollen, als gescheitert bezeichnet. Die beiden Abgeordneten *Remzi Kartal* und *Südeyi Aydar* haben gemeinsam mit vier anderen DEP-Parlamentariern vor sieben Tagen die Türkei fluchtartig verlassen. Am 16. Juni ist ihre Partei verboten worden; automatisch gingen die Parlamentarier damit ihrer Immunität verlustig. Kartal, amtierender Vorsitzender der DEP, und Aydar wurden von der Sozialdemokratischen Partei in die Schweiz eingeladen. Die andern vier flüchtigen Abgeordneten befinden sich gegenwärtig in Belgien.

### Symbol für den demokratischen Kampf

Gegen die sechs Abgeordneten liegt derzeit in der Türkei kein Haftbefehl vor. Kartal zeigte sich aber davon überzeugt, dass unmittelbar nach der amtlichen Veröffentlichung des Parteienverbots er und die anderen Abgeordneten umgehend verhaftet würden. Fünf Parlamentarier der DEP, unter ihnen der Parteipräsident und bekannte Menschenrechtsaktivist, *Hatip Dicle*, wurden bereits im März wegen angeblicher Unterstützung der verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) inhaftiert. Diese Verhaftung hatte seinerzeit für internationales Aufsehen gesorgt. Parlamentarier aus verschiedenen europäischen Ländern begaben sich nach Ankara, um von der türkischen Regierung eine Erklärung für diese drastische Massnahme gegenüber gewählten Volksvertretern einzuholen. Gegen die inhaftierten Parlamentarier ist bis heute noch kein Prozess eröffnet worden. Zwei DEP-Abgeordnete hatten sich nach Bekanntgabe des Parteienverbots im Parlamentsgebäude in Ankara eingeschlossen. Am Dienstag verliessen sie freiwillig den Ort. Über ihren derzeitigen Aufenthaltsort ist nichts bekannt.

Die sozialdemokratische Nationalrätin *Angéline Fankhauser* bezeichnete die DEP-Parlamentarier als ein Symbol für eine Mehrheit der türkischen Kurden. Die Verfolgung der Abgeordneten und das Verbot der Partei bedeute den Abbruch des politischen Dialogs in der Türkei. Dies sei um so bedauerlicher, als die militärischen Fronten ohnehin hoffnungslos verhärtet seien. Im blutigen Konflikt in Südostanatolien kämen täglich etwa gleich viele Personen ums Leben wie im Krieg in Bosnien. Doch der Kurdenkonflikt spiele sich abseits des internationalen Interesses ab. In diesem Zusammenhang verwies Fankhauser auf das jüngste Waffenstillstandsangebot der PKK, das in diesem Frühling in Brüssel bekanntgegeben wurde. Von der Öffentlichkeit wurde es ebensowenig bemerkt wie die angebliche Kursänderung der PKK, die neuerdings eine Lösung der kurdischen Frage in der Türkei in der Einführung eines föderalistischen Systems sieht. Wie bereits vor kurzem Amnesty International forderte auch Fankhauser von den europäischen Regierungen einen verstärkten Druck auf Ankara, um internationalen

Gremien eine kontinuierliche Überwachung der Menschenrechtslage in der Türkei zu gewährleisten. Angesichts der fortgesetzten Rückschaffung von kurdischen Asylbewerbern in die Türkei sei diese Forderung doppelt begründet.

In aller Deutlichkeit wehrten sich die DEP-Abgeordneten dagegen, als politischer Flügel der PKK bezeichnet zu werden. Von den in letzter Zeit sich häufenden Bombenanschlägen gegen Zivilisten in Ferienorten an der Mittelmeerküste und in Istanbul distanzieren sich die Parlamentarier förmlich. Als Politiker habe er und seine Partei den demokratischen Weg zur Lösung des Kurdenproblems gewählt, betonte Kartal. Doch der türkische Staat mache es sich zu einfach, die bewaffneten Aktivisten der PKK gemeinhin als Terroristen zu bezeichnen. Der Konflikt in Südostanatolien habe sich längst zu einem eigentlichen Krieg entwickelt. Ankara weigere sich aber hartnäckig, diese Tatsache zu anerkennen. Als Zeichen für die Härte dieses Krieges wertete Kartal den Umstand, dass während der letzten Monate bereits Tausende von kurdischen Zivilpersonen in den politisch höchst unsicheren Nordirak geflohen seien.

### Bombenterror in türkischen Tourismuszentren

*Ankara, 22. Juni. (dpa)* Bei mehreren Bombenanschlägen in türkischen Mittelmeer-Badeorten sind am Dienstag und Mittwoch insgesamt 22 Personen verletzt worden, unter ihnen 8 ausländische Touristen. Die türkischen Behörden beschuldigten die verbotene Kurdische Arbeiterpartei (PKK) für die Attentate verantwortlich zu sein. Die Extremisten wollten damit die türkische Touristikindustrie schädigen. Bei der Explosion von zwei Splitterbomben waren am Dienstag abend zunächst im Badeort *Fethiye* rund 270 Kilometer westlich von Antalya elf Personen verletzt worden. Unter den Verletzten befanden sich drei Briten, zwei Deutsche und eine Österreicherin sowie fünf Türken. Am Mittwoch wurden ebenfalls elf Personen verletzt, als zwei Bomben an einem Badestrand und in einem Park des Ortes *Marmaris* explodierten. Der Tourismusminister *Ates* teilte am Mittwoch in Ankara mit, der türkische Staat werde alle bei Anschlägen verletzten ausländischen Touristen im nächsten Jahr zu einem kostenlosen dreiwöchigen Urlaub einladen.

### Zurückweisung der Kritik Amnesty

*Ankara, 22. Juni. (dpa)* Die Türkei hat die im jüngsten Amnesty-Bericht erhobenen Vorwürfe bezüglich der Menschenrechtssituation als wirklichkeitsfremd zurückgewiesen. Die Türkei sei seit einem halben Jahrhundert Mitglied der westlichen Staatengemeinschaften und verfüge über eine transparente Demokratie einschliesslich aller dazugehörigen Institutionen wie Parlament, unabhängige Justiz und freie Presse. Es sei höchste Zeit, dass Amnesty das wahre Gesicht der PKK und die von ihr begangenen Menschenrechtsverletzungen erkenne.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —



ARGUS DE LA PRESSE

FRA0121 4 I 0396 EXT /AFP-XB71

Conseil-Europe

Conseil de l'Europe: la Turquie sur la sellette

STRASBOURG, 25 juin (AFP) - La Turquie, mise en cause pour la détention depuis mars de six députés d'origine kurde du Parti de la Démocratie (DEP, dissous), devrait être sur la sellette la semaine prochaine devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui pourrait décider sa suspension.

Le Bureau de l'Assemblée de l'organisation pan-européenne se prononcera lundi sur la demande de débat d'urgence déposée pour jeudi matin par le groupe socialiste dans le cadre de la session d'été de l'Assemblée. La délégation parlementaire turque avait déjà été suspendue de 1981 à 1984.

Les Parlementaires des "32" avaient demandé en avril la libération et le retrait des accusations contre les six parlementaires --qui encourent la peine de mort-- et n'ont manifestement pas été entendus.

Bien plus, le 16 juin, la Cour constitutionnelle turque a dissous le DEP pour "activités séparatistes".

Un recours a été introduit mercredi devant la Commission européenne des droits de l'homme au nom des députés emprisonnés qui allèguent des violations de quatre articles de la Convention européenne des droits de l'homme, et notamment de son article 10 (droit à la liberté d'expression).

Les 12 Parlementaires turcs se trouveront dans une position difficile face à leurs 222 collègues, d'autant que la question chypriote est également d'actualité au Conseil de l'Europe avec une audition, mercredi, sur la situation dans l'île par une Commission de l'Assemblée.

Pour la première fois, mercredi dernier, la Cour européenne des droits de l'homme a examiné un recours contre l'Etat turc, dans une affaire impliquant une Chypriote demeurant à Nicosie qui, depuis 1974, ne peut accéder à ses propriétés dans la partie de l'île contrôlée par les forces turques.

Les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale, membres de fraîche date de l'organisation ne manquent pas de s'étonner des exigences du Conseil de l'Europe à leur endroit en matière de respect de la démocratie et des droits de l'homme, et de sa mansuétude à l'égard d'Ankara.

Seule une majorité simple de l'Assemblée parlementaire est requise pour la suspension d'une délégation parlementaire. La délégation turque avait été une première fois mise à l'écart de 1981 à 1984 après le coup d'Etat militaire du général Evren.

dro/jmg

AFP /JO0245/250745

JUN 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

Thursday, June 30, 1994

turkish daily news

# US senator urges Turks to hold Turkish-Kurdish conference

## Offers an eight-step 'political program'

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- U.S. Senator from Arizona Dennis DeConcini railed at Turkey's decision to close down the pro-Kurdish Democracy Party (DEP). He said that his "concern and frustration reached new heights" after the Turkish Constitutional Court banned the DEP on June 16 "and kicked 13 DEP members out of Parliament because of the statements they made."

DeConcini mentioned the possibility of holding a by-election within three months "if the four Kurdish deputies who resigned from the DEP before legal action was taken should leave Parliament." If such by-elections do take place, DeConcini, who is also the co-chairman of the Conference for Security and Cooperation in Europe (CSCE), suggested that "(the U.S.) Government and the many nongovernmental election monitors, should be prepared to send observers to ensure that international standards are met." DeConcini has previously raised the possibility of sending CSCE observers to monitor human rights violations in the Southeast in an editorial he published back in April in *The Washington Times*.

He said that in the upcoming meetings of the CSCE he will "press for official CSCE missions to be sent to Turkey to monitor the deteriorating rights situation."

"What kind of a democracy finds its own legislators either in prison or fleeing arrest to seek political asylum?" he asked. The Arizona senator underlined the dangers involved in the arrest of DEP deputies. "By criminalizing even moderate expressions of Kurdish discontent, the government stifles legitimate discourse within a democratic framework and denies its citizenry an outlet through which to legally articulate their frustration ... In the interests of peace and stability, I appeal to Turkey's civilian and military leaders to reconsider increasingly intolerant and unproductive policies toward Turkey's Kurdish citizenry."

DeConcini warned that "despite a confluence of foreign policy interests with our government on numerous issues, Turkey's deteriorating human rights situation makes it increasingly difficult to support a leading role for Turkey in regional political undertakings."

DeConcini said that "a key element of any political approach must be official willingness to distinguish between PKK terrorism and nonviolent expression promoting rights for Turkey's Kurdish citizens."

### Official conference on Turkish-Kurdish relations

Not content with a general critique of human rights violations, DeConcini said, "A bilateral cease-fire could be a first step toward establishing a political dialogue, not with the PKK, but with moderate Kurdish elements." Within such a climate of cease-fire, he urged the Turkish government to take the following eight steps:

- 1) Convene an official, high profile conference examining all aspects of Turkish-Kurdish relations
- 2) Allow all nonviolent political parties to participate in political life
- 3) Abolish all restrictions on free expression including those stated in the antiterrorism law
- 4) Repeal the state of emergency
- 5) Dismantle the village guard system
- 6) Remove all restrictions on Kurdish linguistic and cultural expression
- 7) Lift constraints on the dissemination of Kurdish language television and radio broadcasts, print, music, and other mediums
- 8) Develop a government-sponsored Institute of Kurdish Studies and allow schools to offer instruction in Kurdish.

"I sincerely hope Turkey's government will seek to protect free speech and pursue nonmilitary approaches to the Kurdish dilemma to avoid plunging the nation into further turmoil," he concluded.

FRA0509 4 I 0287 EXT /AFP-IC18

Europe-Turquie-Kurdes

Le Conseil de l'Europe tance la Turquie mais renonce à des sanctions

STRASBOURG, 30 juin (AFP) - Les parlementaires du Conseil de l'Europe ont tancé jeudi leurs collègues turcs lors d'un débat d'urgence consécutif à la dissolution du Parti Démocratique (DEP, pro-kurde), sans toutefois adopter de sanctions à l'encontre de la délégation parlementaire turque.

Dans une résolution très modérée, les représentants des 32 pays du Conseil de l'Europe ont demandé que les autorités turques se conforment "sans délai" à la résolution adoptée en avril par l'Assemblée.

Ce texte demande notamment la libération immédiate des six députés d'origine kurde incarcérés depuis mars 1994 - qui encourent la peine de mort - ainsi que le retrait des accusations qui pèsent sur eux.

Par ailleurs, l'Assemblée du Conseil de l'Europe a "souhaité" jeudi que la Turquie modifie "le plus rapidement possible" les articles de sa Constitution ayant permis la dissolution du DEP le 16 juin. Elle a en outre demandé de rendre leur mandat aux 13 députés qui l'ont perdu du fait de la dissolution de leur parti.

Enfin, les parlementaires ont décidé d'envoyer une délégation à Ankara "pour évoquer avec les autorités turques une situation qui, par son urgence même, est extrêmement pénible".

Seuls deux parlementaires grec et chypriote ont évoqué l'idée que l'Assemblée puisse prononcer la suspension, voire l'exclusion, de la délégation parlementaire turque.

Aucun parlementaire français, britannique ou allemand n'a pris la parole au cours du débat.

Les orateurs ont tous reconnu à la Turquie le droit de lutter contre le terrorisme, mais dans le respect de la démocratie et des droits de l'Homme.

dro/ms

AFP /JO0245/301909

JUN 94

## Le Conseil de l'Europe épargne Ankara

**S**aisis d'un recours contre l'État turc pour violation des droits de l'homme et des articles de la Convention européenne qui s'y rapportent, les parlementaires du Conseil de l'Europe ont préféré ne pas mettre à exécution les menaces de suspension qui attendaient leurs collègues turcs jeudi: lors d'un débat d'urgence consécutif à la dissolution du Parti Démocratique (DEP, pro-kurde), ils

se sont contenté de tancer leurs 22 collègues turcs, sans adopter de sanctions à l'encontre de la délégation parlementaire turque.

Dans une résolution très modérée, les représentants des 32 pays du Conseil de l'Europe ont demandé que les autorités turques se conforment "sans délai" à la résolution adoptée en avril par l'Assemblée; ils demandent aussi la libération immédiate des six députés d'origine kurde incarcérés depuis mars 1994, qui risquent la peine de mort en vertu du code pénal turc, ainsi que le retrait des accusations qui pèsent sur eux. Par ailleurs, l'Assemblée du Conseil de l'Europe a "souhaité" jeudi que la Turquie modifie "le plus rapidement possible" les articles de sa Constitution ayant permis la dissolution du DEP le 16 juin dernier. Elle a dans le même temps deman-



2-3 JUILLET 1994

dé que soient rendus leur mandat aux 13 députés qui l'ont perdu du fait de la dissolution de leur parti. Enfin, les parlementaires ont décidé d'envoyer une délégation à Ankara "pour évoquer avec les autorités turques une situation qui, par son urgence même, est extrêmement pénible".

Ce parti-pris de modération de la part des parlementaires du Conseil de l'Europe a fait oublier les risques de suspension, voire d'exclusion qu'encourait la délégation turque. Seuls deux parlementaires, grec et chypriote, ont évoqué cette éventualité lors des débats de jeudi, qui ont été aussi marqués par le



# Le Conseil de l'Europe face aux « questions d'Orient »

●●● La Grèce et la Macédoine le matin, la Turquie et les Kurdes l'après-midi, sans oublier le contentieux chypriote: l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a longuement analysé hier toutes les « questions d'Orient ». Dans des débats passionnés mais stériles car sans sanction. Et pas forcément à l'honneur d'une assemblée qui tire sa force du respect des Droits de l'Homme...

En fait, hier à Strasbourg, on a fait de la politique et pas du droit.

On s'est montré virulent et musclé en paroles face à la Grèce qui, avec son embargo contre la Macédoine, heurte nombre de principes démocratiques: il est vrai qu'il s'agissait d'un « débat d'actualité », donc sans texte à la clé.

Par contre, l'assemblée a fait preuve de mansuétude vis à vis de la Turquie. Parce que ce « débat d'urgence » devait, selon la procédure, aboutir à une résolution chèvre-chou?

N'empêche. Même sans vote, un message clair a été adressé à la Grèce.

Les hommes politiques d'Athènes devraient comprendre qu'ils encourent la réprobation quasi-unanime d'une Europe qui ne peut admettre l'anachronisme de l'embargo contre la Macédoine pour un drapeau et des symboles.

Et les dirigeants grecs n'ont pas à se féliciter du sursis qui leur a été accordé par la Cour de Justice de Luxembourg.

Non, la Grèce était bien seule hier à Strasbourg!

Le député de Moselle Jean Seitlinger, au nom du PPE, a proposé de saisir le Conseil de Sécurité de l'ONU en raison de l'impasse de la procédure engagée à Luxembourg.

Plusieurs orateurs ont souligné tour à tour la fragilité du seul Etat des Balkans ex-you-



Vice-président du parti de la Démocratie, pro-kurde, à gauche de la photo, Remzi Kartal a estimé que la Turquie « est un pays en guerre ». (Photo DNA)

goslaves non encore en guerre: la Macédoine, sans avions et sans armée qui, en aucun cas, ne peut représenter un danger pour un Etat de l'Union et membre de l'OTAN!

## Macédoine et Luxembourg belge

Et qu'on ne raconte pas n'importe quoi, qu'on n'avance pas des prétextes fallacieux souvent fabriqués à des fins de propagande sur les « revendications territoriales » de Skopje!

Qu'on ne mêle pas non plus l'Antiquité et Alexandre le Grand à cette fin de siècle! Et qu'on ne sème pas des germes de crise avec des symboles! La Grèce reproche à Skopje d'utiliser le « soleil de Vergina », armoiries de la Macédoine antique sur son drapeau et d'usurper le nom d'une province hellène?

Mais « le Luxembourg n'envisage évidemment pas d'ouvrir les hostilités avec la Belgique, qui pourtant a une province du Luxembourg, et encore moins contre les Pays-Bas sous prétexte qu'ils ont le même drapeau que nous », a ironisé la luxembourgeoise Lentz-Cornette.

Certes, les Balkans ne sont pas le Bénélux. Et les Grecs présents ont eu beau expli-

quer que l'Etat macédonien « fonde son existence sur des visées expansionnistes », ils n'ont pas été crus.

En demandant à la Grèce si fière de son passé de respecter sa propre histoire de « mère de la démocratie », plus de vingt députés ont, finalement, exigé la levée de l'embargo... en n'omettant pas, pour certains, de rappeler qu'il existe un moyen de coercition: « fermer le robinet financier européen dont bénéficie grandement la Grèce ».

## Exercice d'équilibriste

Après cette volée de bois vert administrée à Athènes, on devait logiquement s'attendre à (au moins) autant de sévérité pour Ankara! Sinon à une condamnation ferme pour la dissolution d'un parti politique, la levée de l'immunité parlementaire de députés d'origine kurde, l'emprisonnement d'autres élus et, en règle générale, la politique de répression menée par le gouvernement turc contre la minorité kurde - ou la partie de cette dernière qui désire s'affranchir du centralisme turc.

Une condamnation nuancée, peut-être, car le terrorisme kurde est lui aussi une triste réalité dans la Turquie d'aujourd'hui. Mais l'assem-

blée parlementaires a limité ses foudres à un exercice d'équilibriste avec une « résolution » réitérant surtout une demande déjà formulée en avril dernier - et dont Ankara n'a eu cure - pour la libération des députés emprisonnés. Enfin, une délégation devrait être envoyée « pour évoquer avec les autorités turques une situation, qui par son urgence même, est extrêmement pénible ».

Ce texte sans grande portée a pourtant déclenché une belle bataille d'amendements pour l'édulcorer davantage. De la part des élus turcs, certes, mais aussi sous la signature ou avec l'accord tacite de nombreux parlementaires français et britanniques. Visiblement, on ne voulait surtout pas heurter la sensibilité à fleur de peau de la délégation turque.

Commentaire d'un représentant chypriote, inquiet de l'influence prise par la Turquie à Strasbourg et par ce qu'il estime être une politique de « deux poids et deux mesures »: « au lieu de continuer à exiger de nouvelles garanties de la part des Etats candidats, le Conseil de l'Europe devrait d'abord les faire appliquer par ses Etats membres ».

Jean-Claude Kiefer



## LE PROCÈS

Le Procès de 6 parlementaires kurdes s'est ouvert le 3 août 1994 à Ankara devant la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara. Une quarantaine d'observateurs ont assisté à ce procès dont les deux premières journées ont été consacrées à la lecture de l'Acte d'accusation élaboré par 8 procureurs. Les 5 et 8 août, les 6 députés kurdes ont, à tour de rôle, présenté leur défense réfutant une à une les allégations des procureurs et transformant ce procès en celui du régime et de la justice turcs. A l'issue de ces audiences, la Cour n'a pas accédé aux demandes de remise en liberté des prévenus. Et le procès a été reporté au 7 septembre.

L'audience du 7 septembre a duré quelques heures, le temps pour les avocats de présenter à nouveau leur requête de remise en liberté des députés et d'essuyer un nouveau refus de la Cour. Le 29 septembre, le Parlement européen, dans une résolution votée à la quasi-unanimité, a décidé de geler toutes ses relations avec la Turquie jusqu'à l'issue du procès des députés kurdes.

Le 7 octobre, après un mois de suspension, la Cour de Sûreté de l'État a repris le procès pour une nouvelle audience de pure forme. Cette fois encore, comme toutes les demandes de la défense relatives à l'expertise des pièces à charge, à la citation des témoins, la requête de remise en liberté a été rejetée par les juges turcs qui ont renvoyé le procès au 10 novembre.

*«Nous sommes occupés par une comédie depuis huit mois. Ce procès purement politique montre à l'opinion une image lamentable d'une justice aux ordres du pouvoir et d'une démocratie de façade»* a déclaré M. Mahmut Alinak, député indépendant de Sirnak.

De son côté, Ahmet Türk, député de Mardin, ancien président du HEP, ancien président de la Commission des droits de l'homme du Parlement a lancé à la Cour: *«Nous sommes des politiciens légaux, ayant agi au grand jour. Nous n'avons pas été arrêtés dans la montagne l'arme à la main ou en ville en lançant des bombes çà et là. Nous mettre derrière les barreaux et nous juger pour nos opinions montre que dans ce pays la liberté d'opinion n'existe pas, même pour les élus du peuple».*

Cet avis est également partagé par nombre de parlementaires américains. Dans une lettre datée du 4 octobre et adressée au Premier ministre turc, 43 membres de la Chambre des représentants et 19 sénateurs écrivent notamment: «*Ce procès soulève des questions sérieuses au sujet du respect par la Turquie de la liberté d'opinion et des autres principes qui sous-tendent la démocratie. Nous croyons fermement que des élus doivent pouvoir représenter les vues et les besoins de leur électorat et parler ouvertement — spécialement à l'Assemblée nationale. Si les citoyens kurdes de la Turquie continuent de se voir refuser une voix dans le processus politique, une importante voie pour régler le problème kurde sera coupée et les extrémistes de tous bords seront renforcés — un résultat que nous savons que vous voulez éviter*».

Le 10 novembre la Cour a joint au dossier les cas des deux autres députés du Parti de la démocratie (DEP), Sedat Yurttas et Selim Sadak, arrêtés début juillet à la suite de la dissolution de leur parti. Le procureur a requis la peine de mort contre ces deux députés également. La Cour a rejeté la demande de remise en liberté des prévenus et envoyé l'affaire au 24 novembre.

A cette ultime audience avant le verdict, la défense a présenté une cinquantaine de demandes de production des originaux des pièces à charge, de leur expertise, d'interrogation des témoins à charge, de citation de témoins à décharge et de compléments d'enquête. La Cour, après une délibération de quelques minutes a rejeté en bloc toutes ces demandes et fixé au 8 décembre le verdict.

Dénonçant la «*parodie de justice*» et un procès purement politique, les avocats de la défense ont quitté la salle et décidé de ne plus se présenter devant cette Cour afin de ne pas donner un semblant de légitimité aux décisions de celle-ci.

**Le 8 décembre**, en présence d'une centaine d'observateurs internationaux et en absence des avocats, la Cour, après avoir décidé au dernier moment de changer de chefs d'inculpation, a rendu public son verdict.

Nous publions ci-après des extraits de *l'Acte d'accusation* et plus loin le texte intégral du **verdict**.

## ACTE D'ACCUSATION

*Le Parquet de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara, dirigé par le procureur général Nusrat Demrial, a préparé un Acte d'accusation de 174 pages contre les 6 parlementaires kurdes. Cet acte, édité sous forme de livre et largement diffusé avant le début du procès a néanmoins été lu dans son intégralité lors des audiences des 3 et 4 août 1994 de la Cour de sûreté de l'Etat, en présence d'une quarantaine d'observateurs étrangers venus assister au procès.*

*L'extrait traduit ci-dessous est le **Résumé de l'Acte de l'Accusation** fait par le parquet lui-même et placé en introduction du livre publié par celui-ci. Sa traduction a posé de nombreux problèmes tant ce texte pullule de fautes d'orthographe, et de syntaxe et de logique, avec de nombreuses phrases incomplètes et sans verbe, des lapsus, de contre-sens. La médiocrité du turc utilisé par ces 8 procureurs, dont certains sont des militaires, témoigne de l'indigence de leur formation intellectuelle et de leur éducation. L'ensemble du texte est rédigé sur un mode **obsessionnel**: on y rencontre plusieurs centaines de fois l'expression «l'organisation de terreur, le PKK». Les expressions «diviser l'Etat turc» ou «vouloir créer un Etat kurde» sont également abondamment utilisées, parfois plusieurs fois dans une même phrase. Chaque fois que cela était possible les redondances fastidieuses ont été réduites pour rendre la traduction lisible, tout en conservant l'univers mental des procureurs tel qu'il se manifeste dans leur prose.*

*Un autre point, ne relevant pas de la traduction proprement dite cette fois-ci, mérite également d'être signalé: le délit attribué aux députés est de nature idéologique. Au fond, ceux-ci sont accusés de remettre en cause les principes de la Constitution de 1982, imposée par les généraux, qui érige le kémalisme et le nationalisme turc en doctrine officielle de l'Etat, de la nation et... de chaque citoyen. C'est le «**fondateur de la République de Turquie, chef immortel, héros incomparable, Mustafa Kemal Atatürk et ses réformes et ses principes**» qui sont le critère ultime de la distinction entre le délit et la conformité à la loi. Ce sont aussi ces principes qui déterminent les limites de «la démocratie libérale» dont parlent les procureurs.*

*Une telle conception de l'Etat de droit autorise naturellement tout amalgame, notamment celui que les procureurs font entre le PKK et les députés. La remise en cause de la doctrine officielle suffit, per se pour être accusé de poursuivre les mêmes objectifs que le PKK. Ainsi, Mahmut Alinak, qui est pourtant connu pour des positions qui le placent aux antipodes du PKK, peut être accusé par les procureurs, de faire partie de cette organisation : «**lors de ses réunions électorales, le député Mahmut Alinak a repris, mot-à-mot, à son compte les revendications de l'organisation de terreur, le PKK: 'identité kurde, culture kurde, éducation en kurde'**». Les trois couleurs qui sont acceptées par l'ensemble des Kurdes comme composant leur drapeau sont également définies comme le «drapeau du PKK», alors que, dans la bonne*

*tradition «marxiste», cette organisation tient à garder son étoile d'or sur un fond rouge. Les lecteurs ne seront pas étonnés alors de constater que les députés sont accusés, en l'absence du moindre élément concret de preuve, uniquement par déduction, de faire partie de cette organisation.*

*L'introduction de l'Acte d'accusation ci-dessous ne concerne donc pas uniquement les députés du DEP. Il doit également être considéré comme un document montrant les principes fondateurs et le fonctionnement de la justice turque.*

**T.C.  
ANKARA DEVLET GÜVENLİK MAHKEMESİ  
CUMHURİYET BAŞSAVCILIĞI**

**PKK TERÖR ÖRGÜTÜNÜN SİYASİ KANADI OLARAK  
OLUŞTURULAN YASAL GÖRÜNÜMÜNDEKİ MASKE  
KURULUŞ DEP'İN MİLLETVEKİLLERİ**

**"Ahmet TÜRK, Leyla ZANA, Orhan DOĞAN, Sırrı SAKIK, Hatip DİCLE ve Mahmut ALINAK (Bağımsız)"**

**İDDİANAME**

**HAZIRLAYANLAR**

**Nusret DEMİRAL  
Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi  
Cumhuriyet Başsavcısı**

**Talat ŞALK  
Ülkü COŞKUN  
Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi  
Cumhuriyet Savcıları**

**Tevfik HANCILAR  
Kemal AYHAN  
Nuh Mete YÜKSEL  
Ali Rıza KONURALP  
Dilaver KAHVECİ  
Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi  
Cumhuriyet Savcıları**

## INTRODUCTION

Constatant des activités (des députés) visant

«à soustraire à son administration une partie des territoires de l'Etat», telles qu'elles sont définies dans le cadre de l'article 125 du Code pénal turc (CPT) (faisant partie du paragraphe intitulé DÉLITS CONTRE LA PERSONNALITÉ DE L'ETAT, alinéa intitulé DÉLITS CONTRE LA PERSONNALITÉ INTERNATIONALE DE L'ETAT, visant à réprimer «les actes visant à séparer de l'administration de l'Etat une partie de ses territoires»;

à créer un Etat séparé sous le nom du Kurdistan sur des territoires du Sud et du Sud-Est qui sont sous la souveraineté de la République de Turquie, d'exhiber, sous forme de propagande orale, leurs activités en tant que branche politique de l'organisation de terreur, le PKK.

Les requêtes datées du 27.11.1991 (réf. 1991/5); du 25.05.1993 (réf.1)» du 18.08.1993 (réf. 6), du 15.07.1993 (réf.5), du 02.07.1993 (réf.4), du 16.12.1992 (réf.3), du 18.08.1993 (réf.7); envoyées, par la voie du ministère de la Justice à la présidence de la Grande Assemblée Nationale de Turquie, ont été discutées lors de 78ème et de 79ème séances (02-03.03.1994) de cette assemblée. La Direction Générale des Affaires pénales du Ministère de la Justice nous a fait parvenir, le 07.03.1994, la décision de la levée, conformément à l'article 83 de la Constitution, de l'immunité parlementaire des députés:

Leyla Zana (annexe n° C6393)

Mahmut Alınak (annexe n° G6394)

Orhan Dogan, Sirri Sakık, Mahmut Alınak, Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmet Türk (annexe n°6395)

Orhan Dogan, Sirri Sakık, Mahmut Alınak, Hatip Dicle, Ahmet Türk (annexe 6396)

Leyla Zana, Ahmet Türk (annexe 6397)

Ahmet Türk (annexe 6398)

Orhan Dogan (annexe 6399)

Les députés-accusés Hatip Dicle et Orhan Dogan ont été placés en à garde à vue le 02.03.1994; Leyla Zana, Ahmet Türk, Sirri Sakık, Mahmut Alınak, à leur tour, le 04.03.1994. A la suite des entretiens avec eux et des interrogatoires, après la consultation et la vérification des preuves et des accusations contre eux, les preuves constituant la base de requêtes, de nouvelles preuves qui les confirment, et celles obtenues lors des interrogatoires ont été communiquées le 17.03.1994 au membre suppléant de la Cour de la Sûreté de l'Etat d'Ankara. Elles sont les suivantes:

1° Les accusés ont affirmé, par leur déclaration de presse; faite a la Grande Assemblée Nationale de Turquie (GANT), lors de la cérémonie de serments, que «le texte du serment, précisé par l'article 81 de la Constitution est rédigé sur la base des idées racistes et chauvines, qu'ils n'adhèrent pas au contenu du serment précisé par l'article 82 de la Constitution dont ils s'opposent à la totalité, et qu'ils sont obligés de le lire par nécessité constitutionnelle»;

2° Le 06.11.1991, ils ont porté à la GANT où il s'étaient venus prêter serment, des mouchoirs de poche et des couronnes comprenant les couleurs vert-jaune-rouge, identiques à celles du drapeau du PKK;

3° a- Le député-accusé Hatip Dicle a déclaré: «mes amis et moi-même, nous lisons ce serment parce que nous y sommes contraints par la Constitution»;

b° La députée-accusée Leyla Zana a dit, depuis la tribune de l'Assemblée: «je suis Kurde et je le resterai jusqu'au bout. Je lis ce texte de serment, sous contrainte et parce que je suis obligée. Je suis Kurde, je demeurerai Kurde»,

4° Dans leur déclaration intitulée «Déclaration à toutes les institutions et organisations internationales», les députés accusés Hatip Dicle, Sirri Sakık, Orhan Dogan, Ahmet Türk, Leyla Zana, ont invité les institutions et les organisations internationales d'intervenir auprès de la Turquie et de faire de la pression sur elle. Ils ont prétendu qu'il existe un peuple séparé nommé peuple kurde et ont présenté la lutte de l'Etat de la République de Turquie contre la bande du PKK comme une action visant à détruire le peuple kurde;

5° Au lendemain de l'opération que les forces de sécurité turques ont entreprise contre le PKK au nord de l'Irak, et qui a provoqué des pertes au sein de cette organisation de terreur, ils ont publié un tract intitulé «A l'opinion publique de Turquie et du monde». Alors qu'ils n'y ont pas dénoncé les actions de l'organisation de terreur le PKK, ils ont critiqué les forces de l'ordre turques et fait de la propagande destinée à diviser l'Etat de la République de Turquie;

6° Lors du congrès extraordinaire du HEP, un tableau a été désigné sur l'Etat de la République de Turquie (?). Esma Öcalan, mère d'Abdullah Öcalan, a été présentée comme «la mère des mères».

Dans la salle du congrès où il n'y avait aucune statue ni portrait d'Atatürk, le drapeau du PKK a été hissé. A la place de l'hymne national, l'hymne de l'organisation de la terreur, le PKK a été chanté en kurde. Pour les cartons d'invitation, les couleurs jaune-rouge-vert ont été spécialement choisies. Les députés Hatip Dicle, Ahmet Türk et Mahmut Alınak ont fait l'éloge de cette situation dont ils se sont même présentés comme des architectes. Ils ont présenté l'organisation de terreur le PKK comme le représentant des Kurdes.

7° Dans ses interventions aux chaînes de télévision allemandes BAVIERA et SAT, la députée-accusée Leyla Zana a fait des déclarations contre l'intégrité de l'Etat de la République de Turquie. Elle a parlé de la GANT comme «le bâtiment ou les plans de

massacrer mon peuple sont préparés». Sur un fond d'images du passage de Dövcenciler à Antalya, et comme réponse à la question sur la bombe que l'organisation de terreur, le PKK y avait déposé, elle a dit: «chaque pfenick que les touristes apportent, se transforme en armes et en bombes contre mon peuple».

8° Lors de leur visite aux Etats-Unis, comme réponse aux journalistes dans l'Institut Carnegie Endowment, Leyla Zana a répondu: «j'ai honte d'être citoyenne turque. Chaque matin dans les écoles on fait du lavage des cerveaux avec des serments comme: «Je suis Turc, je suis honnête». Ahmet TÜRK, dans une réponse qui a suivi son long discours, a répondu: «nous n'avons jamais qualifié le PKK d'organisation de terreur».

9° Le député-accusé Orhan Dogan a, sur l'instruction d'une femme du nom de code Azimé, soigné, en le faisant passer pour son fils Ferhat Dogan, et aux frais de l'Etat, Abdulvahab KANDEMIR, responsable du PKK à Cizre. Il a obtenu une fausse identité, établi au nom d'Idayet SEÇKIN, pour lui permettre de regagner les rangs du PKK.

Lors du 1er Congrès ordinaire du DEP, le député-accusé Mahmut Alinak a parlé, avec insistance, de la «liberté du peuple kurde».

Par ailleurs, les militants arrêtés de l'organisation de terreur le PKK qui mènent une lutte armée dans les zones rurales et une lutte politique et militaire dans les villes ont, lors de leurs interrogatoires, expliqué que les députés accusés Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan, Sirri Sakık et Mahmut Alinak agissent dans le même but que l'organisation de terreur le PKK, et apportent leur aide à ses militants.

Dans la réunion organisée en mai 1993 dans la ville allemande Bonn, à laquelle ont participé de nombreux militants de l'organisation de terreur le PKK, le président du DEP Yasar Kaya a fait un discours. Il a été constaté que le député du DEP Hatip Dicle, ainsi que les militants de l'organisation de terreur le PKK y ont également pris la parole. Dans son discours, Hatip Dicle a parlé du Kurdistan. Il a par conséquent un lien organique avec l'organisation de terreur le PKK.

Lors du cessez-le-feu proclamé par le dirigeant de l'organisation de terreur le PKK, Abdullah Öcalan, les accusés l'ont rencontré. Ils se sont ainsi présentés comme les représentants de l'organisation de terreur le PKK à l'Assemblée.

Le député-accusé Hatip Dicle a défini, dans la page 135 de la revue intitulée *The News World* (1994) l'Est et le Sud-Est des territoires de la République de Turquie comme Kurdistan et sa population comme kurde.

De même, sur la chaîne de télévision d'Amsterdam, le député-accusé Hatip Dicle, a ouvertement donné des déclarations allant dans le sens des objectifs et des images de l'organisation de terreur le PKK, visant à créer un Etat kurde indépendant sur une base marxiste-léniniste.

De même, le député-accusé Hatip Dicle a parlé dans le même sens lors de son discours du 27 février 1993 dans le centre culturel de Seyhan.

Les accusés Hatip Dicle et Leyla Zana ont répété les mêmes idées lors de leur conférence de presse dans l'association des journalistes de l'Anatolie de l'Est.

Dans le même sens, le député-accusé Mahmut Alınak, dans son tract envoyé aux chefs de village de la province de Sirnak, a écrit: «J'ai toujours soutenu, je continuerai à soutenir la lutte de mon peuple pour la liberté et pour le pain. Je suis prêt à porter la voix de la population de Sirnak et de la région à la Turquie et au monde. J'existe pour mon peuple». Les 22 députés du HEP ont, dans un communiqué distribué avant la cérémonie de serment, souligné le même point».

Lors de ses réunions électorales, le député Mahmut Alınak a repris, mot-à-mot, à son compte les revendications de l'organisation de terreur, le PKK: «*identité kurde, culture kurde, éducation en kurde*».

Le député-accusé Mahmut Alınak a été jugé auparavant pour ses activités d'avant 12 septembre 1980 dans le cadre de l'Organisation de Libération nationale du Kurdistan.

Les députés-accusés Leyla Zana et Ahmet Türk ont, avant et après leur élection, fait des discours et des déclarations allant dans le sens des activités et des idées du PKK. La députée Leyla Zana a ouvertement expliqué qu'elle a été élue par l'organisation de terreur, le PKK.

Sur les éléments de l'organisation de terreur le PKK, tués dans les combats, les numéros de téléphone et les adresses des députés ont été trouvés.

Les députés-accusés Orhan Dogan et Sirri Sakık ont également mené des activités visant à trouver une solution sur le plan politique à la lutte armée et à recruter des sympathisants sur le plan international à ses revendications. Ils ont donc mené des activités allant dans le sens que des activités et des idées de l'organisation de terreur le PKK et de sa lutte armée.

Les députés-accusés ont mené, avec insistance, leurs activités en tant que branche politique de l'organisation de terreur le PKK, pour lui permettre de parvenir à ses fins, ils ont partout défendu la thèse de la légitimité du PKK.

L'ex-président du DEP Yasar Kaya a, dans les journaux *Özgür Gündem* et *Yeni Ülke*, organes de l'organisation de terreur le PKK, qualifié les soldats et les policiers turcs comme des «ennemis».

L'un des frères de Sirri Sakık, Semdin Sakık (nom de code: Parmaksiz ZEKI) est un dirigeant du PKK. L'un de ses frères a été tué lors des affrontements avec les forces de l'ordre turques. Le député Sirri Sakık lui-même a donné, sur le plan politique, des déclarations allant dans le sens des objectifs et des idées du PKK.

De même, les documents trouvés sur les militants de l'organisation de terreur le PKK tués dans des zones rurales, montrent les liens entre l'organisation de la terreur le PKK et le DEP.



Il a été constaté que les députés-accusés ont établi des liens téléphoniques avec des cellules du PKK en Syrie et dans certains pays européens. Les enquêtes ont permis de conclure que ces numéros étaient ceux des revues *Serxwebûn* et *Berxwedan*.

Par ailleurs, le député-accusé Sirri Sakık a retiré, de la succursale bancaire de la GANT, la somme de \$ 103.000 , 45.000 DM, 100 million de livres turques.

Les députés-accusés se préparaient à quitter la Turquie après la levée de leur immunité parlementaire.

Sedap Edip BUCAK qui a déposé une déclaration assermentée à notre parquet, a expliqué que la députée-accusée Leyla Zana lui a demandé, au nom et en tant que représentante du PKK, de tolérer les activités militaires de l'organisation de la terreur.

La députée-accusée Leyla Zana s'entretient souvent avec Abdullah Öcalan, dirigeant de l'organisation de terreur, le PKK, et s'adresse à lui par les titres: «mon secrétaire», «mon président».

Sur les directives d'Abdullah Öcalan, dirigeant du PKK, les députés-accusés ont mené leurs activités dans le cadre du HEP, d'ÖZDEP et du DEP.

A la GANT et dans les plates-formes internationales, ils ont mené des activités visant à créer un Etat kurde indépendant sur une base marxiste-léniniste dans les régions Est et Sud-Est de l'Etat de la République de Turquie.

Ils ont fonctionné en tant que branche politique de l'organisation du PKK

Les comparaisons des preuves vocales ont permis de conclure qu'Abdullah Öcalan, chef de l'organisation de terreur le PKK a téléphoné aux accusés et leur a communiqué ses directives.

\*\*\*

Vue que l'ensemble de ces preuves et les faits confirmant les preuves constituent une violation de l'article 125 du Code pénal turc (CPT), les députés-accusés ont été incarcérés, à la suite de leurs interrogatoires, dans la Maison d'Arrêt d'Ankara.

## REQUÊTES

### REQUÊTE N° 1

Dans la requête du 27.11.1991, réf. 199115, nous avons demandé, conformément à l'article 83 de la Constitution, pour la violation de l'article 125 du CPT, la levée de l'immunité parlementaire des accusés Ahmet Türk, Leyla Zana, Orhan Dogan, Sirri Sakik, Hatip Dicle, Mahmut Alinak et 16 autres députés.

Dans cette requête nous disons, en substance:

### NATURE DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

Il est absolument sûr que, conformément aux principes du nationalisme du fondateur de la République de Turquie, chef immortel, héros incomparable, Mustafa Kemal Atatürk et ses réformes et ses principes, qu'aucune protection ne peut être apportée aux idées ou aux considérations contraires à l'«unité de l'éternelle de la patrie et de la nation turques», aux intérêts nationaux turcs, à l'indivisibilité de l'existence turque avec son Etat et sa nation, aux valeurs nationales et morales de la turquicité, au nationalisme, aux principes et aux réformes d'Atatürk, que, conformément au principe de la laïcité, les sentiments sacrés de religion ne peuvent être mêlés aux affaires de l'Etat ou à la politique.

La suprématie absolue de la volonté de la Nation appartient, sans condition aucune, à la nation turque. Personne, ni aucune institution habilitée à l'exercer au nom de la nation, n'est autorisée à le faire en dehors des cadres de la démocratie libérale et en dehors de l'ordre juridique déterminé par les principes de cette démocratie.

Nul citoyen turc n'est autorisé, dans la défense des droits et des libertés essentiels définis dans la Constitution, à prendre une voie en dehors de l'«unité de l'éternelle de la patrie et de la nation turques».

Il est connu de tout le monde que le principe de séparation des pouvoirs ne signifie pas la supériorité de l'un d'eux, qu'il y a une division et une unité, limitées et civilisées, des tâches et que la supériorité est détenue uniquement par la Constitution et par les lois.

De même, les droits et libertés fondamentaux ne peuvent être utilisés pour menacer le principe de l'unité indivisible de l'Etat et de la nation, voire, pour détruire les droits et les libertés fondamentaux ou pour introduire une distinction linguistique, raciale et religieuse. Les sanctions prévues par les contrevenants sont définies par les lois. Les structures d'Etat prévoient également l'introduction des mesures plus manifestes encore pour protéger l'indivisibilité de l'Etat avec sa patrie et sa nation si de telles activités n'étaient pas freinées par les lois.

L'Etat de Turquie et son pays constituent une entité indivisible. Le turc est sa langue. Proposer une autre langue constitue un acte visant à défaire l'unité de l'Etat, avec son pays et sa nation.

De même, le drapeau de l'Etat de la République de Turquie est «le drapeau rouge contenant un croissant et une étoile». On ne peut ni proposer ni discuter le changement de ce drapeau ou l'introduction d'un autre. Un tel acte doit nécessairement être interprété comme visant à défaire l'unité de l'Etat, son pays et sa nation.

## DÉFINITION DES FAITS

Le 6 novembre 1991, les accusés, lors de leur conférence de presse, ont distribué une déclaration dans laquelle il était dit:

«**Avis à l'opinion publique.** Le texte du serment, précisé par l'article 81 de la Constitution, est rédigé sur la base des idées racistes et chauvines. Ce texte est basé sur la négation du peuple kurde. Il est contraire à la démocratie et aux droits de l'homme. Nous, les députés soussignés, n'adhérons pas au contenu du serment précisé par l'article 82». Ils ont agi par la suite de la même manière à la GANT.

De l'analyse des photographies en couleur et de la transcription des cassettes, il a été constaté que, le 06.11.1991, ils ont porté à la GANT où ils étaient venus prêter serment, des mouchoirs de poche et des couronnes comprenant les couleurs vert-jaune-rouge, composant le drapeau du PKK.

Le député-accusé Hatip Dicle a déclaré: «mes amis et moi-même, nous lisons ce serment parce que nous sommes contraints par la Constitution»,

La députée-accusée Leyla Zana, dans la tribune de la Haute Assemblée a crié des slogans dans une langue incompréhensible qu'elle a définie comme kurde, elle a répété le même acte après avoir lu deux fois le serment.

Cette situation et ces actions ont provoqué une grande réaction dans le pays. La grande nation turque les a dénoncés dans les termes suivants: «ce sont des porte-parole de l'organisation de terreur, le PKK. Ils poignent l'unité de l'Etat. Il faut en finir avec ce scandale. La nation maudit les séparatistes».

De même, les citoyens qui ont protesté contre ces actes et téléphoné aux journaux, ont exprimé leurs sentiments dans les termes suivants: «que l'Etat ne cherche pas le PKK dans les montagnes. Il est d'ores et déjà entré à l'Assemblée. Nous protestons contre ce scandale. Qu'ils aillent prêter leurs serments idéalistes au Kurdistan. C'est une grande insolence dans la Turquie d'Atatürk. Leyla Zana et ses amis sont des traîtres à la patrie. Qu'ils soient jetés hors de l'Assemblée».

Dans leurs appels téléphoniques et dans leurs courriers, nos citoyens ont exprimé leur appréciation et leur joie pour l'enquête que nous ouverte (contre les députés).

Le contenu de leur déclaration de presse montre que les accusés sont de mèche avec l'organisation de terreur, le PKK.

Par conséquent, il a été admis comme un fait établi que leur action qui continue et continuera, vise, dans sa totalité, «à soustraire une partie des territoires de l'Etat à son administration».

De même, les discours électoraux que les députés-accusés ont prononcé avant la cérémonie du serment, leurs actions postérieures ont également montré qu'ils visent à créer un Etat indépendant sur les territoires de l'Etat et qu'ils poursuivront ces buts comme une branche de l'organisation de terreur, le PKK.

#### QUALIFICATION JURIDIQUE DES FAITS

La considération de l'ensemble des actions des députés montrent qu'elles ne s'inscrivent plus dans le cadre des articles 7 et 8 des lois de lutte anti-terroriste numéro 3713, qu'elles font partie intégrante des actions du PKK, qu'elles sont des «actions visant à créer un Etat indépendant sur les territoires de l'Etat», s'inscrivant clairement dans le cadre de l'article 125 du CPT.

L'objectif des actions des accusés est de diviser l'Etat de la République de Turquie, de lui soustraire une partie de ses territoires, d'y créer un Etat kurde dont la carte serait tracée par le PKK. Personne n'a le moindre doute sur ce sujet.

Compte tenu du fait que chaque jour des fonctionnaires et des citoyens innocents tombent martyrs dans notre Anatolie de l'Est et du Sud-Est, à la suite des attaques de l'organisation de terreur le PKK à laquelle ils appartiennent, on peut postuler que les accuses continueront dans l'avenir, sous une couverture politique, à poursuivre les mêmes actions.

Le problème est plus sérieux que nous le pensons. Comme le dit un citoyen: «l'organisation de terreur le PKK est désormais à l'intérieur même de la Haute Assemblée». Ceci est un fait.

Ceux qui croient en la démocratie, n'acceptent pas les actions des accusés, dans le cas contraire, ils se rendraient coupables d'action visant à diviser l'Etat.

Le moyen d'améliorer les droits de l'homme en Turquie passe par la destruction de l'organisation de terreur le PKK, l'arrêt de ses attaques qui coûtent cher en vies humaines, par le désarmement des accusés membres du PKK, organisation de terreur.

Indépendamment des qualifications par lesquelles on peut les décrire, les actions des députés sont vues comme visant à défaire l'intégrité territoriale de République de Turquie. Ces actions, trouvant leur définition dans le cadre de l'article 125 du CPT, sont suffisantes pour que le délit soit considéré comme ayant eu lieu. L'article 14 de la Constitution de la République de Turquie prévoit que, concernant de telles actions, on peut admettre que le délit a eu lieu.

Le PKK est une organisation qui mène des actions pour créer un Etat du Kurdistan indépendant, sur la base de l'idéologie marxiste-léniniste, dans l'Est et le Sud-Est de

l'Etat de la République de Turquie. Parallèlement à la branche armée de cette organisation de terreur, les députés ont constitué une branche politique, ils sont, en contournant les lois, entrés dans la Haute Assemblée comme un parti politique.

Si bien que les députés accusés exposent ouvertement leurs activités dans le but de séparer le territoire de l'Etat de la République de Turquie. Ils envoient, dans ce but, le message suivant aux éléments de l'organisation du PKK: «Comme vous, nous poursuivons, dans la Grande Assemblée Nationale de Turquie, l'objectif de créer un Etat indépendant kurde».

Par conséquent, les actions des accusés à l'intérieur ou à l'extérieur de la GANT contiennent la caractéristique suffisante pour parler du délit de trahison à la patrie, du crime contre le pays et la souveraineté de l'Etat, tel qu'il est défini dans l'article 125 du CPT.

Le crime précisé par l'article 125 du Code pénal turc est un crime de menace. Il n'est pas nécessaire que l'objectif envisagé soit atteint. Les préparatifs constituent un élément du crime, puisque il serait trop tard dans l'hypothèse de leur aboutissement.

L'élément constitutif de l'Etat de la République de Turquie est la nation turque. La protection de l'Etat turc nécessite la protection du nationalisme kémaliste dans le cadre de l'idée de l'Etat unitaire.

Dans notre système juridique, il est établi qu'il y a une seule nation, un seul peuple sur les territoires de la Turquie. La nation turque est l'expression souveraine de l'Etat turc.

Comme nous l'avons dit et redit avec insistance, l'objectif clairement déclaré de l'organisation PKK est d'obtenir le soutien des ouvriers et de la masse de la population des régions de l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est, de conscientiser une partie de la population de ces régions, de renverser, par insurrection armée, le régime actuel et y établir un Etat kurde ayant le marxisme-léninisme comme régime. Il ne fait aucun doute que cela constitue le crime défini par l'article 125 du Code pénal turc comme viser «à séparer de l'Etat une partie des territoires qui sont sous son contrôle».

Tenant compte des conditions mondiales et internes, et surtout de la situation et de la gravité de l'action séparatiste, nous devons admettre que les actions des députés aboutissent à l'exécution du crime de menace défini par l'article 125 du code pénal turc.

Par leurs actions les accusés font partie intégrante de l'organisation de terreur, le PKK qui vise à créer, un Etat du Kurdistan dans l'Anatolie de l'Est et du Sud Est avec pour régime un régime marxiste léniniste.

## LES AUTRES REQUÊTES

Les requêtes datées du 25.05.1993 (réf. 199311), du 18.08.1993 (réf. 1993f6), du 15.07.1993 (réf. 199315), du 02.07.1993 (ref. 1993164), du 16.12.1992 (réf. 1992/2), du 18.08.1003 (réf. 1993J7), ainsi que les procès-verbaux d'interrogatoires préparés pour chacun des accusés, établissant clairement leurs actions, comprenant leurs interrogatoires assermentés, montrent que:

Étant donné des conditions mondiales et internes, et surtout la situation et la gravité de l'action séparatiste, des actions des députés entrent dans le cadre du crime de menace défini par l'article 125 du code pénal turc.

Tous les discours des accusés montrent clairement, par leur contenu, qu'ils visent à «défaire l'unité de l'Etat et de soustraire à la souveraineté de l'Etat une partie des territoires qui sont sous son administration».

Le fait que certains accusés ont répondu par le terme «turc» sous la rubrique concernant les langues étrangères connues dans les formulaires destinés aux députés constitue une preuve supplémentaire de leur objectif.

Cet acte est contraire à l'article 3 de la Constitution qui précise que «la langue de l'Etat est le turc», car si une personne définit la langue du pays auquel il appartient comme une langue étrangère, cela signifie qu'il a rompu ce lien d'appartenance, et qu'il se propose de se séparer de cet Etat. Cet acte des accusés traduit clairement leur objectif.

**Il n'est pas nécessaire, selon l'article 125 du Code pénal turc, que cet acte soit accompli par la violence, au contraire, l'article en question ne mentionne point la violence. Le délit est considéré comme ayant eu lieu dans le cas où des actions visant l'objectif cité par l'article en question ont été réalisées.**

**On ne peut attendre que le résultat soit atteint pour déterminer si le délit a eu lieu. En effet, atteindre le résultat signifie que l'Etat turc soit divisé et qu'un autre Etat soit créé sur ses territoires (souligné par le traducteur).**

Dans une telle hypothèse, les accusés seraient les citoyens de l'Etat qui se créerait. Il n'y aurait alors matériellement pas de moyens d'appliquer cet article et de sanctionner les accusés.

Les accusés sont à tel point décidés d'arriver au but de leur action, qu'ils n'hésitent pas de cultiver le thème de l'indépendance nationale en parlant, dans leurs discours prononcés devant les foules «des braves martyres kurdes qui livrent une lutte d'indépendance nationale et qui sacrifient volontiers leurs vies».

Cette action est le dessein de leur objectif qui vise à diviser l'Etat et à soustraire une partie des territoires qui sont sous sa souveraineté à son administration.

Cet acte n'est pas moins influent et moins dangereux que les délits de hold-up et de terribles assassinats commis, dans un but séparatiste, par les bandits du PKK.

L'acte commis par les accusés est un acte grave, susceptible de soustraire à l'Etat une partie des territoires qui sont sous sa souveraineté.

Les paroles des accusés: «je lis le texte de serment dans la Haute Assemblée, ceci terminé, nous descendrons de la tribune»<sup>\*</sup> Posent la question de la validité du serment: «Est-ce un serment valable?»

Les actions des accusés ont créé des conditions dans lesquelles ils ne pouvaient plus poursuivre leurs fonctions à la GANT, et ont créé la nécessité de lever, lors des 78ème et 79ème séances de cette assemblée, leur immunité parlementaire.

Par leurs actions, les accusés ont créé dans la société turque une atmosphère où on ne peut plus escamoter les faits par des phrases telles que «mais c'est le plus bel aspect de la démocratie».

Pour ces raisons, les actions répétées des accusés s'inscrivent dans le cadre de l'article 125 du Code pénal turc, faisant partie du chapitre intitulé «TRAHISON A LA PATRIE- DÉLITS CONTRE LE PAYS DE L'ETAT ET SA SOUVERAINETÉ».

Nous avons, par notre requête datée du 27.11.1991, souligné que, les accusés, profitant de chaque occasion, dans leurs circonscriptions électorales, en Turquie ou à l'étranger, ont commis le délit défini par l'article 125 du CPT. Depuis,

a) les accusés Ahmet Türk, Leyla Zana, Orhan Dogan, Sirri Sakık, Hatip Dicle, Mahmut Alınak et 11 autres députés ont, dans leur requête datée du 20.1.1993 a la CSCE, sans prendre la précaution de cacher leur objectif qui est de diviser l'Etat de la République de Turquie, ouvertement pris position contre l'Etat; ils ont préparé leur requête comme un acte de trahison et contrevenu, en prouvant que la division de l'Etat est leur principal objectif, aux articles 3, 4, 5, 13, 14, 27, 28, 66, 67 et 68 de la Constitution.

b) L'accusée Leyla Zana, dans son intervention à la télévision bavaroise et dans ses réponses à un journaliste a également réitéré ces propos.

---

\* Je prête serment, devant la Grande Nation Turque et sur mon honneur que je défendrai l'unité indivisible de la patrie et de la nation et la souveraineté inconditionnelle de la nation; que je resterai fidèle à la suprématie du droit, à la République démocratique et laïque, aux principes et aux réformes d'Atatürk, que je ne m'éloignerai pas de l'idéal de la tranquillité et de la prospérité de la société, de la participation de tous, dans l'esprit de la solidarité nationale et de la justice, des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de la fidélité à la Constitution (article cité par les procureurs dans le texte et entre guillemets).

# Le Monde

● Jeudi 4 août 1994

## Le kémalisme dévoyé

LE procès qui s'ouvre mercredi 3 août à Ankara contre six parlementaires kurdes accusés de « séparatisme » va donner une fois de plus l'occasion de dénoncer la Turquie dans les pays occidentaux. Il est en effet significatif du plus magistral échec des gouvernements qui se sont succédé à Ankara depuis la fin du régime militaire il y a dix ans, à savoir leur impuissance à résoudre la question kurde.

Au cours de la dernière décennie, en dépit des sanglants bilans régulièrement affichés par les forces de l'ordre, les autorités n'ont pu venir à bout de la lutte armée - le plus souvent terroriste - relancée en 1984 par les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Pis : la répression qu'exercent sans aucun contrôle l'armée et la police dans les provinces de l'Est à majorité kurde est devenue tellement indiscriminée qu'elle a donné naissance sinon à un « sentiment national », du moins à une solidarité kurde qui n'existait pas à l'origine.

CONTRAIREMENT à leurs voisins d'Irak, les Kurdes de Turquie, dans leur très grande majorité, n'ont jamais revendiqué l'autonomie territoriale. A l'opposé du nationalisme arabe du régime de Bagdad, le kémalisme dont se recommandent les autorités d'Ankara depuis Atatürk n'est pas un instrument d'oppression d'un

groupe ethnique majoritaire sur les autres, mais bien un idéal laïc et républicain d'assimilation. C'est cet idéal qui, au fil des ans, s'est dévoyé.

Le développement économique promis dans les années 80 aux régions de l'Est déshéritées n'est pas venu et aucun gouvernement n'a été capable d'enrayer l'exode massif des Kurdes vers les grandes villes de l'ouest du pays. L'Etat turc, en dépit de velléités affichées par intermittence, n'a jamais vraiment fait droit à une revendication d'autonomie culturelle qui pourtant ne le menace pas. Surtout, à force d'assimiler la question kurde au problème du terrorisme, de la présenter abusivement comme une menace contre l'intégrité territoriale du pays, la Turquie est devenue un pays où la démocratie est réservée de fait à une partie seulement des citoyens.

LES choses ont plutôt empiré sous l'actuel gouvernement. Des Kurdes qui, sans prôner ni l'indépendance ni la lutte armée, se revendiquent comme tels sont aujourd'hui aux prises avec la justice, sans compter des intellectuels et journalistes turcs seulement « coupables » d'avoir dénoncé ces violations des droits de l'homme. La Constitution héritée du dernier régime militaire permet ce genre de dérives.

La Turquie, qui regrette si souvent d'être incomprise par l'étranger, et particulièrement par l'Europe, ne fera son entrée incontestée dans le groupe des démocraties modernes que lorsqu'elle se résoudra à réviser ses lois et à fournir enfin une réponse politique à sa question kurde.

## TURQUIE

### Six députés kurdes sont jugés pour séparatisme

Six députés kurdes, dont cinq anciens membres du Parti de la démocratie (DEP), récemment banni par la Cour constitutionnelle, devaient comparaître, mercredi 3 août, devant la Cour de sûreté à Ankara. Ils sont accusés, au terme de la loi anti-terroriste, de délits séparatistes. Mais ce procès, auquel assisteront de nombreux observateurs étrangers est aussi un peu celui de la Turquie.

#### ISTANBUL

de notre correspondante

Aucun des six députés, qui ont été arrêtés au mois de mars, n'a commis d'actes de violence. C'est sur la base de leurs discours et de leurs écrits que l'Etat turc les accuse d'être l'aile politique du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) et de conspirer contre l'unité territoriale de la Turquie. Deux de leurs collègues, arrêtés après l'interdiction de leur parti, ont également été placés en détention et feront l'objet d'un procès séparé.

Le système judiciaire étant extrêmement lent en Turquie, le procès durera probablement plusieurs mois. A lui seul, l'acte d'accusation dépasse 450 pages et plus de 200 avocats se sont inscrits pour défendre les six parlementaires.

#### De fortes pressions

L'arrestation des députés kurdes, peu avant les élections municipales de mars, avait provoqué des remous considérables. A l'intérieur du pays, le gouvernement avait tablé sur l'hostilité envers le PKK et, de fait, une partie de l'opinion turque avait réagi favorablement à ces arrestations. A l'étranger, en revanche, la levée

de l'immunité parlementaire des députés kurdes a attiré l'attention sur la politique répressive des autorités dans un pays qui compte douze millions de Kurdes. Au cours des derniers mois, la Turquie a été soumise à de fortes pressions de la part des gouvernements occidentaux qui estiment que l'usage de la force et les violations des droits de l'homme qui l'accompagnent ne permettront pas de résoudre la question kurde. Le Conseil de l'Europe a sévèrement critiqué la politique d'Ankara et demandé la libération des parlementaires. Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a également exprimé la préoccupation de son gouvernement face aux méthodes utilisées pour combattre le PKK.

#### Peines sévères

Pour arbitraire et politique que puisse paraître l'arrestation des parlementaires kurdes, elle n'en demeure pas moins conforme aux lois et à la Constitution turques qui prévoient des peines sévères pour tous les délits menaçant la souveraineté de l'Etat. Bien que l'usage de la langue kurde soit autorisé, l'enseignement et la diffusion dans cette langue demeurent interdits et l'Etat ne reconnaît pas aux Kurdes, qui sont musulmans, le statut officiel de minorité.

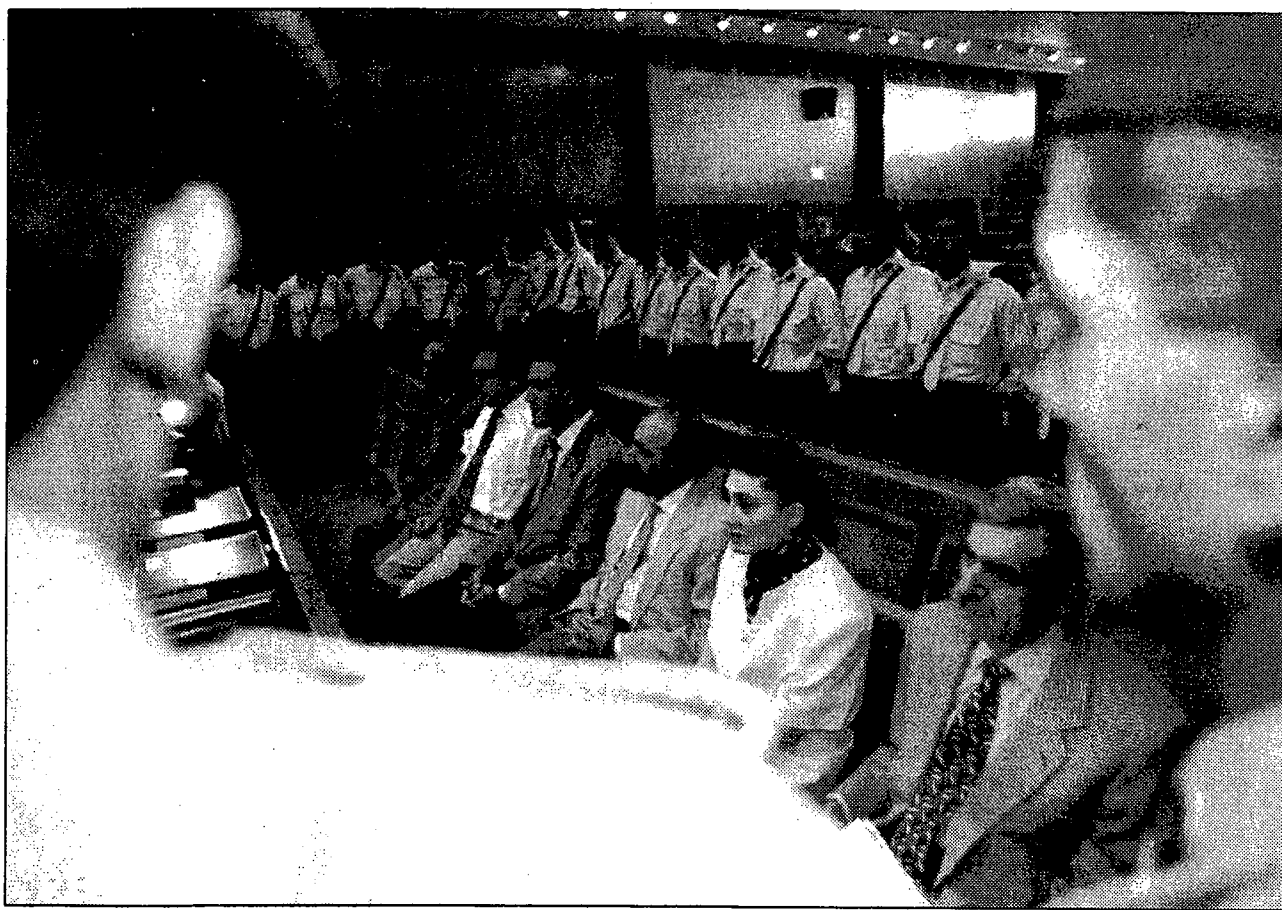
Les six députés sont, en théorie, passibles de la peine de mort. Aucune peine capitale n'a toutefois plus été appliquée en Turquie depuis 1984. Le cas des parlementaires kurdes met une fois de plus en évidence que seule une révision de la Constitution introduite sous l'égide des militaires après le coup d'Etat de 1980, permettrait aux institutions turques - à la justice en particulier - de fonctionner de façon réellement démocratique.

NICOLE POPE



# LE FIGARO

- 4. AOUT 1994



**TURQUIE : SIX DÉPUTÉS RISQUENT LA MORT** Le procès de six députés turcs d'origine kurde déchus de leur mandat pour « *séparatisme et atteinte à l'intégrité de l'État* » s'est ouvert, hier, devant la Cour de sûreté de l'État à Ankara. Ils risquent la peine de mort. Les six parlementaires, presque tous membres du Parti pro-kurde de la démocratie (DEP), sont détenus depuis le 2 mars, quelques jours après l'interdiction de leur formation politique accusée d'être « *la branche légale du Parti des travailleurs du Kurdistan* » (PKK, séparatiste) qui mène la rébellion contre Ankara depuis dix ans. (Photo Saribas/ Reuter.)

TURQUIE

# Six députés kurdes risquent la mort à Ankara

Le procès des ex-parlementaires du Parti de la démocratie, accusés de «séparatisme», s'ouvre aujourd'hui devant la Cour de sûreté de l'Etat. 400 avocats sont mobilisés pour leur défense.

Istanbul, correspondance

L'acte d'accusation pèse bien 500 pages, et le procureur compte requérir la peine capitale à l'encontre des inculpés, tous ex-parlementaires kurdes étiquetés comme «terroristes». Aujourd'hui s'ouvre à Ankara, devant la Cour de sûreté de l'Etat, la première audience du procès des six députés du Parti de la démocratie, DEP (Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, Leyla Zana et le député indépendant Mahmut Alinak, démissionnaire du DEP), emprisonnés depuis le 2 mars. Deux autres élus du parti, emprisonnés depuis le début juillet, comparaitront prochainement devant le même tribunal. Seuls cinq de leurs collègues avaient réussi à quitter le pays vingt-quatre heures avant l'interdiction de cette formation politique accusée d'être «la branche légale du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK», qui depuis dix ans mène la rébellion contre Ankara. Le DEP était le seul parti explicitement kurde dans un pays où entre 12 et 15 millions de Kurdes ont tous les droits sauf celui de se revendiquer comme tels.

Les ex-députés sont accusés d'avoir «tenté de renverser l'ordre établi, d'agir contre l'intégrité territoriale de la Turquie, cherchant à diviser la patrie et la nation turques pour fonder un Etat indépendant, le Kurdistan». Des délits passibles de la peine de mort en vertu de l'article 125 du code pénal turc, que, malgré ses promesses, le gouvernement gauche-droite de Tansu Ciller n'a toujours pas abrogé. Parmi les charges, l'accusation cite leurs déclarations lors de la prestation de serment, après leur élection au Parlement, en 1991, sur les listes du SHP (Parti social-démocrate du peuple). Ils avaient alors affirmé «prêter serment sous la pression de la Constitution turque». Leyla Zana, quant à elle, déclarait en kurde qu'elle «était kurde et qu'elle le resterait». Le procès-verbal de l'Assemblée avait alors noté: «Elle a parlé dans une langue inconnue.»

Près de 400 avocats ont été mobilisés par les six inculpés. Yussuf Alatas a déclaré lundi qu'il s'agit «d'un procès politique» et que l'acte d'accusation, «basé sur les aveux des repentis du PKK sur les rapports des services



Ankara, le 2 mars. Orhan Dogan, député du DEP, arrêté, est immédiatement emprisonné.

de renseignements», renie «l'existence même des Kurdes». Egalement secrétaire adjoint de l'Association des droits de l'homme, M<sup>e</sup> Alatas souligne que le procureur, dans son réquisitoire, assimile toute déclaration sur les droits des Kurdes à l'apologie du terrorisme. «Pendant le procès, nous allons d'abord exposer les contradictions internes de l'acte d'accusation, puis démontrer comment la Turquie viole les conventions internationales qu'elle a signées. Les députés inculpés dénonceront les persécutions de l'Etat turc contre les organisations légales kurdes. Nous serons les accusateurs.»

Les inculpés ne restent pas muets. Depuis sa cellule de la prison centrale d'Ankara, Hatip Dicle, président de l'ex-DEP, a affirmé dans une interview publiée dimanche par le quotidien kurde *Özgür Ülke* («le Pays libre», 15 000 exemplaires) que l'Etat turc était «désormais politiquement et économiquement coincé de tous les côtés». Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, avait, fin juillet, lors d'un discours devant les séna-

teurs américains, exprimé publiquement «son mécontentement et sa déception devant le comportement du gouvernement turc sur la gestion du problème kurde en Turquie». Il préconisait notamment une «solution non militaire» et «la participation des Kurdes à l'administration de la Turquie».

De nombreux diplomates européens soulignent que «le gouvernement turc ne peut pas convaincre ses partenaires occidentaux du bien-fondé de l'interdiction d'un parti qui prône la voie pacifique et légale pour la solution du problème kurde». A l'unisson avec les organisations de défense des droits de l'homme, ils dénoncent l'emprisonnement, au titre de la loi de lutte contre le terrorisme, d'une vingtaine de journalistes, universitaires ou écrivains seulement coupables d'avoir publié des articles ou des livres sur le problème kurde, critiquant la solution militaire choisie par les autorités. Les défenseurs des députés du DEP comptent sur la présence dans la salle du tribunal d'une cinquantaine d'observateurs étrangers, dont Daniel Jacobi, de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme).

Musa AKDEMIR

LIBÉRATION

MERCREDI 3 AOUT 1994.

## LE SOIR DE BRUXELLES

- 3. AGÛT 1994

## Turquie : début du procès de six députés kurdes

Six députés kurdes déchus comparaissent ce mercredi devant la Cour de sûreté de l'État d'Ankara pour séparatisme et atteinte à l'intégrité de l'État, avec risque de peine de mort, selon l'article 125 du Code pénal turc.

MM. Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, ainsi que M<sup>me</sup> Leyla Zana, tous membres du Parti pro-kurde de la démocratie (DEP), dissous à la mi-juin, et le député indépendant M. Mahmut Alinak (démissionnaire du DEP), sont détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire, le 2 mars, et sont déchus depuis la dissolution du DEP à la mi-juin.

Dans l'acte d'accusation préparé par huit procureurs, il leur est reproché de *renier dans leurs écrits ou déclarations l'intégrité territoriale du pays et d'avoir collaboré avec l'organisation terroriste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) tout en étant députés du parlement turc*. Pour preuve, l'accusation cite les déclarations de M. Dicle et M<sup>me</sup> Zana lors de la prestation de serment après leur élection au Parlement en 1991.

Ces derniers avaient alors affirmé *prêter serment sous la pression de la constitution turque* alors que M<sup>me</sup> Zana avait déclaré en kurde qu'elle *était kurde et qu'elle le restera*. Le procès-verbal de cette session parlementaire avait alors noté : *Elle a parlé dans une langue inconnue*.

Les six députés avaient été élus du Parti populiste social-démocrate (SHP, aujourd'hui partenaire de la coalition droite-gauche) comme quinze autres de leurs collègues d'origine kurde, avant de le quitter, à l'exception de quatre d'entre eux, pour fonder trois partis pro-kurdes successifs, dissous l'un après l'autre, dont le DEP.

### TROIS CENTS AVOCATS DÈS LA PREMIÈRE AUDIENCE

Trois cents avocats doivent défendre les six députés dès la première audience de ce procès à laquelle participeront quelque cinquante personnalités étrangères, dont quatre députés européens et peut-être l'ex-ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, pour manifester leur solidarité avec les députés.

Les cas de deux autres députés, MM. Sedat Yurttas et Selim Sadak, déchus après la dissolution du DEP et également accusés de séparatisme, doivent faire l'objet d'un autre procès qui pourrait être annexé à celui-ci dans les prochaines audiences, selon l'un des avocats, Yusuf Alatas. M. Alatas a déclaré que la défense reposera principalement sur le « droit d'expression » pour répondre aux accusations de « collaboration avec le PKK » dirigées contre les députés, puisque, selon lui, ses clients *n'ont commis aucun acte criminel*.

Six autres députés d'origine kurde ainsi que l'ex-président du DEP, Yasar Kaya (non-parlementaire), se trouvent actuellement en exil volontaire dans différents pays d'Europe.

La Turquie tente actuellement de répondre à un flot de critiques qui s'est accru ces derniers temps, notamment avec les dernières décisions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de la CSCE d'envoyer des observateurs en Turquie pour examiner la situation après la dissolution du DEP, ce qui avait été rejeté par Ankara.

L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International a dressé récemment un tableau très sombre des droits de l'homme en Turquie, notamment dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, où le PKK mène une rébellion armée depuis août 1984. (AFP.)

## Six députés kurdes passent en jugement

**M**ANIFESTATIONS devant le tribunal, incident d'audience et protestations des avocats : le procès de six députés kurdes qui risquent la peine de mort pour « séparatisme » s'est ouvert, hier, devant la Cour de sûreté de l'Etat à Ankara. La Cour a décidé de faire lire in extenso les

147 pages de l'acte d'accusation, malgré les protestations des avocats, dont une partie a brièvement quitté la salle en attribuant au tribunal la « volonté de prolonger inutilement le procès ». La lecture des charges pourrait se prolonger jusqu'à vendredi, a-t-on indiqué de source judiciaire, l'accusation n'ayant lu, hier, qu'environ un tiers du document.

La défense — quelque 300 avocats, dont 200 environ étaient présents à la première audience — avait vainement tenté d'obtenir l'annulation du procès, qu'elle a qualifié de « farce », affirmant qu'il violait la « Constitution et toutes les lois internationales ». Les six députés sont accusés « d'avoir constitué au sein du Parlement turc l'aile politique du PKK », le parti séparatiste des travailleurs du Kurdistan, et « d'avoir œuvré pour créer un Kurdistan indépendant dans l'Est et le Sud-Est anatolien », où les Kurdes forment la majorité.

Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, et M<sup>me</sup> Leyla Zana, membres du Parti pro-kurde de la démocratie (DEP), dissous le 16 juin par la Cour constitutionnelle, ainsi que le député indépendant Mahmut Alinak (démissionnaire du DEP), sont détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire.

Les droits de l'homme en Turquie

## Six députés kurdes risquent la mort

**S**ix députés kurdes au banc des accusés. Ces parlementaires, membres du Parti de la démocratie (DEP), avaient été arrêtés au début du mois de mars. Accusés « d'atteinte à l'intégrité du territoire national » et de séparatisme, ils risquent la peine de mort. Leur procès s'est ouvert devant la cour de sûreté de l'Etat à Ankara en présence de quelque 400 avocats. Dont Roland Dumas, Ségolène Royal, inscrite depuis peu au barreau de Paris, et William Bourdon, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'Homme.

Le DEP était, jusqu'à son interdiction il y a quelques mois, la seule formation politique qui exprimait la spécificité de la communauté kurde. Assimilant tout discours identitaire kurde au séparatisme

du PKK, les autorités ont durci au cours des derniers mois la répression contre cette opposition « pro kurde ». Le DEP a été empêché de participer aux élections municipales du 27 mars. Il a dû déclarer forfait après que plusieurs de ses candidats eurent été arrêtés, ses locaux plastiqués et plusieurs dizaines de ses militants assassinés.

Parallèlement des avocats, des militants des droits de l'homme, des intellectuels étaient mis sous les verrous. Puis les députés. Six d'abord le 2 mars, deux autres début juillet. La Turquie se vante d'être une démocratie, un « argument » qu'elle n'omet jamais de mettre en avant dans ses relations avec l'Europe. En réalité, le gouvernement de Tansu Ciller paraît être de plus en plus l'otage des militaires.

D. L.

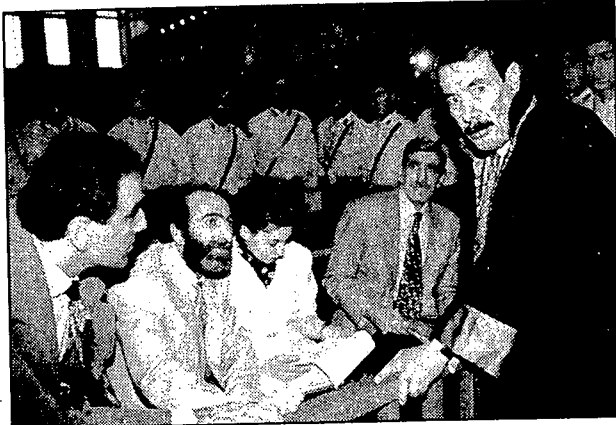
- 4. AOUT 1994

Infomatin

## CHARENTE LIBRE

### ■ Turquie Procès de six députés kurdes malgré toutes les critiques

- 4. AOÛT 1994



Les accusés, hier, entre les soutiens et la menace de la peine capitale ■ photo AFP.

Manifestations devant le tribunal, incident d'audience et protestations des avocats: le procès de six députés kurdes qui risquent la peine de mort pour «séparatisme» s'est ouvert hier devant la Cour de sûreté de l'Etat à Ankara, malgré les critiques internationales.

Ni les quelques centaines de manifestants, rapidement dispersés par les forces de l'ordre, ni la demande d'annulation du procès déposée par la défense n'ont entravé le déroulement de l'audience.

La Cour a décidé de faire lire in extenso les 147 pages de l'acte d'accusation, malgré les protestations des avocats, dont une partie a brièvement quitté la salle en attribuant au tribunal la «volonté de prolonger inutilement le procès».

La lecture des charges pourrait se prolonger jusqu'à demain, l'accusation n'ayant lu hier qu'environ un tiers du document.

La défense — quelque 300 avocats, dont 200 environ étaient présents à la première audience — avait vainement

tenté d'obtenir l'annulation du procès, qu'elle a qualifié de «farce», affirmant qu'il violait la «constitution et toutes les lois internationales».

Les six députés sont accusés «d'avoir constitué au sein du parlement turc l'aile politique du PKK», le parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan et «d'avoir œuvré pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est anatolien», où les Kurdes forment la majorité.

Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, et Mme Leyla Zana, membres du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), dissous le 16 juin par la cour constitutionnelle, ainsi que le député indépendant Mahmut Alinak (démissionnaire du DEP), sont détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire le 2 mars.

La défense a annoncé qu'elle demanderait dès la fin de la lecture de l'acte d'accusation la «mise en liberté» des détenus. Un des avocats, Yusuf Alatas, a déclaré hier que la défense rejetterait les accusations de «collaboration avec

le PKK» au nom de la «liberté d'expression».

Les députés faisaient l'objet de critiques depuis leur élection de 1991 au sein du Parti Populiste Social-Démocrate (SHP, partenaire de la coalition droite-gauche). A l'époque M. Dicle et Mme Zana avaient affirmé «prêter serment sous la pression de la constitution turque». Cette dernière s'était adressée en kurde à l'assemblée, ce qui avait été enregistré dans le procès-verbal comme: «Elle a parlé dans une langue incon nue».

### ■ Soutien d'élus européens

D'importantes mesures de sécurité ont été prises hier par la police qui a dispersé devant le Palais de Justice quelques centaines de manifestants.

«La justice turque est bien gardée», a commenté ironiquement le président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Daniel Jacoby.

Nombre de personnalités étrangères, dont une dizaine de députés européens, sont arrivés mardi soir à Ankara pour exprimer leur soutien aux députés déçus et assister à ce procès qui s'est ouvert malgré les critiques des organisations de défense des droits de l'Homme, du Congrès américain et du Conseil de l'Europe.

Le jour même de ce procès sans précédent en Turquie, le porte-parole de l'armée annonçait que plus de 150 maquisards kurdes avaient été tués dans la campagne contre les séparatistes kurdes.

ARGUS DE LA PRESSE 130 rue du Mont-Cenis PARIS  
 FRA0097 4 I 0223 TUR /AFP-OW39  
 Turquie-Kurdes

Ouverture du procès des députés kurdes déchus pour "séparatisme"

ANKARA, 3 août (AFP) - Le procès de six députés turcs d'origine kurde déchus de leur mandat pour "séparatisme et atteinte à l'intégrité de l'Etat" s'est ouvert mercredi, devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara (DGM), où ils risquent la peine de mort.

Ils sont détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire début mars et sont déchus depuis la dissolution du DEP le 16 juin par la Cour constitutionnelle.

Il s'agit de MM. Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, ainsi que de Mme Leyla Zana, tous membres du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), dissous mi-juin, et du député indépendant M. Mahmut Alinak (démissionnaire du DEP).

Ces députés sont accusés "d'avoir constitué l'aile politique" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et "d'avoir oeuvré au sein de l'organisation terroriste (PKK) pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est (à majorité kurde) des territoires sous la souveraineté de l'Etat de la République de Turquie", selon l'acte d'accusation préparé par huit procureurs.

D'importantes mesures de sécurité ont été prises mercredi par la police avant et lors du transport de six ex-députés kurdes au Palais de Justice abritant la DGM, a-t-on constaté.

YM-CE/mfm

AFP /JO0245/031012 AOU 94

FRA0326 3 I 0720 EXT /AFP-RU60  
 Turquie-Kurdes prev

Malgré les critiques internationales, six députés kurdes passent en jugement  
 par YURTSAY MIHCIOGLU

ANKARA, 3 août (AFP) - Manifestations devant le tribunal, incident d'audience et protestations des avocats: le procès de six députés kurdes qui risquent la peine de mort pour "séparatisme" s'est ouvert mercredi devant la Cour de sûreté de l'Etat à Ankara, malgré les critiques internationales.

Ni les quelques centaines de manifestants, rapidement dispersés par les forces de l'ordre, ni la demande d'annulation du procès déposée par la défense n'ont entravé le déroulement de l'audience.

La Cour a décidé de faire lire in extenso les 147 pages de l'acte d'accusation, malgré les protestations des avocats, dont une partie a brièvement quitté la salle en attribuant au tribunal la "volonté de prolonger inutilement le procès".

La lecture des charges pourrait se prolonger jusqu'à vendredi, a-t-on indiqué de source judiciaire, l'accusation n'ayant lu mercredi qu'environ un tiers du document.

La défense -- quelque 300 avocats, dont 200 environ étaient présents à la première audience -- avait vainement tenté d'obtenir l'annulation du procès, qu'elle a qualifié de "farce", affirmant qu'il violait la "constitution et toutes les lois internationales".

Les six députés sont accusés "d'avoir constitué au sein du parlement turc l'aile politique du PKK", le parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan et "d'avoir oeuvré pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est anatolien", où les Kurdes forment la majorité.

Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, et Mme Leyla Zana membres du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), dissous le 16 juin par la cour constitutionnelle, ainsi que le député indépendant Mahmut Alinak (démissionnaire du DEP), sont détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire le 2 mars.

La défense a annoncé qu'elle demanderait dès la fin de la lecture de l'acte d'accusation la "mise en liberté" des détenus. Un des avocats, Yusuf Alatas, a déclaré mercredi que la défense rejetterait les accusations de "collaboration avec le PKK" au nom de la "liberté d'expression".

Les députés faisaient l'objet de critiques depuis leur élection de 1991 au sein du Parti Populiste Social-Démocrate (SHP, partenaire de la coalition droite-gauche). A l'époque M. Dicle et Mme Zana avaient affirmé "prêter serment sous la pression de la constitution turque". Cette dernière s'était adressée en kurde à l'assemblée, ce qui avait été enregistré dans le procès-verbal comme: "Elle a parlé dans une langue inconnue".

Deux autres députés, Sedat Yurttas et Selim Sadak, également déchus lors de la dissolution du parti, doivent passer en jugement devant la Cour sous les mêmes chefs d'accusation.

Six autres députés d'origine kurde ainsi que l'ex-président du DEP, Yasar Kaya (non-parlementaire), sont partis volontairement en exil dans différents pays d'Europe.

#### Soutien de députés européens

D'importantes mesures de sécurité ont été prises mercredi par la police qui a dispersé devant le Palais de Justice quelques centaines de manifestants. D'autres avaient été empêchés de parvenir jusqu'à la cour, les forces de l'ordre arrêtant les autocars qui les transportaient sur les routes qui mènent à la capitale.

"La justice turque est bien gardée", a commenté ironiquement le président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Daniel Jacoby.

Nombre de personnalités étrangères, dont une dizaine de députés européens, sont arrivés mardi soir à Ankara pour exprimer leur soutien aux députés déchus et assister à ce procès qui s'est ouvert malgré les critiques

des organisations de défense des droits de l'Homme, du Congrès américain et du Conseil de l'Europe.

Un député "vert" venu d'Allemagne, Sigi Marsch, s'est vu interdire l'entrée à l'audience pour "avoir tenu des propos contre l'Etat turc, lors d'une conférence de presse" en allemand mardi.

Le jour même de ce procès sans précédent en Turquie, le porte-parole de l'armée annonçait que plus de 150 maquisards kurdes avaient été tués dans la campagne contre les séparatistes kurdes. Ils ont été tués dans des raids aériens lancés dimanche et mardi dans le nord de l'Irak, a indiqué le colonel Dogu Silahcioglu.

ym/pmr/bm

AFP /J00245/031828

AOU 94

FRA0328 3 I 0378 TUR /AFP-XH17

Turquie-Kurdes lead

Poursuite du procès de six députés kurdes pour "séparatisme"

ANKARA, 4 août (AFP) - Le procès de six députés kurdes, qui risquent la peine de mort pour "séparatisme", s'est poursuivi jeudi à Ankara avec la lecture de l'acte d'accusation, au lendemain de son ouverture devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara (DGM), en présence d'observateurs étrangers.

Les députés sont accusés notamment "d'avoir constitué l'aile politique" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, en rébellion armée contre Ankara) au parlement turc, et d'avoir "collaboré avec le PKK pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est anatoliens" (à majorité kurde).

Il s'agit de MM. Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, ainsi que de Mme Leyla Zana, tous membres du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), dissous à la mi-juin, et du député indépendant M. Mahmut Alinak (démissionnaire du DEP). Les six députés sont détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire le 2 mars.

"Les violations des Droits de l'Homme dans le sud-est anatolien sont dues aux activités terroristes du PKK", a par ailleurs affirmé le ministre d'Etat turc chargé des Droits de l'Homme, Azimet Koyluoglu, en recevant une délégation du groupe des partis sociaux-démocrates du parlement européen.

Tout en reconnaissant que "la levée de l'immunité parlementaire des députés innocents d'un parti dissous nous met mal à l'aise", il a affirmé qu'il n'était "pas possible d'adapter immédiatement" la législation turque aux normes internationales. Ce processus est toujours en cours, selon lui.

Le chef de la délégation, le député allemand européen Yannis Sakellariou, a qualifié d'inacceptable la levée de l'immunité parlementaire des députés ainsi que leur "arrestation dans l'enceinte du parlement menottes aux mains".

Lors d'une conférence de presse, M. Sakellariou a indiqué que sa délégation était chargée de préparer un rapport sur le procès qui doit être présenté au parlement européen. Ce rapport "pourrait affecter les relations entre la Turquie et l'Union européenne", a-t-il dit.

La future création d'une commission mixte entre le parlement européen et le parlement turc "dépendra" de ce rapport, a ajouté M. Sakellariou.

CE/mr/st

AFP /J00245/041811

AOU 94



FRA0156 4 I 0175 TUR /AFP-UX47

Turquie-Kurdes

Poursuite du procès de six députés kurdes pour "séparatisme"

ANKARA, 4 août (AFP) - Le procès de six députés kurdes, qui risquent la peine de mort pour "séparatisme", a repris jeudi à Ankara au lendemain de son ouverture devant la Cour de sûreté de l'Etat en présence d'observateurs étrangers.

La défense a à nouveau récusé jeudi matin l'acte d'accusation mais le parquet a passé outre à ses objections et repris la lecture du document qui pourrait se prolonger jusqu'à vendredi.

Les six députés sont accusés "d'avoir constitué l'aile politique du PKK au sein du parlement turc" et "d'avoir oeuvré pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est anatolien" (à majorité kurde).

Il s'agit de MM. Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik et de Mme Leyla Zana, tous membres du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), dissous à la mi-juin, et d'un député indépendant, M. Mahmut Alinak (démissionnaire du DEP).

Les six députés sont détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire le 2 mars.

YM/bd

AFP /JO0245/041215

AOU 94

## PERSPECTIVES

# Les Kurdes dans le prétoire

■ Le procès des six députés kurdes arrêtés le 2 mars dernier s'est ouvert mercredi devant le tribunal de sûreté de l'Etat à Ankara. Ils seront rejoints par deux autres parlementaires interpellés en juin après l'interdiction du Parti de la démocratie (DEP). Accusés de mettre en péril l'intégrité du territoire, ils risquent la peine de mort.

Entrés au Parlement sous la bannière du Parti social-démocrate en 1991, ils furent accusés de représenter à l'Assemblée le PKK, le mouvement de guérilla autonomiste. L'activité de députés kurdes dénonçant les actions de l'armée était tolérée comme une soupape de sécurité. Pour le gouvernement, cela servait aussi de carte de visite démocratique. Aux législatives de mars dernier, la participation du DEP fut l'objet d'un marchandage avec le gouvernement. Mais le Parti de la démocratie renonça finalement à présenter ses candidats. Le premier ministre répondit par l'interdiction du parti le 16 juin dernier.

Les députés actuellement emprisonnés en Turquie, comme ceux réfugiés dans dif-

férents pays d'Europe après l'interdiction du DEP, sont inculpés pour leurs « discours et attitudes » séparatistes. L'un d'entre eux est accusé d'avoir hébergé un guérillero. Les actes d'accusation s'appuient essentiellement sur les déclarations de « repentis ». Le tribunal de sûreté de l'Etat, habilité à juger les délits politiques, est une sorte de prolongation civile des tribunaux militaires instaurés après le coup d'Etat de 1980.

Les députés du DEP seront défendus par une équipe d'avocats dont fait partie l'ex-ministre des affaires étrangères français Roland Dumas. La défense invoquera les droits d'expression garantis par toute démocratie et des vices de procédure : détention préventive abusive et écoutes téléphoniques illégales. L'intérêt des parlementaires et journalistes étrangers contraste avec le mutisme de la presse turque sur un procès qui aura d'importantes répercussions sur les relations de la Turquie avec l'Occident.

Claude ORTACQ  
(À Istanbul)

- 4. AOÛT 1994

L'ÉVÈNEMENT  
**LACROIX**

# Back to Turkey

İSMET G. İMSET / BEING VOCAL

**A**s I entered the Lufthansa departure lounge in Frankfurt airport, two things immediately caught my eye. The dense cigarette smoke, which one no longer sees in America, and the drooping faces of the waiting passengers. Turkish passengers on their way to Ankara but still reflecting no anxiety at going back to their home country. The dense smoke and faces without expression literally spoke for the situation Turkey has found itself in today, under a semi-military management suffering a crashing economy.

Six weeks is indeed a long time to be away from one's home country and changes many things. It is as if one should not turn one's back — seeing what has happened. Hearing just before my departure of the most recent monthly report of the Turkish Human Rights Association, I sat back in my plane seat wondering what is truly going on.

In four out of the six weeks during which I was touring the United States, we've managed to successfully evacuate-and-destroy 74 more Kurdish hamlets and villages, extrajudicially kill about two dozen people, murder another 20 under torture and arrest many more intellectuals. The report implies we are doing better than ever in becoming a police state — or should I say in replacing the former East Bloc. Even in Washington, I could not believe it when reports were constantly coming in of new arrests and killings every day. One day five people were put in prison — convicted of either writing or publishing controversial articles. The next day, five more were put in jail, again either for what they had said or written — expressing their opinions.

Now, Mehdi Zana is in jail. Haluk Gerger has also been sentenced. We've even put an economist behind bars for writing a book giving an economic approach to the Kurdish problem, which —officially— we still deny even exists. Great, sitting back in my seat on the way to Turkey, I recalled a slogan which we were so often told to repeat: "How happy am I to be a Türk!" Ten years from now, probably my elder daughter will be repeating the same slogan with a slight change: "How happy am I to be a Türk — still not in prison!"

Then there are those who are not as fortunate. Those, for instance, who can be kidnapped from a posh hotel in Istanbul by three car loads of alleged plainclothes men, taken to a nearby rural area, brutally tortured and killed with a single shot in the head.

As another Turkish saying goes, "one has to thank God for what he has in his hands."

Am I going too far? Do I need permission to write? Or is someone going to approach me, like that person in Washington and remind me that "problems

are our home affairs. We don't discuss them outside. After all, you should start thinking of your daughters." I still wonder how she knew I had daughters and what she really meant. But I do think of them. Advice taken, I am here.

"Keep a low profile" another bright "advice" said. "Or else you could end up like so and so." Great, suddenly I'm getting more "advice" than I have ever handled.

Back to the plane. The Crime of Opinion exists in Turkey. Period. And, as if to add to my grief, the first Turkish newspaper I lay my hands on the Lufthansa flight is *Hürriyet*. Not that I have anything against the paper itself but that it hurt so dearly to read. Just to read what is going on. Indeed, an assortment of stories are there but somehow only three capture my attention. Cem Özer's popular column is devoted to current developments and a freaky fundamentalist campaign to ban statues in Ankara. The title of his comment for Sunday is "I'll spit into such a brain" or something like that. Spitting, coming to the meaning of despising.

One can find many things to despise these days. Many new developments which imply the way the officials who seem to be currently running Turkey behind the scenes (and allowing our dear prime minister to play her part) think.

Özer's spitting column is indeed a work of art, skilfully written and an opinion which calls to be supported extensively. Yes, Cem, I too would join you in spitting into the brain of any mayor who is crazy enough to launch war on statues! But let us also see what else is going on. Perhaps, there is much more to despise here?

After Cem's column, I turn to the celebrity of the day, an interview conducted with State Security Court's Nüsret Demiral. I read how insecure he feels, how he cannot go out anywhere without protection, how dearly he misses his dog who died last week — another development in my absence. (If only I was not an animal lover myself, and someone quite fond of dogs, I would interject a comment here but...)

Hear Mr. Demiral, all human rights activists of the world. Hear him out Amnesty International. Hear what he says, Helsinki Watch and note, the Lawyers Group, the mentality of someone whose very name in Turkey sends shivers throughout the hearts of all intellectuals.

For, despite his "reputation," Mr. Demiral is a lover of dogs and one who was very special — his own Goldi. He is just like you or me. Again in my absence he has even written a poem for his "deceased son" Goldi the dog. Now, he is having someone make a mask of Goldi to hang on his wall

Tuesday, June 14, 1994

turkish daily news

and a statue is being made to be placed atop Goldi's burial site in his garden. Democracy Party Diyarbakır MP Sedat Yurttaş apparently demanded recently for Mr. Demiral "to show the same sensitivity he has shown to dogs, to human beings." A good argument, I must confess. How anyone who loves dogs can actually turn against thinking beings is something I wonder as well.

But this is even confusing for Demiral who on Sunday quotes a British saying to *Hürriyet's* Oya Armutçu. "They say," he explains, "that I love dogs even more than I love human beings." Hitler was also a dog-lover and it is so touching when Demiral refers to him. Hear what he says for Adolf: "Hitler had a feeling in this way too. He was a Fascist. He killed a lot of people. I don't understand why he killed them."

Is it only a coincidence that after the mention of Hitler, Mr. Demiral voices an extreme right wing claim that the grassroots of the Turks is the Grey Wolf? "We are a nation which loves wolves," he explains immediately after. Yes, we do love the Grey

Wolves, don't we. We loved them so much that we did not lift a finger in the 1970s when they were massacring intellectuals and Turkish leftists by the dozens. Why, we even held their hand! "If someone loves his dogs, he loves all humans" notes Mr. Demiral, something I would have agreed with before learning of the mutual love for dogs he clearly shares with Hitler. I love dogs. I also love human beings. But I could never even consider putting people in jail only for their opinions — or demanding a death sentence for them.

The Crime of Expression exists in Turkey and Mr. Demiral has —perhaps unknowingly— confirmed this. Look what he has to say when he is asked the simplest question "Do you find time to read books?"

"We especially read 'obscene' books... We read sentence by sentence all of the books which we launch court cases against. There is nothing ignored. We read them sentence by sentence, word by word. And we are opening court cases after evaluating the opinions which those words may be reflecting."

These are his words, not mine...

Demiral apparently loves dogs, writes poems and has never washed the dishes. He has never worn blue jeans "because it is requirement of the position I hold."

Hitler loved dogs and wrote poems. Hitler committed crimes against humanity. He was, and is, remembered as the greatest disgrace of humanity. For he was racist, believed in the superiority of the Aryan race. He was in charge of the ethnic cleansing launched first against the Jews and then all opponents of his regime. His forces burned tons of books owing only to "the opinions which the words may be reflecting."

Hitler's kind are lower beings. His kind may love dogs but fears opinion. His kind fears intellectuality. His kind fears words. Words which so beautifully come together in reflection of an opinion. Words which are the only gateway to imagination... Almost at the verge of shedding tears, I turn to a new page in *Hürriyet* looking for some comforting news. Another passenger ship has been bombed. Identical to events we have before every coup. More attacks are clearly expected.

On the front page. I see an interesting question posed by the paper's editor-in-chief, Ertuğrul Özkök. "Is democracy losing its romanticism?" he seems to be asking. After starting to read, I realize that it is not him but Michel Kinsley from *Time* magazine asking that question. But Özkök is only giving information on "sentences which have been underlined" by Chief of Staff Gen. Doğan Güreş.

How Özkök got information on which sentences Gen. Güreş underlined, or why this was ever told to him, or which kind of message is being passed out through that commentary is not yet clear. One sentence the general has apparently underlined is, however, that "Traditional democracies will eventually find themselves in the trash yard!"

There is also a long reference to the Peruvian example. Here is exactly how Özkök gives it:

"In this section which Güreş has underlined, the following is explained: The ethnically Asian Peruvian Head of State sometimes like to mention that he has imported Asian culture to South America. In early 1992, he disbanded courts and Parliament, starting to run the country by decree after abolishing civilian freedom. The result? The Shining Path guerillas, which put the country into a difficult position, have almost been crushed, the economy has become richer, Fujimoro has become very popular..." If it was not for Oktay Ekşi's highly optimistic column titled "Look, something is being done" and explaining developments towards amending the Constitution, I would probably had cried on that Lufthansa flight taking me back to Turkey.

Or perhaps I should have listened to the advice of the Turkish chemical engineer who sat next to me. "Mr. İmset, we feel the same way. Perhaps, the best thing to do is to return to Turkey via Baghdad. Then it is possible to feel good because that place is so terrible." God, look at that comparison! But, maybe it is true that one should look to the worst to get a bit optimistic. Six weeks in the United States. Six weeks during which I was constantly and deliberately harassed by my own people. Six weeks during which I had to painfully see my own embassy working as if it were the embassy of a former East Bloc country and some of my own colleagues working like agents. Six weeks in which every attempt was made to get me into trouble. When my own embassy was filing back lies to Ankara and when some of my own colleagues were doing everything to fulfill the desire of that embassy to create chaos for me back here.

In six weeks, I have seen much and learned much. But now I am back. Back to the country I love and where I live. Back to the country which raised me. Back to the turmoil and chaos I so strongly deplore, to the substandard democracy which I have fought to improve for 15 years and to the usual old war of words. Behind my words though, no one can find any hidden opinion. For I have no opinion to hide and see it as a disgrace to even consider fearing an opinion.

I really love this country. There is so much to fight for. There are so many problems needed to be solved. So many people that go unanswered but need a challenge and so much confusion that I wonder whether it is Wonderland or the Tunnel of Fear. But it is my country and I love it. "Haydi hayırlısı," a new period is beginning..



# International Human Rights LAW GROUP

## EXECUTIVE COMMITTEE

Gregory B. Craig  
*Chair*  
Robert Cohen  
*Vice-Chair*  
Steven M. Schneebaum  
*Treasurer*

GRUPO JURIDICO INTERNACIONAL DE DERECHOS HUMANOS  
GROUPE JURIDIQUE INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME  
1601 Connecticut Avenue NW • Suite 700 • Washington DC 20009 USA  
Telephone (202) 232-8500 Telefax (202) 232-6731  
E-Mail: lawgroup@igc.apc.org

## EXECUTIVE DIRECTOR

Reed Brody  
LEGAL DIRECTOR  
Janelle M. Diller  
WOMEN IN THE LAW  
PROJECT DIRECTOR  
Donna Sullivan

## INTERNATIONAL COUNCIL

P.N. Bhagwati  
*India*  
Florence Butegwa  
*Uganda/Zimbabwe*  
Francis Deng  
*Sudan*  
Adama Dieng  
*Senegal*  
Diego Garcia-Snyan  
*Peru*  
Mario Julia Hernandez  
*El Salvador*  
Asma Jahangir  
*Pakistan*  
Monica Jimenez de Banaos  
*Chile*  
Michael Kirby  
*Australia*  
Jaime Malamud-Goli  
*Argentina*  
Fali Nariman  
*India*  
Inda Lourdes Sajol  
*Philippines*  
Marta Santos Pais  
*Portugal*  
Raji Sourani  
*Gaza*  
Neelan Tiruchelvam  
*Sri Lanka*  
Katarina Tomasevski  
*Croatia*  
Theo C. van Boven  
*Netherlands*

## PRELIMINARY STATEMENT OF OBSERVERS TO TRIAL OF KURDISH PARLIAMENTARIANS IN TURKEY

FOR IMMEDIATE RELEASE  
AUGUST 5, 1994

The trial observer mission of the Washington-based International Human Rights Law Group has concluded nearly three days of observation of the trial of six Kurdish parliamentarians. The delegation has also met with the chief prosecutor, lawyers for the defense, the Director of Criminal Affairs in the Ministry of Justice, journalists, diplomats, human rights leaders, independent lawyers and family members of the accused. The observers's requests for meetings with the judges were denied.

The observer delegation consisted of Janelle Diller, Law Group Legal Director, and Kristen Stilt, Washington lawyer and Middle Eastern affairs specialist.

Based on an initial assessment of the charges, the trial process, and the general context in which the trial is being conducted, the Law Group issues the following preliminary statement. A full and final set of conclusions based on a complete analysis of all charges and relevant legal issues will be prepared in several weeks and distributed publicly.

To reach the preliminary conclusions, we have relied upon the internationally-recognized standards to which Turkey has committed itself. Those standards include the European Convention on Human Rights, the Universal Declaration of Human Rights, and the UN Charter. We also invoke the law and practice of other democratic states and generally-recognized principles of fairness.

## PRELIMINARY CONCLUSIONS

We conclude that, in its prosecution of six Kurdish parliamentarians on charges carrying the death penalty, Turkey is violating international standards respecting the rights of its citizens relating to both freedom of expression and fair trial.

The 146-page accusation contains charge after charge that amount to no more than the peaceful expression of political opinion. Under the European Convention for Human Rights, which is binding on Turkey under Article 90 of its Constitution, political expression of elected opposition leaders is entitled to the highest degree of protection. This rule has been clearly stated by the European Court of Human Rights. Indeed, in many of the statements under examination, the deputies appear to have merely voiced the aspirations of people they represent to various rights recognized as legitimate under the European Convention and international agreements.

Based on a European Court ruling, Turkey has an obligation, because of the dominant position which the government occupies, to display restraint in resorting to criminal proceedings relating to the exercise of freedom of expression. In fact, generally accepted principles of law that help define the European Convention norms require Turkey to justify its restrictions on freedom of expression by proving that an accused has intended to encourage support for terrorists or has incited violence. These standards have been used by courts in situations of political conflict in such countries as India, Israel, Sri Lanka, and Uganda.

In the DEP case, an overwhelming majority of the charges we heard do not exhibit -- on their face -- any intent by the deputies to encourage support for terrorists or incitement to imminent violence. Defendants' responses in court indicate there are grave disputes about whether certain allegedly offensive statements were actually made and certain meetings attended. In addition, the fact that the prosecution comes more than two years after the deputies made some of the allegedly offensive statements indicates that the statements pose no real serious threat to legitimate state interests.

Further concerns about the charges relate to the degree to which they are proper under Turkish law. Article 125 appears to require an "act" -- that is, something more than the speeches contained in the charges. Also, there appear to be questions about whether the charges go beyond the scope of the grant of authority given to the prosecutor by the Parliament in stripping the deputies' immunity, and whether the decision to ban the DEP affects that authority.

The International Human Rights Law Group remains gravely concerned about the fairness of the trial itself. Our concerns include the following:

- the trial is not a public hearing since the government, citing security concerns, appears to have permitted in the courtroom only international observers, certain relatives of the accused, the press and lawyers. Corroborated independent reports indicate that people traveling to Ankara to observe the trial have been turned back at checkpoints along the way and hundreds more turned back at the court gates;
- the impartiality of the judges is called into question by several events we observed.

among them, the deference given the prosecutors' wishes in contrast to the summary treatment of defense lawyers' objections, and the hostility exhibited to foreign observers, particularly at the outset of the trial;

- the rules in this case appear to allow the introduction of evidence extracted by torture or from relatives in contravention to generally accepted principles and Turkey's own revised rules of criminal procedure that apply in other cases;

- the detention of the accused appears arbitrary given the fact that many of the charges are not present -- even on their face -- serious threats to legitimate state interests.

### PRELIMINARY RECOMMENDATIONS

Based on our preliminary conclusions, we recommend that:

- the State Security Court should uphold the right to freedom of expression of the parliamentarians by dismissing all charges that fail to state sufficiently serious threats to legitimate state interests.

If any charges remain to be tried, we further recommend the following:

- the Court should ensure all guarantees necessary for the effective defense of the accused, including a public hearing, generally accepted standards of evidence, and adequate preparation time for the defense;

- the Court should maintain a strict independence from the prosecutor and the political pressures surrounding this trial;

- the Court should give immediate consideration to releasing the defendants pending conclusion of the trial.

*The International Human Rights Law Group is a nonprofit, nonpartisan advocacy organization that uses international and US legal mechanisms to seek justice for the victims of human rights abuses. Based in Washington, D.C., the Law Group is a leading actor before the UN Human Rights Commission, the UN Working Group on Arbitrary Detention, UNESCO, and the Inter-American Human Rights organs.*

# From HEP to DEP, always a battle

*Trial of former DEP deputies may turn into political circus*

By İlnur Çevik

*Turkish Daily News*

**O**n Tuesday five former deputies of the now defunct pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and an independent deputy who was once a member of DEP who were in jail for the past five months were put on trial at the notorious State Security Court on charges of having organic links with the clandestine Kurdish Workers' Party (PKK) which is a separatist terrorist group. The prosecutors say by establishing such links the deputies committed an act of treason which means the defendants can face capital punishment despite the fact that no one has been hanged in Turkey in more than 11 years.

The defendants are the former head of DEP Hatip Dicle, and former deputies for Şırnak, Diyarbakır, Mardin and Muş, Orhan Doğan, Leyla Zana, Ahmet Türk, and Sırrı Sakık respectively. One of the defendants, independent deputy Mahmut Alınak, for his part, still retains his parliamentary seat because he had resigned from DEP before the party was banned, although his immunity was lifted.

What is this trial all about? Is it really just a criminal case or does it have a deeper political significance? Is the Turkish Parliament a safer place and freer forum with the elimination of the DEP deputies from its ranks?

To reply to all this we have to go back well before the 1991 elections and study the events which brought the DEP deputies into Parliament.

First it was the People's Labor Party (HEP) which was founded as a voice of the people of Kurdish origin in southeastern Turkey and thus was based on more ethnic and regional origins compared to other parties in the country. The party came under fire from the authorities and had a rough ride during its short life span.

HEP's uphill battle started just before the 1991 elections when the then ruling Motherland Party led by Mesut Yılmaz raised obstructions to the party's participation in the elections. At the time the people of southeastern Turkey were displaying their strong reaction to state repression in the area against the Kurdish separatist movement spearheaded by the PKK by supporting the HEP. It was known way back then about the organic links between some HEP deputies and the PKK.

There were even rumors that the PKK was actively supporting the candidacy of some HEP people and was telling the locals to back them.

So the Motherland, encouraged by the military, created legal obstacles to block the HEP from participating in the elections. But that was not the end of the story. At the time both the pro-Islamic Welfare Party and the Social Democrat People's Party (SHP) tried to court the potential HEP candidates and capitalize on the popularity of the party in the southeastern provinces. The SHP managed to lure all the HEP candidates to its ranks and in the elections won a sweeping victory in the region. As a matter of fact HEP drew its own list of candidates from the southeastern provinces without any interference from the SHP. So the HEP deputies entered the Parliament as SHP members. That was when the problems started. Leyla Zana and Hatip Dicle refused to take the parliamentary oath to officially become members of the Parliament in a rowdy opening session of the house. After much controversy they did however take the oath when they realized they could not serve as deputies without the oath...

The incident, televised live, created quite a stir in Turkey and it became apparent that the SHP would have a tough time hosting these "guest" deputies.

Pro-Kurdish parliamentary addresses by these deputies kept everyone busy and started disturbing the public. There were incidents when some pro-Kurdish deputies were roughed up at the rostrum while trying to address the house. Radicals like Diyarbakir deputy Hatip Dicle were clearly being provocative while more moderates like Mahmut Alınak were becoming the victims of conservative bias in the Parliament.

In some addresses the deputies even tried to justify the separatist terrorist actions of the PKK which eventually became a heavy burden on the SHP which had by then become the junior partner of a coalition government with the True Path Party of Süleyman Demirel.

The pro-Kurdish deputies attended international Kurdish conferences without the prior consent of the SHP leadership and thus prepared the ground for severing their links with the coalition partner.

Eventually the deputies left the SHP, much to the relief of party chairman Erdal İnönü who had become the deputy prime minister. They set up the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) when it became apparent that the authorities were moving to ban HEP. İnönü had come under pressure from all quarters including the military "to get rid of these radicals." Only a handful of pro-Kurdish moderate deputies like Fehmi Işıklar and Salih Sümer preferred to stay with the SHP. As a matter of fact Işıklar became deputy speaker of the Parliament.

The greater the pressures exerted on DEP the more its deputies became radical and made statements which the public found difficult to swallow because of growing anger over mounting military casualties in the campaign against separatist terrorists in southeastern Turkey. The deaths of Turkish soldiers and the arrival of coffins in various

Anatolian villages increased the anti-Kurdish sentiment throughout the country.

The justified complaints of some of the DEP deputies about the growing state repression in the troubled southeast, however, were being drowned under the heavy barrage of radical and provocative statements of some extremist deputies like Dicle and Zana.

By that time the State Security Court prosecutors had already started compiling evidence against the DEP deputies for their alleged "anti-state" actions. Zana's communications with PKK leader Abdullah Öcalan were being monitored and recorded. There were also allegations that the deputies were sheltering some pro-PKK people in their official residences.

When President Turgut Özal suddenly died in April 1993 and Demirel became president there was a change of guard at the cabinet. Tansu Çiller became the chairperson of the DYP and thus the prime minister. Soon İnönü departed as SHP chairman and Murat Karayalçın replaced him.

Under Çiller things took a turn for the worse for the DEP deputies. The new prime minister was more inclined to "give a free hand" to the military in the fight against separatist Kurdish terrorism. That also meant the military had more say on all other matters concerning the Kurds and that included the DEP.

President Demirel is on record as saying the military is extremely unhappy with the presence of DEP deputies in Parliament. So they prodded Çiller to "throw them out." While all this was happening the authorities had to experience an embarrassment which once again displayed that the anti-Kurdish campaign had started claiming innocent victims. The Constitutional Court decided to close down the dormant HEP which had once been headed by Fehmi Işıklar. According to the Constitution when a party is closed those who were members of the party automatically lose their seats if they are members of Parliament when the case was launched. Işıklar was not only a deputy from the SHP when the supreme court decided to close HEP but he was also the deputy leader of the Parliament. Everyone ranging from the president to the speaker of the Parliament voiced outrage but could hardly do anything to save Işıklar's parliamentary seat. There was talk of amending the Constitution but that fell flat. Işıklar who was regarded as a moderate pro-Kurdish voice in Parliament had to bow out.

That was when the comedy of errors started in Turkey. Mistakes were committed on all sides. DEP held a convention and gave signals that it would become even more radical. It kept this promise when its chairman Dicle tried to justify a PKK bomb attack in Istanbul's Tuzla district against military cadets at a rail station which left five young soldiers dead.

That was when the country was gearing up to the campaign for the nationwide municipal elections in March. There were rumors that under military pressure the authorities would do everything possible to prevent DEP from participating in the elections for fear that many pro-PKK supporters could become mayors throughout southeastern Turkey.

Pro-Kurdish sources claimed all potential DEP candidates were harassed by the authorities and some were even detained. DEP citing all these withdrew from the polls saying under the current conditions it was impossible to hold free and fair elections in the region.

The people of southeastern Turkey were called on not to go to the polls. That proved a failure because the people did go to the polling stations in record numbers and voted for the pro-Islamic Welfare Party which observers said was a "protest vote against the current system in Turkey."

Insiders say the elections boycott was the death warrant for the DEP.

There is a long list of Justice Ministry files in the Parliament which deal with the lifting of the parliamentary immunities of deputies who have allegedly committed crimes. The committees in the house usually do not act on these files and they lie in drawers until the end of the legislative term. But this time an exception was made for the DEP deputies and their files were immediately sent to the committees for action. At first the Parliament lifted the immunities of deputies Hatip Dicle and Orhan Doğan in March. That is when the farce began. As soon as these two deputies left the Parliament building they were hauled away from the gates to police detention under orders from State Security Court chief prosecutor Nusret Demiral. Even Interior Minister Nahit Menteşe was bewildered to hear about the detentions and the way they were handled.

The lifting of the immunities of the other four deputies was a slower process and because of the uproar the detention of the two deputies had created both at home and abroad the authorities this time did not act with such haste to jail them. President Demirel served notice in newspaper interviews that the military was satisfied.

That was not the end of the story. In June the Constitutional Court ruled for the closure of the DEP. Thus all the other DEP deputies who remained free lost both their parliamentary immunities and their seats...

Six had left Turkey before the court ruling and decided to remain "in exile." Two others were taken into custody by the police and thus DEP was effectively eliminated from the Parliament.

Three pro-Kurdish deputies who had quit DEP before the court action began retained their parliamentary seats as well as Mahmut Alınak who is now on trial with the other DEP deputies who also had resigned from the party.

So the impression was created that the voice of the Kurds in Turkey were silenced when their deputies were "thrown out of Parliament" and now face prosecution.

There are suggestions that only a handful of pro-Kurdish deputies remain in Parliament. On the contrary there are more than five dozen deputies of Kurdish ethnic origin in Parliament with various parties.

But what is certain is that with 22 vacancies in the Parliament mostly from the southeastern provinces

there is a problem of representation. The southeastern provincial capital of Diyarbakır has lost half of its deputies and the province of Şırnak is without any deputies in Parliament. Parliament Speaker Hüsameddin Cindoruk has called this a serious deficiency and says only by-elections can remedy the situation.

Authorities are concerned that in the event of by-elections in the troubled area the PKK will once again try to capitalize on the volatile situation and have its own supporters elected to Parliament. If the state forces try to prevent this then there is also concern that the votes may go to the pro-Islamic Welfare which can sweep away all the vacant seats in the southeast and seriously increase its power in the Parliament.

Observers say the DEP always opted for radicalism and those who favored moderation were silenced.

They feel a strong pro-Kurdish voice in Parliament should always be present but its representatives should be better groomed for such a mission. Currently DEP has been replaced by People's Democracy Party (HADEP). Can this party actually make an impact remains to be seen.

What emerges from all this of course is the fact that the current DEP trial will turn into a political case where the ultranationalists of Turkey will clash with Kurdish radicals. Some human rights activists in Europe will no doubt exploit the trial for their own benefit in their general anti-Turkish drive.



ouest  
france

-5. AOUT 1994

## Ils risquent la peine de mort La Turquie juge six députés kurdes

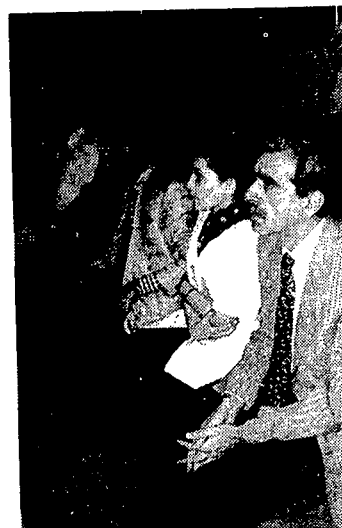
**Malgré les protestations internationales, le procès des six députés kurdes accusés de « séparatisme » se poursuit. Ils risquent la peine de mort, ce qui ne redorerait pas l'image déjà largement ternie de la Turquie en matière de droits de l'homme.**

Protestations des avocats (au nombre de 300), manifestations devant le tribunal, incidents d'audience, un député européen empêché de suivre les débats... Le procès des six députés kurdes du Parti de la démocratie (interdit depuis le 16 juin) poursuivis pour « séparatisme » se déroule à Ankara dans un climat peu propice à l'apaisement des tensions entre le gouvernement et les Kurdes.

La lecture des charges (l'acte d'accusation compte 147 pages) pourrait se prolonger aujourd'hui.

Une partie des avocats ont quitté l'audience, estimant qu'il était « inutile de le prolonger » cette « farce ». Les six députés (six autres sont en exil en Europe) sont accusés d'avoir « constitué au sein du parlement turc l'alle politique du PKK (le parti séparatiste du Kurdistan) et d'avoir œuvré pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est anatolien ». Détenus depuis le 2 mars, ils risquent la peine de mort.

De nombreuses personnalités sont venues les soutenir. Des centaines de manifestants ont été dispersés mercredi par la police aux abords du palais de justice d'Ankara. Les forces de l'ordre ont intercepté de nombreux cars sur les routes qui mènent à la capitale. Et un député « vert » allemand s'est vu interdire l'entrée à l'audience parce qu'il avait tenu des propos anti-turcs la veille.



Reuter

Les prévenus à l'audience.

## La manière forte depuis dix ans

Reuter Le procès d'Ankara n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan de répression qui frappe le Kurdistan turc. Mais il confirme que le gouvernement ne veut croire qu'en la manière forte pour faire plier l'échine au peuple du sud-est anatolien. Cette « guerre totale » (plus de 2 000 rebelles tués en six mois), promise par la première femme Premier ministre en Turquie, Tansu Ciller, doit s'achever sur une victoire avant la fin de l'été. Quand bien même la force ferait taire la différence kurde, pourrait-on parler de victoire sans une solution politique et après dix ans d'affrontements qui se soldent par 13 000 morts ?

Malgré des promesses de dialogue, voire des tentatives d'ouverture, les gouvernements successifs ont toujours fini par se résoudre à employer la force. En « sous-traitant » la question kurde à l'armée (les reportages que nous avons effectués depuis des mois l'illustrent), il a frappé sans discrimination, détruit ou brûlé des centaines de villages, déplacé les populations, arrêté et torturé aveuglément, ouvert au moins cinq camps d'une capacité de 10 000 places (révélation de la chaîne allemande de télévision

ARD) et créé un fâcheux amalgame entre les terroristes et l'ensemble du peuple kurde.

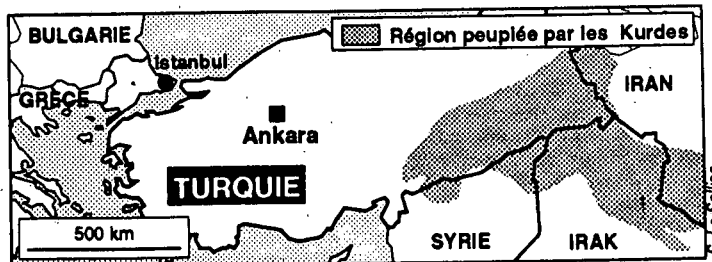
Au début de la guérilla, après la disparition du régime militaire, le noyau dur du PKK ne dépassait pas 200 membres. Dix ans après, selon la police turque, il y aurait 20 000 combattants et 70 000 miliciens. Pourtant, la très grande majorité des Kurdes, que la pauvreté a poussé vers les villes, souhaite l'intégration pour peu qu'on respecte l'expression de sa spécificité culturelle et qu'on accorde au sud-est anatolien les moyens de sortir du sous-développement.

En fait de moyens, le gouvernement consacre un quart de son budget à l'armée, qui passe le plus clair de son temps à répri-

mer. Ce faisant, il a renforcé le sentiment « national » kurde alors que l'autonomie n'avait jamais été une revendication. Et surtout, la logique répressive a fait progressivement de chaque opposant un suspect, de chaque défenseur des droits de l'homme un allié des terroristes, de chaque Kurde un exclu de la démocratie.

Dénoncés par la communauté internationale, ces agissements coûteux inquiètent même les milieux économiques turcs, qui réclament une solution politique. L'Europe, à qui la Turquie fait de grands yeux doux, ne pourrait-elle pas profiter de la circonstance pour peser en faveur des droits de l'homme ?

Michel URVOY.



# DEP trial continues at Ankara DGM

## Hatip Dicle: The prosecution does not recognize the existence of the Kurdish people. But this existed 68-years ago and still exists today.

Turkish Daily News

**ANKARA-** The trial of five former deputies of the now banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and one independent Kurdish deputy continued on Monday at Ankara State Security Court (DGM). On the fourth day of the trial, the court heard testimony from the deputies who are charged with treason, under article 125 of the Turkish Penal Code (TCK), for allegedly advocating separatism.

Sirri Sakik, former DEP deputy for Muş, in his statement to the court, said that his membership of the banned pro-Kurdish parties, the People's Labor Party (HEP) and DEP together with his surname were the only reasons for the charges against him. Sakik's brother, Semdin, is a well-known PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) militant.

The former deputy said that his surname alone would probably convict him and added that he had nothing in common with his brother which would provide a reason for the telephone calls he is alleged to have made.

He said: "I am not a PKK militant. I entered the political arena with the Republican People's Party (CHP) long years ago and continued my line in SODEP and later in the Social Democrat People's Party (SHP)."

Commenting on the reasons for his arrest, Sakik said: "I am here because I expressed my views regarding the rise of the Kurdish problem and for presenting my ideas on possible solutions."

Sakik said that the 452-page indictment could have been fitted into 30-40 pages and commented that the case is actually a political one.

He claimed that his relatives had been taken into custody and coerced into giving false testimony, all because of the hate felt towards him because of his brother.

Sakik claimed that the prosecutors already judged him as a criminal and called him the "brother of Şemdin Sakik, the Mus deputy Sirri Sakik."

Referring to the TRT TV programs produced by Ertürk Yöndem, Sakik said: "the accusations directed at me have been based on the confession extracted from Sabiha Sunar who said that I brought a doctor to the mountains to treat wounded PKK members but I was present in Parliament at that time and this is in the record."

Sirri Sakik added that Sunar had also said that Sukru Şapçı had killed two people and had said that he (Sakik) had been informed about the incident and continued: "Şükri Şapçı is over 80 and paralysed and no case has ever been opened against him." The former Kurdish deputy further testified that they had brought the subject of extra-judicial killings onto Parliament's agenda and said that they proved the innocence of the

eight people introduced as PKK militants and killed in his own village.

Sirri Sakik also answered questions on his financial status and said that the \$103,000, DM45,000 and TL 100 million deposited in the Parliament branch of Ziraat bank were his personal savings.

The money was his and not the PKK's as declared in the indictment. He came from a wealthy Mus family which was involved in real estate, an hotel and the import-export business.

Sakik claimed that the media had presented biased reports of his speeches. He denied saying, at the DEP Manisa Provincial Congress, "The war in Kurdistan will continue until independence."

Sakik continued: "Another reason for our trial is the press. My picture was placed between that of the PKK leader Abdullah Öcalan and Şemdin Sakik."

The feeling created with the news about us amongst the public was like an extra-judicial execution. I am accused of being a PKK member but my hotel in Muş was bombed and two people died and all this was reported in Kurdish publications.

There is a contradiction since on one hand I am attacked by the PKK and on the other I am accused of being a PKK member."

The former DEP deputy also stated that he had landed in the midst of a plot and said that the accusations against him had been based on the false confessions of former PKK militants and continued:

"Who did we shoot at, where did we plant bombs, what illegal activity did we engage in? They must tell us this." The court proceeded to the testimony of former DEP Diyarbakır Deputy Hatip Dicle.

During his hearing Hatip Dicle, the former DEP chairman, said: "Whatever the results of this case may be, it will not go down as one of the bright pages in the political and judicial history of the Turkish Republic."

Stating that the parliamentary immunity given to them by the people through elections could not be taken away from them, Dicle continued: "This right has been given by the people and can be taken back again by the people. A politician can only be tackled by another politician about his opinions."

Hatip Dicle also referred to the Parliament as committing "Harakiri" by their lifting of the immunities — just on the grounds of the expression of opinions — and said: "They have committed suicide"

The Turkish people, he said, had not won their present international standing by insisting on a violent solution to the Kurdish problem. "In the contemporary world and based on the principles of universal law, the Turkish people have the right to a distinctive position in the world."

During the court session, Dicle claimed that all the sensitive political decisions are being taken first at the National Security Council (MGK) and went on further to say that the government obeyed these decisions. Parliament, he said, was just a rubber stamp.

"The source of the Kurdish problem goes back 68 years," Dicle said, and blamed the present situation on policies of violence. "The prosecution does not recognize the existence of the Kurdish people. Yet they existed 68 years ago and still exist today. Turkey applied the use of force in the solu-

tion of the Kurdish problem. Due to these policies based on violence, Turkey ranks second after China in terms of human rights violations." Hatip Dicle claimed that one other reason for their arrest had been to boost the morale of the soldiers fighting against the terrorist organization, PKK, in the Southeast.

Dicle also compared the DGM to the former "Tribunal of Independence" during the Turkish national struggle, to the "Yassıada" courts and military courts from the periods of military rule, and indicated that he did not view the DGM as an institution answering to the political needs of today. Their loyalty to the judiciary, he said, was questionable. In spite of all efforts, Dicle

described the situation in the Southeast as very critical. "The government has to open all democratic channels to isolate the sources of violence in our society," Dicle insisted.

"The necessary tool for this is the urgent regulation of the Constitution and the legal system." The former Diyarbakır deputy added that the HEP, ÖZDEP and DEP parties — legally organized to voice the problems and demands of the Kurds — were liquidated through the use of undemocratic pressure and violence. Dicle furthermore said that a historical moment had been missed in the solving of the Kurdish problem.

Referring to the March 27 local elections, the former DEP deputy said that the accusation that "the DEP did not enter the elections because of directives from the PKK" was based on false claims and described it as: "intentional prejudice."

Meanwhile, yesterday in Istanbul, 24 people were arrested for collecting money for the outlawed PKK. Among the suspects was provincial chairman of the banned DEP, İmam Doğan.

The suspects were caught with three hand grenades, ERNK seals and fake documents. Doğan himself was arrested in a house located in the Avcılar district by the Istanbul anti-terror team squad according to an announcement made by the Police department, and legal procedures are underway.

Tuesday, August 9, 1994

turkish daily news

## EDITORIAL

## Le procès de la Turquie

**U**n procès que l'on croyait d'un autre âge se déroule à Ankara. Six députés kurdes d'un ancien parti dissous comparaissent devant la Cour de Sûreté. Déchus de leur mandat, accusés de délits séparatistes et d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ils ne risquent ni plus ni moins que la peine de mort. Ils n'ont pourtant commis aucune action violente. Leur seul crime : avoir souligné l'existence du problème kurde. L'image de l'arbitraire donnée par la Turquie risque fort de se retourner contre elle. Ce procès est avant tout le sien.

Le problème kurde empoisonne le pays. Jusqu'ici aucun gouvernement n'est parvenu à le résoudre. Le cycle infernal agression-répression ensanglantant les provinces de l'est, éclabousse parfois l'Europe occidentale et déborde souvent en Irak. La politique autoritaire d'Ankara, alors que les douze millions de Kurdes ne revendiquent même pas l'autonomie au contraire de leurs frères d'Irak, suscite en réaction un sentiment nationaliste fort. Brimés culturellement, laissés pour compte économiquement, pourchassés politiquement, ils sont victimes de la politique de la démocratie sélective imposée par Ankara.

La Turquie est d'ailleurs régulièrement montrée du doigt pour violations des droits de l'homme. Cela a été encore le cas en juillet à Strasbourg. Le Conseil de l'Europe, dont elle est membre, a demandé la libération des six parlementaires. Et une délégation du Parlement des Douze suit sur place le procès. Le verdict sera lourd de conséquences pour son avenir européen.

*Base avancée de l'OTAN, Ankara a la faveur de l'Occident et voudrait s'y amarrer. Mais il serait temps qu'il adapte sa législation et renonce aux dérives juridico-policières héritées du régime militaire tombé il y a dix ans. Ce procès est un procès politique indigne d'une démocratie. Pour l'entrée de la Turquie dans le concert européen, il est urgent d'attendre.*

**Jean-Pierre Bouteiller**

10. AOÛT 1994

**DINA**  
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE  
Strasbourg  
Le premier quotidien d'Alsace

## TURQUIE

### Six députés kurdes devant leurs juges

**L**a première partie du procès de six députés kurdes accusés de «séparatisme» et qui risquent la peine de mort, s'est terminée lundi soir devant la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara. Cette dernière a reporté au 7 septembre la prochaine audience. Le procès s'était ouvert le 3 août en présence des six députés.

Ils sont accusés d'avoir «constitué l'aile politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) au sein du Parlement turo» et d'avoir «œuvré pour créer un Kurdistan indépendant dans l'Est et le Sud-Est anatoliens», à majorité kurde. Les six députés avaient perdu leur immunité le 2 mars.

A la fin de la première partie du procès, la défense a demandé que soit entendu Jalal Talabani, dirigeant kurde irakien et chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), pour «déterminer si oui ou non ces députés dépendaient du PKK». M. Talabani avait en effet assisté à plusieurs entretiens (notamment en mars 1993) de certains d'entre eux avec le chef du PKK, Abdullah Ocalan alias «Apo».

Cette demande doit être examinée et la réponse du tribunal sera donnée lors de la prochaine audience. La première partie du procès était consacrée à la lecture des 147 pages de l'acte d'accusation et à une première défense personnelle de chacun des députés.

Au cours de la session de lundi, les députés ont une fois de plus rejeté «toute appartenance au PKK», qualifiant le procès de «politique». Le tribunal a pour sa part rejeté une demande de M. Alinak de mise en liberté provisoire. (AFP)

10. AOÛT 1994

LE JOURNAL DE GENEVE

# Turkey gambles with its future

Ankara's hopes of being treated as a modern European state are being put at risk by a stubborn streak, writes Louise Hildalgo

**T**HE TRIAL of six Kurdish members of Turkey's parliament charged with treason has revived debate about Turkey's democratic credentials at a time when it is once again pushing hard for membership of the European Union.

The six - five former MPs from the Democracy Party, outlawed in June, and an independent sitting deputy - are accused of promoting Kurdish separatism and of having links to the outlawed Kurdistan Workers' Party, the PKK. They face the death penalty if found guilty, although no one has been executed in Turkey for ten years.

European politicians are vexed that the Turkish government has pursued the prosecutions knowing full well of the West's disapproval. The Council of Europe, of which Turkey is a member, has accused Ankara, which stripped the MPs of their parliamentary immunity, of failing to live up to its claim to respect human rights. The European Parliament and European Union foreign ministers have urged Turkey to reconsider the case.

Instead, Ankara has set its face against the critics and staged a trial that could become a showpiece for its own human rights record in its fight against Kurdish separatists in the contested southeastern region.

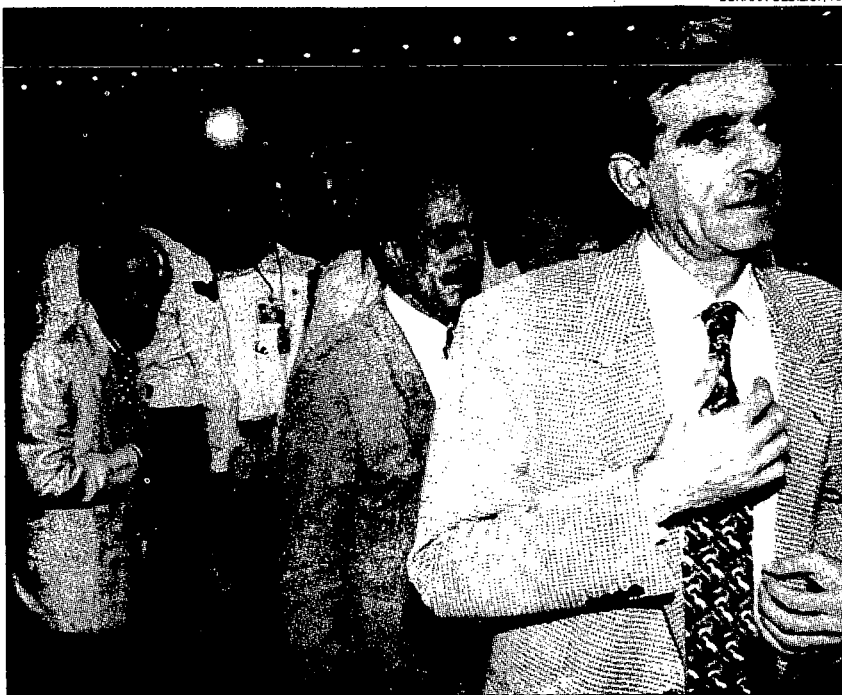
International human rights activists, diplomats and journalists jostled for position in a crowded Ankara courtroom to hear the reading of a 452-page indictment against the MPs, who sat ashen-faced in the dock.

The MPs, all of whom represent mainly Kurdish constituents, have not been accused of violence. They are instead charged with acting as the political wing of the PKK, a Marxist group that has been labelled "terrorist"

by Britain and the United States, and is banned in France and Germany. State prosecutors claim they have evidence of taped telephone conversations recording the deputies taking orders from the PKK's Damascus-based leader, Abdullah Ocalan.

A 200-strong team of defence lawyers has sought testimony from Jalal Talabani, head of the Iran-based Patriotic Union of Kurdistan, to determine "yes or no if these deputies are responsible to the PKK". Talabani attended several meetings that some of the MPs held last year with Ocalan.

However, it is not the strength of the evidence but the nature of the crime that most worries Turkey's European allies. Under the country's restrictive penal code, the non-violent expression of political dissent remains a punishable offence, even if it appears within the sanctuary of parliament.



Testing time: three of the six Kurdish MPs who could face the death penalty

Turkey's ambassador to the United Nations, Inal Datu, says that the law is currently being reviewed. But meanwhile, Turkey's critics claim, it is being used to prosecute an increasing number of intellectuals for daring to talk about the conflict.

Prime Minister Tansu Ciller, already subject to bitter criticism at home for her handling of the economy, appears paralysed, and small improvements - such as the unbanning of the Kurdish language in 1991 - achieved by her predecessor, Turgut Ozal, who died last year, are at risk.

Ciller's defiant remarks during a recent visit to France, in which she accused the West of being brainwashed by PKK propaganda, have done little to ease European concerns that, rather than seek a political solution, the violence that has already claimed 11,000 lives over the past decade is set to escalate.

In an interview with *The European* shortly before his arrest, Selim Sadak, one of the Democracy Party MPs now on trial, accused the state of forcing ordinary Kurds to take sides in a war many would prefer to ignore.

A quiet, stocky man in his early fifties, he put his case slowly and methodically, reading out a list of more than a dozen villages in the Sirnak region that he used to represent and which he claimed had been destroyed.

"The state's attitude seems to be that you are either with us, or you are our enemy - there is no room for debate," Sadak said.

His allegations could be more easily dismissed if they were not supported, at least in part, by leading human rights organisations. Amnesty International is warning of a "dramatic

escalation of serious human rights violations" and has urged the Conference on Security and Co-operation in Europe to send a mission immediately to south east Turkey to investigate.

The conflict is one Turkey can ill afford. A record number of people have died this year as the PKK and the security forces fight each other to a bloody stalemate. Some estimates put the toll on the ailing economy at \$7 billion a year. Recent attacks on tourists in the west of the country (where two foreign visitors have been killed, two kidnapped and several injured) have rocked Turkey's tourist industry to the delight of its old adversary and neighbour, Greece, and suggest that the conflict may yet overflow the contested southeast region.

For the old guard, such outrages are further proof that the PKK are terrorists who must "surrender or die". They are convinced that any concessions to Kurdish ethnic rights will open the way to a territorial division such as that which appears to be happening in northern Iraq.

For Europe, Turkey is a trusted ally, a pillar of Nato and a vital buffer against Islamic expansion in the Middle East. Barring upsets, a customs union with the European Union is due to start in 1995.

Now is the time for Europe to use this trust, as well as Turkey's desire for full EU membership, to urge a peaceful end to the conflict.

The next few months - not least the reconvening of the trial of the MPs in September - will be a significant test for both the EU and the Turkish government in their efforts to keep Ankara's European ambitions on track.

The Kurdish question could yet be the rock on which it founders.

# Kurdische Abgeordnete vor Gericht

In äusserst gespannter Atmosphäre hat am Mittwoch der Prozess gegen kurdische Abgeordnete in der türkischen Hauptstadt begonnen. Das Verfahren vor dem Staatssicherheitsgericht wird als Testfall für die türkische Demokratie bewertet. Unter den Beobachtern befinden sich auch Schweizer.

Donnerstag, 4. August 1994

Basler Zeitung



Vor dem Prozess: Die kurdischen Abgeordneten Leyla Zana (links) und ihr Kollege Sirri Sakik.

Foto Reuter

**Istanbul.** WvG. In Ankara hat am Mittwoch vor dem Staatssicherheitsgericht der Prozess gegen sechs kurdische Abgeordnete begonnen. Ihnen wird vorgeworfen, mit der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) zusammengearbeitet und separatistische Propaganda betrieben zu haben. Darauf steht nach dem türkischen Strafrecht die Todesstrafe.

Der Prozess begann am Mittwoch morgen in einer gespannten Atmosphäre im Beisein zahlreicher ausländischer Beobachter. Die Schweiz wurde von Nationalrätin Angeline Fankhauser (BL), dem Zürcher Rechtsanwalt Marcel Bossonet sowie von einem Mitarbeiter der Schweizer Botschaft vertreten. Allgemein wird das Verfahren gegen die fünf Parlamentarier der «Demokratie-Partei» (DEP) sowie gegen den unabhängigen kurdischen Politiker Mahmut Alinak als Testfall für die türkische Demokratie bewertet.

Türkische Politiker und Militärs hatten die «Demokratie-Partei» zwar immer wieder als Ableger der verbotenen «Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) bezeichnet, die seit bald zehn Jahren einen bewaffneten Kampf gegen den türkischen Staat führt. In der 456 Seiten umfassenden Anklageschrift sind aber keinerlei Beweise enthalten, welche die Angeklagten in Verbindung mit Gewalttaten oder Terrorakten bringen. Gemäss Artikel 125 der türkischen Ver-

fassung können die sechs Abgeordneten dennoch ausschliesslich aufgrund ihrer Meinungsäusserungen zum Tode verurteilt werden. Als besonders schwerwiegend wird beispielsweise ein offenbar vom türkischen Geheimdienst abgehörtes Telefongespräch zwischen der Parlamentarierin Leyla Zana und dem Führer der PKK, Abdullah Ocalan, eingestuft. Allein deshalb gerät Frau Zana in den Verdacht, direkt mit einer Terrororganisation zusammengearbeitet zu haben, ein Verbrechen, für das die Todesstrafe zwingend vorgeschrieben wird. Bereits die Äusserung eines der Abgeordneten, türkisch sei für ihn eine Fremdsprache, kann vom Staatssicherheitsgericht im Sinne der Anklage als Beweis für «separatistische Aktivitäten» gewertet werden. Da am Mittwoch lediglich ein kleiner Teil der Anklageschrift verlesen wurde, rechnet die 86köpfige Verteidigung damit, dass das Verfahren sich über mehrere Wochen hinziehen wird.

Inzwischen geht im Osten der Türkei der Krieg unvermindert weiter. Am Mittwoch hiess es aus Armeekreisen, dass die türkische Luftwaffe erneut «separatistische Ziele» im Norden des Iraks bombardiert habe. Nach den gleichen Quellen sollen mehr als 120 PKK-Angehörige getötet worden sein. Auch ein PKK-Trainingslager soll dabei angeblich «vollständig zerstört» worden sein.

## DEP trial continues

**Ahmet Türk:** The case is a product of political choices  
**Leyla Zana:** HEP and DEP were a historic opportunity to achieve a solution to the Kurdish problem

**Orhan Doğan:** The PKK is an illegal movement which uses force

Turkish Daily News

ANKARA- The trial of the five former deputies of the outlawed pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and one independent Kurdish deputy continued on Friday at the Ankara State Security Court (DGM).

In the trial's third day, the court proceeded with the hearings of the suspects accused of treason, under Article 125 of the Turkish Penal Code (TCK), for alleged separatism. The hearing began only after the 452-page indictment was read. Former Mardin Deputy Ahmet Türk was the first to speak in the session.

He said: "The decision by the joint commission of Parliament and the judiciary to lift our immunities meant that Parliament approved of our trial based on the charges in the petition for the lifting of the immunity." He said that the DGM's questioning of their private lives disregarded Parliament's decision and meant that the DGM did not respect Parliament's authority.

Türk added that the accused deputies were used to divert attention from the political failures of the government. He referred to the prime minister's election campaign

speeches where she told the people, "I kicked the traitors out of Parliament" to silence them. She committed a crime for the sake of a few votes."

Saturday, August 6, 1994

turkish daily news

Indicating that the Turkish Radio and Television (TRT), the president, the prime minister, ministers, chief of General Staff and numerous deputies have already prejudged the case, Ahmet Türk said that the case had been opened merely because they expressed their political views.

During the court session presiding Judge Muammer Unsoy firmly stated, "We are independent" after Türk had said, "The judiciary is being influenced." In response the Kurdish deputy recalled that Prime Minister Tansu Çiller had said, "I ordered the trial to be expedited."

Criticizing the basing of charges on Article 125, Türk said, "I find the connection very amusing" and continued "Why are we being tried under Article 125? The answer is very clear, the reason is the Kurdish problem. Because we do not deny the Kurdish presence, that's why."

Referring to the existence of a Kurdish history and cultural identity, the deputy also asserted that they opposed a policy of violent repression and claimed that a contemporary state should respect human rights and democracy.

"Thoughts cannot be controlled," Türk said. He claimed that the charges against them were based on confessions extracted from PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) members to cover up judicial errors. He continued, "By using the false testimony of these people, they have tried to establish an artificial link between us and the PKK."

Pointing at the 452-page indictment, Türk said it "has been prepared with prejudice and has convicted us before we have been tried."

Türk also explained the original reason for the founding of the banned Kurdish-based People's Labor Party (HEP) and objected to the claims that "HEP was formed upon the direction of PKK leader Abdullah Öcalan".

Indicating that the party had been formed after seven Kurdish deputies who had participated in the "Paris Kurdish Conference" as observers had been forced to leave the Social Democratic People's Party (SHP), Türk claimed that both HEP and DEP had been legal like the other political parties and had received financial support from the state budget.

He denied the HEP-PKK link and pointed out that the case did not have any legal basis since the connection did not exist and there were no financial ties.

Türk denied that the Kurdish political parties — HEP, ÖZDEP and DEP — were the political wings of the PKK. He said that no charges had been made against the members and administrators of those parties and only a few deputies

had been selected as targets.

Türk also denied his alleged phone conversations with PKK leader Abdullah Öcalan — the tapes of the calls belong to a private TV channel — and said it was a scenario based on a few phone numbers from abroad taken from PTT records.

The trial proceeded with the questioning of former Diyarbakır Deputy Leyla Zana, who stated that HEP and DEP had been a historical, but, unfortunately, lost, opportunity for the achievement of a solution to the Kurdish problem.

"The banning of DEP has proved the lack of democracy in Turkey. The DEP case has become an international issue and for certain institutions and organizations a matter of honor," said Zana. She added that Parliament, political parties, the government and other institutions have lost credibility in the eyes of many Western countries which have gained the impression that these institutions operate under the supervision of the military.

Referring to the swearing-in ceremony in Parliament, Zana claimed that her words had been intentionally misinterpreted and denied the alleged telephone conversation with Öcalan. Referring to the comment "I feel like I am in a strange country," made during an interview with the German TV station "Sat-1," Zana said that was only a reference to her inability to establish a dialogue with other female members of Parliament.

As Türk had done,

Zana said that the basis for their trial had been their insisting on democratic and peaceful demands. When asked about her participation in a meeting organized in Brussels, Zana indicating that she had been receiving medical treatment in Paris, replied, "One cannot be present in two different places."

Zana also said green, yellow and red were the Kurdish national colors and had no connection with the PKK.

In the second part of the trial, the court proceeded with the hearing of former Şırnak Deputy Orhan Doğan. He stated that the indictment had been based on the claim that the Kurdish parties HEP, ÖZDEP, and DEP had been the political wings of the terrorist organization PKK. He denied their having a connection with the PKK, and added that if they did, all the other members and administrators of those parties would have to be charged with being members of the PKK.

"These parties which represent the people had been fighting for democracy within a united Turkey. DEP did not approve of or support the use of force; the PKK, however, is an illegal movement which uses force and violence. Öcalan's views on the DEP are of no interest to the party

and to connect it with the PKK is only a sign of weakness," said Doğan in the second part of the court hearing in the afternoon.

Doğan, adding that he would always stand for peace, said: "I would meet with Abdullah Öcalan not only once, ten times, or a hundred times, if I thought that the bloodshed would stop."

Orhan Doğan stated that Turkish democracy is on trial and that his own arrest was evidence. Indicating that the accusations regarding him had been repeated 17, and sometimes 20 times, in the indictment, Doğan said: "They have tried in every way to connect us with the PKK. Even Police chiefs have filed false documents."

Referring to the funeral of Vedat Aydın, Doğan said: "The Adana police chief, Ramazan Er, has stated that we had ordered the people to attack during the funeral of Vedat Aydın, but unfortunately we were not deputies at the time."

Reminding the court that the name of former HEP deputy Salih Sümer, a minister, is also mentioned in the indictment, the Şırnak deputy said: "We could also have been deputies, but we are being tried like Kunta Kinte while Sümer is a minister. We are treated like blacks. This results from our desire to solve the Kurdish problem, and it is people who do not desire a solution who want the death sentence passed on us." Referring to the two PKK militants whom he had sheltered in his house and for whom he was said to have provided medical treatment, Doğan said: "Your court has tried both of them and both of them have said that they received the medical treatment without my knowledge. İhsan Ertaş is one of my aides and it was he who brought Abdülvahab Kandemir and saw to his treatment. He has said this in court and the bill is in my name only because he had introduced himself as my son."

Indicating that Turkish ambassadors had greeted them during their visit to Damascus, Orhan Doğan said: "We were greeted by Turkish ambassadors, attended a press conference and left afterwards. Former President Özal was also informed of our visit and we had met him before we had left for Damascus." Doğan also commented on their visit to the Diyarbakır prison where they had talked to PKK militants and stated that the prison warden and officials from the Justice Ministry had been also present during the meeting.

"The statements of the PKK militants contradicted each other — some wanted us to stay in Parliament and some wanted us to withdraw. But we do not change our opinions from one day to another."

The court will proceed with the hearing of Sırrı Sakık, Hatip Dicle and Mahmut Alınak on Monday.



Donnerstag, 4. August 1994

Neue Zürcher Zeitung

## Prozess gegen kurdische Politiker in Ankara Sechs Parlamentarier des Hochverrats angeklagt

Vor dem Staatssicherheitsgericht der türkischen Hauptstadt Ankara hat am Mittwoch der Prozess gegen sechs kurdische Parlamentsabgeordnete, unter ihnen fünf Vertreter der mittlerweile verbotenen Demokratie-Partei, begonnen. Da sie des Hochverrats beschuldigt werden, droht ihnen die Todesstrafe. Die Inhaftierung der kurdischen Politiker hatte vor fünf Monaten die dramatische Wende der Regierungspolitik in der Kurdenfrage unterstrichen.

it. Istanbul, 3. August

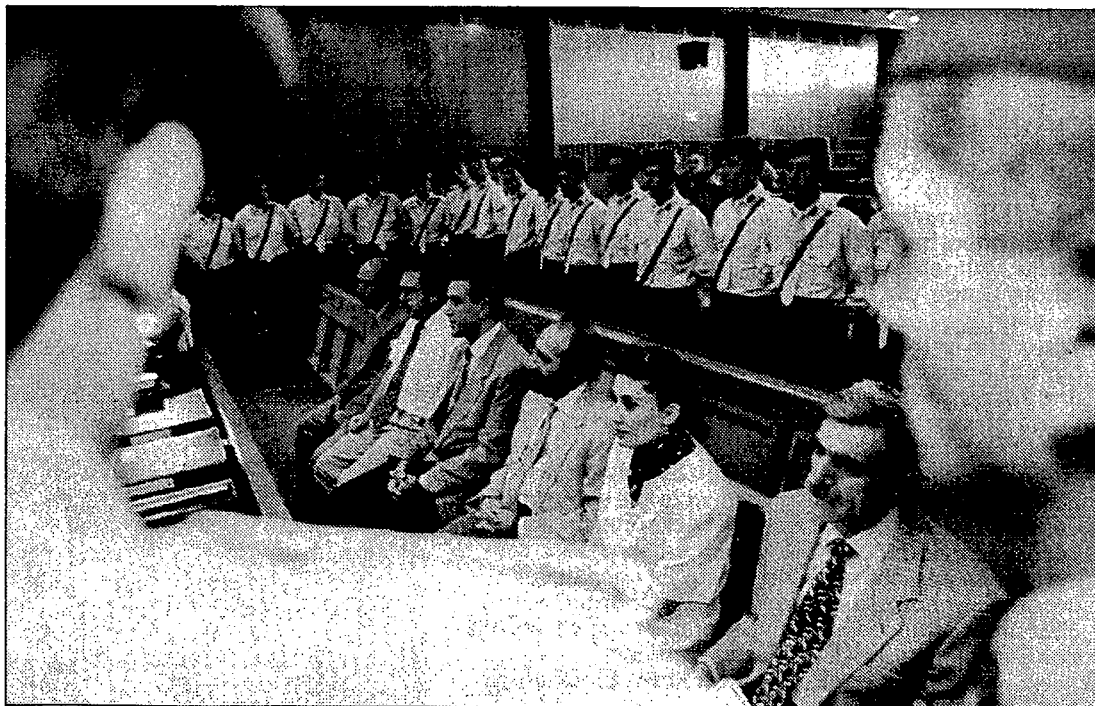
Die Atmosphäre im Saal des Staatssicherheitsgerichtes von Ankara war am Mittwoch morgen bereits beim Beginn des Prozesses gegen sechs kurdische Abgeordnete – ein Unabhängiger sowie fünf Vertreter der unterdessen verbotenen Demokratie-Partei (DEP) – gereizt. Noch bevor die Anklage verlesen wurde, forderte die Verteidigung die sofortige Einstellung des Verfahrens. Die Anklageschrift steht laut dem Verteidiger Feridun Yazar «in völligem Widerspruch» zu nationalem und internationalem Recht. Die Türkei müsse als Unterzeichner zahlreicher internationaler Menschenrechtskonventionen entsprechend handeln, forderte der Verteidiger. Das Gericht, das sich aus zwei zivilen Richtern und einem Obersten der türkischen Armee zusammensetzt, ging aber auf solche Argumentation kaum ein. Die Verteidigung wäre gut beraten, sich die Propaganda zu sparen und endlich zur Sache zu kommen, erwiderte der Oberst barsch auf die Forderung des Juristen.

### 456 Seiten starke Anklageschrift

Das Staatssicherheitsgericht wirft den fünf ehemaligen Abgeordneten der DEP und dem unabhängigen kurdischen Parlamentarier *Mahmut*

*Alinak* vor, sich für eine Abspaltung der kurdischen Siedlungsgebiete von der Türkei eingesetzt und separatistische Propaganda betrieben zu haben. Von den insgesamt 17 Anklagepunkten beziehen sich dabei 16 auf Äusserungen, Reden oder Schriften der Abgeordneten. Lediglich einer der Angeklagten wird wegen einer Tat beschuldigt. Laut der Anklageschrift soll er nämlich ein schwer verletztes «Mitglied einer verbotenen Organisation» kurz bei sich zu Hause beherbergt haben. Die kurdischen Politiker werden auf Grund des Paragraphen 125 des türkischen Strafgesetzbuches des Hochverrats angeklagt. Der Paragraph sieht für solche Vergehen die Todesstrafe vor.

Das Gerichtsverfahren wird voraussichtlich noch mehrere Wochen andauern. Am Mittwoch wurde vorerst mit der Verlesung der Anklageschrift begonnen, welche 456 Seiten umfasst. Die Angeklagten werden mit ihren eigenen, laut Presseberichten rund 200 Seiten langen Verteidigungsreden folgen. Erst danach dürfen die rund 186 zur Verteidigung zugelassenen Anwälte zu Wort kommen, bevor das Gericht sein Urteil fasst. Die Prozedur der aus mehreren hundert Seiten bestehenden Anklageschriften und Verteidigungsreden hat dabei verblüffende Ähnlichkeit mit



Die angeklagten Parlamentarier vor dem Prozessbeginn im Staatssicherheitsgericht von Ankara. (Bild Reuters)

Wednesday, August 10, 1994

turkish daily news

# Former Democracy Party deputies speak freely at trial

*The first round of the trial of the former DEP deputies lasted four days, during which the 452-page indictment was read and the statements of the former Kurdish parliamentarians were taken*

*Turkish Daily News*

ANKARA- The first round in the DEP trial at the Ankara State Security Court ended on Monday. On trial are the five former deputies of the banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP), Hatip Dicle, Leyla Zana, Sirri Sakık, Orhan Doğan and Ahmet Turk, and one independent Kurdish Deputy, Mahmut Alınak.

The six Kurdish deputies are charged with treason under article 125 of the Turkish Criminal Code (TCK) for allegedly advocating separatism.

The first two days of the hearings were taken up by the reading of the huge 452-page indictment prepared by DGM chief prosecutor Nusret Demiral and six other prosecutors. The accused gave their statements during the remaining two days. Heated arguments took place between accused and prosecutors, especially when the former claimed that "the judiciary has been influenced".

The presiding judge, Muammer Ünsoy, insisted that there had been no such influence brought to bear and offered to take off his judge's robe if it could be proven otherwise.

The accused responded by quoting Prime Minister Çiller's own words: "I discussed the matter with the judiciary, they will finish them off. Maybe I should not have done that but I did." The opinion of observers was that the court room had become an open forum for the discussion of

the Kurdish problem. The observers furthermore added that the former deputies had not been able to use the platform of Parliament so freely and speak out as they were now able to in the court room. The six former Kurdish deputies expressed their opinions unreservedly in front of the prosecutors.

The producer of the "Behind the curtain" program for the Turkish Radio and Television (TRT), Ertürk Yöndem, and the Hürriyet correspondent, Saygı Öztürk, were among the many spectators seated the court.

The former Kurdish deputies blamed Yöndem for holding them responsible for the killing of many innocent people. "Yöndem is openly committing a crime," they claimed, "but the prosecutors would not dare to open a case against him."

The prosecutor Tefvik Hancılar intervened at this point to say: "This is provocation." And, later, "You are accused of so many crimes that we needed to write a whole book."

The DEP Kurds made an open appeal to Yöndem by saying "You have accused us in programs broadcast on State television even before we had been informed about the indictment prepared against us."

This is a violation of the laws. We invite you to air our defences without any interpretation. If you are a little bit aware of press ethics, then we invite you to conform to them."

Their lawyer, Hasip Kaplan, listed their demands after the hearings were concluded. "It is wrong for the DGM prosecutors to go to Diyarbakır and prepare the indictment with the village guards and confessors when the government has a prosecutor in every province," he said. "This goes against both correct procedures and morality."

Kaplan objected to the tapping of phones and also referred to the accusations regarding the preparation of electoral lists by PKK leader Abdullah Öcalan. He demanded that the chairman of the Social Democrat People's Party (SHP) and the People's Labor Party (HEP), Erdal İnönü and Fehmi İşıklar should be invited to the court as witnesses.

About the attendance of the accused at Öcalan's press conference, Kaplan had this to say: "Former president Turgut Özal, Süleyman Demirel and İnönü all gave statements regarding the matter and stated that they had been informed about the press conference."

The DEP lawyer added that he would not be requesting the release his clients, but Mahmut Alınak's lawyers did demand Alınak's release. Hatip Dicle was heard to say to Alınak: "They won't even let you free."

The court agreed to convene again on Sep. 7, when prosecution lawyers are expected to present new evidence.



**KATASTROFE:** Det konservative regjeringspartiet i Storbritannia gikk fredag morgen mot sitt dårligste valgresultat noensinne. De første prognosene etter torsdagens lokalvalg tydet på at de konservative har tapt over en tredel av stemmene partiet fikk ved parlamentsvalget for to år siden.

# DØDSDOM TRUER KURDISKE LEYLA



**KAN FÅ DØDSDOM:** Leyla Zanas forbrytelse er at hun talte kurderes sak som medlem av det tyrkiske parlamentet. Anklageren har varslet at han vil kreve at Leyla dømmes til døden. (Foto: Galip Firdvanogullari)

Leyla Zana (33) talte uredd kurdernes sak i den tyrkiske nasjonalforsamlingen. Hun nøy en voldsom tillit blant sine velgere. For dette ble hun og fem andre kurdiske parlamentarikere arrestert. De risikerer dødsstraff, anklaget for separatisme.

Av EINAR HAGVAAG

– Nå må Norge legge press på Tyrkias myndigheter. Verden må reagere på overgrepene. At folkevalgte parlamentarikere blir arrestert for sine meninger, strider mot alle demokratiske prinsipper og menneskerettighetene.

Dette sier stortingsrepresentantene Tove Kari Viken fra Senterpartiet og Anita Apelthun Sæle fra Kristelig Folkeparti, som i går kom tilbake fra et solidaritetsbesøk i Tyrkia. De dro på vegne av Den Interparlamentariske Union (IPU), hvor Viken er leder for den norske gruppa. Apelthun Sæle er leder for Kurdergruppa i Stortinget.

### Slapp ikke inn

De forsøkte å besøke Leyla Zana i fengslet på hennes 33-årsdag, tirsdag, men fikk ikke slippe inn av myndighetene. I stedet møtte de opp utenfor fengslet med en bukkett blomster i de kurdiske fargene: rødt, gult og grønt. Dette, og hele besøket, førte til en del oppmerksomhet i tyrkisk presse.

Leyla Zana, Mahmut Alinak, Ahmet Türk, Orhan Dogan, Sirri Sakik og Hatip Dicle tilhører alle det kurdiske Demokratiske Partiet (DEP), som i valget i 1991 fikk 17 medlemmer i Tyrkias Store nasjonalforsamling. De er alle anklaget etter paragraf 125 i straffeloven for å true statens enhet i tale og/eller skrift, det vil si separatisme. De har forsvart kurdernes rettigheter og gått inn for sjølstyre innenfor Tyrkia for den sørsørlige landsdelen, hvor mesteparten av de anslagsvis 15 millioner kurderne i landet bor.



**FORGJEVES:** Tove Kari Viken (til venstre) og Anita Apelthun Sæle banket forgjeves på fengselsporten i Ankara.

Anklagen kvalifiserer til dødsstraff, noe statsadvokaten allerede har varslet at han vil be om. Men ingen tror en mulig dødsdom vil bli fullbyrdet.

– Leyla Zana ble valgt med 80 prosent av stemmene i sin krets. Bare folket i valg kan avsette henne. Nå virker hun som et symbol for kurdernes kamp i Tyrkia. Derfor ville vi vise vår støtte til henne, sier Viken.

Hennes ektemann, Mehdi Zana, en dikter som var ordfører i Diyarbakir, den største byen i kurdernes landsdel, satt i fengsel i mer enn ti år. Nå ventet han på å sone en dom på to års fengsel for ei diktsamling skrevet på kurdiske.

### Ulovlig virksomhet

De to stortingsrepresentantene møtte statssekretær Yildirim Türkmen i Justisdepartementet i Ankara. Men han sa at landets regjering ikke kunne gripe inn i dette.

– Naturligvis har regjeringa sitt ansvar for å føre en dialog med kurdernes valgte representanter. De kan starte en dialog og stanse krigen, sier Apelthun Sæle.

– Kurderne har ikke lovlig kanaler til å fremme sine synspunkter. Derfor tvinges de til ulovlig virksomhet, sier hun.

De to vil at både Stortinget og Regjeringen skal legge press på Tyrkia, kanskje først og fremst i Konferansen for Sikkerhet og Samarbeid i Europa (KSSE), hvor Tyrkia er med. De foreslår at Tyrkia tvinges til å motta ei gruppe observatører fra KSSE for å se hvordan menneskerettighetene etterleves.

### – Skjult krig

Samtidig fører de militære i NATO-landet Tyrkia en regulær krig mot geriljaen til det forbudte Kurdistans Arbeiderparti (PKK) med flere hundre tusen soldater både på tyrkisk og irakisk side av grensa. Det tynger det allerede ubalanserte statsbudsjettet ytterligere.

– Nå må verden reagere. Borgerkrigen i Tyrkia er den skjulte krigen. Siste måned ble rundt tusen mennesker drept. Det er mer enn i Bosnia-Hercegovina. I fjor ble 800 landsbyer jevnet med jorda, sier Anita Apelthun Sæle og Tove Kari Viken.

## - Ingen rettsstat

– Tyrkia er ingen rettsstat etter vesteuropeisk målestokk, sier advokat Jon Rud opprørt til Dagbladet etter å ha fulgt rettsaken mot 20 kurdiske kolleger i Tyrkia.

Av ELISABETH SALVESEN

Et alvorlig punkt i tiltalen mot advokatene er at de, på vegne av sine klienter, har klaget over tortur til Den europeiske menneskerettighetskommissjonen i Strasbourg.

De kurdiske advokatene har sittet fengslet i landsdelshovedstaden Diyarbakir sørøst i Tyrkia. Advokat Rud var juridisk observatør for Den Norske Advokatforening ved rettsmøtet for den statlige sikkerhetsdomstolen i Diyarbakir, nærmest en militær

unntaksdomstol.

– De kurdiske advokatene er tiltalt for angivelig å ha støttet det forbudte Kurdistans arbeiderparti, PKK. De beskyldes også for å ha smuglet private beskjeder til og fra når de har besøkt sine klienter i fengslet.

Et annet sentralt punkt i anklagen er at advokatene på vegne av sine klienter har klaget til Strasbourg-kommisjonen både over tortur og nedbrenning av kurdiske landsbyer, sier advokat Rud.

Advokatene risikerer opp til 15 års

fengsel. Både Amnesty International og Den tyrkiske menneskerettighetsorganisasjonen IHD i Diyarbakir, mener at saken er fabrikkert, og at de advokatene som har «tilstått», har gjort det etter langvarig tortur.

Rud følte seg overvåket mens han var i Tyrkia og opplevde også å bli telefonavlyttet. Han ringte hjem til kona fra hotellet i Diyarbakir og to ganger ble samtalen brutt umiddelbart etter at han hadde brukt ordene «PKK» og «Kurdistan».

DAILY TELEGRAPH - 3 August 1994

# Turks defy west over treason trial of Kurdish MPs

By Amberin Zaman  
In Ankara

SIX Kurdish MPs go on trial in Turkey today accused of treason despite human rights pressure from Ankara's Western allies.

Western diplomats say Turkey might have jeopardised its chances of full European Community membership by trying the six in the State Security Court.

In April, the Turkish Parliament voted to lift the immunity of the MPs over their alleged links with separatist rebels of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

The move paved the way for their arrest on charges of seeking to undermine the unity of the state, an offence for which Mr Nusret Demiral, the Chief Prosecutor, is expected to seek the death sentence.

All the accused deputies belong to the Democracy Party, which was banned in June.

The European Parliament is threatening to delay Turkey's membership and the US Congress has voted to reduce direct military aid to Turkey by 10 per cent, pending progress on human rights and the Cyprus issue.

In proceeding with the trial, however, an increas-



Mrs Ciller: threatens to reject all US aid

ingly defiant Ankara has made clear it will not bow to Western pressure.

Mrs Tansu Ciller, the Prime Minister, who spearheaded the campaign against the Kurdish deputies, told Washington she would turn down US aid altogether if the human rights linkage was pursued.

Writing in the English-language *Daily News*, the influential columnist, Mr Inur Cevik, said the West's attitude "will not further the cause of human rights in Turkey or create the conditions for a Cyprus settlement".

"All [it] will do is sharpen

the resolve of the hawks," he wrote.

Foreign pressure over the Kurds is widely seen as further evidence that Turkey has been given a very poor reward for its support for the West, especially during the Gulf war.

Turkey played a crucial role in securing the coalition victory, both in allowing Western forces to use its bases to bomb Iraq and in cutting the flow of Iraqi crude to Mediterranean terminals. Its losses from the continued embargo against Baghdad are thought to have reached £13 billion.

A growing number of Turks now believes that in supporting the Kurds, the West is encouraging the establishment of an independent Kurdish state. Last week, Mr Yildirim Aktuna, the government spokesman, accused America and Europe of doing just that.

Political observers say continued Western pressure will serve only to harden Turkish public opinion and reinforce support for the 10-year war against the PKK.

The deeper worry among the secular middle class is that anti-Western sentiment will be translated into more votes for the pro-Islamic Welfare Party.

THE GUARDIAN

4 AUG 1994

**EYLA ZANA**, the only woman among six Kurdish members of the Turkish parliament on trial for links with separatist rebels, states her identity before a security court in Ankara yesterday.

The five members of the Kurdish-based Democracy Party (DEP) and one independent Kurdish deputy have been in prison since March. The DEP was outlawed on June 16, by the constitutional court.

The prosecutor charges that the six had links with the Kurdistan Workers Party (PKK), fighting since 1984 for Kurdish independence in south-east Turkey.

The case promises to be a landmark political trial in Turkey, which has been criticised by Western human rights groups and politicians for imprisoning elected members of parliament.

Inside the packed courtroom, rows of police obscured the defendants from view.

Some 20 family members joined the ranks of diplomats and journalists for the opening day. Outside, hordes of blue-helmeted riot police, backed by an armoured car and dog patrols, surrounded the building.

A small but vocal crowd of supporters, some in Kurdish national dress, clapped as a police van brought the deputies into the court complex.

To date, none of the six has been accused of any acts of violence. However, the charge of treason under Article 125 of the Turkish penal code carries the death penalty. — Renter.

THE TIMES

- 4 AUG 1994

THE TIMES

- 4 AUG 1994

## ERROR IN ANKARA

Turkey is wrong to try its Kurdish MPs for treason

Pol Rice

Six Kurdish MPs went on trial in Ankara yesterday. Among other things, demands will be made of their stamina, for they face a 452-page indictment. The charge is treason, a possible sentence death, and the accused have not been given the opportunity to enter a plea in response.

This prosecution brings to Turkey no credit, highlighting instead the chasm that still separates that country from the Europe to which it aspires. The MPs belong to the Democratic Party (DEP), which is nationalist but non-violent. It has no link with PKK, the Kurdish separatists. The Turkish government's assertion that it plays the role of Sinn Féin to the PKK's IRA is spurious.

The MPs are on trial after the Grand National Assembly, to which they were elected, voted to strip them of their parliamentary immunities. Tansu Ciller, the Prime Minister, described them in April as "traitors under the parliament roof", in language that was as intemperate as it was inflammatory. The crime which the MPs committed was to canvass the recognition of a Kurdish identity, and to call for regional autonomy in the predominantly Kurdish parts of Turkey.

Astonishingly, they have been charged with treason for advocating constitutional change by parliamentary means. They will be tried by the State Security Court, an offensive relic from the days of martial law from which no appeal lies. The court can scarcely be called independent as the three judges, one of whom is an army officer, have been appointed by the government.

The problem is not only the infringement of due process; it is also the obnoxious nature of the substantive law under which charges are brought. Under Article 3 of the

Anti-Terror Law of 1991, "written and oral propaganda aimed at damaging the indivisible unity of the State are forbidden, regardless of the method, intention and ideas behind them". This provision, which makes unlawful any expression of dissent from the government's Kurdish policy, is in clear violation of the European Convention on Human Rights, to which Turkey is a party.

Mrs Ciller cannot escape censure. Her position has been weakened by a faltering economy and she has sought to use nationalist rhetoric as a political support. The untimely death last year of Turgut Özal — a rugged populist — robbed Turkey of a President who was strong enough to realise that there are ways of looking at the Kurdish question other than from behind the barrel of a gun. Mrs Ciller has broken her early promises of a more liberal attitude, in fear of the army strongmen who mastermind the government's Kurdish policy.

The hunting down of moderate politicians will leave a dangerous vacuum in the Kurdish region. The seeds of Ankara's folly have already yielded an unnerving crop: in the municipal elections held in the country in April — in which the secular DEP was unable to participate — the Islamic Refah (or Welfare) Party made substantial gains in Kurdish constituencies. Islamic groups have rushed in where moderate political parties are not permitted to tread.

Turkey, a pillar of Nato and a bridge to Central Asia, is a valuable ally for the West. Yet its disregard for human rights, and for pluralism in its domestic politics, has made an even closer relationship impossible. Turkey is due to enjoy full customs union with Europe in 1995: the Kurdish question may be the rock on which its hopes are dashed.

## Execution demanded at Kurdish MPs' trial

POP RACE  
FROM ANDREW FINKEL  
IN ISTANBUL

PROSECUTORS in the Turkish state security court demanded the death penalty yesterday at the start of a trial of six Kurdish nationalist deputies. The scores of reporters, MEPs, and foreign observers who packed into the Ankara court suggested that Turkey was itself being hauled into a show trial for its inability to tolerate Kurdish dissent.

The deputies are charged with treason for having encouraged the break-up of the state. Advisers to Tansu Ciller, the Turkish Prime Minister, admit that the trial may well succeed where Kurdish activists have failed in turning international public opinion against Ankara over its fight with Kurdish separatists.

If so, Mrs Ciller will have only herself to blame. Last March she encouraged parliament to lift the deputies' immunity in an attempt to court popularity before local elections on which her future depended. She is now being accused of giving in to a nationalist lobby that sees nothing wrong in isolating Turkey from the West.

The prosecution will argue that the deputies were acting as the political wing of the revolutionary Kurdistan Workers' Party under orders from its self-exiled leader, Abdullah Öcalan. The defence will contend that the charges are improperly drawn up and based on the unreliable testimony of informers or information from illegal wire taps.

die tageszeitung ■ Freitag, 5. August 1994

# „Endgültige Abrechnung mit der Opposition“

■ Die grüne Europa-Parlamentarierin Claudia Roth über den laufenden Kurdenprozeß in der Türkei: „Es muß Sanktionen geben, solange dieser Schauprozeß weitergeht“

*Claudia Roth, Europaabgeordnete der Grünen, war als Beobachterin des Europaparlaments bei der Eröffnung des Prozesses in der türkischen Hauptstadt gegen sechs des „Separarismus“ angeklagte kurdische ParlamentarierInnen anwesend. Der Prozeß ging gestern mit der fortdauernden Verlesung der 174seitigen Anklageschrift in seinen zweiten Tag. Die Verteidigung kündigte an, sie werde heute die Freilassung der Angeklagten beantragen.*  
**taz:** *Wie waren deine Eindrücke bei dem Prozeß?*



C. Roth Foto: Steussler / Joker

**Roth:** Mir gehen laufend Bilder durch den Kopf. Leyla Zana ist eine zierliche, wunderschöne Frau, die ich im Laufe der Jahre immer wieder getroffen habe. Sie saß dort eingekesselt von 28 bewaffneten Gendarmen. Ahmet Türk war sozusagen ein kurdischer Prinz – nun saß er da als Schwerverbrecher. Mahmut Alinak hat mich einst ganz offiziell empfangen – auch er ist heute ein Schwerverbrecher. Auch Harip Dicle, der mir einst Listen mit deutschen Waffenlieferungen übergeben hat.

*Abgeordnete aus Europa und Vertreter von Menschenrechtsorganisationen hatten ja Schwierigkeiten, überhaupt ins Gerichtsgebäude hineinzukommen.*

Wir wurden zwei Stunden von der Polizei festgehalten. Es war eine ganz selektive Zulassung zu

diesem angeblich öffentlichen Prozeß. Doch das crstaunt mich nicht. Es bedeutet nichts, wenn das türkische Außenministerium zusagt, daß der Prozeß öffentlich ist und europäische Abgeordnete Zugang haben. Der Oberstaatsanwalt des Staatssicherheitsgerichtes, Nusret Demiral, ist ein Staat im Staate. Der Prozeß ist Symbol für die endgültige Abrechnung mit der kurdischen Opposition.

*Die Biographien der Angeklagten werfen ja ein Licht auf die Geschichte des kurdischen Widerstandes in der Türkei.*

Ich habe Leyla Zana Ende der achtziger Jahre kennengelernt. Ihr Ehemann Mehdi, einst Oberbür-

germeister von Diyarbakir, war zwölf Jahre im Gefängnis. Unter extrem schwierigen Bedingungen zog sie ihre zwei Kinder auf. Ich sah sie dann mit Blutergüssen nach der Beerdigung des kurdischen Politikers Vedat Aydın. Die Polizei hatte in die Menge geschossen und brutal geprügelt. Nur einmal habe ich sie glücklich gesehen: Ihr Ehemann Mehdi wurde aus dem Gefängnis entlassen. Das kurdische Neujahrsfest Newroz durfte gefeiert werden, Mehdi hat auf dem Marktplatz in Diyarbakir getanzt. Nun sind beide hinter Gittern – Leyla, weil sie ihre Meinung als Abgeordnete gesagt hat; Mehdi, weil er eine Rede im europäischen Parlament hielt. Mehdi Zana war vom Unter Ausschuß für Menschenrechte des Europaparlamentes nach Brüssel eingeladen worden. Seine Rede hat alle tief beeindruckt. Er hat gesagt, daß Gewalt keine Lösung ist. Er hat uns eine friedliche Perspektive aufgezeigt. Nun ist er wegen der Rede zu zwei Jahren Gefängnis verurteilt worden. Mit der Kriminalisierung, mit der Zerstörung dieser Menschen wird der Dialog kaputtgemacht.

*Wie läßt sich die Politik Deutschlands und der Europäischen Union gegenüber der Türkei bestimmen?*

Innerhalb der EU ist Deutschland federführend. Es ist ein dunk-

les Kapitel. Zwei Wochen war die Schamfrist des deutschen Außenministers Kinkel – dann gingen die Waffenlieferungen an die Türkei weiter. Die deutsche Politik läßt keinen Zweifel daran, wem sie den Rücken stärken will – nämlich dem türkischen Staat. Jüngst hat Kinkel die Türkei als befreundetes Land bezeichnet. Aber ist es ein Freundschaftsdienst, wenn man deutsche Waffen liefert? Wäre es nicht ein Freundschaftsdienst, Druck auszuüben, damit es endlich zu Frieden in dem Land kommt? Es muß Sanktionen geben, solange dieser Schauprozeß weitergeht, solange Dörfer in Kurdistan verbrannt werden. Mir genügen keine kritischen Resolutionen, die allmonatlich verabschiedet werden und folgenlos bleiben. Ich habe den Antrag gestellt, daß die Arbeit des gemischten parlamentarischen Ausschusses, der paritätisch mit Mitgliedern des türkischen Parlamentes und des Europaparlamentes zusammengesetzt ist, eingefroren wird. Im September wird im Europaparlament über diesen Antrag entschieden. Ich hoffe, daß es eine Mehrheit geben wird. Wie mit Kollegen im türkischen Parlament umgesprungen wird, hat die Abgeordneten in Brüssel schon erregt. So viel Sensibilität zeigten sie nicht bei abgebrannten Dörfern.

**Interview: Ömer Erzeren**

Deutsches Allg. Sonntagsblatt, 12. 8. 1994

**I**m November 1991 versetzte eine junge Frau, die eben aus dem kurdischen Diyarbakir ins Parlament gewählt worden war, die Türkei in helle Aufregung. Im Anschluß an die vorgegebene Eidesformel, mit der sich die Parlamentarier verpflichten, für die „unteilbare Einheit des Landes und der türkischen Nation“ zu wirken, machte Leyla Zana die Bemerkung: „Ich leiste diesen Eid auf die Brüderlichkeit des türkischen und kurdischen Volkes“. Sie war nicht zu verstehen, denn sie hatte - absolute Novität in den heiligen Hallen der Türkei - kurdisch gesprochen. „Es gibt Kurden in diesem Land“, das war die Botschaft ihres Auftritts, die Zana noch dadurch unterstrich, daß sie Grün-Rot-Gelb, die kurdischen Farben, als Haarband trug. Der Tumult, der im Parlament losbrach, gelangte per Fernsehen live in die Wohnstuben, und die nationalistische Presse hetzte tags darauf, Zana habe kurdisch-separatistische Parolen gerufen. In Cizre jedoch, der Heimatstadt Zanas an der syrischen Grenze, zogen die Menschen auf die Straßen und feuerten Freudenschüsse in die Luft. Vor einer Leyla Zana wußte man bis dahin nur, daß sie zusammen mit zirka zwanzig weiteren Abgeordneten der prokurdischen HEP auf der Liste der sozialdemokratischen SHP ins Parlament eingezogen war. Trotzdem wurde die unbekannt junge Frau bald für beide Seiten zum Symbol der kurdischen Forderungen an den türkischen Staat.

Schon früh hat Leyla Zana sich gewagt, einfach mitzuspielen. Als sie gerade vierzehnjährig der Familie ihres späteren Mannes „versprochen“ wurde, hat sie das Tablett mit den Teegläsern fallen lassen und ihren Vater mit den Fäusten bearbeitet. Fünf Mädchen waren sie zu Hause, ein Sohn blieb der Familie versagt, und es war Leyla, die ihren Vater in die Welt der Männer begleitete. „Ich wurde wie ein Junge erzogen“, sagt sie dazu. Geschadet hat es ihr nicht. Sie war die erste Frau, die in Diyarbakir die Abschlußprüfungen von Mittel- und Oberschule bestand, ohne je die Schulbänke gedrückt zu haben. Sie war die erste Parlamentarierin aus der Südost-Region und auch die erste Kurdin in der Volksvertretung.

Am Tigris ist Leyla Zana für ihre Hartnäckigkeit bekannt. Mit ihrem Mann, Mehdi Zana, ist sie in politischen Fragen oft geteilter als gleicher Meinung. Scherzhaft klagt der zwölf Jahre Ältere: „Mein Fehler war es, daß ich ein intelligentes Mädchen aus dem Dorf in meine Bücher habe sehen lassen.“ Mehdi Zana ist in Diyarbakir eine Autorität. Als Unabhängiger war er vor 1980 Bürgermeister der Stadt und einer der ersten, der die Forderung nach Unterrichtung der kurdischen Sprache erhoben hat. Auch dafür saß er seit 1980 zehn Jahre im Gefängnis.

1975, mit sechzehn Jahren, heiratete die



PORTRÄT

# Symbolfigur der Kurden

Leyla Zana,

kurdische Abgeordnete im türkischen Parlament, steht vor Gericht. Der Staatsanwalt fordert die Todesstrafe. Die junge Frau, die alle Hoffnungen ihres Volkes verkörpert, hat es selbst, ihren politischen Freunden nie leichtgemacht

beiden, und Leyla kommt nach Diyarbakir. Ich habe mich damals nicht für Politik interessiert“, sagt sie rückblickend, „sondern nur versucht zu begreifen, was mein Mann tut.“ Sie ist neben der Hausarbeit mit der Sorge um ihre Tochter Ruken und ihren Sohn Ronay beschäftigt. Als ihr Mann dann im Gefängnis sitzt, geschieht die Politisierung von allein: „Nach 1980 war ich Dauergast am Gefängnistor. Du wirst beschimpft, herumgestoßen und geschlagen. Das hat uns zur Politik gebracht. Du wirst beleidigt, versuchst etwas zu entgegnen und beherrscht doch die Sprache nicht vollkommen.“ Jetzt erst lernt sie richtig Türkisch, und holt die Schulabschlüsse nach. Der eigentliche Unterricht jedoch wird andernorts erteilt: „Das Gefängnis war unsere Universität, und wir draußen waren die Studenten derer, die einsaßen. Du beginnst die Presse zu verfolgen und die, die fit im Lesen sind, versorgen dich mit Literatur.“

Leyla kommt nicht aus ärmlichen Verhältnissen, und Mehdi Zana ist gar Sproß eines Aga, eines Großgrundbesitzers. Diese finanzielle Rückendeckung ermöglicht es Leyla, die zehn Jahre der Inhaftierung ihres Mannes durchzustehen. Hinzu kommt, daß früher aus beiden Familien Scheichs, traditionelle religiöse Autoritäten, kamen. Das soziale Ansehen und das Selbstbewußtsein, die aus dieser Herkunft resultieren, geben Kraft.

Ihre Partei, die HEP, findet in Leyla Zana jemanden, der nahezu alle Wähler anspricht, die Frauen und die politisch bewußten jungen Leute ebenso wie diejenigen, die sich bei ihrer Entscheidung nach der Herkunft des Kandidaten aus einer einflußreichen Familie richten. Kein Wunder, daß die auf Platz zwei der Liste gesetzte Zana mit über 45 000 „Platzierungsstimmen“ in der Wahl auf den ersten Platz vorrückt. Doch dafür, daß sich die Erwartungen so vieler in ihrer Person bündeln, muß Leyla Zana teuer bezahlen.

Besonders die konservativen Politiker, die sich jeglicher Diskussion der Nationalitätenfrage verschließen, waren sich sofort über die Wirkung der attraktiven Kurdin im klaren und ließen nichts unversucht, sie zu demontieren. Man kann nicht behaupten, daß Leyla Zana es ihnen besonders schwermacht hätte.

Von Anfang an beschuldigte der ehemalige Ministerpräsident Bülent Ecevit seine sozialdemokratische Konkurrentin SHP, sie würde mit den Kandidaten der HEP eigentlich der Kurdischen Arbeiterpartei PKK den Weg ins Parlament ebnen. Begeistert schlugen die rechten Parteien in die gleiche Kerbe, und tatsächlich erlitt die SHP im Westen des Landes einen Einbruch. „Dies zeigt, daß die Türken sich immer noch weigern, die Existenz des kurdischen Volkes anzuerkennen“, kommentierte Zana damals das Wahlergebnis. Von ihrem Auftritt während der Verteidigungszeremonie hat sie diese Ansicht nicht abgehalten, und erschrocken über die hysterischen Reaktionen darauf, zog sie sich auf die Hinterbänke des Parlaments zurück. Auch bei ihrem nächsten Debüt war ihr kein Glück beschieden. Auf dem außerordentlichen Kongreß ihrer Partei im November des gleichen Jahres in Ankara ertönten Hochrufe auf Abd Allah Öcalan, den Führer der PKK. Seine Mutter Esma Öcalan wurde als „unser aller Mutter“, als „Mutter aller Mütter“ gefeiert, und wieder war es Leyla Zana, die damit, daß sie die Hände der Heldenmutter küßte, das Bild zeichnete, das fürderhin in weiten Teilen der Öffentlichkeit für die HEP und ihre Nachfolgeparteien stehen sollte.

Bereits im Dezember 1991 behauptete auch der Staatsanwalt, daß Leyla Zana und einige ihrer Kollegen der politische Arm der PKK seien. Doch erst im März 1994 entschloß sich das Parlament, die Immunität der Beschuldigten aufzuheben. Dies nachdem die Partei im Februar erklärte, daß sie wegen massiver Behinderungen und Mordanschlägen auf ihre Kandidaten nicht an der Kommunalwahlen teilnehmen werde, und die Bevölkerung zum Boykott aufgeufen hatte.

Sofort wies Ministerpräsidentin Tansu Çiller ihre Partei an, endlich die Immunitätsfrage auf die Tagesordnung des Parlaments zu setzen. „Ich habe die Verräter aus dem Parlament geworfen“, rief Çiller den Wählern zu. Eine klare Vorverurteilung. Seit vergangener Woche nun stehen Leyla Zana und ihre Kollegen vor Gericht. Die „Beweise“, die die Staatsanwaltschaft bisher dafür vorgelegt hat, ihr Begehren nach der Todesstrafe zu rechtfertigen, sind indessen mehr als dürftig.

GÜNTER SEUFERT



A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0151 4 I 0358 TUR /AFP-BD77

Turquie-Europe-Kurdes

Début des entretiens d'une délégation du Conseil de l'Europe

ANKARA, 2 sept (AFP) - Une délégation de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe conduite par son président, M. Miguel Angel Martinez, a entamé vendredi à Ankara des entretiens avec les dirigeants turcs et les chefs de principaux partis centrés sur le procès en cours de huit députés kurdes pour "séparatisme".

La délégation comprend également la présidente du groupe du Parti populaire européen, l'Allemande Leni Fischer, les présidents du Groupe des démocrates européens, le Norvégien Hallgrim Berg, et du Groupe de la gauche unitaire, le Finlandais Jaakko Laakso, ainsi que la vice-présidente du Groupe libéral, démocrate et réformateur, la Portugaise Manuela Aguiar, et le Français Jean-Pierre Masseret, membre du groupe socialiste.

Elle rencontrera, vendredi, le chef de la diplomatie turque Murtaz Soysal, le Premier ministre Mme Tansu Ciller, et le ministre de la Justice Mehmet Mogultay, et doit s'entretenir avec les chefs des partis d'opposition ainsi qu'avec le président de l'Assemblée Husamettin Cindoruk, samedi.

Les six députés devraient exprimer à leurs interlocuteurs leur "préoccupation" à propos du procès de leurs collègues kurdes en jugement devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara.

Ces huit députés, accusés d'être "l'aile politique" du mouvement séparatiste kurde, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, clandestin), au sein du parlement turc risquent la peine de mort. Leur procès doit reprendre le 7 septembre avec le début des plaidoiries de la défense.

En juin dernier, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait demandé leur libération et le retrait des accusations qui pèsent sur eux. Elle avait "souhaité" également une modification, "le plus rapidement possible", des articles de la Constitution turque ayant permis la dissolution du Parti de la Démocratie (DEP) le 16 juin, auquel appartenaient sept de ces huit députés. L'Assemblée avait également demandé à Ankara de rendre leur mandat aux 13 autres députés de ce parti qui l'ont perdu du fait de la dissolution.

YM/hc/php/ac

AFP /JO0245/021155

SEP 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —



5 SEPTEMBRE 1994

I D E E S  
R E B O N D S

# Mourir à Ankara pour délit d'opinion

PAR LEYLA ZANA \*

**L**a Turquie a une longue tradition de procès politiques. Lors de chaque coup d'Etat militaire, des hommes et des femmes politiques, y compris des parlementaires et des ministres, sont arrêtés, condamnés et jetés en prison. Cependant, le procès intenté actuellement contre moi et mes collègues parlementaires kurdes constitue une première dans l'histoire politique du pays. C'est en effet la première fois que, sous un gouvernement réputé civil, des élus du peuple sont embastillés et traduits en justice pour leurs opinions et qu'ils sont menacés de la peine capitale.

Ce procès n'a en vérité rien de juridique. Il est entièrement politique. Avant même notre comparution devant une cour, le Premier ministre, plusieurs ministres et des leaders des partis politiques turcs nous ont tous publiquement jugés et condamnés. Dans la campagne pour les élections municipales du 27 mars dernier, le Premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Çiller, a pu déclarer: «*Je les ai chassés du Parlement.*» Le porte-parole du gouvernement nous a qualifiés de «*terroristes*» et les télévisions d'Etat ont, à coup d'émissions spéciales, largement diffusé cette propagande gouvernementale contre nous. Dans ce contexte, alors que même le Parlement n'est plus qu'une chambre d'enregistrement, il n'est pas possible de croire à l'indépendance et à l'impartialité de la justice turque.

Cette justice veut me condamner à mort pour les activités pacifiques, légales, que je mène au service de mon peuple depuis mon élection comme députée de Diyarbakir en octobre 1991. On me reproche pêle-mêle des opinions exprimées à la tribune de l'Assemblée, dans des réunions électorales, dans la presse locale et internationale, une grève de la faim pour protester contre la destruction de la ville kurde de Sîrnak par l'armée, des appels à la paix et au dialogue. Mon pire crime semble être aux yeux des procureurs une phrase en kurde sur la fraternité des Kurdes et des Turcs et leur co-existence dans l'égalité et la démocratie, que j'ai prononcée lors du serment constitutionnel obligatoire. Même la couleur de mes vêtements constituerait un «*crime séparatiste*». En outre, en parlant de l'existence du peuple kurde, de son pays le Kurdistan, en revendiquant pacifiquement la reconnaissance de la culture et l'identité kurdes dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes, j'aurais défendu les mêmes objectifs que le PKK et je serais donc «*objectivement membre de l'aile politique de ce parti*» engagé dans la lutte armée, alors que toute notre action a visé à faire taire les armes et à rechercher une solution pacifique au problème kurde.

Je ne suis pourtant pas la seule à parler de l'existence des Kurdes. Feu le président Ozal parlait publiquement des «*12 millions de Kurdes en Turquie*» et débattait ouvertement des solutions possibles, y compris de type fédéral, à ce problème chronique. L'actuel président Demirel n'a-t-il pas en novembre 1991 déclaré que «*la Turquie reconnaissait désormais la réalité kurde*»?

Le peuple kurde n'est donc pas un produit de mon imagination. Les historiens s'accordent à dire que ce peuple vit depuis la nuit des temps sur les terres qui sont les siennes, qu'il possède une langue, une culture et une civilisation qui lui sont propres. Mon peuple a mené, de 1806 à 1937, pas moins de 28 insurrections pour accéder à sa liberté. Elles ont, certes, toutes été réprimées dans le sang, mais cela montre au moins la profondeur des aspirations nationales kurdes. D'ailleurs le président Demirel lui-même qualifie l'actuel mouvement de guérilla de «*29<sup>e</sup> insurrection kurde*».

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, au moment où la Turquie vaincue était menacée d'être rayée de la carte, les Kurdes étaient généreusement venus en aide «*aux Turcs en détresse*» en soutenant Mustafa Kemal et ses amis qui promettaient de créer un nouvel Etat où les Kurdes jouiraient de leurs pleins droits. Soixante-quinze notables kurdes siégèrent comme «*députés du Kurdistan*» dans la première Assemblée nationale de Turquie. Le 10 février 1922, Mustafa Kemal, dit Atatürk, soumit à celle-ci un projet de loi organique de 19 articles sur la «*province du Kurdistan et son Assemblée*» dont l'examen fut retardé par diverses manœuvres jusqu'à la conclusion du traité de Lausanne, en juillet 1923, consacrant la reconnaissance internationale du nouvel Etat turc.

Dès lors, la première tâche de Mustafa Kemal fut de faire adopter une nouvelle Constitution basée sur le nationalisme turc et la négation des Kurdes afin de bâtir un «*Etat-nation turc*». Les députés

**Le 7 septembre reprend à Ankara le procès contre six parlementaires kurdes emprisonnés, accusés d'agir contre l'intégrité territoriale turque. Ils risquent théoriquement la peine de mort. Nous publions un texte en défense de Leyla Zana, la seule femme accusée.**

et chefs kurdes qui l'avaient aidé lors de sa guerre d'indépendance furent tous envoyés à la potence sous des prétextes divers par les tristements fameux Tribunaux d'indépendance, ancêtres de l'actuelle Cour de sûreté de l'Etat qui nous juge aujourd'hui. La Constitution de 1924 interdit l'usage du kurde et des autres langues parlées en Turquie, à l'exception du turc. De pseudo-théories «*proouvant la turquicité des Kurdes*» furent imposées au pays.

Depuis, la Turquie prétend qu'il n'y a pas de Kurdes, que les Kurdes sont des «*Turcs des montagnes*». Elle mène une intense politique d'assimilation, «*turquise*» de force les noms antiques de nos villes et villages, allant jusqu'à nous interdire de donner



des noms kurdes à nos enfants. Les intellectuels kurdes sont pacifiés par l'octroi de postes et de prébendes, les récalcitrants étant éliminés par de lourdes peines de prison ou l'exil. Cette politique systématique fut poursuivie même après le passage formel du pays au multipartisme, en 1950. (...)

Le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 plongea le pays dans une répression massive et féroce. Dans un pays attaché aux valeurs universelles de la démocratie et de la liberté, toute la population serait descendue dans les rues pour s'opposer à la dictature. Hélas, la Turquie n'a pas encore de telles traditions. La grave crise que nous connaissons aujourd'hui procède directement de ce coup d'Etat, de sa Constitution scélérate de 1982, imposée à coups de baïonnettes, de ses lois liberticides, de ses institutions et partis politiques issus du moule façonné par la dictature militaire. De ce fait, il n'est pas étonnant que tous les partis politiques turcs actuels acceptent les principes d'une Constitution basée sur la négation des Kurdes et de leurs droits.

C'est dans cette logique que le parti populiste social-démocrate (SHP) d'Erdal İnönü a pu expulser de ses rangs sept de ses députés pour avoir assisté, sans même prendre la parole, à une conférence kurde sur les droits de l'homme organisée en octobre 1989 à Paris par la fondation France-Libertés et l'Institut kurde. Cette décision montra à tout un chacun que le pluralisme politique n'existait pas vraiment en Turquie et qu'il fallait créer un nouveau parti. C'est ainsi que fut fondé en juin 1990 le HEP, puis après l'interdiction de celui-ci, le Parti de la Démocratie (DEP), s'adressant à la fois aux Kurdes et aux Turcs et proposant de trouver dans le cadre de la démocratie une solution pacifique au problème kurde en Turquie.

Cela suffit à l'establishment politique turc pour nous qualifier de «séparatistes», voire de «terroristes». Nous sommes devenus les ennemis à abattre, des cibles favorites de la contre-guérilla turque qui, en moins de deux ans, assassina 54 de nos dirigeants, y compris mon collègue Mehmet Sincar, député de Mardin. J'ai personnellement échappé de justesse à deux attentats.

Les assassinats et menaces de mort n'ont pas suffi à nous faire taire. Nous avons continué d'œuvrer en faveur du dialogue entre les communautés kurde et turque du pays tout en continuant de témoigner en Turquie et à l'étranger du drame du peuple kurde, des massacres, des destructions de nos villes et villages pratiqués par l'armée. C'est parce que notre voix a commencé d'être enfin entendue en Europe et aux Etats-Unis que le gouvernement a décidé de nous faire taire en faisant lever notre immunité parlementaire,

en nous jetant en prison et en interdisant notre parti, le DEP.

Cependant, le gouvernement se trompe s'il pense qu'il pourra faire taire les Kurdes par l'interdiction de notre parti. Celle-ci montre clairement que la démocratie n'est qu'une façade en Turquie. La façon dont notre immunité fut levée et dont nous, élus du peuple, fûmes jetés en prison a sérieusement terni l'image du régime en Occident, où la conviction que tout cela a été fait sur les directives de l'armée est largement partagée. En vérité, l'interdiction du DEP n'a fait qu'internationaliser davantage le problème kurde de Turquie. A l'intérieur du pays, en interdisant notre parti, l'Etat a voulu empêcher que la lutte du peuple kurde pour la liberté et la démocratie ne se développe sur un terrain politique légal. (...)

Un parti politique a le droit et le devoir d'exprimer ses opinions sur les problèmes du pays et de les diffuser. Nous avons agi conformément à nos convictions et à ce que nous croyons être l'intérêt du pays et de la démocratie. Nous avons agi pour empêcher le sang et les larmes de couler davantage, pour trouver des solutions pacifiques aux graves problèmes du pays.

On nous reproche au fond d'avoir exposé, dans le cadre de la liberté d'expression, nos opinions relatives à la coexistence des Turcs, des Kurdes et des autres peuples de Turquie sur une véritable base d'égalité, de liberté et de fraternité. Nous n'avons commis aucun acte violent ni fait l'apologie de la violence. Notre seul «crime» est notre attachement résolu et ferme à nos revendications démocratiques et pacifiques. Quel que soit le cours du procès qui nous est fait, il est exclu que nous renoncions à nos idées et revendications. (...) Première femme kurde élue députée, je risque d'être condamnée à mort pour mes opinions en faveur de la paix, de la démocratie et de la nécessaire reconnaissance des droits légitimes de mon peuple. Et c'est un Etat réputé «démocratique», membre de l'Otan et du Conseil de l'Europe, jouissant du soutien multiforme des Occidentaux qui, à l'orée de l'an 2000, veut m'envoyer sur le bûcher... Cela est-il moins choquant pour l'opinion que la condamnation de Taslima Nasreen par des groupes intégristes? A défaut des gouvernements, qui sont aujourd'hui aussi complaisants envers la Turquie qu'ils le furent hier avec l'Irak quand celui-ci massacrait les Kurdes, pour les mêmes intérêts mercantiles, j'attends la mobilisation de mes collègues parlementaires, des défenseurs de la liberté d'expression et aussi de mes sœurs féministes.

\* Députée du DEP (Parti de la démocratie), de Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan turc. Incarcérée depuis le 5 mars à Ankara.

## Ankara: sept Kurdes à la barre

Par Antoine Bosshard

**C'**est aujourd'hui que sept députés kurdes, dont le procès avait commencé le 3 août, se retrouvent devant leurs juges d'Ankara. Les conditions de leur arrestation avaient soulevé des vagues, lorsque, appelés par le gouvernement, les forces de police avaient pénétré dans le Parlement pour se saisir des représentants du parti kurde, le DEP, dès la levée de leur immunité.

S'ils passent en procès, c'est pour une raison fort simple: bien qu'ils s'en défendent, les sept hommes et femmes sont lourdement soupçonnés d'avoir des liens étroits avec le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, la guérilla contre laquelle l'armée guerroye depuis dix ans. La réalité se situe, semble-t-il, à mi-chemin entre les deux versions des faits: les ex-députés, quoi qu'ils en disent, sont bel et bien des représentants officiels du PKK, et leurs liens avec les maquisards confirmés par des écoutes téléphoniques de la police. Néanmoins, chacun d'entre eux adopte une analyse propre de la situation dans le Sud-Est anatolien, distincte de celle de la guérilla du PKK. Ils risquent des peines très lourdes, à la mesure de ce

que le régime considère comme leurs responsabilités.

En fait, ce procès est le théâtre (visible) du drame kurde en Turquie, et la position difficile de ses acteurs le reflet judiciaire de la réalité sur le terrain. Depuis quelques mois, en effet, le Premier ministre, Mme Tansu Ciller, n'a cessé de parler de l'«écrasement» de la résistance des «terroristes» kurdes. Et l'armée est en train de faire fléchir, avec une férocité redoublée, la détermination des maquis. Le prix de cette politique de répression est connu: selon les milieux de défense des Droits de l'homme, 70 villages, dans le sud-est du pays, ont été attaqués, puis évacués, depuis les dernières élections du mois de mars. Dans l'ancienne ville de Cizre, sur le Tigre, la moitié des 60 000 habitants ont quitté les lieux depuis le début de l'année. Et on peut mettre ces chiffres en regard des 800 villages kurdes vides sous la pression du gouvernement depuis 1990. Ou des 12 000 morts annoncés par le PKK en l'espace de dix ans.

A la source de cette fatigue de la résistance armée, la puissance de moyens mis en œuvre par les généraux: 220 000

soldats stationnés dans le Sud-Est anatolien, et 16 000 policiers, face aux 15 000 combattants du PKK. Mais aussi le manque d'appuis de la résistance kurde à l'extérieur. Ces dernières années, le «Parti des travailleurs kurdes» pouvait compter sur les redevances des compatriotes en Allemagne, en France et en Suisse: or on sait que Paris et Bonn ont pris des mesures fortes contre ces collectes d'argent qui tenaient de l'extorsion de fonds. Des procès ont eu lieu, où des Kurdes ont été condamnés pour ces pratiques. Et il n'est pas certain que des pays qui, comme la Syrie, aidaient traditionnellement le PKK, continuent de lui assurer leur appui.

Enfin, c'est le PKK qui, désormais, appelle au dialogue avec les autorités turques. Mais celles-ci – sans doute intimidées par l'armée – se refusent à une négociation qui conduirait infailliblement, selon elles, à la sécession du Kurdistan. Et pourtant, les résistants kurdes ne demandent pas davantage qu'un statut d'autonomie. Ecrasés ou non demain, et après tant de souffrances accumulées, les Kurdes devraient disposer d'un statut, après-demain. Or là, le pouvoir n'a toujours rien à proposer.

FRA0378 4 I 0265 TUR /AFP-DM17

Turquie-Kurdes

Reprise du procès de six députés kurdes pour "séparatisme"

ANKARA, 7 sept (AFP) - Le procès de six députés kurdes qui risquent la peine de mort pour "séparatisme", a repris mercredi devant la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara après un mois de suspension, avec la lecture des preuves contre eux.

Après l'ouverture de l'audience, la défense a demandé la non-lecture des preuves et leur retrait du dossier, affirmant qu'elles avaient été recueillies par les procureurs de "façon incompatible avec le droit". Cette demande a été rejetée par le tribunal.

Parmi les preuves, figurent des déclarations des députés kurdes parues dans la presse, des textes d'interventions prononcées lors de différentes réunions publiques et des enregistrements de conversations téléphoniques entre des députés kurdes et le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), Abdullah Ocalan dit "Apo", en rébellion armée contre Ankara depuis dix ans.

Ces six députés sont accusés dans le cadre de l'article 125 du code pénal turc d'"avoir constitué l'aile politique" du PKK au sein du Parlement turc et "d'avoir collaboré avec le PKK pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est (à majorité kurde) anatoliens".

Le procès avait été ouvert le 3 août et les députés avaient rejeté toute appartenance au PKK et qualifié le procès de "politique".

Deux autres députés kurdes, MM. Sedat Yurtdas et Selim Sadak, également déçus lors de la dissolution du parti, devront passer en jugement devant la Cour sous les mêmes chefs d'accusation.

CE/hc/uh/phb

AFP /JO0245/071728

SEP 94

LA CROIX — 8 septembre 1994

## COMMENTAIRE

**Délit d'opinion à Ankara**

■ Le procès de huit députés kurdes devait reprendre, mercredi, à Ankara. Arrêtés pour la plupart en mars dernier, ils sont poursuivis pour « atteinte à la sécurité et à l'unité de l'Etat ». Ils sont jugés par la Cour de sécurité de l'Etat, une instance créée par le régime militaire arrivé au pouvoir à l'issue d'un putsch en 1980. Le procureur général, Nusret Demiral, entend requérir contre eux la peine de mort.

Ces députés n'ont pourtant

commis aucun acte de violence. À l'exception d'un seul, suspecté d'avoir recueilli chez lui un militant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), guérilla sécessionniste kurde, ils sont poursuivis pour des faits qui passeraient au pire en France pour un délit d'opinion.

L'accusation leur reproche d'avoir appelé l'Etat turc, lors de nombreux rassemblements, à reconnaître l'identité culturelle ou politique kurde à l'intérieur des frontières nationales.

Implicitement, le procureur général et l'armée, qui maîtrise la politique du gouvernement sur le dossier kurde, reprochent aux députés d'être le bras politique du PKK. L'insinuation reste à prouver même s'il est clair que certains des huit élus se targuaient eux-mêmes d'être « en ligne » avec Abdullah Öcalan, le chef du PKK, qui continue vraisemblablement de tirer les ficelles de la lutte armée depuis la Syrie. Hatip Dicle, l'un des huit accusés, se prévalait notamment de contacts de haut niveau avec la guérilla.

Son élection en février dernier à la présidence du Parti

pour la démocratie (DEP), formation prokurde, aurait correspondu à la volonté du PKK de mettre un terme à toute recherche de solution politique, selon Ismet Imset, l'un des meilleurs connaisseurs turcs de la question kurde. Quatre mois plus tard, le DEP était dissous par le régime.

Le procès des huit députés symbolise ainsi paradoxalement une convergence des partisans de la confrontation violente au sein de l'Etat turc et du PKK. Il réduit presque à néant l'espace disponible pour la recherche d'une voie modérée.

Jean-Christophe PLOQUIN

# THE TIMES



WEDNESDAY SEPTEMBER 7 1994



Leyla Zana, a Kurdish member of the Turkish parliament, faces a death sentence today. Her *Times* article was smuggled out of jail Page 10

## Desperate Kurdish cry of protest rises from prison cell

Turkey has a tradition under which politicians are periodically arrested and thrown into prison after a military coup. But even against that background, the actions taken against me and my Kurdish parliamentary colleagues are something new.

This is the first time that under a so-called civilian government elected representatives are being intimidated with the threat of capital punishment.

These actions are purely political. Even before we were arraigned before a court, Tansu Ciller, the Prime Minister, several ministers and all the leaders of the political parties judged and condemned us. During the municipal elections of last March, Mrs Ciller referred to us as "the traitors in parliament" and the government's spokesman described us on state television as "terrorists". In such circumstances, a parliament no longer deserves its name and it is no longer possible to believe in Turkish justice.

This justice wants me condemned to death for my peaceful and legal activities carried out in my capacity



*Leyla Zana, one of six Kurdish MPs in the Turkish parliament today for whom she faces the death sentence in an Ankara court today for allegedly having links with the Kurdistan Workers' Party, a guerrilla group, has smuggled this letter out of an Ankara jail*

as a member of parliament for Diyarbakir. It reproaches me for opinions expressed in the assembly, during meetings of my constituents, in the local and international press, and for going on hunger strike to protest against the destruction of the Kurdish city of Sirmak by the army.

I have appealed for peace and for dialogue. My crime has been to use a Kurdish phrase for the friendship of Kurds and Turks and their co-existence during my oath of loyalty in parliament. Even the colour of my clothes are supposed to make me a "separatist".

Again, speaking of the existence of the Kurdish people, of the land of Kurdistan, demanding a peaceful recognition of the culture and the

identity of the Kurds in a democratic system and within existing borders make me "a member of the political wing of the Kurdistan Workers' Party", even though that party is engaged in a war with the Turkish state and I search for a peaceful solution to the Kurdish problem.

Nor am I alone in speaking of the Kurds. Turgut Ozal, our late President, spoke publicly of the existence of "12 million Kurds in Turkey" and argued that a federal solution, was possible to this problem. Even our President, Suleyman Demirel, said in November 1991: "From now onwards, Turkey recognises the reality of the Kurds."

The Kurds people are not the product of my imagination. Histori-

ans tell us that the Kurds have been inhabiting their present land from the dawn of recorded time, have their own language, a culture and a civilisation of their own. My people conducted 28 uprisings between 1806 and 1937 to achieve their liberation. President Demirel has described the present guerrilla war as the 29th.

At the end of the First World War, when the very existence of Turkey was threatened, the Kurds responded generously to the plea of Mustafa Kemal and he promised that they would obtain their full rights in the new state. In 1922 Kemal announced a law of 19 articles for "the province of Kurdistan and its assembly". He delayed the examination of his proposals, however, until the Treaty of

Lausanne, which recognised the new Turkish state in July 1923, was concluded. A new constitution in 1924 forbade the use of the word "Kurd" and banned all the other languages of Turkey except Turkish.

Turkey has pretended since that there are no Kurds in Turkey, that the Kurds are "mountain Turks". The ancient place names of the Kurds have been changed into Turkish names and it has not been possible to give Kurdish names to infants. Pliable intellectuals have been pacified by official posts while others have been afflicted with prison or exile. The Kurdish elite was gradually eliminated.

The military coup of September 1980 plunged the country into ferocious repression. In a land where the people had become attached to democracy and freedom, everyone poured onto the streets to oppose the dictatorship. Alas, Turkey has lost that spirit.

It is not astonishing to me that the political parties of Turkey today accept a system that negates the very existence of the Kurds.

## KURDES

## Procès politique à Ankara

Le Monde

7 septembre 1994

**Mercredi 7 septembre, huit parlementaires kurdes seront jugés à Ankara, où ils risquent la peine de mort. Leur seul engagement en faveur des droits à la libre expression de la culture et de l'identité kurdes est qualifié de « crime séparatiste ». Ce procès politique contrevient à tous les engagements internationaux de la Turquie.**

par Kendal Nezan

**M**ERcredi 7 septembre, huit parlementaires kurdes comparaissent devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, qui les accuse d'activités et d'opinions « séparatistes » passibles de la peine de mort. Cependant, à la lecture du long réquisitoire, rédigé dans une langue de bois kémaliste redondante et obsessionnelle, on ne relève aucun acte de violence ni l'apologie de la violence ou du séparatisme. On reproche aux élus kurdes leurs discours électoraux, des propos tenus à la tribune de l'Assemblée, des déclarations à la presse locale ou internationale, des interventions devant le Congrès américain, une grève de la faim pour protester contre la destruction d'une ville kurde par l'armée, des appels adressés à l'ONU et à la CSCE, des efforts de dialogue déployés en faveur d'une solution pacifique du problème kurde dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes.

Dans une démocratie digne de ce nom, ces activités font partie du travail ordinaire de députés dont la sanction naturelle est le suffrage universel. Pour les procureurs turcs, elles constituent autant de « crimes séparatistes », car, soulignent-ils à la page 81 de leur réquisitoire, « le fait que les accusés appellent l'Etat turc, selon leur propre expression, à rechercher une solution politique dans un climat de liberté et de démocratie, est un crime. C'est un crime qui montre en même temps que les accusés font partie du PKK » (le Parti des travailleurs du Kurdistan). Si l'on devait suivre cette logique, les gouvernements américain et européens, le Parlement européen et le Conseil de l'Europe, qui appellent à une solution politique du problème kurde en Turquie, seraient également coupables de « crimes séparatistes ».

Voilà donc une singulière démocratie, où même les élus du peuple n'ont pas le droit d'œuvrer pour la solution pacifique d'un problème chronique qui concerne de 12 à 15 millions de citoyens kurdes, qui, depuis sept décennies, empoisonne la vie politique du pays et qui est à l'origine d'un conflit sanglant, ayant fait plus de 13 000 morts, avec son cortège de destructions de villages, de déplacements de populations, de disparus, d'exécutions sommaires, de centaines de morts sous la torture, et son coût ruineux pour l'économie évalué officiellement à 7 milliards de dollars par an.

Un autre argument est avancé par le parquet de cette juridiction inquisitoriale mise en place par le coup d'Etat militaire de 1980 pour « prouver » par déduction l'appartenance des députés kurdes à « l'aile politique » du PKK : « L'organisation de terreur PKK revendique par les armes la reconnaissance de la culture et de l'identité kurdes ; les députés parlent également du « peuple kurde », du « Kurdistan », ils demandent dans leurs discours la reconnaissance des droits à la libre expression de la culture et de l'identité kurdes, ils poursuivent clairement avec des moyens politiques les mêmes objectifs que le PKK ; ils appartiennent donc à l'aile politique du PKK ; ils sont donc des terroristes séparatistes, et à ce titre passibles de la peine de mort conformément à l'article 125 du code pénal turc qui peut parfaitement s'appliquer à des actes accomplis sans violence. »

### « Un seul droit : celui de se taire »

Malgré leur indigence, ces arguments ont au moins le mérite de mettre en lumière l'univers mental et le système judiciaire d'un Etat qui se dit démocratique, membre à ce titre du Conseil de l'Europe et de l'OTAN et qui en est, par des procédés dignes des procès de Moscou, à vouloir envoyer à la potence des parlementaires pour délit d'opinion. En ce sens, le procès d'Ankara devient en fait celui du régime turc devant l'opinion démocratique.

En fait, ce procès n'est qu'un accessoirement juridique. Dès le début, les dirigeants turcs lui ont imprimé un caractère hautement politique. Ainsi, avant de

comparaître devant une cour de justice, les députés kurdes ont été impunément qualifiés de « bandits » et de « traîtres » par le chef d'état-major des armées. Le premier ministre Çiller s'est maintes fois vantée publiquement « d'avoir chassé du Parlement les traîtres ». Des ministres se sont fait procureurs, et les médias au service de l'Etat ont diffusé, à grand renfort d'émissions spéciales, la propagande gouvernementale contre les députés kurdes détenus en garde à vue pendant cinq mois, placés dans l'impossibilité de répondre à leurs accusateurs. C'est sans doute le député turc Coskun Kirca qui a le mieux résumé l'esprit de cette croisade antikurde orchestrée par l'Etat : « Les Kurdes n'ont qu'un seul droit dans ce pays : celui de se taire », a-t-il martelé à la tribune du Parlement au milieu des acclamations de ses pairs turcs.

### L'indulgence de l'Europe

Dans ce contexte, l'indulgence de l'Europe envers le régime turc devient de plus en plus choquante. Car la Turquie n'est ni l'Irak ni l'Iran. Elle se dit un Etat de droit. Elle a signé des instruments juridiques internationaux comme la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte de Paris qui garantissent la liberté d'expression et d'association ainsi que le droit des minorités à préserver et à développer leur langue et leur culture. En principe, ces engagements priment sur son droit interne et les pays occidentaux signataires de ces textes sont moralement tenus à les faire respecter. La détention arbitraire des députés kurdes, l'interdiction de leur Parti de la démocratie, qui a entraîné la déchéance de ses députés de leur mandat parlementaire pour délit d'opinion, l'emprisonnement de plusieurs dizaines d'écrivains et journalistes, les quelque 1 380 procès de presse actuellement instruits par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul (1), la quarantaine de morts sous la torture ou de « disparitions » par mois durant la période de la garde à vue (2), constituent, entre autres faits graves, des violations massives et manifestes de la Convention européenne des droits de l'homme.

Partant du principe selon

lequel « qui ne dit mot consent », les Turcs qui, dans un passé récent, ont envoyé à la potence un premier ministre et trois de ses ministres pour délit d'opinion, qui ont, au cours des deux dernières années, fait assassiner plus d'un millier d'intellectuels et de démocrates kurdes non impliqués dans des actions violentes, dont le député Mehmet Sincar et le vieil écrivain Musa Anter, pourraient parfaitement condamner, sinon à la peine capitale, du moins à de lourdes peines de prison, les huit députés kurdes actuellement embastillés, afin d'humilier et de terroriser davantage la population kurde. Cela ne ferait que rejeter une grande partie de celle-ci dans l'impasse de la lutte armée ou dans les bras de l'intégrisme.

Après la fin de la guerre froide et le règlement progressif des conflits du Proche-Orient, le moment est sans doute venu pour les pays occidentaux de rappeler sérieusement leur allié turc à l'ordre. Ankara doit réformer rapidement sa législation d'un autre âge pour la rendre conforme aux normes des démocraties européennes et libérer les députés kurdes ainsi que tous les autres prisonniers d'opinion. Sinon, dans un souci élémentaire de crédibilité morale et de cohérence, et pour sauver l'honneur de l'Europe démocratique, il faudrait suspendre ce pays du Conseil de l'Europe, ajourner sine die l'application de l'accord sur l'union douanière avec la Communauté européenne et interdire la vente d'armes susceptibles d'être utilisées contre la population kurde.

La Turquie doit comprendre qu'elle ne peut pas continuer à vouloir jouer sur tous les tableaux à la fois, que son jeu de « passage graduel à la démocratie », qui dure depuis 1945, ne trompe plus personne et que le traitement inhumain et tyrannique qu'elle inflige au peuple kurde est à la fois inadmissible et très dangereux pour son avenir, pour la paix et la stabilité régionales et pour les intérêts stratégiques de l'Ouest.

(1) Cf. le quotidien turc *Hurriyet* du 26 août.

(2) Statistique établie par l'Association des droits de l'homme de Turquie (IHD), basée à Ankara.

► Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.

Le Monde

8 septembre 1994

TURQUIE

## Ankara marque sa volonté de répression lors de la reprise du procès de députés kurdes

ISTANBUL

*de notre correspondante*

Commencé le 3 août dernier, le procès des six députés nationalistes kurdes, accusés de « crimes séparatistes », devait reprendre, mercredi 7 septembre, au Tribunal de la sûreté de l'Etat à Ankara, après plusieurs semaines d'interruption. La lecture de l'acte d'accusation terminée, le procureur doit présenter les informations – extraits de discours, enregistrements de conversations téléphoniques – tendant à prouver l'existence de liens directs entre les accusés et le PKK, le mouvement séparatiste kurde.

La dimension politique de ce procès a attiré l'attention des observateurs occidentaux sur l'attitude des autorités turques à l'égard des douze millions de Kurdes et creusé le fossé qui existe entre la perception que l'on a souvent de la question kurde en Europe, l'oppression d'une minorité revendiquant ses droits culturels, et le point de vue prévalant en Turquie, où nationalisme kurde et terrorisme sont considérés

comme synonymes. Beaucoup de Turcs, mal informés, interprètent d'ailleurs l'attitude critique des Occidentaux comme une confirmation d'un soutien implicite apporté à ceux qui cherchent à diviser la Turquie.

Les autorités civiles et militaires turques, contrairement aux gouvernements étrangers qui font pression pour une solution politique, demeurent convaincues qu'il est possible de venir à bout du problème kurde militairement. Selon le ministre de l'intérieur, Nehit Mentese, 404 combattants kurdes ont été tués en août et 46 autres se sont rendus aux forces de sécurité. « *Le PKK a subi des pertes énormes. Il est impossible qu'il reprenne ses forces* », a déclaré le ministre mardi.

Que ce soit dans les montagnes du Sud-Est anatolien ou devant les tribunaux, Ankara poursuit une campagne virulente. Les Turcs ne demeurent pas pour autant unanimement indifférents aux violations des droits de l'homme et aux atteintes à la liberté d'expression. Le ministre d'Etat Fikri Sağlar,

par exemple, s'est excusé auprès de deux écrivains condamnés pour leurs opinions, Haluk Gerger et Fikret Baskaya, auxquels il a rendu visite dans leur prison. Une commission s'est réunie, le week-end dernier, sous l'égide du ministère de la justice pour tenter de redéfinir les limites légales de la liberté d'expression, mais, dans le climat actuel, des changements positifs ne sont pas attendus prochainement.

En attendant, les députés kurdes, les journalistes et les écrivains continueront d'être jugés selon les lois et la Constitution actuelles, appliquées avec zèle par le procureur en chef, Nusret Demiral. « *Si quelqu'un vient et dit : « Je vais détruire cet Etat, les actions de telle organisation sont justes », je ne peux pas traiter ceci comme liberté d'expression* », expliquait-il récemment dans un entretien accordé au quotidien *Turkish Daily News*, en ajoutant : « *Ceci ne peut pas être considéré comme une pensée, c'est une action.* »

NICOLE POPE

l'Humanité — 8 septembre 1994

## Huit députés kurdes en procès

Le procès intenté par l'Etat turc à huit députés kurdes arrêtés en pleine Assemblée au printemps dernier s'est ouvert hier devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Selon le Code pénal turc, les huit parlementaires risquent la peine de mort pour « séparatisme ». L'acte d'accusation se base sur leurs discours électoraux ou devant l'Assemblée, leurs interventions à l'étranger, notamment au Parlement européen, où ils ont employé les termes « peuple kurde », « Kurdistan » et demandé « une solution politique de la question kurde ». Dans son réquisitoire, le procureur écrit notamment : « Le fait que les accusés appellent l'Etat turc à rechercher une solution politique dans un climat de liberté et de démocratie est un crime. » Les huit députés sont maintenus en garde à vue depuis cinq mois et leur parti, le DEP (Parti de la démocratie), a été interdit et tous ses élus déchus de leur mandat.

LIBÉRATION

8 septembre 1994

**TURQUIE. Le procès des 6 députés kurdes a repris devant la Cour de sûreté d'Ankara**, hier, après un mois de suspension. Ils sont accusés d'« avoir collaboré avec le Parti des travailleurs kurdes (PKK, séparatiste) pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est anatoliens » (à majorité kurde).

# DEP trial's second round begins

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The second round of the trial against five former Democracy Party (DEP) deputies and independent Deputy Mahmut Alınak resumed today as the defendants' attorneys questioned the validity of the evidence presented by the prosecutors.

On its first day of the second round of the trial, the court ruled against omitting from the case, files of evidence objected to by the defense.

The lawyers for the defendants — an army of 200 jurists occupying most of the courtroom — argued that the tape and video cassettes presented by the prosecutors to the court in the first round of the trial, were obtained without court permission and therefore should be declared invalid.

The lawyers claimed that evidence provided by those cassettes should be removed from the case files.

They also argued that certain "anonymous documents" within the indictment "contained wording that insulted" the defendants and should also be excluded from the files.

Lawyer Hasip Kaplan denied speculation that the prosecution will present a surprise witness against the defendants who have been charged with committing an act of treason and will face the death penalty if found guilty.

The "surprise witness" is believed to be Abdulcabbar Gezici, a former executive of the pro-Kurdish People's Labor Party (HEP) who testified in written statements against the ex-DEP deputies. "We have doubts about Gezici and the way his testimony was obtained," Lawyer Hasip Kaplan said.

He said the prosecutors had no right to offer new evidence to the court after the trial started.

"I have talked to Gezici in Kırklareli Prison where he is being held. He said that he was suppressed by the Ankara State Security Court chief prosecutor. In fact, he said this to Istanbul's First State Security Court," he said.

Hülya Sarsam, one of the lawyers defending Şırnak Independent Deputy Mahmut Alınak, said that Alınak's immunity was lifted concerning only three files, but the court was judging him on "all files."

"If there is the need for a general defense, the court should tell us, so we can formulate our defense accordingly," Sarsam said.

Alınak, however, declared that he would only defend himself on the three files for which his parliamentary immunity was lifted. Two prosecutors of the State Security Court — Nuh Mete Yüksel and Ali Rıza Konuralp — argued against the defense's demands.

They also demanded that public witnesses be brought to court to obtain their testimony and that the request to remove evidence from the case file be rejected.

"The court sees no need to remove any of the evidence (offered by the prosecutor) from the case files... Any public witness who wants to testify in the trial may do so," Court President Muammer Ünsöy said.

Having ruled out both requests of the defense, Ünsöy called on the defendants: Hatip Dicle, the former DEP chairman and ex-Diyarbakır deputy; former Mardin DEP deputy Ahmet Türk; ex-Diyarbakır deputy Leyla Zana; former Mus deputy Sırrı Sakık; ex-Şırnak deputy Orhan Doğan; and Şırnak independent deputy Mahmut Alınak, to answer to the accusations against them.

Ahmet Türk, who is accused of holding a phone conversation with Abdullah Öcalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), denied having the conversation.

"They made me listen to that conversation in the police station. It is taped in such a way that only one voice is heard. I have had no such conversation. I want the court to listen to it. In one of the official documents, it says it is 'a voice believed to be Ahmet Türk,' another document presents it as 'Ahmet Türk's conversation with Öcalan.' Forensic Medicine has decided that it is not possible to determine whose voice it is, but, nonetheless, the cassette and the text are offered to court as evidence," he said.

Refuting the accusation that the deputies attended Abdullah Öcalan's press conference on June 8, 1993, Ahmet Türk and Orhan Doğan, accused of attending the conference, displayed their passports and their permission documents obtained by the Parliamentary Chairman.

The two men said they attended another meeting of Öcalan's — dated April 16 — with the knowledge and permission of late President Turgut Özal, then prime minister Süleyman Demirel and the ministers of the interior and foreign affairs.

Zana, the most controversial figure in the trial, refused claims that she sheltered in her house Şemdin Sakık, one of the PKK's hard-line military leaders. The prosecutor's demands are based on the testimony of an informer, Emel Doğu, who used to be a member of the PKK.

"These appeared in a tabloid, Meydan. Zana sued the paper and won," Zana's attorney, Yusuf Alataş said. "It was later revealed that Doğu did not read or write and she was forced to sign what was told to her to be her testimony, after being held in custody for twenty days."

Thursday, September 8, 1994

turkish daily news

Thursday, September 8, 1994 /

turkish daily news

## Notes from the courtroom

The second round of the DEP trial began early Wednesday as police holding shields constituted a wall outside the Palace of Justice in downtown Ankara. Six defendants and 200 attorneys — not all were present — crowded into the tiny courtroom, leaving little room for the cameras, photographers and the journalists. Foreign observers, most of whom presented a high-profile during the first round, were absent in the second. A French lawyer representing the International Federation of Human Rights and two British lawyers lurked in the background. A handful of German “observers” made a late entrance, but the interest in Europe for what they predicted to be a long trial had clearly declined.

The question of the prosecutor’s surprise witness hung over the crowd, rather like a speech balloon over cartoon characters. Salih Şahin, an attorney from Gaziantep, said regarding the “surprise witness,” that the defense had trouble taking such a witness seriously.

“This is not an Anglo-American melodrama. Such a case needs no surprise witnesses... The prosecutor cannot conceal a witness from the defense and the public opinion. We believe this is a manipulation that shows this case is a political process, rather than a process of law. But this is Turkey, anything can happen,” Şahin said.

When the six former deputies entered the cramped courtroom, the crowd stirred. But the limelight was stolen by Yaşar Kemal, renowned Turkish author. Kemal, entering the courtroom in the company of senior journalist Mustafa Ekmekeçi, sat at the front row reserved for the media and informed journalists that his rare appearance was “an expression of support to the ex-deputies.”

“If they are sentenced, we will enter the 21st century as a nation accursed,” he said. “The dirty war in Turkey is not only a shame for Turkey but also for the United Nations and the Council of Europe.”

The author of “Memed, My Hawk” and “If They Kill the Snake,” interrupted his speech to shake hands with Zana and other deputies, but resumed his slow speech: “We are all to blame. Me, you, all the people here...”

“There is no freedom of thought and speech in Turkey,” he told a foreign journalist.

As Kemal spoke, a member of HADEP, HEP’s successor, distributed a sheet of paper — Madame Mitterrand’s letter to Leyla Zana.

The letter, dated Sept. 5 and addressed the former deputy as “Ma Tres Chere Leyla,” congratulated Zana and expressed wholehearted support to her and her friends.

“This political judgement against you will turn into a judgement of the present regime in the eyes of the public,” the letter said.

A similar letter of support was also addressed to Zana by Socialist deputy Segolene Royal.



THURSDAY 8 SEPTEMBER 1994




THE INDEPENDENT



The six Kurdish MPs in court in Ankara (Leyla Zana, second right). They are charged with treason, for alleged ties with the Kurdistan Workers' Party Photograph: Reuter/Hulton



 THE INDEPENDENT

THURSDAY 8 SEPTEMBER 1994

# 'Assassinations and threats will not keep us quiet'

*This is an extract from a note written in prison by Leyla Zana, one of the six Kurdish MPs on trial in Turkey*

TURKEY has a long tradition of political trials. Even so, the trial of me and my Kurdish colleagues in parliament is a first in the political life of the country. For it is the first time under a government that purports to be civilian that the elected representatives of the

people have been tried for their opinions and threatened with capital punishment.

This is a purely political trial. Even before we came to court, we were judged and condemned by the Prime Minister and other government ministers. The government spokesman called us "terrorists". It is no longer possible to believe in the independence and impartiality of Turkish justice.

This justice would condemn me to death for the peaceful and legiti-

mate performance of my parliamentary duties since my election for Diyarbakir in October 1991.

My crime seems to have been a phrase in Kurdish on the fraternity of Kurds and Turks living together in equality and democracy, which I uttered when I was making my oath of loyalty in parliament. We have become enemies to strike down, the favourite targets of the counter-terrorism campaign, which in the space of two years has killed 54 of our leaders.

But assassinations and death threats will not keep us quiet. We continue to work in favour of dialogue between the Kurdish and Turkish communities while all the time bearing witness in Turkey and abroad to the drama of the Kurdish people, the massacres and the destruction of towns and villages by the army.

It is because our voice had begun finally to be heard in Europe and the United States that the government decided to silence us by

lifting our parliamentary immunity from prosecution, throwing us in prison and banning our party, the Party for Democracy.

But the government is mistaken if it thinks it will silence the Kurds by banning our party. We have acted according to our convictions and what we consider the interests of the country and democracy. We will never renounce our ideas and beliefs.

THE INDEPENDENT



THURSDAY 8 SEPTEMBER 1994

# Treason trial of Kurdish MPs stirs hatred

A TURKISH court yesterday refused to release six Kurdish nationalist parliamentarians who have been held in custody on political charges for six months, digging the country deeper into a show trial that is alienating Turkey's 12 million ethnic Kurds and the West.

Severe state prosecutors produced evidence from phone-taps to support claims that the defendants were in close contact with the separatist Kurdistan Workers' Party, the PKK. The six are charged with treason.

"I am not being accused of a crime, but a potential crime. I'm being tried for my name, my Kurdish identity," said Sirri Sakik during a recess. But many Turks are deeply suspicious. Mr Sakik's brother is "Fingerless Zeki", the notorious PKK guerrilla leader.

Five of the six have been stripped of their parliamentary seats. Prosecutors are now demanding the death penalty for Mr Sakik, Ahmet Turk, Mahmut Alinak, Orhan Dogan, Hatip Dicle and Leyla Zana. It is unlikely that they will be executed, say police. The case is more likely to drag on damagingly for years.

"It's a political trial, so I suppose in the end politics will decide what happens," said Mr Turk, who, despite his name, is a prominent Kurdish tribal landlord. "If they are accusing our party of being part of the PKK, why isn't the whole party on trial, and not just us?" asked Mr Dogan, a lawyer.

Even speaking up for Kurdish rights can be a terrorist offence in the increasingly polarised, nationalist atmosphere of Turkey today. Ankara's Human Rights Foundation says at least 108 people are in jail, including the Kurdish parliamentarians, simply for voicing or printing their views.

The Turkish authorities take an ambivalent attitude to freedom of expression. On the one hand, a government minister visited two writers in prison last month to apologise. On the other, police detained artists and intellectuals last weekend after a small peace demonstration on a Bosphorus quayside. "Rule of law in Turkey is beginning to mean the rule of police, a quite different thing," said one Western diplomat, noting that legislative reform was most unlikely

HUGH POPE  
in Ankara

in the short term because of a growing authoritarian streak in the government and the decay of the parliamentary system.

Voices of reason are becoming more isolated. "Let's get rid of this paranoia about separatism and have confidence in ourselves. We must set our own house in order," said the newspaper *Sabah*.

In a weak response, the Government last weekend sponsored a mixed commission of parliamentarians and the media to set some limit on free speech. But the first meeting ended up deciding only to delegate the matter to another committee. Turkey's allies in the West back Ankara's fight against PKK terrorism but insist that peaceful demands for ethnic rights are legitimate. Ankara feels that concessions will send it down the slippery slope of ethnic division as in former Yugoslavia.

"Inciting people to rebellion, causing conflicts among people, and provocation cannot be regarded as freedom of expression. Turkey should preserve its unity," President Suleyman Demirel said in the speech that opened the parliamentary year. Members of parliament applauded.

Such intransigence suited the grim, huge, narrow-windowed judicial complex in the heart of Ankara where the Kurds' case is being heard. But police were clearly under orders to be sugar-sweet with everybody, even the much-hated foreign observers, about a dozen of whom were on view yesterday. The oddest element of the trial is its almost chatty informality, forcing the judge to warn the mainly Kurdish audience that it is a court not a coffee shop. Defendants are often free to take cigarette breaks in recesses or to mix with reporters, Turkish television cameramen, friends and scores of lawyers ready to defend them.

"We could be dead, like the 2,000 people killed in 'unsolved murders' [of Kurds by alleged death squads]. But what sort of life is it, locked up like this, with no freedom to speak out," said Ms Zana, one of those on trial. "Still, at least people in Turkey are debating the Kurdish question now."

L'INDIPENDENTE - 8 Settembre 1994

I PARLAMENTARI SONO SOTTO PROCESSO ALL'ANKARA. SECONDO L'ACCUSA SONO L'ALA POLITICA DEI GUERRIGLIERI

# Un futuro per i curdi in Turchia: la forca

Otto deputati rischiano la pena di morte per tradimento della patria: unico indizio, l'«istigazione al separatismo»

ANKARA. Il processo a 8 deputati turchi di etnia curda, che condannano a morte per "separatismo", è ripreso ieri davanti alla Corte di sicurezza dello stato di Ankara, dopo un mese di sospensione. L'udienza è cominciata con la lettura delle prove, che la difesa ha invano cercato di bloccare affermando che erano state raccolte in «modo incompatibile con il diritto».

Gli 8 deputati sono accusati di «aver svolto il ruolo di ala politica» del Pkk (il Partito del lavoro) curdi, indipendentista) in seno al Parlamento di Ankara e di «aver collaborato con il Pkk per costituire un Kurdistan indipendente nell'Est e nel Sud Est anatolico».

KENDAL NEZAN\*

**D**opo 6 mesi di "detenzione preventiva" - su semplice decisione di un procuratore -, gli 8 deputati curdi ora rischiano la pena di morte con l'accusa di "istigazione al separatismo" e di "tradimento della patria". Questo almeno prevede la legislazione speciale istituita da un regime, quello at-

tuale, subito al potere dopo il colpo di stato militare del 1980. Cosa si rimprometterà ai deputati? Niente di specifico, se non discorsi elettorali, dichiarazioni rinfacciate alla stampa o davanti al Congresso americano. Tutte cose che in una democrazia costituzionale la peculiarità di un parlamentare. La sola azione concreta citata nella requisitoria è uno sciopero dello fame per protestare contro la distruzione di una città curda, Simeak, nell'agosto 1992, da parte dell'esercito turco. A parte qualche rapporto della polizia, i voluttuosi atti d'accusa non contengono alcun elemento concreto, alcun indizio che in uno Stato di diritto potrebbe costituire una prova contro l'accusato. Il ragionamento dei magistrati turchi è il seguente: «Questi deputati chiedono, attraverso mezzi politici, il riconoscimento dell'identità e dei diritti culturali del fantomatico popolo curdo. L'organizzazione terroristica Pkk rivendica gli stessi diritti attraverso la lotta armata. Quindi, obiettivamente, gli stessi fini. Anche i parlamentari sono quindi membri dell'ala politica del Pkk». Questo grossolano e strumentale modo di ragionare rischia di essere sufficiente alla giustizia turca,

anch'essa sottomessa ai militari, per condannare i deputati curdi, se non alla massima pena prevista, almeno a pesanti pene detentive.

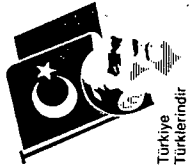
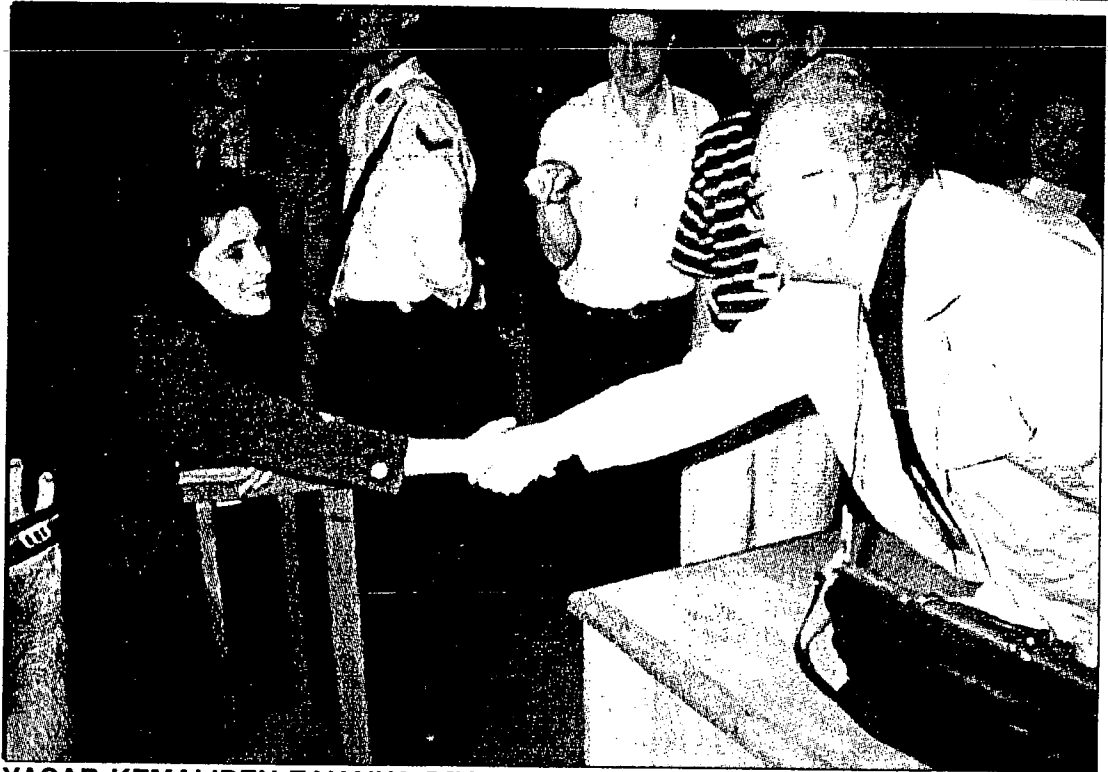
La Corte Costituzionale turca ha poi da poco vietato l'esistenza stessa del partito al quale i deputati appartengono (Dep. Partito per la Democrazia) solo in ragione di due discorsi pronunciati all'estero dal suo presidente e da un appello per la pace. In nome della responsabilità collettiva poi, la messa al bando del Dep ha causato automaticamente anche la decadenza del mandato di tutti i suoi rappresentanti in Parlamento. Questo tipo di pratiche, che violano gravemente la Costituzione europea del Diritto, sono perpetrate da un Paese che è membro del Consiglio d'Europa, che vuole «incarnare la coscienza democratica europea» e che pretende di aderire all'Unione europea. Anche la signora Leyla Zana, la "pastorina dei curdi", unica donna fra i parlamentari, rischia la pena di morte per per le sue commoventi testimonianze alla televisione tedesca e davanti al Congresso americano

\* dell'Istituto curdo di Parigi

**Hürriyet**

Kurucusu: Şejat Sımalı 1896-1953

8 Eylül 1994 Perşembe

Türkiye  
Türklerindir

**YAŞAR KEMAL'DEN ZANA'YA DESTEK**  
Ankara DGM'de dün sürdürülen DEP davasını, ünlü yazar Yaşar Kemal de izledi ve Leyla Zana ile el sıkıştı. Duruşmaları sürekli izleyeceğini belirten Ke-

mal, bu konuda bir kitap yazabileceğini de açıkladı. DEP'li milletvekillerinin yargılanmasını eleştiren Kemal, "O milletvekilleri mahkûm olurlarsa, Türkiye 21'inci yüzyıla lanetlenmiş ülke olarak girecek" dedi.

*Hürriyet*, September 8, 1994

## YACHAR KEMAL OFFERS SUPPORT TO LEYLA ZANA

The famous writer, Yachar Kemal, attended the DEP trial that reconvened yesterday. He shook hands with Leyla ZANA in front of the Ankara State Security Court. Yachar KEMAL states that he will attend all the hearings and will perhaps write a book on the subject. Highly critical of the fact that the parliamentarians have been put on trial, Y. Kemal states that "if these parliamentarians are sentenced, Turkey will begin the Twenty-First Century with a malediction. Comparing the security courts to the courts of Independence (exceptional courts that pronounced hundreds of arbitrary sentences of capital punishment at the beginning of the Republic) he qualified this trial as the shame of humanity. Yachar Kemal arrived in court accompanied by Mr. Mustafa Ekmekçi, president of the Association of Contemporary Journalists. He qualified the regime in Turkey as military and oppressive, stating: "I have come to protest against this inhuman situation. If the deputies are found guilty, Turkey will enter the twenty-first century as cursed. I am also here to protest against the Council of Europe and the UN, which share responsibility for this situation. This trial is possible only with their support. They also share the responsibility for the dirty war that continues in the south-east (Turkish Kurdistan); the Turkish people and democracy are being judged in this trial." Two lawyers from the Paris bar and one lawyer from the London bar attended the hearing as observers.

# Hürriyet

9 Eylül 1994 Cuma

**BATI YİNE  
DİLİNE  
DOLAR!..**

## Kelepçeli Leyla Zana

- Kapatılan DEP'in eski milletvekili Leyla Zana, önceki günkü DEP duruşmasından çıkarken 30'u aşkın jandarmanın oluşturduğu etten bir koridor arasından geçti. Tutuklu Leyla Zana'nın değil kaçması, biriyle konuşmasına bile olanak yoktu.
- Ancak her zaman olduğu gibi bürokrasi, Türkiye düşmanlarına malzeme yaratmakta yine çok başarılı oldu. Leyla Zana zincirle kelepçelendi, çekilen fotoğrafların ve filmlerin Batı ülkelerinde yayınlanması engellenemedi.



**SALONDAN BOYLE ÇIKTI** Yaklaşık 7 aydır cezaevinde bulunan ve zayıfladığı dikkati çeken Leyla Zana, otuzu aşkın jandarmanın oluşturduğu koridordan böyle yürüyerek geçti.

Mrs. Leyla Zana, who after 7 months of detention, has lost quite a bit of weight, was taken to court handcuffed and escorted by more than thirty gendarmes. In the midst of such security measures, she wasn't able to utter a single word to her friends.

# Does Zana regard herself as one of us?

**F**ormer Democracy Party Diyarbakir deputy Leyla Zana, who is now facing treason charges at the Ankara State

Security Court along with five other colleagues, as usual is on the wrong track. Like her colleagues, she is trying to enlist international support for her case in the hopes that she can create enough turmoil to put international pressure on Turkey and its authorities.

In general terms we do not approve of the way the DEP deputies lost their immunity, the way they lost their parliamentary seats and now have to face treason charges. We believe that there are some DEP deputies who were involved in clandestine activities and should be punished for this because what they did was a crime against the brotherhood and unity of the citizens of the Turkish Republic, irrespective of their ethnic origin. We also believe that there are some DEP deputies who are innocent and should never have lost their parliamentary seats even if their party was closed down by the Constitutional Court. But if the DEP deputies feel there is any injustice, the way to struggle against this is through the laws of this land and its independent courts.

Leyla Zana and her colleagues have to learn to believe in the independent courts and judges of the Republic of Turkey. We have experienced it ourselves that the judges in this country are independent. Even at the worst of times when the judges were ordered by the authoritarian regime of the post 1980 coup to sentence us, they resisted, and we were acquitted by these honest and



İlinur Çevik

## EDITORIAL

she accept she is a citizen of the Turkish Republic? Or is she playing this game of exploiting her citizenship rights for other motives? These are some of the things she has to openly answer.

We feel the prosecutors are making a grand mistake with their indictment against Zana. They should simply ask her to explain in clear terms why she has refused to condemn the PKK as a terrorist organization, even when this group killed innocent women and children of Kurdish origin in southeastern Turkey... Then they could also ask her whether she wants a separate Kurdish state in Turkey or not? Last but not least Zana could also tell us whether she felt she was serving in the Parliament of a foreign country when she was a deputy and does she feel she is being tried in a court of her own country or the court of a foreign land. Her answers to all these would reveal her true face and identity...

If Zana today said she is a loyal citizen of the Turkish Republic and her only aim is to keep this country united and that her struggle is designed to see to it that all the people of the country are treated as first class citizens, irrespective of the region they live in, she would find many supporters in Turkey. But is this really the case?

dignified people, simply because they were loyal democrats.

The judges will uphold the laws of the land and just like in any civilized country, they will distribute justice according to the rules set before them. If the defendants feel they have received a hard decision, they still have a chance to appeal to a higher court.

But, what Zana and her friends are doing is seeking external help for an internal issue which should be solved at home. When the DEP trials opened, there were hundreds of foreign observers monitoring the trial. When the second round of the trial was held on Wednesday, there were only a handful of observers. That clearly shows that international attention on the DEP case is dwindling.

So what does Zana do? She writes an article to Le Monde complaining that she is not getting the international attention that is fixed on Teslima Nasrin, the writer from Bangladesh who is now a target of Moslem fundamentalists. She also wrote articles to the London Times demanding support for the plight of the DEP deputies. What does she intend to achieve with such futile exercises?

Besides, we are well aware that the articles sent to these papers are not the work of Zana; because she is, simply not capable of writing an article with even modest sophistication (those who heard her try to address various conferences in the United States can testify to that).

Does Zana really feel like one of us? Does

turkish daily news

Friday, September 9, 1994 /

turkish daily news

Friday, September 9, 1994

## Claims of 'psychological torture' in Democracy Party case

### Mahmut Alnak: Politics are made with the blood of young Turkish and Kurdish people

*Turkish Daily News*

ANKARA - Attorney Ali Rıza Dizdar claimed, during the second round of the trial against the five former Democracy Party (DEP) deputies and independent deputy Mahmut Alnak on Wednesday, that the deputies were subjected to "psychological torture" when they were in custody.

Dizdar alleged that the deputies had been interrogated until midnight being asked questions about things they already knew. "This is called psychological torture," Dizdar claimed. Orhan Doğan claimed that he and his colleagues had been interrogated in a glass partition and that some journalists had been allowed to watch the interrogation.

During the hearing at the Ankara State Security Court on Wednesday, former deputies Hatip Dicle, Orhan Doğan, Leyla Zana, Sirri Sakık, Ahmet Türk and Mahmut Alnak, submitted their own evidence to answer the evidence presented by the prosecutor. Only five of the 21 files containing

12,000 pages prepared by the prosecutors, could be read that day. The court postponed the hearing until Oct. 7. Thus, it has become certain that the deputies will remain in detention until all the dossiers are completed.

Responding to the charges against him, Alnak claimed, "It is alleged that I went to Zaleh. There are confessions of two PKK militants on this issue. While one says I went there, the other one says I did not. The office of the prosecutor has put both statements in the case file. Which one should we believe? I have passport copies showing I have not gone abroad."

Alnak continued to claim that the trial against him and his colleagues is politically motivated. "Politics is made with the blood of young Turkish and Kurdish people. I am charged for obstructing those who would base their politics on blood. Even primary school children know a person cannot be accused with this evidence," Alnak alleged. Former Muş Deputy Sirri Sakık claimed that villages were burnt

and people killed in his election district, and that he told top officials what was going on so they would end it. However, Sakık alleged that they did not believe him and his colleagues. "Now Mr. Karayalçın (Social Democrat People's Party chairman and deputy prime minister) says villages were burnt. The interior minister says 'we have gone a little bit too far.' In an earlier statement to the press, I said I felt the pain of the dead soldiers in my heart and extended my condolences to their families, however the Office of the Chief of General Staff filed a complaint against me," Sakık alleged. He continued that the situation stems from the hatred of him due to his brother's being the commander of the PKK. "I am being tried because of my brother," Sakık said.

When Orhan Doğan received applause from those who were present at the court when he responded to criticism against him, Muammer Unsay, the presiding judge of the court, warned them to leave the hall if they

had honor and pride. "This is not a wedding hall," Unsay stressed.

During his speech, which increased the tension in the hall, Doğan claimed that prosecutors were trying to resemble their court to the "Courts of Independence." He continued, "The Office of the Prosecutor said they had been taken under protection. I have not seen any article in the law that calls for taking someone under protection. There are only articles in the law concerning smuggling and forestry that refer to seized items being taken into protection."

Doğan claimed that the case filed contained a letter of insult which was not undersigned and sealed. He alleged it was Nusrat Demiral who was determining the future of the case. Following Doğan's speech, which led to arguments in the hall, Attorney Hasip Kaplan made an exciting speech. The court banned Kaplan from attending one hearing. It also rejected Attorney Ali Rıza Dizdar's request for the release of his clients.

## Martinez on a Softer Note

**M**ost Turks, and particularly Foreign Minister Mümtaz Soysal, must remember all too acutely the debate that erupted when the Council of Europe Parliamentary Assembly decided to pass a resolution on Turkey. The debate was long, with certain circles urging the Council of Europe to freeze Turkey's membership. Resolution 1041 fell short of suspending Turkey's membership. Instead, it suggested that a fact-finding mission be sent to Turkey and prepare a report. Following the report, the Assembly would take up the debate on Turkey again.

Finally, Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk wrote a letter to Assembly Chairman Miguel Angel Martinez, inviting him and his delegation to Turkey in early September, rather than in August as they had proposed.

When Martinez came to Turkey, the situation was notably different. Mümtaz Soysal, who had firmly fought against the resolution as a member of the Parliamentary Assembly, was now the foreign minister. His statements, in his twice-weekly column in a Turkish daily, clearly indicated that he had no intention of being "soft" with the delegation which made its way to Turkey to scrutinize its human rights.

"Since Turkish deputies have no right to influence the judicial process, I do not see why foreign deputies can come and do that," Soysal wrote in his column.

A day later, newspapers wrote that Soysal had "suggested" to State Security Court Chief Prosecutor Nusret Demiral not to see Martinez and his delegation.

Martinez, whose reason for coming was to check up on developments in the trial of the former DEP deputies, left Turkey without seeing any judicial figure.

Clearly aware that he would not be responded to in a mild manner by outspoken Soysal and Çiller "of the iron smile," Martinez opted to make more moderate statements himself. As soon as he arrived in Ankara, he declared that he was not in Turkey to criticize but "to extend support for the Turkish circles committed to democracy."

"Changes are needed in certain provisions of the Constitution and Penal Code, but a political consensus is necessary for the change," Martinez said. "We want to extend our support to those circles who are committed to democracy."

Consequently, he did not only speak with Turkish official circles but with other political parties to see whether constitutional amendment was possible.

When he met Çiller, Martinez started by stressing the partnership between Turkey and the Council of Europe. "This is an unusually high-level delegation,

which shows the importance we attach to Turkey," he told reporters as he was received by Çiller.

"A number of developments have caused a certain amount of concern in the Assembly, which exploded at the banishment of a number of DEP deputies from the Parliament and the jailing of some of our colleagues," Martinez explained.

Çiller, for her part, told Martinez that the closure of the Democracy Party was "the result of a legal process" which was the culmination of a series of events.

While the part of the meeting open to the press passed cordially, there was a moment of tension when the delegation referred to minority rights. Çiller firmly maintained that there was no international or national accord that referred to the Kurds as a "minority."

She also said that it was unthinkable that "Turkey would stop its fight against terrorism."

"There is democracy in Turkey, and we want to bring it to the level of the most developed democratic regimes," Çiller said.

Martinez also received the similar lukewarm approach from Soysal. "Soysal is an old friend and has been actively involved in the developments that led to the resolution. I did not need to explain to him what prompted our arrival," Martinez remarked, probably remembering quite clearly the stance taken by Soysal — a member of the Council of Europe Parliamentary Assembly — against the resolution in all its stages.

Soysal allowed no reporters in his meeting with Martinez and the other delegates.

For Martinez and his delegation, the strongest pledge of reform came from Deputy Prime Minister and Social Democrat People's Party Chairman Murat Karayalçın.

"My party, the SHP, believes that the Kurdish issue should be discussed openly," Karayalçın assured Martinez, a Spanish socialist.

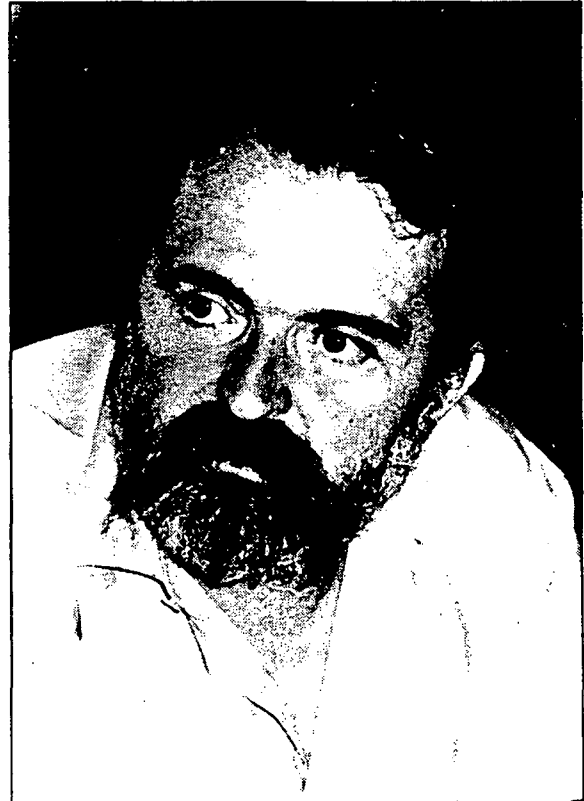
Karayalçın said that his party "had the utmost sensitivity" both toward human rights and toward the unity of Turkey. "We, the Social Democrat People's Party, make a division between terrorism and the Kurdish issue. I am happy to see that Martinez has the same attitude," he said.

Wrapping up a four-day visit to Turkey, Martinez declared that he was "optimistic" in general, but remained "unsatisfied" about the explanations given to him by Ankara on the Kurdish issue. "There are reasons for me to be optimistic (on democratization and human rights in Turkey) despite some domestic problems," Martinez told Anatolia news agency before his departure.

"I am not here to teach the Turks a lesson," Martinez said in an interview with Milliyet, stressing



## Turkish Probe September 9, 1994



Mümtaz Soysal V. Miguel Martinez

that European countries firmly support Turkish territorial integrity. "Stability in Turkey would benefit us," he added.

Martinez also noted that he had been able to obtain "clear" answers from the Turkish officials.

"Major steps should be expected from Turkey in the coming months," he said, hinting at the theme of the report he will write.

Two focal points for Martinez appeared to be the Kurdish issue and the policy of the pro-Islamic Welfare Party.

Visiting Welfare Party Vice-Chairman Şevket Kazan, Martinez asked him on that party's position on key points.

"What does the Welfare Party think of human rights? How does your party want Turkey to contribute to the new architecture of Europe, particularly to the European Union?" Martinez asked Kazan. "And the most important question: Does the Welfare Party want Turkey to stay away from Europe?"

Kazan replied to the questions after members of the press were asked to leave the room. But he said that there were "misconceptions" regarding the way Europeans assessed the Welfare Party.

"We are going to send a delegation to visit Western countries this year," Kazan said.

Martinez admitted in his interview with Milliyet that he was not fully satisfied with the talks on the Kurdish issue. "I am not naive on the Kurdish issue," he said. "We deplore the PKK and support Turkey's fight against terrorism. I am fighting for the same things for Kurds in Turkey the same way I fought with Turks in Bulgaria. Turks tell me the situation is not comparable. Of course it can be com-

pared. I support the same rights being given to Kurds. Everyone must be free to name their child in their language. Every citizen must be able to speak and be educated in his mother tongue... Only such a policy would isolate the PKK. Military means are not enough." It is not clear how Martinez' report will refer to the Kurdish issue and the future of the six deputies who are facing trial for treason. Martinez's visit did not coincide with the second round of the trial, which was scheduled for Sept. 7. Foreign observers, who numbered about 30 in the first round, were notably absent from the first day of the second round, where the defense questioned the evidence against the defendants. "This is a sign that foreign interest is decreasing in the trial, which might go on for months," one of the few foreign observers noted.

Martinez said he believed a constitutional change would yield results on the Kurdish problem. "I am sure that major change will occur in one to two years," he said.

But can Turkey consider the whole matter to be over. Not if one looks at Martinez's final comments in his interview with Milliyet:

"I cannot make projections for the future. But if there are no developments (in terms of Turkish human rights) Turkey cannot play the role it aims to play in Europe. The European Council is expanding and we insist on certain norms for new candidates. While, for example, we tell Albania that it has to abide by certain principles, we cannot explain that Turkey, a member of the Council, does not obey certain principles. This would seriously damage the Council." ■

turkish daily news

Monday, September 12, 1994

# Turkish-US relations await turbulent period

## A 'Women's Rights' blitz for Leyla Zana may join the familiar 'Human Rights' charges

By Uğur Akıncı  
*Turkish Daily News*

WASHINGTON - Summer is over. The U.S. Congress will convene today. Yet, three short weeks later most of the congress members are expected to head back again to their congressional districts for the upcoming November elections.

The relative calm that followed Prime Minister Çiller's modest rejection of the 10 percent of American aid has created a confusion among some observers here. "Why has the reaction of the U.S. Congress been so tame?" Turks ask. Two obvious reasons immediately come to mind:

1. Not a single congress member was in Washington when Çiller announced her partial rejection. Those who were not on vacation were back in their districts campaigning.
2. The American agenda has been consumed by three issues this past month: Haiti, Cuba and North Korea. Turkey has not been on the radar screen of policy-makers for

quite a while. In the last month alone over 23,000 Cubans have fled to Florida and the U.S. base in Guantanamo by sailing on tire inner tubes, bathtubs and all kinds of homemade contraptions. Haiti is about to be invaded by U.S. Marines to — according to the Clinton administration — dispose a dictator and restore democracy to the island although, by that criteria, Cuba deserved to be invaded decades ago. And a false step in North Korea can start a nuclear war and might suck in Japan and China as well. Is it any wonder that Çiller's "10 percent rejection" has not created any ripples so far?

Yet, Turks will have three opportunities in the months ahead to gauge the nature of the belated American response to the new face of Turkish foreign policy.

First, Peter Tarnoff, U.S. under secretary for political affairs, will visit Turkey soon. The visit is not prompted by anything recent



Leyla Zana

but is the result of an invitation extended a long time ago by Turkish Under Secretary for Foreign Affairs Ozdem Sanberk, a source told TDN. Tarnoff is expected to touch on many issues including the Kurdistan Workers' Party (PKK), human rights, Cyprus, Operation Provide Comfort, the Aegean Sea dispute, etc. Tarnoff will certainly have a chance to relay the administration's views, if he wants to, concerning the "reciprocity" principle activated by Professor Mümtaz Soysal, the new Turkish foreign minister.

As an example of the "reciprocity" principle in action, Turkey is now requiring visas from 14 countries — including the United States — that in turn have a visa requirement for visiting Turkish citizens.

In Cyprus, again, the decision of the Turkish Republic of Northern Cyprus to withdraw from federation talks has been regarded by some observers as a case of giving the Greek Cypriots "their own kind of medicine." Soysal, a longtime adviser to TRNC President Denktas, is viewed by many as the major impetus behind the decision.

To Greece, Turkey blunted repeated its traditional stance that there will be a "casus belli" if Greece attempted to push its sea borders beyond 6 miles. The Greek reaction was surprisingly mild and reserved.

While the U.N. Security Council is splitting hairs over the sanctions on Iraq, Turkey has unilaterally opened its Harbur border gate with Iraq to the jubilation of many Turks, Kurds and Iraqis alike.

This pragmatic, and — by Foreign Ministry standards — unusually courageous tit-for-tat approach will probably be implemented in other foreign policy issues facing Turkey as well.

In an era when Turkey is faced with many "Gordian's Knots" in foreign policy, Soysal appeared on the scene with the sharp sword of "reciprocity." So far no one acts as though anybody is hurt. On the contrary, as the European Council's Parliamentary Assembly Chairman Miguel Angel Martinez's recent visit to Turkey has demonstrated, there seems to be a newly found respect in Europe for the Turkish establishment, attributable to the nonsense approach heralded by Soysal.

By contrast, EC Legal Affairs and Human Rights Committee Chairman Jurgens' visit to Turkey last

"reciprocity" in action. But Turks are too polite to wish anything that rude even on their adversaries, let alone a friend and a NATO ally.

A third setting for the Americans to air their views on Turkish foreign policy choices will present itself when a Turkish delegation visits Washington at the end of this month — and most probably before October 7 — as the guest of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE).

A source told TDN that the CSCE offer was received positively in Ankara. The delegation might be headed by Erdal İnönü, the respected chairman of the Turkish Parliament's Foreign Affairs Committee. A similar CSCE meeting proposed back in June could not be realized when the Turks learned that they were asked to sit at the same table with the head of the Kurdish Institute of Paris. This time the Turkish deputies are invited on an exclusive basis and they will have the stage to themselves. They will have the opportunity to address the Congress and the American people at a special briefing and express their side of the human rights issues previously presented by DEP deputies and pro-Kurdish sympathizers. If Americans will have a belated reaction to "10% rejection," then it might come out during the Turkish delegation's visit as well.

The reason why I referred above several times to a "belated" response is because there are definite signs that some U.S. legislators will soon take their pro-human rights crusade against Turkey right from where they left off last month and they will probably make the "10% rejection" an issue as well.

A reliable source has told TDN, by mentioning names, that work is underway in the Congress for yet another resolution to pressure Turkey on the trial of the former-DEP deputies. "It is impossible for some members of the U.S. Congress to accept the fact that a deputy duly elected by the people can be sentenced to death because of a speech he delivered — even when his immunity is removed lawfully by the parliament," the source told TDN. "They'll never be able to get over that."

A second surprising development that might intensify the limelight on Turkey is the adoption of Leyla Zana's case by some female members of the U.S. Congress as a "women's rights" issue.

The case is developed by Rep. Elizabeth Furse, a freshman Democratic member of the House from the first district in Oregon. Furse has quite an unusual and solidly liberal background which explains why she is approaching Leyla Zana's case from a feminist angle.

Furse was borne as a colonialist, to British parents in Kenya. When she was 15 years old, she marched as a member of Black Sash — an anti-apartheid group — in South Africa. She became a U.S. citizen in 1972 and taught self-sufficiency to poor women in Watts, California. She volunteered for the United Farm Workers during their nationwide lettuce boycott, and became an advocate for American Indian Treaty rights in Washington. She moved to Oregon in 1978 and worked towards restoring Indian rights. She managed the successful 1982 nuclear freeze referendum in Oregon.

Thus Furse was actively involved with almost every liberal cause under the sun in the last twenty years. If she joins forces with such powerful feminist voices in the Congress like Patricia Schroeder (D-Colorado) and Senator Carol Moseley-Braun (D-Illinois), she can open a new platform in Washington for Leyla Zana, where the now-familiar broadsides on Turkey's human rights record will be renewed — this time — from the "women's rights" angle. And Turkey will again be reacting to the fact, trying to catch up with developments for the umpteenth time.

If Soysal can weather the brewing feminist storm over Leyla Zana by his "reciprocity" magic then he can probably do anything he wants in foreign affairs. June — when hard-working Hikmet Çetin was the foreign minister — was a totally different matter.

In his scathing report to the EC, Jurgens portrayed Turkey as a country where human rights were violated regularly with the blessing of the "rulers" and demanded the release of the former-DEP deputies.

Martinez, on the other hand, said he did not come to Turkey to create fodder for propaganda machines. "We are a friend and partner of Turkey," he said and did not insist on talking to the judges and prosecutors handling the trial of the former-DEP deputies. It has been reported that Soysal talked to Martinez beforehand and laid down the ground rules. The EC chairman obviously listened. Turkish observers chalked down one more hit for Soysal.

When Tarnoff visits Ankara soon, we will have the opportunity to find out if he is equally impressed with Soysal. Tarnoff shocked the Washington establishment by blurring at a think-tank luncheon last year that the United States did not have the resources any more to lead the world as it did in previous decades. The United States cannot be the supercop of the world, he implied. Thus, one would expect Tarnoff to respect Turkey's local conditions and support generis democracy a lot more than his liberal counterparts in the Congress. But he works for a presi-

dent for whom "human rights" is a crucial foreign policy priority — despite the huge embarrassment of China. So it remains to be seen from which direction Tarnoff will try to approach Soysal.

A second opportunity will arise when Soysal visits New York City on Sept. 25 to attend the U.N. General Assembly's annual meeting and deliver an address. Soysal will also have a meeting with Secretary of State Warren Christopher, whose star is rising in Washington after a year of relentless media beating. He is now looked upon as a quiet but effective behind-the-scenes operator who delegates well and gets the job done for his boss — if not in Bosnia and Somalia, certainly in the

Israel-PLO-Jordan talks, NAFTA and GATT. When Çetin left, Christopher wondered aloud at a Foreign Affairs committee meeting on Capitol Hill if Turkey's new foreign minister was equally sensitive to the human rights issues. Now he can ask Soysal that in person.

This is also an opportunity for Soysal to show Christopher that Turks have really learned the art of the "good cop-bad cop" show put on every year by the U.S. administration and Congress during the foreign aid appropriation process.

When Christopher brings up the extension of Operation Pivövide Comfort, for example, Soysal can tell Christopher that this time it is the Turkish Parliament which conditions the extension of the operation on a report asked for from the Turkish Foreign Ministry, in consultation with the Turkish Ministry of Defense. If the Turkish Parliament is convinced, for example, that the allies are not trying to foster — even if unintentionally — the cause of an independent Kurdistan in northern Iraq, then, and only maybe then, it might extend the duration of the operation for — let's say — two months. Further extensions would be subjected to similar reports to be submitted by Foreign and Defense ministries.

Could that be the sort of "reciprocity" that might change the way business is done in David Obey's Appropriations Committee next year?

Soysal might also hint that Turkey still has the option of rejecting the whole U.S. "aid" altogether, all 100% of it, just like any customer borrowing credit (even if it is called "aid") from a particular bank at the market rates has the perfect right to turn down a loan offer and go to another bank. When all those defense companies which lose their contracts in Turkey start ringing up the telephones in the State Department and the Congress, the U.S. policy makers might then have an undiluted taste of Soysal's

THE TIMES

14 SEP 1994

**TURKEY POP RACES  
Kurdish protest**

From Ms Louise Christian

Sir, Leyla Zana, the Kurdish MP on trial with five others and facing the death penalty in Ankara State Security Court, writes in a letter smuggled out of prison that the charges against her concern her "peaceful and legal activities carried out as a member of Parliament for the city of Diyarbakir" (report, September 7).

As a lawyer involved in human rights work I attended the beginning of the trial last month and can confirm this. The "crimes" alleged against the MPs include meetings with President Mitterrand and the Conference on Security and Co-operation in Europe and speeches to bodies such as the Carnegie foundation in the USA.

Turkey is a fellow member with the UK of the Council of Europe and a signatory to the European Convention on Human Rights. However it has flouted the Convention in every possible way: by the destruction by the army of over a thousand Kurdish villages, creating refugee camps of displaced people; by the involvement of the security forces in murders, disappearances and torture of pro-Kurdish politicians, lawyers, journalists and writers; and by the prosecution of them for "separatism", which in Turkey means simply advocating Kurdish rights.

Over 300 cases against Turkey are pending in the European Court, many brought by the London-based Kurdistan Human Rights Project. Turkey is also a fellow member of Nato and a strong trading partner to whom we supply arms and equipment (\$16 million last year) as well as trading support. Yet, despite all this, not one word has been said in public by any of our political parties to put pressure on the Turkish government, whose savage military attack on ordinary peaceful Kurdish people and their democratically elected representatives now mirrors that of Saddam Hussein.

Will our Government now speak up for democracy and human rights?

Yours faithfully,  
LOUISE CHRISTIAN,  
Christian Fisher (solicitors),  
42 Museum Street, W.C1.  
September 8.

THE GUARDIAN

24 AUG 1994

**The misery of  
Turkey's Kurds**

POP RACES

**Y**OU state correctly that the Kurds are "deeply divided in strategy and goals" and that not all their factions believe in an independent Kurdistan (Comment, August 18). But you do not point out that this division is a result of oppression and persecution, which deny them their right of self-determination, and economic hardships imposed against them, which dictate that each group must consider any available compromise to secure their most basic human rights.

Today, Kurds referred to as the "mountain Turks" are forbidden to use their language, names, songs, traditional dresses or celebrate their festivals. Any expression of their cultural identity is banned.

The Kurdish communist insurgency, PKK, is only a tiny fraction of Turkey's Kurds. Their violence can never justify the Turkish army's vicious campaign against Kurd civilian populations.

The Kurds suffer from the silence of Turkey's Nato partners, the silence of the Muslim world and the world at large. Compared to media coverage of Iraq's Kurds following Desert Storm, its handling of the war against Turkey's Kurds can best be described as dismal. Unless pressure is exerted on the Turkish government through the EU, Nato and the western media, the misery of this people will continue to shame humanity.

(Dr) Salah Ezz.  
Botley, Oxford.

THE TIMES THURSDAY SEPTEMBER 8 1994

**NEWS IN BRIEF**

**Treason  
trial of  
Kurds is  
adjourned**

London: The trial of six Kurdish former members of parliament accused of treason in Ankara's Security Court was yesterday adjourned for a month (Hazhir Teimourian writes). After Western observers attending the trial applauded the defence of some of the accused, the military prosecution requested that the proceedings be adjourned to October 7.

The chief prosecutor asked yesterday that the death sentence be imposed on the defendants for allegedly having had links with Kurdish guerrillas fighting for autonomy in southeast Turkey.

Recordings of telephone conversations were played in which the accused were alleged to be speaking to Abdullah Ocalan, the leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), based in Syria. All the accused denied the authenticity of the taped conversations.

**From: Professor Thorolf Rafto's Foundation for Human Rights**

## **PRESS RELEASE**

The Rafto Prize for 1994 is awarded

### **LEYLA ZANA**

Leyla Zana represents the democratic way to a resolution of the conflict between the Turkish Authorities and the Kurdish community. In 1991 she was elected Member of Parliament as a representative for the Kurdish party HEP. Recently she and five other Kurdish Members of Parliament have had their parliamentary immunity removed and been arrested accused for separatism. The authorities have demanded the death penalty in their charges against them. She is accused for having identified herself as Kurdish during a visit to the USA, and for having debated the Kurdish issue on German television. She is furthermore accused for having worn the Kurdish colours and having said the parliamentary oath in Kurdish under the opening of the Parliament. These are, in the eyes of the Turkish Authorities, acts of separatism.

She is a young woman, only 34 years of age, and the mother of two children. Together with her husband she has already become a symbol for the Kurdish people and their struggle. Mehdi Zana her husband is currently in jail for a speech he delivered to the European Parliament. Leyla Zana is a very brave representative for the Kurdish struggle for spiritual and cultural freedom. The Raftofoundation wishes to credit her peaceful struggle. But her work must not be confused with the ongoing violent struggle for an independent Kurdistan. She has no connection with the PKK as the Turkish Authorities claim.

**Background:** The Kurds is an ethnic group located in the mountainous regions of eastern Turkey, Iran, Irak, Syria, and Armenia. The number of Kurds is an estimated 15 to 25 millions, of which 8 to 15 millions live in Turkey. Since the end of the last century there has been a struggle for an independent Kurdish state, which has resulted in a harsh oppression of the Kurdish people. This is the case for the whole region where Kurds live. Saddam Hussein's brutal suppression of the Iraki Kurds is difficult to forget.

Extensive violations of human rights are presently being reported from all over Turkey. Amnesty International reports that in 1993 at least 24 people died as a result of torture. At least another 26 were reported missing while kept in custody by the security forces. It should also be added that although Turkey refrained from implementing the death penalty in the years between 1984 and 1993, the police and the security forces are said to regularly perform extra-judicial executions.

The Kurds have, despite centuries of persecution, a rich cultural tradition. However, the struggle to preserve their tradition has been difficult. The Kurdish language is not allowed in Turkish schools. The Kurdish colours, red, yellow and green, are so politically potent that the Turkish authorities in some places have replaced green with blue in the traffic lights.

The Norwegian involvement for the Kurds include a support group in the Parliament of Norway (Stortinget) led by Anita Apelthun Sæle. Two Norwegian members of parliament were also in Turkey to monitor the trial against the 6 arrested members of parliament. There is an active exile Kurdish community in Scandinavia.

The Rafto award will be presented on Friday the 4th of November on "Den Nationale Scene"

For further information please contact the Students Support Group for the Rafto Foundation;

**Telephone: +47 5595 3862**

**Fax: +47 5595 3762**

## PROFESSOR THOROLF RAFTO'S FOUNDATION FOR HUMAN RIGHTS

After the death of Thorolf Rafto, professor of economic history at the Norwegian School of Economics and Business Administration (NHH), on November 4th 1986, friends and colleagues agreed to establish a foundation that would continue Rafto's work for human rights, particularly in Eastern Europe.

### THOROLF RAFTO

Professor Rafto was for many years known as an advocate for all the people who suffered under dictatorship and oppression and who still had the courage to fight for the fundamental right to assert their opinions. He had a lot of friends all over the world, among them such people such as Jiri Hajek, Lech Walesa and the Pope. Professor Rafto was always on the move, travelling to countries that others preferred to stay out of and joining groups of people that others preferred to ignore. As a result of this, he was arrested and beaten up in 1981 by the Czechoslovakian police for having participated in an underground lecture.

It was decided to introduce a prize that was to be awarded on the day of Professor Rafto's death on 4 November every year. Innumerable contributions came from all over the country and abroad, too, and very soon the foundation had a fund large enough to establish a prize of NOK 25.000.

### THE FIRST PRIZE WINNERS

In 1987 the first prize was awarded to Professor Rafto's dear friend of many years, the former minister of foreign affairs in Czechoslovakia and president of Charta 77, **Mr Jiri Hajek**. The following year (1988) the prize was awarded to **Mr Trivimi Velliste** from Estonia, who is presently Foreign Minister. In 1989 it was decided to award two prizes: one for the Hungarian youth opposition movement **FIDESZ** represented by one of its leaders, **Mr Peter Molnar**, who is now a member of the Hungarian parliament. The other prize was awarded to the very symbol of Rumanian revolution, **Mrs Doina Cornea**, who was kept in detention by dictator Ceausescu for several years and who had been a victim of torture by his men.

### SOLIDARITY WEEKEND FOR EASTERN EUROPE

After the incredible 1989 autumn and winter events in Eastern Europe, the Rafto Foundation organised a **Solidarity weekend for Eastern Europe** in

Bergen, Norway, in february 1990, aiming to raise funds for the establishment of a printing works in the Rumanian town of Cluj. They succeeded in bringing all the four Rafto Prize winners to Bergen for the weekend, and the event was widely reported in the Norwegian press.

### AUNG SAN SUU KYI (1990)

The 1990 prize was awarded the Burmese freedom fighter **Aung San Suu Kyi**, leader of the National league for democracy. She has been kept in detention by the military dictatorship since July 1989. Even though her party won the general election in May 1990, she has not been released to take over power. The Rafto Foundation made contact with President Vaclac Havel of Czeschoslovakia who agreed to nominate her for the Nobel Peace Prize for 1991, which she won. She also received the European Council's Sakharov Prize that year.

### ELENA BONNER (1991)

The Rafto Prize for 1991 was awarded **Elena Bonner**, wife of the late Andrej Sakharov. The reform economist Stanislaw S. Shatalin gave the Thorolf Rafto lecture on the same day at NHH.

### PREAH MAHA GOSHANANDA (1992)

The 1992 Rafto Prize was awarded the Venerable **Maha Goshananda**, the Buddhist patriarch of Cambodia.

### THE PEOPLE OF EAST TIMOR (1993)

In 1993 the prize was awarded the people of East Timor, represented by one of their foremost freedom fighters, **Mr José Ramos-Horta**.

### LEYLA ZANA (1994)

This year the prize is awarded **Mrs Leyla Zana**. She represents the democratic way to a resolution of the conflict between the Turkish authorities and the Kurdish people. At the moment she and five other members of parliament are being kept in detention by the Turkish authorities.

Press Release from the Green Group

*Nominated for European Parliament's Annual Sakharov Prize:*  
**GREENS URGE HUMAN RIGHTS AWARD  
FOR JAILED KURDISH DEMOCRATS LEYLA AND MEHDI ZANA**

Brussels, 22 September 1994. Greens have gathered the necessary number of signatures from colleagues in several political Groups for the official nomination of Mehdi and Leyla Zana, both democratically elected and subsequently jailed in Turkey for their peaceful championing of Kurdish rights, for this year's annual "Sakharov Prize" awarded by the European Parliament for human rights.

Leyla Zana is the only woman among the six Kurdish MPs currently on trial in Ankara for "crimes against the state". Her offenses include having spoken a few words in the Kurdish language, calling for friendship between Turks and Kurds, when she took the oath of office. She risks the death penalty.

Her husband, Mehdi Zana, the freely elected mayor of Diyarbakir, capital of Turkish Kurdistan, deposed, tortured and imprisoned by military putschists in 1980, is currently serving a four-year prison sentence for his 1992 testimony to the European Parliament on Turkish human rights violations.

"By punishing Mehdi Zana, the Turkish security apparatus is actually presuming to tell the European Parliament whose testimony it can or cannot hear," said Green Group Co-President Claudia Roth. "The Parliament should send the strongest possible signal that it will not be intimidated in this way."

Last May 12, the State Security Court in Ankara sentenced Mehdi Zana to four years in prison for testimony he gave to the Human Rights Subcommittee of the European Parliament's Political Committee in October and December 1992. A respected moderate socialist leader of the Kurdish democratic and human rights movement, Mehdi Zana was elected Mayor of Diyarbakir by over 60% of the vote in 1977. In 1980, he was overthrown by the military coup d'état which sent a Colonel to run the city and sentenced him to 24 years in prison for undermining Turkish "national sentiment". He was released in a May 1991 amnesty.

His wife Leyla Zana, Party of Democracy (DEP) MP elected from Diyarbakir, had carried out a hunger strike to protest against the army destruction of the Kurdish city of Simak. "Leyla Zana has risked her life to give reality to parliamentary democracy in Turkey," said Claudia Roth. "We as parliamentarians must not let her down."

"Mehdi Zana and his wife Leyla represent the courage of non-violent, democratic Kurdish leaders and the extreme difficulties they face to survive in present-day Turkey," said Green Group Co-President Alexander Langer.

"The European Parliament owes it to its own conscience to do everything to show its support for these democratic leaders whose fate is linked to that of democracy itself in Turkey," he said.

-- For more information: Diana Johnstone 284 4683; Isabelle Zerrouk 284 2742



# Onze misdaad is dat we hechten

In Turkije staan acht Koerdische parlementariërs terecht wegens hoog het risico ter dood te worden veroordeeld. Een van hen is Leyla Zana. Ankara op het moment dat de westerse publieke opinie zich

**T**urkije kent een lange traditie van politieke processen. Bij elke militaire staatsgreep worden mannelijke en vrouwelijke politici, inclusief parlementariërs en ministers, gearresteerd, veroordeeld en in de gevangenis gezet.

Toch is het proces dat nu tegen mij en mijn Koerdische parlementaire collega's aangespannen wordt een primeur in de politieke geschiedenis van het land. Het is de eerste keer dat onder een regering die bekend staat als een burgerregering, vertegenwoordigers van het volk worden opgesloten en vervolgd voor hun meningen, en dat ze bedreigd worden met de doodstraf.

Dit proces heeft in werkelijkheid niets juridisch. Het is volkomen politiek. Nog voor we voor de rechter zijn verschenen hebben de premier, verscheidene ministers en de leiders van de Turkse politieke partijen ons allemaal al in het openbaar berecht en veroordeeld. Tijdens de campagne voor de gemeenteraadsverkiezingen van 27 maart jongstleden heeft de premier, mevrouw Tansu Çiller, durven beweren: „Ik heb de verraders uit het parlement verjaagd.” De woordvoerder van de regering heeft ons 'terroristen' genoemd, en de Staatsomroep heeft door middel van speciale uitzendingen overal deze regeringspropaganda tegen ons verspreid. In deze context, nu zelfs het parlement alleen nog maar een verzameling jaknikkers is, is het niet mogelijk te geloven in de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van de Turkse justitie.

Deze justitie wil me ter dood veroordelen voor vreedzame, legale activiteiten die ik verricht in dienst van mijn volk sinds ik in oktober 1991 werd gekozen als afgevaardigde van Diyarbakir. Mij wordt van alles verweten: meningen die ik heb uitgesproken op de tribunes van de assemblee, bij verkiezingsbijeenkomsten, in de lokale en internationale pers, een hongerstaking om te protesteren tegen de vernietiging van het Koerdische dorp Sirmak door het leger, oproepen tot vrede en dialoog. Mijn zwaarste misdaad in de ogen van de procureurs schijnt te zijn dat ik tijdens de verplichte grondwettelijke eedaflegging een zinnetje in het Koerdisch heb uitgesproken over de broederschap van Koerden en Turken en hun coëxistentie in gelijkheid en democratie. Zelfs de kleur van mijn

kleren was een 'separatistische misdaad'. Bovendien zou ik, door te spreken over het bestaan van het Koerdische volk en het land Koerdistan, en door vreedzaam erkenning van de Koerdische cultuur en identiteit te eisen binnen het kader van de democratie en de bestaande grenzen, dezelfde doelstellingen verdedigd hebben als de PKK en zou ik dus 'objectief lid (zijn) van de politieke vleugel van die partij', die zich bezighoudt met gewapende strijd, terwijl al onze acties erop gericht zijn de wapens te laten zwijgen en een vreedzame oplossing te vinden voor het Koerdische probleem.

Ik ben overigens niet de enige die spreekt over het bestaan van de Koerden. Wijlen president Özal sprak in het openbaar over de 'twaalf miljoen Koerden in Turkije' en besprak openlijk de mogelijke oplossingen, waaronder het federale model, voor dit chronische probleem. Heeft de huidige president Demirel niet in november 1991 verklaard dat 'Turkije voortaan de Koerdische realiteit (zou) erkennen'?

Het Koerdische volk is dus geen produkt van mijn fantasie. De historici zijn het erover eens dat dit volk sinds het begin der tijden leeft op zijn eigen grondgebied, en dat het beschikt over een heel eigen taal, een eigen cultuur en een eigen beschaving. Mijn volk is tussen 1806 en 1937 maar liefst 28 keer in opstand gekomen om zijn vrijheid te verwerven. Weliswaar zijn al die opstanden in bloed gesmoord, maar het laat tenminste zien hoe diep de Koerdische nationale aspiraties historisch gezien zitten. Overigens noemt president Demirel zelf de huidige guerrillabeweging de '29ste Koerdische opstand'.

Vlak na de Eerste Wereldoorlog, op het moment dat het verslagen Turkije van de kaart geveegd dreigde te worden, zijn de Koerden grootmoedig de 'Turken in nood' te hulp gekomen door steun te betuigen aan Mustafa Kemal en zijn vrienden, die beloofden een nieuwe staat te stichten waar de Koerden volledig gelijke rechten zouden krijgen. 76 notabele Koerden zouden als 'afgevaardigden van Koerdistan' zitting hebben in de Eerste Nationale Assemblee van Turkije. Op 10

februari 1922 legde Kemal, bijgenaamd Atatürk, de assemblee een wetsontwerp voor, bestaande uit 19 artikelen over de 'Provincie Koerdistan en zijn assemblee', dat door diverse manipulaties pas bestudeerd werd na het afsluiten van het Verdrag van Lausanne, in juli 1923, toen de nieuwe Turkse Staat internationaal erkend werd.

Vanaf dat moment zette Kemal zich vooral in voor een nieuwe grondwet die gebaseerd was op het Turkse nationalisme en de verloochening van de Koerden met als doel een 'Turkse Natie-staat' op te bouwen. De Koerdische afgevaardigden en leiders die hem hadden geholpen tijdens zijn onafhankelijkheidsoorlog werden allemaal opgehangen onder verschillende voorwendsels door het met treurige faam geëerde Onafhankelijkheidstribunaal, voorloper van het tegenwoordige Staatsveiligheidshof dat ons nu veroordeelt. De Grondwet van 1924 verbiedt het gebruik van het Koerdisch en van alle andere talen die in Turkije gesproken worden behalve het Turks. Er werden het land neptheorieën opgelegd 'die de Turksheid van de Koerden' moesten bewijzen.

Vervolgens beweerde Turkije dat Koerden niet bestaan, dat de Koerden 'Bergturken' zijn. Er werd een intensieve assimilatiepolitiek bedreven, de oude namen van onze steden en dorpen werden met geweld verturkt en men ging zelfs zover ons te verbieden onze kinderen Koerdische namen te geven. De Koerdische intellectuelen werden rustig gehouden met banen en erefuncties, nadat de lastposten uitgeschakeld waren door lange gevangenisstraffen of verbanning. Deze systematische politiek werd zelfs nog voortgezet nadat het land formeel was overgeschakeld op het meerpartijensysteem, in 1950. De Koerdische elite was gedecimeerd. In 1971 werd een linkse Turkse partij, de arbeiderspartij (TIP), ontbonden op grond van het feit dat ze 'het bestaan van het Koerdische volk in oostelijk Turkije' had erkend.

Door de militaire staatsgreep van 12 september 1980 werd het land in een enorme, gewelddadige onderdrukking gestort. In een land dat hechte aan de universele waarden van de democratie en de vrijheid zou de hele bevolking de



# aan de democratie

verraad en separatisme. Ze lopen  
Ze wacht in de gevangenis van  
tegen Turkije keert.

straat op zijn gegaan om te protesteren tegen de dictatuur. He-  
laas kent Turkije dit soort tradities  
nog niet. De zware crisis waarin  
wij ons nu bevinden is een rechtstreeks  
gevolg van die staatsgreep, van de  
schandalige Grond-

wet van 1982, afgedwongen met  
de bajonet, van de wetten die de  
vrijheid beknotten, van de instellingen  
en politieke partijen die gegoten  
zijn in de mal van de militaire  
dictatuur. Het is dan ook niet  
verwonderlijk dat alle tegenwoordige  
Turkse politieke partijen de principes  
accepteren van een Grondwet die  
gebaseerd is op de verloochening van  
de Koerden en hun rechten.



Leyla Zana in de rechtszaal in Ankara. (Reuter)

Volgens deze logica heeft de populistische sociaal-democratische partij (SHP) van Erdal İnönü 7 van zijn afgevaardigden uit zijn gelederen kunnen verwijderen omdat ze, zonder zelfs maar het woord te voeren, aanwezig waren bij een Koerdische conferentie over de mensenrechten die plaatsvond in oktober 1989 in Parijs en georganiseerd was door de Fondation France-Libertés en het Koerdische Instituut. Deze beslissing maakte iedereen duidelijk dat er geen echt politiek pluralisme bestond in Turkije en dat er een nieuwe partij gecreëerd moest worden. Zo werd in juni 1990 de HEP opgericht, en nadat die verboden werd, de Partij van de Democratie (DEP), die zich zowel tot de Koerden als tot de Turken richtte en tot doel had binnen het kader van de democratie een vreedzame oplossing te vinden voor het Koerdische probleem in Turkije.

Dat is voor het Turkse politieke establishment voldoende om ons te kwalificeren als 'separatisten' en zelfs als 'terroristen'. Wij zijn vijanden geworden die verslagen moeten worden, favoriete doelwitten van de Turkse contraguerrilla die binnen twee jaar 54 van onze leiders vermoordde, waaronder mijn collega Mehmet Sincar, afgevaardigde van Mardin. Ikzelf ben op het nippertje ontsnapt bij twee aanslagen.

De moorden en bedreigingen met moord zijn niet voldoende geweest om ons het zwijgen op te leggen. We zijn ons blijven inzetten voor de dialoog tussen de Koerdische en Turkse gemeenschappen in het land, terwijl we intussen in Turkije en het buitenland zijn blijven getuigen van het drama van het Koerdische volk, de massamoorden en de verwoesting van onze steden en dorpen door het leger. Omdat onze stem eindelijk gehoord begint te worden in Europa en de Verenigde Staten heeft de regering besloten ons het zwijgen op te leggen door onze parlementaire onschendbaarheid op te heffen, ons in de gevangenis te gooien en onze partij, de DEP, te verbieden.

Maar de regering vergist zich als ze denkt dat ze de Koerden het zwijgen op kan leggen door onze partij te verbieden. Dit verbod laat duidelijk zien dat de democratie maar een façade is in Turkije. De manier waarop onze onschendbaarheid opgeheven werd en wij, vertegenwoordigers van het volk, in de gevangenis gegooid werden, heeft ernstige schade gedaan aan het imago van het regime in het Westen, waar algemeen wordt aangenomen dat een en ander gebeurd is op aanwijzingen van het leger. In werkelijkheid heeft het verbod op de DEP het Koerdische probleem van

Turkije alleen maar nog internationaler gemaakt. Binnen de grenzen van het land heeft de Staat door onze partij te verbieden willen voorkomen dat de strijd van het Koerdische volk voor de vrijheid en de democratie zich ontwikkelde op een legaal politiek terrein.

Hierdoor heeft ze een bevoorrecht instrument vernietigd voor de Koerdisch-Turkse dialoog voor een democratische oplossing van de Koerdische kwestie in Turkije. De politieke partijen die deze gelegenheid niet aan hebben weten te grijpen, de media die zich wijden aan desinformatie, de sociaal-professionele organisaties die vluchten in zwijgzaamheid en de intellectuelen die hun verantwoordelijkheden ontlopen dragen gezamenlijk de verantwoordelijkheid voor het wrede proces dat zich afspeelt en voor de zware verliezen die onze beide volkeren te verduren krijgen.

Een politieke partij heeft het recht en de plicht zijn meningen uit te spreken over de problemen in het land en om ze te verspreiden. We hebben gehandeld volgens onze overtuigingen en naar wat wij in het belang van het land en van de democratie achten. We hebben geijverd — om te voorkomen dat er nog meer bloed en tranen zouden vloeien — voor het

vinden van vreedzame oplossingen voor de ernstige problemen van het land.

Eigenlijk verwijt men ons dat we, in het kader van de vrijheid van meningsuiting, geen geheim hebben gemaakt van onze meningen over de coëxistentie van Turken, Koerden en andere volken in Turkije op een echte basis van gelijkheid, vrijheid en broederschap. We hebben geen enkele gewelddadige actie ondernomen en ook geen geweld gepredikt. Onze enige 'misdad' is onze overtuigde, onwrikbare gehechtheid aan onze democratische en vreedzame eisen. Wat het verloop ook zal zijn van het proces dat ons is aangedaan, het is uitgesloten dat we onze ideeën en eisen opgeven. Laat iedereen er zeker van zijn dat we die ideeën en eisen zullen verdedigen tegen elke prijs, en dat we alles in het werk zullen stellen om te komen tot een vreedzame regeling voor de Koerdische kwestie, want dat is de taak waarvoor we verkozen zijn.

Als Galilei ondanks het feit dat hij door de Inquisitie bedreigd werd heeft kunnen zeggen: 'En toch draait ze!', zal ik op mijn beurt zeggen dat ik blijf strijden voor de Koerdische kwestie, die een even tastbare realiteit is als de aarde die draait.

Als eerste Koerdische vrouw die verkozen is als afgevaardigde loop ik het risico ter dood veroordeeld te worden voor mijn inzet voor de vrede, de democratie en de noodzakelijke erkenning van de legitieme rechten van mijn volk. En deze staat, die bekend staat als 'democratisch', die lid is van de NAVO en van de Europese Raad, die op allerlei manieren gesteund wordt door het Westen wil mij, op de drempel van het jaar 2000, naar de brandstapel sturen. Is dat minder schokkend voor de opinie dan de veroordeling van Taslima Nasreen door fundamentalistische groeperingen? Bij ontstentenis van de regeringen, die nu weer even toegeeflijk zijn ten opzichte van Turkije als ze eerst waren bij Irak toen daar de Koerden afgeslacht werden, om dezelfde economische belangen, wacht ik op de mobilisatie van mijn parlementaire collega's, van de verdedigers van de vrijheid van meningsuiting en ook van mijn feministische zusters.

*Leyla Zana is afgevaardigde van Diyarbakir, politieke en culturele hoofdstad van Turks Koerdistan. Ze is de enige Koerdische vrouw in het parlement en zit sinds 5 maart in de gevangenis in Ankara.*

## Aftenposten

Morgenutgaven

OSLO

E-post: [postens@avis.konsens.no](mailto:postens@avis.konsens.no)

Se bakside

- 3 NOV 1994

# Barna mottar prisen

I morgen mottar barna til den fengslede kurderpolitiker Leyla Zana Rafto-prisen på morens vegne. Hun er fengslet i Tyrkia og risikerer dødsdom.

**JOHN CROWO**

I et protestbrev som er smuglet ut fra fengslet, skriver Leyla Zana at de tyrkiske «myndigheter tar feil hvis de tror at de kan bringe oss til taushet ved å forby vårt parti. Vi kommer aldri til å fravike våre ideer og overbevisning».

I Bergen i morgen vil den 34 år gamle kurdiske politikeren bli hedret med årets Thorolf Raftos pris for menneskerettigheter. Det blir hennes to barn som på morens vegne vil motta prisen. Siden 5. mars i år har hun og fem andre kurdiske parlamentsmedlemmer sittet i fengsel i Ankara. Alle risikerer dødsdom.

Innholdet i hennes brev er den forsvarstale Leyla Zana holdt i retten. Her sa hun blant annet at «som den første kurdiske kvinne som er valgt inn i nasjonal-



**FORFULGT:** I håndjern blir kurderpolitikeren Leyla Zana ført ut av det tyrkiske rettslokalet. I morgen hedres hennes innsats for menneskerettighetene.

Arkivfoto: SCANFOTO/EPA

forsamlingen, risikerer jeg å bli dømt til døden for min tro på fred, demokrati og nødvendigheten av anerkjennelse for mitt folks legitime rettigheter. Jeg fortviles over (de vestlige) regjeringer, som er like villige overfor Tyrkia i dag som de var overfor Irak da dette landet massakrerte kurdere», skriver hun blant annet.

Leyla Zana ble valgt inn i Tyrkias nasjonalforsamling i 1991 fra det kurdiske parti HEP. Hun og hennes fem medtiltalte ble tidligere i år fratatt sin parlamentariske immunitet og anklaget for å ha hatt forbindelser med den forbudte kurdiske terroristgruppen PKK.

Bergens Tidende 1 NOV. 1994

Henrettelser og trusler skal ikke stoppe oss.

Leyla Zana, tildelt årets Raftoppris.

# Leyla Zanas forsvarstale

— Som den første kurdiske kvinne valgt av folket, risikerer jeg å bli henrettet for å kreve anerkjennelse av det kurdiske folk. Jeg fortviler over holdningen hos de vesteuropeiske regjeringer, men venter mobilisering fra dem som støtter ytringsfriheten og fra mine feminist-søstre i alle land, skriver Leyla Zana i et desperat rop fra fengselcellen i Ankara.

Fredag mottar hennes barn årets Raftoppris i Bergen, på vegne av moren. Bergens Tidende kan i dag bringe utdrag fra Leyla Zanas forsvarstale som er smuglet ut av fengselet i Tyrkias hovedstad. I oppropet skriver hun at henrettelser og trusler ikke kan stoppe kampen mot undertrykkelse av det kurdiske folk.

— Tyrkia har lang tradisjon for at folkevalgte er blitt kastet i fengsel etter militærkupp. Men selv i lys av dette, er rettssaken mot meg noe helt nytt i landets historie. Det er første gang en såkalt sivil regjering stiller et folkevalgt parlamentsmedlem for retten for hennes menings- og truer med dødsstraff, skriver forbarnsmoren.





## Forhåndsdøm

Leyla Zana ble i 1991 valgt på listen til det kurdiske partiet HEP fra byen Diyarbakir i det sørøstlige Tyrkia. Nå er HEP forbudt, Leyla Zana fratatt sin parlamentariske immunitet og anklaget for å stå i ledtog med den kurdiske terroristgruppen PKK.

— Dette er en ren politisk retts sak. Statsminister Tancu Ciller og flere andre ministre fordømte oss allerede før saken startet. Under kommunevalg i fjor sa Ciller «Jeg skal kaste forræderne i fengsel». Regjeringens talsmenn kaller oss terrorister. Med slike holdninger er det ikke mulig å tro på upartiskhet og en rettferdig behandling i det tyrkiske rettsvesen, skriver Leyla Zana.

— I følge titalen er min verste forbrytelse uttalelser på kurdisk da jeg avla ed i parlamentet. Jeg snakket om brorskap og fredelig, likeverdig og demokratisk sameksistens mellom kurdere og tyrkere. Selv fargene på klærne mine blir oppfattet som en separatistisk forbrytelse. Å snakke om eksistensen av et kurdisk folk, et Kurdistan, om anerkjennelse av kurdisk kunst og kultur i et demokratisk system skal angivelig være støtte til PKK. Men PKK står for væpnet kamp. Jeg ønsker å fjerne våpnene og å få en fredelig løsning på det kurdiske problem, fortsetter Leyla Zana.

## Lar seg kjøpe

Hun minner også om at Tyrkias tidligere statsminister og president, avdøde Turgut Özal, for få år siden offentlig snakket om «12 millioner kurdere i Tyrkia».

— Det kurdiske folk er ikke et produkt av min egen fantasi. Historikere er enige i at kurdere har bebodd det sørøstlige Tyrkia i uminnelige tider, og har sitt eget språk og sin egen kultur, skriver Leyla Zana.

— Den tyrkiske regjering har alltid forsøkt å innbille omverdenen at det ikke finnes kurdere. De har ført en intens assimileringsskampanje, forandret eldgamle kurdiske navn og stedsnavn



DØDSSTRAFF. Leyla Zana føres inn i rettssalen. Den kvinnelige politikeren ber om at verdens oppmerksomhet rettes mot det kurdiske folkets lidelser.

FOTO: EPA/SCANFOTO

Det er fordi våre stemmer endelig begynner å bli hørt at regjeringen ønsker å tie oss i hjel med å kaste oss i fengsel.

## Taslina Nasreen

— Jeg har ikke stått bak noen voldelige aksjoner eller oppfordret til voldsbruk. Vår eneste «forbrytelse» er våre demokratiske og fredelige krav om anerkjennelse av den kurdiske kultur. Uansett utfallet av rettsaken vil vi aldri gi opp vår kamp. Ingen bør tvile

på at vi vil forsvare kravene uansett hva det vil koste.

— I et land med demokratiske forpliktelser som medlem av Nato og Europarådet risikerer jeg å bli dømt til døden for min tro på fred, demokrati og kamp for rettighetene til mitt eget folk. Sjøkkerer dette mindre enn fundamentalistenes fordømmelse av Taslima Nasreen? Uansett kan henrettelser og trusler ikke stoppe oss, skriver Leyla Zana.

EINAR AARRE

NATIONEN

OSLO

4 NOV. 1994

Pol tendens Uavh. Sente

(Se baksiden)

Oppslag 1992 20 80

# Velfortjent Rafto-pris



«Den fengsla  
parlamentarikaren  
Leyla Zana  
blir truga med  
dødsstraff»

spørja om ikkje pest kan bekjempast med noko anna enn kolera.

## Helsing frå Noreg

Men endå meir påtrengjande er spørsmålet: Kvifor har ikkje Noreg sett foten ned for leveransar av delar til dei flya som som tyrkiske styrkar bombar kurdiske landsbyar med? Er det truverdig å halda fram med å forsyne Tyrkia med utstyr som gjer dei i stand til å halde fram med sitt folkemord. Nær 2000 kurdiske landsbyar er jamna med jorda, og kvar månad vert 1000 sivile kurdarar drepne.

Jamvel om handelsminister Grete Knudsen hevdar at Noreg berre leverar

utstyr til Tyrkias «ytre forsvar», er det eit faktum at vi leverer utstyr til dei tyrkiske F16-flya, og desse vert nytta mot kurdarane. Det lyt òg vera eit tankekors at Tyrkia nytter dei restriksjonane FN har lagt på Iran når det gjeld flygningar i Irans nordlege område til regelmessige bombetokt mot kurdiske landsbyar inne på iransk område, og at det mellom anna vert nytta sokalla «klasebomber», som spreier seg og vert detonert over store område, med dei fatale konsekvensane dette får for sivile og uskuldige. Tyrkia sitt argument for denne massive bombinga er at landsbyane er basar for PKK-geriljaen, ein argumentasjon som til det keisame har vore nytta for å forsvare terrorbombing av sivile mål.

Men F16-delane er ikkje dei einaste «helsingar frå Noreg» som kurdarane vert møtte med. So seint som i dette året har Noreg eksportert utskyttingsrampar for raketter til Tyrkia, rampar som vert monterte på pansra personellkøretøy. Vi har ingen garantiar for at ikkje også dette utstyret har vore nytta mot kurdisk gerilja.

## Bakgrunn

Det er på denne bakgrunn at Leyla Zana i dag får Rafto-prisen. Ho får den av di ho har vald å arbeide for sitt folk på demokratisk vis, ved å ta del i ein parlamentarisk prosess, og vera ein del av ein lovleg vald opposisjon til ei regjering og eit system som i det minste utadtil gjerne vil framstå som eit vestleg-sinna, framtidsetta land.

Men ein stat som på den eine sida fengslar sine eigne politikarar og gjer det ein farseaktig rettsleg handsaming, og på den andre sida terroriserar heile folkegrupper innan eigne og andres grenser, har eit stort problem, både politisk og psykologisk. I og med at Noreg forsyner eit slikt system med det dei treng for å fortsette terroriseringa, er dette også vårt problem.

I dag får den fengsla kurdiske parlamentarikaren Leyla Zana Rafto-prisen for sitt arbeid for menneskerettane. Ho får den medan trugsmålet om dødsstraff framleis heng som eit sverd over henne og fem andre parlamentarikarar frå Det Kurdiske Demokratipartiet (DEP). Dei vart arrestert for sine meiningars skuld, men for at rettssaka skal ha eit skjær av legalitet, vert dei no skulda for å ha samarbeidd med eit anna kurdisk parti, nemleg det forbodne PKK. Leyla Zana har òg gjort seg skuldig i eit anna brotsverk: Ho tala ein setning kurdisk i parlamentet. For dette er dei fråtekne den diplomatiske immuniteten sin. Slik vonar den tyrkiske regjeringa at dei skal lukkast med å stemple den demokratiske opposisjonen blant kurdarane som terroristar.

## Politisk rettssak

Frå den tyrkiske regjeringa si side vert det ikkje lagt skjul på at dette er ein politisk rettssak, og ikkje fyrst og fremst ei juridisk. Dette, og dei massive brota på dei mest elementære regla for rettstryggleik som dei seks parlamentarikarane vert utsett for, er ei stor belastning på Tyrkia sitt tilhøve til den delen av verda som landet vil ha eit godt samkvem med: Europa og Vesten. Ein stor belastning, men ikkje så stor som ein skulle tru eller forvente.

## KRONIKK

Anita  
Apelthun Sæle  
(KrF), leiar for  
Kurder-  
komiteen  
i Stortinget

Det muslimske Tyrkia ser på seg sjølv som eit bolverk mot den islamske fundamentalismen, og som Vesten sin beste allierte i Asia. Dei hevdar òg at når dei tek i bruk sterke verkemiddel mot kurdarane, er det av di dei kjemper mot terrorisme. Men når ein ser dei verke midla dei nyttar, er desse slik at ein lyt

# Raftoprisen - 94 til Leyla Zana

Av THOR CHRISTIAN SKAVLEM

**Raftoprisen for 1994 er tildelt Leyla Zana. Det ble kunngjort på en pressekonferanse i Bergen igår.**

**Raftostiftelsen håper med denne pris å kunne medvirke til kurdernes frigjøringskamp.**

Det er imidlertid lite trolig at den 34 år gamle kurdervinnen, som i 1991 ble valgt inn i det tyrkiske parlamentet, blir å finne i Bergen under prisutdelingen. Hun sitter nemlig i fengslet tiltalt for å ha fremmet kurdisk separatisme. Også hennes mann, Mehdi Zana som har vært borgermester i Diyabakir, sitter fengslet. Professor Arnljot Strømme Svendsen, som er president for Raftostiftelsen, håper imidlertid at hennes sønn eller datter kan komme til Bergen den 4 november for å motta prisen på vegne av sin mor. Prisutdelingen skal finne sted på Den Nationale Scene.

Zana, som sammen med fem andre kurdiske parlamentarikere ble fengslet i begynnelsen av mars i år, venter nå på rettssaken som vil bli fremmet mot henne. Ifølge den tyriske påtale-

myndigheten skal hun ha fremmet kurdisk separatisme, hvilket straffes med døden. Det er imidlertid ikke ventet at hun vil bli idømt dødsstraff, men hun kan regne med et langt fengselsopphold. Hun er blant annet tiltalt for å ha tilkjennegitt seg som kurder på en reise til USA, og for å ha diskutert kurderproblematikken på tysk fjernsyn. Hun er dessuten beskyldt for å ha kledd seg i kurdiske farger, samt avlagt troskapseden på kurdisk under åpningen av parlamentsseksjonen. Hennes mann er tiltalt for en diktsamling han har skrevet, og for en tale han har holdt i Europaparlamentet.

Ifølge Raftostiftelsen representerer Leyla Zana den demokratiske vei til løsning på konflikten mellom kurdiske og tyrkiske myndigheter. Denne prosess

ønsker Raftostiftelsen å fremme. Strømme Svendsen presiserte imidlertid på pressekonferansen at prisen til Zana ikke er å anse som noe oppgjør med Tyrkia i sin alminnelighet, men at kurderproblematikken utgjør et hett problem som fortjener å finne sin løsning. Han karakteriserte Leyla Zana som et levende symbol på det tyrkiske folk.

-Irak har nok gått adskillig hardere til verks overfor kurderne enn Tyrkia. Irak har tatt i bruk bestialske metoder, blant annet kjemisk krigføring mot denne befolkningsgruppe, sa Strømme Svendsen.

Det heter videre i Raftostiftelsens begrunnelse for prisutdelingen at denne kvinne fremstår som en ytterst modig representant for sitt folks rettferdige kamp for åndelig og kulturell frihet. Raftostiftelsen ønsker å bringe hennes innsats frem i lyset, men understreker samtidig at hennes arbeide må skilles fra de voldelige metoder som benyttes av den kurdiske geriljabevegelsen PKK, slik tyrkiske myndigheter hevder.

Man antar at det finnes et sted mellom 15 og 25 millioner kurdere, hvorav mellom åtte og 15 millioner bor i Tyrkia.



Arnljot Strømme Svendsen (t.h.) sammen med resten av Raftostyret.

FOTO: BÅRD-A. SPERRUD



A-S  
BYRÅET FOR AVISUTKLIPP  
STORGT. 25 - 0184 OSLO  
TLF. 22 20 46 75

Utklipp fra:

Bergens Tidende

(Se baksiden!)

Opplag 1992: 95 708

21 OKT. 1994



Tyrkiske myndigheter utsetter stadig saken mot Leyla Zana (34). Mange tror dette er en tak

# Ny utsettels

Nok en gang er rettssaken mot den kurdiske politikeren Leyla Zana utsatt i Ankara. Tobarnsmoren er ved dårlig helse og utenlandske observatører mener tyrkiske myndigheter nå forsøker å hale ut tiden slik at interessen for saken dabber av.

## RAFTO PRISEN

Vinneren av årets Raftopris står tiltalt for separatisme. en paragraf i den tyr-

Raftoprisen skal deles ut på Den Nationale Scene fredag 4. november, og trolig vil ett av Leyla Zanas to barn være til stede og motta prisen. Barna bor nå i Paris.

Raftostiftelsen jobber også intenst for å få den franske presidentfrue Daniella Mitterrand til Bergen under pristildelingen. Mitterrand har engasjert seg sterkt mot undertrykkelsen av kurdere i Tyrkia.

## Uthalingstaktikk

Oslo-advokat Jon Rud i Den Norske Advokatforenings menneskerettighetskomité, har deltatt på et rettsmøte i Ankara og er bekymret for Leyla Zanas skjebne. Hun var folkevalgt parlamentsmedlem for det nå forbudte kurdiske partiet DEP, ble fratatt sin parlamentariske immunitet for hun ble





Ik for at Leyla Zanas skjebne skal glemmes.

# e for Leyla Zana

ne startet opp den 7. i hver måned, så å bli utsatt etter få dager. Det er noe som har skjedd nå i oktober. Det er tross alt i det uvisse når saken kan avsluttes. Det er ikke tvil om at tyrkerne driver en uthalingstaktikk. Myndighetene håper at Leyla Zana skal glemmes, sier Rud til Bergens Tidende.

Jan mener tildeling av Raftoprisen er en meget viktig anerkjennelse for Leyla Zana og bidrar til å fokusere på verdens situasjon i Tyrkia.

Leyla Zana har svært modige og gode forsvarsadvokater i Ankara — både tyrkere og kurdere. Men det er en svært vanskelig sak å forsvare. Derfor blir Leyla Zana funnet skyldig, og hun henrettet. Noen annen straffes ikke for separatisme i Tyrkia, sier Rud.

## Avviser PKK-anklager

for å stå i ledtog med en av verdens verste terrororganisasjoner - PKK. Er Leyla Zanas støttespillere utenfor Tyrkia sikker på at Leyla Zana ikke er skyldige etter de alvorlige tiltalepunktene?

— Det er ganske åpenbart at tiltalepunktene er uholdbare. Hun er tiltalt for å ha deltatt i en begravelse til en kurdisk politiker, for å ha båret hodeplagg med de kurdiske fargene og oppfordret kurderne til å fremme sine politiske og konstitusjonelle rettigheter. Dette er vanlige menneskerettigheter, og innebærer ikke støtte til PKK. Det er snakk om politiske ytringer uten noen som helst voldelig karakter, sier Rud.

## Flyktningstrøm

Krigen mellom PKK og den tyrkiske regjeringshær har de siste ti årene kos-

hæren har ødelagt eller svidd av nærmere 2000 landsbyer som de hevder er tilholdssteder for PKK. Flere ti-tusener av mennesker er drevet på flukt og har ført til at slumstrøkene i de store byene i det sørøstlige Tyrkia svulmer opp.

Bak lukkede dører har det tyrkiske parlament de siste ukene diskutert en omfattende rapport om aksjonene mot kurderne. Her heter det at den uskyldige sivilbefolkningen for ofte blir ofre i militæraksjonene, og at det er et desperat behov for å gi hjelp til mennesker som er drevet på flukt.

Rapporten avslører også at den tyrkiske regjering har brukt 6,6 milliarder dollar på krigen det siste året.

Rapporten foreslår at unntakstilstanden i de ti sørøstlige provinsene i Tyrkia nå bør oppheves. Svært få tror at anbefalingene i rapporten vil bli tatt hensyn til.

# Mottar Raftoprisen på sin mors vegne

Av THOR CHRISTIAN SKAVLEM

Den kurdiske kvinnen Leyla Zana som ble tildelt Raftoprisen tidligere i høst, sitter fremdeles fengslet i Tyrkia for sin kamp for kurdernes rettigheter. Hennes

Kurderne er et folk som utgjør ca 20 millioner mennesker, fordelt på fire land. Når Raftostiftelsen har tildelt det tidligere medlemmet av det tyrkiske parlamentet denne prisen, er det fordi de ser denne kvinnen som et levende symbol på det kurdiske folkets frigjøringskamp.

På en pressekonferanse på Den Nationale Scene i går beskrev Ronay sin mors tiltand. Han fortalte at hun er syk. Selv hadde han blitt pågrepet av politiet etter å ha vært på besøk hos henne. Politiet hadde slått han og stilt spørsmål om hans mor. Han fortalte at også faren er i fengsel, ikke på grunn av kriminelle handlinger, men på grunn av sine meninger.

Det tyrkiske parlamentet har forøvrig vedtatt en antiterrorlov. Men i følge artisten, Sivan Perver, som også var til stede på pressekonferansen, stempler de tyrkiske myndighetene all kurdisk aktivitet som terror.

- Men myndighetene selv er terrorister. Vi ønsker å leve sammen med dem som gode naboer. De nekter. Hva skal vi da gjøre? Skal vi la oss gjøre til slaver?

Professor Kendal Nezal, som er født i Diyarbakir, men som nå bruker mesteparten av tiden til å kjempe for kurdernes sak fra eksil i Paris, fortalte at kurderne ikke for lov til å eksponere seg politisk og kulturelt.

- De får ikke lov til å fokusere på sin egen situasjon, hverken i bøker eller TV, da dette oppfattes som fiendtlig propaganda. Journalister og forfattere sitter i dag i tyrkiske fengstler for kurdernes sak.

## - Send ikke våpen til Tyrkia!

Nezal gav uttrykk for takknemlighet over prisen og roste Norge som et land med demokrati og respekt for menneskerettighetene. Og på spørsmål om hva

barn, datteren Ruken (13) og sønnen Ronay (18) er imidlertid i Norge. De mottar Raftoprisen på vegne av sin mor under en seremoni på Den Nationale Scene i Bergen i ettermiddag.

Norge kan gjøre for kurderne, svarte han at Norge bør la være å yte Tyrkia kreditt og våpen, for våpen bruker de mot vårt folk, sa han.

Formannen for Raftostiftelsen, professor Armljot Strømme Svendsen, karakteriserte det som beundringsverdig at Kurdistan, som aldri har vært noen selvstendig stat, allikevel har et folk som er i besittelse av en slik høy kampporal.

Jelena Bonner, som fikk Raftoprisen i 1991, har sendt gratulasjonshilsen både til Leyla Zana og Raftostiftelsen.

Selv uttrykker Zana i et brev fra Ankara sin takknemlighet over prisen blant annet slik:

«Jeg vil gjerne få si dere at jeg er meget beveget og meget rørt over denne Raftoprisen for menneskeretter som dere bærer meg med. Mine følelser er blandet med glede og bedrøvelse. Jeg er lykkelig over at den kampen jeg fører på mitt beskjedne nivå,

mot tortur og for respekt av menneskelig verdighet, for samfunns eksistens av kurdere og tyrkere i et demokrati, og i respekt for enhver rettigheter, blir erkjent tusenvis av kilometer borte, i et land som Norge».

## Jan Egeland

I formiddag finner den årlige Raftoforelesningen sted på Norges Handelshøyskole. Statssekretær i utenriksdepartementet, Jan Egeland, blir hovedtaler. Hans tema er «Kurderne - et folk uten grenser». Deretter følger en debatt om kurdernes situasjon. Her deltar professor Kendal Nezal, Midtøstenansvarlig i Norsk Folkehjelp, Trude Falch, medlem av stortingsreis kurdergruppe, Tove Kari Viken, Jarl Munch fra utenriksredaksjonen i NRK og Jon Rud, Amnesty International. Han er også styreformann i Det norske Råd for Kurdernes Rettigheter.

## Kurdisk lørdagskafe

På lørdagskafeen i Internasjonalt Kultursenter i dag er det kurdisk mat som står på menyen. Jaman Mohamad forteller at Kurdisk demokratisk forening arrangerer kafeen i Sandvigå 27. De informerer

også om Rafto-prisen som ble utdelt i Bergen i går, til parlamentariker Leila Zana. Kurdiske Zana sitter fortsatt i tyrkisk fengsel, og ble i går representert av barna sine.

# Norsk mekling for kurdere lite aktuelt

Av INGEBORG ELIASSEN

BERGEN: Norske myndigheter er svært opptatt av å få til en fredelig løsning mellom tyrkere og kurdere i Tyrkia. Men noen ny «norsk kanal» i krigen mellom tyrkiske myndigheter og kurderne er trolig lite aktuelt. Det gikk fram av statssekretær Jan Egelands foredrag foran utdelingen av Rafto-prisen, som denne gangen går til den fengslede kurdiske parlamentariker Leyla Zana.

Utenriksdepartementet ser klare forskjeller mellom konflikten mellom PLO og Israel og konflikten mellom tyrkiske myndigheter og kurderne.

- PLO oppga sin voldelige linje før fredsdrøftingene begynte, og Israel ville forhandle. Så lenge PKK (Det kurdiske arbeiderpartiet) holder fast ved vold som virkemiddel og Tyrkia ikke engang oppfatter konflikten som et problem de vil løse ved forhandlingsbordet, er det lite grunnlag for mekling, sa Jan Egeland, som selv var sentral i utarbeidelsen av den såkalte Oslo-avtalen mellom PLO og Israel i fjor.

I foredraget sitt ga statssekretæren inntrykk av at Norge presser kraftig på tyrkiske myndigheter i alle sammenhenger det er mulig, særlig i

Konferansen for sikkerhet og samarbeid i Europa (KSSE), i Nato og i Europarådet. Hensikten er å få Tyrkia til å respektere en rekke bindende menneskerettslige avtaler landet har underskrevet og som i praksis ikke er mye verdt for kurderne i Tyrkia i dag. Egeland sa at Norge kommer til å fortsette å presse tyrkiske myndigheter for å få tillatelse til å sende en uavhengig delegasjon observatører inn i de kurdiske områdene i regi av KSSE, noe Tyrkia så langt har nektet.

Parallelt med det diplomatiske presset, eksporterer Norge våpenutstyr til Tyrkia, som er Nato-medlem. Egeland nevnte ikke dette i sitt foredrag, men ble spurt om det etterpå.

- Dette er et svært vanskelig spørsmål, vedgikk Egeland. Men han forsvarer Regjeringens linje, som er å fortsette salget av militært utstyr til Tyrkia, selv om ingen kan garantere at dette ikke blir brukt i krigen mot kurderne i landet.

Kurderen Ahmed Bozgil fra Stavanger ba Egeland forklare hvorfor norske myndigheter ikke satser på å isolere Tyrkia fra internasjonale fora som et pressmiddel, slik det har vært gjort mot Sør-Afrika og blir gjort mot Irak.

- Av landene der det bor kurdere, er det bare Irak vi isolerer. Dette handler om å velge strategi. Argumentet mot å isolere Tyrkia for å presse dem til å forhandle med kurderne, er at det ikke er sikkert det vil gjøre dem mer lik oss. Kanskje vil det tvertimot framelske nasjonalistiske krefter i Tyrkia, sa statssekretær Jan Egeland i sitt foredrag.

Seinere på kvelden foregikk selve prisutdelingen til Leyla Zanas to barn, som er i Bergen i hennes sted. Zana selv sitter fengslet i Ankara, tiltalt for separatisme etter blant annet å ha brukt kurdiske farger og avgitt troskapseden på kurdisk i det tyrkiske parlamentet. Hun er også anklaget for å ha hatt kontakt med den forbudte geriljabevegelsen PKK. Zana og hennes fem medtaltede risikerer dødsstraff hvis de blir funnet skyldige.

**A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —**

FRA0407 4 P 0214 FRA /AFP-VT75

France-Turquie-Kurdes

M. Juppé: "la Turquie doit respecter les règles fondamentales de la démocratie"

PARIS, 8 déc (AFP) - Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, interrogé par le sénateur communiste Charles Lederman (Val-de-Marne) à propos de la condamnation de cinq députés turcs d'origine kurde à 15 ans de prison chacun, a souligné jeudi que la Turquie devait "respecter les règles fondamentales de la démocratie".

"Les démocrates ne peuvent qu'être émus par le procès de parlementaires kurdes", a déclaré M. Juppé au Sénat, lors de l'examen du projet de budget 1995 de son ministère. "La Turquie, a-t-il ajouté, est un pays ami, et elle a le droit de lutter contre le terrorisme, mais elle doit respecter les règles fondamentales de la démocratie, notamment en matière de justice".

Auparavant, M. Lederman avait exigé au nom des sénateurs communistes "la libération immédiate" de ces parlementaires et demandé au gouvernement "de ne plus tolérer plus longtemps une telle violation des droits de l'Homme".

Menacés de la peine capitale, cinq des huit députés ou ex-députés turcs d'origine kurde jugés pour activités séditionnelles ont été condamnés jeudi à Ankara à 15 ans de prison chacun, les trois autres à des peines allant de 3 ans et demi à 7 ans et demi.

ct/jl

AFP /J00245/081709

DEC 94

FRA0619 4 I 0224 EXT /AFP-XE51

Turquie-Europe

Conseil de l'Europe: l'Assemblée parlementaire demande l'annulation des condamnations d'anciens députés kurdes

STRASBOURG, 8 déc (AFP) - Le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Europe des 33), M. Miguel Angel Martinez, a souhaité jeudi que les condamnations infligées à d'anciens députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP) "soient annulées en cassation", car le "sens de la justice" doit prévaloir.

Dans un communiqué, M. Martinez se déclare "profondément attristé" et estime que si les "peines ont été dictées conformément aux lois en vigueur en Turquie (...), elles mettent cruellement en évidence le caractère scélérat de telles lois".

Selon le président de l'Assemblée parlementaire, cette décision de justice met également en avant "la nécessité et l'urgence" d'abroger ces lois "pour rendre la législation turque conforme aux normes et valeurs européennes".

Rappelant sa conviction que "l'Europe a besoin de la Turquie en son sein", M. Martinez a estimé qu'il fallait "plus que jamais se battre et exiger la réforme immédiate d'une législation permettant des sentences qui révoltent la conscience européenne".

Cinq députés d'origine kurde du DEP ont été condamnés jeudi à 15 ans de prison et trois autres à des peines allant de 7 ans et demi à 3 ans et demi de prison.

RZ/chb

AFP /J00245/081951

DEC 94

**A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —**

## Une démarche de François Mitterrand

Le porte-parole de l'Elysée, Jean Musitelli, a indiqué, mardi soir, que le chef de l'Etat, François Mitterrand, avait envoyé une lettre à ses homologues de l'Union européenne. Il leur demande notamment de s'adresser, avec lui, au gouvernement d'Ankara, pour que « ces peines de mort ne soient pas prononcées » contre les députés kurdes.

« Des représentants du peuple, légitimement élus, se trouvent menacés de condamnations capitales qui, si elles étaient prononcées, mettraient sérieusement en cause les principes de la vie démocratique et constitueraient une atteinte grave tant à la Convention européenne des droits de l'homme qu'à la Charte de Paris de la CSCE », déclare notamment François Mitterrand.

Cette démarche est avant tout le résultat de la pression

de l'opinion publique, notamment d'organisations comme l'UFF, la Ligue des droits de l'homme, l'Alliance des femmes pour la démocratie, d'avocats et de parlementaires, parmi lesquels les élus communistes, dont la solidarité s'exprime depuis des mois sans que le gouvernement français n'ait publiquement, jusqu'à présent, réagi.

Le 19 décembre prochain, se tiendra à Bruxelles une rencontre du comité d'association Turquie-Union européenne dont l'objectif est de mettre en place un accord douanier préférentiel entre la Turquie et l'Europe des Douze.

Il faut espérer que les autorités françaises seront prevenues de la même fermeté envers Ankara si, d'ici là, les élus kurdes ne sont pas libérés et si leurs droits civils et parlementaires ne leur sont pas restitués.

## Leyla Zana, accusée de crime de démocratie

De notre envoyé spécial.

« **L**A députée-accusée Leyla Zana, à la tribune de la Grande Assemblée nationale (le Parlement turc — NDLR), a crié des slogans dans une langue incompréhensible qu'elle a défini comme kurde. » C'est en ces termes que le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat, Nusret Demiral, a accusé la première femme députée kurde de Turquie et exigé la peine de mort contre elle et contre sept autres parlementaires du Kurdistan.

Car, selon ce personnage — mis en place par les généraux d'Ankara et connu pour ses sympathies envers l'organisation d'extrême droite des Loups gris —, « ces actions ont provoqué une grande réaction dans le pays, la grande nation turque les a dénoncées dans les termes

suivants : « Ce sont des porte-parole de l'organisation terroriste, le PKK. Ils poignent l'unité de l'Etat. Il faut en finir avec ce scandale. La nation maudit les séparatistes. »

Contrairement aux affabulations du procureur, Leyla Zana n'a jamais appelé à la violence ni au « séparatisme ». Bien au contraire, comme ses compagnons de détention, elle a toujours milité en faveur des droits à l'identité des différents peuples de Turquie sur une base d'égalité et de reconnaissance mutuelle.

Les « slogans » dont elle est accusée étaient en réalité quelques phrases dans lesquelles elle affirmait sa foi en la démocratie et en la fraternité kurdo-turque.

Leyla Zana a été arrêtée le 4 mars dernier. Depuis cette date, elle est détenue au secret

dans une cellule mal isolée contre le froid et la pluie. La jeune femme est malade. Son dossier médical a été « perdu ». Elle souffre encore aujourd'hui des tortures à l'électricité dont elle avait été victime lors d'une première arrestation en 1988. Son mari, maire de Diyarbakir, a passé plus de quinze ans en prison.

M. M.

De nombreuses organisations féministes se sont mobilisées en faveur de la députée kurde, comme, par exemple, l'Alliance des femmes pour la démocratie et l'Union des femmes françaises (UFF). Le 28 novembre dernier, Leyla Zana a pu faire parvenir un message à la Fédération démocratique internationale des femmes par l'intermédiaire de l'UFF.

Elle écrivait notamment : « Le fait d'assurer, avec les autres collègues détenus, une mission historique, de prendre part au combat universel pour la liberté et la paix, contre l'intolérance, le nationalisme et l'oppression, et de contribuer à la lutte du peuple kurde pour une existence dans la dignité et la liberté me procure une conscience en paix. »

● Une délégation de sénateurs s'est rendue hier à l'ambassade de Turquie à Paris pour exiger la libération des huit députés kurdes. On notait la présence de Hélène Luc, présidente du groupe communiste et appa- renté, Danièle Bidard-Reydet et Michèle Demessine, sénateurs communistes, Maryse Berge-Lavigne et Madeleine Dieulangard, sénateurs socialistes.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0479 3 P 0172 FRA /AFP-WK49

Assemblée-Kurdes

Georges Hage (PCF) "indigné" par la condamnation de 5 député kurdes à 15 ans de prison

PARIS, 8 déc (AFP) - Le vice-président de l'Assemblée nationale, Georges Hage (PCF), a exprimé, jeudi, son "indignation" après la condamnation de cinq des huit députés kurdes à 15 ans de prison à Ankara et demandé l'intervention du gouvernement français en leur faveur.

Cette condamnation "inique ne peut que susciter la réprobation des démocrates" écrit le député du Nord dans un communiqué indiquant que ce qui leur est reproché aux cinq kurdes est "leur action pour la reconnaissance des droits fondamentaux du peuple kurde".

"Il serait incompréhensible que le gouvernement français n'intervienne pas immédiatement auprès des autorités turques afin que les députés kurdes recouvrent leur entière liberté", juge M. Hage soulignant que "l'achèvement de l'union douanière avec la Turquie" fait partie des "priorités" que s'est donnée la France "lors de sa prochaine présidence du Conseil européen".

bmr/mst

AFP /JO0245/081807

DEC 94

FRA0205 3 I 0160 TUR /AFP-TQ05

Turquie-Kurdes lead

Cinq des huit députés kurdes condamnés à 15 ans de prison

ANKARA, 8 déc (AFP) - Cinq des huit ex-députés turcs d'origine kurde jugés pour activités séditieuses ont été condamnés jeudi à Ankara à 15 ans de prison chacun, les trois autres à des peines allant de 3,5 ans (bien 3,5) à 7,5 ans.

La Cour de Sûreté de l'Etat a condamné Mme Leyla Zana, Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Selim Sadak à 15 ans de prison pour "création et appartenance à bande armée".

Sedat Yurttas a été condamné à 7,5 ans de prison pour "aide et soutien à bande armée".

Sirri Sakik et Mahmut Alinak ont été condamnés à 3,5 ans de prison et 60 millions de Livres turques d'amende aux termes de la Loi anti-terroriste. Ces deux derniers ont été remis en liberté par le Tribunal, ayant déjà purgé près du tiers de leur peine.

L'avocat principal des accusés, Yusuf Alatas, a déclaré que tous les accusés se pourvoieraient en cassation.

YM-HC/dfg/br

AFP /JO0245/081220

DEC 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —



# 200 i fakkeltog for Leyla Zana

Mor har bedt meg forle at dersom hun settes vil hennes første utendørsreise gå til Norge. In er svært takknemlig, 18 år gamle Ronay og år gamle Ruken Zana, de i går kveld mottok utloppen på vegne av fengslete mor, Leyla Zana.

Mellom 200 og 300 mennesker tok i går kveld i fakkeltog i Bergens sentrum for Leyla Zana som en demokratisk vei til løslatning på kurdisk spørsmålet. Leyla Zana risikerer fengsel for sin kamp for kurdernes rettigheter.

Svært mange kurdere var møtt opp under seremonien på Den Nationale Scene, som også hadde flere norske og kurdiske kulturinnslag. Leder i Raftstiftelsen, Arni Jørgensen, sammenlignet utdelingen med prisen som ble gitt til burmesisk Aung San Suu Kyi i 1990.

Også Aung San Suu Kyi ble æret etter å ha blitt valgt inn i nasjonalforsamlingen, og satt fengslet prisen ble utdelt i Bergen. Raftstiftelsen vil vise og demonstrere mot tyranniet disse kvinnene blir utstilt for, sa Strømme Svendsen.

Vi vet at Raftoprisen har stor betydning overfor undertrykkte regimer. Hvert eneste år får Raftstiftelsen mange klager og trusler mot disse regimene og fra kollaboratører. Men prisen til Leyla Zana er et tydelig oppbøll til den tyrkiske regjeringen.



200 og 300 mennesker gikk i fakkeltog til ære for deres mor, den fengslete kurdiske Leyla Zana, som er i fengsel i Tyrkia.

~~AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. -~~

FRA0409 3 I 0526 TUR /AFP-VU30

Turquie-Kurdes prév

Verdict sévère pour les députés kurdes malgré l'absence de peine de mort

Par Hervé COUTURIER

ANKARA, 8 déc (AFP) - La Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara a prononcé jeudi un verdict sévère, quoique sans peine de mort, à l'encontre de huit ex-députés d'origine kurde, qui risque de placer la Turquie en position inconfortable face aux pays occidentaux qui lui reprochent des manquements aux droits de l'Homme.

Le tribunal a condamné cinq de ces huit personnes, jugées pour activités séditieuses, à 15 ans de prison chacune, et les trois autres à des peines de 3 ans et demi à 7 ans et demi. Les accusés se pourvoieront en cassation, selon un de leurs avocats.

Dès l'annonce, les défenseurs des droits de l'Homme et membres de délégations étrangères venus soutenir les accusés ont condamné ce verdict et promis d'agir devant différentes instances internationales.

Selon eux, ce procès était une atteinte à la liberté d'expression et aux principes de la démocratie parlementaire, puisqu'il n'était pas reproché aux accusés d'actes de violence mais seulement des propos séditieux.

Les huit accusés, sept hommes et une femme, sont d'anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), dissous en juin dernier pour "séparatisme". Tous avaient perdu leur siège au moment de cette dissolution, sauf un, qui avait précédemment démissionné du DEP et est toujours député.

"la Turquie n'a pas sa place en Europe"

"Ce n'est pas humain", a estimé M. Akin Birdal, président de l'association turque des droits de l'Homme. "C'est un verdict politique qui pourrait nuire à toute attente de la population turque d'une démocratisation et d'une libéralisation des idéologies", a-t-il ajouté.

"La Turquie n'a pas sa place en Europe", a déclaré à l'AFP le député socialiste Ségolène Royal, membre d'une des délégations étrangères qui avait été admises au Tribunal.

Elle a indiqué que des groupes européens de défense des droits de l'Homme et plusieurs organisations non gouvernementales allaient se fédérer pour défendre la cause des huit condamnés.

Contestant l'équité du procès, Mme Royal a ajouté que cette fédération ferait "en sorte que le respect des principes démocratiques soit un préalable à l'approfondissement de l'entrée de la Turquie dans l'Europe".

Pour sa part, le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, a déclaré après le verdict que "la justice en Turquie est indépendante".

Des appels à l'arrêt du procès ou à la clémence avaient été lancés ces derniers jours de plusieurs pays occidentaux, témoignant de l'émotion causée par cette affaire, dans laquelle, au départ, les huit députés risquaient la peine de mort.

Toutefois jeudi matin la Cour de Sûreté avait abandonné les charges de "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat", passibles de la peine capitale.

A la place, elle avait choisi d'accuser les parlementaires d'"appartenance" ou d'"aide" à une "bande armée", crimes passibles de prison. Cette "bande armée" est le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte contre l'Etat turc dans les régions à majorité kurde du pays.

hc/chr



L'Humanité - 8 décembre 1994

# Députés kurdes menacés de mort

**La Cour de sûreté de l'Etat doit rendre aujourd'hui son verdict contre huit élus du Kurdistan turc. Ils risquent la peine de mort pour délit d'opinion.**

De notre envoyé spécial.

Ce jeudi, à 8 heures du matin, la Cour de sûreté de l'Etat turque, réunie à Ankara, doit prononcer son verdict dans le procès intenté à huit députés du Kurdistan de Turquie. Il y a une semaine, le procureur général a requis la peine de mort contre ces élus, accusés de « séparatisme ». De nombreux observateurs internationaux et une délégation représentant un collectif d'une centaine d'avocats étrangers sont présents à Ankara.

Leyla Zana, Hatip Dicle, Sirri Sakik, Ahmet Turk, Mahmut Alinak, Orhan Dogan, Semat Yurtas et Selim Sadak ont été régulièrement élus députés en novembre 1991 par la population kurde de Turquie. Leur « crime » ? Ils se sont ouvertement prononcés pour une solution pacifique et démocratique, dans le cadre de l'Etat turc, du conflit qui ensanglante le Kurdistan de Turquie. En vertu de l'article 125 du Code pénal, ils risquent la peine de mort pour avoir, tout simplement, exigé que le droit à l'identité des 12 millions de Kurdes de Tur-

quie soit reconnu. C'est insupportable pour le régime d'Ankara, dont le premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, a affirmé : « Il n'y a ni Kurde ni problème kurde en Turquie, il n'y a qu'un problème de terrorisme qu'il faut éradiquer avec fermeté. »

## Un procès

### « truqué »

Aucune preuve n'a pu être apportée par l'accusation d'une éventuelle complicité des accusés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène la lutte armée depuis dix ans contre l'oppression d'Ankara. Les avocats ont réclamé plus de cinquante auditions de témoins. Aucune n'a été accordée par le tribunal, directement sous la coupe des généraux qui avaient organisé le coup d'Etat de 1980. 90 % des « pièces à conviction » présentées par le procureur ont été fabriquées après l'arrestation (en mars pour six d'entre eux et en juillet pour les deux autres) des députés. Les avocats n'ont pas pu obtenir de contre-expertise de l'enregistrement — dont seule la transcription écrite a été présentée au tribunal — d'une prétendue conversation téléphonique que entre Leyla Zana et un responsable du PKK, alors que les experts du tribunal eux-mêmes n'ont pu identifier la voix de son interlocuteur supposé.

Sans aucune preuve, l'accusation évoque, péle-mêle, des « propos diffamatoires envers



La députée Leyla Zana et ses collègues devant la Cour de sûreté de l'Etat à Ankara.

kara. Une « guerre spéciale » a été lancée en 1992. Plus de quatre mille localités d'Anatolie ont été brûlées par les quelque 400.000 hommes de l'armée turque. Au moins trois millions de personnes ont été déplacées.

Dans le même temps, le régime turc bénéficie de la mansuétude des puissances occidentales. Le gouvernement français — qui lui a fourni des hélicoptères de combat — a reçu, l'été dernier, avec tous les honneurs, M<sup>me</sup> Ciller. L'Allemagne, de son côté, a vendu à bon compte des chars récupérés de l'armée de l'ex-RDA. Washington entretient les meilleures relations avec Ankara, qui possède l'armée la plus importante de l'OTAN. Le prétexte de ces relations privilégiées avec la Turquie — membre par ailleurs du Conseil de l'Europe — est qu'Ankara offrirait un « rempart contre l'islamisme ». Un argument largement battu en brèche par la réalité : lors des élections municipales du printemps dernier, les intégristes turcs ont conquis les maires des principales villes du pays, dont Ankara et Istanbul. Leur base sociale se trouve parmi les plus pauvres, victimes d'une grave crise économique dans ce pays dont la moitié du budget est consacrée à l'armée.

La pression de l'opinion publique internationale peut contraindre le régime turc à rendre leur liberté aux députés kurdes et à les rétablir dans leurs droits. Tout autre verdict serait une atteinte inacceptable aux droits de l'homme.

MICHEL MULLER

M<sup>me</sup> Tansu Ciller, a ainsi pu proclamer le 27 mars : « Je les ai chassés du Parlement. »

Pour le procureur Demiral, les opinions des députés kurdes sont « criminelles » et « attentatoires à l'unité idéologique et territoriale de la nation et de la patrie ». Car, pour le régime turc, toute expression d'une quelconque particularité kurde est criminelle, au point que la langue, et même la prononciation du mot « Kurde », est puni par la « loi ». En dix ans, des dizaines de milliers de Kurdes ont été tués par l'armée d'An-

mettre fin au conflit du Kurdistan turc.

En réalité, il s'agit d'un procès politique. Le 5 mars dernier, le Parlement — dont le siège avait été encerclé par la police pour l'occasion — a voté la levée de l'immunité parlementaire des députés kurdes, qui ont été immédiatement arrêtés. Précédemment, la Cour constitutionnelle avait interdit leur parti, le HEP (Parti démocratique du peuple). Le Parti de la démocratie (DEP) qui lui a succédé a été, depuis, également interdit. Le premier ministre turc,

l'Etat turc », la « mise en cause de l'unité de la Turquie » et la propagation d'une « idéologie séparatiste ».

## L'enjeu politique

Alors que dans toutes leurs interventions, et notamment à la tribune du Parlement européen, les huit élus ont toujours souligné que, pour eux, seule une solution pacifique et démocratique dans le cadre des frontières de la Turquie pouvait

# Verdict à haut risque pour huit députés kurdes

■ Accusés d'atteinte à l'intégrité nationale, ils risquent la peine de mort ■ Plusieurs avocats français les défendent.

**H**uit députés kurdes risquent la peine de mort. Leur crime : avoir tenu des propos publics sur la situation dans le Kurdistan turc et plaidé pour la reconnaissance de l'identité kurde. Officiellement, ils sont accusés « d'atteinte à l'intégrité nationale » et de séparatisme. Le verdict doit être rendu aujourd'hui à Ankara par la Cour de sûreté de l'Etat.

Six de ces députés, membres du Parti de la démocratie (DEP), avaient été arrêtés le 2 mars, après la levée de leur immunité parlementaire. Les deux autres en juillet. Entre temps, en juin, le DEP avait été dissous par les autorités turques. Celles-ci interdisent ainsi la seule formation politique qui exprimait la spécificité de la communauté kurde dans un cadre légal.

Le procès des huit parlementaires s'était ouvert en août en présence de quelque quatre cents avocats. Dont, pour la France, entre autres, Roland Dumas, Daniel Jacoby, Ségolène Royal et William Bourdon, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme. Après une suspension de plusieurs mois, les séances avaient repris le 24 novembre. La Cour avait alors rejeté toutes les demandes d'audition de témoins et de complément d'enquête émanant de la défense. Les avocats des députés avaient alors décidé de quitter l'audience en dénonçant une « comédie judiciaire ». Ce qui n'avait pas empêché le procureur général de requérir la peine de mort.

Le procès fait à ces huit députés exprime l'assimilation qui est faite par les au-

torités turques entre la guérilla séparatiste - le PKK - et toute revendication politique en faveur de la reconnaissance d'un peuple kurde, voire d'une identité kurde. C'est, dans le discours officiel, contraire à la définition unitaire de l'Etat selon Atatürk. Il témoigne aussi du refus des autorités d'Ankara d'envisager une solution politique au problème kurde. La nouvelle campagne entreprise depuis le début de l'automne contre le PKK, dans le sud-est de la Turquie, est particulièrement massive. La moitié des forces militaires du pays y aurait été affectée. Selon l'armée turque, 3 000 combattants du PKK ont été tués en 1994, ce qui ferait de cette année la plus meurtrière depuis le début du conflit en 1984.

Cette guerre, avec son cortège de villages bombardés ou rasés, n'est pas sans inquiéter les pays occidentaux, d'autant que la Turquie est membre de l'Otan, et même candidate à l'Union européenne. Le congrès américain a réduit de 10 % l'aide militaire accordée à la Turquie et demandé au Département d'Etat d'enquêter sur les droits de l'homme. Tout indique que l'armée impose, en fait, de plus en plus ses choix au gouvernement de M<sup>me</sup> Tansu Ciller. En octobre dernier, le commandement militaire de la région du Kurdistan s'est même permis d'empêcher le vice-Premier ministre, Murat Karayalçin, de se rendre sur place. Celui-ci souhaitait mener son enquête suite à des informations faisant état de villages incendiés. **Dominique Lagarde**

Donnerstag, 8. Dezember 1994.

Süddeutsche Zeitung Nr. 282

Türkische Regierung:

## Angeblicher Verzicht auf Kurden-Staat „Täuschung“

Ankara (dpa) - Türkische Regierungsbeamte haben den in einer pro-kurdischen Zeitung angebotenen Verzicht der Kurden auf einen separaten Staat als Täuschungsmanöver zurückgewiesen. Regierungsbeamte sagten, der Chef der verbündeten Arbeiterpartei Kurdistans (PKK), Abdullah Öcalan, sei ein Terroristen-Führer und werde nicht ernstgenommen. Öcalan hatte sich in einem Interview mit der pro-kurdischen Zeitung *Özgür Ülké* entsprechend geäußert.

Frankreichs Staatspräsident François Mitterrand hat eine gemeinsame Initiative der Europäischen Union verlangt, damit gegen acht kurdische Abgeordnete in der Türkei kein Todesurteil verhängt wird. Wenige Tage vor dem EU-Treffen in Essen richtete Mitterrand ein entsprechendes Schreiben an die Staats- und Regierungschefs der anderen zwölf EU-Staaten: Das Urteil gegen die sieben Männer und eine Frau wird voraussichtlich am heutigen Donnerstag gefällt. Die Staatsanwaltschaft hat wegen „Separatismus“ die Todesstrafe beantragt. Die türkischen Behörden werfen den Angeklagten vor, im Parlament als Sprachrohr der PKK agiert zu haben.

Turquie

# Huit députés risquent la mort à Ankara

**La Cour de sûreté de l'Etat rend son verdict ce jeudi**

Instantanés décisifs pour la démocratie en Turquie : jeudi à Ankara, la Cour de sûreté de l'Etat doit rendre son verdict contre huit députés kurdes (1) accusés de séparatisme. S'appuyant sur l'article 125 du code pénal turc, qui prévoit notamment que « quiconque aura commis un acte visant à saper l'unité de l'Etat (...) sera puni de la peine de la mort », le procureur a requis lors de la dernière audience, le 24 novembre, la peine capitale. L'accusation n'a pu retenir aucune action violente à charge contre les accusés. Ceux-ci ont été poursuivis pour des propos dans lesquels ils revendiquaient la reconnaissance de l'identité kurde en Turquie et pour des contacts qu'ils auraient entretenus avec la guérilla séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a fait basculer le sud-est du pays dans une quasi-

guerre civile depuis 1983. Un des huit députés, Orhan Dogan, est en outre accusé d'avoir hébergé un membre blessé du PKK.

La décision de la Cour de sûreté de l'Etat est attendue avec préoccupation dans de nombreux pays occidentaux qui sont déjà ouvertement inquiétés de ce qu'ils perçoivent comme une violation grave des droits des parlementaires en Turquie. En septembre, le Congrès américain a suspendu le versement d'un dixième de l'aide militaire prévue pour la Turquie en 1994, soit 38 millions de dollars (200 millions de francs). Il a en outre ordonné au Département d'Etat de rédiger un rapport sur les violations des droits de l'Homme en Turquie et sur le problème chypriote où Ankara appuie les...sécessionnistes pro-turcs.

Le 29 septembre, le parlement européen a décidé de geler tout contact avec son homologue turc. Le président français François Mitterrand et le chancelier allemand Helmut Kohl avaient exprimé au printemps dernier leur inquiétude à l'ou-



Le procès des parlementaires kurdes en août à Ankara : Orhan Dogan, Leyla Zana et Ahmet Türk (de gauche à droite).

verture du procès des députés. L'affaire survient alors que la Turquie négocie avec l'Union européenne un traité d'union douanière qui prendrait effet au 1<sup>er</sup> janvier 1996. Lors d'un récent voyage à Ankara, le ministre des Affaires européennes français Alain Lamassoure avait souligné qu'une évolution de la Turquie sur le traitement de la question kurde et du pro-

blème chypriote pourrait faciliter certains marchandages.

L'attitude des autorités politiques, militaires et judiciaires turques paraît à de nombreux observateurs d'autant plus brutale quelle succède à une période d'ouverture sur la question kurde. La reconnaissance d'une identité kurde à l'intérieur d'une Turquie unitaire était une position de principes

régions du sud-est à majorité kurde, dans le but de couper la guérilla des hameaux et villages qui contribuaient à l'approvisionnement, parfois sous la contrainte. Le 11 octobre dernier, le ministre des Droits de l'Homme, Azimet Köylüoğlu, qui a depuis démissionné, a affirmé que deux millions de personnes ont été déplacées en 10 ans et que 600 villages et 790 hameaux ont été dépeuplés, la moitié d'entre eux depuis début 1993. Il a dénoncé comme un «terrorisme d'Etat» la destruction en septembre dernier de 30 villages et hameaux de la région de Tunceli attribuée par les villageois à l'armée.

Les Kurdes politiquement engagés dans l'affirmation de leurs droits culturels et politiques sont en outre aujourd'hui visés par une violence multiforme en Turquie. Samedi dernier, l'explosion de trois bombes dans les locaux d'Ankara et d'Istanbul du seul quotidien pro-kurde du pays, Özgür Ülke, a tué un chauffeur. Une provocation, a commenté le ministre de l'Intérieur. De l'Etat a affirmé le quotidien.

Jean-Christophe PLOQUIN

afficheé ouvertement par le président de la République Turgut Ozal, avant sa mort soudaine en avril 1993.

**Le déplacement des populations kurdes par l'armée**

Mais dans les deux mois qui ont suivi sa disparition, l'armée a amplifié une politique de déplacement de populations dans les

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0126 4 I 0202 TUR /AFP-SM81

Turquie-Kurdes

Procès des députés kurdes: ouverture des débats

ANKARA, 8 déc (AFP) - Les débats devant la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara qui doit prononcer un verdict à l'encontre de huit ex-députés turcs d'origine kurde jugés pour "séparatisme" ont débuté jeudi matin en présence des accusés mais en l'absence de leurs avocats.

De nombreux membres de délégations étrangères -- Français, Britanniques, Allemands, ainsi que des représentants de l'ONU-- ont été admis dans la salle d'audience.

Les huit ex-députés, tous anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, dissous) risquent la peine de mort pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat".

De nombreux appels émanant des pays occidentaux ont été lancés ces derniers jours pour demander l'arrêt de ce procès et la libération des accusés, ou au moins pour demander au gouvernement turc d'éviter que des peines de mort ne soient prononcées.

A l'issue de la précédente séance le 24 novembre, les avocats de la défense avaient indiqué qu'ils renonceraient à faire une plaidoirie finale pour protester contre le rejet par le tribunal de toutes leurs requêtes, notamment d'une demande de complément d'enquête.

HC/php/br

AFP /J00245/080954

DEC 94

FRA0194 2 I 0054 TUR /AFP-TL87

Turquie-Kurdes

URGENT

Cinq des huit députés kurdes condamnés à 15 ans de prison

ANKARA, 8 déc (AFP) - Cinq des huit ex-députés turcs d'origine kurde jugés pour activités séditionnelles ont été condamnés jeudi à Ankara à 15 ans de prison chacun, les trois autres à des peines allant de 3 ans à 7,5 ans.

YM-HC/NM/br

AFP /J00245/081201

DEC 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0142 3 I 0301 TUR /AFP-ST11  
Turquie-Kurdes lead

Les députés kurdes ne risquent plus la peine de mort

ANKARA, 8 déc (AFP) - La Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara qui juge huit ex-députés turcs d'origine kurde a changé jeudi ses chefs d'accusation à leur égard, abandonnant ceux qui les rendaient passibles de la peine de mort.

La Cour a abandonné les chefs d'accusation de haute trahison ("séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat") et l'article 125 qui sanctionne ces crimes et prévoit la peine de mort.

A la place, elle les a accusés de "création de bande armée contre la sécurité de l'Etat" et "aide aux membres de bandes armées", crimes qui, aux termes de l'article 168 du code pénal, valent des peines de prison d'au moins dix ans.

La séance a été suspendue et un verdict devrait intervenir rapidement.

Le tribunal a offert aux huit accusés une dernière occasion de plaider leur cause mais ils ont refusé. "De toutes façons, la décision est déjà prise, nous ne voulons pas faire de plaidoirie", a déclaré l'un d'eux, selon un journaliste de l'AFP sur place.

La séance, qui doit normalement aboutir à un verdict, s'était ouverte dans la matinée en présence des huit accusés mais en l'absence de leurs avocats.

De nombreux membres de délégations étrangères --Français, Britanniques, Allemands, ainsi que des représentants de l'ONU-- avaient été admis dans la salle d'audience.

Les huit ex-députés, tous anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, dissous) sont accusés de "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat".

De nombreux appels émanant des pays occidentaux avaient été lancés ces derniers jours pour demander l'arrêt de ce procès et la libération des accusés, ou pour demander au gouvernement turc d'éviter que des peines de mort ne soient prononcées.

YM-HC/bd

AFP /JO0245/081036

DEC 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —



MERCREDI, 8 FEVRIER 1995

## Leyla Zana

**doit sortir de prison!**

Rendez-vous le 8 février 1995

devant l'Ambassade de Turquie  
16, avenue Lamballe - 75016 Paris

Métro Passy

A partir de 18h30

Leyla Zana, première femme députée kurde élue au Parlement de Turquie a été condamnée de façon scandaleuse à 15 ans de prison par la Cour de Sûreté d'Ankara.

Elle a été accusée pour défendre le droit à la reconnaissance du peuple kurde. Sa lutte est celle du respect des droits des Kurdes au sein des frontières existantes de Turquie. Leyla Zana est en prison parce qu'elle réclame la démocratie, la liberté d'opinion et d'expression.

Ce verdict a été prononcé le 8 décembre dernier. Depuis, le huitième jour de chaque mois, l'UFF avec le soutien de la Fédération démocratique internationale des Femmes organise un rassemblement de protestation.

Il en sera ainsi jusqu'à sa libération !

## **l'Humanité**

MERCREDI 8 FEVRIER 1995

### *Informations*

## **Manifestation ce soir pour Leyla Zana**

L'Union des femmes françaises (UFF) appelle à manifester ce mercredi soir, à partir de 18 h 30, devant l'ambassade de Turquie à Paris (1) pour exiger la libération de Leyla Zana. « Leyla Zana, première femme députée élue au Parlement de Turquie, a été condamnée de façon scandaleuse à quinze ans de prison par la Cour de sûreté d'Ankara, rappelle l'UFF. Sa lutte est celle du respect des droits des Kurdes au sein des frontières existantes de la Turquie. Leyla Zana est en prison parce qu'elle réclame la démocratie, la liberté d'opinion et d'expression. » L'appel de l'UFF a reçu le soutien de la Fédération démocratique internationale des femmes, de l'Alliance des femmes pour la démocratie, du MRAP et de la Fondation France-Libertés que dirige Danielle Mitterrand.

(1) 16, avenue de Lamballe, Paris 16<sup>e</sup>. Métro Passy.

# Leyla Zana, accusée de crime de démocratie

De notre envoyé spécial.

« **L**A députée-accusée Leyla Zana, à la tribune de la Grande Assemblée nationale (le Parlement turc — NDLR), a crié des slogans dans une langue incompréhensible qu'elle a défini comme kurde. » C'est en ces termes que le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat, Nusret Demiral, a accusé la première femme députée kurde de Turquie et exigé la peine de mort contre elle et contre sept autres parlementaires du Kurdistan.

Car, selon ce personnage — mis en place par les généraux d'Ankara et connu pour ses sympathies envers l'organisation d'extrême droite des Loups gris —, « ces actions ont provoqué une grande réaction dans le pays, la grande nation turque les a dénoncées dans les termes

suivants : « Ce sont des porte-parole de l'organisation terroriste, le PKK. Ils poignent l'unité de l'Etat. Il faut en finir avec ce scandale. La nation maudit les séparatistes. »

Contrairement aux affabulations du procureur, Leyla Zana n'a jamais appelé à la violence ni au « séparatisme ». Bien au contraire, comme ses compagnons de détention, elle a toujours milité en faveur des droits à l'identité des différents peuples de Turquie sur une base d'égalité et de reconnaissance mutuelle.

Les « slogans » dont elle est accusée étaient en réalité quelques phrases dans lesquelles elle affirmait sa foi en la démocratie et en la fraternité kurdo-turque.

Leyla Zana a été arrêtée le 4 mars dernier. Depuis cette date, elle est détenue au secret

dans une cellule mal isolée contre le froid et la pluie. La jeune femme est malade. Son dossier médical a été « perdu ». Elle souffre encore aujourd'hui des tortures à l'électricité dont elle avait été victime lors d'une première arrestation en 1988. Son mari, maire de Diyarbakir, a passé plus de quinze ans en prison.

De nombreuses organisations féministes se sont mobilisées en faveur de la députée kurde, comme, par exemple, l'Alliance des femmes pour la démocratie et l'Union des femmes françaises (UFF). Le 28 novembre dernier, Leyla Zana a pu faire parvenir un message à la Fédération démocratique internationale des femmes par l'intermédiaire de l'UFF.

Elle écrivait notamment : « Le fait d'assurer, avec les au-

tres collègues détenus, une mission historique, de prendre part au combat universel pour la liberté et la paix, contre l'intolérance, le nationalisme et l'oppression, et de contribuer à la lutte du peuple kurde pour une existence dans la dignité et la liberté me procure une conscience en paix. »

M. M.

● Une délégation de sénateurs s'est rendue hier à l'ambassade de Turquie à Paris pour exiger la libération des huit députés kurdes. On notait la présence de Hélène Luc, présidente du groupe communiste et apparenté, Danièle Bidard-Reydet et Michèle Demessine, sénateurs communistes, Maryse Berge-Lavigne et Marie-Madeleine Dieulangard, sénateurs socialistes.

L'HUMANITE/JEUDI 8 DECEMBRE 1994 - 13

## Une démarche de François Mitterrand

**L**E porte-parole de l'Elysée, Jean Musitelli, a indiqué, mardi soir, que le chef de l'Etat, François Mitterrand, avait envoyé une lettre à ses homologues de l'Union européenne. Il leur demande notamment de s'adresser, avec lui, au gouvernement d'Ankara, pour que « ces peines de mort ne soient pas prononcées » contre les députés kurdes.

« Des représentants du peuple, légitimement élus, se trouvent menacés de condamnations capitales qui, si elles

étaient prononcées, mettraient sérieusement en cause les principes de la vie démocratique et constitueraient une atteinte grave tant à la Convention européenne des droits de l'homme qu'à la Charte de Paris de la CSCE », déclare notamment François Mitterrand.

Cette démarche est avant tout le résultat de la pression de l'opinion publique, notamment d'organisations comme l'UFF, la Ligue des droits de l'homme, l'Alliance des femmes pour la démocratie, d'avocats et de parlementaires, parmi

lesquels les élus communistes, dont la solidarité s'exprime depuis des mois sans que le gouvernement français n'ait publiquement, jusqu'à présent, réagi.

Le 19 décembre prochain, se tiendra à Bruxelles une rencontre du comité d'association Turquie-Union européenne dont l'objectif est de mettre en place un accord douanier préférentiel entre la Turquie et l'Europe des Douze.

Il faut espérer que les autorités françaises feront preuve de la même fermeté envers Ankara si, d'ici là, les élus kurdes ne sont pas libérés et si leurs droits civils et parlementaires ne leur sont pas restitués.



2 décembre 1994



## Huit députés kurdes attendent le verdict de la Cour de sûreté d'Ankara

La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara rendra, le 8 décembre prochain, son verdict dans le procès des huit députés kurdes de l'ex-DEP, Parti de la démocratie, dissous le 16 juin dernier.

Ils sont accusés de «séparatisme» et d'avoir représenté «l'aile politique au sein du parlement du Kurdistan (PKK)», qui mène depuis dix ans la lutte armée contre l'Etat turc, notamment dans les treize départements du Sud-Est anatolien, peuplés en majorité de Kurdes.

«Nous ne nous faisons aucune illusion sur ce verdict décidé d'avance et il sera lourd. Tout le procès visait à démontrer de prétendus liens entre ces députés et le PKK afin de les condamner comme terroristes», accuse Feridun Yazar, l'un des avocats du collectif de défense, de passage à Paris. Lors de son réquisitoire, le 24 novembre dernier, le procureur Nusret Demiral, connu pour ses sympathies d'extrême droite, a requis la peine de mort au titre de l'article 125 du code pénal contre les ex-députés, accusés «d'avoir tenté de renverser l'ordre établi, d'agir contre l'intégrité territoriale de la Turquie, cherchant à diviser la

patrie et la nation pour fonder un Etat indépendant, le Kurdistan». Des condamnations à la peine capitale semblent pourtant peu probables. Elles auraient pour effet d'aggraver encore l'isolement diplomatique d'Ankara.

Le gouvernement de madame Tansu Ciller, Premier ministre d'une coalition droite-gauche, est toujours plus l'otage des militaires, convaincus de pouvoir éradiquer par la force la «rébellion séparatiste». Dans la république fondée par Mustapha Kemal Atatürk après la Première Guerre mondiale et copié sur le modèle jacobin, les quelque 12 millions de Kurdes citoyens turcs ont individuellement tous les droits sauf celui de se revendiquer comme kurdes, tant au plan culturel que, a fortiori, au plan politique. L'option militaire, accentuée par l'actuel gouvernement, et l'aggravation de la «sale guerre» dans le Sud-Est anatolien (16.000 morts en dix ans), avec son cortège d'assassinats, de villages brûlés et le déplacement forcé de plus d'un million de personnes, suscitent des critiques de Washington et des capitales européennes. Malgré l'importance straté-

gique de cet allié, les Occidentaux acceptent de plus en plus mal qu'un pays membre du Conseil de l'Europe viole aussi ouvertement les normes élémentaires en matière de droits de l'homme. Trois résolutions condamnant l'attitude des autorités turques ont ainsi été votées par le Parlement européen, notamment depuis la levée de l'immunité parlementaire et l'arrestation de six des députés du DEP en mars dernier (Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmed Turk, Orhan Dogan, Sirri Sakik et l'indépendant Mahmud Alinak). En juillet, Selim Sadak et Sedat Yurtdas, les deux derniers parlementaires de ce parti présents sur le sol turc, se rendaient aux autorités.

«Ces parlementaires ont été arrêtés pour des propos tenus devant l'Assemblée ou dans le cadre de leurs activités. Après seulement, les autorités ont commencé à recueillir de soi-disant pièces à conviction prouvant leurs liens avec le PKK», insiste Feridun Yazar. Les avocats des inculpés et les juristes venus en observateurs dénoncent la procédure suivie par cette juridiction d'exception. Pour nourrir les dossiers d'accusation, les enquêteurs semblent avoir fait feu de tout bois, citant des

coups de téléphone à «des bases du PKK» à l'étranger y compris à Paris alors que les numéros cités se sont avérés être ceux d'ignares familles françaises.

«Nous avons fait plus de 50 requêtes de suppléments d'enquête et de contre-expertises qui n'ont jamais été retenues», affirme maître Yazar. La défense a eu le droit de consulter les transcriptions des écoutes, mais jamais les bandes originales, même quand il s'agissait de pièces fondamentales de l'accusation comme une conversation entre l'une des accusés, Leyla Zana, et Abdullah Ocalan, dit «Apo», le leader du PKK. «La cour a systématiquement refusé des confrontations avec les principaux témoins à charge et les «repentis» du PKK», insiste le défenseur, citant notamment le cas de Djabar Gezigi, activiste du PKK «infiltré» dans le DEP, qui, lors de son procès à Istanbul en septembre, était revenu sur les aveux que lui avait extorqués la police et qui mettaient en cause les huit députés pour leurs contacts réguliers avec le PKK. Pour protester contre toutes ces atteintes à la procédure, les avocats défenseurs se sont retirés du procès sans plaider le mois dernier.

Marc SEMO



# Privatisierung mit Hindernissen in der Türkei

## Opposition gegen die neue Gesetzgebung

Das letzte Wochenende ratifizierte Gesetz zur Privatisierung einer Reihe türkischer Staatsbetriebe hat unter Politikern und Gewerkschaftern Empörung ausgelöst. Der Verkauf der 48 defizitären Staatsbetriebe sollte gemäss der Regierung allein im Jahr 1995 Einnahmen von 5 Mrd. \$ ergeben.

**Istanbul, 1. Dezember**  
Einen Tag nachdem in der Türkei das Privatisierungsgesetz in Kraft getreten war, ging der impulsive sozialdemokratische Politiker Mümtaz Soysal zum Angriff über: Was in Wirklichkeit ein Schritt zurück sei, werde in der Türkei von manchen Politikern noch immer als eine «Revolution» bezeichnet, schrieb er in der Tageszeitung «Hürriyet». Die Privatisierung der Staatsbetriebe sei jedenfalls ein gewaltiger Schritt in die falsche Richtung.

### Frau Ciller im Visier

Die bittere Kritik Soysals zielte vor allem auf die Regierungschefin, Tansu Ciller. Sie hatte letztes Wochenende in einer von allen TV-Kanälen übertragenen Rede an die Nation das Gesetz zur Privatisierung der Staatsbetriebe als «Meilenstein für die Zukunft des Landes» und als «Revolution» begrüsst. Wie sie erklärte, stempeln die zahlreichen Staatsbetriebe die Republik in struktureller Hinsicht zu einem der letzten noch verbliebenen sozialistischen Staaten. Alle vier Tage verschlangen die Staatsunternehmen 1 Trillion türkische Pfund, umgerechnet also 27,8 Mio. US-\$, für welche die Bürger des Landes mit ihren Steuergeldern aufkommen müssten. Das Privatisierungsgesetz sei deshalb revolutionär, weil es dem «türkischen Sozialismus» endgültig ein Ende setze. Mümtaz Soysal, bis am letzten Montag Aussenminister des Landes, teilte offensichtlich die Einschätzung seiner Chefins nicht und legte unter anderem auch aus Protest gegen die geplante Privatisierung sein Amt nieder. Die Börse, die grosse Hoffnungen auf die Privatisierung der Staatsbetriebe gelegt hatte, reagierte nervös; der Rücktritt Soysals kann nämlich mittelfristig der Koalitionsregierung das Leben kosten und die Privatisierung nochmals auf die lange Bank bringen.

### Stark verankerter Etatismus

Die jüngsten Erschütterungen an der Spitze der Regierung spiegeln deutlich das Dilemma der türkischen Gesellschaft, das in bezug auf die Privatisierung der Staatsbetriebe in allen Schichten festzustellen ist und das bisher die bitter nötigen Wirtschaftsreformen verhindert hat. Ironischerweise ist die kemalistische Staatsideologie, dank der die Türkei nach der Gründung der Republik vor rund 70 Jahren näher zum Westen gerückt war, heute das Haupthindernis für die Anpassung des Landes an zeitgenössische Erfordernisse. Die Kemalisten, die wie Mümtaz Soysal in der staatlichen Bürokratie hohe Ämter innehaben, verteidigen das kemalistische Prinzip des «Etatismus» mit allen Mitteln und finden in dieser Zeit der politischen Instabilität Unterstützung in einem breiten politischen Spektrum, das von den Fundamentalisten bis hin zu den Liberalen reicht. Es ist kaum verwunderlich, dass das Verfassungsgericht Gesetze in Verbindung mit der Privatisierung bisher dreimal als verfassungswidrig annulliert hat.

Für Frau Ciller aber ist die Privatisierung eine Frage ihres politischen Überlebens, überhaupt und für das hochverschuldete Land eine bittere Notwendigkeit. Als letzten Frühling in der Türkei der wirtschaftliche Zusammenbruch drohte, legte Frau Ciller am 5. April ein Stabilisierungspaket vor, in dem die Privatisierung einen der zwei Kernpunkte bildete. Die Weltbank gab damals «grünes Licht» für einen Kredit von 100 Mio. \$, mit dem die türkische Regierung die Privatisierung oder Stilllegung der Staatsbetriebe sozial hätte absichern können. Am 24. November wurde im Parlament das Privatisierungsgesetz verabschiedet. Allerdings stimmten von den insgesamt 450 Parlamentariern lediglich 193 für die Vorlage.

Laut dem Gesetz soll ein sogenannter «Hoher Privatisierungsausschuss» gebildet werden, welcher die Staatsbetriebe zur Privatisierung freigeben wird. Die Beschlüsse des Ausschusses, in dem der Regierungschef sowie vier weitere Kabinettsmitglieder vertreten sind, müssen einstimmig getroffen werden. Unternehmen von «strategischer Bedeutung» – wie z. B. die Fluggesellschaft Turkish Airlines, TMO Alkaloid oder die Turkish Oilcorporation – dürfen nur teilprivatisiert werden. Die staatlichen Banken – ausgenommen die Eximbank, die Zentralbank sowie die Landwirtschaftsbank – werden dagegen in den nächsten zwei Jahren zum Kauf angeboten. Der Verkauf von Minen und Land mit Bodenschätzen ist untersagt, das Gesetz lässt aber die Verpachtung der Schürfrechte (operational rights) zu. Die Privatisierungserlöse dürfen laut dem neuen Gesetz nicht in die leeren Staatskassen fliessen, sondern müssen zur Finanzierung einer Arbeitslosenversicherung sowie des vorzeitigen freiwilligen Ruhestandes umgeleitet werden.

Nach den Erwartungen der Regierung soll der Verkauf der insgesamt 48 Betriebe Erlöse von 60 Mrd. \$ einbringen. Die Privatisierungsbehörde (KOI) schätzt die Erlöse allein für nächstes Jahr auf 5 Mrd. \$, wovon 1,4 Mrd. \$ aus dem Aktienverkauf an Ausländer ins Land fliessen sollen. Die KOI hat bereits angekündigt, 1995 den Stahlkonzern Erdemir, das petrochemische Unternehmen Petkim, den Erdölverteiler Petrol Ofisi, zwei Raffinerien, Teile der Turkish Airlines, den Flughafen-Bodenservice Havas, den Pneubetrieb Petlas sowie die Handelsbank Sümerbank zum Verkauf freizugeben.

### Protest der Gewerkschaften

Unmittelbar nach der Ratifizierung des Privatisierungsgesetzes legten Tausende von Gewerkschaftern aus Protest ihre Arbeit nieder. Bis zu 600 000 Personen werden in den seit Jahrzehnten überbelegten Staatsbetrieben beschäftigt. Die Angst vor den drohenden Entlassungen ist deshalb besonders gross, da bei der gegenwärtigen Rezession Alternativen fehlen und da eine Arbeitslosenversicherung noch gar nicht existent ist. Der grösste Gewerkschaftsbund, Türk-İs, hat weitere Protestaktionen angekündigt.

Samstag, 3. Dezember 1994, Fernausgabe Nr. 282

Neue Zürcher Zeitung

L'HUMANITE/LUNDI 5 DECEMBRE 1994 - 13

*Turquie***Pour la libération  
des députés kurdes  
menacés de mort**

**D**ES artistes et des universitaires de toutes disciplines viennent d'adopter l'appel suivant :

« Le 8 décembre, la Cour de sûreté de l'Etat turc se prononcera sur le sort de huit députés kurdes dont le procureur d'Ankara exige la condamnation à mort. Leur crime : s'être faits les porte-parole de leur peuple au Parlement. « C'est un Etat dit démocratique, membre de l'OTAN et du Conseil de l'Europe, jouissant du soutien multiforme des Occidentaux, qui veut m'envoyer au bûcher », déclare Leyla Zana première femme kurde élue à l'Assemblée nationale de Turquie.

Nous le savons, de nombreux journalistes et intellectuels kurdes et turcs sont en détention pour avoir proposé une solution politique à la question kurde. Le réquisitoire du procureur résonne des déportations de villages entiers, des tortures et des assassinats dont sont victimes les populations kurdes. Avec les démocrates kurdes et turcs, nous voulons que cessent ces massacres. Nous en appelons à l'opinion publique pour qu'elle intervienne auprès des élus. La France, qui est depuis longtemps le principal allié européen de la Turquie, va-t-elle rester passive et se faire ainsi complice de cette nouvelle atteinte aux droits de l'homme? Nous ne saurions l'accepter. Nous demandons instamment au gouvernement français et aux autres gouvernements de

l'Union européenne de prendre toutes les mesures qui sont en leur pouvoir pour obtenir la libération des députés kurdes, conformément à la déclaration du Parlement européen du 29 septembre dernier. »

**Les premiers signataires :**

Jean Babilée, danseur-chorégraphe; Gislaine Boddington, Shinkansen (Grande-Bretagne); Mayotte et Jean Bollack, philologues et écrivains; Susan Buirge, chorégraphe; Béatrice Carciolo, poète; Laurence Chable, comédienne; Roman Cieslewicz, graphiste; Hugo de Greef, directeur du Kaaitheatre (Belgique); Collette Deblé, peintre; Bernard Desportes, poète; Denis Doufour, compositeur; Bernard Dumerchez, éditeur; Horace Engtdahl, écrivain (Suède); Guilaine Ferré, metteur en scène; Michèle Finck, écrivain, professeur à l'université de Strasbourg; Michel Fortuné, maître de conférences à l'université de Poitiers; Michel Fournier, chargé de mission au Centre national du théâtre; Pierre Fränckel, directeur du Riksteatern (Centre national du théâtre de Suède); Jean-Claude Garric, professeur, ancien directeur d'IUT; Olivier Gebuhrer, maître de conférences; Gilles Grant, compositeur; Laury Granier, cinéaste, vidéaste, peintre; Michel Grossmann, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg; Nedim Gürsel, écrivain; Jacques Guyot, maître de confé-

rences; Pierre Guyotat, écrivain; Hubert Haddad, écrivain; Pascal Hausherr, photographe; Jean-Marie Hordé, directeur du théâtre de la Bastille; Roland Jaccard, écrivain; Yves Jouan, poète; Jean-Paul Lainé, vice-président d'université; Christian Lanoy, éditeur d'art; Ernest-Marie Laperrouzat, président honoraire du CIEEIST; Gérard Lauton, maître de conférences; Laure Leroy, éditeur; M<sup>me</sup> Mechtill, peintre; Gil Mendo, professeur et consultant artistique (Portugal); Henri Meschonnic, poète; Mathilde Monnier, chorégraphe, directrice du Centre chorégraphique national de Montpellier Languedoc-Roussillon; Daniel Monteux, universitaire; Jean-Luc Moreau, critique; Josef Nadj, chorégraphe; Lorrina Niclas, directrice du centre international de Bagnolet pour les œuvres chorégraphiques Seine-Saint-Denis; Bernard Noël, écrivain; Guy Odent, universitaire; Marc Petit, écrivain; Bernard Pieron, peintre; Mireille Privat, professeur; Serge Safran, poète; Claude Seureau, maître de conférences; les acteurs de Shikasta (Suède): Mina Azarian, Lamin Dieng, Vladimir Dikanski, Ewa Ergerbladh, Anne-Sophie Ericsson, Roberto Gozales, Kemal Görgü, Ani Guinez, Maria Heiskanen, Björn Nilsson, Ahmet Tekbilet, Bodil Vidlund; Bernard Sobel, metteur en scène; Myriam Solal, éditeur; Ozan Sunar, Intercult (Suède); François Tanguy, metteur en scène; Nadia Tazy, journaliste; Chris Torch, metteur en scène (Suède); Charles Tordjman, metteur en scène; Mia Törnqvist, auteur dramatique (Suède); Bernd Uhlig, photographe (Allemagne); Nicole Vatinel, peintre; Jean-Luc Verley, maître de conférences à l'université de Paris VII; Paul Virilio, écrivain.

Communiqué  
de l'Alliance des Femmes  
pour la Démocratie  
**Sauvons Leyla Zana,  
Sauvons les députés  
kurdes menacés  
de mort en Turquie !**

Le 2 mars 1994, 6 députés kurdes, dont Leyla Zana, première femme kurde élue à la Grande Assemblée Nationale de Turquie, sont arrêtés et incarcérés, en violation flagrante du droit à la liberté d'opinion garanti par la Convention Européenne des Droits de l'Homme ratifiée par la Turquie; ils sont traduits devant la Cour de Sûreté de l'État.

Dans une lettre publiée le 5 septembre (Libération) Leyla Zana déclare:

*"Nous n'avons commis aucun acte violent ni fait l'apologie de la violence. Notre seul "crime" est notre attachement résolu et ferme à nos revendications démocratiques et pacifiques. (...) Et c'est un État réputé démocratique, membre de l'Otan et du Conseil de l'Europe, jouissant du soutien multiforme des Occidentaux qui, à l'orée de l'an 2000, veut m'envoyer sur le bûcher. (...) Cela est-il moins choquant pour l'opinion que la condamnation de Taslima Nasreen par des groupes intégristes ?"*

Son parti, le DEP, est interdit et deux autres députés kurdes sont arrêtés.

Le 29 septembre le Parlement européen adopte une résolution dénonçant le procès fait à ces parlementaires comme une "attaque à l'égard de la

démocratie pluraliste" et demandant leur libération immédiate.

Le 10 novembre, Antoinette Fouque, députée au Parlement Européen, vice-présidente de la Commission des droits de la femme, se rend à Ankara pour assister à une audience de leur procès. Elle constate que Leyla Zana qui, gravement malade, ne reçoit aucun soin, n'y est pas présente. A son retour, elle sollicite en urgence du Parlement et de son Président un "acte réel de solidarité" et demande que des soins médicaux soient apportés immédiatement à Leyla Zana.

Le procès se déroule sans aucun respect des droits de la défense, et lors d'une nouvelle audience, le 24 novembre, à laquelle a assisté une avocate de l'Alliance des Femmes pour la Démocratie, les avocats des parlementaires quittent la salle, tandis que le procureur général requiert la peine de mort contre Leyla Zana et les sept parlementaires jugés avec elle. Le verdict sera rendu le 8 décembre 1994.

Mobilisons-nous pour empêcher que soit prononcé un verdict inique.

Exigeons que des soins médicaux soient immédiatement apportés à Leyla Zana. Exigeons la libération de Leyla Zana et des députés kurdes.

Là-bas comme ici, la force de notre solidarité est nécessaire à la démocratie et, pour eux, elle est vitale.

**Rassemblement  
Mardi 6 décembre  
à partir de 18h.  
devant l'ambassade de Turquie  
à Paris  
16 avenue de Lamballe,  
75016 Paris, M° Passy**

Paris, le 25 novembre 1994

**gamk**

ՊՐԵՍԻՆԻ - QUOTIDIEN ARMÉNIEN

5-6 décembre 1995

# Le Provençal

Corse

5 décembre 1994

## Sauver de la mort les 8 députés kurdes

"La Fédération de la Corse-du-Sud du Parti communiste français s'associe sans réserve, dit-elle, aux appels lancés pour le lundi 5 décembre en vue de faire annuler la condamnation à mort prononcée par le tribunal turc d'Ankara contre la députée kurde Leyla Zana et sept autres de ses compagnons députés.

La peine de mort est toujours en vigueur dans le régime archi-réactionnaire turc.

La sentence du tribunal doit-être confirmée le 8 décembre prochain. C'est dire qu'il reste peu de temps pour

arrêter le bras des bourreaux. On connaît le martyr du peuple kurde et le prix du sang qu'il a déjà payé pour le seul crime de vouloir exister tel qu'il est.

La Fédération communiste participera à la délégation qui se rendra ce lundi 5 décembre à 18 heures à la préfecture et invite les hommes et les femmes de cœur à venir soutenir cette délégation composée de plusieurs formations.

Des appels ont été également lancés par la CGT, la CFDT, A Cuncolta naziunalista, l'UPC."

7 décembre 1994

## Rassemblement pour les députés kurdes à Paris



Un rassemblement a eu lieu mardi soir devant l'ambassade de Turquie à Paris, à l'appel de l'Union des femmes françaises et de l'Alliance des femmes pour la démocratie. Les manifestants, parmi lesquels une majorité de femmes, ont exigé la libération de Leyla Zana, députée kurde emprisonnée depuis mars, et de ses sept collègues parlementaires qui risquent la peine de mort. Le verdict sera prononcé jeudi à Ankara par la Cour de Sûreté de l'Etat de Turquie qui a requis la peine capitale contre les huit députés pour la simple raison qu'ils sont kurdes et défendent les droits de leur peuple. (Photo Sylla Grinberg.)

**L'Humanité**



*Leyla Zana*

## On Trial for Being a Kurd

ANKARA—On Thursday, I and seven other Kurdish members of Turkey's parliament risk the death penalty when the State Security Court returns its verdict in our case. What crimes have we committed to warrant such punishment from a court established by the military dictatorship in 1980? Just one: bearing witness to the Kurdish people's immense tragedy in Turkey.

For 70 years the Kurds' very existence has been denied and their language, identity and culture banned. This systematic cultural genocide in recent years has involved rural depopulation and destruction of Kurdish villages, forests and traditional society. Turkey's human rights minister himself acknowledged that in the past two years the army has evacuated and destroyed at least 1,390 Kurdish villages. Some two million Kurds have been displaced, a dozen towns depopulated and 5 million to 6 million Kurds forced into western Turkey by state terror and economic collapse because of a war now in its 11th year.

Elected in 1991 by Kurds to represent and defend their interests and aspirations, we obviously could not remain silent. Our duty as legislators was to speak out, explore all paths to end this frightful war which has torn our country asunder, and seek a peaceful settlement for Turkey's 15 million Kurds in a framework of democracy and existing frontiers.

To speak freely in a country ruled by an anti-democratic constitution and laws imposed by military dictatorship is risky—even for legislators. Death squads have killed more than 2,000 political and human-rights activists uninvolved in the fighting. Among them were 82 activists of our democratic party and 34 journalists and newspaper distributors. Such is the price for challenging the official, military version of events.

For similar reasons, 106 journalists, academics and writers are imprisoned. Mehdi Zana, my husband and former mayor of the main Kurdish city of Diyarbakir, spent 15 years in prison for speaking out and is back serving a four-year jail term for testifying before the European Parliament.

I myself barely escaped two attempts on my life. I have been jailed since March 5, charged with such "crimes" as testifying before the U.S. Congress's Helsinki Commission and the Carnegie Endowment for International Peace, speaking on European television and uttering a phrase in Kurdish in Turkey's parliament celebrating Kurdish-Turkish friendship. My colleagues are on trial on similar charges.

Our Kafkaesque trial has provided an exemplary insight into Turkish political and legal absurdities. The prosecution ordered us held in preventive detention. Five months later Ankara's State



BY PHYLLIS FURDELL

*What value is a life of slavery, humiliation and contempt for what you hold dearest—your identity?*

Security Court in five sessions refused our requests to confront prosecution witnesses and call defense witnesses and experts. Observer missions from international nongovernmental organizations, the European Parliament and the Council of Europe unanimously concluded that we were on trial solely for expressing our views. That's unacceptable in a democratic state of law. They recommended we be freed and given back our parliamentary seats.

Turkish Prime Minister Tansu Ciller has said the Kurds have brainwashed Western governments. Officials suspect these nongovernmental organizations are crypto-terrorists, and have banned even Amnesty International.

The authorities are prisoners of out-of-date nationalism and are paranoid about "Kurdish separatism." Kurdish legislators make perfect scapegoats for modern Turkey's most serious economic, political, social and moral crisis. This absurd war has cost more than 15,000 lives, and devours almost half the budget. That is why the military leaders and their puppet, Ciller, want to calm public opinion with a few token Kurdish victims.

I am 33. For 14 years I've lived with persecution and watched many friends tortured or killed for wanting to live in peace and democracy with Turks on the sole condition they respect Kurds' identity and culture. I have two children, a

husband and many dear friends. I love life. But my passion for justice for my people, who are suffering for dignity and freedom, is greater. What value is a life of slavery, humiliation and contempt for what you hold dearest—your identity? I will not knuckle under to Turkey's inquisition.

Beyond my fate, I'm concerned about the Kurdish and Turkish peoples. Turkey will not settle the problem of its 15 million Kurds by sending eight Kurdish legislators to the gallows. Turkish extremism risks provoking a general catastrophe for both peoples and for the West, which counts on Turkey as a forward base in a strategically important region.

The West should realize Turkey is not just a locale for military bases and electronic eavesdropping. It's a country of passions and conflicts, which can, like the shah's Iran, spill over into the irrational.

If Turkey's warlords assassinate hopes for the peaceful solution that we legislators represent, the road is open for Kurds to switch massively to the camp of violence and Islamic fundamentalism. And if the Kurds, next door to Iran's Islamic revolutionaries, switch, then all Turkey will follow suit. And woe on us all.

*The writer is a Kurdish member of Turkey's parliament.*

# LE PROGRES

7 décembre 1994

## CONFÉRENCES-DÉBATS

### Soutien aux députés kurdes de Turquie

A l'initiative du Comité de soutien au peuple kurde, une réunion est organisée, ce mercredi 7 décembre à 20 heures à la Maison des avocats, pour rendre compte du procès de six députés kurdes emprisonnés pour délit d'opinion en Turquie.

Après la projection du film « Les Kurdes » réalisé par « Avocats sans frontières », M<sup>e</sup> Daniel Jacoby, président de la Fédération internationale des Droits de l'Homme et M. Remzi Kartal, député de Van, président du parti de la démocratie, prendront la parole.

L'objectif de cette soirée est de dégager les moyens pour que les parlementaires soient réinvestis dans les fonctions pour lesquelles ils ont été élus.

► Mercredi 7 à 20 heures à la Maison des avocats 60, rue Saint-Jean Lyon (5<sup>e</sup>).

# Le Monde

3 décembre 1994

**TURQUIE: le Parlement rejette l'organisation d'élections législatives partielles pour le 25 décembre.** - Sans fixer de nouvelles date, le parlement turc a rejeté, jeudi 1<sup>er</sup> décembre, l'organisation, pour le 25 décembre, d'élections législatives partielles, principalement dans le sud-est du pays en proie à la rébellion kurde. La Cour constitutionnelle avait annulé une précédente élection prévue pour le 4 décembre, car la loi électorale ne prévoyait pas de mise à jour des listes d'électeurs, privant ainsi du droit de vote les nombreuses personnes déplacées dans le sud-est du pays en raison de conflit avec les séparatistes kurdes. - (AFP.)

# les Echos

9 décembre 1994

## Quinze ans de prison pour cinq députés kurdes

Cinq des huit députés ou ex-députés turcs d'origine kurde, jugés pour activités séditionnelles, ont été condamnés hier, à Ankara, à quinze ans de prison chacun, les trois autres à des peines allant de trois ans et demi à sept ans et demi. Les défenseurs des droits de l'homme et membres de délégations étrangères venus soutenir les accusés ont immédiatement condamné ce verdict. Les accusés devraient se pourvoir tous en cassation.

# l'Humanité

6 décembre 1994

## A 18 heures, devant l'ambassade de Turquie...

« Urgence! Il est encore temps d'agir! Vie sauve et liberté pour Leïla Zana »... Appel lancé par l'Union des femmes françaises et le Comité de défense des députés kurdes pour une manifestation ce mardi, à partir de 18 heures, devant l'ambassade de Turquie (16, avenue de Lamballe, Paris 16<sup>e</sup>, métro Passy). Dans deux jours, Leïla Zana, première femme députée kurde à l'Assemblée nationale turque, risque d'être condamnée à mort pour délit d'opinion. L'UFF demande à toutes celles et à tous ceux qui sont attachés à la démocratie de participer au rassemblement. Dans toutes les capitales européennes, des manifestations identiques auront lieu devant les ambassades de Turquie.

## TURQUIE Mitterrand entendu

Cinq des huit ex-députés turcs d'origine kurde jugés pour activités séditionnelles ont été condamnés hier à Ankara à 15 ans de prison chacun, les trois autres à des peines allant de 3,5 ans à 7,5 ans. François Mitterrand était intervenu auprès des autorités turques et avait fait appel à leur indulgence.

# France-Soir

9 décembre 1994

# Le Monde

• Mardi 6 décembre 1994

## HUIT DÉPUTÉS KURDES menacés de la peine de mort, en Turquie !

... Leyla ZANA et Mahmut ALINAK, Hatip DICLE, Orhan DOGAN, Ahmet TURK, Sirri SAKIK, Selim SADAK, Sedat YURTDAS sont emprisonnés depuis plusieurs mois pour avoir parlé publiquement de la situation des Kurdes en Turquie. Leur procès, politique, s'est déroulé sans aucun respect des droits de la défense et lors de l'audience du 24 novembre, les avocats des parlementaires ont quitté la salle en signe de protestation. Le procureur général a requis la peine de mort. Le verdict sera rendu le 8 décembre 1994.

... Nous dénonçons ce procès, dans son intégralité. Il constitue une violation scandaleuse, dans un pays membre du Conseil de l'Europe, des principes de la démocratie représentative et pluraliste et des droits fondamentaux de la personne humaine.

Nous exigeons que des soins médicaux soient immédiatement apportés à Leyla Zana, gravement malade. Nous exigeons que ces députés soient libérés et rétablis dans leurs fonctions.

Extraits de l'appel lancé le 25 Novembre 1994 par  
Antoinette FOUQUE, députée européenne.

Premières signatures de Parlementaires Européens : Nicole FONTAINE et Nicole PERY (Vice-Présidentes), Hedy d'ANCONA, Anne ANDRE-LEONARD, Jan Willem BERTENS, Danielle DARRAS, Wayne DAVID, Lissy GRONER, Bernard KOUCHINER, Karin JONS, Catherine LALUMIÈRE, Jack LANG, Michèle LINDEPERG, Gisèle MOREAU, Nana MOUSKOURI, Aline PAILLER, Pierre PRADIER, Michel ROCARD, Jannis SAKELLARIOU, Martin SCHULZ, Jaak VANDEMEULEBROUCKE, Ana TERRON, Odile VERRIER.

et de : Janine ALEXANDRE-DEBRAY, Michèle ANDRE, Lucie AUBRAC, BARBARA, Michèle BARZACII, Nicole BENEVISE, Hayette BOUDJEMA, Andrée BUCCHIMANN, Chantal CHIAWAF, Hélène CIXOUS, Edith CRESSON, Francine DEMICHEL, Jacques DERRIDA, Marguerite DERRIDA, Régine DEFORGES, Françoise DUCROCO, Viviane FORRESTER, Altan GOKALP, Juliette GRECO, Marie-Claude GRUMBACH, Gisèle HALIMI, Michèle IDELS, Sylvie JAN, Irmeli JUNG, Blandine KRIEGEL, Hervé LE BRAS, Annie LECLERC, Eugénie LEMOINE, Marie-Noëlle LIENEMANN, Ariane MNOUCHIKINE, NATIVE, Taslima NASREEN, Marie-Claire PASQUIER, Evelyne PISIER, Florence PRUDHOMME, Michel REVAULT d'ALLONES, Catherine RIHOIT, Ségolène ROYAL, Yvette ROUDY, Sonia RYKIEL, Françoise SAGAN, Coline SERREAU, Dominique STEIN, Prof. Yvette SULTAN, Duong THU HUONG, Dominique VOYNET... et d'un millier d'autres.

En signant l'appel, rejoignez le Comité de défense des députés kurdes.  
Envoyez des lettres à l'Ambassadeur de Turquie à Paris.

**MARDI 6 DÉCEMBRE À 18 HEURES**  
**RASSEMBLEMENT DEVANT L'AMBASSADE DE TURQUIE**  
**16 avenue Lamballe, Paris 16ème (Métro Passy)**

**ALLIANCE DES FEMMES POUR LA DÉMOCRATIE**  
5, RUE DE LILLE - 75007 PARIS - TÉL. : 45 48 83 80



## TURQUIE

Plusieurs attentats visant un quotidien  
pro-kurde ont fait un mort  
et une vingtaine de blessés

ISTANBUL

de notre correspondante

*Ozgür Ülke*, le seul quotidien pro-kurde de Turquie, a paru dimanche 4 et lundi 5 décembre, malgré les explosions qui ont détruit, samedi, trois de ses bureaux à Istanbul et Ankara, causant la mort d'une personne et en blessant plus de vingt autres, en majorité des employés du journal.

Le siège du quotidien, un immeuble de quatre étages situé dans le quartier populaire de Kumkapi, à Istanbul, a été entièrement ravagé par la plus puissante des déflagrations, qui a également brisé les vitres de plusieurs bâtiments environnants. Des attentats similaires avaient été dirigés en février contre les bureaux du parti pro-kurde DEP, fermés en juin par la Cour constitutionnelle.

Le ministre de l'intérieur, Nahit Mentese, suggérant la possibilité d'une « provocation », a affirmé qu'une enquête serait menée pour découvrir les coupables. « Je ne peux pas approuver la position du journal du PKK (le parti indépendantiste kurde de Turquie), *Ozgür Ülke*, et des autres publications séparatistes, mais les incidents d'Ankara et Istanbul sont affligeants », a déclaré M. Mentese. De son côté, la direction du journal, dans un article intitulé « Ce feu vous brûlera également », a accusé l'Etat turc d'avoir voulu faire taire le quotidien.

*Ozgür Ülke* a publié, lundi, de nouvelles déclarations du dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan, plus connu sous le nom d'« Apo », qui confirme la volonté de son parti de renoncer à la création d'un Etat kurde indépendant. Le premier ministre, Tansu Ciller,

avait rejeté, il y a quelques jours, l'appel au cessez-le-feu lancé par M. Ocalan dans une lettre adressée à plusieurs chefs d'Etat et aux institutions internationales. « Pour la première fois, nous voyons que le terrorisme est en baisse. Nous ne sommes pas arrivés à ce résultat en prenant telle ou telle personne comme interlocuteur. Notre voie est claire et continuera de l'être », a déclaré Mme Ciller.

La répression se poursuit  
en Anatolie

Malgré les rudes conditions hivernales, les forces de sécurité poursuivent leurs opérations dans la province de Tunceli. Selon l'agence anatolienne, 52 combattants kurdes auraient été tués au cours des derniers jours. Les militants kurdes, affamés, sont contraints de descendre vers les vallées, où ils sont plus vulnérables aux attaques des forces armées, l'évacuation forcée et la destruction de nombreux villages les ayant privés d'un soutien logistique crucial.

L'Etat turc affirme que le PKK est responsable de la destruction des villages, malgré les témoignages de nombreux villageois qui accusent les soldats d'avoir brûlé leurs habitations. Mme Ciller a dévoilé cette semaine un plan de regroupement visant à déplacer les habitants des villages isolés, qui sont fréquemment coupés du monde pendant les mois d'hiver, pour les reloger dans des villages collectifs où ils pourront bénéficier des services de l'Etat - programme vivement critiqué par les activistes kurdes.

NICOLE POPE

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0293 3 I 0568 TUR /AFP-HF06

Turquie-Kurdes prév

Procès de 8 ex-députés kurdes: un verdict lourd de conséquences  
par Hervé COUTURIER

ANKARA, 6 déc (AFP) - Le procès controversé de huit ex-députés turcs d'origine kurde, qui risquent la peine de mort pour "séparatisme", doit connaître son épilogue jeudi avec un verdict qui sera lourd de conséquences pour les relations de la Turquie avec le monde occidental, en particulier l'Europe.

Ces huit personnes, sept hommes et une femme, tous anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde) dissous en juin dernier, sont jugées par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara.

Les accusations de "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat" dont elles répondent sont des crimes qui touchent aux principes mêmes de la nation turque "une et indivisible", telle que l'a voulue Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la république.

Les procureurs ont demandé la peine de mort, prévue par l'article 125 du code pénal turc pour de tels crimes. Toutefois aucune peine de mort n'a été exécutée en Turquie depuis dix ans.

Le sort de ces huit élus, dont six sont en prison depuis mars dernier et les deux autres depuis juillet, a suscité une grosse émotion dans les pays occidentaux, notamment dans les milieux parlementaires, et l'affaire ne cesse d'empoisonner les relations d'Ankara avec ses alliés.

#### Nombreuses délégations occidentales

Ceux-ci voient dans le procès une atteinte à la liberté d'expression et aux principes de la démocratie parlementaire, puisqu'il n'est reproché aux députés aucun acte de violence mais essentiellement d'avoir fait des déclarations séditeuses.

Pour sa part, l'Etat turc considère les huit députés comme les porte-parole au parlement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), son ennemi juré qui lui livre depuis dix ans une lutte armée dans les régions à majorité kurde du sud-est et de l'est anatoliens.

De nombreuses délégations occidentales, de députés, d'avocats ou de représentants des droits de l'Homme, sont venues en Turquie exprimer leur inquiétude et de nombreuses demandes ont été adressées à Ankara pour un arrêt du procès et la libération des détenus.

Plusieurs avocats européens, dont l'ancien ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas, dans l'impossibilité de plaider sur le sol turc, défendent la cause des huit élus en Europe.

L'impact du procès a été particulièrement ressenti en France, où Mme Danielle Mitterrand, épouse du président François Mitterrand et présidente de l'association France-Libertés, manifeste une sympathie active pour le peuple kurde.

Plusieurs personnalités, notamment françaises, sont attendues à Ankara pour le verdict, dont Mme Antoinette Fouque, député européen et présidente de l'Alliance des femmes pour la démocratie qui doit tenir une conférence de presse mercredi, et Mme Ségolène Royal, député socialiste et ancien ministre.

Selon le mot d'un diplomate européen, "la Turquie est attendue au tournant". Un verdict dur, peines de mort ou lourdes peines de prison, contre Mme Layla Zana et MM. Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan, Sirri Sakik, Sedat Yurttas, Selim Sadak et Mahmut Alinak, "serait très mal pris" en Europe.

Le 19 décembre à Bruxelles est prévue une rencontre capitale du comité d'association Turquie-Union européenne qui est censée adopter un accord d'union douanière entre la Turquie et l'UE.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0433 4 PI 0393 FRA /AFP-IM37

France-Kurdes lead

Démarche du président Mitterrand en faveur des députés kurdes menacés de la peine de mort

PARIS, 6 déc (AFP) - Le président François Mitterrand a proposé lundi une démarche à ses partenaires de l'Union européenne pour obtenir des autorités turques que la peine de mort requise contre huit députés kurdes de Turquie ne soit pas prononcée, a annoncé mardi le porte-parole de l'Elysée Jean Musitelli.

Dans une lettre adressée lundi aux dirigeants des pays membres de l'Union européenne, le chef de l'Etat les invite à s'adresser avec lui au gouvernement turc "afin, écrit-il, que ces peines de mort ne soient pas prononcées", a précisé M. Musitelli.

"J'espère qu'il vous sera possible d'engager avec moi cette action. De toute façon, j'en saisisrai l'opinion publique", ajoute le président Mitterrand.

"Des représentants du peuple, légitimement élus, se trouvent menacés de condamnations capitales qui, si elles étaient prononcées, mettraient sérieusement en cause les principes de la vie démocratique et constitueraient une atteinte grave tant à la Convention européenne des droits de l'homme qu'à la Charte de Paris de la CSCE", fait-on observer à l'Elysée comme pour mettre en garde les autorités d'Ankara sur la responsabilité qu'elles prendraient en laissant condamner à mort les huit élus.

Le 24 novembre dernier, le procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat avait en effet requis la peine de mort contre huit députés kurdes de Turquie poursuivis pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat". Le procès doit connaître son épilogue jeudi avec un verdict qui pourrait être lourd de conséquences pour les relations de la Turquie avec le monde occidental, particulièrement avec l'Europe.

Les huit personnes menacées --sept hommes et une femme-- sont tous anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde) dissous en juin dernier.

L'Etat turc considère ces huit députés comme les porte-parole au parlement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), son ennemi juré qui lui livre depuis dix ans une lutte armée dans les régions à majorité kurde du sud-est et de l'est anatoliens.

Plusieurs avocats européens, dont l'ancien ministre français des affaires étrangères Roland Dumas, dans l'impossibilité de plaider sur le sol turc, défendent la cause des huit élus en Europe.

pfa/jl

AFP /J00245/061753

DEC 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

# INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

WEDNESDAY, DECEMBER 7, 1994

## A Test for Turkey: Liberty or Oppression for Kurds in Parliament?

By Leyla Zana

*The writer is a Kurdish member of the Turkish Parliament.*

**ANKARA** — This Thursday, A seven other Kurdish members of Turkey's Parliament and I risk the death penalty when the State Security Court returns its verdict in our case. What crimes have we committed to warrant such punishment from a court established by the military dictatorship in 1980? Just one: bearing witness to the Kurdish people's immense tragedy in Turkey.

For 70 years the Kurds' very existence has been denied and their language, identity and culture banned. This has involved rural depopulation and destruction of Kurdish villages, forests and traditional society.

Turkey's human rights minister acknowledged that in the past two years the army has evacuated and destroyed at least 1,390 Kurdish villages. Some 2 million Kurds have been displaced, a dozen towns depopulated and 5 to 6 million Kurds forced into western Turkey by state terror and economic collapse because of a war now in its 11th year.

Elected in 1991 by Kurds to represent and defend their interests and aspirations, we obviously could not remain silent. Our duty

as legislators was to speak out, explore all paths to end this frightful war, which has torn our country asunder, and seek a peaceful settlement for Turkey's 15 million Kurds in a framework of democracy and existing frontiers.

To speak freely in a country ruled by an anti-democratic constitution and laws imposed by military dictatorship is risky, even for legislators. Death squads have killed more than 2,000 political and human rights activists uninvolved in the fighting.

Among them were 82 activists of our Kurdish Democratic Party and 34 journalists and newspaper distributors. Such is the price for challenging the official, military version of events.

For similar reasons, 106 journalists, academics and writers are imprisoned. My husband, Mehdi Zana, a former mayor of the main Kurdish city of Diyarbakir, spent 15 years in prison for speaking out; now he is back serving a four-year jail term for testifying before the European Parliament.

cratic state of law. They recommended that we be freed and given back our parliamentary seats.

Prime Minister Tansu Ciller has said the Kurds have brainwashed Western governments. Officials suspect that these nongovernmental organizations are crypto-terrorist, and have banned even Amnesty International.

The authorities are prisoners of out-of-date nationalism and are paranoid about "Kurdish separatism." Kurdish legislators make perfect scapegoats for modern Turkey's most serious economic, political, social and moral crisis. This absurd war has cost more than 15,000 lives, and devours almost half the budget. That is why the military leaders want to calm public opinion with a few token Kurdish victims.

I am 33. For 14 years I have lived with persecution and seen friends tortured or killed for wanting to live in peace and democracy with Turks on the sole condition that they respect Kurds' identity and culture.

I have two children, a husband and many dear friends. I love life. But my passion for justice for my people, who are suffering for dig-

ity and freedom, is greater. What value is a life of slavery, humiliation and contempt for what you hold dearest — your identity? I will not knuckle under to Turkey's inquisition.

Beyond my fate, I am concerned about the Kurdish and Turkish peoples. Turkey will not settle the problem of its 15 million Kurds by sending eight legislators to the gallows. Turkish extremism risks provoking a general catastrophe for both peoples and for the West, which counts on Turkey as a forward base in a strategically important region.

The West should realize that Turkey is not just a locale for military bases and electronic eavesdropping. It is a country of passions and conflicts, which can, as in the Shah's Iran, spill over into the irrational. If Turkey's warlords assassinate hopes for the peaceful solution that we legislators represent, the road is open for Kurds to switch massively to the camp of violence and Islamic fundamentalism. And if the Kurds, next door to Iran's Islamic revolutionaries, switch, then all Turkey will follow suit. And woe to us all.

*The Washington Post.*

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

4 NGOO AFA TUR 0129 ART

41342 472 447 EMI I 1/

Turquie-Kurdes

Deux parlementaires françaises appellent à la libération des députés kurdes jugés à Ankara

ANKARA, 7 déc (AFP) - Mmes Ségolène Royal, député et ancien ministre français, et Antoinette Fouque, député européen et présidente de l'Alliance des femmes pour la démocratie, ont lancé mercredi à Ankara un appel à la libération de huit ex-députés turcs d'origine kurde actuellement jugés pour "séparatisme".

Ces huit personnes, anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde) dissous en juin dernier également pour "séparatisme", risquent la peine de mort. Le verdict de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara est attendu en principe pour jeudi.

"Nous souhaitons que ce procès s'arrête et que les députés soient libérés et rétablis dans leur mandat", a déclaré Mme Royal dans une conférence de presse commune avec Mme Fouque. "Nous espérons que le gouvernement turc donnera un signal fort pour éviter d'être condamné par la Commission européenne des droits de l'Homme", a-t-elle ajouté.

Elle faisait référence à une plainte déposée contre la Turquie auprès de cette Commission, pour non-respect de la Déclaration européenne des droits de l'Homme, par le collectif des avocats européens qui défend en Europe les députés kurdes et dont elle est membre. La procédure est en cours et une décision de la Commission devrait intervenir avant la fin du mois, a indiqué à cet égard Mme Fouque.

Mme Royal a souligné que son action et celle de Mme Fouque ne constituaient pas une ingérence dans les affaires de la Turquie. "La Turquie a signé l'acte final d'Helsinki et la charte de Paris. Elle a accepté les mécanismes de contrôle de ces traités, c'est donc elle qui s'est imposé le respect des principes européens des droits de l'Homme", a-t-elle dit.

Les défenseurs des huit députés, auxquels il n'est pas reproché d'actes de violence, affirment qu'ils sont poursuivis uniquement pour délit d'opinion. L'Etat turc les accuse d'avoir représenté au parlement le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte armée depuis dix ans contre Ankara dans les régions à majorité kurde du pays.

Mmes Royal et Fouque sont à la tête d'une délégation de 23 personnes venues de France, parmi lesquelles le militant anti-raciste Harlem Désir. Elles devaient rencontrer mercredi après-midi Mme Onay Alpago, ministre turc chargé des femmes et de la famille.

Le procès des huit députés a suscité beaucoup d'émotion dans les pays occidentaux. Le président français François Mitterrand a écrit aux dirigeants des pays de l'Union européenne pour les inviter à s'adresser avec lui au gouvernement turc afin d'éviter que des peines de mort soient prononcées.

Lundi, le département d'Etat américain a exprimé sa "profonde préoccupation" devant la poursuite du procès, selon la presse turque.

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -

FRA0263 4 I 0401 TUR /AFP-NI80

Turquie-Kurdes

Deux parlementaires françaises appellent à la libération des députés kurdes jugés à Ankara

ANKARA, 7 déc (AFP) - Ségolène Royal, député et ancien ministre de l'Environnement, et Antoinette Fouque, député européen et présidente de l'Alliance des femmes pour la démocratie, ont lancé mercredi à Ankara un appel à la libération de huit ex-députés turcs d'origine kurde actuellement jugés pour "séparatisme".

Ces huit personnes, anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde) dissous en juin dernier également pour "séparatisme", risquent la peine de mort. Le verdict de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara est attendu en principe pour jeudi.

"Nous souhaitons que ce procès s'arrête et que les députés soient libérés et rétablis dans leur mandat", a déclaré Mme Royal dans une conférence de presse commune avec Mme Fouque. "Nous espérons que le gouvernement turc donnera un signal fort pour éviter d'être condamné par la Commission européenne des droits de l'Homme", a-t-elle ajouté.

Elle faisait référence à une plainte déposée contre la Turquie auprès de cette Commission, pour non-respect de la Déclaration européenne des droits de l'Homme, par le collectif des avocats européens qui défend en Europe les députés kurdes et dont elle est membre. La procédure est en cours et une décision de la Commission devrait intervenir avant la fin du mois, a indiqué à cet égard Mme Fouque.

Mme Royal a souligné que son action et celle de Mme Fouque ne constituaient pas une ingérence dans les affaires de la Turquie. "La Turquie a signé l'acte final d'Helsinki et la charte de Paris. Elle a accepté les mécanismes de contrôle de ces traités, c'est donc elle qui s'est imposé le respect des principes européens des droits de l'Homme", a-t-elle dit.

Les défenseurs des huit députés, auxquels il n'est pas reproché d'actes de violence, affirment qu'ils sont poursuivis uniquement pour délit d'opinion. L'Etat turc les accuse d'avoir représenté au parlement le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte armée depuis dix ans contre Ankara dans les régions à majorité kurde du pays.

Les deux parlementaires sont à la tête d'une délégation de 23 personnes venues de France, parmi lesquelles le militant anti-raciste Harlem Désir. Elles devaient rencontrer mercredi après-midi Mme Onay Alpago, ministre turc chargé des femmes et de la famille.

HC/php/mf

AFP /JO0245/071353 DEC 94

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -

## LE VERDICT

rendu le 8 décembre 1994  
par la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara

**SONT CONDAMNÉS À  
15 ANS DE PRISON :**

Mme. Leyla Zana,  
MM. Hatip Dicle,  
Orhan Dogan,  
Selim Sadak et Ahmet Türk,

**EST CONDAMNÉ À 7 ANS  
ET SIX MOIS DE PRISON :**

Sedat Yurttas

**SONT CONDAMNÉS À 3 ANS  
ET SIX MOIS DE PRISON :**

Mahmut Alinak et  
Sirri Sakik

*Voir ci-joint le texte intégral du verdict.*

**VERDICT DE LA COUR  
DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT D'ANKARA  
rendu le 8 décembre 1994 dans l'affaire de 8 députés kurdes**

Le dossier a été examiné Constatant qu'il ne reste plus rien nécessitant examen et investigation le procès est clos.

**LE NÉCESSAIRE A ÉTÉ PENSÉ:** Comme il sera montré dans le verdict détaillé: il a été établi de manière claire et définitive que :

1 - Les accusés Ahmet TURK, Leyla ZANA, Orhan DOGAN, Hatip DICLE et Selim SADAK ont mené à l'intérieur du pays et à l'extérieur d'intenses activités séparatistes conformément aux ordres et instructions qu'ils ont reçus du leader de l'organisation appelée le PKK qui a le caractère d'une bande armée visant à créer un Etat kurde dans l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est en détachant une partie des territoires de l'Etat de la République de Turquie, et qu'en ce sens:

Avant les élections générales d'octobre 1991 ils ont fait des déclarations sous le drapeau du PKK en compagnie des slogans séparatistes comme «vive Apo, vive le PKK, vas-y, frappe la guérilla pour créer le Kurdistan», agité les foules et créé une ambiance affaiblissant l'autorité de l'Etat.

En novembre 1991, ils se sont présentés à la cérémonie d'investiture de la Grande Assemblée Nationale de Turquie en portant des accessoires aux couleurs jaune, rouge et verte symbolisant le drapeau kurde et ils ont déclaré ne pas vouloir prêter serment au prétexte que celui-ci nie l'existence du peuple kurde et des slogans en kurde ont été lancés.

Dans les congrès du HEP et du DEP le drapeau turc était absent, seul le drapeau du PKK était présent, l'hymne national turc n'a pas été chanté et l'Etat de la République de Turquie a été qualifié d'occupant et d'ennemi,

Ils ont menacé les chefs de famille d'Anatolie de l'Est et du Sud-Est qui sont fidèles à leur Etat et à leur nation et les protecteurs<sup>1</sup> qui servent aux côtés de l'Etat afin qu'ils rejoignent l'organisation PKK et qu'ils lui apportent l'aide nécessaire,

Ils ont hébergé chez eux des membres de l'organisation PKK, les ont fait soigner et fait payer les frais au budget de l'Etat<sup>2</sup>.

Ils ont publié dans des plates-formes internationale des déclarations et communiqués au nom du PKK qui est reconnu comme une organisation de terreur, ils ont par des déclarations mensongères et pro-PKK, dénoncé au monde extérieur l'Etat de la République de Turquie,

Ils sont allés jusqu'au quartier général à l'étranger du leader du PKK pour connaître ses vues<sup>3</sup>, ils ont reçu par téléphone des instructions et mené des actions intensives parallèles à celles de cette organisation qui a le caractère d'une bande armée.

<sup>1</sup>- NdT. miliciens kurdes organisés comme auxiliaires de l'armée payés par l'Etat.

<sup>2</sup>- NdT. même dans l'acte d'accusation ce chef n'est invoqué qu'à l'encontre du seul député Orhan Dogan qui aurait hébergé et soigné un jeune homme de 19 ans de sa province dont la participation à une action violente n'a pas été prouvée.

<sup>3</sup>- NdT. il s'agit d'une mission de bons offices pour la conclusion d'un cessez-le-feu et la paix effectuée à la demande du président turc Turgut Özal et de plusieurs de ses ministres. La Cour a refusé les demandes de citation de ces témoins.



Les actes des accusés correspondent (tombent sous le coup) à l'article 168/2 du Code pénal. En vertu de quoi et vu la manière dont ces crimes ont été perpétrés, sa nature et sa gravité à l'échelle du pays, il a été décidé de les condamner chacun à 10 ANS DE RÉCLUSION CRIMINELLE,

En vertu de l'article 5 de la loi n°3713 ces peines sont augmentées de moitié et finalement chacun de ces accusés est condamné à QUINZE ANS DE RÉCLUSION CRIMINELLE,

Il n'y a pas lieu ni en appréciation ni en loi pour des circonstances aggravantes et atténuantes,

En vertu de l'article 31 du Code pénal turc ces accusés sont privés à vie des services publics,

En vertu de l'article 33 du Code pénal ils sont privés de leurs droits légaux pour une période égale à celle de leur peine,

En vertu de l'article 40 du Code pénal les jours passés par les accusés en garde-à-vue et en détention seront comptés dans la durée de leur peine,

Considérant la durée de détention effectuée par les accusés et la peine à laquelle ils sont condamnés leur maintien en prison se poursuivra et le résumé du verdict sera envoyé à la Direction pénitentiaire par l'intermédiaire du Parquet de la République.

2 - L'accusé Sedat YURTTAS a déployé des efforts intenses afin de donner dans les plates-formes internationales une image légitime à l'organisation illégale appelée PKK qui a le caractère d'une bande armée, il a fait des déclarations en ce sens et le 26 juillet 1992 devant la préfecture de Hakkari il s'est adressé à la foule en ces termes: «Aidez nos frères qui mènent des activités en milieu rural, leur idéal est de servir notre peuple. C'est pour cela qu'ils mènent leur combat dans des conditions difficiles». Parvenant à la conviction définitive que par ces propos l'accusé par ces suggestions et recommandations à la population a aidé la bande armée dans ses efforts de recrutement et que ce fait est constitutif du crime défini par l'article 169 du Code pénal, et en raison de la forme et de la nature de ce crime, des efforts intenses de l'accusé dans ce domaine et considérant la gravité créée à l'échelle du pays, il a été décidé de condamner l'accusé à une peine de réclusion criminelle de cinq ans,

En vertu de l'article 5 de la loi numéro 3713 la peine infligée à l'accusé est augmentée de moitié et il est finalement CONDAMNÉ À UNE PEINE DE SEPT ANS ET SIX MOIS, il n'y a pas lieu ni en appréciation ni en loi pour d'autres circonstances aggravantes et atténuantes,

En vertu de l'article 31 du Code pénal il est privé des droits légaux (civique ?) pour une période égale à la durée de sa peine,

En vertu de l'article 40 du Code pénal les jours passés par l'accusé en garde-à-vue et en détention seront comptés dans la durée de leur peine,

6- Etant établi de manière claire et définitive que les accusés Mahmut ALINAK et Sirri SAKIK se sont livrés à une propagande écrite et orale contre l'unité indivisible de l'Etat de la République de Turquie avec son pays et sa nation les deux accusés, compte-tenu de la forme et de la nature du crime commis et de la gravité qu'il a créé, sont condamnés chacun à une peine de réclusion criminelle de trois ans et à une amende de 60.000.000 livres turques, en vertu de l'article 8/1 de la loi n° 3713,

Vu que les accusés ont enfreint à plusieurs reprises la même loi, conformément à l'article 80 du Code pénal leur peine est augmentée de 1/6 et **FINALEMENT ILS SONT CONDAMNÉS CHACUN À TROIS ANS ET SIX MOIS DE RÉCLUSION CRIMINELLE ET À 70.000.000 LT.**

Il n'y a pas lieu ni en appréciation ni en loi pour des circonstances aggravantes et atténuantes.

L'application de l'article 31 du Code pénal.

En vertu de l'article 40 du Code pénal les jours passés par les accusés en garde-à-vue et en détention seront comptés dans la durée de leur peine,

Prenant en considération le temps passé par les accusés en détention et la durée de la peine qui leur est infligée il a été décidé de notifier au parquet de la République la remise en liberté immédiate des accusés Mahmut ALINAK et Sirri SAKIK s'ils ne sont pas condamnés et incarcérés pour d'autres crimes.

En vertu de l'article 36 du Code pénal les biens et objets faisant l'objet du crime et placés en consigne sont confisqués.

En vertu de l'article 39 du Code pénal les frais de jugements (43.160.000 LT) seront à la charge de tous les accusés.

Lecture a été donné de la présente sentence adoptée à la majorité des voix, avec l'opposition du juge, le colonel Çetin GÜVENER, en présence des accusés Ahmet TURK, Leyla ZANA, Orhan DOGAN, Sirri SAKIK, Selim SADAK et Sedat YURTTAS, en absence de leurs avocats, en présence des procureurs de la République Dilever KAHVECI et Talat SALK et étant entendu que la voie du pourvoi en cassation reste ouverte.

Signé

Le 8 décembre 1994

Président

Membre

Membre

Membre opposé

Greffier

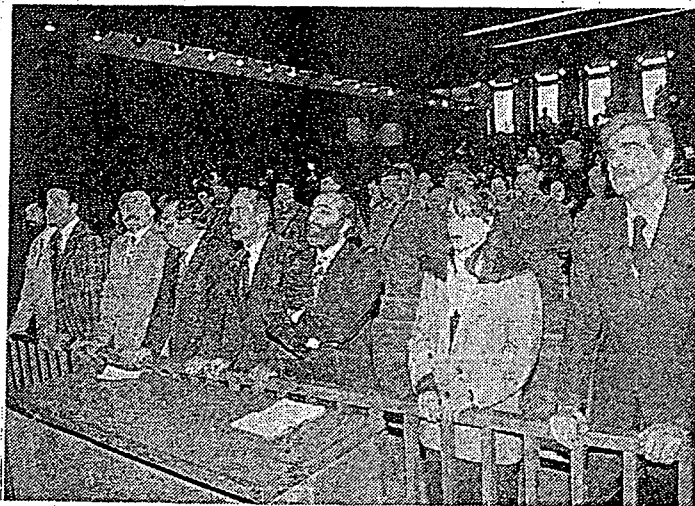
# Turquie : indignation après la condamnation de 8 députés

●●● Les huit députés de la Grande Assemblée Nationale turque, membres du parti DEP kurde dissous, ont finalement été condamnés hier à des peines de prison allant de trois ans et demi à quinze ans. Malgré la mobilisation internationale, malgré le Conseil de l'Europe dont la Turquie est membre... et donc sensée appliquer les critères démocratiques.

La logique de ce procès, inscrit dans un contexte de terrorisme et de contre-terrorisme, est difficile à comprendre. D'une part, la cour de sûreté turque n'a pas retenu les charges de « séparatisme » et d'« atteinte à la sûreté de l'Etat », passibles de la peine de mort, à l'encontre des accusés. D'autre part, elles les a condamnés pour « appartenance » ou « aide » à une « bande armée » - en l'occurrence le PKK - ce qui est manifestement faux.

## Mauvais compromis

En réalité, le DEP menait le combat pour la reconnaissance de l'identité kurde en Turquie, voire pour une large autonomie kurde. En d'autres



Ankara : les huit députés kurdes à l'écoute de la lecture du verdict de la cour. (Photo AFP)

termes, dans l'optique de l'Etat laïc et unitaire telle que l'entend Ankara, le DEP poursuivait bel et bien des visées « séparatistes », même si cette charge d'accusation n'a pas été retenue. Peut-être parce que la peine encourue aurait provoqué des réactions trop vives en Europe.

Le seul verdict acceptable aurait dû être l'acquittement, non pas à cause des pressions internationales mais tout simplement parce que ces députés régulièrement élus ont utilisé le plus élémentaire des droits, celui de la liberté d'expression... que garantit l'Etat turc, membre du Conseil de l'Europe! Mais une fois de

plus, on assisté hier en Turquie à un mauvais compromis sensé satisfaire les deux grandes tendances - à l'exclusion de l'islamisme - qui divisent la société : celle qui est démocratique, pro-occidentale et pro-européenne et celle qui, sous couvert de kémalisme, cultive un nationalisme ombrageux et un militarisme de cour de caserne depuis longtemps représenté dans l'appareil judiciaire!

## Les règles de la démocratie

« La Turquie est un pays ami, et elle a le droit de lutter

contre le terrorisme, mais elle doit respecter les règles fondamentales de la démocratie, notamment en matière de justice », a dit hier Alain Juppé au nom du gouvernement français. Il résume l'opinion générale en Europe et particulièrement à Strasbourg : où on s'estime floué à plus d'un titre. Le Conseil de l'Europe n'a-t-il pas à plusieurs reprises tenté d'infléchir Ankara, quitte à « excuser », à chaque débat parlementaire, au nom de la lutte anti-terroriste, l'attitude du gouvernement turc? Aujourd'hui, le président de l'assemblée parlementaire, Miguel Angel Martinez, encore récemment à Ankara, espère que « le sens de la justice va prévaloir sur le texte de la loi » en exigeant « la réforme immédiate d'une législation permettant des sentences qui révoltent la conscience européenne ».

Et la question de l'appartenance de la Turquie au Conseil de l'Europe, risque à nouveau d'être soulevée lors de la prochaine session de l'assemblée parlementaire. Car on ne peut à la longue exiger de la part des nouveaux Etats membres ce que l'on pardonne depuis toujours à la Turquie! J-CLK.



9 décembre 1994

LA JUSTICE TURQUE CONDAMNE DES PARLEMENTAIRES À LA PRISON

# La Turquie emboastile les députés kurdes

QUINZE ANS de prison pour cinq des huit députés et ex-députés du Parti de la démocratie (DEP): la Cour de sûreté de l'Etat a offert hier le spectacle d'une parodie de justice en condamnant sans preuves des responsables politiques démocratiquement élus, accusés de « création et appartenance à un mouvement de lutte armée ».

Un verdict qui intervient au moment où Ankara s'appête à discuter un projet de traité d'union douanière avec l'Union européenne.

Alors qu'ils risquaient la peine de mort, les élus kurdes ont vu leurs accusations modifiées en cours de procès pour éviter une sanction qui aurait trop gêné le gouvernement turc.

**ÉVÈNEMENT, page 2**

En mars dernier au Kurdistan turc, des Kurdes écoutent la lecture des noms des disparus de leur village.



Roger Hutchings/ANSA/ Rapho

**Le verdict embarrasse le gouvernement**

Ankara, envoyé spécial

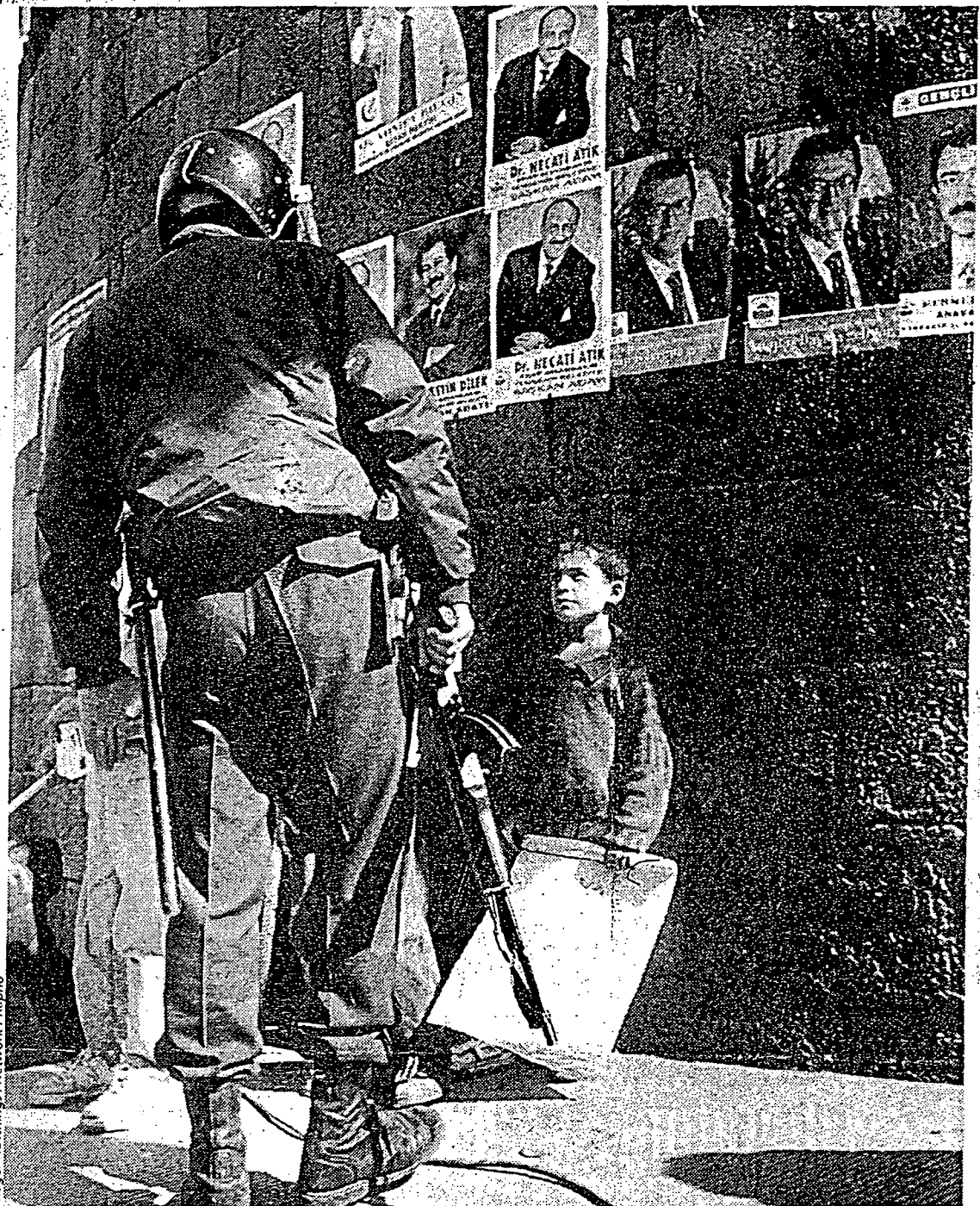
La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a condamné hier à quinze ans de prison cinq des huit députés kurdes de l'ex-Parti de la démocratie (DEP), dissous en juin dernier. Ce verdict jugé très sévère met Ankara dans une position difficile, alors que doit être discuté le 19 décembre prochain un traité d'union douanière avec l'Union européenne.

Des youyous et quelques hurlements fusent de la salle quadrillée par des policiers en civil et en uniforme. Des applaudissements éclatent en signe de protestation et de défi. Au banc des accusés, les huit parlementaires, mitraillés par les photographes, sont pétrifiés. La cour, deux juges civils et un militaire siégeant sous un grand portrait d'Ataturk, le fondateur de la République, vient d'achever la lecture du verdict. Il est 12h40. La délibération n'a même pas duré deux heures.

Aucune illusion

S'ils n'ont pas suivi les requêtes de peines de mort du procureur général, Nusret Demiral, les magistrats ont cependant eu la main très lourde contre les députés kurdes, accusés de représenter au sein du Parlement l'aile politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène depuis dix ans la lutte armée contre l'Etat turc, notamment dans les treize départements du Sud-Est peuplés en majorité de kurdes.

Hatip Dicle, le président de l'ex-DEP, Leyla Zana, Selim Sadak, Ohran Dogan et Ahmed Turk sont condamnés à quinze ans « pour appartenance et création de bande armée sans y jouer un rôle dirigeant ». La peine - théoriquement dix ans - est augmentée automatiquement de 50% par le biais des mesures prévues par la loi antiterroriste. Sedat Yurtas prend sept ans et cinq mois « pour complicité avec bande armée ». Sirri Sakik et le député Mahmut Alinak s'en tirent avec trois ans et six mois pour « propagande en faveur du séparatisme ». L'un et l'autre devraient



Roger Hutchinson / Network / Rapido

A Diyarbakir, sud-est de la Turquie, en mars. Un jeune Kurde face à un membre des forces de sécurité turques.

sortir prochainement de prison, ayant déjà effectué un tiers de la peine.

Leyla Zana ou Hatip Dicle ne se faisaient aucune illusion. « Nous avons toujours voulu la justice et la fraternité. Ce procès est une machination depuis le premier jour. Si j'avais réellement fait ce dont on m'accuse, je l'aurais assumé comme j'ai toujours assumé mes actes », a lancé Leyla Zana dans sa dernière déclaration avant que les juges ne se retirent pour délibérer.

« Le verdict était décidé d'avance. La cour ne pou-

vait reconnaître que ces députés avaient été emprisonnés pendant neuf mois seulement pour des délits d'opinion. Même si aucune preuve sérieuse n'a pu être fournie durant l'instruction ou en audience, les accusés étaient nécessairement coupables d'être membre du PKK », a dénoncé dès la sortie de l'audience M<sup>e</sup> Yusuf Alatas, un des animateurs du collectif de défense.

La procédure suivie pendant l'instruction, le déroulement du procès commencé le 2 août dernier, le refus systématique de la

cour d'accepter les quelque cinquante requêtes présentées par la défense pour des suppléments d'enquêtes, des contre-expertises et des confrontations avec les témoins à charge ont pour le moins suscité les réserves des avocats et juristes venus en observateurs.

« Parodie de justice

« Les règles d'un procès équitable telles qu'elles ont été définies par la Déclaration universelle des droits de l'homme n'ont d'évidence pas été respectées », affirme M<sup>e</sup> Daniel Ja-

cobi, président de la Ligue des droits de l'homme. Indignée, la députée socialiste Ségolène Royal a dénoncé « ce verdict injuste concluant une parodie de procès », se demandant si « ces violations répétées des droits de l'homme sont compatibles avec le processus d'intégration européenne de la Turquie ».

De son côté, le Premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, a simplement commenté les condamnations en affirmant : « La justice turque est indépendante et ses décisions ne regardent qu'elle. »



HUIT EX-DÉPUTÉS KURDES ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À DE LOURDES PEINES À ANKARA

# Kurdes: la justice turque poursuit la répression

Ankara n'aura pas eu le geste de clémence qu'attendait les Européens. Hier, cinq des huit ex-députés turcs d'origine kurde, jugés pour activités séditionnelles, ont été condamnés à quinze ans de prison chacun, les trois autres à des peines allant de trois ans et demi à sept ans et demi d'emprisonnement. Dans la matinée, la Cour de sûreté avait néanmoins abandonné les accusations de «*séparatisme*» et d'«*atteinte à l'intégrité de l'Etat*», crimes passibles de la peine de mort en Turquie.

Les huit condamnés - anciens membres du Parti de la démocratie (pro-kurde), dissous en juin - étaient poursuivis pour «*création et appartenance à bande armée*» et «*aide et soutien à bande armée*». La «*bande armée*» en question est le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte contre l'Etat turc dans les régions à majorité kurde du pays. Ce conflit a fait au moins 16.000 morts en dix ans, dont 3.500 cette année.

EDITORIAL

PAR MARC KRAVETZ

## La politique du pire

Une fois prononcé le verdict contre les huit députés kurdes, madame le Premier ministre de Turquie a sobrement commenté : «*La justice turque est indépendante.* » En aurait-on douté ? Certes, si l'on prend à la lettre la procédure du tribunal d'Ankara, les huit parlementaires ont, selon la formule, «*sauvé leur tête* ». Ils ne le doivent cependant ni à l'habileté de leurs avocats, qui ont boycotté l'audience, ni à la qualité de leur propre défense - ils avaient renoncé à toute déclaration. Une petite manipulation de la procédure a suffi.

Accusés de «*séparatisme*» et d'«*atteinte à la sûreté de l'Etat*», les huit parlementaires étaient jugés au nom de l'article 125 du code pénal turc, qui prévoit la mort pour peine maximale, et le procureur de l'Etat, Nusret Demiral, n'en imaginait évidemment pas d'autre à l'heure de requérir. Puis, miracle, la cour s'est soudain avisée que les accusés n'étaient en réalité coupables qu'au regard d'autres articles qui punissent «*seulement*» de quinze ans de prison la «*constitution de bande armée*», voire moins s'il s'agit seulement d'aide ou de complicité avec ladite bande.

Le cas des huit parlementaires, on le sait, ne relevait en vérité d'aucun des articles du code pénal. Ainsi, l'acte d'accusation contre Leyla Zana (quinze ans de prison) entendait par crimes «*majeurs*» des conférences données lors d'invitations officielles à Washington ou en Europe et une phrase prononcée en kurde devant le Parlement de Turquie, laquelle vantait l'amitié traditionnelle entre les peuples turcs et kurdes... Les «*crimes*» de ses coaccusés étaient exactement de même nature.

Il n'y a pas eu de miracle mais un très mauvais compromis entre les pressions internationales et les visées européennes de la Turquie, d'une part, les exigences des militaires et de la droite nationaliste turque de l'autre, entre l'acquittement pur et simple, au nom de la justice, sinon du bon sens, et les potences avec lesquelles les généraux entendent résoudre la «*question kurde*».

Au final, un verdict aussi inique qu'absurde et qui sera entendu comme un encouragement à l'action violente. Ce à quoi précisément s'opposaient Leyla Zana et ses collègues condamnés. Le PKK n'aura lui que des raisons de s'en réjouir. Les militaires ne s'en plaindront qui, à la faveur de dix ans de guerre au Kurdistan turc, ont récupéré l'essentiel du pouvoir, et les islamistes encore moins, dont le parti ne cesse de gagner en influence depuis l'interdiction des partis kurdes légaux. Si madame Ciller a pensé qu'une telle décision de justice relevait d'une grande politique, celle-ci porte un nom malheureusement connu : la politique du pire.

*Les députés kurdes condamnés à de lourdes peines de prison*

# Parodie de justice à Ankara

**Un tribunal quadrillé par la police. Un président méprisant. Les arguments des accusés ignorés. Le pouvoir turc avait tout réglé. Résultat : quinze ans de prison pour cinq députés, restés fidèles à leur engagement.**

De notre envoyé spécial.

**L**EYLA ZANA, Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak, Ahmet Turk ont été condamnés, hier, à quinze ans de prison par la Cour de sûreté de l'Etat, à Ankara. Mahmut Alinak et Sirri Sakik devront accomplir quatre ans de prison et Sedat Yurtdas sept ans et six mois.

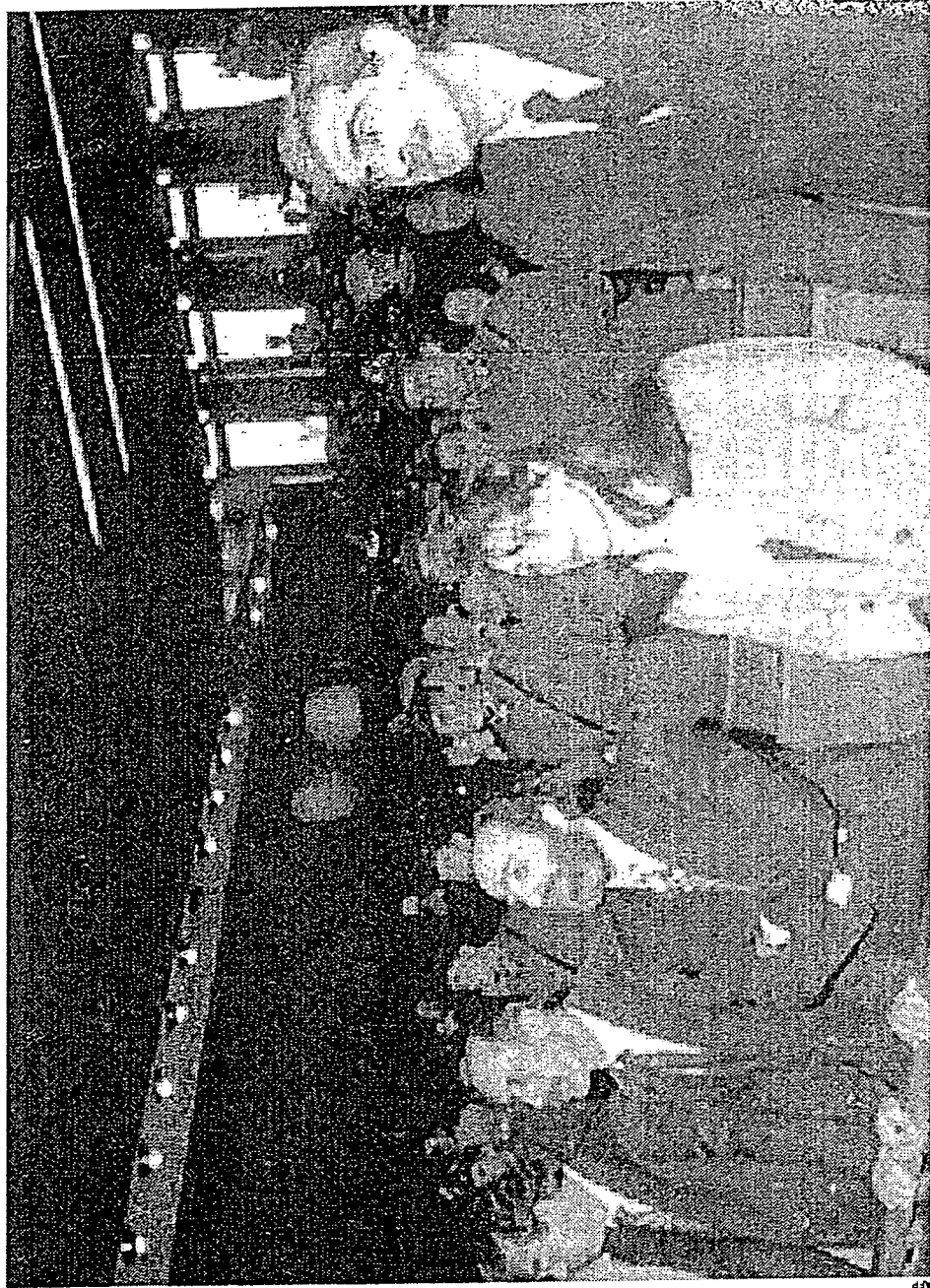
Ces huit victimes de l'arrogance du pouvoir turc ont été condamnées pour avoir défendu, en tant que députés, les idées pour lesquelles ils avaient été élus régulièrement par la population du Kurdistan de Turquie. Leur « crime » consistait à lutter, par la parole et seulement par elle, pour un règlement pacifique du conflit qui ensangante l'est de la Turquie, et pour le respect de l'identité des douze millions de Kurdes de

Turquie dans le cadre de l'Etat turc.

Des centaines de policiers, militaires et autres porteurs officiels d'armes à feu avaient pris place hier matin autour du tribunal. On avait même amené des canons à eau. Et pourtant, malgré cette mise en scène, des centaines de personnes ont convergé vers la salle du tribunal. Il y avait là les familles des députés, des personnalités turques comme le président de la Fondation des droits de l'homme, Yavuz Onen et celui de la Ligue turque des droits de l'homme, Akin Birdal. Tous deux passeront devant la même Cour, le 19 décembre, pour avoir pris la défense publique des huit parlementaires. Il y avait aussi plus d'une centaine d'observateurs, avocats, parlementaires, responsables d'organisations non gouvernementales, venus de toute l'Europe.

## Faites-nous entendre

Dans cette sorte d'amphithéâtre rectangulaire tout le monde s'est entassé dans les tréves, parsemées de policiers et autres agents secrets. En bas, au pied de la tribune, un cordon de militaires et de policiers. De-



Les députés kurdes lors du verdict.

**L'Humanité**

9 décembre 1994

vant eux, quelques bancs pour les futurs condamnés. Derrière eux des enfants et des épouses

des parlementaires. Plus haut, dans une travée, Wedye Dagli, la mère de Leyla Zana, était assise entourée par Aline Pailler, députée européenne venue représenter la gauche unitaire, et Sylvie Jan, présidente de la Fédération internationale démocratique des femmes (1). La tête couverte du foulard traditionnel, le visage douloureux, Wedye Dagli ne parle que le kurde. « Que vous soyez là, à côté de moi, me réconforte. Et c'est déjà beaucoup. Je ne peux pas dire grand-chose, ils sont là-haut », dit-elle en montrant les policiers. « Votre présence nous fait oublier un peu notre peine. S'il vous plaît, faites entendre notre voix à l'étranger car nous avons besoin de vous. »

Il est plus de 10 heures lorsqu'enfin on fait entrer les accusés. Quelques signes de la main. Quelques appels dans la salle. C'est tout ce qu'on ose faire, par peur d'une réaction brutale de la police. Puis entrent les trois juges. C'est à ce moment-là que l'on se rend vraiment compte combien leur mépris et ceux de leurs mandants est grand. Ils ne prennent même pas la peine d'habiller d'un semblant d'apparat leur parodie de justice. Le président marmonne quelques lignes de l'acte d'accusation, l'un ou l'autre prévenu se lève pour parler, il est interrompu, on l'interpelle, il se rassoit. Les avocats avaient de leur côté refusé de siéger, leur rôle étant ignoré.

Le greffier, sur une antique machine à écrire, ne tape que ce que le président lui dicte. Sur le mur, derrière les « juges », une citation d'Ataturk : « La justice est la base du bien de la société. » Et, comme s'il continuait à penser à autre chose, le président du tribunal laisse tomber une nouvelle accusation : « Un témoin, membre du PKK, vous a reconnus lorsque vous avez fait un stage dans un camp terroriste dans la montagne. » La réponse est immédiate : « A cette date-là, nous étions, en compagnie de nos collègues du Parlement, dans un camp... de vacances où nous avaient invités les ministres des Finances et de l'Industrie. » Puis rien. Ou si peu. Le président n'a pas entendu.

## Douleur et colère

Leyla Zana résume ce que disent ses compagnons : « Nous refusons de discuter de prétendues confessions fabriquées par la police. Notre seul objectif est l'établissement d'une société fraternelle dans un pays en paix. » Au bout d'à peine vingt minutes, la question finale tombe : « Y a-t-il encore une autre intervention de la défense ? » Et puis ces messieurs se retirent dans l'arrière-salle, pour, disent-ils, délibérer. L'attente sera longue comme si on voulait nous faire croire à un débat acharné entre les trois compères. A midi et quelques minutes, les juges reviennent, le verdict est prononcé. Les condamnés sont immédiatement et brutalement entraînés par la police.

C'est fini, il n'y a plus que la douleur et la colère. D'abord les applaudissements de la salle pour les condamnés puis les

youyou des femmes. Et puis les larmes discrètes et la colère qu'exprime le président de la Ligue des droits de l'homme turque. « C'est une blessure inguérissable pour les droits de l'homme. En Europe il y a des opinions publiques. Elles doivent nous aider à mener notre combat pour la justice et la démocratie. »

MICHEL MULLER

(1) Outre la délégation de la FIDF et de l'Union des femmes françaises, que dirigeait Sylvie Jan, on notait la présence de M<sup>r</sup> Jacoby, président de la Fédération internationale des droits de l'homme, de M<sup>me</sup> Charrière-Bournazel et Ségolène Royal, avocats des huit parlementaires auprès de la Cour des droits de l'homme de Strasbourg. Etaient également présents dans la salle M<sup>me</sup> Patrice Cohen-Seat, représentant le Comité de défense des libertés, Antoinette Fouque, députée européenne, avec une délégation de l'Alliance des femmes pour la démocratie, ainsi que Harlem Désir venu témoigner en sa qualité d'ancien responsable de S.O.S.-Racisme.

## Point de vue

# Verdict sauvage

LA Cour de sûreté d'Ankara a rendu un verdict sauvage contre les huit députés destitués du DEP qu'elle poursuivait pour délit d'opinion. Aucune charge matérielle n'avait pourtant été retenue contre eux dans ce simulacre de procès où la défense n'avait pu faire entendre aucun témoin ni produire aucune preuve.

Appliquant l'article 125 du Code pénal turc, la Cour de sûreté n'a eu qu'à retenir comme preuve de leur action séparatiste — les rendant, à ses yeux, complices des actes terroristes du PKK — que l'expression au Parlement de leur volonté de voir reconnaître l'identité kurde dans une Turquie où tout le monde pourrait vivre fraternellement.

De l'avis unanime des organisations démocratiques qui avaient délégué des observateurs judiciaires, ce procès politique constitue une très grave violation des droits de l'homme : droit de ne pas être inquiété

pour ses opinions, liberté d'expression, droit à un procès juste et équitable, droit de la défense. Mais il révèle aussi une négation pure et simple de la démocratie puisque les huit députés n'ont été déchus de leur mandat et poursuivis que pour avoir accompli leur mission essentielle : exprimer les opinions, les aspirations et la volonté de ceux qui les ont élus. De la part des autorités turques, cela ne peut répondre qu'à un plan délibéré : étouffer toute velléité d'expression politique et démocratique de la réalité kurde pour rejeter ceux qui ne s'y résigneraient pas dans un activisme terroriste justifiant une répression sanglante poussée, dans le sud-est du pays, jusqu'à une véritable guerre.

En cela, le procès d'Ankara est à la fois humainement insupportable et politiquement d'une très grande gravité. Les condamnés sont ceux-là mêmes qui portent les espoirs d'une solution pacifique à la tragique question kurde. Leur honneur et leur courage exemplaire qui

nouaient toutes les gorges à l'audition de la sentence, c'est de ne s'être départis à aucun moment, même devant le risque de la mort, de cette conviction hautement affirmée.

Les peines prononcées, fallacieusement modulées pour faire croire au juste examen de chaque responsabilité, sont une manœuvre pour tenter d'atténuer l'opprobre internationale et les conséquences que cela pourrait avoir notamment sur les rapports entre la Turquie et l'Union européenne. Les démocrates doivent donc tout faire pour que, dans chaque pays, l'opinion publique se saisisse du sort des huit d'Ankara et exige des gouvernements qu'ils fassent pression sur les autorités turques. La lutte pour Leyla Zana et ses sept collègues n'est pas finie.

PATRICE COHEN-SEAT,  
avocat

Observateur judiciaire représentant le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme.



# Süddeutsche Zeitung

MÜNCHNER NEUESTE NACHRICHTEN AUS POLITIK, KULTUR, WIRTSCHAFT UND SPORT

Freitag, 9. Dezember 1994

## „Nur unsere Meinung gesagt“

Offener Brief der kurdischen Abgeordneten Leyla Zana

*Die Abgeordnete Leyla Zana und sieben andere kurdische Parlamentarier sind in Ankara zu hohen Haftstrafen verurteilt worden. Der Prozeß wurde von Menschenrechtsorganisationen kritisiert. Leyla Zana wandte sich in einem Brief an die Welt, der zuerst in der Washington Post abgedruckt wurde. Wir veröffentlichen Auszüge:*

„Seit 70 Jahren wird die Existenz des kurdischen Volkes geleugnet, das Recht auf die eigene Sprache, Identität und Kultur wird ihm verweigert. Dazu gehörte, daß man die von ihm bewohnten ländlichen Gebiete entvölkerte und die kurdischen Dörfer, Wälder und ihre traditionellen Strukturen zerstörte. Der türkische Minister für Menschenrechte hat eingestanden, daß die Armee in den vergangenen zwei Jahren mindestens 1390 kurdische Dörfer geräumt und zerstört hat. Rund zwei Millionen Kurden wurden vertrieben und ein Dutzend Städte entvölkert. Fünf bis sechs Millionen Kurden wurden durch Staatsterror in einem bereits elf Jahre währenden Krieg in den Ruin getrieben und damit zum Umzug in die Westtürkei gezwungen.

Wir wurden 1991 von Kurden gewählt, damit wir sie vertreten und ihre Interessen und Ansprüche verteidigen, und konnten deshalb nicht schweigen. Als Abgeordnete war es unsere Pflicht, Stellung zu nehmen, nach Wegen zu suchen, um diesen schrecklichen Krieg zu beenden, der unser Land zerrissen hat, und eine friedliche Lösung für die Zukunft der 15 Millionen Kurden in der Türkei im demokratischen Rahmen und innerhalb der bestehenden Grenzen zu suchen. (...) Todeskommandos haben mehr als 2000 Politiker und Menschenrechtskämpfer getötet, die nicht an Kämpfen beteiligt waren. Unter ihnen waren 82 Aktivisten von unserer Kurdischen Demokratischen Partei und 34 Journalisten und Zeitungsverkäufer. Das ist der Preis, den jene zahlen müssen, die es wagen, die offizielle Darstellung der Ereignisse anzuzweifeln. Mein Mann Mehdi Zana, der frühere Bürgermeister der kurdischen Stadt Diyarbakir, hat 15 Jahre im Gefängnis verbracht, weil er offen seine Meinung gesagt hat; derzeit

verbüßt er eine vierjährige Haftstrafe, weil er vor dem Europäischen Parlament aussagte. Ich selbst entging nur knapp zwei Attentaten. Seit dem 5. März sitze ich im Gefängnis. Vorgeworfen werden mir „Verbrechen“ wie die Zeugenaussage vor der Helsinki-Kommission des Amerikanischen Kongresses oder der Carnegie-Stiftung, meine Auftritte bei europäischen Fernsehsendern und die Tatsache, daß ich zur Feier der kurdisch-türkischen Freundschaft im türkischen Parlament einen Satz in Kurdisch gesprochen habe. Meine Kollegen stehen aus ähnlichen Gründen vor Gericht. Beobachter unabhängiger Organisationen, des Europäischen Parlaments und des Europarats kamen zu dem Schluß, daß wir nur angeklagt sind, weil wir offen unsere Meinung gesagt haben. (...) Sie sprachen sich dafür aus, daß man uns freiläßt und unsere Sitze im Parlament zurückgibt.

Premierministerin Tansu Ciller hat gesagt, daß die Kurden die westlichen Regierungen einer Gehirnwäsche unterzogen haben. Die Verantwortlichen verdächtigen die unabhängigen Organisationen als verkappte Terroristen und haben selbst Amnesty International nicht zugelassen. Die Behörden sind Gefangene eines überholten Nationalismus und fühlen sich von „kurdischem Separatismus“ verfolgt. In der schwersten Krise der modernen Türkei eignen sich die kurdischen Abgeordneten perfekt als Sündenböcke. Dieser absurde Krieg hat mehr als 15 000 Menschenleben gefordert und verschlingt fast die Hälfte des Staatshaushalts. Deshalb wollen die Militärführer die Öffentlichkeit mit ein paar kurdischen Opfern beruhigen. Ich bin 33 Jahre alt. 14 Jahre lang habe ich mit der Verfolgung gelebt. Freunde von mir wurden gefoltert oder getötet, nur weil sie mit den Türken in Frieden und Demokratie leben wollen – auf der Grundlage, daß die kurdische Kultur und Identität respektiert wird. Ich liebe das Leben. Aber meine Sehnsucht nach Gerechtigkeit für mein Volk, das im Kampf um Würde und Freiheit leidet, ist größer. Ich werde mich der türkischen Inquisition nicht beugen.“

(Copyright: Washington Post. Übersetzung: Jens Schneider)

TAZ - 9 DEZEMBER 1994

■ Mitgliedschaft in kurdischer Partei war für das Gericht „ungesetzlich“

Ankara (taz) – Hohe Hofstrafen hat gestern das Staatssicherheitsgericht in Ankara gegen acht kurdische Parlamentarier verhängt. Die fünf Abgeordneten der mittlerweile verbotenen „Partei der Demokratie“ (DEP) Leyla Zana, Hatip Dicle, Ahmet Türk, Orhan Dogan und Selim Sadak wurden wegen „Mitgliedschaft in einer bewaffneten Bande“ zu 15 Jahren Haft verurteilt. Der Abgeordnete Sedat Yurttaş muß wegen „Unterstützung einer bewaffneten Bande“ für sieben Jahre ins Gefängnis. Die Abgeordneten Mailmut Alınak und Sirri Sakik, die ebenfalls zu Haftstrafen verurteilt wurden, wurden auf freien Fuß gesetzt, weil ihre Unterstützungshandlung angezweifelt wurde.

Die Abgeordneten traten sich in Haft, seit das türkische Parlament Anfang März ihre Immunität aufgehoben hatte. „Wir haben die Terroristen aus dem Parlament geschmissen“, rühmte sich damals die türkische Ministerpräsidentin Tansu Çiller.

Die Anklage hatte wegen Landesverrats die Todesstrafe gefordert. Angesichts heftiger internationaler Kritik schreckte das Gericht vor der Verhängung der Todesstrafe zurück. Kurzerhand wurden an gestrigen Prozeßtag die Strafrechtsparagraphe 168 und 169 zur Anwendung gebracht.

„Dieser Prozeß ist ein Komplott. Wir wollen Frieden. Wir wollten das Blutvergießen stoppen“, erklärte die Abgeordnete Leyla Zana kurz vor der Urteilsverkündung. Unter rechtlichen Gesichtspunkten ist die Urteilsbegründung eine Farce. Die Antwort darauf, wie die Abgeordneten im Parlament in aller Öffentlichkeit als „bewaffnete Terroristen“ agiert haben sollen, bleibt das Gericht schuldig. Die Gesinnung der gewählten Parlamentarier war für das Staatssicherheitsgericht Grund genug, von einer PKK-Mitgliedschaft auszugehen. Die Abgeordneten hätten „intensive separatistische Tätigkeiten ausgetübt und die Massen aufgehetzt“, heißt es in der Urteilsbegründung. Beweis: das „Nicht-Singen der türkischen Nation-



Sie ist 31 und muß für 15 Jahre in den Knast: Leyla Zana

„Dahymine“ auf einem Kongreß der DEP und das Fehlen einer Büste des türkischen Republikgründers Atatürk in der DEP-Parteizentrale.

Außerdem hätten die Abgeordneten in der internationalen Öffentlichkeit als PKK-Militante gewirkt. Auch die Abgeordneten Mahmut Alınak, Sirri Sakik und Sedat Yurttaş wurden wegen öffentlicher Reden als „Unterstützer einer bewaffneten Bande“ verurteilt.

„Dieser Prozeß hatte wenig mit Recht zu tun“, erklärte Rechtsanwalt Yusuf Altıntaş nach der Urteilsverkündung, der alle Verteidiger aus Protest ferngeblieben waren. Die Anwälte wollen in Revision gehen und eine Klage vor dem Europäischen

Gerichtshof für Menschenrechte in Straßburg einreichen.

Während des Prozesses waren alle Beweisunterlagen der Verteidigung abgelehnt worden. Der Angeklagte Orhan Dogan, nunmehr zu 15 Jahren Haft verurteilt, formulierte es klipp und klar: „Das Urteil wird nicht in diesem Gerichtssaal, sondern in der Residenz von Ministerpräsidentin Tansu Çiller gefällt.“

Zahlreiche Delegationen von internationalen Menschenrechtsorganisationen und Parlamentariern waren nach Ankara zur Urteilsverkündung gereist. „Dies ist ein Terrorurteil“, kommentierte der sozialdemokratische Europa-Abgeordnete Jean-Jacques Sakellariou. Die französische Ab-

Foto: Leon Mirrevel

geordnete Segolene Royal sagte, die Türkei habe keinen Platz in Europa, und Bundesaußenminister Klaus Kinkel (SPD) äußerte im Namen der Bundesregierung „Betroffenheit“.

Die deutsche Polizei zeigte sich auf ihre Art betroffen: Sie startete in Südbessen, Baden-Württemberg und Bayern eine der größten Durchsuchungsaktionen gegen kurdische Vereine und Wohnungen seit dem Verbot der PKK in Deutschland im März dieses Jahres. Nach Polizeiangaben wurde Propagandamaterial der Arbeiterpartei Kurdistans gefunden. Etwa 20 Personen seien festgenommen worden, sind aber inzwischen wieder auf freiem Fuß. Ömer Özveren

15 Jahre Haft für Leyla Zana

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

FRIDAY, DECEMBER 9, 1994

# Kurdish Lawmakers Sentenced by Turkey

## Case Draws Western Charges Of Human-Rights Violations

By Kelly Couturier  
*Washington Post Service*

ANKARA — In a trial that has raised questions about the limits of democracy in Turkey, a Turkish court sentenced eight Kurdish members of Parliament to prison terms ranging from 3 to 15 years on Thursday for their involvement with a Kurdish separatist terrorist group.

Hours before the sentences were announced, the State Security Court dropped treason charges — which carried the death penalty — against the eight. Seven of the Kurds were members of the pro-Kurdish Democracy Party, abolished by the government in June. Instead, they were charged under articles of the Turkish penal code that involve aiding and abetting outlawed groups.

Sentenced to 15 years were Leyla Zana, the only woman in the group, as well as Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan and Selim Sadak for urging support for the outlawed Kurdish Workers Party, or the PKK, the Marxist separatist group that has been waging a bloody insurgency in the country's south-eastern provinces for more than a decade, and for acting on orders from the Workers Party leader, Abdullah Ocalan.

Sedat Yurttas was sentenced to seven and a half years in prison for urging people to support the Workers Party and praising its cause, and Sirri Sakik and Mahmut Alinak were each given a three-and-a-half-year sentence for spreading sep-

aratist propaganda; however, their release was ordered on the grounds that they had already spent nine months in jail.

Six of the deputies have been jailed since March, when their parliamentary immunity was lifted at the request of the State Security Court, which handles cases related to terrorism. The two others were arrested after the Democracy Party was abolished in June.

Videotaped speeches and taped telephone calls were used as evidence in the trial, which was widely decried by human-rights activists in Turkey and the West as a denial of freedom of speech and the democratic process.

Turkey is to sign a customs union agreement with the European Union this month, but the trial has further damaged its ties with the West, which has been pressuring Turkey to improve its human-rights record. The European Parliament suspended contacts with Turkish counterparts over the trial, and international observers said they would protest the sentencing to international organizations.

The U.S. State Department stated its "deep concern" over the trial, while President François Mitterrand of France sent a letter to European leaders urging support for the Kurdish parliamentarians. Turkey has grown increasingly sensitive to outside criticism of its handling of the Kurdish conflict, stressing that there is no "Kurdish problem" in Turkey, only a terrorism problem.

**LE FIGARO** 9 décembre 1994

Paris et Bonn critiquent le verdict d'Ankara

## Quinze ans de prison pour cinq députés kurdes

*Le délit d'opinion reste durement frappé en Turquie, où la lutte contre la guérilla kurde a fait 13 000 morts en dix ans.*

Verdict politique au procès de huit députés kurdes du Parlement turc, hier à Ankara.

Les sept hommes et une femme, Leyla Zana (épouse du maire de Diyarbakir, capitale du Sud-Est), ont échappé à la peine capitale. La Cour de sûreté a modifié in extremis l'acte d'accusation : ils n'étaient plus poursuivis pour « séparatisme » mais pour « appartenance et aide à bande armée », c'est-à-dire pour avoir entretenu des contacts avec les marxistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Cinq des huit parlementaires, dont Leyla Zana, ont été condamnés à quinze ans de prison, un autre à sept ans et demi et les deux derniers à trois ans et demi ; ces derniers ont été libérés en raison du temps passé en détention préventive. Les députés, qui appartenaient au Parti de la démocratie (DEP), dissous en juin, se pourvoieront en cassation. Le déroulement de ce procès, le plus explosif des dernières années en Turquie, était suivi attentivement à l'étranger : d'abord dans l'Union européenne, à laquelle Ankara est depuis de longues années candidate.

Le président Mitterrand, qui a permis l'installation à Paris d'un Institut kurde, avait prévenu qu'une condamnation à mort aurait constitué « une atteinte grave aux droits de l'homme et à la charte de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) ».

Les Etats-Unis ont eux aussi pris leurs distances, ce qui est nouveau. Après que le congrès eut suspendu une fraction de l'assistance militaire à son allié turc (naguère rempart oriental de l'Otan face à l'URSS), le Département d'Etat déclarait : « Il est difficile de comprendre comment des députés

peuvent être privés de leur immunité et mis en jugement pour avoir exprimé leur opinion. » La condamnation à mort a été évitée. C'est significatif, mais pas autant qu'il n'y paraît. Un journaliste turc déclare : « Personne n'a été exécuté ici depuis dix ans. »

Interrogé sur le verdict, Alain Juppé a déclaré : « La Turquie est un pays ami ; et elle a le droit de lutter contre le terrorisme, mais elle doit respecter les règles fondamentales de la démocratie, notamment en matière de justice. » Son collègue allemand Klaus Kinkel a annoncé : « Je continuerai à utiliser mes nombreux contacts pour défendre les députés condamnés. »

### Partis interdits

Ce procès laisse entier le problème de la représentation politique de ceux des Kurdes qui ne veulent pas se couler dans le moule des grands partis nationaux turcs. En renonçant ainsi à leur « kurdité », ils peuvent accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat. L'avant-dernier ministre des affaires étrangères, Ismet Cetin, était kurde. En revanche, les partis kurdes (HEP puis DEP) sont dissous les uns après les autres par l'Autorité publique. Le Hadeb est né après la disparition du DEP en juin. Mais les élites kurdes, souvent plus « autonomistes » que « séparatistes », sont de plus en plus barrées de l'activité politique par des procès comme celui qui vient de s'achever. En attendant, la guerre se poursuit dans le Sud-Est. Elle a fait 13 000 morts en dix ans. L'état-major avait prédit la fin de la rébellion d'ici à la fin 1994. On n'en est pas loin.

Claude LORIEUX (avec AFP)

LE SOIR DE BRUXELLES 9 décembre 1994

Le verdict a suscité une vague de critiques un peu partout

## Turquie : lourdes peines pour les députés du DEP

Le verdict tant attendu est enfin tombé : les huit députés kurdes du DEP, le Parti de la démocratie — dissous en juin pour « séparatisme » — ont été condamnés à des peines sévères par la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara : Ahmet Turk, Leyla Zana, Orhan Dogan, Hatip Dicle et Selim Sadak se sont vu infliger 15 années de prison; Sedat Yurtas en a « récolté » sept et demi; Mahmut Alinak et Sirri Sakik ont été condamnés à trois ans et demi d'emprisonnement mais ont été libérés parce qu'ils avaient purgé dix mois de détention préventive, soit près du tiers de leur peine.

Motif de ces condamnations : « appartenance » ou « aide » à une « bande armée » — autrement dit le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte contre l'État turc dans les régions à majorité kurde du pays. Des charges qui ont été modifiées in extremis puisque, jusqu'à hier matin, les huit députés étaient accusés de « séparatisme » et « atteinte à l'intégrité de l'État », des crimes passibles de... la peine capitale.

Un revirement de la Cour de Sûreté de l'État probablement dû aux multiples démarches effectuées ces derniers jours par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, parlementaires ou chefs d'État de pays européens — le président Mitterrand lui-même avait proposé lundi à ses partenaires de l'Union européenne de s'associer en un appel pour que la peine de mort ne soit pas prononcée à l'encontre des huit députés.

Mais la modification des charges ne suffira pas pour éviter à la Turquie une avalanche de critiques. Dès l'annonce des peines, les défenseurs des droits de l'homme et membres de délégations étrangères venus soutenir les accusés ont condamné ce verdict et promis d'agir de-

vant différentes instances internationales. Selon eux, ce procès était une atteinte à la liberté d'expression et aux principes de la démocratie parlementaire puisqu'il n'était pas reproché aux accusés d'actes de violence mais seulement des propos séditieux.

### « LA TURQUIE N'A PAS SA PLACE EN EUROPE »

La Turquie n'a pas sa place en Europe, a déclaré Ségolène Royal, députée française membre d'une des délégations étrangères qui avait été admises au Tribunal. Elle a indiqué que des groupes européens de défense des droits de l'homme et plusieurs organisations non gouvernementales allaient se fédérer pour défendre la cause des huit condamnés. Contestant l'équité du procès, M<sup>me</sup> Royal a ajouté que cette fédération fera en sorte que le respect des principes démocratiques soit un préalable à l'approfondissement de l'entrée de la Turquie dans l'Europe.

Le gouvernement allemand, quant à lui, a annoncé qu'il continuerait à faire pression sur les autorités turques, au cours de leurs nombreux contacts, pour défendre les députés condamnés.

Le ministre belge des Affaires étrangères, Frank Vandebroecke, a de son côté convoqué l'ambassadeur de Turquie à Bruxelles. Et il fait clairement savoir qu'il entend poursuivre la politique de son prédécesseur, Willy Claes, qui avait insisté à plusieurs reprises auprès de la Turquie pour que soit trouvée une solution politique au problème kurde dans ce pays.

Hier, à la Chambre, Frank Vandebroecke avait d'ailleurs encore qualifié d'inadmissibles les pratiques répressives de l'armée turque, en ajoutant que la majorité des observateurs et des partis en Turquie même se rendent bien compte que les

forces militaires ont dépassé les bornes.

Le Premier ministre turc, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, devançant toutes les critiques, a publié immédiatement après l'annonce des peines un communiqué dans lequel elle estimait que le verdict lui-même prouvait que les cours et tribunaux étaient impartiaux et indépendants, soulignant que la Turquie n'était pas le seul État d'Europe où des parlementaires ont été poursuivis et condamnés. M<sup>me</sup> Ciller rappelant en outre que le droit de se pourvoir en appel existe.

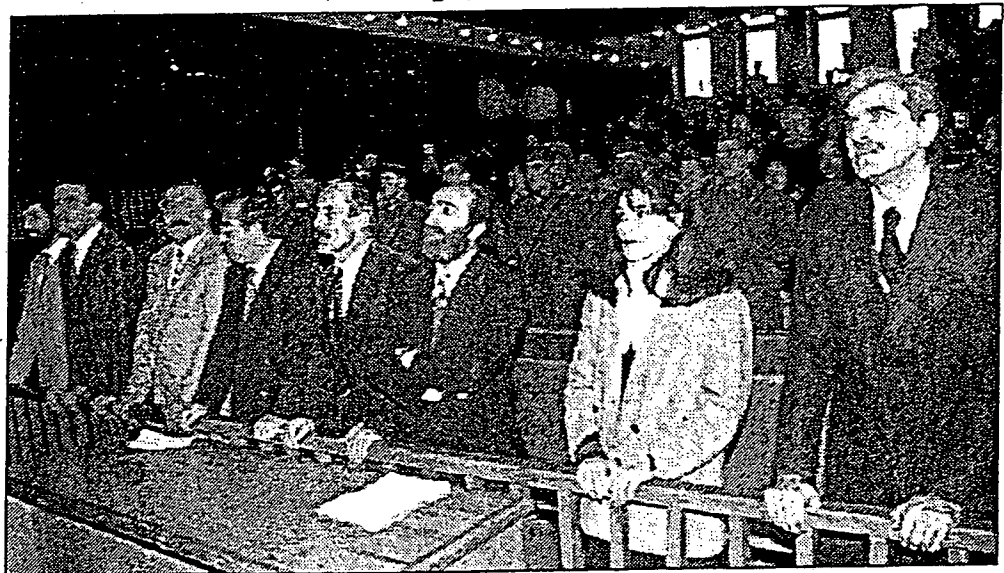
Le ministre turc de l'Intérieur, Nahit Mentese, a quant à lui déclaré : *Chacun doit être sûr que le Parlement turc reste soumis à la démocratie. Les cours et tribunaux de Turquie restent soumis à la loi. Il aurait sans aucun doute été préférable qu'aucun député démocratiquement élu ne s'associe à une organisation terroriste qui viole la démocratie. Les démocraties ont le droit de se défendre.*

### RÉACTIONS INDIGNÉES EN TURQUIE

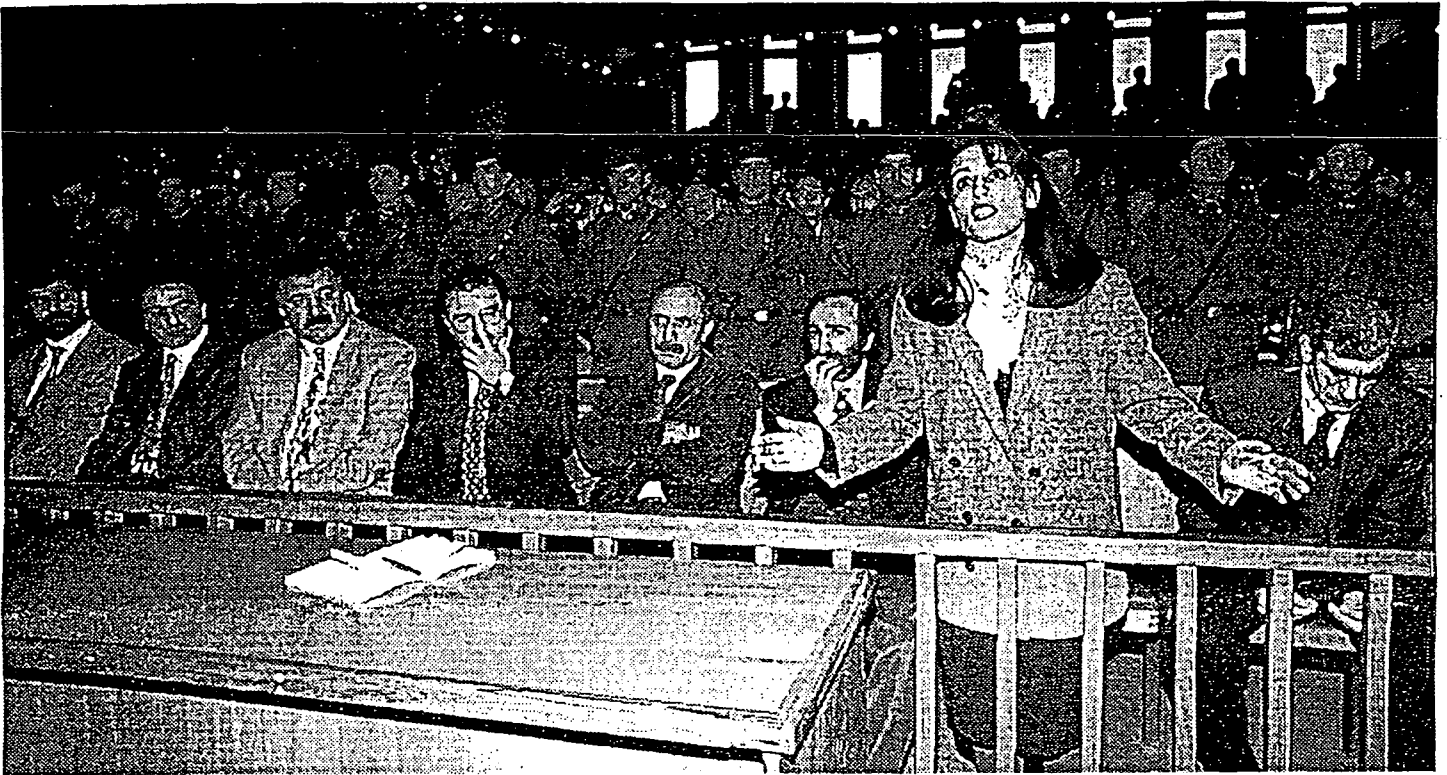
Des déclarations qui ne convainquent pas tout le monde en Turquie, où ont fusé des réactions indignées. Yusuf Alatas, porte-parole des quelque 200 avocats de la défense, a annoncé qu'un pourvoi en cassation serait déposé contre ces condamnations. *De toute façon, nous n'avons plus confiance dans la justice turque. Ce procès n'est pas légal mais politique, a-t-il déclaré.*

Ce n'est pas humain, a estimé pour sa part Akin Birdal, président de l'association turque des droits de l'homme. Avant de conclure amèrement : *C'est un verdict politique qui pourrait nuire à toute attente de la population turque d'une démocratisation et d'une libéralisation des idéologies.*

A. Gn (avec AFP et B.)



Les députés du DEP à l'écoute du verdict : des peines de trois ans et demi à quinze ans de prison. Photo EPA.



Leyla Zana, one of eight Kurdish members of the Turkish parliament accused of backing the banned Kurdish Workers' party, delivers her final defence speech yesterday at the end of their trial in Ankara. Ms Zana was jailed for 15 years. Four of her co-de-

fendants – watching from the front row – received 15-year sentences and the other three were given sentences ranging from 3½ to 7½ years. European Union MPs who attended the trial were angered by the verdicts. Report, Page 14

Picture: Associated Press

FINANCIAL TIMES  
Friday December 9 1994

Verdict casts shadow over proposed EU links

## Bonn expresses concern at jailing of Kurd MPs

By Bruce Clark and agencies

Eight Kurdish members of the Turkish parliament were sentenced yesterday to jail terms of up to 15 years, in a verdict that will intensify concerns in western Europe about Ankara's human rights record.

European Union MPs at the trial were angered after the verdicts were read. Regret at the sentences was immediately expressed in Bonn by German foreign minister Klaus Kinkel. "The German government regrets that the court case ended in long jail terms. It assumes that the verdicts will be reviewed in the appeals process," Mr Kinkel said.

Charges of treason against the Kurdish MPs, which carry the death penalty, were dropped.

The defendants were accused of supporting the banned Kurd-

ish Workers' party (PKK), a Marxist group which is fighting for a separate state in south-eastern Turkey.

Five of the defendants – including Ms Leyla Zana who denounced the "political and legal absurdities" of her trial in the Washington Post this week – were given 15-year jail terms.

They were accused of acting on orders from Abdullah Ocalan, the PKK leader, of visiting his headquarters, and of urging people to support the PKK.

Another defendant was given a 7½-year term for urging support for the PKK and for praising its cause. Two more parliamentarians were given 3½ years each for spreading separatist propaganda.

Mr Yusuf Alatas, a spokesman for the defence lawyers, said the parliamentarians would appeal. "We no longer have trust in

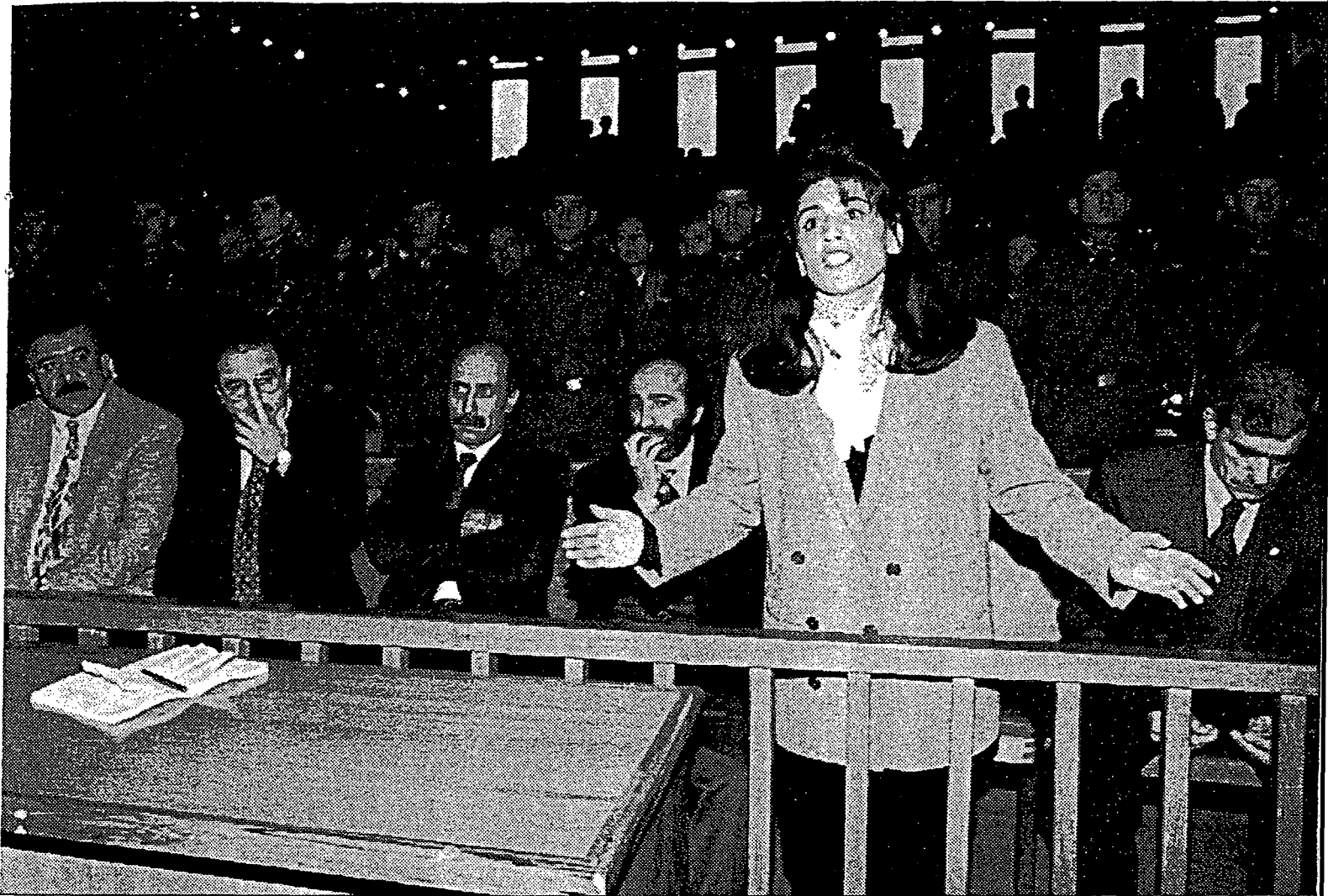
Turkish justice," he said, adding: "This trial has not been a legal but a political case."

Diplomats said the verdict will cast a shadow over a meeting of EU ministers on December 19 at which a long-awaited Turkish-EU customs union will be discussed.

German parliament president Rita Süßmuth, a member of Chancellor Helmut Kohl's Christian Democrat party, said in Bonn that the decision would strain Ankara's ties with the European Union. "Today's tough sentences are, especially on the day before the EU summit in Essen, a highly questionable signal for future relations between Turkey and the European Union," she said.

In Germany yesterday, police conducted raids on 76 homes and offices which they said were aimed at cracking down on the PKK.





Leyla Zana, one of the eight MPs alleged to support the Kurdish Workers' Party, delivers her final address to the court yesterday

## Kurdish MPs are jailed for 15 years

THE MOST controversial trial in Turkey's recent political history ended yesterday, when five Kurdish MPs were jailed for 15 years by a special Ankara court on charges of assisting and belonging to the outlawed Kurdistan Workers' Party, the PKK.

Relatives of the Kurdish MPs beat their chests and ululated frenziedly as the judge began to read out the sentences in a courtroom packed with lawyers, journalists and foreign human-rights activists. Shrieking wives, mothers and children were bundled out of the courtroom as rows of gendarmierie soldiers guarding the Kurdish MPs looked on impassively.

The deputies, however, flashed their broadest and brightest smiles, applauding loudly and waving to crowds of supporters in apparent mockery of the court decision.

Selim Saddak, an MP from the south-eastern province of Sirnak, shouted, "We will struggle on till the bitter end", as Kurds in the audience started chanting Kurdish

slogans. Saddak, Ahmet Turk, Leyla Zana, Orhan Dogan and Hatip Dicle were sentenced to 15 years. Sedat Yurtdas of Diyarbakir province was given a seven-and-a-half-year sentence.

Two others, Sirri Sakik from the south-eastern province of Mus, and Mahmut Alinak, of Sirnak, were released since the time they have already spent in prison matched their sentences.

Mr Nusret Demiral, the chief prosecutor, had been seeking capital punishment for the eight. None was accused of committing any act of violence.

Their crime under a special anti-terror law was to have promoted separatism under orders from the PKK leader, Abdullah Ocalan. Evidence compiled against the MPs included secret tape-recordings of wireless conversations between some of them and Ocalan, whom they allegedly referred to as "Chief". Mr Yusuf Alatas, chief

By Amberin Zaman in Ankara

counsel for the defence, who, along with the whole defence team, boycotted yesterday's hearing, said the trial was political "from start to finish". He said the verdict had been passed long before the trial began.

The Turkish Prime Minister, Mrs Tansu Ciller has repeatedly denied such accusations. The judiciary was an independent body and could not be tampered with by politicians, she has said.

Mr Alatas said her arguments were "insincere", adding that it was Mrs Ciller herself, with the full backing of the Turkish military, who had spearheaded the campaign against the deputies. She had pledged to "kick the PKK out of parliament".

The campaign had begun when the MPs were stripped of their immunity and it culminated in their arrest and in the banning of their pro-Kurdish Democracy party earlier this year. The moves were widely condemned abroad; the European Parliament has frozen

relations with Turkey until all the deputies are acquitted. But they have received strong approval at home.

The deputies' consistent refusal to speak up against PKK violence, including a sustained guerrilla campaign of murdering the families of Kurds siding with the government, caused national outrage.

The response of an Ankara taxi driver yesterday to a Turkish journalist, who complained that the country had been disgraced, spoke volumes about the public mood. "Why, were the sentences too light?" he asked. It was still not clear yesterday whether the defence would appeal against the verdicts. It has seven days to do so.

Diplomats and European observers condemned the sentences yesterday. They are likely further to isolate Turkey, an aspiring European Union member, which prides itself on being the only western-style democracy in the Islamic world.

# Verdict causes quake

## TURKISH FRONT

### Western outcry angers Demirel

PM Çiller and Yılmaz back the President on court independence, while Social Democrats fear verdicts may strengthen PKK's hand

*TDN Parliament Bureau*

ANKARA - President Süleyman Demirel on Friday reacted angrily to the Western criticism of the sentencing of eight pro-Kurdish deputies, saying the trial judges, Parliament and the Constitutional Court had acted independently in cracking down on separatism.

Prime Minister Tansu Çiller and the opposition chief joined in his backing of the verdict while but government-partner Social Democrats sided with foreign critics, saying it would isolate Turkey and block efforts for a peaceful settlement of the Kurdish problem.

The State Security Court on Thursday handed down jail sentences ranging from 3.5 to 15 years on one independent deputy and seven former pro-Kurdish deputies tried for alleged links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) fighting a separatist war in the southeast.

The court freed two politicians on parole, while one who got 7.5 years and five others given 15 years were expected to serve about a third of their sentences pending confirmation by the appeals court.

They had been stripped of their parliamentary



Mahmut Alınak, the independent Şırnak deputy, talked to TDN's Sinan Yılmaz in his house after 10 months in jail.

Photo Ali Fuat Ulay



# at home and abroad

immunity last March, paving the way for their arrest and trial. The Constitutional Court later banned their Democracy Party (DEP). The verdict caused vociferous protests from Turkish and foreign human rights activists and politicians who threatened agitation to bar Turkey's integration with Europe.

"There's no need for anybody to wail: neither here, nor abroad," Demirel said, addressing himself to the critics while touring the Parliament. "Now, what's Europe telling us? Well, let these people out of jail.' Just what does the man who says this thinks Turkey is? Turkey is a state of law. No one is grabbed from his collar and taken anywhere for no reason," he said.

He stressed that those appealing to him as the president (for the release of people from prison) "should be knowledgeable enough to know that I am not the one who has put them there." "If the person they appeal to (for the release), either myself or the others, can take prisoners out of jail, it means that they can also put them in and this will be something very grave. What do they think Turkey is?"

If there was any injustice, there were 428 (Turkish) deputies in Turkey to protest that, Demirel noted, adding that he has been saying all along that if the system works, there will be a solution for everything.

He said the judges in Turkey were independent, and "prosecutors were the eyes and ears of the state and its laws." "But there is also an unrestricted defense. What's more, the justice in Turkey is multi-tiered. The sentences are open to appeal. They are also open to the European Human Rights Court," Demirel added.

The president said the state prosecutors took up the issue (of the pro-Kurdish deputies) in the face of threats aimed at the unity of the state and the case went through normal procedures. He said that in lifting the immunities of the former (pro-Kurdish Democracy Party) DEP deputies, Parliament had exercised its own free will, and no one gave orders to the Constitutional Court when it decided to close the party.

Demirel avoided comment on the length of the sentences, saying otherwise he would have substituted himself for a judge. "As president, it (the verdict) does not concern me. For nearly 40 years I struggled for democracy, for law in this country. It's a free judiciary and it has given its decision."

Earlier, Prime Minister Tansu Çiller expressed similar views in a statement issued from her office after the sentencing saying they proved that the courts were independent in Turkey. In her message Çiller said Turkey was not the only country where members of Parliament were sentenced and there were those among the Council of Europe members. She said in one European state more than three deputies had been sentenced because of links

with a terrorist organization although she did not name the country.

But the spokesman for Çiller's government allies attacked the verdicts, which, he said would definitely be overturned either by the appeals court or the European Human Rights Court.

Cahit Karakaş, a senior official of the Social Democratic People's Party (SHP) said there was no European country in which a politician could be stripped of his parliamentary immunity or sentenced because of his political views and any sentencings would be over ordinary crimes.

He said he hoped that the European Court of Human Rights would correct the mistake.

The verdict against the Kurdish politicians would strengthen the hands of those advocating violence, the SHP official said, in apparent reference to the PKK.

Chairman Mesut Yılmaz of the main opposition Motherland Party, on the other hand, disputed the European critics' right to threaten action against Turkey's integration.

"Turkey has met the legal requirements for the customs agreement with the European Union. Forgetting everything that has been done so far and tying the issue to human rights now, will be a negation of contractual agreements," Yılmaz said. "Shall we close our courts in order to open the doors to Europe? This is absurd," the ANAP leader commented. "But, alas, we do not have a government at present with enough

self-confidence to tell this to the Europeans," he added as a jibe to Çiller.



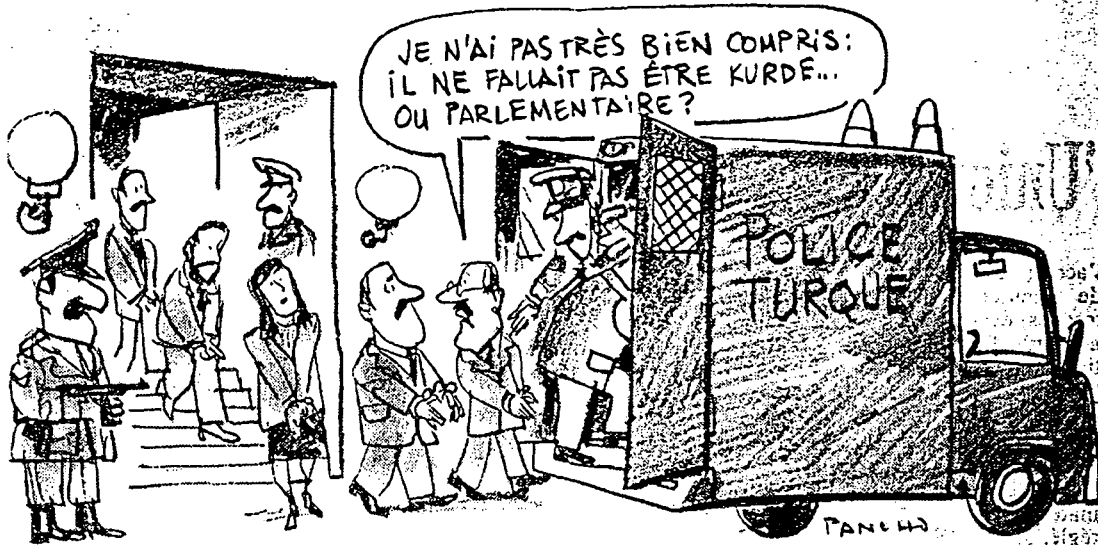
Sirri Sakık, a former deputy from the now banned Democracy Party

SATURDAY, DECEMBER 10, 1994

Turkish Daily News

TURQUIE

# Cinq députés kurdes ont été condamnés à quinze ans de prison



ANKARA

de notre envoyée spéciale

En grand nombre, les observateurs étrangers, les journalistes et les parents des accusés étaient assis en rangs serrés dans la salle de la Cour de sûreté de l'état d'Ankara, jeudi 8 décembre, pour attendre le verdict à l'encontre de huit ex-députés turcs d'origine kurde, accusés de « séparatisme ». A leur arrivée, ces derniers furent accueillis par des tonnerres d'applaudissements, dans une atmosphère qui rappelait plus une première de cinéma qu'un procès politique. Souriant à belles dents et saluant de la main leurs partisans, les députés semblaient en bonne forme.

Estimant que l'issue de ce procès avait été décidée à l'avance, ils avaient refusé de se défendre contre les accusations dont ils étaient l'objet. Leurs avocats, en signe de protestation, n'étaient pas présents dans la salle du tribunal. Si, dans la matinée, les juges avaient abandonné les chefs d'accusation de haute trahison, qui rendait passible les accusés de la peine de mort, les peines infligées sont néanmoins très lourdes. Cinq des parlementaires-Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak et Ahmet Turk-ont été condamnés à 15 ans de prison, pour « assistance à un groupe armé », en vertu de l'article 168 du code pénal. Sedat Yurtdas, de son côté, devrait purger sept ans de prison alors que Mahmut Alinak et Sirri Sakik, condamnés à 3 ans et demi de détention, ont été libérés en attendant la décision de la cour d'appel.

Les juges ont fondé leur décision sur les « preuves » recueillies dans un dossier de 450 pages dont les parlementaires kurdes contestent l'authenticité, dans lequel figuraient des extraits de discours, des photos, des témoignages de repentis, ainsi que des enregistrements de conversations téléphoniques entre certains des députés et Abdullah Ocalan, le dirigeant du PKK, le parti de la minorité kurde.

L'annonce du verdict a glacé l'atmosphère. « C'est une honte pour la Turquie. Vous ne pouvez pas envoyer des gens en prison sans leur donner les moyens de se défendre ! », a protesté Yusuf Alatas, un des principaux avocats sur la liste des 325 défenseurs inscrits aux dossiers des accusés. Si l'on en juge par les réactions des parlementaires étrangers qui s'étaient déplacés pour observer le procès, les conséquences de ce verdict pourraient être lourdes pour la Turquie. « J'espère que la Turquie sera virée du Conseil de l'Europe, ce pays n'a plus rien à faire dans cette organisation », a déclaré Ségolène Royal, député socialiste, qui s'est déclarée « assommée » par les peines infligées.

**Nous sommes tristes**

D'autres observateurs ont tenté une approche plus nuancée et plus susceptible d'être entendue par les autorités turques. « Nous sommes tristes parce que la Turquie est un pays ami. Nous espérons que les forces démocratiques en Turquie vont œuvrer avec nous pour que ces deux peuples puissent cohabiter sur cette terre », a observé la députée

européenne Antoinette Fouque. Le premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, a publié un communiqué après le verdict, affirmant que celui-ci prouvait « l'impartialité et l'indépendance des tribunaux turcs ». M<sup>me</sup> Ciller a ajouté que les parlementaires pouvaient faire appel ou entamer une procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme.

NICOLE POPE

**Le Conseil de l'Europe demande l'annulation des condamnations.**

Le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a souhaité, jeudi 8 décembre, que les condamnations des ex-députés kurdes « soient annulées en cassation » car le « sens de la justice » doit prévaloir. Selon Miguel Anjel Martinez, cette décision de justice souligne « la nécessité et l'urgence » de « rendre conforme la législation turque aux normes et valeurs européennes ».

**Le gouvernement allemand veut poursuivre ses pressions sur Ankara.**

« Je continuerai à utiliser mes nombreux contacts avec le gouvernement turc pour défendre les députés condamnés », a déclaré jeudi le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel.

**Washington « profondément préoccupé ».**

« Rappelant les impératifs « d'équité » et « d'impartialité », les Etats-Unis se sont dits « profondément préoccupés » par le verdict prononcé à l'encontre des députés. Washington rappelle que la lutte contre le terrorisme « doit se faire en accord avec les critères les plus élevés dans le domaine des droits de l'homme ».

## La Turquie dans l'impasse

LA Cour de sûreté de l'Etat ayant, en dernière minute, levé les plus graves accusations portées contre eux, huit députés kurdes de Turquie accusés de séparatisme ont donc sauvé leur tête. Mais qui pourra se satisfaire d'un verdict, rendu jeudi 8 décembre à Ankara, qui condamne cinq d'entre eux à quinze années d'emprisonnement au terme d'un procès tronqué ?

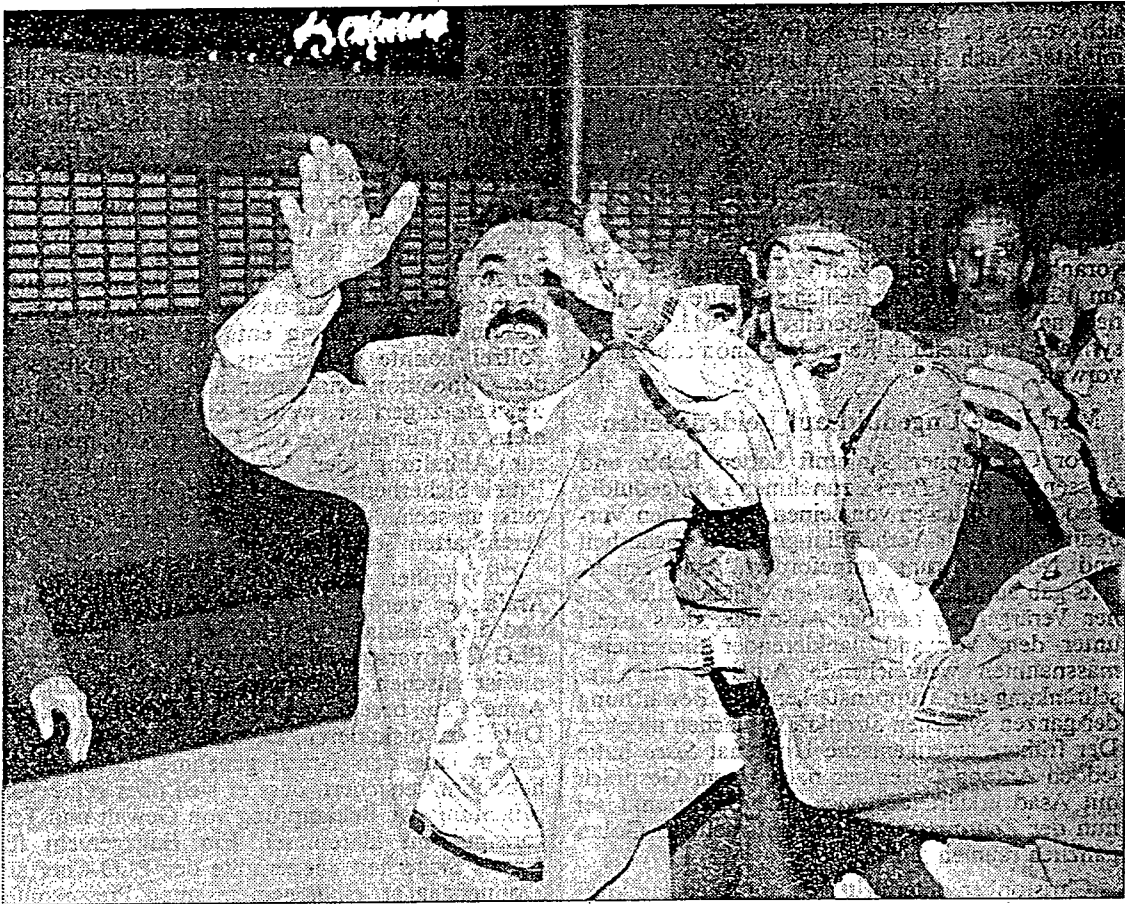
Au moment où la Turquie frappe de nouveau aux portes de l'Union européenne, au moment où les dirigeants du PKK, le principal mouvement kurde, renonce au séparatisme, sinon à la lutte armée et au terrorisme, ce jugement va tout à la fois entamer le crédit d'Ankara à l'étranger, exacerber les ressentiments des Kurdes et encourager les plus extrémistes d'entre eux à relancer la violence. Il va aussi attiser un « sentiment national », qui n'existait pas en tant que tel à l'origine. S'ils se sont toujours battus pour la reconnaissance de leur culture, les Kurdes de Turquie ne revendiquent pas, dans leur majorité, et au contraire de leurs cousins irakiens, une autonomie territoriale.

LES treize mille victimes de la guerre - appelons par son nom l'offensive menée par les autorités militaires en Anatolie -, les villages rasés, les populations déplacées ont fait de cette région une zone sinistrée. Tout semble indiquer que les autorités turques n'ont pas l'intention d'en finir avec cette politique de force. Comme elles ne semblent pas, non plus, disposées à accorder à la

minorité un minimum d'autonomie culturelle. Confrontée à des militaires qui ont récupéré, grâce à cette guerre en Anatolie, leur influence perdue dans les urnes, devant faire face à une menace islamiste de plus en plus pressante, dans un climat général dominé par le nationalisme, M<sup>me</sup> Ciller n'a pas, semble-t-il, l'autorité nécessaire pour tenter « autre chose » vis-à-vis des Kurdes. Elle ne peut pas, ainsi, proposer une politique d'ouverture qui permettrait de sortir de l'impasse dans laquelle se sont fourvoyés les gouvernements successifs depuis dix ans et de mettre fin à la fatale dialectique répression-terrorisme.

LES organisations de défense des droits de l'homme n'ont pas été les seules à s'émouvoir du verdict d'Ankara puisque plusieurs capitales ont déjà exprimé leur désapprobation. Celles-ci devraient maintenant en tirer des conclusions concrètes, par exemple en ce qui concerne les suites à donner à la demande de la Turquie d'adhérer à l'Union européenne. Ce ne sera pas facile, compte tenu du rôle primordial joué par ce pays dans une zone particulièrement fragile et menacée. Maillon essentiel du dispositif occidental dans cette région, la Turquie sait à quel point les Occidentaux ont besoin d'elle. Plutôt que de se contenter d'un hypothétique strapontin au sein de l'Union européenne, Ankara semble préférer maintenant assumer totalement son statut de puissance régionale.

C'est sans doute la fatalité d'un pays qui n'en finit pas de choisir entre la dictature et la démocratie, entre l'islam et la laïcité, entre l'Orient et l'Occident. Et qui sait que cette ambivalence lui vaut d'être, tout à la fois, courtisé et craint.



Soldaten versuchen, den verurteilten kurdischen Abgeordneten Selim Sadak gewaltsam aus dem Gerichtssaal zu bringen. (Bild ap)

## Hohe Haftstrafen für kurdische Abgeordnete

### Internationale Proteste gegen die Türkei

Ein Sondersicherheitsgericht in Ankara hat am Donnerstag die acht des Hochverrates angeklagten kurdischen Parlamentarier zu Haftstrafen bis zu 15 Jahren verurteilt. Die Urteile gegen die Parlamentarier, die lediglich wegen ihrer Äusserungen bestraft wurden, dürften in der Türkei den Konflikt zwischen Kurden und Türken weiter anheizen und den Weg der Türkei nach Europa erschweren.

it. Ankara, 8. Dezember

Ein Staatssicherheitsgericht in Ankara hat am Donnerstag nachmittag im Prozess gegen acht kurdische Parlamentarier sämtliche Angeklagten zu Haftstrafen zwischen 3½ und 15 Jahren verurteilt. Die Angeklagten reagierten auf ihre Verurteilung lediglich mit Applaus, als hätten sie von der türkischen Justiz ohnehin nichts anderes erwartet. Die Verteidigung sprach von einem «rein politischen Schauprozess», während die zahlreichen europäischen Beobachter in verschiedenen Tonalitäten darauf hinwiesen, dass sich die Türkei ihren Weg nach Europa selber verbaue. Beklemmung war das vorherrschende Gefühl im Saal des Sondersicherheitsgerichtes, dieser Institution aus der Militärherrschaft, die neuerdings wieder zunehmend zum Einsatz kommt.

#### Anklage auf Hochverrat fallengelassen

Das dreiköpfige Gericht verurteilte zwei der insgesamt acht Parlamentarier, den Unabhängigen Mahmut Alinak und den Abgeordneten der verbotenen Demokratie-Partei (DÉP) Sirri Sakik, wegen «Beistands einer illegalen, bewaffneten Organisation» zu drei Jahren und sieben Mona-

ten Gefängnis. Das Gericht ordnete ihre Freilassung an, weil sie schon fast einen Drittel der Strafe in Untersuchungshaft abgesessen hätten. Die übrigen sechs Angeklagten, alles DEP-Abgeordnete, wurden wegen «Mitgliedschaft in einer illegalen, bewaffneten Organisation» gemäss Artikel 168 des türkischen Strafgesetzbuches verurteilt. Von diesen erhielt Sedat Yurtas eine Haftstrafe von 7 Jahren, während die übrigen fünf Angeklagten – Leyla Zana, Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan und Selim Sadak – zu je 15 Jahren Gefängnis verurteilt wurden. Interessanterweise hatte das Gericht die Anklage auf Hochverrat auf Grund deren die Abgeordneten überhaupt inhaftiert worden waren, zuvor ohne weitere Begründung fallengelassen.

#### «Verletzung des nationalen Ehrgefühls»

Die Affäre um die Abgeordneten der DEP, zeitweilig die einzige prokurdische Partei in der Türkei, begann Ende des letzten Jahres, als sich die Staatsführung in Ankara klar für die militärische Lösung der Kurdenfrage entschied und sich

Neue Zürcher Zeitung

19. 12. 1994 (Samstag) 19. Dezember 1994 (Fremdsprache Nr. 288)

Die Privatisierung sei in der Türkei zu einem Mittel politischer Erpressung geworden, kommentierte unlängst die englischsprachige Zeitung «Turkish Daily News». Jeder Oppositionspolitiker könne neuerdings die Regierung damit drohen, die Privatisierungspläne nicht zu unterstützen, wenn er, sonstige Wünsche durchsetzen möchte. Selbst die konservative Oppositionspartei ANAP, die bis jetzt für die rasche Durchführung der Privatisierung plädierte, mache Gebrauch von dieser Regel. Aus noch unklaren Beweggründen hat soeben der Vorsitzende der «Partei der demokratischen Linken», *Bulent Ecevit*, angekündigt, das *Verfassungsgericht* gegen das Privatisierungsgesetz anzurufen. Bei dieser Forderung genießt er die volle Unterstützung der fundamentalistischen Partei «Refah», die angesichts der in den nächsten Monaten erwarteten Wahlen als Vorkämpferin der Interessen der armen Schichten auftritt.

Le Monde • Dimanche 11 - Lundi 12 décembre 1994 •

## TURQUIE

### L'Union européenne déplore la condamnation de députés kurdes par Ankara

L'Union européenne a fait part, vendredi 9 décembre, de sa préoccupation après les condamnations, jeudi, à des peines allant de un à quinze ans d'emprisonnement de huit députés turcs d'origine kurde (*le Monde* du 10 décembre) et a promis de soulever cette question avec Ankara. Dans un texte publié au nom des Douze, l'Allemagne, qui assume la présidence tournante de l'Union, a déclaré : « L'Union européenne déplore que le procès se soit achevé sur la condamnation de plusieurs inculpés à de longues peines de réclusion. »

Hans van den Broek, le commissaire européen aux relations extérieures, a pourtant précisé que les pourparlers, à l'échelon ministériel, entre les Douze et la Turquie sur la création d'une union douanière d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1996 auraient bien lieu comme prévu le 19 décembre.

A Ankara, le président de la République, Suleyman Demirel, a rejeté les critiques européennes en déclarant : « Personne ne doit crier, ni en Turquie ni à l'étranger. (...) La Turquie est un pays de droit (...) même si vous pouvez digérer ou pas ce verdict. » - (AFP, Reuter.)

# Ankara turns its attention to Turco-EU Association Council meeting

*Turkish Daily News*

ANKARA- Regarding the final communique from the European Union summit in Essen with mixed feelings, Ankara has turned its attention to next week's Turco-European Union Association Council meeting.

Turkey's mixed sentiments toward the final statement stem from the fact that the E.U. criticized Turkey for the verdict on the Kurdish deputies, but expressed, at the same time, the Union's desire to "continue efforts for the customs union." The customs union will be discussed between Turkey and the Union at a meeting in Dec. 19 in Brussels. Officials say that many of the major technical issues are worked out although some areas of friction remain.

German Foreign Minister Klaus Kinkel, who had earlier rapped Turkey over the verdicts on the Kurdish deputies, stressed that he saw no reason for postponing the Dec. 19 meeting. Kinkel had met during the summit with his Greek counterpart, who had announced after the meeting that the Greek position — of opposing the establishment of the customs union — had not changed. Greece, pressed by the German and French foreign ministers at an EU summit, refused to lift its veto on EU financial aid to Ankara, blocked for the last eight years, or on concluding the customs union, which would give Turkey the closest links to the European Union of any country.

"It was not possible to overcome the Greek veto, but Germany does have some suggestions," he said without further elaboration on what they were.

The position of Germany, which holds the term presidency of the Union, was also affirmed by the EU's executive Commission's Hans van den Broek.

European external relations commissioner van den Broek said EU foreign ministers' talks with Turkey, would go ahead as planned on Dec. 19.

Ankara also appears pleased with the fact that the final communique from Essen carries no date for the membership of Greek Cypriots, who have applied for European Union membership under the title Republic of Cyprus.

Greece has been pushing for a date for Cyprus but the other states, aware of the problems the divided island would create are reluctant.

In a related development, the British economics daily the Financial Times has said that Turkey had little chance of becoming a full member of the European Union. The FT rated Turkey's chances of becoming a member at the same level with Albania and Iceland.

It said that priority would be given to Eastern Europe and included Romania and Bulgaria before Turkey.

The article also maintained that other prospective members were Cyprus, Malta and Slovenia and the three Baltic republics, Estonia, Lithuania and Latvia.

**TURQUIE** Le 8 décembre, la Cour de sûreté de l'Etat condamnait cinq des huit députés kurdes inculpés d'"appartenance à un mouvement de lutte armée" à quinze ans de prison. *Milliyet* s'inquiète des répercussions sur les relations de son pays avec l'Union européenne.

# "Qui ne saluerait la lutte des députés kurdes ?"

*Un chroniqueur turc dénonce la parodie de justice*

**Yalcin Dogan**  
MILLIYET - ISTANBUL

**L**es interprètes lancent des cris vers les accusés à partir des bancs : "Leyla, Leyla, regarde ! Antoinette (Fouque\*) aussi est là, elle est venue pour toi !" Leyla Zana, l'un des huit députés kurdes de l'ex-Parti démocratique du travail (DEP, dissous depuis) jugés à Ankara, répond en riant. Des signes de mains de part et d'autre, des salutations, la joie des retrouvailles, des "Comment vas-tu ?"... tout se passe comme si l'on n'était pas dans la salle d'audience d'une Cour qui demande la peine capitale, mais dans un jardin de roses.

Des organisations démocratiques européennes, des représentants de partis politiques de différents pays et même des députés et d'anciens ministres étrangers lancent des gestes d'amitié vers le banc des accusés, pendant qu'un interprète lance en direction des députés du DEP : "M<sup>me</sup> Mitterrand vous embrasse. Roland Dumas vous envoie son bonjour."

Feridun Yazar, l'un des ex-présidents du HEP (Parti du travail du peuple, ancêtre du DEP), s'entretenait l'autre jour avec le vice-Premier ministre, Murat Karayalçin. Ce dernier lui a demandé : "Comment avez-vous fait pour créer ce lobby kurde dans le monde ?" Yazar lui a fait cette réponse très significative : "Ce n'est pas nous qui l'avons créé. C'est la politique de l'Etat turc. Et, si vous continuez sur cette voie, ce ne sont pas les Kurdes qui vont faire éclater la Turquie, mais l'Etat lui-même !" Si l'Etat persiste à voir les choses à travers les lunettes d'un "lobby kurde" au lieu de regarder le problème du point



Dessin de Tan Oral - TURQUIE

de vue de la démocratie, il perdra davantage encore... L'opinion communément exprimée par les Belges, les Suédois, les Français ou les Allemands avec qui je me suis

*Le tribunal n'a jamais pris au sérieux les preuves fournies par la défense, il ne les a même pas examinées !*

entretenu dans la salle d'audience était la suivante : "La Turquie a raté son examen de passage en démocratie."

Le critère de ces Occidentaux n'est pas seulement le procès des députés du DEP. Pendant que ceux-ci étaient condamnés à Ankara, un autre procès commençait à Stras-

bourg, à la Commission européenne des droits de l'homme. On y examine le dossier du HEP, classé depuis longtemps en Turquie. Ankara envoie à ce procès une plaidoirie de cinquante pages. Mais sans signature au bas du texte. Après l'annonce du verdict [quinze ans de prison pour cinq des huit inculpés], j'ai discuté avec les observateurs étrangers qui étaient présents. "Cette condamnation n'est pas conforme au droit, disent-ils. C'est un jugement politique. Les députés du DEP ont d'abord été condamnés au Parlement, depuis déjà plusieurs mois. Le tribunal ne fait maintenant que confirmer ce jugement. La Turquie a piétiné les droits démocratiques. Nous allons la dénoncer dans toute l'Europe. Nous allons nous battre jusqu'au bout pour empêcher l'accord douanier prévu entre la Turquie et l'Union européenne."



Quand je leur ai demandé de quelle autorité ils se prévalaient, la réponse a été directe : "De Jacques Delors." Ensemble avec Delors [et son successeur à la tête de l'Union européenne], près de 130 députés de plusieurs pays d'Europe se préparent ainsi à exercer une pression sur tous les membres de l'UE.

Pendant tout le procès, le tribunal n'a jamais pris au sérieux les preuves fournies par la défense, il ne les a même pas examinées ! Les avocats ont fait une cinquantaine de demandes : toutes rejetées. Finalement, les avocats ont abandonné, décidant de ne plus assister aux audiences.

Entre-temps, le MIT (services de renseignements turc) espionne leur réunion. Et la Cour rend son verdict en se fondant uniquement sur les accusations du procureur. L'inculpation qui commence par la "haute trahison", se transforme ensuite en "recel de terroristes et appartenance à une organisation de terreur". Les députés condamnés ont envoyé une lettre, la veille du verdict, où ils disent : "Nous n'avons jamais ménagé nos efforts, ni cessé d'espérer voir une Turquie souriante, heureuse et démocratique au lieu d'une Turquie de larmes et de sang. La violation du droit, qui a

commencé le 2 mars 1994 (jour de leur arrestation), s'est transformée depuis en une menace contre des intellectuels et des gens ordinaires qui veulent mener une lutte légale et démocratique. (...) Même si nous sommes privés de notre liberté, nous continuerons à défendre la paix, la démocratie et la fraternité en Turquie. Nous vous saluons avec amitié." Qui ne saluerait une telle lutte ? ●

\* Députée au Parlement européen, présidente de l'Alliance des femmes pour la démocratie.

## RÉACTION KURDE La période à venir sera d'une importance cruciale

Bien que les députés du DEP aient été condamnés à des peines moins lourdes que prévues, ils ont été déclarés "coupables" pour des propos tenus aux Etats-Unis et dans divers forums, rappelle le quotidien kurde *Ozgür Ulke*. Pour ce journal proche du PKK, où le chef de l'organisation lui-même - Abdulla Ocalan [prononcer "Otchalan"] dit "Apo" - expose fréquemment ses vues sous un pseudonyme, le jugement constitue un précédent très dangereux. S'il est confirmé en appel, il constituera une jurisprudence qui restera suspendue comme une épée de Damoclès au-dessus de toute tentative de débat démocratique sur la question kurde en Turquie. Si le simple fait de discuter de ce problème est interprété par la justice comme synonyme de "création d'une association de malfaiteurs", celui qui tentera désormais d'émettre des opinions sera passible des mêmes peines. "Ce qui est donc jugé et condamné en la personne des députés du DEP, c'est la question kurde elle-même - et la recherche d'une solution pacifique au conflit", écrit le commentateur (turc) Ismet Imset dans *Ozgür Ulke*.

Le verdict intervient précisément dans une période où le PKK a commencé une offensive de charme à l'étranger. Très affaibli par ses luttes internes et de graves revers sur le terrain dont certains militants rendent Ocalan responsable, l'organisation séparatiste kurde serait sur le point de se disloquer, selon plusieurs observateurs. D'où peut-être le changement soudain de son discours, qui, au lieu d'accuser et de menacer les Européens, essaie

de les convaincre de ses intentions pacifiques. *Ozgür Ulke* se félicite du changement qui se manifeste par une vision négative de la Turquie dans certains milieux internationaux, que la nouvelle attitude d'Apo et la condamnation des députés du DEP ne peuvent que renforcer.

En admettant même qu'il s'agisse d'une "réussite solitaire" du procureur général Nusret Demiral, dont les vues extrémistes sont très contestées dans les milieux démocratiques turcs, le quotidien istanbulite prévoit que "la crise actuelle s'approfondira davantage, la Turquie étant de plus en plus coincée à l'extérieur".

"Après ce procès, juge Ismet Imset, le regard du monde entier se tournera vers la Turquie et la question kurde. Le PKK aussi sera sous surveillance très étroite. Les messages que l'on doit transmettre au monde dans cette étape ne doivent pas être des réactions à courte vue fondées sur la violence, mais des actions à long terme, bien planifiées." Selon lui, "plus le gouvernement turc sera coincé, plus il deviendra agressif; d'où l'importance cruciale de la période à venir. La nouvelle politique kurde de la Turquie se dessine encore une fois sur la base de la violence et de la négation. Il est capital que le mouvement kurde continue de garder l'initiative. Depuis dix ans, Ankara, même s'il apporte quelques modifications de temps à autre, ne peut faire autrement que de définir sa politique en fonction de ce mouvement. Dans le proche avenir, conclut-il, on doit s'attendre à une aggrégation accrue de sa part, surtout en réaction aux pressions extérieures."



## Procès politique à Ankara

La signification du verdict d'Ankara à l'issue d'un véritable simulacre de procès contre les députés kurdes est très préoccupante. Même si la Cour a semblé se donner une apparence « d'indépendance » en abandonnant les accusations de « séparatisme » et « d'atteinte à l'intégrité de l'Etat » passible de la peine de mort – peine qui avait été reprise contre six députés par le procureur général –, il n'en reste pas moins que le jugement et les lourdes condamnations prononcées reposent sur une parodie de justice, aux antipodes du droit de chacun à un procès juste et équitable. Car tous les observateurs sont unanimes pour reconnaître que ce procès a bafoué les droits de la défense qui n'a pas pu faire entendre ses témoins et ses arguments et que les propos des accusés ont été systématiquement falsifiés. Les huit députés kurdes destitués et condamnés ne sont coupables ni d'acte de violence ni d'apologie de la violence ou du séparatisme, mais de propos publics pour la reconnaissance des droits à la libre expression de la culture et de l'identité kurde. Il apparaît que le pire crime reproché à Leyla Zana – dont le mari est l'ancien maire de Diyarbakir, emprisonné pour avoir témoigné à Bruxelles de la situation au Kurdistan – est d'avoir prononcé une phrase en kurde sur la fraternité des Kurdes et des Turcs et leur coexistence dans l'égalité et la démocratie, lors de son serment constitutionnel obligatoire. Ce que l'Etat turc veut faire passer pour « la justice », c'est la condamnation de la spécificité kurde, car, comme



**Roland Wlos**  
secrétaire du  
Comité de défense  
des libertés et des  
droits de l'Homme

le note *le Figaro* du 8 décembre, « ce procès laisse entier le problème de la représentation politique de ceux des Kurdes qui ne veulent pas se couler dans le moule des grands partis nationaux turcs (d'autant qu') en renonçant à leur "kurdité", ils peuvent accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat... » De plus, ces condamnations, qui portent atteinte à la liberté d'opinion et d'expression, sont d'autant plus graves et arbitraires qu'elles remettent en cause les principes mêmes de toute république parlementaire qui se réclame de la démocratie, car c'est en exprimant les opinions et la volonté de ceux qui les ont élus dans le Sud-Est anatolien que leurs représentants ont encouru les foudres du pouvoir qui les a poursuivis et emprisonnés. En réprimant toute expression démocratique et pacifique, le pouvoir turc ne peut nullement se prémunir de la montée de l'intégrisme, par contre il ne peut qu'alimenter et amplifier toutes formes de rébellion qui ont fait plus de 13000 morts en dix ans et renforcer les positions des militaires les plus bellicistes. En prenant la présidence du Conseil de l'Europe, la France dispose de moyens accrus pour faire respecter par la Turquie la Convention européenne des droits de l'homme qu'elle a signée et la Charte de Paris qui garantissent la liberté d'expression et d'association, les droits des minorités à préserver et à développer leur langue. Les déclarations de M. Juppé demandant à la Turquie « de respecter les règles fondamentales de la démocratie, notamment en matière de justice » ne doivent pas rester un vœu pieu. L'achèvement de l'Union douanière qui fait partie des priorités du gouvernement ne saurait en effet s'accommoder de la situation actuelle. En tout état de cause, les communistes et les démocrates ne relâcheront pas leurs efforts pour la libération de ces huit parlementaires et pour que les droits de l'homme et la liberté l'emportent dans le pays de Nazim Hikmet. ■

## LE JOURNAL DE GENÈVE — 9 décembre 1994

## TURQUIE

Huit députés kurdes  
échappent  
à la peine de mort

Les huit députés turcs d'origine kurde jugés à Ankara pour activités sédi- tieuses ont échappé à la peine de mort. Mais ils ont écopé de peines allant jusqu'à 15 ans de prison. Les organisa- tions de défense des Droits de l'homme dénoncent ce procès et vont agir devant différentes instances internationales. (AFP)

*Quelle clémence?*

Par Antoine Bosshard

**P**ourquoi ne pas se réjouir de ce que la pression internationale ait finalement payé, dans le procès intenté aux huit députés kurdes soupçonnés par les autorités turques d'être les complices de la rébellion armée en Anatolie orientale - celle du PKK? La lourdeur habituelle de la justice turque annonçait le pire: la peine de mort pour la plupart des suspects. Ce jugement adouci fait mentir sa réputation. Mais il est porteur de signes.

D'abord, c'est tout de même que ces députés, protégés en principe par leur mandat, ont été privés de leur impunité haut la main, et qu'au nom de leurs liens allégués avec la résistance armée, ils sont considérés comme des criminels: 15 ans dans une pri-

son turque valent toujours mieux que la mort, mais suffisent tout de même à briser un homme ou une femme (il y en a une dans le groupe).

Ensuite, on est tenté de dire que les juges de la Cour de sûreté de l'Etat n'ont plus besoin de frapper très fort, dans la mesure où la menace kurde n'est probablement plus ce qu'elle était. La répression massive des forces de l'ordre turques, qui ont engagé dans l'opération pas loin de 250 000 hommes, est payante, d'autant que la résistance kurde, elle, ne dispose plus des moyens matériels qui étaient les siens il y a deux ans. Confondue insidieusement avec la volonté d'indépendance des Kurdes, la guerre du PKK contre les forces de l'ordre et tous les civils qui s'opposent à lui s'es-souffle.

Enfin, on aimerait dire que la sollicitude de tant d'hommes politiques européens à propos de ce procès n'est pas sans ambivalence. Prenons le cas de la Suisse, dont un représentant de l'ambassade, nous dit-on, était présent dans la salle. Or on sait que notre pays, en dépit des nuages qui ont entouré ses relations avec la Turquie, n'a cessé d'entretenir des relations économiques des plus fortes avec lui: en 1992, ce pays était son premier marché d'armes dans les pays en développement. Il n'en va pas autrement d'une série d'Etats européens, qui n'ont jamais cessé de ménager cet excellent allié et client, sans avoir les moyens, du même coup, d'exercer des pressions suffisantes pour qu'on trouve une autre issue au conflit que le mitraillage, les mines et la destruction des villages.



*Raa*

## Tyrkisk tragedie

**LEDDERSIDEN**

Vi har grunn til å håpe – og vente – at dagens dom mot det kurdiske parlamentsmedlemmet Leyla Zana og hennes medtiltalte i Ankara blir «mildere» enn de barbariske påstandene om dødsstraff. Men det forandrer lite. De åtte skulle aldri sittet på noen tiltalebenk, og de hadde aldri lidd en slik skjebne i noen av de land som det moderne Tyrkia gjerne vil sammenligne seg med.

Uhyggen i det månedlange dramaet i rettssalen i Ankara illustreres ved at den foregår i en militær «sikkerhetsdomstol», altså utenfor det siviliserte rettsvesenet. Sikkerhetsdomstoler har sjelden vært annet enn skalkeskjul for mord, tortur og undertrykkelse. Rettssaken er ikke annet enn å «anstendigjøre» mordere.

Det er bare få år siden irakiske kurdere flyktet i

hundretusenvis gjennom det ville og iskalde fjellandskapet for å komme i sikkerhet på tyrkisk side av grensen. Nå er Midtøstens verste kurdermorder, Saddam Hussein, tvunget av det internasjonale samfunnet til å gi sine kurdere en rimelig trygghet i beskyttede soner i nord.

Det tredje «kurderlandet», Iran, har sluttet midlertidig fred med denne minoriteten. En del kurdere betrakter faktisk mullaene i Teheran som en slags støtter i kampen mot tyrkisk undertrykking. Dessverre kan det vise seg å være en usikker støtte. De persiske makthavere har aldri vært mindre undertrykkende enn regimene i Ankara og Bagdad.

**U**ndertrykking og folkemord angår oss som mennesker, uansett hvor på kloden det foregår, og uansett hvem morderne måtte være. Men Tyrkia angår oss spesielt.

I nesten femti år har Tyrkia vært en pålitelig venn og alliert. Tyrkia har i Nato medvirket til å sikre også norsk sikkerhet i den uendelige, kalde krigen mellom øst og vest. Tyrkia har gitt sitt bidrag også til FNs fredsbevarende styrker, ikke minst i Korea-krigen, da mange tyrkiske liv gikk tapt.

I de mange årene da kampen stod mellom frihet og tvang i Europa, kunne Nato – i motsetning til EU – ikke tillate seg å stille krav om demokratisk sinnelag hos alle medlemmer. Portugal var et diktatur, Hellas hadde sin periode med oberstene, Tyrkia har vekslet mellom rendyrket militærdiktatur og tilnærmet demokrati.

Vi skal faktisk ikke glemme at dagens Tyrkia på viktige områder er et demokrati i dag. For alle andre enn kurderne. I regionen Midtøsten er Tyrkia sammen med Israel i dag omtrent de eneste fungerende demokratier.

**D**e tiltalte i Ankara er allerede martyrer, for en god sak, og også for de eneste metoder som til slutt vinner fram: demokratisk, åpen strid i de fora der slik kamp skal føres, som valgte representanter i en nasjonalforsamling.

Uansett hvilken frykt vi måtte ha for en muslimsk flodbølge, kan Nato i dag stille krav om demokrati og menneskerettigheter i sine medlemsland. Hvis ikke tyrkerne selv innser sin tragedie og finner en løsning, bør Norge og Europa gjøre det helt klart at hvis Tyrkia ønsker en vestlig orientering, må man også godta menneskets rettigheter. Ellers stenges døren.



FOTO: NTB-AP

## Harde dommer i Tyrkia

LEYLA ZANA (bildet) og fire andre tyrkiske parlamentarikere ble i går dømt til 15 års fengsel for å ha snakket kurdernes sak. Tre andre fikk fra tre til sju og et halvt års fengsel. – Dommen skal skremme de som støtter kampen for retten til å være kurder, sier Erling Folkvord (RV) som har fulgt de siste dagene av rettssaka i Ankara. – Norge må opprettholde presset mot Tyrkia helt til de blir løslatt, mener Tove Kari Viken (Sp) fra den såkalte Kurdergruppen på Stortinget.



*Kurdiske parlamentarikere:*

# Lange fengselsstraffer

**Ankara: (NTB-Reuter-AFP):** De åtte kurdiske parlamentarikerne som sto tiltalt for landsforræderi ble torsdag dømt til fengselsstraffer på mellom tre og 15 år. Fem av de åtte fikk 15 års fengsel.

Statssikkerhetsdomstolen i Tyrkia frafalt tidlig torsdag tiltalen om landsforræderi, og endret den til «opprettelse av og deltakelse i væpnede grupper». Dermed bortfalt trusselen om dødsstraff for parlamentarikerne, som myndighetene mener har støttet den kurdiske opprørsbevegelsen i landet.

«Vi har ingenting å si. Vi tror ikke at et siste forsøk på forsvar vil endre noe, svarte de åtte, da de én etter én ble bedt om å reise seg og avgi et siste forsvarsinnlegg, før retten trakk seg tilbake for å avsi dommen.

## Protester

Rettsaken mot de åtte parlamentarikerne, som har pågått i over fire måneder, har ført til sterke internasjonale protester, både fra vestlige regjeringer og fra menneskerettsorganisasjoner. Også norske myndigheter har flere ganger gitt uttrykk for bekymring over de grove bruddene på menneskerettighetene i Nato-landet Tyrkia, blant annet i forbindelse med arrestasjonen av de åtte tidligere i år.

En norsk stortingsdelegasjon var på plass i Ankara under rettsaken, sammen med politiske representanter fra blant annet Storbritannia, Frankrike, Tyskland og FN. Den tyrkiske politikken er også blitt sterkt kritisert av blant andre Europarådet og Den internasjonale parlamentarikerunion. EU skal ha lagt press på Tyrkia i forbindelse med

pågående tollforhandlinger, mens en amerikansk talskvinne slo fast tidligere i uka at det på amerikansk hold ikke er noen forståelse for at de kurdiske parlamentarikerne ble stilt for en sikkerhetsdomstol bare fordi de har sagt sin mening.

## Modig

Tyrkiske myndigheter mener de tiltalte har brukt nasjonalforsamlingen til å arbeide for Det kurdiske arbeiderparti (PKK), som er forbudt. Statsminister Tansu Ciller har offentlig betegnet de kurdiske parlamentarikerne som «forrædere under nasjonalforsamlingens tak».

De ble derfor fratatt sin parlamentariske immunitet og stilt for retten. Tiltalen var basert på utsagn de hadde kommet som lovlige valgte representanter i nasjonalforsamlingen. Sju av de åtte ble valgt som representanter for det pro-kurdiske Demokratisk part (DEP), som nå er forbudt, mens den åttende var uavhengig.

Blant de dømte representantene er det én kvinne, Layla Zana, som mottok Raftoprisen i september. I sin grunngivelse slo Raftostiftelsen fast at hun framstår som en ytterst modig representant for sitt folks kamp for åndelig og kulturell frihet.

Tiltalen mot Layla Zana gikk blant annet på at hun skal ha tilkjennegitt seg som kurder under en reise til USA, ha diskutert kurder-problemet i tysk fjernsyn, ha kledd seg i kurdiske farger og ha avlagt troskapseden på kurdisk



*Blant de dømte representantene er det én kvinne, Layla Zana, som mottok Raftoprisen i september.*

under åpningen av parlamentetsesjonen. Dette er i tyrkiske myn-

digheters øyne å fremme kurdisk separatisme.

# The Guardian

Friday December 9 1994

Severity of sentences outrages observers in court

## Turks jail Kurdish MPs for 15 years

Jonathan Rugman in Ankara

**T**HE most controversial court case in Turkey's recent legal history ended yesterday with six Kurdish former MPs sentenced to prison terms of up to 15 years. Another two were allowed to go free.

The verdicts fell short of the death penalty, a possibility which caused "deep concern" at the US state department and prompted President François Mitterrand of France to write to European leaders about the trial.

But the prison sentences still provoked outrage among the small army of European MPs and human rights campaigners who filled Ankara's state security court to overflowing.

"We hope Turkey will be thrown out of the Council of Europe," the French socialist MP and ex-minister Segolene Royal said. She said she would nominate the only woman on trial, Leyla Zana, for the Nobel peace prize.

But a senior European diplomat based in Ankara argued that although the verdict was undoubtedly a setback it should not stop a customs union between Europe and Turkey from going ahead next year as planned. It is being discussed by EU foreign ministers today.

The eight were not tried for

separatism and treason as had been expected, but according to articles 168 and 169 of the penal code outlawing helping terrorists or associating with them.

The judge said in his summing up that the four — Leyla Zana, Selim Sadak, Orhan Dogan and Hatip Dicle — had made speeches in favour of the PKK, or Kurdistan Workers' Party, the rebel movement fighting for a Kurdish state in south-east Turkey. The four were sentenced to 15 years.

Another MP, Sedat Yurttas, was given seven and a half years for allegedly declaring support for the PKK. Two others, Mahmut Alinak and Sirri Sakik, were fined and sentenced to three and a half years, but allowed to go free pending an appeal.

"This is not justice!" exploded one of the deputies, who had to be restrained as soldiers led the group from the dock. Relatives shouted Kurdish battle cries, ignoring policemen guarding every aisle.

Yusuf Alatas, head of more than 200 lawyers defending the Kurds, said he would appeal and that he had repeatedly been denied the chance to introduce evidence and witnesses.

The Turkish prime minister, Tansu Ciller, said in a statement that those convicted could appeal to Europe's Human Rights Commission, but that the sentences indicated that the

court had been both impartial and independent.

With Mrs Ciller's encouragement, five of the deputies from the pro-Kurdish Democracy Party and one independent were arrested in March, accused of serving as the PKK's political wing and of having contacts with the rebels.

Three months later the party was banned and another two MPs were imprisoned. The party's six remaining MPs fled to asylum in Europe.

Few in Turkey doubt that the party sympathised with PKK guerrillas, but in October the European Parliament suspended ties with the Turkish parliament on the grounds that it was outrageous for elected representatives to be accused not of terrorist actions but of crimes of thought.

The court heard yesterday that four of the MPs had gone into the mountains of south-east Turkey to visit a PKK camp. But the MPs said they were on holiday at the time and that, as they were always followed by police, the accusation was ridiculous.

"We don't want to defend ourselves," one of the MPs concluded. "The decision against us was made against us a long time ago."

Leyla Zana wrote in Monday's Washington Post that she was being tried for speaking out as a Kurd.





Foto: Ola Sæther

Kurdere i Norge protesterte mot dommene i Ankara i går.

# Harde dommer i Tyrkia

*De åtte parlamentarikerne fikk mellom tre og 15 års fengsel*

**D**E ÅTTE kurdiske parlamentarikerne som sto tiltalt for landsforræderi ble torsdag dømt til fengselsstraffer på mellom tre og 15 år. Fem av de åtte fikk 15 års fengsel. – Rettsaken var ikke en rettsstat verdig, sier Olav Akselsen (A), en av tre norske stortingsrepresentanter som har fulgt saken som observatør.

Den tyrkiske spesialdomstolen frafalt tidlig torsdag tiltalen om landsforræderi, og endret den til «opprettelse av og deltakelse i væpnede grupper». Dermed bortfalt trusselen om dødsstraff for parlamentarikerne, som myndighetene mener har støttet den kurdiske opprørsbevegelsen i landet.

Eneste kvinne blant de tiltalte, Leyla Zana, kjent i Norge etter at hun mottok Raftoprisen tidligere i år, var blant de fem som fikk 15 års fengsel. De andre fire er Ahmet Turk, Orhan Dogan, Hatip Dicle og Selim Sadak. To av de dømte, Mahmut Alinak og Sirri Sakik, ble løslatt, siden deres dommer ble ansett som sonet i varetekt. Den siste, Sedat Yurttas, fikk sju og et halvt års fengsel.

#### Blir anket

Dommen vil bli anket, opplyste en talsmann for de 200 advokatene som har deltatt i forsvaret av parlamentarikerne.

– Men la det være klart at vi ikke lenger har tillit til det tyrkiske rettsystemet. Dette har

vært en politisk, ikke en juridisk rettssak, sa talsmannen, Yusuf Alatas.

– Vi har ingenting å si. Vi tror ikke at et siste forsøk på forsvar vil endre noe, svarte de åtte parlamentarikerne selv, da de én etter én ble bedt om å reise seg og komme med et siste forsvarsinnlegg, før retten trakk seg tilbake for å avsi dommen torsdag ettermiddag.

#### Forsvar umulig

Olav Akselsen (A), en av de tre norske stortingsrepresentantene som har fulgt deler av rettssaken som observatør, bekrefter forsvarernes påstand om at forsvar var umulig.

– Dette var ikke en rettsstat verdig, sier Akselsen til NTB. – Det gikk tydelig fram at forsvaret ble hindret i å legge fram bevis. Det virket som om retten hadde bestemt seg på forhånd, og etterhvert ga forsvaret opp.

Da tiltalen torsdag ble endret til deltakelse i væpnede grupper, la aktorlaget for eksempel fram påstander om at flere av de tiltalte skulle ha vært observert i PKK-leire på bestemte tidspunkt. Dette avviser de tiltalte, men de fikk ikke anledning til å føre sine bevis, forteller Akselsen.

– Det var en sterk opplevelse å være til stede i salen da dommen falt, sier Akselsen. – Mange av tilhørerne tok til tårene eller ga høylytt uttrykk for sin reaksjon. Situasjonen

ble nokså urolig, og til slutt ble de dømte ført temmelig brutalt ut.

Akselsen mener likevel det er et lyspunkt at dødsdommene ble forhindret.

– Vi kan jo håpe at den sterke internasjonale oppmerksomheten har hatt en viss virkning, sier han.

#### Internasjonale protester

Rettsaken mot de åtte parlamentarikerne, som har pågått i over fire måneder, har ført til sterke internasjonale protester, både fra vestlige regjeringer og fra menneskerettsorganisasjoner. Også norske myndigheter har flere ganger gitt uttrykk for bekymring over de grove bruddene på menneskerettighetene i Nato-landet Tyrkia, blant annet i forbindelse med arrestasjonen av de åtte tidligere i år.

Ved siden av de norske representantene, var politikere fra blant annet USA, Storbritannia, Frankrike, Tyskland og FN til stede i salen da dommen falt, sammen med representanter for en rekke menneskerettsorganisasjoner.

Den tyrkiske politikken er også blitt sterkt kritisert av blant andre Europarådet og Den internasjonale parlamentarikerunion. EU skal ha lagt press på Tyrkia i forbindelse med pågående tollforhandlinger, mens en amerikansk talskvinne slo fast tidligere i uka at det på amerikansk hold ikke

er noen forståelse for at de kurdiske parlamentarikerne ble stilt for en sikkerhetsdomstol bare fordi de har sagt sin mening.

#### Terrorisme

Tyrkiske myndigheter betegner all kurdisk selvstendighetskamp som terrorisme, og statsminister Tansu Ciller har offentlig kalt de kurdiske parlamentarikerne for «forrædere under nasjonalforsamlingens tak».

Myndighetene mener de åtte dømte parlamentarikerne har brukt nasjonalforsamlingen til å arbeide for Det kurdiske arbeiderparti (PKK), som er forbudt. De ble derfor fratatt sin parlamentariske immunitet og stilt for retten, med en tiltale basert på utsagn de hadde kommet med som lovlig valgte representanter i nasjonalforsamlingen. Sju av de åtte ble valgt som representanter for det pro-kurdiske Demokratiske parti (DEP), som nå er forbudt, mens den åttende var uavhengig.

Tiltalen mot Rafto-prisvinneren Leyla Zana gikk blant annet på at hun skulle ha tilkjennegitt seg som kurder under en reise til USA, ha diskutert kurder-problemet i tysk fjernsyn, ha kledd seg i kurdiske farger og ha avlagt troskapseden på kurdisk under åpningen av sesjonen i nasjonalforsamlingen. Dette er i tyrkiske myndigheters øyne å fremme kurdisk separatisme.

NTB

## – Norge må fortsatt presse Tyrkia

Av **KJELL T. BARØY, NTB**

**NYHETEN OM** at det ikke blir dødsdom for de åtte kurdiske parlamentarikerne som er anklaget for landsforræderi, skapte torsdag glede og lettelse blant norske stortingsrepresentanter som lenge har arbeidet aktivt for kurdernes sak. Men skuffelsen er stor over at de ikke blir løslatt.

– Norge må opprettholde presset mot Tyrkia helt til de blir løslatt, mener Tove Kari Viken (Sp), initiativtaker til den såkalte Kurdergruppen som ble opprettet av representanter for samtlige partier på Stortinget i mars 1991. Viken, som også har jobbet aktivt for Kurdernes sak i Den interparlamentariske union, sier at de tiltalte kurderne må løslates umiddelbart. Hun minner om at de ikke er

trukket for retten på grunn av handlinger de har begått, men på grunn av hva de har sagt i parlamentet og utenfor.

– Derfor var det helt meningsløst at de skulle straffes som landsforrædere, sier Viken, som minner om at dødsstraff ville blitt utfallet av saken dersom statssikkerhetsdomstolen hadde funnet de tiltalte skyldig i landsforræderi.

Også flere representanter fra



Høyre har arbeidet aktivt, blant annet i Kurdergruppen på Stortinget, for å få de tiltalte kurdiske parlamentarikerne løslatt. Men ikke alle i Høyres gruppe har vært like begeistret for Kurdergruppens engasjement.

Høyres forsvarspolitiske talsmann Ingvald Godal sier til NTB at det har vært rimelig klart lenge at de tiltalte kurderne ikke ville få dødsstraff. Godal sier at han ikke har

noen sympati for Kurdergruppen eller dens sak.

De tiltalte kurdiske parlamentarikerne har støttet geriljagruppen PKK som har tatt livet av uskyldige mennesker hver eneste uke. Den tyrkiske regjeringen kjemper en hard kamp mot denne terrorvirksomheten, sier Godal, som mener geriljagruppen PKK bare representerer en liten del av det kurdiske folk.

## Folkvord: Dømt for å være kurder

– DENNE DOMMEN har ingenting med ei rettslig eller juridisk vurdering av handlinger som er utført av de åtte parlamentsmedlemmene å gjøre. Dommen skal skremme og kue store deler av den kurdiske befolkninga i Tyrkia som slutter opp om kampen for retten til å være kurder.

Det sier stortingsrepresentant Erling Folkvord (RV). Han har fulgt de siste dagene av saka mot de åtte i sikkerhetsdomstolen i Ankara. I forbindelse med domsavsigelsen retter han følgende krav til den nor-

ske regjeringa: Stans det norske våpensalget til Tyrkia, bruk de traktatfestede mulighetene Norge har til å gripe inn når Tyrkia ikke etterlever avtaler om menneskerettigheter landet har sluttet seg til og ta opp forslag om straffetiltak mot Tyrkia i de internasjonale organisasjonene der både Norge og Tyrkia er med, som for eksempel Nato.

En slik beslutning vil ha stor politisk betydning ved å sette søkelys på krigen mot kurderne. Det kan også innebære at de store våpenleverandørene må stanse sin våpeneksport til landet, mener Folkvord.

### «Krotterflokk»

– Da dommen var opplest, demonstrerte retten sin vilje til å krenke og kue det kurdiske fol-

ket. Soldatene og politiet ble beordret til å kaste seg over og jage de åtte dømt ut av rettsalen som om de var en krotterflokk, forteller Folkvord.

– Kommentarer fra myndighetspersoner her i Ankara viser både regimets svakhet og den utrolige råskapen som opprettholdes. Tirsdag denne uka refererte Turkish Daily News kilder som sa at «en anstrengelse for å forsvare Tyrkias prestisje» utenlands er hovedgrunnen til at retten ikke forventes å avsi dødsdommer. Samme kilder sa at myndighetene vurderte å utsette domsavsigelsen til etter EUs toppmøte.

– Samtidig er det helt klart at Tyrkia fortsetter den terrorpregete krigen mot den kurdiske befolkningen i sørøst og den likvideringskampanjen som hver måned rammer nye kurdiske intellektuelle eller politiske ledere. Advokaten som hadde tatt på seg å forsvare redaktøren i den nå forbudte avisa Özger Gundem ble for kort tid siden skutt på åpen gate. Han og sjåføren hans ble drept mens kona hans ble alvorlig såret. Det tyrkiske regimets drapskommandoer tar ingen pause, sier Erling Folkvord.

J.T.J.

L'Humanité - 29 décembre 1994

## La Fondation des droits de l'homme en procès à Ankara

Le procès intenté par les autorités turques contre les dirigeants de la Fondation turque des droits de l'homme reprend ce jeudi devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Le principal accusé, Yavuz Onen, président de la Fondation, personnalité respectée, dont le courage et l'engagement sont internationalement reconnus, risque plusieurs années de prison : il est accusé d'avoir encouragé le « séparatisme » en prônant, dans des documents publiés par sa fondation, une solution politique du problème kurde et en critiquant la politique de terre brûlée menée dans le sud-est du pays par l'armée turque. Cette « guerre sale » menée par l'armée turque a fait près de 15.000 morts kurdes en dix ans. Près de 2.000 villages ont été brûlés ou détruits par bombardements ou dynamitages. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir et s'entasser dans des bidonvilles des banlieues des grandes villes du pays. Prendre la défense des Kurdes est devenu en Turquie un délit d'opinion : plusieurs journaux ont été interdits pour cela et 117 intellectuels arrêtés au cours des derniers mois.

# 15 ÅR FOR

**Ankara: Rafto-prisvinner Leyla Zana ble i går dømt til 15 års fengsel av en tyrkisk spesialdomstol. Hennes synd var å stå frem som kurder, kle seg i kurdiske farger og diskutere kurdernes problemer på tysk tv. Syv andre kurdiske parlamentarikere ble dømt til fengsel i mellom 3 og 15 år.**

– Rettssaken var ikke en rettsstat verdig, sier Olav Akselsen (A), en av tre norske stortingsrepresentanter som har fulgt saken som observatør.

## KURDISKE FARGER

Tiltalen mot den eneste kvinnen av de åtte gikk blant annet på at hun skulle ha tilkjennegitt seg som kurder under en reise til USA, og ha diskutert kurder-problemet i tysk fjernsyn.

Hun skal videre ha kledd seg i kurdiske farger og ha avlagt troskapseden på kurdisk under åpningen av sesjonen i nasjonalforsamlingen. Dette er i tyrkiske myndigheters øyne å fremme kurdisk separatisme.

Tidligere i år mottok Leyla Zana Rafto-prisen. Nå skal hun være meget alvorlig syk, og et medlem av Folketinget ba om at hun må få komme til Danmark for medisinsk behandling.

Den tyrkiske spesialdomstolen frafalt tidlig i går tiltalen om landsforræderi, og



**BRÅK:** Soldater måtte bruke makt for å fjerne Selim Sadak etter at dommen mot han og syv andre kurdere falt i går. FOTO: NTB/AP

endret den til «opprettelse av og deltakelse i væpnede grupper».

Dermed bortfalt trusselen om dødsstraff for parlamentarikerne, som myndighetene mener har støttet den kurdiske opprørsbevegelsen i landet.

Tyrkias statsminister Tansu Ciller sa i en kommentar at dommene er et bevis på at

landets domstoler opptrer fritt og uavhengig.

– Parlamentarikerne har full adgang til å anke dommene. Tyrkia er ikke det eneste land i Europa der parlamentarikere stilles for retten og dømmes, sa hun.

## BLIR ANKET

Dommen vil bli anket, opplyste en talsmann for de 200

advokatene som har deltatt i forsvaret av parlamentarikerne.

– Men la det være klart at vi ikke lenger har tillit til det tyrkiske rettssystemet. Dette har vært en politisk, ikke en juridisk rettssak, sa talsmannen, Yusuf Alatas.

– Vi har ingenting å si. Vi tror ikke at et siste forsøk på forsvar vil endre noe, svarte de åtte parlamentarikerne selv, da de én etter én ble bedt om å reise seg og komme med et siste forsvarsinlegg, før retten trakk seg tilbake for å avsi dommen i går ettermiddag.

Olav Akselsen (A), en av de tre norske stortingsrepresentantene som har fulgt deler av rettssaken som observatør, bekrefter forsvarernes påstand om at forsvar var umulig.

– Det gikk tydelig frem at forsvaret ble hindret i å legge frem bevis. Det virket som om retten hadde bestemt seg på forhånd, og etter hvert ga forsvaret opp.

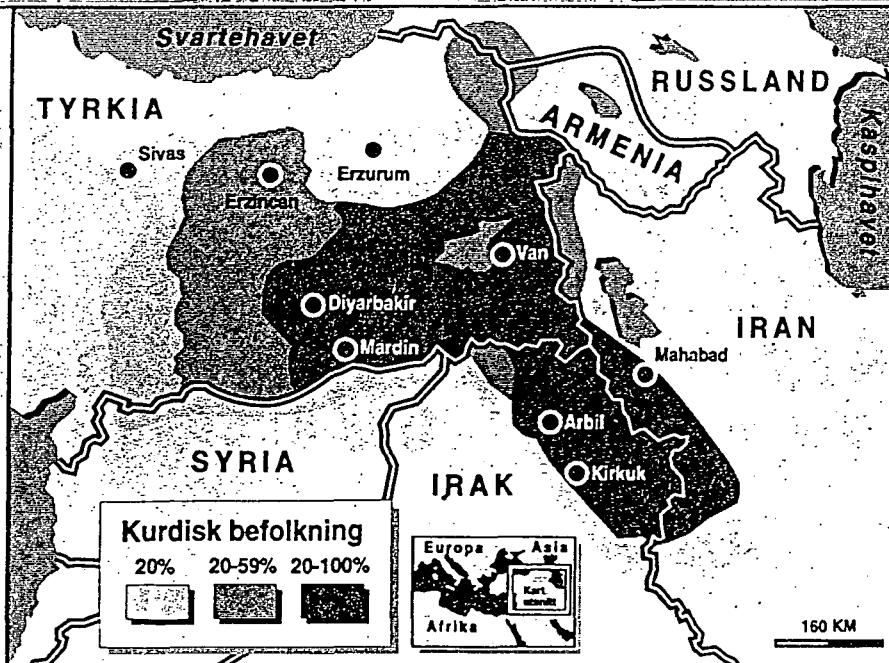
(NTB)

Kurdistan har aldri eksistert som selvstendig stat. Verdens anslagsvis 23 millioner kurder lever i et område som faller innefor grensene til seks land. De fleste av dem bor imidlertid der de alltid har bodd, i fjellområdet mellom Irak, Iran og Tyrkia.

Dette området er i hovedsak kurdisk-befolket og har vært omtalt som Kurdistan siden 1300-tallet. Hvor de første kurderne kom fra er uklart, men kurderne har bevart sin kulturelle identitet i minst 2.000 år.

På 1600-tallet trakk kurderne nordover og vestover, og begrepet Kurdistan er i dag vel så mye betegnelsen på en sosial og politisk enhet - en kultur - som på et klart definert område.

I det tidligere Sovjetunionen ble kurderne anerkjent som etnisk gruppe, og i Irak oppnådde de på 1960-tallet et begrenset selvstyre som senere ble gradvis svekket. I



Iran og Tyrkia er kurdernes rett til selvstyre aldri anerkjent, og bruk av kurdisk som skriftspråk er i dag forbudt.

På slutten av 1970-tallet dannet kurdiske studenter i Tyrkia Det kurdiske arbeiderpartiet (PKK), som ble utsatt for hard forfølgelse av tyrkiske myndigheter. I 1984 opprettet PKK en egen væpnet fløy, som siden har kjempet militært for kurdernes rettigheter og selvstyre i Tyrkia. Regjeringsstyrkene har de siste årene lagt hundrevis av kurdiske landsbyer i aske og tvangsforflyttet innbyggere i sin jakt på PKK-genliden, som i dag er hardt presset.

Kurdernes kamp for selvstyre omtales i dag utelukkende som terrorisme av tyrkiske myndigheter. Alle som taler kurdernes sak anklages for å være forrædere og straffes deretter.

NTB@Grafikk

# LEYLA

fordi hun  
er kurder

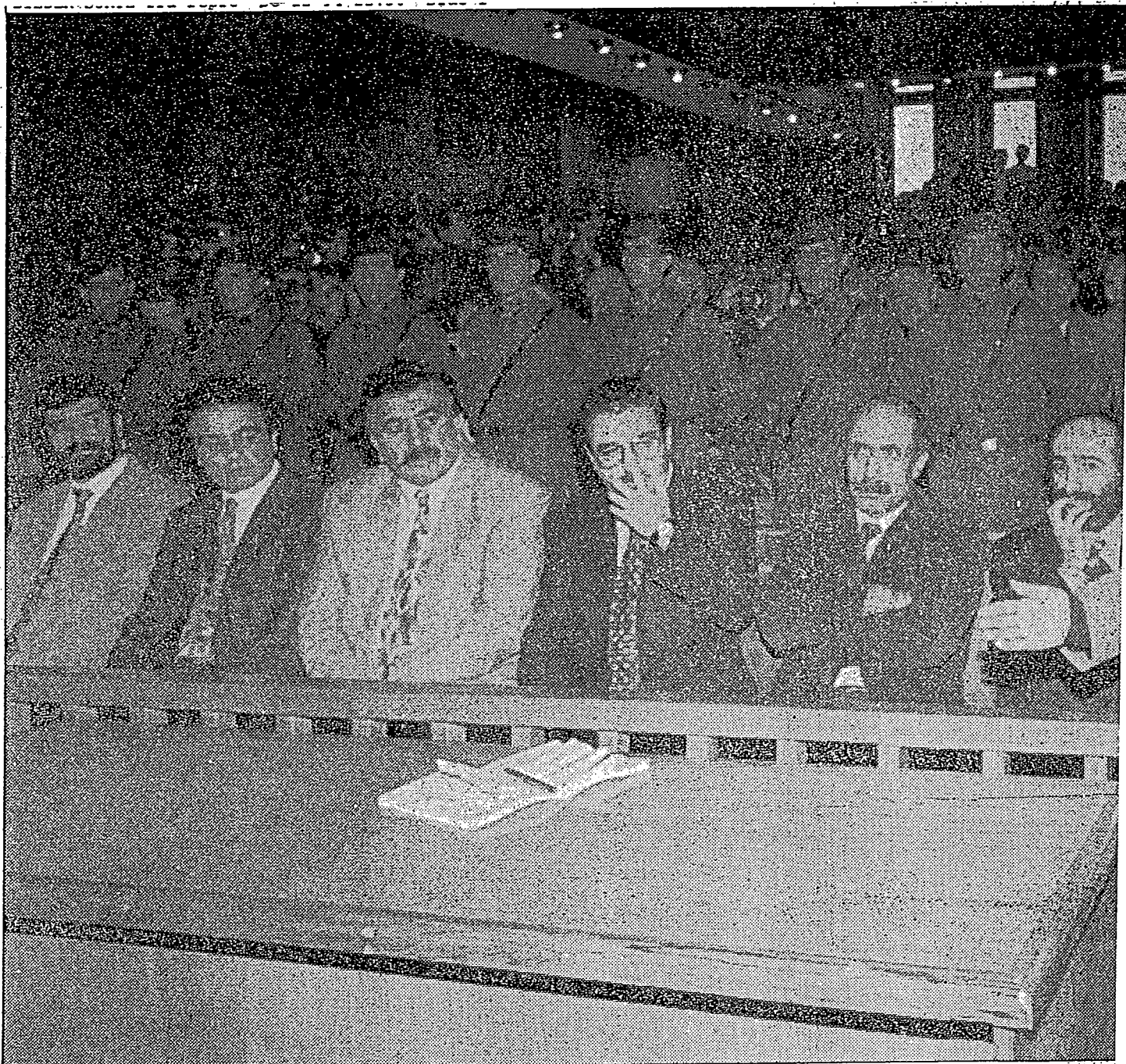


**RETTSFARSE:** Leyla Zana, en av de åtte dømte parlamentarikeme, under sitt avslutningsinnlegg i rettsalen i Ankara. Norske observatører mener saken ikke var en rettsstat verdig.

FOTO: NTB/AP



# Forgjeves bønn om



FIKK FEMTEN ÅR. Leyla Zana, en av de åtte dømte parlamentarikerne, holder sitt avslutningsinnlegg i rettsalen i Ankara torsdag.

**ANKARA:** De åtte kurdiske parlamentarikerne som sto tiltalt for landsforræderi, ble torsdag dømt til fengselsstraffer på mellom tre og 15 år. Fem av

**de åtte fikk 15 års fengsel.**

— Domsavgjørelsen mot Leyla Zana og de andre parlamentarikerne var en sterk opplevelse. De dømte ble ført ut av rettsalen som kveg etter å ha fått dommen. Det sier stortingsrepresentant Olav Akselsen (Ap) som i går overvar rettsmøtet i Ankara.

— Jeg satt like ved familiemedlemmer til de tiltalte da dommen ble lest opp. De brast i gråt, men fikk ingen kontakt med de tiltalte. Rettssaken var ikke en rettsatt verdig. Forsvaret var forhindret fra å legge frem beviser. Flere av de såkalte bevisene aktorådet la fram virker fabrikkerte, sier Akselsen fra Ankara til Bergens Tidende.

TIKK

BERGENS TIC

# rettferdighet



Kilder sier at hun skal være alvorlig syk.

FOTO: NTB-AP

## Ikke forræderi

Den tyrkiske spesialdomstolen frafalt tidlig torsdag tiltalen om landsforræderi, og endret den til «opprettelse av og deltakelse i væpnede grupper». Dermed bortfalt trusselen om dødsstraff for parlamentarikerne, som myndighetene mener har støttet den kurdiske opprørsbevegelsen i landet.

Tyrkias statsminister Tansu Ciller sa i en kommentar torsdag at dommene er et bevis på at landets domstoler opptrer fritt og uavhengig.

Parlamentarikerne har full adgang til å anke dommene. Tyrkia er ikke det eneste land i Europa der parlamentarikere stilles for retten og dømmes, sa hun.

## Alvorlig syk

Eneste kvinne blant de tiltalte, Leyla Zana, kjent i Norge etter at hun mottok Rafto-prisen tidligere i år, var blant de fem som fikk 15 års fengsel. Hun skal være meget alvorlig syk, og et medlem av Folketinget ba torsdag om at hun må få komme til Danmark for medisinsk behandling.

De andre fire som fikk 15 år er Ahmet Turk, Orhan Dogan, Hatip Dicle og Selim Sadak. To av de dømte, Mahmut Alinak og Sirri Sakik, ble løslatt, siden deres dommer ble ansett som sonet i varetekt. Den siste, Sedat Yurttas, fikk sju og et halvt års fengsel.

## Bli anket

Dommen vil bli anket, opplyste en talsmann for de 200 advokatene som har deltatt i forsvaret av parlamentarikerne.

– Men la det være klart at vi ikke lenger har tillit til det tyrkiske rettsystemet. Dette har vært en politisk, ikke en juridisk rettssak, sa talsmannen, Yusuf Alatas.

– Vi har ingenting å si. Vi tror ikke at et siste forsøk på forsvar vil endre noe, svarte de åtte parlamentarikerne selv, da de én etter én ble bedt om å reise seg og komme med et siste forsvarsinnlegg, før retten trakk seg tilbake for å avsi dommen torsdag ettermiddag.

Olav Akselsen bekrefter forsvarernes påstand om at forsvar var umulig.

– Det gikk tydelig fram at forsvaret ble hindret i å legge fram bevis. Det virket som om retten hadde bestemt seg på forhånd, og etterhvert ga forsvaret opp.

– De åtte er dømt for sine meninger. Jeg håper at den sterke internasjonale interessen rundt saken vil påvirke Tyrkia i mer demokratisk retning, sier Olav Akselsen som også er medlem av justiskomiteen på Stortinget.

Da tiltalen torsdag ble endret til deltakelse i væpnede grupper, la aktoratet for eksempel fram påstander om at flere av de tiltalte skulle ha vært observert i PKK-leire på bestemte tidspunkt. Dette avviser de tiltalte, men de fikk ikke anledning til å føre sine bevis, forteller Akselsen.

Akselsen mener likevel det er et lyspunkt at dødsdommene ble forhindret.

– Vi kan jo håpe at den sterke internasjonale oppmerksomheten har hatt en viss virkning, sier han.

## Internasjonale protester

Rettssaken mot de åtte parlamentarikerne, som har pågått i over fire måneder, har ført til sterke internasjonale protester, både fra vestlige regjeringer og fra menneskerettsorganisasjoner. Også norske myndigheter har flere ganger gitt uttrykk for bekymring over de grove bruddene på menneskerettighetene i Nato-landet Tyrkia, blant annet i forbindelse med arrestasjonen av de åtte tidligere i år.

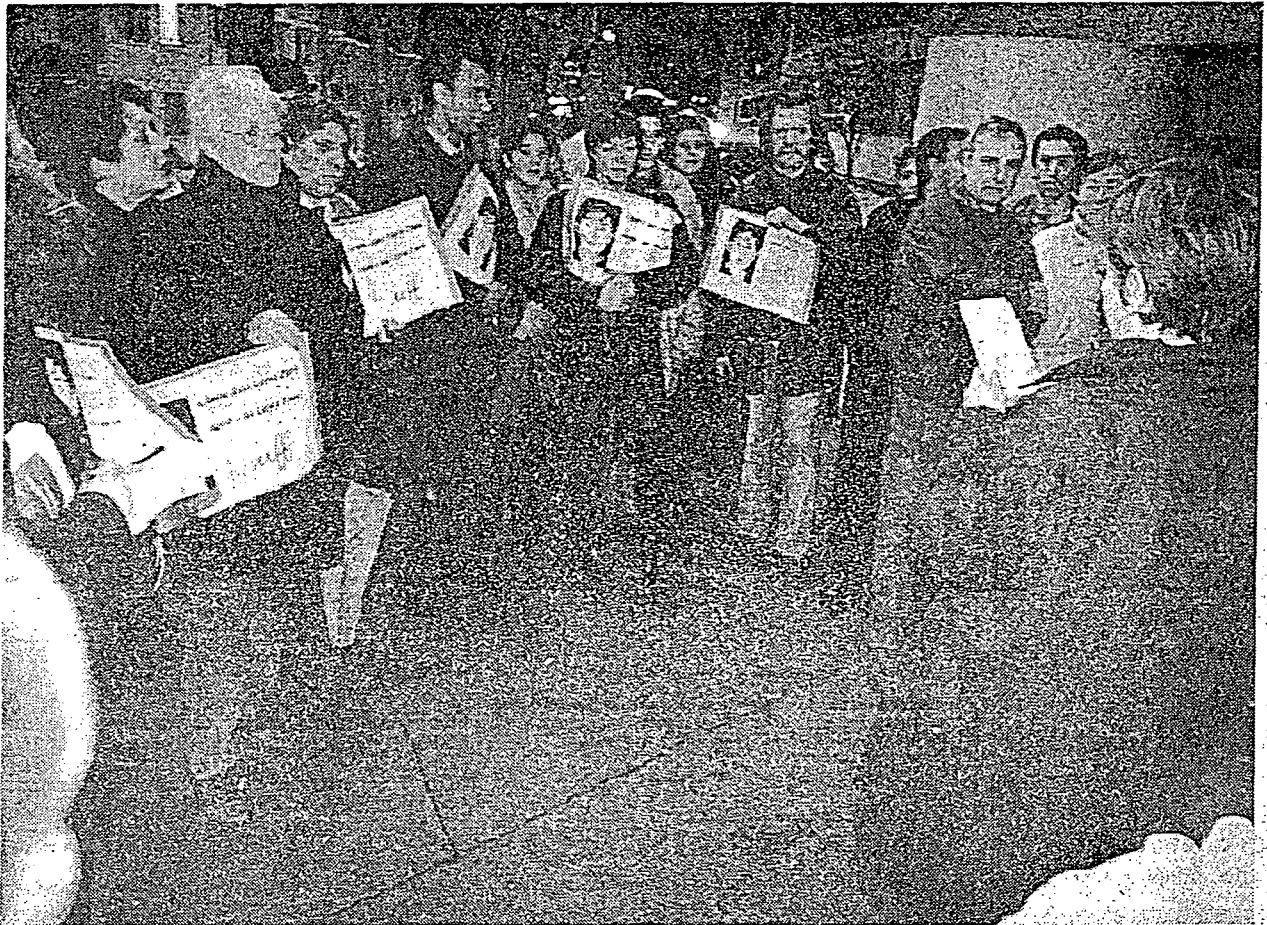
NTB-REUTER-AFP OG EINAR AARRE



## **L'Humanité**

L'HUMANITE/VENDREDI 10 FEVRIER 1995

### **Pour la liberté de Leyla Zana**



L'Union des femmes françaises, avec le soutien de la Fédération internationale démocratique des femmes (FIDF), a organisé mercredi soir un rassemblement devant l'ambassade de Turquie à Paris pour exiger la libération et la réhabilitation dans ses droits de la députée kurde de Turquie, Leyla Zana. Plusieurs personnalités étaient présentes à cette manifestation, parmi lesquelles Sylvie Jan, dirigeante de la FIDH, et Harlem Désir. En compagnie d'autres parlementaires, Leyla Zana a été condamnée à quinze ans de prison en décembre dernier par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour avoir réclamé le respect de la culture kurde. (Photo Sylla Grinberg.)

# Pleins feux

## Femme libre du Kurdistan

En Turquie, pour quelques mots jugés illicites, on peut vous condamner à la peine capitale. En voici la preuve par Leïla Zana. En 1991, à la faveur d'une petite ouverture politique de la part d'un régime très autoritaire, cette jeune kurde de trente-trois ans entre dans l'Histoire, en figurant parmi les huit Kurdes élus pour la première fois au Parlement de Turquie, et en étant la première femme du Kurdistan, à siéger dans cette assemblée. Embellie de courte durée. Le jour de sa prestation de serment, Leïla Zana se prononce, dans sa langue maternelle, pour « la fraternité des peuples kurde et turc ». Le « crime » était commis.

Cette phrase constituera la pièce à conviction du procès intenté contre elle — ainsi que sept autres députés kurdes coupables du même « délit » — par le gouvernement d'Ankara. Ce dernier, à l'instar de ses prédécesseurs (hormis la parenthèse de 1991), s'obstine à nier l'existence même du peuple kurde, considéré comme des « Turcs des montagnes ». Ankara poursuit contre eux une politique d'assimilation forcée dont le résultat est de perpétuer un conflit armé qui a fait des milliers de morts.

Comme tant d'autres de ses compatriotes, assassinés, emprisonnés (c'est le cas de dizaines d'écrivains et de journalistes), Leïla Zana, accusée de « séparatisme » et de « terrorisme », devait être punie pour l'exemple. D'autant plus sévèrement qu'elle se bat pour le respect de l'identité et de la culture kurdes « dans un cadre démocra-

tique et à l'intérieur des frontières turques existantes ». Devant la Cour de sûreté d'Ankara, au terme d'une parodie de justice, le procureur a demandé la mort.

À la veille du verdict, qui devait être rendu le 8 décembre, Leïla Zana s'affirmait « déterminée à se battre jusqu'au bout », témoigne Sylvie Jan, dirigeante de la Fédération démocratique internationale des femmes, et de l'Union des femmes françaises, présente au procès. Ainsi, par milliers, des femmes d'Europe ont expédié des messages au ministre turc de la Justice, exigeant la liberté inconditionnelle pour Leïla et ses camarades. L'écrivain bangladais Taslima Nasreen, pourchassée pour délit d'opinion, lui a transmis ses sentiments de solidarité. « Elle doit sortir de prison libre de pouvoir continuer à défendre la cause de son peuple », dit Sylvie Jan. Leïla ne transigera pas à moins : « Quel que soit le cours du procès, il est exclu que nous renoncions à nos revendications. »

**Yves Housson**

**Leïla Zana, combattante pour l'identité et la culture kurdes.**



humanitédimanche — 8-14 décembre 1994

# Justice et liberté pour Leyla Zana

**D**e ma fenêtre d'hôtel, je regarde Ankara s'activer. Il est tôt. Les bureaux sont déjà éclairés, la circulation intense. Pour traverser, il faut courir à toute allure entre les voitures qui foncent. Ni passage piéton, ni feu sur cette avenue. Cet exercice périlleux semble coutumier. Personne n'hésite à s'élancer.

Sur le trottoir d'en face des jeunes se rendent au lycée. Les filles en jean et en baskets, le sac jeté sur l'épaule, les cheveux longs et libres. Elles se pressent. Il pleut et il fait froid.

Plus loin, je sais que Leyla Zana attend dans sa prison. Elle est la première femme députée kurde élue au parlement turque. Elle est condamnée à mort pour délit d'opinion.

C'est pour elle, pour assister à son procès, que nous sommes venues dans cette ville grise.

"Il faut attendre encore une heure", lance Devrime qui traduit. Devant le Palais de Justice, si mal nommé, nous nous regroupons. Nous ne sommes pas encore sûres de pouvoir entrer. Dans notre groupe : des démocrates danoises, italiennes, suédoises, espagnoles, le bâtonnier de Bruxelles, président des Avocats sans frontière, des avocats de la Fédération de la Ligue des Droits de l'Homme, Antoinette Fouque, beaucoup de journalistes de la presse internationale.

Enfin on nous fait signe. Fouille très minutieuse. Remise du passeport. Je n'ai sur moi qu'un petit carnet et un stylo. Nous passons avec Maité qui m'accompagne au nom de la FDIF.

Le procès est déjà commencé. La porte franchie, je vois d'abord le Président de la cour de sûreté, très haut perché, dans une robe rouge. Il parle devant un micro. Il est le seul à en avoir. Le secrétaire ne relève que ses propos. Il tape très vite et très fort sur les touches de sa machine à écrire. Elles résonnent et crépitent comme le tir d'une mitraillette automatique que portent les gardes à l'entrée.

Tout le monde écoute. Silence de plomb. J'ai le ventre crispé. Nous sommes assises au premier rang des gradins réservés à la famille et aux observateurs. A un mètre de nous, une rangée de militaires, côte à côte, entoure les députés innocents.



Leyla Zana

**Sylvie Jan\* de retour d'Ankara où elle s'est rendue pour assister à l'ouverture du procès de Leyla Zana nous livre ses impressions.**

**Leyla Zana, première femme députée kurde, risque la peine de mort. Elle est accusée de défendre le droit à la reconnaissance du peuple kurde. Sa lutte est celle de la démocratie, de la liberté d'opinion et d'expression.**

Entre deux, nous cherchons à voir. Sept députés sont assis, très droits. Ils nous tournent le dos. Leyla n'est pas là. Nous sommes inquiètes pour elle. Plus tard, l'avocat général expliquera qu'elle était trop malade pour se déplacer.

❖ **De quoi l'accuse-t-on, elle et les autres ?**

D'être kurde et de revendiquer le droit de le rester. De défendre le peuple kurde, sa culture, son identité. Ils ne cessent de réclamer une solution politique au problème kurdo-turc, par le dialogue. Ils réclament une démocratie pluraliste et veulent y parvenir de façon démocratique. Ils ne demandent pas un état indépendant mais une reconnaissance pleine et entière de leurs droits de kurdes au sein des frontières existantes.

Depuis son élection comme députée de Diyarbakir (capitale culturelle et politique du Kurdistan turc) en 1991, Leyla Zana veut faire taire les armes et lutte pour une solution pacifique au problème kurde. Croyant à la force de l'égalité, de la justice et de la fraternité dans une institution fondée sur les principes de la démocratie, Leyla Zana prête le serment parlementaire par une phrase kurde en faveur de la fraternité kurde et turque. Depuis, elle est traitée par tous les parlementaires turcs comme "sale kurde". Sa vie commence à être menacée et elle n'a plus été autorisée à reprendre la parole au parlement. Avec elle, les autres députés avaient exprimé ces mêmes idées de démocratie et de reconnaissance culturelle à la tribune de l'Assemblée et lors de discours en Turquie et à l'étranger. Quoi de plus normal pour des élus ? Mais ces paroles sont jugées comme un danger mortel "pour l'unité de la Nation et de la Patrie".

En fait, leurs paroles portent et défendent la longue histoire du peuple kurde.

Le mari de Leyla, maire de Diyarbakir, emprisonné une première fois durant 15 ans, relâché puis à nouveau emprisonné depuis quatre ans, écrit (1) : "L'Occident, qui au lendemain de la première guerre mondiale, au nom d'intérêts égoïstes notamment pétroliers, avait partagé notre pays en quatre états, n'a-t-il pas le devoir moral de garantir aux 30 millions de kurdes de la région un statut respectueux de leur personnalité culturelle ?" Depuis soixante-dix ans, les Kurdes subissent persécutions, massacres, tortures, déportations, interdictions, y compris celle de la langue kurde.

L'ouverture politique pratiquée en 1990 par le Président de la République, Mr Ozal, avait permis l'élection de Leyla et des autres députés kurdes. Mort d'une crise cardiaque (?) on assiste immédiatement, en 1992, à un brutal retour en arrière, une terrible répression. Madame Ciller, Premier ministre, a donné carte blanche à l'armée du Kurdistan, où le PKK (2) organise la guérilla depuis 10 ans. Pour elle, "il n'y a ni kurde, ni problème kurde en Turquie, il y a un problème de terrorisme qu'il faut éradiquer avec fermeté". 1800 villages, récoltes

\*Secrétaire générale de l'UFF et présidente de la FDIF.





De gauche à droite : Sylvie Jon, la mère et l'avocat de Leyla Zana.

et forêts brûlées, des civils, des intellectuels, des journalistes emprisonnés, torturés ou sauvagement abattus. Pour ce désastre, le gouvernement turc dépense des sommes colossales et la France, elle, vend ses armes, 20 hélicoptères d'une valeur de 253 millions de dollars.

Le procès se déroule. Les députés, chacun leur tour, vont avec beaucoup d'énergie dénoncer "le procès politique" et l'absurdité de la situation "tragi-comique". Chacun y va de ses arguments. L'épée de Damoclès qu'ils ont au-dessus de la tête est lourde, très lourde. La peine capitale.

Pour les soutenir, 200 avocats ont créé un comité. Un certain nombre d'entr'eux, en tenue, suivent aussi le procès.

Personne ne bouge, ne parle. Les seuls mouvements auront lieu à trois reprises durant dix secondes à chaque relève des

militaires. Les députés en profitent pour se retourner, repérer les leurs : leurs regards embrassent leurs épouses, au maximum de leur beauté ce matin, leurs enfants, leur famille, quelques amis du parti démocratique (DEP). Leurs regards interrogent, répondent, rassurent, de nombreux messages circulent en silence dans la salle de façon très impressionnante. Leurs sourires vont aussi vers nous. Ils font signe de la tête et semble dire "Oui, c'est cela qu'il faut faire, venir et témoigner". Ils sont beaux et fiers. Cette fois encore, personne ni aucune menace, ne les auront fait céder.

### ❖ Les mots d'amour et d'encouragement continuent de s'élever au-dessus de tout

Quand le président annonce la prochaine session, le 24 novembre, les enfants et les femmes se précipitent le plus près possible et fort. De plus en plus fort parce que les députés s'éloignent. Ils sont emmenés vers le fourgon blindé. Mais les mots d'amour et d'encouragement continuent de s'élever au-dessus de tout. Les sept élus nous disent au-revoir de leurs mains. Nous répondons tous du même geste mais ils ne nous voient plus.

Le lendemain, l'avocat de Leyla Zana nous accorde un long moment. "Je vais lui rendre visite cet après-midi". Il vient de glisser dans sa mallette tous les messages faxés de France, une lettre témoignant de notre solidarité et, en cadeau imprévu, un gilet de laine et un foulard, ceux que nous avons sur nous.

Leyla a froid. Sa cellule, très grande, n'est

pas abritée du vent et de la pluie. Le toit n'est pas isolé. Pour obtenir réparation immédiate, l'avocat nous demande d'écrire au ministre de la Justice qui seul peut débloquer des crédits pour la prison.

Leyla passe sa journée assise près du petit poêle. Elle est malade. De quoi ? l'hôpital a perdu son dossier. "Nous craignons une maladie du sang". Pour la sauver, pour qu'elle soit correctement soignée et vite, seule la riposte et la solidarité internationale comptera. Après avoir été horriblement torturée à l'électricité sur le sexe en 1988, Leyla, affaiblie, continue de résister. Elle ne veut pas être libérée "pour raison de santé". Elle veut sortir libre parce qu'elle est innocente. ■

Sylvie Jon

avec le concours de Nazand Begikhani

1) Le Figaro, 13 mai 1994

(2) PKK : parti des travailleurs kurdes

Le prix SAKHAROV a été créé au Parlement Européen en 1989, il rend hommage à tous ceux qui payent de leur vie le combat pour les droits de l'homme.

Alors qu'il a déjà été donné de manière conjointe à Anatolie Marchenko et Nelson Mandela en 1989, de manière collective aux mères de la place de mai en 1992 et au quotidien de Sarajevo, Oslododjenje, en 1993, on comprend mal le refus tout à fait arbitraire par la Commission des Affaires Etrangères d'accepter les candidatures conjointes proposées par le groupe GUE, à savoir Talisma Nasreen et Leyla Zana.

Nous ne nous faisons pas d'illusion sur l'efficacité de tels prix. Je pense à Aung San Suu Kyi qui l'avait obtenu en 1991 ainsi que le Prix Nobel de la Paix et qui est toujours en résidence surveillée aujourd'hui.

J'espère toutefois que nous réussirons à faire aboutir notre proposition pour sensibiliser l'Europe et le monde au sort de Leyla Zana.

Il est essentiel pour nous, de faire savoir l'intérêt que nous portons au sort des femmes et des hommes démocrates, qu'ils soient éloignés de la Communauté Européenne ou très proches, comme c'est le cas pour la Turquie qui est candidate à l'entrée dans l'Union Européenne.

Je ne sais si, Leyla, vous pourrez lire au fond de votre geôle, ces quelques mots. Je ne sais si l'éventualité du prix Sakharov serait un soutien pour vous mais, que vous l'obteniez ou pas, sachez qu'il y a des hommes et des femmes qui ne se résoudront jamais, où que ce soit dans le monde, à laisser assassiner, de quelque manière que ce soit, la voix de la liberté, de la dignité.

Il n'y a pas de réponse à la hauteur du scandale, des menaces qui pèsent sur vous, si ce n'est celle d'une lutte incessante pour que votre parole, votre vie, soient préservées.

Aline Pailler, écrivaine et députée européenne.

**Vous aussi, manifestez votre solidarité avec Leyla Zana**

Intervenez auprès du ministre de la justice turc pour exiger justice et liberté pour Leyla Zana et immédiatement l'amélioration de nos conditions de détention et de soins.

Ministère de la justice

Sayin Mehmet Mogoltay

Adalet Bakani

Bankanliklar

Ankara - Turkiye

fax : 19.90.312.419.27.09

Ecrivez-lui

Pour son moral, il est indispensable qu'elle reçoive de nombreux messages qui peuvent lui être adressés par l'intermédiaire de son avocat

Avocat de Leyla Zana

Av. Feridun Yazar

Selânik cad.23/8

Kizlay- Ankara - Turkiye

B.Tél : 19 90312.425.34.36

Prison

Kapali Cezaevi

Ulucanlar - Ankara - Turkiye

SOLIDARITE

27

CLARA-MAGAZINE N°32 DÉCEMBRE 1994

ND - 12.12.1994

# „Die Türkei muß aus dem Europarat verschwinden“

Heftige Proteste der internationalen Prozeßbeobachter nach dem Urteil gegen die DEP-Abgeordneten

Aus Ankara berichtet  
Dr. FLORENCE HERVE

Das Skandalurteil des Staatsicherheitsgerichtes in Ankara gegen die Abgeordneten der „Demokratie-Partei“ (DEP) bringt die Türkei außenpolitisch in die Brei- douille. Die Staats- und Regierungschefs der EU äußern sich am Rande des Essener Gipfels am Wochenende besorgt über die Verurteilung frei gewählter Parlamentarier. In der Türkei kritisierten Vertreter der mitgliederreichen sozialdemokratischen SHP sowie von Unternehmervereinigungen das Urteil.

Das angsterregende, an Nazi-Architektur erinnernde Gerichtsgebäude in Ankara war am Tag der Urteilsverkündung von Militärs, Polizisten und Panzerwagen (sind es deutsche?) belagert. Im Treppenhäus wartete eine dicht gedrängte Menschenmenge auf den Beginn des Prozeßtages: neben Beobachtern und Journalisten aus aller Welt auch die Familienangehörigen der Angeklagten. Leyla Zanas Mutter, eine kleine Frau mit weißem Kopftuch, übermittelte uns die Worte ihrer Tochter: „Der Kampf ist bereits gewonnen, weil er weit über Europa hinausgeht. Wir haben Freunde überall.“

Die Anwälte waren aus Protest gegen einen Prozeß, der Zeugenaussagen für die Angeklagten nicht zuließ, bei der Urteilsverkündung nicht anwesend. Draußen trugen sie das Bild ihres Kollegen Faik Candan auf ihrer Jacke, des Rechtsanwalts und früheren



Vier der verurteilten kurdischen Abgeordneten vor der Urteilsverkündung: Ahmet Türk, Orhan Dogan, Leyla Zana und DEP-Vorsitzender Hatip Dicle (von links nach rechts) Foto: Reuter

Präsidenten der Vorläuferin der *Demokratie-Partei* (DEP) in Ankara. Candan, eigentlich Anwalt der Verteidigung, ist seit Anfang Dezember spurlos verschwunden. Menschenrechtler befürchten, daß er ermordet worden ist.

Die Angeklagten sprachen nur kurz. Leyla Zana: „Ich verteidige mich nicht, denn ich habe nichts Falsches getan. Ich bin für Demokratie, Frieden und Brüderlichkeit eingetreten.“ Als nach anderthalb Stunden das Urteil verkündet wurde – fünf Abgeordnete, darunter die 33jährige Leyla Zana und DEP-Vorsitzender Hatip Dicle, wurden zu je 15 Jahren

schen *Frauenföderation* (IDFF), zeigte sich besorgt, daß die Abgeordneten in Vergessenheit geraten könnten. Gefängnis heißt z. B. für Leyla Zana Isolierung in einer winzigen Zelle, zwei mal drei Meter, künstliches Licht, einmal in der Woche ein zweistündiger Besuch ihrer Eltern. Hinzu kommt die Nicht-Behandlung einer schweren Blutkrankheit, die im Zusammenhang mit einer früheren Haft steht – Leyla Zana war Ende der 80er Jahre mit Elektroschocks sexuell gefoltert worden. Der französische Rechtsanwalt Christian Charrière-Bournazel fordert eine Untersuchung der Haftsituation. Es gibt eine Fülle weiterer Vorschläge: Anfragen bei der Europäischen Kommission, Menschenrechtskommission, symbolische Delegation von Leyla Zana als IDFF-Vertreterin zur Weltfrauenkonferenz in Peking im Herbst 1995, Frauenproteste vor den türkischen Botschaften.

Der DEP-Abgeordnete Sirri Sakik, einer der beiden Freigelassenen, fragt sich, wieso gerade er vom Gericht verschont worden ist. Raki trinkt er an diesem Abend, nach vielen Monaten Haft – seine Freunde, die im Gefängnis bleiben müssen, hatten ihn ausdrücklich beim Abschied darum gebeten: „Trinke für uns mit!“ Ob er daran denkt, einen Asylantrag zu stellen? Sakik macht eine verneinende Kopfbewegung. „Wir wollen an der Seite des türkischen Volkes leben. Dafür setzen wir uns ein, auch wenn 30 Menschen täglich getötet werden.“

Sylvie Jan, Vorsitzende der *Internationalen Demokrati-*

den.“ Unter den wenigen deutschen Stimmen die des SPD-Europaa Abgeordneten Jannis Sakellarioti: „Ich bin entsetzt, dies ist ein Terrorurteil.“

Auf den aufgeregten Einwurf einheimischer Journalisten, die Beobachter mischten sich in die inneren Angelegenheiten der Türkei ein, antwortete der Vorsitzende der *Internationalen Föderation für Menschenrechte*, Daniel Jacoby: „Die Souveränität auf nationaler Ebene hat ihre Grenze dort, wo Menschenrechte verletzt werden.“

Sylvie Jan, Vorsitzende der *Internationalen Demokrati-*

## KURDES

## L'ÉPÉE DE DAMOCLÈS

Huit députés d'origine kurde étaient poursuivis pour « séparatisme » et « atteinte à la sûreté de l'Etat », deux chefs d'accusation qui faisaient planer sur eux la peine capitale. Le verdict prononcé jeudi 8 décembre par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara s'est soldé en quinze lourdes années d'emprisonnement pour cinq d'entre eux. Le procureur a fait appel pour obtenir la peine de mort.

Témoignage Chrétien — 16 décembre 1994

La Cour de Sûreté a finalement abandonné les chefs d'accusation de « haute trahison » pour celui « de constitution de bande armée », passible de dix ans de prison, peine majorée de cinq ans en raison de mesures spéciales anti-terroristes. Quinze ans de prison, donc, pour Leyla Zana, Hatip Dicle, Selim Sadak, Ohran Dogan et Ahmed Turk. Les autres, Sedat Yurtas, Sîri Sakik et Mahmut Alinak, s'en sortent avec trois et sept ans et demi. Un verdict très lourd pour un délit d'opinion, surtout si l'on considère l'absence de preuves associées aux chefs d'accusation.

Ce procès n'est rien moins que celui d'un conflit vieux de dix ans déjà. Un conflit dans lequel le gouvernement turc investit près de 37 milliards de francs par an et qui a causé la mort d'une quinzaine de milliers de personnes dans la région du Kurdistan, à l'est du pays. Le Premier ministre, Tançu Ciller, s'était promis d'anéantir la rébellion kurde.

L'accusation de séparatisme n'est plus crédible aujourd'hui, même - semble-t-il - pour les groupes les plus radicaux. Le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, a abandonné officiellement ses revendications séparatistes et a appelé récemment à un cessez-le-feu, rejeté par Ankara. La cible de l'armée turque n'est pas tant la

rébellion que l'expression de l'identité kurde. Aussi, la condamnation des députés devait-elle être exemplaire.

Tous membres du DEP - le parti de la démocratie - les députés avaient été arrêtés en mars dernier, à la veille des élections municipales. Ces représentants des populations kurdes prônaient une solution politique au conflit turco-kurde, ce qui avait été traduit par « *propos séparatistes* » et complicité avec le PKK.

Le DEP, le seul parti pro-kurde avait été dissous sous la pression des autorités. Beaucoup d'opposants n'ont pas eu la chance de bénéficier d'une procédure juridique. Les exécutions sommaires perpétrées par des « *escadrons de la mort* » sont des faits connus des associations de droits de l'homme. Nezan Kendal, président de l'Institut kurde de Paris n'a d'ailleurs pas pu se rendre à Ankara pour assister au procès : « *Cela aurait signifié un aller-simple* », plaisante-t-il amèrement.

Le verdict s'avère être un compromis entre les exigences des militaires et des Turcs nationalistes d'une part, et celles des Kurdes et des défenseurs des droits de l'homme d'autre part. Les deux parties peuvent encore faire pencher la balance par des procédures d'appel et obtenir la libération des prisonniers ou bien leur tête. Mais la requête du procureur Demirel pour obte-



Orhan Dogan, Leyla Zana et Ahmet Turk à l'annonce du verdict.

nir la peine de mort semble une issue improbable compte tenu des pressions européennes et des risques d'explosion de violence en territoire kurde.

Forts de leurs trois cent vingt cinq défenseurs inscrits au dossier, les députés ont fait appel pour invalider le verdict : ils contestent tout le contenu des 450 pages du dossier d'accusation ; leurs avocats avaient d'ailleurs boycotté le procès qu'ils estimaient truqué. La défense, qui jouit de l'appui des pays occidentaux, peut également engager une procédure auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, laquelle pourrait aboutir à une condamnation de la Turquie.

Le gouvernement turc a dû essuyer les protestations de l'Occident, depuis le Département américain, les ministres des affaires étrangères, les associations de droits de l'homme, jusqu'au Parlement européen qui réclame la libération immédiate des députés. A l'Institut kurde de Paris, on juge cependant les pressions inter-

nationales et « les positions européennes molles » au regard de la gravité des faits.

En effet, l'Europe proteste. Mais elle maintient le projet d'union douanière que la Turquie doit signer le 19 décembre prochain. Par ailleurs, la décision de l'Allemagne de ne pas expulser de Kurdes vers la Turquie jusqu'au 20 janvier seulement peut laisser perplexe. Les violations de la Charte européenne des droits de l'homme par la Turquie n'ont jusqu'à présent pas provoqué de véritables sanctions de la part de ses voisins européens. Ceux-ci paraissent mener en effet une politique prudente à son égard, compte tenu du rôle joué par la Turquie dans le dispositif occidental dans la région. Mais il n'est pas à exclure que le Parlement européen adopte une attitude plus ferme à l'encontre de la Turquie.

Géraldine Berber

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0254 4 I 0273 RFA /AFP-MI38

Allemagne-Turquie

Le parlement allemand dénonce la condamnation de députés kurdes de Turquie

BONN, 15 déc (AFP) - La présidente du Bundestag (chambre basse du parlement), Rita Suessmuth, a vivement dénoncé jeudi en séance plénière et au nom du Bundestag les lourdes condamnations prononcées le 8 décembre à Ankara contre des députés accusés d'avoir soutenu le PKK.

"Le Bundestag a pris connaissance avec inquiétude et déception du jugement de la Cour de sécurité d'Etat", a dit Mme Suessmuth, ajoutant: "nous appelons avec vigueur la Grande assemblée nationale de Turquie à créer les conditions législatives pour que de tels procès ne puissent pas se répéter".

"Nous appelons la Turquie à examiner avec attention ces jugements et à suspendre jusque-là leur application", a-t-elle ajouté.

Huit députés turcs d'origine kurde ont été condamnés à des peines de prison allant jusqu'à 15 années fermes pour avoir soutenu le PKK séparatiste, en lutte armée contre le régime d'Ankara.

Le gouvernement allemand avait déjà critiqué ces condamnations et décidé "d'analyser précisément" le jugement. Dans l'intervalle, toutes les expulsions de Kurdes déboutés du droit d'asile ou accusés d'atteinte à l'ordre public ont été reportées jusqu'au 20 janvier au moins.

"Cette interruption des expulsions", a dit Mme Suessmuth, "doit aussi signaler à la Turquie que nous continuerons à observer d'un oeil critique sa façon de traiter les droits de l'homme et les droits politiques".

Le parlement allemand a rappelé qu'il avait condamné formellement "les actes terroristes du PKK", dans une résolution adoptée le 28 avril.

cpb/jmc

AFP /J00245/151257

DEC 94

**Turquie**

# La condamnation des députés kurdes



ARC

Les députés kurdes lors de leur condamnation

# 15 ANS POUR DELIT D'OPINION

De trois ans et demi à quinze ans de prison (pour cinq d'entre eux), telle est la condamnation décidée le 8 décembre par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara à l'encontre de huit ex-députés turcs, accusés de «séparatisme» pour leur sympathie à l'égard des revendications kurdes. La condamnation est lourde, même si l'on pouvait s'attendre à encore pire puisque la menace de la peine de mort pesait sur eux.

Pour sept d'entre les

condamnés, il s'agit d'ex-députés du DEP, le parti Social-démocrate kurde. La très grande majorité du parlement turc avait, en votant la levée de leur immunité parlementaire, permis leur arrestation, et les avait ainsi livrés à la vindicte de l'Etat.

L'armée, engagée au Kurdistan dans une guerre totale, ne pouvait supporter que l'on puisse, dans l'enceinte du parlement, faire entendre les revendications d'une population kurde qu'el-

le avait décidé d'écraser.

Les molles protestations des gouvernements occidentaux au nom des «droits de l'homme» n'ont pas servi à grand chose. Le régime et l'armée turcs sont pour ceux-ci des alliés indispensables aux portes d'une région aussi instable que le Proche-Orient, et les dirigeants turcs savent très bien que ces protestations sont surtout destinées à se dédouaner. Les Occidentaux n'envisagent nullement de

peser en faveur d'une quelconque reconnaissance des revendications kurdes, et rien ne dément en fait leur solidarité avec le régime d'Ankara dans la guerre que celui-ci mène au Kurdistan.

Les députés kurdes vont croupir en prison pour un délit d'opinion, consistant à avoir défendu l'idée d'une autonomie du Kurdistan ne serait-ce que sur le plan culturel et linguistique, et à s'être servis pour cela de leurs sièges de parlementaires ; cependant que l'armée turque continuera sa politique de terre brûlée au Kurdistan contre ceux qui ont cherché à défendre ces mêmes revendications par les armes ; avec tout juste quelques protestations hypocrites de la part de gouvernants impérialistes prétendument défenseurs des «droits de l'homme», mais surtout partisans du maintien à tout prix de l'ordre mondial.

A.F.

FRIDAY, DECEMBER 16, 1994

# Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

## A Stain on Turkey

A Turkish court has sentenced eight Kurdish members of Parliament to prison for doing what representatives in a democracy are supposed to do — speaking out in behalf of their constituents. Washington was right to protest this gross injustice. It is a stain on Turkey's human rights record.

Even worse, it is a blow to Turkish democracy. It violates the principle of parliamentary immunity that is essential to representative government. It also threatens to polarize Turkish politics by driving Kurdish dissent out of normal political channels and into the violent arms of Kurdish separatists. Only a prompt pardon by Turkey's president, Suleyman Demirel, and the return of the legislators to Parliament could undo some of the damage. Washington would be wise to seek that.

Many of the country's millions of Kurds are integrated into Turkish society, but those who have sought to maintain their ethnic identity have faced discrimination and worse. The Kurdish language is banned; Kurdish human rights workers and journalists have been the victims of death squads. Others have "disappeared" while in the custody of

security forces. The government has turned its Kurdish policy over to the army, which is seeking a purely military solution. In its war on Kurdish separatists it has turned southeastern Turkey into a killing field, destroying villages and driving out the civilian population.

The main effect of this misguided strategy has been to generate recruits for separatism and radicalize Kurds who want nothing more than their rights as citizens.

Instead of seeking political accommodation with the Kurds, the government banned the Democracy Party, which draws on Kurds for support. Seven of its elected deputies, along with one independent, were arrested and held in preventive detention on trumped-up charges. None were accused of acts of violence, and only one of any act at all — allegedly giving shelter to five members of the separatist Kurdish Workers Party, or PKK. Their main offense was saying things that the military and the government preferred not to hear. After a procedurally tainted trial, the eight are now being sent to prison, some for 15 years.

Ankara needs to correct this injustice and change its ill-conceived course.

— THE NEW YORK TIMES.

## U.S. Presses Turkey on Rights Cases

WASHINGTON (NYT) — The Clinton administration has increased pressure on Turkey to stop human rights abuses after a state security court convicted eight Kurdish members of Parliament last week of supporting an illegal Kurdish separatist group.

The State Department has suggested that the Kurdish lawmakers were convicted for merely speaking out on behalf of their people. Some officials voiced concern that two speeches cited were made by parliamentarians to the Carnegie Endowment for Peace and the Helsinki Commission of the U.S. Congress.

The administration is trying to press Turkey without straining relations to the breaking point. Turkey has long been one of America's closest allies in the Middle East.



## Turkey Tries To Justify DEP Verdict

İlnur Çevik

**T**urkey went to pains to justify the Ankara State Security Court decision to sentence eight Kurdish politicians to prison terms ranging from three-and-a-half to 15 years on charges of aiding armed gangs despite the fact that it dropped the more serious charge of treason.

The eight were convicted of aiding the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been fighting a separatist war in southeast Turkey for 10 years. The violence has claimed more than 13,000 lives.

Some Turkish officials had felt the fact that the court passed prison sentences instead of capital punishment would be received positively by Western countries. Yet, they were dead wrong. Western governments voiced their dismay and saw the sentences as an effort to stifle free speech.

Prime Minister Tansu Çiller, while addressing a meeting with European Union ambassadors, told the diplomats that the verdicts at the trial, known as the DEP case because it involved the former deputies of the defunct pro-Kurdish Democracy Party (DEP), were subject to appeal and the former deputies also had the right to refer the case to the European Court of Human Rights.

Earlier there were high expectations that the court verdict would be delayed until after the new year when Turkey could overcome various hurdles to join the European customs union. The court, however, disregarded pleas for a delay and went ahead, announcing the verdicts.

After the verdict President Süleyman Demirel was the first Turkish leader to react in anger to Western criticism, saying the trial judges, Parliament and the Constitutional Court had acted independently in cracking down on separatism. Prime Minister Çiller and the opposition chief joined in his backing of the verdict while the government-partner social democrats sided with foreign critics, saying it would isolate Turkey and block efforts for a peaceful settlement of the Kurdish problem.

"There's no need for anybody to wait: neither here, nor abroad," Demirel said, addressing himself to the critics while touring the Parliament. "Now, what's Europe telling us? 'Well, let these people out of jail.' Just what does the man who says this think Turkey is? Turkey is a state of law. No one is grabbed by his collar and taken anywhere for no reason," he said.

He stressed that those appealing to him as the president (for the release of people from prison) "should be knowledgeable enough to know that I am not the one who has put them there." "If the per-

son they appeal to (for the release), either myself or the others, can take prisoners out of jail, it means that they can also put them in and this will be something very grave. What do they think Turkey is?"

If there was any injustice, there were 428 (Turkish) deputies in Turkey to protest that, Demirel noted, adding that he has been saying all along that if the system works, there will be a solution for everything.

He said the judges in Turkey were independent, and "prosecutors were the eyes and ears of the state and its laws." "But there is also an unrestricted defense. What's more, the justice system in Turkey is multi-tiered. The sentences are open to appeal. They are also open to the European Human Rights Court," Demirel added.

The president said the state prosecutors took up the issue (of the pro-Kurdish deputies) in the face of threats aimed at the unity of the state and the case went through normal procedures. He said that in lifting the immunities of the former DEP deputies, Parliament had exercised its own free will, and no one gave orders to the Constitutional Court when it decided to close the party.

Demirel avoided comment on the length of the sentences, saying otherwise he would have substituted himself for a judge. "As president, it (the verdict) does not concern me. For nearly 40 years I struggled for democracy, for law in this country. It's a free judiciary and it has given its decision."

Earlier, Çiller expressed similar views in a statement issued from her office after the sentencing, saying it proved that the courts were independent in Turkey.

In her message, Çiller said Turkey was not the only country where members of Parliament were sentenced and there were such countries among the Council of Europe members. She said in one European state more than three deputies had been sentenced because of links with a terrorist organization although she did not name the country.

But the spokesman for Çiller's government allies attacked the verdicts, which, he said would definitely be overturned either by the appeals court or the European Human Rights Court. Cahit Karakaş, a senior official of the Social Democrat People's Party (SHP) said there was no European country in which a politician could be stripped of his parliamentary immunity or sentenced because of his political views and any sentencings would be over ordinary crimes.

He said he hoped that the European Court of



Human Rights would correct the mistake.

The verdict against the Kurdish politicians would strengthen the hands of those advocating violence, the SHP official said, in apparent reference to the PKK.

Mesut Yılmaz, the chairman of the main opposition Motherland Party, on the other hand, disputed the European critics' right to threaten action against Turkey's integration.

"Turkey has met the legal requirements for the customs agreement with the European Union. Forgetting everything that has been done so far and tying the issue to human rights now, will be a negation of contractual agreements," Yılmaz said. "Shall we close our courts in order to open the doors to Europe? This is absurd," the ANAP leader commented. "But, alas, we do not have a government at present with enough self-confidence to tell this to the Europeans," he added as a jibe at Çiller.

**THOSE RELEASED-** Sirri Sakık, a former deputy from DEP, and Mahmut Alınak, an independent deputy, meanwhile charged that the sentences handed out by the court to them and six other pro-Kurdish former deputies would ensure that the outlawed PKK would become "the hope of the people" in southeastern Anatolia. Sakık and Alınak, who each were given three-and-a-half years and a TL 70 million fine by the court for promoting the PKK's cause but who were released in view of the time they had already been in prison, answered questions for the Turkish Daily News, after their release.

Alınak argued that the verdict passed on the pro-Kurdish politicians meant in effect that the legal political field was closed to Kurds and that "going underground and taking to the mountains had become the only source of hope for them." "Parliament has no appeal left for me. Its will has been destroyed. Parliament has failed to stand up for its own members," Alınak, who still retains his parliamentary seat, said.

He added that he would start work in the near future to establish a new political party.

On Dec. 14, Alınak returned to the Parliament for the first time since March but received a cold reception. He was accompanied by Mehmet Emin Sever, another former DEP deputy who is now an independent. Only former Interior Minister İsmet Sezgin welcomed Alınak back to Parliament.

Sakık indicated that apart from the contradictory statements of some witnesses who had turned states evidence, there was nothing that could be proved against them.

"What evidence they had was not enough to convict anyone of membership of an illegal organization. The verdict is one full of comic aspects. They say the Turkish flag was not hanging at the party congresses of the DEP or HEP (DEP's predecessor) or that the national anthem was not sung. This is not my responsibility. If a crime has been committed, then the officials of the party should have been accused," Sakık said. Going on to declare that they

were elected as deputies from a part of the country which "smelled of blood and gunpowder," Sakık said they had, from the beginning, been subject to a systematic campaign.

He acknowledged that they, too, had displayed "some shortcomings," referring to some "emotional outbursts" in the recent past.

Indicating that they had offered solutions to the Kurdish question in Turkey, Sakık said: "If they think that it will contribute to domestic peace, then let them hang us. Let them put us in prison, not for three years, but for 30 years." Sakık continued: "Five of my relatives were burned alive. I was accused of being a member of the PKK for bringing these issues to Parliament. We as 22 deputies signed a declaration and gave it to Erdal İnönü (the former leader of the SHP). İnönü said, 'I am prepared to sign this as the 23rd deputy.' I was arrested and sentenced to prison later for reading this declaration out loud in Manisa," Sakık said.

Sakık maintained that the events since March 2, when they were arrested, until now had "sown the seeds of hatred and enmity." "If you do not give people freedom of thought, if you apply pressure on them, then the underground and the mountains become popular. But the Kurds are saying that we want to engage in politics on a legal basis. I have been involved in politics for 20 years, but I had never been accused. But when I was elected a deputy, I somehow became a member of the PKK. In the same way Ahmet Türk (one of the deputies convicted to 15 years) has been in politics for 15 years. Where were their minds for 15 years?" he asked.

"The geography that we are in is a problematic one. From time to time your brother is killed just next to you, your brothers are killed and you end up saying emotional things," Sakık said in a clear reference to some past statements.

He said that he had called President Süleyman Demirel to give him some recommendations.

"I told him, 'If you are going to evacuate villages, there are new housing units built in Mus. Take these people there. If you burn down their homes, you will alienate them from the state.' The president intervened. But shortly after that 20 more villages were burned. Now (Prime Minister Tansu Çiller) is trying to implement the same (rehousing project). In the meantime though the children of the villagers whose houses were burned down went and joined the PKK," Sakık said.

"I brought my relatives to Ankara so that they, too, would not take to the mountains. But they were arrested and taken away to be tortured to make them speak against me," he added. Alınak, for his part, said the verdict against the pro-Kurdish politicians would "hold an important place in the solution of the Kurdish problem."

Assessing the verdict against him, Alınak maintained that this "represented no more than the will of a small group which is holding the administration of this country in its hand." Alınak argued that blood



Independent deputy for Şırnak, Mahmut Alınak (R), on Wednesday in the Turkish Grand National Assembly together with independent deputy for Muş, Mehmet Emin Sever. Both parliamentarians are former members of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), which was closed by the Constitutional Court earlier this year. It was the first time Alınak attended Parliament since being released from prison on Dec. 8.

would continue to flow as long as this group remained in power, saying that the verdict against the pro-Kurdish politicians was aimed at disrupting the deep roots of friendship between the Turkish and Kurdish peoples. He said that in order for him to be able to establish a new party he would have to be able to access everyone from the level of village prefects to members of municipal assemblies and added that circumstances were ripe for him to be able to do this.

**THE PROSECUTOR-** Ankara State Security Court Chief Prosecutor Nusret Demiral said he would appeal against the court verdict. Demiral told the Anatolia news agency that the right to appeal was not only held by the accused but by the chief prosecutor as well. Demiral said he considers the sentences passed against the former DEP deputies as too light and has said the accused should have been given the death penalty for treason.

The chief prosecutor repeated this view and said the appeal would be based on the same argument. "However it is not up to us but up to the High Appeals Court to decide on the issue, after the appeal," he said.

Recalling that the sentenced former deputies had blamed the chief prosecutor's office for their heavy

sentences, Demiral said that he had done his duty and nothing else. "I don't think that they blame me," he said.

**THE TRIAL-** The four-month-long trial has drawn protests from U.S. and European officials, who have depicted it as an attempt to stifle free speech. Turkey has long been criticized for human rights abuses stemming from its campaign against Kurdish separatists.

Parliament stripped the eight deputies of their legal immunity and sent them to jail in March. Seven of them also lost their parliamentary seats after the Supreme Court shut down the DEP on charges of having links with the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

No evidence was brought against the defendants suggesting they were involved in PKK violence.

Prosecutors showed videotapes depicting the Kurdish politicians participating in rallies organized by the PKK and tapes of telephone conversations with the PKK's fugitive leader, Abdullah Öcalan.

Sedat Yurtaş was sentenced to seven-and-a-half years in prison while Ahmet Türk, Leyla Zana, Orhan Doğan, Hatip Dicle, Selim Sadak all were sentenced to 15 years. ■

Mis en cause à propos des droits de l'homme

# Les dirigeants turcs tentent de sauver les négociations sur l'union douanière avec l'Europe

Les parlementaires européens ont demandé, jeudi 15 décembre, au Conseil des ministres des Douze de suspendre les pourparlers sur la création d'une union douanière avec la Turquie, et le report de la séance de négociations qui doit avoir lieu lundi 19 décembre à Bruxelles. Le premier ministre turc, M<sup>me</sup> Ciller, s'efforce de son côté d'atténuer l'effet produit en Europe par la condamnation, la semaine dernière, de huit députés d'origine kurde et par la répression menée contre les Kurdes.

ISTANBUL

de notre correspondante

A quelques jours de la réunion du conseil d'association, prévue pour le 19 décembre, qui devrait déterminer les relations futures entre la Turquie et l'Europe, Ankara a lancé une ultime offensive diplomatique pour tenter de surmonter les effets négatifs du verdict prononcé le 8 décembre dernier contre huit députés kurdes et des violations répétées des droits de l'homme. Cette politique répressive a suscité la semaine dernière les protestations de diverses capitales européennes, dont Paris et Bonn.

En conversant par téléphone avec plusieurs dirigeants européens et au cours d'un repas offert le 14 décembre aux ambassadeurs des Douze à Ankara, le premier ministre, Tansu Ciller, a tenté de s'assurer que le processus entamé il y a plus de vingt ans, avec la signature en 1963 à Ankara de l'accord d'association, ne dérailera pas à la dernière minute sous la pression des opinions publiques occidentales. Elle a réitéré sa détermination à conclure une union douanière avec l'Union européenne.

Les enjeux, économiques et politiques, sont importants, pour Ankara comme pour l'Europe. « Les impératifs géopolitiques et stratégiques continuent de l'emporter sur les préoccupations humanitaires », explique un

diplomate européen, qui place le rapprochement avec la Turquie dans un contexte de politique régionale, post-Union soviétique. Si le calendrier prévu est maintenu, la Turquie entrera, le 1<sup>er</sup> janvier 1996, dans une relation de libre-échange avec les pays de l'Union européenne.

## Une cible économique de choix

Depuis 1973, ce pays exporte librement la plupart de ses produits, à l'exception des textiles soumis à des quotas, vers l'Europe. Les importations européennes, en revanche, demeurent soumises à des tarifs qui ont été réduits graduellement au cours des dernières années, pour atteindre 12 % en 1994. Avec un volume d'échanges de 20 milliards de dollars par an, la Turquie se place au dixième rang des partenaires commerciaux des Douze et, malgré les difficultés économiques actuelles, ce marché de 60 millions d'habitants, loin d'être saturé, demeure une cible de choix pour les milieux d'affaires européens.

Les politiciens turcs, par leurs déclarations, donnent souvent l'impression de se cabrer sous les critiques des Européens, mais ils n'en demeurent pas moins convaincus que l'union douanière avec l'Europe est la voie du futur pour leur pays. Longtemps divisés et préoccupés par leurs intérêts immédiats, les cercles politiques et ceux des affaires semblent avoir atteint une convergence sur la question ; le parti de la prospérité (RP, islamiste) demeure un opposant isolé au rapprochement avec les Douze.

L'Union européenne, qui absorbe près de 50 % des exportations turques, est de loin le partenaire commercial principal d'Ankara, mais les retombées de l'accord, qui devrait confirmer l'ancrage de la Turquie en Europe, vont au-delà des chiffres. « Les conséquences politiques de l'union douanière sont perçues en Turquie, à juste titre selon moi, comme une étape vers l'adhé-

sion », déclarait dans un récent discours Michael Lake, le représentant à Ankara de la Commission européenne.

L'ex-ministre des affaires étrangères, Mümtaz Soysal, avait expliqué la position turque à un groupe de journalistes venus d'Europe en novembre, peu avant sa démission. « Nous avons accepté le défi malgré les risques qu'il implique », avait-il déclaré, « nous voulons nous prouver à nous-mêmes que nous pouvons surmonter les difficultés et faire face à la concurrence européenne. » Les consommateurs turcs devraient bénéficier de l'arrivée de produits industriels étrangers qui forceront les compagnies locales à adopter des normes de qualité similaires. Mais il est certain que cette adaptation sera difficile pour certains secteurs de l'industrie turque, l'industrie automobile par exemple, longtemps protégés par les barrières douanières, qui seront durement touchés par la concurrence accrue de leurs rivaux européens.

Bien qu'une assistance financière n'ait pas été prévue dans le cadre de l'accord d'Ankara, ni dans le protocole additionnel signé en 1970, les Turcs insistent sur la nécessité d'un soutien financier. Ce sentiment semble partagé par plusieurs des Douze, qui se heurtent cependant à l'opposition d'Athènes. « Si nous voulons que la Turquie surmonte avec succès le choc de l'union douanière, nous estimons qu'il sera nécessaire de débloquer des fonds importants », explique un représentant européen.

Les Turcs devront encore éliminer plusieurs obstacles avant d'accéder à l'union douanière. L'Assemblée nationale devra adopter dans le courant de 1995 plusieurs lois pour harmoniser sa législation avec celle de l'Union européenne, notamment sur la propriété intellectuelle et les brevets pharmaceutiques. « Le monde des affaires turc a aussi besoin de ces lois » explique Sedat Aloglu, président de la Fondation pour le développement économique

(IKV), qui estime que la discipline économique devrait contribuer à un environnement plus stable susceptible d'attirer les investisseurs étrangers. « Le gouvernement ne pourra plus agir à sa guise », dit-il.

## Les efforts renouvelés de M<sup>me</sup> Ciller

La question épineuse des droits de l'homme, et notamment le procès des députés d'origine kurde, qui « a apporté du combustible à la locomotive des anti-turcs » en Europe, remet cependant en question la possibilité d'une telle intégration et même d'une union douanière. « Dans la mesure où on franchit une étape, on va devoir parler politique », affirme un diplomate occidental qui estime qu'un assainissement du climat politique est indispensable.

Les autorités turques, même si elles protestent en affirmant que la politique ne doit pas empiéter sur un territoire essentiellement économique, semblent avoir compris ce message, si l'on en juge par les efforts renouvelés de M<sup>me</sup> Ciller. Si l'adoption de lois plus démocratiques est le prix à payer pour l'union douanière, il est possible qu'Ankara fasse quelques pas dans cette direction, notamment sous la pression des milieux d'affaires qui s'expriment de plus en plus fréquemment sur les questions de politique intérieure. Encore faut-il que le gouvernement de coalition, constamment sous pression et qui survit au jour le jour, puisse convaincre les « faucons » au sein de l'Assemblée nationale.

Les Européens sont conscients qu'une attitude intransigeante opposée à ce stade à la Turquie ne ferait que renforcer dans ce pays les cercles anti-occidentaux qui préféreraient qu'Ankara concentre ses efforts sur ses relations régionales. « Nous voulons donner un horizon à la Turquie » explique un diplomate européen, qui ajoute : « L'union douanière devrait favoriser les mouvements réformateurs et libéraux. »

NICOLE POPE

## Solidaires de Leyla Zana

**D**E retour d'Ankara où elles ont assisté, le 8 décembre, au procès de Leyla Zana, et de sept autres députés kurdes, Sylvie Jan, présidente de la FDIF (Fédération démocratique internationale des femmes) et Jocelyne Le Lay, secrétaire nationale de l'UFF (Union des femmes françaises), ont témoigné jeudi soir à Paris de cette parodie de procès.

Sylvie Jan a dénoncé l'acharnement contre les députés kurdes et l'a expliqué, en ce qui concerne Leyla Zana, par « la provocation vivante » qu'elle constitue : « C'est une femme, elle est jeune, très belle, insoumise et elle revendique le droit de se dire kurde. » Elle a ensuite appelé les femmes de France à soutenir ce combat. « Quand Leyla résiste aux militaires et aux juges, elle encourage dans leur combat toutes les femmes de la planète, de Taslima Nasreen aux Algériennes », a-t-elle dit.

Sylvie Jan a proposé de développer la solidarité, notamment par des rassemblements le huitième jour de chaque mois jusqu'à la libération de Leyla et de ses compagnons. Le premier aura lieu le 8 janvier à la fontaine des Innocents à Paris. Elle a aussi suggéré d'accentuer la pression sur le gouvernement français pour que cesse la vente de matériel militaire à Ankara. Des armes qui ont déjà servi, avec d'autres, à détruire 1.800 villages kurdes.

FRANÇOISE  
GERMAIN-ROBIN

## Rupture des négociations avec Ankara exigée

Assemblée européenne

**Les députés européens ont demandé à la Commission de Bruxelles de reporter les discussions économiques avec la Turquie et ont exigé la libération des députés kurdes condamnés le 8 décembre par la Cour de sûreté de l'Etat turque.**



Le 8 décembre dernier à la Cour de sûreté de l'Etat à Ankara.

Les députés européens ont demandé le respect du droit à l'identité des Kurdes de Turquie dans le cadre d'un régime démocratique et démocratique.

Pour les députés européens le verdict d'Ankara est « une violation persistante des principes de la démocratie représentative et pluraliste (...) des droits fondamentaux de la personne humaine ». Il constitue « une violation flagrante de la convention européenne des droits de l'homme », ratifiée par

la Turquie. L'Assemblée européenne « affirme sa solidarité avec les députés condamnés et demande que le verdict soit cassé, que soient annulées les sanctions prononcées, que ces députés soient libérés et rétablis dans leurs fonctions, que la décision de dissolution de leur parti soit annulée. Les députés européens invitent aussi « les Etats membres (de l'UE) à ne pas refouler les réfugiés kurdes venant de Turquie ».

Pour le premier ministre du régime d'Ankara, M<sup>me</sup> Ciller, les

relations Turquie-UE seraient entrées « dans une voie irrévocable » et la réunion (de Bruxelles) doit absolument avoir lieu le 19 décembre ». On attend toujours une réaction de la Commission européenne et de son président toujours en exercice, Jacques Delors.



# Frankfurter Allgemeine

ZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND

Frankfurter Allgemeine Zeitung

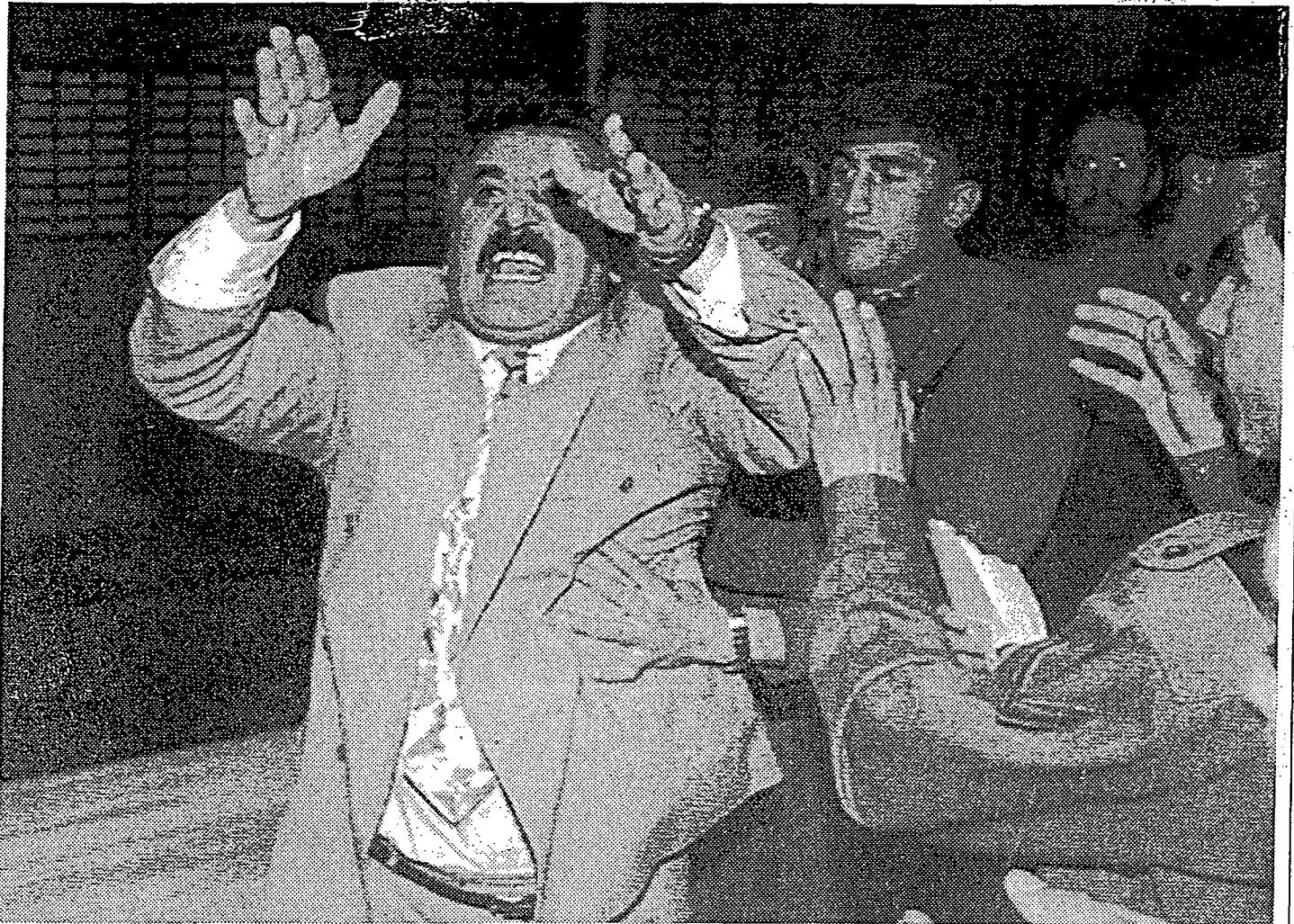


Foto AP

## Fünfmal fünfzehn Jahre Haft in Ankara

Vergeblich protestiert in Ankara Selim Sadak gegen das Urteil des Staatssicherheitsgerichts, er wird abgeführt. Die Richter verurteilten ihn und fünf weitere ehemalige Abgeordnete der inzwischen verbotenen Demokratie-Partei (DEP) sowie einen unabhängigen Abgeordneten zu Haft: Selim Sadak, Leyla Zana, Hatip Dicle, Ahmed Türk und Orhan Dogan zu 15 Jahren, Sedat Yurtas zu siebeneinhalb Jahren, Sirri Sakik und Mahmut Alinak zu dreieinhalb Jahren. Die beiden zu dreieinhalb Jahren Verurteilten müssen zudem eine Geldstrafe von 60 Millionen Lira (umgerechnet etwa 2600 Mark) entrichten. Das Gericht befand die kurdischen Politiker nach Paragraph 168 und 169 des türkischen Strafgesetzbuches und nach dem Antiterrorgesetz für schuldig, eine bewaffnete Organisation unterstützt oder gebildet zu haben. Die Anklage auf

Hochverrat nach Paragraph 125 des türkischen Strafgesetzbuches und damit eine mögliche Verurteilung zum Tode wurde fallengelassen. Nach Ansicht des Chefanklägers am Staatssicherheitsgericht, Nusret Demiral, hatten die Angeklagten den politischen Arm der terroristischen „Arbeiterpartei Kurdistans“ (PKK) im türkischen Parlament gebildet und sich separatistischer Machenschaften schuldig gemacht.

Ein Mitglied des Europäischen Parlaments, Jannis Sakellariou, sagte: „Ich bin entsetzt. Das sind Terrorurteile, die ohne entsprechende Beweisgrundlage gefällt wurden. Es sollte das mindeste sein, daß die für Ende 1995 geplante Zollunion von Türkei und Europäischer Union jetzt nicht möglich wird.“ Offenbar sei die türkische Führung nicht gewillt, eine kurdische Opposition im türkischen Parlament

zu dulden und von der militärischen Niederschlagung des Kurden-Konflikts abzurücken, war von anderen Prozeßbeobachtern zu hören.

Die kurdischen Volksvertreter hatten sich für eine politische Lösung der Kurden-Frage im Dialog eingesetzt. Während der Verhandlungen sagte Mahmut Alinak: „Wir stehen hier, weil wir versucht haben, eine Brücke zwischen Türken und Kurden zu sein, und weil wir die Kurden-Frage lösen wollen, ohne daß weiter Blut fließen muß.“ Die kurdischen Politiker wurden aufgrund ihrer Meinungsäußerungen, teilweise für Aussagen vor dem türkischen Parlament und Gespräche, die sie deutschen Fernsehanstalten gaben, verurteilt und nicht, weil man ihnen eine Gewalttat hatte nachweisen können. Die Verteidiger blieben der Urteilsverkündung fern. (ron.)

# Turkiet stoppat vid EU:s port

## Gränstvist och domar mot kurder hindrade avtal om tullunion

● Europas största stad styrs av islamister. Den gamla imperiemetropolen Istanbul, före 1453 Konstantinopel, håller snabbt på ta den befolkningsmässiga tätpositionen i vår del av världen. Invånarantalet i stor-Istanbul uppskattas till mellan tio och tolv miljoner. Inflyttningen överstiger 1000 personer om dagen.

Kommunikationer och kommunal service knår inför denna folkvandring. Nyanlända från landsbygden eller flyktingar från striderna i östra Turkiet, kan inte vända sig mycket offentligt bistånd. Moskéerna och islams politiska arm, välfärdspartiet, träder in i stället.

Vårens lokalval i Turkiet gav välfärdspartiet makten i Istanbul, huvudstaden Ankara samt ett antal andra samhällen. Ledaren Nemettin Erbakan kunde skryta med att huvuddelen av befolkningen skulle administreras av hans parti.

Lokalvalen blev en chock för det sekulariserade Turkiet och en varningssignal för grannländerna. En nation som organisationsmässigt räknas till Europa - Turkiet tillhör Europarådet, Nato och anses uppfylla geografiska krav för EU-medlemskap - tycktes vara på väg att vända ryggen åt den samhällsmodell som varit statslära under hela den turkiska republikens existens sedan Kemal Atatürks dagar.

### EU-medlemskap dröjer

Viljan att försöka motverka denna utveckling är en viktig faktor i EU:s komplicerade relationer med Turkiet. Landets medlemsansökari 1987 stoppades i Bryssels byråkrater 1989 och lär stanna där för överblickbar framtid. Tanken på en gemensam arbetsmarknad med Turkiet räcker för att avskräcka medlemsländerna.

Men en tullunion, som innebär ökad handel och ett nära handelspolitiskt samarbete, har varit med i planerna sedan

1970. Den var tänkt att träda i kraft vid årsskiftet 1995/96. Ett avgörande beslut skulle ha fattats den 19 december i år.

Så blev det inte. Skälen var två. För EU-landet Grekland är Turkiet arvföranden. Aktuella tvister gäller gränsdragningen i Egeiska havet, en tråta som har internationella dimensioner med tanke på sjöfarten till och från Svarta havet. Det sedan 1974 delade Cypern är en ständig konfliktfråga. Greklands veto hänger alltid i luften när Turkiet kommer på tal.

### Kurdisk martyrer

Även entusiasmen bland övriga EU-stater var emellertid begränsad. Den 8 december dömdes åtta f d kurdiska parlamentsledamöter till i vissa fall långa fängelsestraff av den statliga säkerhetsdomstolen i Ankara. Fem fick 15 års fängelse, däribland den 33-åriga tvåbarnsmamman Leyla Zana. Hon har goda förutsättningar att framstå som en kurdisk martyr. Dagarna före domen fick hon en artikel pub-

licerad i ledande internationella tidningar.

Parlamentsledamöterna anklagades för att vara en politisk arm åt den förbjudna kurdiska terroristorganisationen PKK, som sedan tio år utkämpar en blodig kamp mot armé och säkerhetsstyrkor i östra Turkiet. Flera gånger har Turkiet anfällt PKK-baser i norra Irak. Organisationens viktigaste baser finns dock i Syrien och de delar av Libanon som kontrolleras av syrierna.

Domarna har kritiserats i Turkiet av det socialdemokratiska folkpartiet, vilket ingår i regeringen. EU-kommissionens avgående ordförande Jacques Delors kallade utslagen för skandalösa och framhöll att han skulle vara mot en tullunion som inte innehöll garantier att Turkiet skulle respektera mänskliga rättigheter.

### Kan inte ingripa

Det officiella Turkiet med president Süleyman Demirel i spetsen har svarat att regeringen inte kan ingripa i den rättsliga processen. Många

myndighetspersoner anklagar omvärlden, inklusive Sverige, för att stödja PKK. Omtanken om mänskliga rättigheter är en täckmantel för att Europa inte vill uppta muslimska stater i kretsen, heter det vidare. Vad gör Europa för muslimernas rättigheter i Bosnien? blir en motfråga.

Turkiets EU-anknytning blir nu en viktig angelägenhet under nästa år. Trots reservationer förefaller alla medlemsstater utom Grekland benägna att försöka förverkliga tullunionen. Att isolera Turkiet kan stärka de islamska krafter Europa fruktar. Dessa använder redan Europas attityd som ett argument för att Turkiet bör rikta blickarna åt andra håll.

Det är dock inte säkert att medlemsregeringarnas vilja räcker. EU-parlamentet och eventuellt de nationella parlamenten är osäkra faktorer. Gemenskapens handelspolitiska expansion till gränstrakterna av Kaukasus, Iran och Irak kan bli Sveriges första skärseld som EU-land.

FREDRIK BRACONIER



Domarna mot tvåbarnsmamman Leyla Zana och sju andra f d kurdiska parlamentariker har försvårat Turklets närmande till EU och ge den kurdiska oppositionen nya martyrer. Foto: AP

## Menteşe puts cost of war on PKK at 500 trillion liras

*Turkish Daily News*

By Bahadır Sade and Şerif Ertürk

İZMİR- Interior Minister Nahit Menteşe has announced that the financial burden of combatting terrorism in the Southeast is around TL 500 trillion liras (\$12.5 billion), adding that it would be much better if these funds were allocated for the reconstruction and development of the region.

Addressing a meeting of the Aegean Young Businessmen's Association (EĞİAD) in İzmir on Friday, Menteşe said Turkey had been fighting one of the bloodiest terrorist groups in the world for a decade now.

He also discounted any suggestions of a "political solution" in the fight against the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK). Menteşe said that this organization's first aim was to secure autonomy, then to move towards a federation and finally to declare full independence from Turkey.

Indicating that there was "no choices" in this situation for Turkey to consider, he said that a political settlement would mean in effect the division of Turkey.

Menteşe also provided figures on investments in the Southeast, adding that the reason behind the surfacing of the PKK was not the poverty in the region.

"The tax revenues secured from the major metropolitan centers such as Istanbul, Ankara, İzmir, Adana, Kocaeli and Bursa is 76 percent of the total revenue collected. Much of this amount is spent on Eastern Anatolia.

While the tax collected from Şırnak is about 162 billion liras, we invested about 3 trillion liras there" Menteşe said.

He said that this indicated that the real problem was not one of economics and pointed to the Southeastern Anatolian Project (GAP) as another massive undertaking by Turkey in terms of investments in the region.

"I think it is these investments in the Southeast that is the reason behind terrorism because the PKK doesn't want the government to invest in the region in order to separate it from Turkey" Menteşe said.

Menteşe also touched on the subject of mystery killings and maintained that almost 87 percent of these crimes had been solved.

As an example of police successes in this respect he pointed to the prompt arrest of an attack on a passenger bus by PKK militants just prior to the New Years.

Menteşe also sounded an optimistic note on the prospects of solving the murders of notable journalists and writers such as Uğur Mumcu and Bahriye Üçok.

Responding to accusations concerning the alleged activities of a state financed "counter-guerilla" organization, and charges that security forces were torching villages in the Southeast, Menteşe claimed these charges were based on attacks by terrorists wearing police or military uniforms in order to provoke the people of the region against the state. As for the accusations themselves he rejected these categorically and said the state would never burn down the houses of its own citizens.



**LES**  
**GENS**



**LEYLA ZANA,**  
31 ans, ex-députée kurde de Diyarbakir, condamnée en décembre à quinze ans de prison ferme par la Cour de sûreté de l'Etat, sera candidate pour le prix Nobel de la paix. «Je

ne me suis pas présentée. Ce sont des députés norvégiens qui m'ont proposée», a-t-elle affirmé au quotidien Milliyet (libéral). Elle est accusée «d'appartenance et aide à une bande armée», c'est-à-dire au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste et séparatiste) qui, depuis dix ans, mène la guérilla dans le Sud-Est anatolien. Cette annonce a suscité de violentes réactions dans la classe politique turque. Le président de la Cour constitutionnelle a même alerté le gouvernement pour qu'il tente de bloquer cette candidature.

**MONDE** 9

samedi 4 et dimanche 5 mars 1995

Libération

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0457 4 I 0270 SUE /AFP-QV54  
Nobel-paix-Kurdes

Un député kurde condamné en Turquie présenté pour le prochain Nobel de la paix

OSLO, 30 jan (AFP) - Six parlementaires norvégiens ont proposé lundi à Oslo qu'un député kurde turc, Mme Leyla Zana, condamnée à 15 ans de prison en décembre dernier à Ankara, reçoive le prix Nobel de la paix 1995.

Dans une lettre rendue publique lundi, les députés norvégiens estiment que Mme Zana, 34 ans, condamnée par la Cour de sûreté de l'état d'Ankara pour "création et appartenance à bande armée", est "le symbole de la non-violence et des valeurs démocratiques".

"Tandis que les destructions, les violations des droits de l'Homme et la violence règnent dans les provinces kurdes de Turquie, Leyla Zana est un porte-parole infatigable d'une solution pacifique et démocratique du conflit entre l'Etat turc et la minorité kurde du pays", ajoutent les parlementaires.

Mme Zana avait été condamnée avec sept autres députés kurdes, accusés d'activités séditionnaires et de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en guerre contre les autorités centrales turques.

Les candidatures pour le prochain prix Nobel de la paix, qui sera décerné en octobre, doivent parvenir, comme chaque année, avant le 31 janvier au Comité Nobel norvégien.

Les députés ayant présenté la candidature de Mme Zana sont issus des principaux partis politiques norvégiens, dont le parti travailliste au pouvoir.

Le prix Nobel de la paix 1994 a été attribué au chef de l'OLP Yasser Arafat, au Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et à son ministre des Affaires étrangères, Shimon Peres.

ajb/pk/lb

AFP /JO0245/301843

JAN 95

## Zana letter to Mitterrand asks for help for peace

*Turkish Daily News*

ANKARA- Leyla Zana, one of the deputies of the banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP), who was sentenced to 15 years imprisonment, has written a letter to French President Francois Mitterrand requesting his support for a dialogue between Kurds and Turks aimed at instituting peace and enhancing democracy within the present borders of Turkey.

Zana's remarks appeared to be aimed at belying the charges of separatism levelled against her and to underline that her basic efforts are directed at instituting democracy in Turkey, and not at the establishment of a separate Kurdish state on a part of Turkish territory.

In her letter, dated Feb. 9, Zana also thanked the French president for his support and interest "at a time of suffering and pain" both for herself and the country's people and said both she and the other imprisoned DEP deputies felt encouraged by this support.

The pro-Kurdish DEP was closed down by the Constitutional Court last year and eight of its deputies were put on trial and sentenced to prison terms ranging from three to 15 years, convicted on charges of collaborating with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Six DEP deputies fled to Europe seeking political asylum.

In her letter to Mitterrand, Zana said that the sentencing of the DEP deputies had brought an international reaction against Turkey and that the Turkish government had tried to lessen the impact of that reaction by saying "it was not the final decision and the Supreme Court could change it."

But Zana said although two months had passed since the State Security Court imposed its sentence, the DEP deputies had not received any written documents explaining the reasons for the court's decision. As a result of this, according to the law, it was not possible to lodge an appeal at the Supreme Court. "We would like to be able to hope that the Supreme Court will overturn the State Security Court's decision," Zana stated. But she pointed to an example of influence being exerted on court decisions in Turkey. She referred to a news article published by daily Cumhuriyet on March 17, 1994 about Prime Minister Ciller's meeting with members of the Supreme Court. "Strengthening our doubts about the Supreme Court's decision," Zana said.

Zana continued that she and her colleagues very much appreciated President Mitterrand's initiatives for democratization in Turkey.

"Our endeavour and desire to stop the bloodshed and establish peace will continue even if

all democratic ways are blocked," she stated.

She spoke of "our effort to create a Turkey where all the barriers to freedom of expression are lifted, where young people do not get killed, briefly a Turkey with a smiling, contemporary and happy people."

"We call on the Western democracies not only to watch the tragedy of our people but to initiate a process of peace and dialogue that would contribute to stopping the bloodshed and tears and allow for Turks and Kurds to live together within the borders of the same state, as it has always been, in a democratic system, equal, free, as friends and respecting each other's cultural rights and identity," she said.

"We believe that Turkey could be a stable, reliable and strong ally if only it had a functional democracy and internal peace," Zana noted that France held the term presidency of the European Commission and hoped President Mitterrand would use his influence to "contribute to the foundation of democracy and peace in Turkey and help it to integrate into the Western world."

She also expressed her happiness at being able to correspond with the French president and also thanked Madame Mitterrand for her support.

*Turkish Daily News*

THURSDAY, FEBRUARY 2, 1995

## Anger expressed over Leyla Zana's nomination for Nobel Peace Prize

*Turkish Daily News*

ANKARA- The nomination of ex-Democracy Party (DEP) deputy Leyla Zana for the Nobel Peace Prize by six Norwegian parliamentarians has caused angry reactions in some Turkish quarters, the Anatolia news agency reported on Wednesday. Yekta Güngör Özden, the Presiding Judge of the Constitutional Court said that this was a sign that people who were regarded as friends were not. "If Apo gets a honorary medal soon, I will not be surprised," said Özden referring to the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Writer Toktamış Ateş said sarcastically that it would have been better if the parliamentarians had nominated Boris Yeltsin for his activities in support of peace in Chechnya or Radovan Karadzic for his

efforts towards peace in Bosnia.

Alpaslan Türkeş, the Chairman of the Nationalist Movement Party (MHP) said that he considered it to be a political game. "What did Zana do for human kind to deserve such a nomination?" said Türkeş. State minister Azimet Köylüoğlu, responsible for human rights, said that anyone could nominate whoever they wanted for any prize. However, he added that it would be the public who will decide whether Zana deserves the prize.

Akın Birdal, chairman of the Human Rights Association, said that Zana had been nominated in the name of freedom of expression. He also stated that he saw the nomination as an encouragement to peace and brotherhood among the people in Turkey.

# Maine Sunday Telegram

Maine Sunday Telegram, February 5, 1995

## KURDISH POLITICAL PRISONER

# He suffers for conscience' sake

● Help persuade Turkish officials to set Mehdi Zana free.

**T**wo news reports last week brought an old, familiar image back into focus for me. It was that of Mehdi Zana, a Kurdish political prisoner in Turkey on whose behalf I have worked intermittently for six years.

The first report was that Turkey was among those would-be U.S. allies that were human rights abusers on a major scale. The State Department's annual human rights report cited police excesses, cruel prison conditions and discrimination against ethnic minorities.

The second report said Leyla Zana, Mehdi's wife and a Kurdish-Turkish patriot in her own right, had been nominated for the Nobel Peace Prize.

My journey with Mehdi Zana began on the plains of Kansas when, as editorial page editor of *The Wichita Eagle*, I saw his image on an Amnesty International calendar that came into the office.

It haunted me then, and it haunts me now. It was the face of a then-young man, a face "heavy with grief yet tinged with hope," as I wrote then.

Mehdi Zana is older now (see photo), and though he has undergone years of torture in a prison system that can only be described as medieval, he still can smile and still has hope in his eyes.

**BELIEVING THEN**, as I do now, that we all are brothers and sisters, I asked our readers in Wichita to write letters to Turkey's president and to Mehdi himself. Many of them did, imploring the president to order his release, and letting Mehdi know he wasn't forgotten.

When I left Wichita and moved to Maine in October 1991, Mehdi Zana still was in prison. In June of the following year, however, I heard from one of our readers in Wichita, a worker at Boeing who had written to Mehdi and, unlike the rest of us, had received a reply!

"Life is very difficult in Kurdistan. A lot of people are killed by the government," he wrote. As for himself, he was in the Bismie prison at the time, and due to be released on June 4!



Mehdi Zana: A patriot in chains.



George Neavoll

Editorial Page Editor

Sometime after this, I met Reza Jalali, a Kurd and former political prisoner himself, in Portland. Reza was active in Amnesty International here, and eventually would be elected to the organization's national board of directors.

**REZA KNEW** all about Mehdi Zana, and gave me a book Mehdi had written in Kurdish, a language once banned by Turkish authorities. I had a very strange feeling as I held it, as though I were holding a piece of the famous author and freedom fighter himself.

Reza Jalali told me for the first time about Leyla Zana, and her own fight for human freedom. The first Kurdish woman to be elected to the Turkish

### WHAT TO DO:

Write a short, courteous letter requesting Mehdi Zana's release and address it to: The Hon. Suleyman Demirel, Office of the President, Devlet Baskanligi, Ankara, Turkey.

Send a note or short message of encouragement to: Mehdi Zana, Ankara Kapali Merkez Cezaevi (Ankara Central Closed Prison), 9. Kogus, Ankara, Turkey.

Airmail postage is 50 cents for each half-ounce (about one sheet).

Parliament, after many restrictions on Kurds were lifted in 1991, Leyla subsequently was removed from Parliament and arrested in March 1994.

She and seven fellow Kurdish deputies were thrown in prison, and six of the eight are still there. Leyla is among them, serving a 15-year sentence on charges of having aided the secessionist guerrillas of the Kurdish Workers' Party.

**MEHDI ZANA**, meanwhile, was re-arrested and charged with disseminating "separatist propaganda" in a December 1992 speech to the European Parliament's subcommittee on human rights. In May 1994, he was sentenced to four years' imprisonment.

He already had served 11 years, starting in October 1980 when he was mayor of Diyarbakir in eastern Turkey, for allegedly belonging to the banned Kurdish Socialist Party of Turkey and "continuing secessionist activities."

Before that, Mehdi had served three years, from 1971 to 1974, for earlier alleged "secessionist" acts.

Now he sits in a dank prison cell, 12 square meters (129 square feet) in size, with five other prisoners, suffering from a chronic asthma condition.

Help change the world for the better. Write a letter on his behalf today. If it's convenient, send me a copy when you do.

# Maine Sunday Telegram

Maine Sunday Telegram, February 19, 1995

## TALE OF TWO WOMEN

# From high office to jail cell

● Turkey's prime minister keeps a nominee for the Nobel Peace Prize her prisoner.

By REZA JALALI

This is a tale of two women from Turkey, a tale of courage, fear and hope. Their tale has come to symbolize the ancient struggle of good and evil.

Although their lives have always been as different as day and night, these two have shared a subtle commonness that only two women of the same generation, growing up in a Muslim society, could experience. One of them, possibly the most powerful politician in modern Turkey, is Prime Minister Tansu Ciller. The other woman is a powerless political prisoner, Leyla Zana, currently serving a 15-year imprisonment in a Turkish jail.

ZANA IS A Turkish human rights activist who has been nominated for this year's Nobel Peace Prize. Though both of these women were born in Turkey, until a few years ago they did not even speak a common tongue. Zana was born a Kurd, into a community of millions not recognized by Turkey until recently. She lived as a ghost in her own country.

For years, Turkey has refused to recognize the rights of the Kurds, referring to them as "mountain Turks." Zana, in her search to find the identity of her people, has managed to find her own voice too. Just as Ciller is the first female to reach the highest office in Turkey, Zana is the first Kurdish woman to be elected to the Turkish Parliament.

But the similarities evaporate in the face of hard reality. Where Ciller was born in the prosperous city of Istanbul, Zana was born in the impoverished city of Diyarbakir. As Ciller was planning her higher education, Zana, like the majority of Kurdish women, would soon drop out of high school. A few years later she would marry a man who would introduce her to the culture of suffering which persecuted minorities learn to live with everywhere.

Her husband, Mehdi Zana, has been prominent in the Kurdish community. A



File photo

Leyla Zana: Parliament to prison.

### ABOUT THE AUTHOR

Reza Jalali of Portland, a native Kurd, is a board member of Amnesty International USA. Mehdi Zana, husband of Leyla Zana, was the subject of a column by George Neavoll on Feb. 5.

respected writer, he has been in and out of prison for his writings all his life. Leyla Zana's first attempts to learn the Turkish language came when she visited different detention centers to get news of her husband and other activists.

IN 1987, she was arrested during a demonstration about human rights violations. In detention, her Turkish became perfect. By 1990, both Ciller and Zana had entered politics. Both were elected to Parliament, in different parties, by 1991.

Anxious to receive Western aid, the Turkish government had unwillingly entered an era of expanded, but controlled, democracy. The Kurds responded with enthusiasm and elected eight deputies, including Zana, to Parliament.

### WHAT TO DO:

Write a short, courteous letter requesting Leyla Zana's release to: The Hon. Suleyman Demirel, Office of the President, Deviet Baskanligi, Ankara, Turkey. Airmail postage is 50 cents per half-ounce.

Soon the reforms came under attack by right-wing forces. Last year, to the surprise of many, Ciller took away the parliamentary immunity of the Kurdish deputies and jailed them all. Six, including Zana, are still in prison, her life in danger from the military that supports Ciller.

Mehdi Zana is back in prison, too, sentenced to four years for giving "separatist propaganda" during a speech to the European Parliament in December 1992. According to Amnesty International, he is held in with five other prisoners in a cell measuring 129 square feet.

Amnesty International has asked its worldwide membership to write Turkish officials seeking his release. In the United States, Sen. Dennis DeConcini, D-Ariz., and Rep. Steny Hoyer, D-Md., have issued a statement to the same end.

THE ZANAS' predicament is part of a power struggle over the future of the Kurds. Turkey needs foreign aid, yet because of its violations of human rights, it faces international isolation.

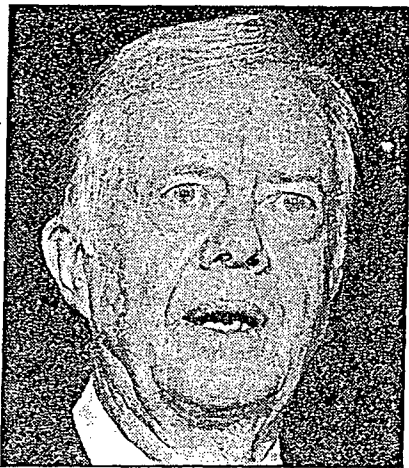
In some sense, both of the women in this story are captives of the Turkish military - one in a jail cell, the other in her office. Zana could be executed, or Ciller deposed in a coup.

But the future does not need to be that dark. The U.S. government, backed by the protests of concerned citizens, could include respect for human rights as a condition of maintaining the special relationship between the two nations.

If the United States were to suspend all aid until the Zanas and thousands like them were released, the story could have a happy ending after all.

- Special to the Telegram

NEWSMAKERS



**Jimmy Carter**  
Diplomacy helped in N. Korea, Haiti



**Wei Jingsheng**  
Led pro-democracy effort in China



**Leyla Zana**  
Turkish leader supported Kurds

# Media in Norway say nominees for '95 peace prize include Carter

*Associated Press*

OSLO, Norway – Former President Jimmy Carter and Chinese dissident Wei Jingsheng are among the nominees for this year's Nobel Peace Prize, Norwegian media said Thursday.

They and several others, including a Russian human rights campaigner and an imprisoned Kurdish politician, have been reported among the many nominations received by the Nobel Peace Prize committee.

Nominations must be postmarked no later than Jan. 31.

The Nobel committee does not reveal the names, only the number of nominations. It said it would have a final count next week after receiving all submissions.

According to Norwegian media,

members of the Danish parliament nominated Wei Jingsheng for his pro-democracy efforts in China. He is in jail in China.

Carter was nominated for helping defuse a nuclear crisis in North Korea and mediating before the U.S. military intervention in Haiti last year.

According to the Oslo newspaper *Verdens Gang*, Russian President Boris Yeltsin's human-rights adviser, Sergei Kovalyov, was nominated for his outspoken criticism of the Russian assault on the separatist republic of Chechnya.

Leyla Zana, serving a 15-year sentence in Turkey on charges of aiding a Kurdish guerrilla organization, was nominated by a group of Norwegian lawmakers, the paper

said. She was a member of Turkey's parliament representing a pro-Kurdish party until she was arrested in March and her party banned.

The French-based humanitarian aid organization *Doctors Without Borders* was nominated for consistently providing help in regions ravaged by war, the latest in Chechnya.

Nobel prizes usually are announced in October.

The Nobel Peace Prize is presented each year in Oslo, Norway, on Dec. 10, the anniversary of the death of Alfred Nobel, the Swedish industrialist who created and endowed the prizes.

The 1994 Peace Prize was shared by PLO leader Yasser Arafat, Israeli Foreign Minister Shimon Peres and Prime Minister Yitzhak Rabin.

## "DER PREIS DER FREIHEIT" -

## BRIEF AUS DEM GEFÄNGNIS

**A**m 8. Dezember letzten Jahres wurde die kurdische Abgeordnete Leyla Zana zu 15 Jahren Gefängnis verurteilt. Sie habe sich des Separatismus schuldig gemacht (ihr wurde u.a. vorgeworfen, auf einer Sitzung des türkischen Parlaments, einige Worte 'in einer unbekannt Sprache' gesprochen zu haben - Leyla Zana hatte einen Satz zur türkisch-kurdischen Zusammenarbeit auf kurdisch gesagt). Die Beobachter und Beobachterinnen des Prozesses sind sich einig, daß dies ein politisches Urteil ist. Kurz danach hat die türkische Generalstaatsanwaltschaft erneut die Todesstrafe für die inhaftierten Abge-

ordneten gefordert. Im März wird die Urteilsbegründung bekanntgegeben.

Inzwischen sitzt aber Leyla Zana im Gefängnis; ihr Gesundheitszustand ist bedenklich.

In Ankara gab uns die europäische Abgeordnete Antoinette Fouque, französische Verlegerin (éditions des femmes) und engagierte Feministin, einen Brief von Leyla Zana an sie (vom 30.11.94), aus dem Gefängnis Merkez Kapali Cezavi, den wir hiermit erstmals veröffentlichen.

*Liebe Antoinette Fouque,*

Ich bedanke mich für das Interesse und die Solidarität, die Sie über mich den kurdischen Frauen entgegenbringen. Ihre Anwesenheit beim Prozeß hat mich glücklich gemacht. Ich bin traurig, daß ich Sie nicht sehen konnte. Meine Mutter hat aber lange über Sie gesprochen... Ich glaube, sie macht sich mehr Sorgen um meine Kinder als um mich!...

Wie jede kurdische Frau hat meine Mutter viel gelitten und schwere Augenblicke erlebt. Sie hat durch ein hartes

Schicksal erfahren, was Freiheit bedeuten kann. Vor zehn Jahren lebte das kurdische Volk in Verhältnissen der Sklaverei, insbesondere die Kurdinnen. Meine Mutter ertrug alles fügsam und sagte dabei: 'Das ist unser Schicksal'. Aber mit der Entfaltung des Freiheitskampfes in den letzten Jahren haben sich Kurdinnen schnell weiter entwickelt und verändert. Für die Freiheit mußten sie aber einen sehr hohen Preis zahlen. In Lice, einem Dorf in der Nähe von Diyarbakir, setzte sich 1990 eine 48jährige Mutter, Kudret Filiz, an die Spitze eines Bevölkerungsaufstands. Sie wurde von einem Panzer überfahren - das war der Preis der Freiheit! Solche Frauen waren uns Vorbilder. Mit ihren Opfern haben sie versucht, uns

sind die kurdischen und türkischen Frauen, die am schwersten von den Auswirkungen der sozialen, politischen und wirtschaftlichen, vom Krieg bedingten Krise betroffen sind.

Die Tatsache, daß die Obrigkeit die Lösung der kurdischen Frage in der Fortsetzung des Krieges sucht und keine friedliche Lösung in Betracht zieht, macht die Sache immer schwieriger.

Der Grund, weshalb wir hinter Gittern sitzen, zwischen Betonmauern, liegt in unserem frühzeitigen Erkennen dieser Probleme, und weil wir eine friedliche Lösung im Rahmen der Demokratie und der Gleichheit unserer beiden Völker vorgeschlagen haben.

Im Gegensatz zu dem, was behauptet wird, haben wir viel mehr auf ein gleichberechtigtes Zusammenleben als auf eine Separierung gesetzt. Und dies widersprach natürlich der Politik derjenigen, die marktschreierisch den Krieg verteidigen. Wir wurden vom Parlament ausgeschlossen in einer Art, die ihresgleichen in der Welt sucht, in Verletzung jeglicher Rechtsnorm. Und wir wurden ins Gefängnis geworfen. Durch uns wird versucht, das türkische Volk und die demokratischen Kräfte der Türkei einzuschüchtern, zu terrorisieren und die ganze Gesellschaft zum Schweigen zu bringen. Die von der Regierung verfolgte Politik führt zum Ausschluß der Türkei aus der internationalen Gemeinschaft. Ich bin ehrlich der Meinung, daß die türkische Bevölkerung dies nicht verdient. Die Regierung trägt die volle Verantwortung dafür.

Es hat mich gefreut, daß Taslima Nasreen sehr mutig eine neue Interpretation des Korans fordert. Heute sehen alle am Beispiel Iran, wie Frauen in den moslemischen Ländern durch eine ausschließliche Interpretation des Korans unterworfen werden. Die Verleihung eines Preises an Taslima Nasreen stellt für die Frauen eine beachtliche Anerkennung dar, und zeigt, daß Frauen Menschen sind und ein freies Leben genießen sollten...

Mein Gesundheitszustand, der bereits zu wünschen übrig litt, hat sich aufgrund der sehr primitiven Haftbedingungen noch verschlechtert. Die Tagesstrahlen erreichen nicht mal den kleinen Spazierweg, der drei Meter breit und 20 Meter lang ist - und dies hindert mich daran, den Himmel zu sehen. Ich habe die Möglichkeit, den Besuch meiner Nächsten für zwei Stunden einmal in der Woche zu empfangen, hinter einem doppelten Fenster und hinter Gittern. Ich darf meine Freunde, die wie ich verurteilten Abgeordneten, nur sehen, wenn



Mut zu geben. Mit ihrem Leben haben sie gezeigt, daß auch die Frau ein menschliches Wesen ist, daß sie human leben muß, und daß dies ohne Kampf nicht möglich.

Heute noch sind es die Frauen, die am meisten weinen und leiden. Sie erleben täglich den Schrecken des Todes ihrer Kinder. Kinder, die sie unter vielen Schwierigkeiten und Anstrengungen erzo-gen haben. Kinder aus armen türkischen Bevölkerungsschichten werden in diese Region geschickt und verlieren ihr Leben in dem schmutzigen Krieg. Es



die Rechtsanwälte uns besuchen. Ich bin allein mit zwei Wächterinnen. Mit ihnen habe ich keinerlei Probleme. Außerdem bin ich der Ansicht, daß es zwischen den Völkern keine Probleme gibt. Wenn die Regierenden gut regieren würden, so wäre es den Menschen möglich, friedlich und brüderlich zu leben, unabhängig von Rasse, Sprache oder Religion. Die Menschen bräuchten nicht zu weinen und leiden.

Die besten Wünsche für Ihre Arbeit. Ich umarme Sie und versichere Ihnen meiner Zuneigung und meine Hochachtung.

Leyla Zana

\* Aus dem Französischen von Florence Hervé

\*\* Eine Dokumentation zu Leyla Zana und zu ihrem Prozeß ist im WIR

FRAUEN-Büro erhältlich (für 3,- DM inkl. Versandkosten). Ebenfalls eine Solidaritätspostkarte (für 1,70 DM inkl. Versand).

\*\*\* In einigen Städten in Deutschland und anderen europäischen Ländern werden am jeweiligen achten eines Monats Mahnwachen für Leyla Zana vor den türkischen Konsulaten bzw. in der Innenstadt durchgeführt.

LIBÉRATION - 28 avril 1995

## La Turquie rompt avec l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

La délégation turque au Conseil de l'Europe a annoncé hier la rupture de «toutes ses relations» avec l'Assemblée parlementaire de cette organisation, créée en 1949 pour défendre les principes de démocratie et des droits de l'homme sur le vieux continent et qui regroupe aujourd'hui 34 pays. La Turquie est l'un des membres fondateurs. Le gouvernement d'Ankara continuera pour l'instant de siéger au Comité des ministres de l'organisation. La décision, prise à l'unanimité par les 12 parlementaires turcs à Strasbourg, répond à l'ultimatum lancé la veille au soir par l'assemblée, qui avait adopté par 112 voix contre 29 une recommandation au Comité des ministres (organe exécutif du conseil) lui demandant «d'envisager la suspension des droits de représentation de la Turquie» à moins de progrès significatifs en matière de démocratie et de respect des

droits de l'homme. Les socialistes exigeaient une suspension immédiate d'Ankara. Les conservateurs comme les démocrates-chrétiens s'y opposaient. Le gouvernement turc obtient un délai de deux mois. D'ici là, il devra avoir «retiré ses forces du nord de l'Irak» et entamé «la recherche d'une solution pacifique au problème kurde» et donné «un délai précis pour rendre sa Constitution et sa législation conformes aux principes et normes du Conseil de l'Europe». Les critiques se focalisent notamment sur le sort des députés kurdes du DEP (Parti de la démocratie, dissous en mars 1994) dont 6 sont toujours emprisonnés à Ankara «pour propagande séparatiste». Un comité international pour leur libération a été créé hier sous la présidence de Danielle Mitterrand avec le soutien d'une demi-douzaine de prix Nobel, dont le Dalai Lama. (AFP, Reuter)

## Støtte til fængslet kurder

Arbejderbevægelsens Internationale Forum har på sit årsmøde i Ringkøbing besluttet at tildele det fængslede kurdiske parlamentsmedlem, Layla Zana, deres Rose Pris, som er på 25.000 kr. Layla Zana tildeles prisen, fordi hun sidder fængslet for sin demokratiske indsats for kurdernes rettigheder i Tyrkiet.

4 Berlingske Tidende 1. sektion

Le Figaro - 28 avril 1995

## EUROPE-TURQUIE

### Un comité de soutien aux députés kurdes

□ Danielle Mitterrand et six prix Nobel de la paix, dont le dalaï lama et l'archevêque noir sud-africain Desmond Tutu, ont fondé un Comité international pour la libération des six députés kurdes encore en prison à Ankara. L'annonce de la création de ce comité a été faite hier à Paris, tandis qu'à Strasbourg la délégation turque rompait ses relations avec l'Assemblée du conseil de l'Europe. Elle ripostait à l'ultimatum menaçant la Turquie de suspension sauf progrès en matière de droits de l'homme.

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRS0534 4 I 0388 SUE /AFP-TU18

France-Kurdes-Nobel

Mme Mitterrand pour l'attribution du prix Nobel de la paix à un député kurde turc

STOCKHOLM, 3 mai (AFP) - L'épouse du président François Mitterrand, Mme Danielle Mitterrand, a plaidé auprès du Comité Nobel norvégien en faveur de la candidature d'un député kurde turc, Mme Leyla Zana, condamnée à 15 ans de prison, au prix Nobel de la paix 1995, a-t-elle annoncé mercredi.

Mme Zana "le mérite, pour elle et la population qu'elle représente, pour son courage et son sacrifice", a estimé Mme Mitterrand, lors d'une visite à Stockholm, au lendemain de son passage en Norvège.

Si la prestigieuse récompense était décernée, en octobre prochain, à ce député, "ce serait pour le prix Nobel une grande ouverture vers le monde musulman, Leyla Zana représentant les musulmans non fondamentalistes", a-t-elle ajouté lors d'une conférence de presse.

"Elle aussi est très représentative de ce genre de femmes qui, à l'instar d'une Aung San Suu Kyi (prix Nobel de la paix 1991, Birmanie) et d'une Rigoberta Menchu (Nobel 1992, Guatemala), se battent pour leurs libertés et leur reconnaissance dans le monde", a poursuivi Mme Mitterrand, qui milite pour la libération du député.

La présidente de la fondation France Libertés a précisé avoir discuté mardi à Oslo de la candidature de Mme Zana avec le secrétaire du Comité Nobel, Geir Lundestad. "Je me suis gardée d'offenser son indépendance, mais je n'ai pas pu m'empêcher de lui apporter des documents et des éléments" en faveur de Mme Zana, a-t-elle souligné.

Selon elle, trois lauréats du prix Nobel de la paix, Oscar Arias Sanchez (1987), Adolfo Perez Esquivel (1980) et Betty Williams (1976), soutiennent également cette candidature, proposée en janvier par six parlementaires norvégiens.

Elle a été condamnée en décembre dernier par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour "création et appartenance à bande armée" avec sept autres députés kurdes, accusés d'activités séditionnelles et de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en guerre contre les autorités centrales turques.

Mme Mitterrand s'est rendue en Norvège et en Suède pour oeuvrer à la création dans ces pays de sections nationales du Comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie, qu'elle préside.

ajb/jpa/cc

AFP /JO0245/031635

MAI 95

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

# Fru Mitterrand vil gi Fredsprisen til kurder

Frankrikes førstedame i Oslo: - Gi Fredsprisen for i år til kurderen Leyla Zana.

MARIANN NORDSTRØM  
TOR JARILD (foto)

Med sitt sterke engasjement for kurdernes sak besøkte den franske presidentfruen Danielle Mitterrand Oslo i går. Hun hadde med seg solid dokumentasjon om de tyrkiske kurdernes vanskelige situasjon.

-Over 2000 kurdiske landsbyer er nå evakuert, brent ned og utradert fra kartet som følge av den brente jords tattikk tyrkerne brukte i den kurdiske provinsen. Over tre millioner mennesker er jaget på flukt. På to år er 3840 kurdiske demokrati-aktivister drept av mystiske dødsskvalder eller som følge av tortur. Hvordan kan dette standse? spør hun.

Øverst på listen av en lang rekke møter i Oslo sto besøket i Nobelinstittuttet. Der møtte Danielle Mitterrand direktør Geir Lundestad for å overbringe dokumentasjon

om den kurdiske politikeren Leyla Zanas arbeid for menneskerettigheter og demokratisk sameksistens mellom kurdere og tyrkere.

Zana sitter fengslet i Tyrkias siden i fjor, dømt til 15 år for å ha talt kurdernes sak. Sammen med henne sitter syv andre kurdiske parlamentarikere, som er dømt for forræderi.

## Norsk støtte

Seks norske stortingsrepresentanter har tidligere foreslått Zana som kandidat til Nobels fredspris, og en rekke tidligere prisvinnere stiller seg bak kandidaturet.

Danielle Mitterrand kjenner Leyla Zana personlig. -Hun er kurdernes ypperste symbol på fredelig motstandskamp. Hun er en svært modig kvinne, og vil, om hun får prisen, bli den første muslimske kvinne som får denne æren, sa fru Mitterrand til Aftenposten.

Den franske presidentfruen har i mange år vært aktiv menneskerettsaktivist. Hun er president i Den internasjonale komiteen for frigivelsen av fengslede kurdiske parla-

mentarikere, som hun startet i Paris nylig sammen med de tidligere fredsprisvinnere Oscar Arias Sanchez, Mairead Corrigan, Dalai Lama, Desmond Tutu, Adolfo Perez Esquivel og Betty Williams. Formålet er å samordne den internasjonale innsatsen for å få de fengslede kurdiske parlamentarikere satt fri.

Anita Apeltun Sæle (Kr.f) som er leder for Stortingets kurdergruppe, sier til Aftenposten at gruppen støtter Mitterrands arbeid.

Frankrikes førstedame er også leder for den franske menneskerettsorganisasjonen France-Liberté, og kurdernes skjebne har i over et tiår vært blant hennes hjertesaker. Engasjementet ble forøvrig vekket da organisasjonen fikk rapporter om Leyla Zanas mann, Mehdi Zana, som risikerte dødsstraff for å ha snakket kurdisk i sin kurdiske hjemby. Menneskerettsaktivistenes innsats førte til at han fikk 36 års fengsel, senere omgjort til 26.

Danielle Mitterrand erkjenner at posisjonen som presidentfrue har hjulpet henne til å komme i kontakt med «maktens mennesker».



AKTIVIST: Frankrikes førstedame Danielle Mitterrand leverte dokumentasjon til Nobelinstittuttet om sin personlige fredspris-kandidat, kurdiske Leyla Zana.



## Fru Mitterrand söker stöd för fängslade kurder

En svensk kommitté till stöd för fängslade kurdiska parlamentariker skall bildas i Sverige och ingå i ett internationellt nätverk. Det blev resultatet av ett snabbt Sverigebesök på onsdagen av Danielle Mitterrand (r.v.), hustru till den avgående franske presidenten.

Madame Mitterrand är starkt engagerad för kurdernas sak. Hon leder ett kurdiskt institut i Paris och bildade förra veckan en internationell kommitté för

frigivandet av de fängslade parlamentarikerna. Nu reser hon runt för att få fart på bildandet av nationella stödkommittéer.

I Sverige behöver ingen kommitté skapas. Den existerande Svenska kommittén för kurdernas mänskliga rättigheter tar på sig uppgiften att vara stödkommitté. Ordförande blir moderaten Gustav von Essen (t.h.).

Den internationellt mycket uppmärksammade domen mot de kurdiska parlamentarikerna i Turkiet, i december förra året, medförde fängelsestraff i tre till i 5 år. På den omstridda frågan om det är rätt av EU att ingå tullunion med Turkiet hade Danielle Mitterrand ett koncist svar.

– Ingen är emot Turkiets inträde. Men inte detta Turkiet. Inte det Turkiet som vägrar respektera de mänskliga rättigheterna. (TT)

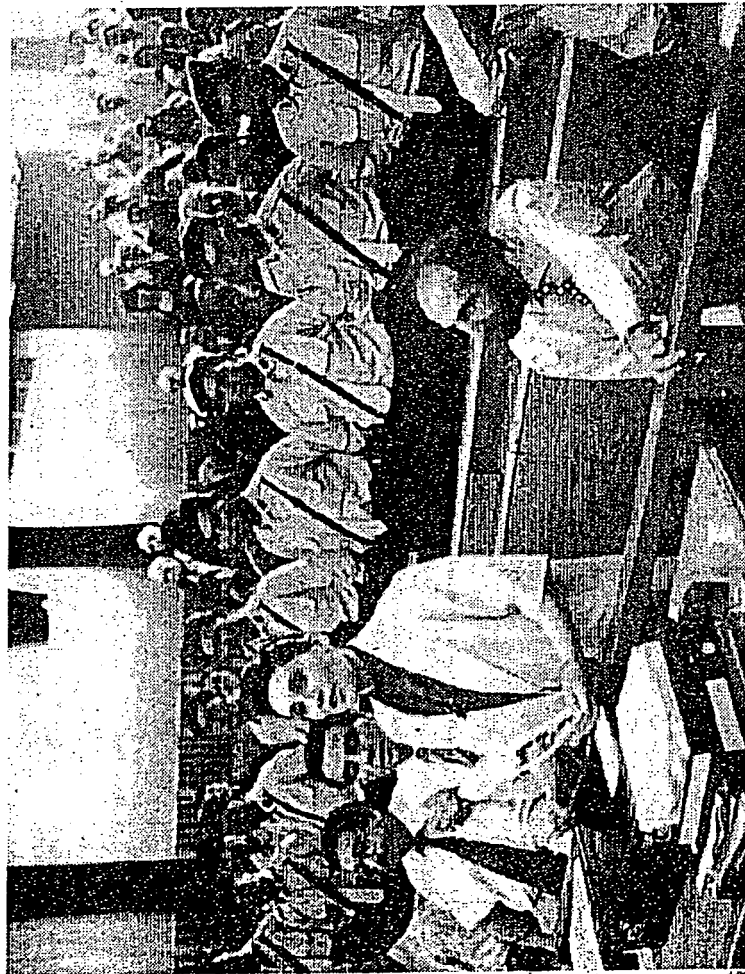
**L'Humanité**

VENDREDI 5 MAI 1995

# Visite à une démocrate emprisonnée

Ankara

*Sylvie Jan, présidente de la Fédération internationale démocratique des femmes, et la députée européenne Aline Pailler ont rencontré dans sa prison Leyla Zana, une parlementaire emprisonnée pour s'être prononcée en faveur d'un règlement pacifique du conflit au Kurdistan de Turquie.*



Leyla Zana (au premier plan), face à ses « juges » militaires de la Cour de sûreté d'Ankara.

**S**YLVIE JAN, présidente de la Fédération internationale démocratique des femmes et responsable de l'Union des femmes françaises (UFF), vient de se rendre à Ankara en compagnie d'Aline Pailler, députée européenne du groupe de la Gauche unitaire. Les deux personnalités ont rencontré Leyla Zana et les cinq autres parlementaires turcs condamnés par la Cour de sûreté de l'Etat à la fin de l'année dernière.

Ces démocrates ont été emprisonnés pour avoir défendu, en tant que députés, les idées pour lesquelles ils avaient été élus régulièrement par la population du Kurdistan de Turquie. Leur

« crime » consistait à lutter, par la parole, pour un règlement pacifique du conflit qui ensangante l'est de la Turquie, et pour le respect de l'identité des douze millions de Kurdes de Turquie dans le cadre de l'Etat turc. Parmi eux, Leyla Zana, dont l'époux, Mehdi, ancien maire de Diyarbakir, est lui-même détenu.

« Voici le texte que nous ont adressé Sylvie Jan et Aline Pailler :

« Nous venons de rencontrer Leyla Zana dans sa prison à l'occasion de son anniversaire. Elle a, ce 4 mai, trente-cinq ans. Nous avons pu l'embrasser et parler durant une heure trente. Leyla n'a pas changé depuis le jour du verdict, le 8 décembre

dernier, qui l'a condamnée à quinze ans de prison pour délit d'opinion. Belle, brillante d'énergie et de détermination, elle nous répète : « Je suis là pour les Kurdes comme pour les Turques. » Leyla Zana nous a parlé avec force du rôle des femmes dans l'histoire et la lutte du peuple kurde, des nécessaires solidarités réciproques entre les

femmes et les peuples à l'échelle internationale. Les milliers de messages qui lui sont parvenus l'aident beaucoup moralement. Son avocat, F. Yazar, se rendra à Paris le 4 juin prochain à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'UFF pour témoigner, s'il n'est pas à son tour arrêté et emprisonné comme de nombreux autres avocats.

Nous avons aussi rencontré son mari, Mehdi Zana, et les autres parlementaires condamnés. Nos échanges ont beaucoup porté sur l'Europe. Contrairement à ce qu'avait déclaré Bernard Kouchner récemment à la presse, Leyla Zana et Mehdi Zana ont une fois de plus demandé à tous les parlementaires européens « de ne pas céder » concernant les exigences exprimées à l'égard du gouvernement de la Turquie. « Il est nécessaire pour nous que la Turquie entre dans l'Europe mais à la condition qu'elle cesse de violer les droits de l'homme comme elle continue de le faire. Les prises de position du Parlement européen que nous partageons et qui nous donnent espoir tendent aussi la situation. C'est comme un sergent blessé, il devient très dangereux. Si vous vous arrêtez en chemin, cela représenterait pour nous, pour tous les défenseurs de la démocratie, un terrible recul. Nous insistons, ce n'est surtout pas le moment de céder. »